

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

*Treaty Series and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secretariat de la Société des Nations*

VOLUME 1

SEPTEMBRE 1920

NUMÉRO 1

Table des Matières.

	PAGE
Mémorandum sur l'Enregistrement et la Publication des Traités	7
No. 1.—Danemark, Norvège et Suède :— Article additionnel à la Convention monétaire du 27 mai 1873 et à la Convention additionnelle du 16 octobre 1875 (Convention monétaire scandinave), signé à Copenhague le 11 mai 1920	15
No. 2.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Japon :— Déclaration Anglo-Japonaise, signée à Spa le 8 juillet 1920	23
No. 3.—Belgique et Pays-Bas :— Arrangement télégraphique entre les Pays-Bas et la Belgique, signé à La-Haye le 8 mars 1920	25
No. 4.—France et Suisse :— Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre la Suisse et la France, signée à Berne le 9 décembre 1919	29
No. 5.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Suisse :— Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre la Suisse et la Grande-Bretagne, signée à Berne le 6 novembre 1919	37
No. 6.—Belgique, France, Grèce, Italie et Suisse :— Convention additionnelle à la convention du 6 novembre 1885 concernant les monnaies divisionnaires d'argent (Union monétaire latine), signée à Paris le 25 mars 1920	45
No. 7.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Suisse :— Extension du traité d'extradition du 26 novembre 1880, entre la Suisse et la Grande-Bretagne aux États Malaisiens de Perak, Sengalor, Negri Sembilan et Pahang, 24 décembre 1918 et 2 juillet 1920	53
No. 8.—Allemagne, France, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Tunisie :— Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale, signé à Berne le 30 juin 1920	59
No. 9.—Bulgarie et Grèce :— Convention entre la Grèce et la Bulgarie relative à l'émigration réciproque, signé à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919	67
Pays-Bas :— Dénonciation de la part du Gouvernement des Pays-Bas de la Convention relative au régime des Sucres, signée à Bruxelles le 5 mars 1902	73

Harrison and Sons, Ltd., St. Martin's Lane, Londres, W.C.2.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League*

VOLUME 1

SEPTEMBER, 1920

NUMBER 1

Table of Contents.

	PAGE
Memorandum on the Registration and Publication of Treaties	7
No. 1.—Denmark, Norway and Sweden:— Additional Article to the Monetary Convention May 27, 1873, and to the Supplementary Convention October 16, 1875 (Scandinavian Monetary Convention), ¹ May 11, 1920, signed at Copenhagen May 11, 1920	15
No. 2.—Japan and the United Kingdom:— Anglo-Japanese Declaration, signed at Spa July 8, 1920	23
No. 3.—Belgium and the Netherlands:— Telegraphic Agreement between the Netherlands and Belgium, signed at The Hague March 8, 1920	25
No. 4.—France and Switzerland:— Provisional Convention regulating the Aerial Circulation between Switzerland and France, signed at Berne, December 9, 1919	29
No. 5.—Switzerland and the United Kingdom:— Provisional Convention regulating the Aerial Circulation between Switzerland and Great Britain, dated November 6, 1919.. .. .	37
No. 6.—Belgium, France, Greece, Italy and Switzerland:— Supplementary Convention to the Convention November 6, 1885, concerning Small Silver Currency (Latin Monetary Union), signed at Paris March 25, 1920	45
No. 7.—Switzerland and the United Kingdom:— Extension of the Extradition Treaty November 26, 1880, between Switzerland and Great Britain, to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, December 24, 1918, and July 2, 1920	53
No. 8.—Germany, France, the Netherlands, Poland, Portugal, Sweden, Switzerland, Czecho-Slovakia, and Tunis:— Agreement concerning the Preservation or the re-establishment of the rights of Industrial Property affected by the World War, signed at Berne June 30, 1920,	59
No. 9.—Bulgaria and Greece:— Convention between Greece and Bulgaria respecting Reciprocal Emigration, signed at Neuilly-sur-Seine November 27, 1919	67
The Netherlands:— Denunciation on the part of the Netherlands Government of the Convention relating to Sugar, signed at Brussels March 5, 1902	73

Harrison & Sons, Ltd., St. Martin's Lane, London, England.

L'ARTICLE 18 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS STIPULE
QUE :

“ Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré.”

Le présent recueil de traités enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte, et dont la publication sera périodique, a notamment pour objet :

- 1°) De publier, comme il est prescrit, les engagements internationaux enregistrés.
- 2°) De constituer un recueil facile à consulter, du texte officiel des traités.

Dans sa séance du 19 mai 1920 à Rome, le Conseil de la Société des Nations a approuvé un mémorandum sur la publication et l'enregistrement des traités aux termes de l'article précité, et dont on trouvera le texte au début du présent recueil.

Depuis la communication aux divers États du Mémorandum approuvé par le Conseil, neuf engagements internationaux ont été présentés à l'enregistrement par le Danemark, la Suède et la Norvège, la Grande-Bretagne et le Japon, la Hollande, la Suisse et la Grèce. On en trouvera le texte officiel dans ce premier fascicule.

Au fur et à mesure que d'autres traités et engagements internationaux seront, comme l'exige l'article 18, envoyés au Secrétariat pour être enregistrés, leur publication aura lieu aussitôt que possible dans les fascicules suivants de ce recueil.

En publiant ce premier fascicule, le Secrétaire Général de la Société des Nations désire faire remarquer que :

L'ordre adopté pour la publication des engagements internationaux correspond à celui de l'enregistrement par le Secrétariat.

Des tables de concordance et des tables des matières seront publiées périodiquement afin de faciliter la consultation des textes.

Une traduction en anglais et en français des textes originaux figurera à la suite des engagements internationaux rédigés dans d'autres langues.

ARTICLE 18 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS STIPULATES
THAT :—

“ Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered.”

The present collection of treaties registered by the Secretariat of the League of Nations, in conformity with the provisions of Article 18 of the Covenant, will be published periodically, and has as its main objects :—

- (1) The publication of the registered international engagements, as has been prescribed.
- (2) The forming of a collection of the official texts of the treaties, that shall be easy to consult.

At its meeting held at Rome on 19th May, 1920, the Council of the League of Nations approved a memorandum on the publication and registration of Treaties under the terms of the above articles ; the text of this memorandum will be found at the beginning of the present collection.

Since the Memorandum approved by the Council was sent to the different States, nine international engagements have been presented for registration by Denmark, Norway and Sweden, Great Britain and Japan, Holland, Switzerland and Greece. The official text of these engagements will be found in this first volume.

As other treaties and international engagements are sent to the Secretariat for registration, according to the provision of Article 18, they will be published as soon as possible in the following parts of this collection.

In publishing this first volume the Secretary-General of the League of Nations desires to point out that :—

The order chosen for the publication of international engagements corresponds to the order of their registration by the Secretariat.

Concordance and index will be published periodically so as to facilitate the consultation of the texts.

A translation of the original texts into English and French will be printed so as to follow the international engagements published in other languages.

August, 1920.

**L'Enregistrement et la Publication
des Traités aux termes de l'article
18 du Pacte de la Société des
Nations.**

MÉMORANDUM APPROUVÉ PAR LE CONSEIL
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, RÉUNI
A ROME LE 19 MAI 1920.

**The Registration and Publication
of Treaties as prescribed under
article 18 of the Covenant of
the League of Nations.**

MEMORANDUM APPROVED BY THE COUNCIL
OF THE LEAGUE OF NATIONS, MEETING
IN ROME, ON MAY 19, 1920.

L'ENREGISTREMENT ET LA PUBLICATION DES TRAITÉS AUX
TERMES DE L'ARTICLE 18 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES
NATIONS.

MÉMORANDUM APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, RÉUNI
A ROME, LE 19 MAI 1920.

1. Une des innovations importantes que le Pacte de la Société des Nations a introduites dans le droit international est l'enregistrement et la publication de tout traité ou de tout engagement international contracté par un Membre quelconque de la Société.

L'article 18 du Pacte de la Société des Nations qui règle la matière est ainsi conçu :

“ Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré.”

Il est à peine nécessaire d'insister sur l'importance d'un système qui assurera la publicité des traités et autres engagements internationaux, et, à cet effet, d'abord leur enregistrement.

La publicité s'est montrée depuis longtemps comme une des sources de force morale dans l'application des lois de chaque pays. Il en sera de même pour les lois et les engagements qui lient les nations. Elle encouragera le contrôle du public. Elle éveillera l'intérêt public et fera disparaître les causes de défiance et de conflit. Seule, la publicité permettra à la Société des Nations de donner une sanction morale aux obligations contractuelles de ses Membres. En outre, ce sera un moyen de constituer un système clair et indiscutable de droit international.

Étant donné que c'est d'abord de la co-opération des Gouvernements des Membres de la Société des Nations que dépend une application satisfaisante des principes de l'article 18 du Pacte, le Secrétaire Général a l'honneur de soumettre aux Membres du Conseil de la Société, dans le mémorandum suivant, quelques suggestions qui permettraient, à son avis, d'assurer une mise à exécution satisfaisante de l'article 18. Les mesures proposées n'ont naturellement qu'un caractère provisoire ; elles sont subordonnées à toute modification ou révision que l'expérience pourra suggérer dans l'avenir.

2. Si l'application de l'article 18 doit produire des résultats satisfaisants et conformes au but de la Société des Nations, on devra adopter pour ses stipulations une interprétation extensive. C'est sur cette base qu'on a déterminé les détails de l'application dudit article.

L'application des dispositions suivantes aura pour effet de permettre autant que possible une connaissance sûre et complète de l'ensemble de tous les traités et engagements internationaux contractés après l'entrée en vigueur du Pacte de la Société.

3. La stipulation que “ tout traité ou engagement international devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat ” entraîne les conclusions suivantes en ce qui concerne la définition de la matière qui doit être enregistrée. Il s'agit non seulement de tout traité proprement dit, de quelque nature qu'il soit, et de toute convention internationale, mais encore de tout autre engagement international, ou de tout Acte par lequel les Nations ou leurs Gouvernements se proposent de constituer des obligations légales entre elles-mêmes et un autre État, une autre Nation ou un autre Gouvernement.

THE REGISTRATION AND PUBLICATION OF TREATIES AS PRE-
SCRIBED UNDER ARTICLE 18 OF THE COVENANT OF THE
LEAGUE OF NATIONS.

MEMORANDUM APPROVED BY THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS,
MEETING IN ROME, ON MAY 19, 1920.

1. One of the important innovations in International Law established by the Covenant for Members of the League of Nations consists in the Registration and Publication of every Treaty or International Engagement entered into by any Member of the League.

Article 18 of the Covenant of the League of Nations, by which this has been provided for, reads as follows :—

“ Every Treaty or International Engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such Treaty or International Engagement shall be binding until so registered.”

It is hardly necessary to dwell on the importance of an arrangement whereby publicity of Treaties and other International Engagements—and, as a preliminary thereto, their registration—will be secured.

Publicity has for a long time been considered as a source of moral strength in the administration of National Law. It should equally strengthen the laws and engagements which exist *between nations*. It will promote public control. It will awaken public interest. It will remove causes for distrust and conflict. Publicity alone will enable the League of Nations to extend a moral sanction to the contractual obligations of its Members. It will, moreover, contribute to the formation of a clear and indisputable system of International Law.

Since the satisfactory execution of the principles of Article 18 of the Covenant depends in the first place on the co-operation of the Governments of the Members of the League of Nations, the Secretary-General begs to present to the Members of the League in the following memorandum some suggestions whereby, in his opinion, the application of Article 18 may best be secured. The arrangements suggested have, of course, only a provisional character. Experience may, in the future, suggest modification and revision.

2. If the application of Article 18 is to conform to the best advantage with the objects of the League of Nations, an extensive interpretation of its provisions should be adopted. The details of its applications have accordingly been worked out with this principle in view.

The aim of the following suggestions is to establish as far as possible a complete and reliable survey of the whole system of Treaties and International Engagements entered into after the coming into force of the Covenant of the League.

3. The provision that “ every Treaty or International Engagement shall be forthwith registered with the Secretariat ” leads to the following conclusions as regards the material which requires registration.

This material comprises not only every formal Treaty of whatsoever character and every International Convention, but also any other International Engagement or Act by which nations or their Governments intend to establish legal obligations between themselves and another State, Nation or Government.

Les accords concernant la révision ou la prolongation d'un traité constituent par eux-mêmes des engagements internationaux séparés ; ils devront aussi être enregistrés aux termes de l'article 18.

En outre, ne fut-ce que pour établir un enregistrement aussi complet que possible, on propose d'appliquer la même règle à la dénonciation de tout traité ou accord.

4. L'article 18 concerne les traités, etc., qui seraient conclus "à l'avenir." On entend par là que l'enregistrement est obligatoire pour *tous* les traités, etc., qui deviendront, ou qui *sont* formellement devenus obligatoires, pour autant qu'ils concernent les parties *inter se*, après la date d'entrée en vigueur du Pacte (10 janvier 1920).

Les traités ou engagements qui sont formellement entrés en vigueur à une date antérieure sont ainsi exclus ; mais au cas où cela paraîtrait désirable aux Parties Contractantes, le Secrétariat international est autorisé à enregistrer des traités de manière à y comprendre les traités et engagements de date plus ancienne.

5. Comme aucun traité ou engagement international ne deviendra obligatoire avant d'avoir été enregistré par le Secrétariat international, la date extrême à laquelle il devra être présenté à l'enregistrement sera la date à laquelle les parties, pour autant qu'il dépend de leur volonté, donnent au traité sa force obligatoire finale, et veulent le faire entrer en vigueur. Il peut arriver cependant, pour différentes raisons, qu'il convienne aux parties de présenter un traité ou un engagement international à l'enregistrement, aussitôt que le texte en aura été finalement établi, même au cas où l'échange des ratifications entre ces parties doit avoir lieu à une date ultérieure. Si un traité ou un accord est publié dans ces conditions, le Secrétariat international devra naturellement faire clairement ressortir que les parties n'ont pas encore finalement conclu le traité ou l'engagement.

Dans le cas d'un traité ou d'un engagement présenté à l'enregistrement avant sa conclusion formelle, les parties auront évidemment à donner au Secrétariat connaissance de l'acte subséquent par lequel elles mettent définitivement le traité en vigueur.

6. A titre de principe général, on suggère que les parties qui présentent un traité ou un engagement à l'enregistrement, devront le faire en déposant au Bureau d'Enregistrement des Traités du Secrétariat international, un exemplaire textuel et complet de ce Traité avec toutes les déclarations, protocoles et ratifications, etc., qui s'y rapportent. Ce document sera accompagné d'une déclaration authentique que le texte contient intégralement, le traité ou l'accord que les parties ont l'intention de conclure.

En cas de nécessité, le contenu du traité ou de l'engagement pourra être transmis au Secrétariat international par d'autres voies—par exemple, par télégramme—pourvu qu'il soit établi que le texte est, sans discussion possible, celui qui a été accepté par les parties.

7. On délivrera aux parties intéressées un certificat d'enregistrement signé par le Secrétaire Général de la Société des Nations ou par son délégué.

Les certificats ainsi délivrés seront numérotés par ordre de date.

8. Les traités ou engagements internationaux pourront aussi être présentés à l'enregistrement, par une des parties seulement, soit au nom de toutes les parties en même temps, soit au nom de cette partie là seulement, pourvu qu'il soit établi que le texte est authentiquement celui qui a été accepté par les parties.

9. La publication du traité ou de l'engagement enregistré au Secrétariat sera assurée automatiquement et le plus tôt possible par son insertion au Journal officiel de la Société des Nations, dans la section réservée aux traités. Les Gouvernements de tous les États, Membres de la Société des Nations, recevront régulièrement des exemplaires de ce journal.

On disposera la section réservée à la publication des traités et engagements de telle sorte qu'elle puisse commodément être disjointe du reste du Journal officiel et être placée à part dans les Bibliothèques publiques ou privées. Une table des matières de la Section des Traités du Journal officiel de la Société des Nations sera publiée périodiquement

Agreements regarding the revision or the prolongation of Treaties form separate International Engagements ; they also should be registered under Article 18.

It is proposed, moreover, that the denunciation of any Treaty or Agreement should, if only for the sake of completeness, be included in the scheme of registration.

4. Article 18 refers to Treaties, etc., entered into "hereafter." It is thereby understood that registration is necessary for *all* Treaties, etc., which become, or *have* become finally binding so far as the acts between the Parties *inter se* are concerned, after the date of the coming into force of the Covenant (January 10th, 1920).

Treaties or Engagements which have finally come into force at an earlier date are not included ; but the International Secretariat is authorised, if this appear desirable to the Contracting Parties, to extend the system of Treaty Registration so as to include Treaties and Engagements of an earlier date.

5. As no Treaties or International Engagements will be binding until registration with the International Secretariat has taken place, the latest date at which they should be presented for registration will be the date when, so far as the acts of the Parties *inter se* are concerned, they receive final binding force, and are intended to come into operation. It may prove convenient, however, for various reasons, for the Parties to present a Treaty or International Engagement for Registration as soon as the text has been finally decided upon, even if exchange of ratifications between them still has to take place at a later date. The Secretary-General will, of course, have to see that, if a Treaty or Engagement be published at this stage, it is made clear that the Parties have not yet finally entered into the Treaty or Engagement.

In the event of a Treaty or Engagement being presented for registration before it is finally entered into, the Parties will no doubt inform the Secretariat of the later act by which they definitely bring the Treaty into force.

6. It is suggested as a general principle that the Parties presenting a Treaty or Engagement for registration should do so by depositing a textual and complete copy thereof with all appurtenant declarations, protocols, ratifications, etc., at the Treaty Registration Bureau of the International Secretariat, accompanying it with an authentic statement that this text represents the full contents of the Treaty or Engagement into which the Parties intend to enter.

In case of necessity, the contents of a Treaty or Engagement can of course be transmitted to the International Secretariat by other means—for instance, by telegram—so long as it is established that the text is indisputably the one agreed upon between the Parties.

7. A Certificate of Registration will be delivered to the Parties concerned, under the signature of the Secretary-General of the League of Nations, or of his Deputy.

Certificates thus issued will be numbered consecutively.

8. Treaties or International Engagements may be presented for Registration by one Party only, either in the name of all the Parties at the same time, or of that Party alone, as long as it is established that the text is that which has been agreed upon between the Parties.

9. Publication of a Treaty or Engagement registered with the Secretariat will be secured automatically and as soon as possible, by its inclusion in the Treaty Part of the League of Nations Journal. Copies of this Journal will be regularly forwarded to the Governments of all States Members of the League.

It is intended to give that part of the Journal in which the publication of Treaties and Engagements is effected a special form, convenient for placing separately in Law Libraries and in private studies.

The separate index for this Treaty Part of the League of Nations Journal will be published at regular intervals.

10. Pour la tenue du Registre le Secrétaire Général a l'intention d'appliquer la méthode suivante, qu'il croit de nature à convenir à la fois aux parties signataires, et à toutes les personnes intéressées par le contenu des traités et les détails qui s'y rapportent.

On tiendra un registre dans l'ordre chronologique en faisant mention, à l'occasion, de chaque traité, engagement, acte international, des parties qui l'ont conclu, du titre (titre sommaire s'il en est un), des dates des signatures, des ratifications, de la remise à l'enregistrement, et enfin du numéro sous lequel l'acte a été enregistré.

Les exemplaires des actes remis au Secrétariat seront conservés comme une annexe à ce registre. Chaque texte sera revêtu de la mention *ne varietur* apposée par le Secrétaire Général ou son délégué.

Outre ce registre d'inscription dans l'ordre chronologique, on tiendra un second registre, qui constituera virtuellement *l'état civil* de tous les traités et engagements envisagés. Comme dans un grand livre, une page spéciale sera réservée à chaque traité ou engagement, on y notera tous les renseignements qui se rapportent à l'acte envisagé, non seulement les signatures et ratifications des parties, mais aussi les adhésions subséquentes, dénonciations, etc. On pourra y ajouter des notes relatives à la préparation ou à la discussion du traité, ou à la législation nationale, etc., qui auront été la conséquence du traité.

Le Secrétariat pourra à l'occasion être invité à délivrer aux États, aux Tribunaux, ou aux particuliers intéressés, des extraits certifiés de ce registre, pour attester l'existence et la condition des traités et engagements internationaux, la date de leur entrée en vigueur, de leur ratification, de leur dénonciation, des réserves qui y ont été apportées, etc. Le Secrétaire Général a l'intention de donner au Bureau d'Enregistrement des Traités cette faculté, mais sans qu'aucune responsabilité légale puisse être encourue par le Secrétariat, du fait de ces extraits.

Il sera dressé une table générale de la collection des traités et engagements. Elle sera disposée de façon à permettre une consultation facile.

11. Le Registre des Traités du Secrétariat international aura aussi une section spéciale pour tous les traités ou conventions qui en vertu de stipulations particulières ou en vue d'un objet spécial, sont confiés à la garde du Secrétaire Général.

Exemple : les projets de conventions et les recommandations de la Conférence internationale du Travail qui doivent, aux termes de l'article 405 du Traité de Versailles, être déposés au Secrétariat.

De même que tels autres projets de conventions ou telles recommandations qui pourraient émaner d'organisations analogues et dépendant de la Société des Nations.

12. On remarquera qu'aux termes de l'article 18, l'enregistrement est obligatoire non seulement pour les traités entre les Membres de la Société des Nations, mais aussi pour les traités et les engagements conclus par un Membre de la Société avec un État qui n'a pas encore été admis dans la Société.

13. Dans cet ordre d'idées, on a suggéré de développer dès l'origine le système d'enregistrement des traités par le Secrétariat de la Société des Nations, de telle manière qu'il comprenne aussi l'enregistrement des traités, etc., conclus entre des États ou des collectivités qui n'auraient pas encore été admis comme Membres de la Société des Nations.* Bien qu'il s'agisse dans ce cas d'un enregistrement entièrement facultatif, le Secrétaire Général propose d'accepter les demandes d'enregistrement des traités même au cas où aucune des parties ne serait au moment de la demande Membre de la Société des Nations.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations croit que l'expérience montrera le bon fonctionnement du système d'enregistrement et de publication des traités proposé dans ce memorandum. Il serait heureux de recevoir toute suggestion en vue de modifications qui pourraient être apportées à ce projet.

* On compléterait ainsi le système d'enregistrement des traités, et la collection des traités publiée dans la section des "Traités" du Journal Officiel de la Société des Nations.

10. The Secretary-General of the League proposes to organise his system of Registration in the following manner, hoping that it may prove convenient alike to the Parties and to all those interested in the contents of Treaties and the relevant details.

A Register will be kept in chronological order, stating, with regard to each Treaty or other Engagement or International Act, the Parties between which it has been concluded, the title (short title if any), the dates of signature, ratification and presentation for registration, and finally, the number under which it has been registered.

The actual texts presented to the Secretariat will be kept as an annex to this Register, each text being marked *ne varietur* by the Secretary-General or his Deputy.

Apart from the chronological Register, a second Register will be kept which will form to some extent an *état civil* of all Treaties and Engagements concerned. For every Treaty or Engagement a special page will be set apart as in a ledger, where all the data concerning it will be noted—including not only the Parties' signatures and ratifications, but also later adhesions, denunciations, etc. Notes relative to preparatory matter, discussions, and internal legislation arising out of the Treaties, etc., may also be added.

The Secretariat may on occasion be requested to deliver to States, Courts of Justice or private persons interested, certified extracts from this Register, attesting the existence and the status of International Treaties and Engagements, the moment of their coming into force, their ratification, their denunciations, the reservations entered in respect of them, etc., etc. The Secretary-General intends to make the Treaty Registration Office available for this purpose, but no legal liability for the contents of such extracts can be assumed by the Secretariat.

A general Index will be made to the Collection of Treaties and Engagements. It will be arranged in a way convenient for consultation.

11. The Treaty Registers of the International Secretariat will, moreover, include a special series of those Treaties and Conventions which, by some special provision or with some special object in view, are placed under the care of the Secretary-General. An instance of such a provision will be found in Article 405 of the Treaty of Versailles, according to which Draft Labour Conventions will be deposited with the Secretariat. The same applies to Labour Recommendations.

To these may be added other Draft Conventions and Recommendations, which may be made by analogous organisations under the League of Nations.

12. It should be noted that by the provisions of Article 18 not only Treaties between Members of the League of Nations have to be registered, but also Treaties or Engagements entered into by a Member of the League with a State which has not yet been admitted into the League.

13. In connection with this last point, it has been suggested that the system of Registration of Treaties by the Secretariat of the League of Nations should from the beginning be so extended as to admit of the registration of Treaties, etc., made by and between States or Communities that have not yet been admitted as Members of the League of Nations. This would serve to complete the Registration of Treaties and the public collection of Treaties which will be formed by the Treaty Part of the League of Nations Journal. The Secretary-General therefore proposes, although the Registration will be for this part absolutely voluntary, to accept applications for the Registration of Treaties, etc., even if none of the Parties is at the time a Member of the League of Nations.

The Secretary-General of the League of Nations trusts that experience may show that the system of registration and publication of Treaties on the lines suggested in this Memorandum will work satisfactorily. He will be glad to receive suggestions for possible modifications of the present scheme.

No. 1.

**DANEMARK, NORVÈGE ET
SUEDE.**

**Article Additionnel à la Convention
Monétaire du 27 mai 1873 et à
la Convention Additionnelle du
16 octobre 1875, signé à Copen-
hague le 11 mai 1920 par le
Danemark, la Norvège et la Suède.**

**DENMARK, NORWAY AND
SWEDEN.**

**Additional article to the Monetary
Convention of May 27, 1873, and
to the Supplementary Convention
of October 16, 1875, signed at
Copenhagen, on May 11, 1920,
by Denmark, Norway and Sweden.**

TEXTE DANOIS—DANISH TEXT.

No. I.—*TILLAEGSARTIKEL TIL M NTKONVENTIONEN AF 27 MAJ
1873 OG TILLAEGSKONVENTIONEN† AF 16 OKTOBER 1875.

Textes officiels Danois, Norvégien et Suédois communiqués par le Ministre du Danemark   Londres aux effets de l'enregistrement le 5 juillet 1920. L'enregistrement de cet Article additionnel a eu lieu le 5 juillet 1920.

Danish, Norwegian and Swedish official texts, forwarded by the Danish Minister in London for registration on July 5, 1920. The registration of this additional Article took place on July 5, 1920.

Undertegnede,* af deres respektive Regeringer dertil behørigt befuldmaegtigede, er kommet overens om følgende Tillaegsartikel til den mellem Danmark og Sverige den 27 Maj 1873 afsluttede M ntkonvention, hvis Bestemmelser ved Tillaegskonventionen af 16 October 1875 udstraktes til at gælde ogsaa for Norge.

I.

Det skal vaere hvert Riges Finansstyre tilladt for egen Regning at lade udpr ege Skillemonst af Kobbernikkel, der skal vaere lovligt Betalingsmiddel efter den paalydende Vaerdi, indtil et Beløb af 5 Kroner, i alle tre Riger, uden Hensyn til i hvilket af Rigerne de er praegede, saalaenge de kun ikke har lidt voldsom eller ulovlig Beskadigelse.

2.

Af Kobbernikkelm nt kan udmøntes nedenstaaende Stykker, hvilke skal holde den Størrelse, Vægt og Sammensætning, som fremgaar af vedføjede Bestemmelser :

	Diameter.	Bruttovægt.	Sammens�tning.
	Millimeter.	Gram.	
a) Et stykke, som repr�esenterer en v�erdi af 50 �re	22	4.8	75 v�egtdeler kobber og 25 v�egtdeler nikkell.
b) Et stykke, som repr�esenterer en v�erdi af 25 �re	17	2.4	
c) Et stykke, som repr�esenterer en v�erdi af 10 �re	15	1.5	

* Les ratifications ont été déposées   Copenhague :—

le 17 mai 1920, par le Danemark,
le 18 juin 1920, par la Suède,
le 30 juin 1920, par la Norvège.

* The ratifications were deposited at Copenhagen :—

By Denmark on May 17, 1920.
By Sweden on June 18, 1920.
By Norway on June 30, 1920.

† De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités
deuxième série, Tome I, p. 290.

3.

Alle Kobbernikkelmønter præges i riflet Ring.

4.

Skillemønter af Kobbernikkel ophører først at være lovlig Betalingsmiddel overfor Statskassen, naar de er saa slidte, at det ikke med Sikkerhed kan skønnes, for hvilket Riges Regning de er prægede, men overfor alle andre, saa snart Præget ved Slid er blevet utydeligt.

5.

I øvrigt gælder i Henseende til Skillemønt af Kobbernikkel de i Møntkonventionen af 27 Maj 1873 indeholdte Bestemmelser, for saa vidt de paa dem er anvendelige.

6.

Denne Tillaegsartikel forbliver gældende, indtil et Aar er forløbet fra den Dag, da noget af Rigerne har opsagt samme; dog saaledes at den i sidste Stykke af Artikel II i Møntkonventionen af 27 Maj 1873 givne Bestemmelse vedbliver at gælde i et Tidsrum af 2 Aar efter Konventionens Ophor.

7.

Denne Tillaegsartikel skal ratificeres, saa snart vedkommende Repraesentationers Samtykke er blevet meddelt, og Ratifikationerne deponeres i Kjøbenhavn, saa snart ske kan.

Til Bekræftelse heraf have Undertegnede underskrevet denne Tillaegsartikel og forsynet den med deres Segl.

Udfaerdiget i Kjøbenhavn i tre Eksemplarer, den 11 Maj 1920.

(Sign.) HARALD SCAVENIUS.
(L.S.)

TEXTE NORVÉGIEN—NORWEGIAN TEXT.

NO. 1.—TILLEGGSARTIKKEL TIL MYNTKONVENSIJONEN AV 27 MAI 1873, OG TILLEGGSKONVENSIJONEN AV 16 OKTOBER 1875.

Undertegnede, dertil behørig bemyndiget av sine respektive regjeringer, er kommet overens om følgende tilleggsartikkel til den mellem Danmark og Sverige den 27 mai 1873 avsluttede myntkonvensjon, hvis bestemmelser ved tilleggskonvensjonen av 16 oktober 1875 blev utstrakt til å gjelde også for Norge.

1.

Det skal vaere hvert rikets finansforvaltning tillatt for egen regning å la utprege skillemynt av kobbernikkel, der skal vaere lovlig betalingsmiddel efter den pålydende verdi, inntil et beløp av 5 kroner, i all tre riker, uten hensyn til i hvilket av rikene de er preget, sålenge de kun ikke har lidt voldsom eller ulovlig beskadigelse.

2.

Av kobbernikkelmynnt *kan* utmyntes nedenstående stykker, hvilke *skal* holde den størrelse, vekt og sammensetning som fremgår av vedföiede bestemmelser :

	Diameter.	Bruttovekt.	Sammensetning.
	Millimeter.	Gram.	
a) Et stykke, som representerer en verdi av 50 öre	22	4·8	75 vektdele kobber og 25 vektdele nikkell.
b) Et stykke, som representerer en verdi av 25 öre	17	2·4	
c) Et stykke, som representerer en verdi av 10 öre	15	1·5	

3.

Alle kobbernikkelmynnter preges i riflet ring.

4.

Skillemynter av kobbernikkell ophörer först å være lovlig betalingsmiddel overfor statskassen, når de er så slitt, at det ikke med sikkerhet kan skjönnes, for hvilket rikess regning de er preget, men overfor alle andre såsnnart preget ved slit er blitt utydelig.

5.

Iövrig gjelder i henseende til skillemynt av kobbernikkell de i myntkonvensjonen av 27 mai 1873 innholdte bestemmelser, forsåvidt de på dem er anvendelige.

6.

Denne tilleggsartikkel forblir gjeldende inntil et år er forløpet fra den dag, da noget av rikene har opsagt samme, dog således at den i siste stykke av artikkel II i myntkonvensjonen av 27 mai 1873 gitte bestemmelse vedblir å gjelde i et tidsrum av 2 år efter konvensjonens ophör.

7.

Denne tilleggsartikkel skal ratificeres, såsnnart vedkommende representasjoners samtykke er blitt meddelt, og ratifikasjonene deponeres i Kjöbenhavn så snart skje kan.

Til bekreftelse herav har undertegnede underskrevet denne tilleggsartikkel og forsynt samme med sine segl.

Utferdiget i Kjöbenhavn i tre eksemplarer, den 11 mai 1920.

(Sign.) J. IRGENS. (L.S.)

TEXTE SUÉDOIS—SWEDISH TEXT.

No. 1.—TILLÄGGSARTIKEL TILL MYNTKONVENTIONEN DEN 27 MAJ
1873 OCH TILLÄGGSKONVENTIONEN DEN 16 OKTOBER 1875.

Undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade av sina respektive regeringar, hava överenskommit om följande tillägsartikel till den mellan Sverige och Danmark den 27 maj 1873 avslutade myntkonventionen, vars bestämmelser genom tilläggskonventionen av den 16 oktober 1875 utsträckts till att gälla även för Norge.

1.

Det skall vara varje rikets finansförvaltning tillåtet att för sin räkning låta prägla skiljemynt av kopparnickel, vilka skola vara lagligt betalningsmedel efter det värde, varå de lyda, i alla tre rikena, utan hänsyn till i vilket av rikena de äro präglade, intill ett belopp av 5 kronor, så snart de blott ej blivit vanställda eller på olagligt sätt skadade.

2.

Av kopparnickelmynt kunna utmyntas nedanstående stycken, vilka skola hava den storlek, vikt och sammansättning, som framgår av vidfogade bestämmelser.

—	Diameter.	Bruttovikt.	Sammansättning.
	Millimeter.	Gram.	
a) Ett stycke, som representerar värdet av 50 öre	22	4·8	75 viktdelar koppar och 25 viktdelar nickel.
b) Ett stycke, som representerar värdet av 25 öre	17	2·4	
c) Ett stycke, som representerar värdet av 10 öre	15	1·5	

3.

Alla kopparnickelmynt präglas i refflad ring.

4.

Skiljemynt av kopparnickel upphöra att vara lagligt betalningsmedel till statskassorna först när de äro så nötta, att det ej med säkerhet kan skönjas, för vilket rikets räkning de äro präglade, men till alla andra, så snart prägeln genom nötning blivit otydlig.

5.

I övrigt gälle i avseende å skiljemynt av kopparnickel i tillämpliga delar de uti myntkonventionen av den 27 maj 1873 intagna bestämmelser.

6.

Denna tilläggsartikel förbliver gällande intill dess ett år förflutit från den dag, då något av rikena uppsagt densamma; dock så ätt den i sista stycket av Art. 11 uti myntkonventionen av den 27 maj 1873 givna bestämmelse fortfar att gälla under en tid av två år efter konventionens upphörande.

7.

Denna tilläggsartikel skall ratificeras, så snart vederbörande representationers samtycke blivit meddelat, och ratifikationerna deponeras i Köpenhamn så snart ske kan.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna tilläggsartikel och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Köpenhamn i tre exemplar den 11 maj 1920.

(Sign) JOACHIM BECK-FRIIS.
(L.S.)

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 1.—ARTICLE ADDITIONNEL
À LA CONVENTION MONÉ-
TAIRE DU 27 MAI 1873 ET À
LA CONVENTION ADDITION-
NELLE DU 16 OCTOBRE 1875.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont convenu de l'article additionnel suivant à la Convention Monétaire conclue le 27 mai 1873 entre le Danemark et la Suède, et dont les clauses ont été étendues à la Norvège, par la Convention Additionnelle du 16 octobre 1875.

I.

Il sera permis à l'administration des finances de chaque pays contractant de monnayer pour son compte du cuivre-nickel. Ces pièces auront cours légal (à leur valeur nominale) dans les trois pays jusqu'à concurrence de 5 couronnes, sans distinction entre les pays d'émission, pourvu qu'elles n'aient pas été altérées violemment ou frauduleusement.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 1.—ADDITIONAL ARTICLE TO
THE MONETARY CONVENTION
OF MAY 27TH, 1873, AND TO THE
SUPPLEMENTARY CONVEN-
TION OF 16TH OCTOBER, 1875.

The Undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed to the following additional Article to the Monetary Convention concluded between Denmark and Sweden on 27th May, 1873, the provisions of which were extended to Norway by the Supplementary Convention of 16th October, 1875.

I.

The Ministry of Finance of each contracting State shall be permitted to mint, on its own account, coins of copper-nickel. These coins up to the amount of five Kroner shall be legal tender (at their nominal value) in the three countries, irrespective of the country in which they are issued provided that they have not been defaced by violence or fraud.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2.

Pourront être frappées en cuivre-nickel les pièces sus-mentionnées aux conditions suivantes de diamètre, de poids et de titre :—

—	Dia- mètre.	Poids brut.	Titre.
	Milli- meter.	Gram.	
a) Pièce d'une valeur de 50 oere	22	4·8	75 pour cent. en poids de cuivre, 25 pour cent. en poids de nickel.
b) Pièce d'une valeur de 25 oere	17	2·4	
c) Pièce d'une valeur de 10 oere	15	1·5	

3.

Toutes les pièces de cuivre-nickel seront frappées avec le bord rayé.

4.

Pour le Trésor, les pièces de cuivre-nickel ne cesseront d'avoir cours légal que lorsqu'elles seront si usées qu'on ne pourra plus établir avec certitude pour le compte de quel gouvernement elles ont été frappées ; en toutes autres circonstances elles cesseront d'avoir cours légal au moment où l'empreinte sera rendue difficilement discernible par l'usure.

5.

Du reste, seront en vigueur en ce qui concerne les pièces de cuivre-nickel, les clauses de la Convention Monétaire du 27 mai 1873, qui peuvent s'y appliquer.

6.

Cet article restera en vigueur jusqu'à un an après le jour où il aura été dénoncé par un des pays contractants ; la clause du dernier paragraphe de l'Article II de la Convention Monétaire du 27 mai 1873 restera pourtant en vigueur 2 ans après l'expiration de la Convention.

2.

The following specie in copper-nickel may be minted, and must conform in size, weight and composition, to the prescribed regulations :—

—	Dia- meter.	Gross Weight.	Composition.
	Milli- meter.	Gram.	
(a) A piece, value 50 oere	22	4·8	75 per cent. copper, 25 per cent. nickel.
(b) A piece, value 25 oere	17	2·4	
(c) A piece, value 10 oere	15	1·5	

3.

All copper-nickel pieces will be milled.

4.

The Treasury will cease to regard the copper-nickel coins as legal tender when they are so worn that it is impossible to certify by which Government they have been minted ; in all other circumstances they will be valueless as soon as the design is effaced by use.

5.

In all other cases, those clauses of the Monetary Convention of 27th May, 1873, which are applicable shall apply to copper-nickel pieces.

6.

This article shall remain in force one year from the date on which one of the contracting countries renounces it ; the clause of the last paragraph of Article II of the Monetary Convention of 27th May, 1873 shall however, remain in force for two years after the expiration of the Convention.

7.

Cet article additionnel sera ratifié aussitôt que les approbations des parlements respectifs auront été soumises, et les ratifications seront déposées à Copenhague le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les soussignés ont signé cet article additionnel et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague, le 11 mai 1920, en trois exemplaires.

(signé)

Pour le DANEMARK :

HARALD SCAVENIUS.

Pour la NORVÈGE :

J. IRGENS.

Pour la SUÈDE :

JOACHIM BECK-FRIIS.

7.

This additional article shall be ratified as soon as the respective Parliaments have given their approval, and the ratification shall be deposited at Copenhagen at the earliest opportunity.

In witness whereof the Undersigned have affixed their name and seal.

Done at Copenhagen 11th May, 1920, in triplicate.

(Signed)

For DENMARK : HARALD SCAVENIUS.

For NORWAY : J. IRGENS.

For SWEDEN : JOACHIM BECK-FRIIS.

No. 2.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET JAPON.**

**Déclaration Anglo-Japonaise,
signée à Spa, le 8 juillet 1920.**

**JAPAN AND THE UNITED
KINGDOM.**

**Anglo-Japanese Declaration,
signed at Spa, on July 8, 1920.**

No. 2.—†ANGLO-JAPANESE
DECLARATION.No. 2.—†DÉCLARATION ANGLO-
JAPONAISE.

Texte officiel anglais de la Déclaration Anglo-Japonaise, communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères de la Grande-Bretagne et le Gouvernement Japonais, le 8 juillet 1920. Cette Déclaration a été enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations, le 8 juillet 1920.

English Official Text of the Anglo-Japanese declaration forwarded on July 8, 1920, by the Foreign Office and the Japanese Government. The Declaration was registered by the Secretariat of the League of Nations on July 8, 1920.

TRADUCTION—TRANSLATION.

SPA,

8th July, 1920.

The Governments of Great Britain and Japan have come to the conclusion that the Anglo-Japanese Agreement* of July 13th, 1911, now existing between the two countries, though in harmony with the spirit of the Covenant of the League of Nations, is not entirely consistent with the letter of that Covenant, which both Governments earnestly desire to respect. They accordingly have the honour jointly to inform the League that they recognise the principle that if the said Agreement be continued after July 1921, it must be in a form which is not inconsistent with that Covenant.

(Signed) CHINDA.

(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

SPA,

le 8 juillet 1920.

Les Gouvernements de la Grande-Bretagne et du Japon sont d'avis que l'accord anglo-japonais* du 13 juillet 1911, actuellement en vigueur entre les deux pays, bien qu'en harmonie avec l'esprit du Pacte de la Société des Nations, n'est pas entièrement fidèle à la lettre de ce Pacte, que les deux Gouvernements ont le ferme désir de respecter. En conséquence, ils ont l'honneur d'informer, de concert, la Société, qu'ils reconnaissent le principe que si l'accord doit rester en vigueur après juillet 1921, il faut que ce soit sous une forme qui ne soit pas en contradiction avec ce Pacte.

(Signé) CHINDA.

(Signé) CURZON DE KEDLESTON.

* De Martens, Nouveau Recueil Général des traités troisième série, Tome V, p. 3 et 4.

† Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* British and Foreign State Papers, Vol. 104, 1911, p. 173.

† Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 3.

BELGIQUE ET PAYS-BAS.

**Arrangement Télégraphique entre
les Pays-Bas and la Belgique
signé à La-Haye, le
8 mars 1920.**

**BELGIUM AND THE NETHER-
LANDS.**

**Telegraphic Agreement between
the Netherlands and Belgium,
signed at The Hague,
March 8, 1920.**

No. 3.—†ARRANGEMENT TÉLÉ-
GRAPHIQUE ENTRE LES PAYS-
BAS ET LA BELGIQUE.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Londres aux effets de l'enregistrement le 4 août 1920. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 août 1920.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ET SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désirant faciliter les relations télégraphiques entre les Pays-Bas et la Belgique, et usant de la faculté que leur accorde l'article 17 de la Convention télégraphique internationale,‡ signée le 22 juillet 1875 à Saint-Pétersbourg, ont résolu de conclure un nouvel arrangement à ce sujet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS : Son Excellence le Jonkheer H. A. Van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES : Son Excellence le Prince Albert de Ligne, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La-Haye.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er.

Le tarif par mot des télégrammes ordinaires échangés directement entre les Pays-Bas et la Belgique, est établi sur la base des taxes élémentaires fixées par l'article XXIII du Règlement

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

† Les instruments de ratifications ont été échangés à La Haye le 1^{er} mai 1920. Promulgué au Bulletin des Lois des Pays-Bas, No. 231, 1920.

‡ De Martens, Nouveau Recueil Général des traités, deuxième série, Tome III, p. 614.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 3.—†TELEGRAPHIC AGREE-
MENT BETWEEN THE NETHER-
LANDS AND BELGIUM.

French official text forwarded by the Minister for Holland in London on August 4, 1920, for registration. The registration of this agreement took place on August 4, 1920.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of facilitating telegraphic communications between the Netherlands and Belgium, and by virtue of the power accorded Them by Article 17 of the International Telegraphic Convention‡ signed at St. Petersburg on the 22nd July, 1875, have resolved to conclude a new Agreement on this subject, and have appointed as Their plenipotentiaries for this purpose :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS : His Excellency Jonkheer H. A. Van Karnebeek, Minister for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS : His Excellency Prince Albert de Ligne, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague.

The said plenipotentiaries having presented each to the other their credentials and having found them to be in due order, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The tariff per word for ordinary telegrams passing directly between the Netherlands and Belgium, shall be established on the basis of the primary charges laid down by Article XXIII

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

† The exchange of ratifications has taken place at The Hague on the 1st of May, 1920. Published in the "Law Journal of the Netherland," No. 231, 1920.

‡ British and Foreign State Papers, Vol. 66, 1882, p. 19.

de service international annexé à la Convention Télégraphique internationale de St. Pétersbourg (Revision de Lisbonne 1908).

A partir du cinquante-et-unième mot, le tarif par mot est réduit de moitié.

Les télégrammes de presse bénéficient de la simple réduction de 50 pour cent des taxes élémentaires précitées, quel que soit le nombre de mots du télégramme.

Article 2.

Chaque administration perçoit la taxe dans la forme qui lui convient.

Article 3.

Les télégrammes échangés entre les Pays-Bas et la Belgique qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère ne sont soumis à aucune surtaxe, le prix du transit restant à la charge de l'administration expéditrice.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe sur la demande de l'expéditeur, sont soumis aux taxes et aux dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service qui la complète.

Article 4.

Les télégrammes intérieurs de chacun des deux pays qui, par suite d'interruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour arriver à destination, les lignes télégraphiques de l'autre pays, donnent lieu à une bonification de deux centimes par mot, au profit de ce dernier.

Article 5.

Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux États, voisin de la frontière, peuvent être transportés par exprès sur le territoire de l'autre État dans un rayon à déterminer de commun accord par les deux administrations.

Article 6.

Les dispositions de la Convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg, ainsi que celles du Règlement de service international sont applicables aux relations directes entre les Pays-Bas et la Belgique dans tout ce qui

of the international Regulations annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg (Lisbon, Revision 1908).

The charge per word for the fifty-first word and after shall be reduced by one-half.

Press telegrams shall have the benefit of the reduction of the primary charges mentioned above by 50 per cent., whatever be the number of words in the telegram.

Article 2.

Each Administration shall arrange for the payment of the charge in the manner which it thinks fit.

Article 3.

Telegrams passing between the Netherlands and Belgium which, owing to an interruption in the direct lines, shall pass over the system of a foreign Administration, shall not be subject to any additional charge; the cost of transmission shall be borne by the Administration which despatches the telegram.

Telegrams which at the request of the sender are despatched by an indirect route shall be subject to the charges and the provisions of the International Telegraph Convention and the regulations annexed thereto.

Article 4.

Inland telegrams from either of the two countries which, owing to temporary interruption of the lines of one country, shall have to make use of the lines of the other country in order to reach their destination, shall be subject to a surcharge of 2 centimes per word, as a compensation to the latter country.

Article 5.

Telegrams which reach an office of one of the two States near the frontier, may be conveyed by Express Messenger into the territory of the other State, within a radius to be determined by agreement between the two Administrations.

Article 6.

The provisions of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg, together with those of the Regulations of the International service, are applicable to direct communications between the Netherlands and

n'est pas réglé par les présentes dispositions, lesquelles remplacent et abrogent les arrangements signés à La Haye le 27 octobre 1893 et le 16 mars 1901.

Article 7.

Les administrations télégraphiques des deux pays pourront, à toute époque, modifier de commun accord et sauf approbation de leurs Gouvernements respectifs, les tarifs et conditions déterminés par le présent arrangement.

Article 8.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date à fixer ultérieurement par les administrations télégraphiques des deux pays, et sera maintenu jusqu'à la mise en vigueur de la revision du Règlement de service international arrêté à Lisbonne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double, à La Haye, le 8 mars 1920.

(L.S.) v. KARNEBEEK.
(L.S.) PRINCE ALBERT DE LIGNE.

Belgium as regards all matters not provided for by the present provisions which shall replace and cancel the agreements signed at The Hague on 27th October, 1893, and the 16th March, 1901.

Article 7.

The Telegraphic Administration of the two countries may at any time agree, subject to the approval of their respective Governments, to modify the tariffs and conditions laid down by the present Agreement.

Article 8.

The present Agreement shall come into force on a date to be fixed later by the Telegraphic Administrations of the two countries and shall continue until the coming into force of the revision of the international regulations adopted at Lisbon.

IN WITNESS whereof the respective plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at The Hague, in duplicate, on 8th March, 1920.

(Signed) v. KARNEBEEK.
PRINCE ALBERT DE LIGNE.

No. 4.

FRANCE ET SUISSE.

**Convention Provisoire réglant la
circulation aérienne entre la
Suisse et La France, signée à
Berne, le 9 decembre 1919.**

FRANCE AND SWITZERLAND.

**Provisional Convention regulating
the aerial circulation between
Switzerland and France, signed
at Berne, December 9, 1919.**

No. 4.†—CONVENTION PROVI-
SOIRE RÉGLANT LA CIRCU-
LATION AÉRIENNE ENTRE LA
SUISSE ET LA FRANCE. CON-
CLUE LE 9 DÉCEMBRE 1919.

*Texte officiel français communiqué par la Chan-
cellerie Fédérale aux effets de l'enregistrement
le 12 août 1920. L'enregistrement de cette Con-
vention a eu lieu le 12 août 1920.*

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET LE PRÉSI-
DENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE animés
d'un même désir de favoriser entre leurs peuples
les communications par la voie des airs ont résolu
de conclure à cet effet une convention provisoire
et ont délégué dans ce but leurs plénipoten-
tiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur le Colonel Eugène Borel,
Monsieur le Colonel de Loriol, de
l'État-Major Général,
Monsieur le Major Isler, Comman-
dant de l'aéro-place de Dubendorf,
Monsieur le Dr. Otto Pinösch, Chef du
Bureau du contentieux, de la Division
des Affaires Étrangères,
Monsieur le Dr. Edmond Pittard,
avocat au barreau de Genève,
Monsieur K. Acklin, adjoint à la
1ère Division de la Direction Générale
des Douanes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRAN-
ÇAISE : Monsieur Georges Clinchant, Con-
seiller d'Ambassade, Chargé d'Affaires
de France à Berne,

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 4.†—PROVISIONAL CONVEN-
TION REGULATING AERIAL
CIRCULATION BETWEEN
SWITZERLAND AND FRANCE,
CONCLUDED ON DECEMBER 9,
1919.

*French official text forwarded by the Federal
Chancery on August 12, 1920, for registra-
tion. The registration of this Convention
took place on August 12, 1920.*

THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE
PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC animated
by the same desire to assist communication by
air between their respective peoples have resolved
to conclude to this end a provisional Convention,
and have appointed with this intention their
Plenipotentiaries, that is to say :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Colonel Eugène Borel.
Colonel de Loriol, of the General Staff.
Major Isler:
Dr. Otto Pinösch.
Dr. Edmond Pittard.
Mr. K. Acklin.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :
Monsieur Georges Clinchant, Conseiller
d'Ambassade, Chargé d'Affaires de France
à Berne,

* Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations.

† Echange des ratifications : le 1er février 1920.

* Translated by the Secretariat of the League of
Nations.

† Ratifications exchanged on February 1, 1920.

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, sous réserve de ratification :

Article 1.

Le présent accord s'applique exclusivement aux aéronefs privés dûment enregistrés comme tels par l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre État, désignés à l'article 1, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent accord.

Article 3.

Le Gouvernement suisse et le Gouvernement français auront la faculté d'interdire pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de leur territoire, sous les peines prévues par leur législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux États. Les zones interdites devront, être notifiées à l'État intéressé.

Article 4.

Tout aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu au règlement de navigation aérienne de l'État survolé et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet État et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Tout aéronef devra être pourvu d'un livre de bord et d'un permis de navigation délivré par les autorités compétentes de l'un des deux États ou par une association habilitée par elles, ainsi que de sa pièce d'immatriculation. Il devra porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

Article 6.

Les personnes composant l'équipage devront être munies de tous les documents exigés pour

who, after having disclosed their plenary powers duly authenticated, have agreed, subject to ratification, to the following articles :—

Article 1.

The present agreement applies exclusively to private aircraft duly registered as such by the competent authority of one of the contracting parties.

Article 2.

Each of the contracting parties undertakes in time of peace to accord to the aircraft of the other State, described in Article 1, liberty of innocent passage above its territory and territorial waters provided that the conditions set forth in the present agreement are observed.

Article 3.

The Swiss Government and the French Government for military reasons or, for public security shall have the right to prohibit flying over certain areas of their territory under penalties provided by their legislation, and subject to no distinction being made in this respect between the private aircraft of the two States. The prohibited areas must be notified to the State concerned.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area must immediately give the signal of distress provided by the aerial navigation law of the State flown over and to land as soon as possible at one of the aerodromes of the State and outside the prohibited area.

Article 5.

Every aircraft must be provided with a log book and a navigating licence granted to it by the competent authorities of one of the States, or by an association authorised by them as well as its registration certificate. It must carry clear distinctive marks which can be identified when it is in flight.

Article 6.

The crew must be provided with all the documents which are required for air navigation in

la circulation aérienne dans le pays dont l'aéronef possède la nationalité. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les documents en vigueur sur le territoire de chacune d'elles.

Les personnes composant l'équipage devront, en outre, être porteurs de pièces établissant leur nationalité, leur identité, leur situation militaire, et être pourvues, s'il y a lieu, de passeports.

Les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur.

Article 7.

Aucun appareil de T.S.F. ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'État dont il possède la nationalité. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale.

Article 8.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre les deux États pourront transporter des personnes et des marchandises d'un pays dans l'autre, à l'exclusion du trafic intérieur dans chacun de ces pays.

Ils devront être munis :—

pour les passagers, de la liste nominale de ceux-ci, pour les marchandises : d'un manifeste des marchandises et des provisions de bord transportées, ainsi que des déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Tous ces transports devront être effectués conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le courrier postal (lettres et colis) pourra être transporté si une entente existe à ce sujet entre les administrations postales des deux pays.

Article 9.

Au départ et à l'atterrissage d'un aéronef, les autorités des deux pays auront dans tous les cas le droit de visiter l'aéronef et de vérifier les documents dont il doit être muni.

Article 10.

Les aéronefs, des deux États auront droit, pour l'atterrissage et en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

the country whose nationality the aircraft possesses. The contracting parties will communicate to one another the documents in force in their respective territories. The crew further must carry certificates showing their nationality, their identity, their military rank and must be provided, if necessary, with passports. The passengers must be provided with identity certificates and passports required by the laws and regulations in force.

Article 7.

No wireless telegraphic apparatus shall be carried by an aircraft without a special licence issued by the State whose nationality it possesses. Such apparatus shall only be used by such members of the crews as are provided with a special licence for the purpose.

Article 8.

Aircraft engaged in international navigation between the two States may carry persons and goods from one country to the other, internal traffic in each of the countries being forbidden. They must be furnished for passengers, with a list of their names, for goods, with a manifest of the goods and supplies carried and with detailed declarations made out by the consigners. The carriage of passengers and goods shall be in accordance with the laws and regulations in force for the time being. Mails (letters and parcels) may be carried if an agreement on this subject is in force between the postal administrations of the two countries.

Article 9.

At the departure and landing of an aircraft, the authorities of the two countries shall have in every case the right to search the aircraft and to examine the documents with which it must be provided.

Article 10.

Aircraft of the two States shall have the right of landing and in case of distress the same assistance as national aircraft.

Article 11.

Tout aérodrôme ouvert dans l'un des deux États, contre paiement de certains droits, à l'usage public des aéronefs nationaux sera, dans les mêmes conditions, ouvert aux aéronefs de l'autre État.

Article 11.

Every aerodrome in either of the two States which is open to public use by its national aircraft on payment of certain dues shall be open under the same conditions to aircraft of the other State.

Article 12.

La frontière entre les deux Pays ne pourra être franchie qu'entre les points fixés par eux d'un commun accord.

Chacune des Parties contractantes désignera sur son territoire un ou plusieurs aérodrômes qui seront obligatoirement utilisés par les aéronefs en partance pour l'autre Pays ou en provenance de ce dernier.

Chaque Partie communiquera à l'autre la liste des aérodrômes, ainsi désignés par elle. Elle pourra en tous temps modifier ou compléter cette liste, à charge de communiquer sa décision à l'autre Partie quinze jours d'avance.

Article 12.

The frontier between the two countries shall not be crossed except between the points fixed by them by common agreement.

Each of the contracting parties shall fix one or several Aerodromes on its territory which shall be obligatory landing places for aircraft leaving for the other country or coming from it. Each party shall communicate to the other a list of the Aerodromes thus fixed by it. It may at all times modify or complete its list, on the condition of communicating its decision to the other party fifteen days beforehand.

Article 13.

Est interdit tout atterrissage d'un aéronef avant d'avoir touché l'un des aérodrômes désignés en vertu de l'article 12.

En cas d'atterrissage forcé hors de ces aérodrômes, le pilote devra aviser immédiatement l'autorité locale la plus voisine et s'opposer, sous sa responsabilité, jusqu'à l'arrivée de l'autorité, au départ de l'équipage et des passagers, ainsi qu'à l'enlèvement de tout ou partie de l'aéronef, de ses accessoires et, en général, de tout ce qu'il transporte.

Article 13.

All landings by aircraft before reaching one of the Aerodromes provided for in Article 12 are prohibited.

In the case of forced landing outside appointed Aerodromes the pilot must immediately inform the nearest local authority; and on his own responsibility he must prevent, until the arrival of such authority, the departure of the crew and passengers, as well as the removal of all or part of the aircraft or its accessories, and in general of anything that it is carrying.

Article 14.

L'aéronef, l'équipage, les passagers, ainsi que les entreprises de navigation aérienne, sont soumis à toutes les obligations juridiques résultant de la législation en vigueur dans l'État où ils se trouvent, notamment des législations douanières, fiscales et de sûreté générale. Ils sont également soumis aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans cet État.

Les permis, brevets et licences délivrés à l'aéronef et aux personnes de son équipage pour la circulation aérienne dans l'un des Pays contractants auront, dans l'autre Pays, la même

Article 14.

The aircraft, the crew and the passengers, as well as all undertakings of air navigation, shall be subject to all the legal obligations which arise from legislation, in force in the country in which they may be and, in particular, to customs, fiscal or general safety regulations. They are also subject to the regulations as to air navigation in force in this State.

The Certificates, Permits and Licences granted to an Aircraft and to the Personnel of its crew for air traffic in one of the contracting countries shall have, in the other country, the same

valeur que les pièces correspondantes délivrées, dans le même but, par ce dernier.

Chacune des Parties contractantes a le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation, dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences conférés à l'un de ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 15.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

Tous déchargements et jets en cours de route autres que ceux du lest, sont interdits. Il ne sera fait exception à cette règle que dans les cas où une autorisation sera spécialement accordée à cet effet.

Quant au courrier postal, demeurent réservés les arrangements spéciaux prévus à l'article 8.

Article 17.

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 18.

Aucun aéronef militaire de l'un des deux États ne pourra pénétrer sur le territoire de l'autre sans une autorisation spéciale de ce dernier. Pour autant que cette autorisation n'y dérogera pas, les stipulations du présent accord seront applicables.

Article 19.

Le présent arrangement, conclu à titre provisoire, pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, en tout temps, moyennant avis donné trois mois à l'avance.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve de dénoncer le présent arrangement, avec effet immédiat de cette dénonciation, dès qu'aura eu lieu l'échange des ratifications de la Convention relative à la navigation aérienne

validity as the corresponding documents granted by the latter for the same purpose.

Each of the contracting parties has the right to refuse to recognise as valid for traffic within its boundaries and above its own territory, certificates of competency and licences granted to persons under its jurisdiction by the other contracting party.

Article 15.

The dropping of ballast, other than fine sand or water, from an aircraft in flight is prohibited.

Article 16.

Nothing whatever may be thrown or dropped from an aircraft in flight except ballast. There shall be no exception to this rule except in cases where a special permit has been granted to this effect.

As regard mails, the special provisions provided for in Article 8 remain reserved.

Article 17.

The contracting parties will communicate reciprocally the rules and regulations governing aerial navigation over their territory.

Article 18.

No Military Aircraft of either of the two States shall enter the other's territory without special sanction of the latter. In so far as this sanction does not provide to the contrary, the stipulations of the present agreement are applicable.

Article 19.

The present agreement, which has been concluded provisionally, can be terminated by one or other of the contracting Parties, at any time, by means of notice given three months in advance. Moreover, each of the contracting Parties reserves the right of terminating the present agreement, such termination to take effect immediately, and this any time after the exchange of ratifications of the convention

internationale, signée à Paris le 13 octobre 1919.

relative to international air navigation, signed at Paris on 13th October, 1919.

Fait en double expédition à Berne, le 9 décembre 1919.

Done in duplicate at Berne, 9th December, 1919.

(Signé) CLINCHANT.

(Signed) CLINCHANT.

(Signé) EUGÈNE BOREL,
EDM. PITTARD,
ISLER, MAJOR E. M. G.
DE LORIOL, COLONEL.
DR. O. PINÖSCH,
K. ACKLIN.

(Signed) EUGÈNE BOREL.
EDM. PITTARD.
ISLER, MAJOR E. M. G.
DE LORIOL, COLONEL.
DR. O. PINÖSCH.
K. ACKLIN.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

ADDITIONAL PROTOCOL.

En conformité et complément des dispositions contenues dans la Convention du même jour, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont encore, sous réserve de ratification, convenus des stipulations suivantes :

In conformity with and in completion of the regulations contained in the Convention of the same date, the undersigned duly authorised by their respective Governments, have further agreed, under reserve of ratification, the following stipulations :

I.

I.

Sont considérés comme aéronefs privés, dans le sens de l'article premier, tous aéronefs, à l'exception :—

Shall be considered as private aircraft in the meaning of Article 1, all aircraft with the exception of :—

- a) des aéronefs militaires,
- b) des aéronefs exclusivement affectés à un service d'État, tel que : Poste, Douane, Police.

- (a) All military aircraft,
- (b) Aircraft exclusively affected to State service, such as Posts, Customs, Police.

II.

II.

Le certificat de navigabilité délivré par l'autorité française équivaut au permis de navigation prévu à l'article 5.

The Certificate of Navigability delivered by French Authority shall be equivalent to the Navigation Permit laid down in Article 5.

De plus, il est entendu qu'aussi longtemps que la Suisse délivrera—comme elle le fait aujourd'hui—un seul document réunissant à la fois le permis de navigation et la pièce d'immatriculation, ce document—délivré à la suite d'un examen de l'appareil, au point de vue de sa navigabilité—sera reconnu par les Autorités

Moreover, it is understood that as long as Switzerland shall deliver—as she does at present—a single document including at the same time the Navigation Licence and the Registration certificate, this document—delivered after an examination of the machine from the point of view of its navigability—shall be recognised

françaises comme représentant valablement les deux pièces requises par l'article 5.

by the French Authorities as validly representing the two documents required by Article 5.

Berne, le 9 décembre 1919.

(Signé) CLINCHANT.

(Signé) EUGÈNE BOREL.
DR. O. PINÖSCH.
DE LORIOLO COLONEL.
ISLER, MAJOR E. M. G.
EDM. PITTARD.
K. ACKLIN.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juillet 1920.

Le Vice-Chancelier de la Confédération Suisse,

(S) KAESLIN.

Berne, 9th December, 1919.

(Signed) CLINCHANT.

(Signed) EUGÈNE BOREL.
DR. O. PINÖSCH.
DE LORIOLO, COLONEL.
ISLER, MAJOR E. M. G.
EDM. PITTARD.
K. ACKLIN.

Berne, 14th July, 1920.

The Vice-Chancellor of the Swiss Federation,

KAESLIN.

No. 5.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET SUISSE.**

**Convention Provisoire réglant la
circulation aérienne entre la
Suisse et la Grande-Bretagne,
signé à Berne, le 6 novembre
1919.**

**SWITZERLAND AND THE
UNITED KINGDOM.**

**Provisional Convention regulating
the aerial circulation between
Switzerland and Great Britain,
signed at Berne, November 6,
1919.**

TEXTE OFFICIEL ANGLAIS—ENGLISH
OFFICIAL TEXT.

No. 5. — *CONVENTION PRO-
VISOIRE RÉGLANT LA CIRCU-
LATION AÉRIENNE ENTRE LA
SUISSE ET LA GRANDE-
BRETAGNE, CONCLUE LE
6 NOVEMBRE 1919.

No. 5.—*PROVISIONAL CONVEN-
TION REGULATING THE
AERIAL CIRCULATION BE-
TWEEN GREAT BRITAIN AND
SWITZERLAND. CONCLUDED
ON NOVEMBER 6, 1919.

*Texte officiel français communiqué par la Chan-
cellerie Fédérale aux effets de l'enregistrement
le 12 août 1920. L'enregistrement de cette
Convention a eu lieu le 12 août 1920.*

*French official text forwarded by the Federal
Chancery on August 12, 1920, for registration
The registration of this Convention took place
on August 12, 1920.*

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET SA MAJESTÉ
LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE, animés du même désir de favoriser
entre leurs peuples les communications par la voie
des airs ont résolu de conclure à cet effet une
convention provisoire et ont désigné dans ce but
leurs plénipotentiaires, savoir :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
and the SWISS FEDERAL COUNCIL animated by
the same desire to assist communication by air
between their respective peoples have resolved
to conclude to this end a provisional convention
and have appointed with this intention their
plenipotentiaries that is to say :—

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

Monsieur le Colonel Eugène Borel ;
Monsieur le Colonel de Loriol, de
l'État-Major Général ;
Monsieur le Major Isler, Commandant
de l'aéro-place de Dubendorf ;
Monsieur le Dr. Otto Pinösch, Chef du
Bureau du Contentieux de la Division
des Affaires Étrangères ;
Monsieur le Dr. Edmond Pittard,
avocat au barreau de Genève ;
Monsieur K. Acklin, adjoint à la tête
Division de la Direction Générale
des Douanes.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE :

Monsieur le Colonel Beatty, } Air
Monsieur Charles Brigstock, } Ministers,
London.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRE-
LAND :

Colonel Beatty, } Air Ministry, London.
C. Brigstock, Esq., }

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur le Colonel Eugène Borel ;
Monsieur le Colonel de Loriol, de l'Etat-
Major General ;
Monsieur le Major Isler, Commandant
de l'aero-place de Dubendorf ;
Monsieur le Dr. Otto Pinösch, Chef
du Bureau du Contentieux de la
Division des Affaires Étrangères ;
Monsieur le Dr. Edmond Pittard,
avocat au barreau de Genève ;
Monsieur K. Acklin, adjoint à la
Première Division de la Direction
Générale des Douanes ;

* Echange du ratifications, 9 février 1920.

* Ratifications exchanged on February 9, 1920.

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Le présent accord s'applique exclusivement aux aéronefs privés dûment enregistrés comme tels par l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre État, désignés à l'article 1, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent accord.

Article 3.

Le Gouvernement suisse et le Gouvernement britannique auront la faculté d'interdire pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de leur territoire, sous les peines prévues par leur législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux États, les zones interdites devront être notifiées à l'État intéressé.

Article 4.

Tout aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu au règlement de navigation aérienne de l'État survolé et atterrir au plus tôt sur l'une des aéro-places de cet État et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Tout aéronef devra être pourvu d'un livre de bord et d'un permis de navigation délivré par les autorités compétentes de l'un des deux États ou par une association habilitée par elles, ainsi que de sa pièce d'immatriculation. Il devra porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

who after having disclosed their plenary powers duly authenticated have agreed to the following articles :—

Article 1.

The present agreement applies exclusively to private aircraft duly registered as such by the competent authority of one of the contracting parties.

Article 2.

Each of the contracting parties undertakes in time of peace to accord to the aircraft of the other State, described in Article 1, liberty of innocent passage above its territory and territorial waters provided that the conditions set forth in the present agreement are observed.

Article 3.

The Swiss Government and the British Government for military reasons or for public security shall have the right to prohibit flying over certain areas of their territory under penalties provided by their legislation and subject to no distinction being made in this respect between the private aircraft of the two States. The prohibited areas must be notified to the State concerned.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area must immediately give the signal of distress provided by the aerial navigation law of the State flown over and to land as soon as possible at one of the aerodromes of the State and outside the prohibited area.

Article 5.

Every aircraft must be provided with a log book and a navigating licence granted to it by the competent authorities of one of the States, or by an association authorised by them as well as its registration certificate. It must carry clear distinctive marks which can be identified when it is in flight.

Article 6.

Les personnes composant l'équipage devront être munies de tous les documents exigés pour la circulation aérienne dans le pays dont l'aéronef possède la nationalité. Les parties contractantes se communiqueront réciproquement les documents en vigueur sur le territoire de chacune d'elles.

Les personnes composant l'équipage devront, en outre, être porteurs de pièces établissant leur nationalité, leur identité, leur situation militaire et être pourvues, s'il y a lieu, de passeports. Les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur.

Article 7.

Aucun appareil de T.S.F. ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'État dont il possède la nationalité. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale.

Article 8.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre les deux États pourront transporter des personnes et des marchandises d'un pays dans l'autre, à l'exclusion du trafic intérieur dans chacun de ces pays.

Ils devront être munis :—pour les passagers : de la liste nominale (rôle de ceux-ci) ; pour les marchandises : d'un manifeste des marchandises et des provisions de bord transportées ainsi que des déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Tous ces transports devront être effectués conformément aux lois et règlements en vigueur. Le courrier postal (lettres et colis) pourra être transporté si une entente existe à ce sujet entre les administrations postales des deux pays.

Article 9.

Au départ et à l'atterrissage d'un aéronef, les autorités des deux pays auront dans tous les cas le droit de visiter l'aéronef et d'examiner les documents dont il doit être muni.

Article 6.

The crew must be provided with all the documents which are required for air navigation in the country whose nationality the aircraft possesses. The contracting parties will communicate to one another the documents in force in their respective territories. The crew further must carry certificates showing their nationality, their identity, their military rank, and must be provided, if necessary, with passports. The passengers must be provided with identity certificates and passports required by the laws and regulations in force.

Article 7.

No wireless telegraphic apparatus shall be carried by an aircraft without a special licence issued by the State whose nationality it possesses. Such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose.

Article 8.

Aircraft engaged in international navigation between the two States may carry persons and goods from one country to the other, internal traffic in each of the countries being forbidden. They must be furnished for passengers, with a list of their names, for goods, with a manifest of the goods and supplies carried and with detailed declarations made out by the consigners. The carriage of passengers and goods shall be in accordance with the laws and regulations in force for the time being. Mails (letters and parcels) may be carried if an agreement on this subject is in force between the postal administrations of the two countries.

Article 9.

At the departure and landing of an aircraft, the authorities of the two countries shall have in every case the right to search the aircraft and to examine the documents with which it must be provided.

Article 10.

Les aéronefs des deux États auront droit pour l'atterrissage et en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Article 10.

Aircraft of the two States shall have the right of landing and in case of distress the same assistance as national aircraft.

Article 11.

Toute aéro-place ouverte dans l'un des deux États, contre paiement de certains droits, à l'usage public des aéronefs nationaux, sera dans les mêmes conditions ouverte aux aéronefs de l'autre État.

Article 11.

Every aerodrome in either of the two States which is open to public use by its national aircraft on payment of certain dues shall be open under the same conditions to aircraft of the other State.

Article 12.

Tout aéronef entrant dans l'un des Pays contractants devra franchir la frontière aux points fixés par l'autorité compétente et ne pourra atterrir qu'à une des aéro-places désignées par elle. Il en sera de même pour le départ.

Article 12.

Every aircraft entering one of the contracting countries must cross the frontier at points fixed by the competent authority and can land only at one of the aerodromes appointed by it. The same rule will hold good on its departure. The contracting parties will inform one another as to the points of crossing the frontier and as to the aerodromes so appointed.

Les parties contractantes se communiqueront les points de passage de la frontière et les aéro-places ainsi désignées.

Article 13.

En cas d'atterrissage forcé hors des aéro-places autorisées, le pilote devra aviser immédiatement l'autorité locale la plus voisine et s'opposer, sous sa responsabilité, jusqu'à l'arrivée de l'autorité, au départ des passagers et à l'enlèvement du contenu de l'aéronef.

Article 13.

In the case of forced landing outside appointed aerodromes the pilot must immediately inform the nearest local authority; and on his own responsibility he must oppose, until the arrival of such authority, the departure of the passengers and the removal of the contents of the aircraft.

Article 14.

L'aéronef et ses occupants ainsi que toutes entreprises de navigation aérienne sont soumis à toutes les obligations juridiques résultant de la législation générale et des législations douanières, fiscales et de sûreté générale, ainsi qu'aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans l'État où ils se trouvent.

Article 14.

The aircraft and its occupants as well as all undertakings in connection with air navigation shall be subject to all the legal obligations which arise from general legislation, from Customs and Excise legislation and any regulations which are laid down for public safety, as well as to the regulations as to air navigation in force in the State in which they may be.

Les permis, brevets et licences délivrés à l'aéronef et aux personnes de son équipage pour la circulation aérienne dans l'un des pays contractants auront, dans l'autre pays, la même valeur que les pièces correspondantes délivrées, dans le même but, par ce dernier.

The certificates, permits and licences granted to an aircraft and to the personnel of its crew for air traffic in one of the contracting countries, shall have, in the other country, the same validity as the corresponding documents granted by the latter for the same purpose.

Chacune des Parties contractantes a le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences conférés à l'un de ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 15.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

Tous déchargements et jets en cours de route autres que ceux du lest, sont interdits. Il ne sera fait exception à cette règle que dans le cas où une autorisation sera spécialement accordée à cet effet.

Quant au courrier postal, demeurent réservés les arrangements spéciaux prévus à l'article 8.

Article 17.

Les parties contractantes se communiqueront mutuellement des lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 18.

Le présent arrangement n'est pas applicable aux aéronefs militaires. Aucun aéronef militaire de l'un des deux États ne pourra pénétrer sur le territoire de l'autre sans une autorisation spéciale de ce dernier.

Article 19.

Le présent arrangement, conclu à titre provisoire, pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, en tout temps, moyennant avis donné trois mois à l'avance.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve de dénoncer le présent arrangement, avec effet immédiat de cette dénonciation, dès qu'aura eu lieu l'échange des ratifications de la Convention relative à la navigation aérienne internationale, signée à Paris le 13 octobre 1919.

Fait en double expédition, à Berne, le 6 novembre 1919.

(Signé) C. R. BRIGSTOCK.

W. D. BEATTY.

(Signé) EUGÈNE BOREL.
DR. O. PINÖSCH.
DE LORIOU, COLONEL.
EDM. PITTARD.
K. ACKLIN.
ISLER, MAJOR E. M. G.

Each of the contracting parties has the right to refuse to recognise as valid for traffic within its boundaries and above its own territory certificates of competency and licences granted to persons under its jurisdiction by the other contracting party.

Article 15.

The dropping of ballast, other than fine sand or water, from an aircraft in flight is prohibited.

Article 16.

Nothing whatever may be thrown or dropped from an aircraft in flight except ballast. There shall be no exception to this rule except in cases where a special permit has been granted to this effect.

As regards mails, the special provisions provided for in Article 8 remain reserved.

Article 17.

The contracting parties will communicate reciprocally the rules and regulations governing aerial navigation over their territory.

Article 18.

The present agreement is not applicable to military aircraft. No military aircraft of either of the two States shall enter the other's territory without special sanction of the latter.

Article 19.

The present agreement, which has been concluded provisionally, can be terminated by one or other of the contracting Parties, at any time, by means of notice given three months in advance. Moreover, each of the contracting Parties reserves the right of terminating the present agreement, such termination to take effect immediately, and this any time after the exchange of ratifications of the convention relative to international air navigation, signed at Paris on 13th October, 1919.

Done in duplicate at Berne, 6th November, 1919.

(Signed) C. R. BRIGSTOCK.

W. D. BEATTY.

(Signed) EUGÈNE BOREL.
DR. O. PINÖSCH.
DE LORIOU, COLONEL.
EDMUND PITTARD.
K. ACKLIN.
ISLER, MAJOR.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

En conformité et complément des dispositions contenues dans la Convention du même jour, les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont encore convenus des stipulations suivantes :

I.

Au sujet de l'article 5, il est entendu qu'aussi longtemps que la Suisse délivrera—comme elle le fait aujourd'hui—un seul document réunissant à la fois le permis de navigation et la pièce d'immatriculation, ce document sera reconnu par les Autorités britanniques, comme représentant valablement les deux pièces requises par l'article 5.

II.

En conformité de l'article 12, al. 2, chacune des Parties contractantes arrête dès maintenant ce qui suit :

I.

- a) Tous aéronefs, à l'exception des hydravions, entrant en Suisse, devront atterrir à l'aérodrome de Dubendorf et c'est également de cette aérodrome que devra partir tout aéronef quittant la Suisse.

Pour les hydravions entrant en Suisse, les places d'atterrissage ou de départ sont les ports de Genève. Lausanne (Ouchy), Zurich, Lucerne, Romanshorn, Lugano.

- b) Tous aéronefs, à l'exception des hydravions, entrant en Grande-Bretagne, devront atterrir sur l'une ou l'autre des aérodromes :

Lympne, dans le Kent, ou
Hounslow, dans le Middlesex,

et c'est également de l'une ou l'autre de ces aérodromes que devra partir tout aéronef, à l'exception des hydravions, quittant le Royaume-Uni.

Pour les hydravions entrant en Grande-Bretagne, la place d'atterrissage et de départ sera Felixstowe.

2.

- a) Le Gouvernement fédéral se réserve de prescrire ultérieurement des zones de passage pour tous aéronefs entrant en Suisse, à charge d'en aviser le Gouvernement britannique au moins quinze jours à l'avance.

ADDITIONAL PROTOCOL.

In conformity with and in completion of the regulation contained in the Convention of the same date, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed to the following stipulations :—

I.

In connection with Article 5, it is understood that as long as Switzerland shall issue in accordance with her present practice a single document combining the navigating licence and the registration certificate, this document shall be recognised by the British Authorities as validly representing the two certificates required by Article 5.

II.

In conformity with Article 12, paragraph 2, each of the contracting Parties determine from now as follows :—

I.

- (a) All aircraft with the exception of hydroplanes, on entering Switzerland, must land at the Dubendorf aerodrome, and every aircraft which leaves Switzerland must also depart from this aerodrome.

For hydroplanes entering Switzerland, the places of landing or departure are the ports of Geneva, Lausanne (Ouchy), Zurich, Lucerne, Romanshorn, Lugano.

- (b) All aircraft, with the exception of hydroplanes, entering Great Britain must land at one of the aerodromes,

Lympne in Kent, or
Hounslow in Middlesex,

and every aircraft, with the exception of hydroplanes, leaving the United Kingdom, must also depart from one or other of these aerodromes.

For hydroplanes entering Great Britain, the place of landing or departure will be Felixstowe.

2.

- (a) The Federal Government reserves the right to prescribe subsequently certain zones of passage for all aircraft entering Switzerland, provided that it advises the British Government at least a fortnight in advance

b) La frontière britannique devra être franchie :

- 1) par les aéronefs, à l'exception des hydravions, entre Folkestone et Dungeness ;
- 2) par les hydravions, entre Orfordness et The Naze.

3.

Les deux Gouvernements, chacun pour ce qui le concerne, se réservent de modifier ou compléter en tout temps la liste qui précède, à charge de notifier sa décision à l'autre Partie au moins quinze jours à l'avance.

III.

En tout état de cause, l'arrangement de ce jour et les stipulations qui précèdent ne peuvent être ratifiés par la Confédération helvétique que lorsque, par des accords conclus avec les États intermédiaires, celle-ci aura pu assurer aux aéronefs, pilotes et autres occupants de nationalité suisse, la possibilité de se rendre par voie aérienne dans le Royaume-Uni ou d'en revenir.

Fait en double expédition, à Berne, le 6 novembre 1919.

(Signé) C. R. BRIGSTOCK.

W. D. BEATTY.

(Signé) EUGÈNE BOREL.
DR. O. PINÜSCH.
DE LORIOL, COLONEL.
EDM. PITTARD.
K. ACKLIN.
ISLER, MAJOR E. M. G.

(b) The British frontier will be crossed :—

- (1) by aircraft, except hydroplanes, between Folkestone and Dungeness.
- (2) by hydroplanes, between Orfordness and the Naze.

3.

The two Governments reserve the right, in so far as each is concerned, to modify or extend at any time the foregoing lists, provided that they notify their decision to the other Party at least a fortnight in advance. .

III.

In any event, the agreement arrived at to-day and the foregoing stipulations cannot be ratified by the Swiss Confederation, until by agreements with the intervening States, the Confederation can assure to aircraft, pilots and other occupants of Swiss nationality the possibility of going by air to the United Kingdom and of returning therefrom.

Done in duplicate at Berne, 6th November, 1919.

(Signed) C. R. BRIGSTOCK.

W. D. BEATTY.

(Signed) EUGÈNE BOREL.
DR. O. PINÜSCH.
EDMUND PITTARD.
DE LORIOL, COLONEL.
K. ACKLIN.
ISLER, MAJOR.

No. 6.

**BELGIQUE, FRANCE, GRECE,
ITALIE, ET SUISSE.**

**Convention Additionnelle à la Con-
vention du 6 novembre 1885,
concernant les monnaies division-
naires d'argent, signée à Paris le
25 mars 1920.**

**BELGIUM, FRANCE, GREECE,
ITALY, AND SWITZERLAND.**

**Supplementary Convention to the
Convention of November 6, 1885,
concerning small silver currency,
signed at Paris on March 25,
1920.**

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 6.—†CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 6 NOVEMBRE 1885, CONCERNANT LES MONNAIES DIVISIONNAIRES D'ARGENT. SIGNÉE À PARIS LE 25 MARS 1920.

Texte officiel français communiqué par la Chancellerie Fédérale aux effets de l'enregistrement le 12 août 1920. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 août 1920.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, après avoir vu et examiné la convention additionnelle à la convention monétaire du 6 novembre 1885, † conclue sous réserve de ratification, à Paris, le 25 mars 1920, par les plénipotentiaires de la Suisse, de la Belgique, de la France, de la Grèce et de l'Italie, qui a été approuvée par le Conseil national le 29 avril 1920 et par le Conseil des États le 14 juin 1920 et dont la teneur suit :

(Texte original.)

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse,
S.M. le Roi des Belges,
Le Président de la République Française,
S.M. le Roi des Hellènes et
S.M. le Roi d'Italie,

ayant reconnu l'intérêt, pour la France et la Suisse, de nationaliser leurs monnaies divisionnaires, l'intérêt, pour la Suisse, de parer au déficit résultant du retrait des monnaies divisionnaires françaises et l'intérêt, pour la Belgique, de frapper pour les besoins de sa Colonie du

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

† L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 25 juin 1920.

‡ De Martens, Nouveau Recueil Général des traités, deuxième série, Tome XI, p. 65.

No. 6.—†SUPPLEMENTARY CONVENTION TO THE CONVENTION OF THE 6TH NOVEMBER, 1885, CONCERNING SMALL SILVER CURRENCY. SIGNED AT PARIS, MARCH 25, 1920.

Forwarded by the Federal Chancery on August 12, 1920, for registration. The registration of this Convention took place on August 12, 1920.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION, having read and examined the additional Convention to the Monetary Convention of the 6th November 1885, † concluded, subject to ratification, at Paris, 25th March, 1920, by the Plenipotentiaries of Switzerland, Belgium, France, Greece and Italy, and further approved by the National Council on the 29th April, 1920, and by the States Council on June 14th, 1920, and whereof a copy is attached.

The Federal Council of the Swiss Confederation,
H.M. The King of the Belgians,
The President of the French Republic,
H.M. The King of the Hellenes,
H.M. The King of Italy,

in view of the importance for France and Switzerland of the nationalisation of their small silver currency, the importance for Switzerland of meeting the deficit arising from the withdrawal from circulation of French small silver currency and the importance for

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

† Exchange of ratifications, June 25, 1920, at Paris.

‡ British and Foreign State Papers, Vol. 76, 1884-85, p. 315.

Congo des monnaies spéciales de métal inférieur, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention additionnelle à la Convention du 6 novembre 1885 et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Dunant, Ministre de Suisse à Paris,
M. Meyer, Membre du Conseil National,

M. Ryffel, Chef de la Division de Caisse et de Comptabilité du Département Fédéral des Finances,

S.M. LE ROI DES BELGES :

M. Liebaert, Ministre d'État,
M. Le Grelle, Commissaire des Monnaies,
M. Rombouts, Administrateur Directeur Général de la Trésorerie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Luquet, Sous-Gouverneur de la Banque de France,
M. Celier, Conseiller d'État, Directeur du Mouvement Général des Fonds.

M. Bouvier, Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles ;

S.M. LE ROI DES HELLÈNES :

M. Skouses, Secrétaire de la Légation de Grèce à Paris ;

S.M. LE ROI D'ITALIE :

M. Brofferio, Conseiller d'État, Délégué Financier du Gouvernement Italien en France ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les gouvernements français et suisse s'engagent à retirer de la circulation, sur leur territoire respectif, la France les pièces d'argent suisses de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes, et la Suisse les pièces d'argent françaises des mêmes valeurs.

Belgium of the coinage of special currency of an inferior metal for the needs of her Colony, the Congo, have resolved to conclude for this purpose, a Convention, supplementary to the Convention of the 6th November, 1885, and have nominated the following as their plenipotentiaries :—

FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. Dunant, Swiss Minister at Paris.
M. Meyer, Member of the National Council.

M. Ryffel, Chief of the Treasury and Accounts Section of the Federal Department of Finance.

H.M. THE KING OF THE BELGIANS :

M. Liebaert, Minister of State.
M. Le Grelle, Commissioner of the Mint.

M. Rombouts, Director-General and Administrator of the Treasury.

PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Luquet, Assistant Governor of the Bank of France.

M. Celier, Councillor of State—Directeur du Mouvement Général des Fonds.

M. Bouvier, Director of the Administration of the Mint.

H.M. THE KING OF THE HELLENES :

M. Skouses, Secretary of the Greek Legation at Paris.

H.M. THE KING OF ITALY :

M. Brofferio, Councillor of State—Financial Delegate of the Italian Government in France.

The said plenipotentiaries, having presented each to the other their credentials and having found them to be in due order, have agreed upon the following provisions.

Article I.

The French and Swiss Governments agree to withdraw the following small silver currency from circulation within their respective territories :

France : all Swiss coins of a value of 2 francs, 1 franc, 50 centimes, and 20 centimes ;
Switzerland : all French silver currency of the same value.

Article 2.

Trois mois après l'entrée en vigueur de la présente convention additionnelle, les caisses publiques de la France cesseront, par dérogation aux dispositions de l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent suisses; il en sera de même des caisses publiques de la Suisse à l'égard des monnaies divisionnaires françaises.

Ce délai sera augmenté d'un mois pour les monnaies suisses circulant en Algérie et dans les autres colonies françaises.

Article 3.

Les monnaies divisionnaires françaises et suisses retirées de la circulation seront mises par chacun des deux États à la disposition de l'autre, qui s'engage à les reprendre par envois de 500.000 francs au moins, sauf en ce qui concerne le règlement du solde final.

Article 4.

Pour remédier à la gêne qui pourra résulter pour la Suisse du retrait des monnaies françaises en circulation sur son territoire, le contingent des monnaies divisionnaires d'argent fixé, par la Convention du 4 novembre 1908, à 16 francs par tête d'habitant, sera élevé à 28 francs pour la Suisse, à partir de la promulgation de la présente convention additionnelle. Les frappes exécutées en vertu de la disposition qui précède ne seront limitées par aucun maximum annuel.

Article 5.

Sur le montant des monnaies françaises retirées par la Suisse excédant le montant de ses monnaies nationales qui lui auront été remises par la France, la Suisse est autorisée à conserver la quantité qu'elle jugera nécessaire pour répondre à ses besoins; elle devra indiquer à la France, dans un délai de quatre mois, à dater de la mise en vigueur de la présente convention, la quantité de monnaies divisionnaires françaises qu'elle désire conserver.

La Suisse pourra, après avoir centralisé ces monnaies françaises, les affecter comme gage à l'émission, pour un montant équivalent de certificats représentatifs en coupures de 2 francs, 1 franc et 50 centimes.

Article 2.

Three months after the coming into force of the present Supplementary Convention, all Public Banks in France shall, in accordance with the provisions of Article VI of the Convention of 6th November, 1885, cease to accept Swiss silver currency; the same shall be done by all Swiss Public Banks as regards French silver currency.

This period shall be prolonged by one month for Swiss currency in circulation in Algiers and in other French Colonies.

Article 3.

The French and Swiss small silver currency withdrawn from circulation, shall be placed by each of the two States at the disposal of the other, which undertakes to receive it back in consignments of at least 500,000 francs, except as regards the payment of the final balance.

Article 4.

In order to remedy the inconvenience which might be caused in the case of Switzerland by the withdrawal of French currency in circulation in its Territory, the proportion of small silver currency, fixed by the Convention of 4th November, 1908, at 16 francs per head of the population, shall be raised to 28 francs in the case of Switzerland, from the date of the promulgation of the present Supplementary Convention. The number of coins struck in accordance with the above provision shall not be limited by any annual maximum.

Article 5.

Out of the total of French small silver currency withdrawn from circulation by Switzerland, in so far as this exceeds the total of its own National currency received from France, Switzerland is authorised to reserve such quantity as she shall consider necessary to satisfy her requirements. She shall inform France within four months, dating from the coming into force of the present Convention, of the amount of French currency which she desires to retain.

After collecting this French currency, Switzerland may employ it as a guarantee for the issue of an equivalent amount of notes, representing 2 francs, 1 franc and 50 centimes.

Sauf nouvel accord entre les deux gouvernements intéressés, les monnaies françaises ainsi provisoirement conservées seront, à l'expiration d'un délai de 4 ans, à partir de la mise en vigueur de la présente convention additionnelle, remises à la disposition du gouvernement français.

Article 6.

Si, au cours du délai indiqué ci-dessus, la Suisse préfère procéder à des frappes de monnaies divisionnaires d'argent, dans la limite du nouveau contingent prévu à l'article 4, elle devra utiliser pour cette fabrication, soit des écus à l'effigie d'un des États de l'Union latine, soit des monnaies divisionnaires françaises qu'elle aurait conservées conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 5.

Le bénéfice pouvant résulter de ces frappes sera versé aux fonds de réserve pour l'entretien de la circulation monétaire, institué par l'article premier de la Convention du 4 novembre 1908; toutefois, les frais de fabrication de certificats représentatifs, prévus à l'article 5 ci-dessus, pourront être imputés sur le dit fonds de réserve.

Article 7.

Par application des dispositions de l'article 11 de la Convention du 6 novembre 1885, la Suisse notifiera à la France les quantités de pièces de 5 francs à l'effigie de chacun des États de l'Union latine ou de pièces divisionnaires françaises qu'elle aura employées annuellement pour ces fabrications.

Article 8.

La France remboursera à la Suisse l'excédent des monnaies françaises que celle-ci mettra à sa disposition après le retrait, ainsi que les monnaies françaises que la Suisse aura conservées jusqu'à l'expiration du délai de quatre ans fixé pour leur restitution.

Ce remboursement devra être effectué dans un délai d'un mois à compter de la réception des envois, soit en monnaies divisionnaires suisses, soit, au choix de la France, en écus de l'Union latine, de préférence suisses, en monnaies d'or de 10 francs et au-dessus ou en traites sur la Suisse.

Apart from a further agreement between the two Governments concerned, the French currency thus provisionally retained shall, at the end of a period of four years, dating from the coming into force of the present Supplementary Convention, be restored to the French Government.

Article 6.

If during the period mentioned above, Switzerland prefers to coin new small silver currency within the limits of the new proportion provided for by Article 4, she shall use for this purpose either 5-franc pieces, bearing the inscription of one of the States of the Latin Union, or such small French silver currency which she may have retained in accordance with the provisions of paragraph 1 of Article 5.

Any profit accruing from the result of this new issue of currency shall be paid into the Reserve Fund for the upkeep of the monetary circulation instituted by Article I of the Convention of the 4th November, 1908. The cost of production of the currency notes issued in accordance with Article 5 above may, however, be charged to the account of the said Reserve Fund.

Article 7.

In accordance with the dispositions of Article XI of the Convention of 6th November, 1885, Switzerland shall inform France of the number of 5-franc pieces bearing the inscription of each of the States of the Latin Union or of French small silver currency which she shall have used each year in minting such new currency.

Article 8.

France shall repay to Switzerland the value of the surplus of French currency placed at her disposal by the latter country after withdrawal from circulation, together with the French currency which Switzerland shall have retained until the expiration of the period of four years fixed for their restitution.

This repayment shall be made within one month from the date of the receipt of the consignments either in Swiss small silver currency, or if France prefers, in 5-franc pieces of the Latin Union, preferably Swiss, in gold currency of 10 francs and above, or in bills on Switzerland.

Les sommes formant le montant de chaque envoi seront, jusqu'au jour du remboursement, productives d'intérêts à 4 pour cent au profit de l'État qui aura effectué l'envoi avec valeur du lendemain du jour de la réception de chaque envoi.

Article 9.

Tous les frais de transport, tant du solde des monnaies d'argent à rapatrier que des valeurs ou espèces destinées à en acquitter le prix, seront supportés par chaque État jusqu'à sa frontière.

Chaque État prendra, en outre, à sa charge, les frais de toute nature nécessités par les opérations de retrait sur son propre territoire et notamment les frais de publication.

Article 10.

Par application des dispositions des articles 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, les Gouvernements français et suisse ne pourront refuser les monnaies à leur effigie respective dont le poids aurait été réduit par le frottement.

Article 11.

Tant que l'article 2 de la présente convention additionnelle restera en vigueur, la Suisse aura la faculté de prohiber l'importation de la monnaie divisionnaire française, la France ayant de son côté la faculté d'en prohiber la sortie.

Article 12.

Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'obligation, imposée à chaque État par l'article 7 de la convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Article 13.

Le Gouvernement belge est autorisé sur sa demande, par dérogation temporaire à la Convention monétaire du 6 novembre 1885, à frapper pour les besoins de sa Colonie du Congo et jusqu'à concurrence de 12 millions de francs, des monnaies spéciales de métal inférieur auxquelles seront attribuées les valeurs nominales des pièces de 1 franc et de 50 centimes.

The sum total of each consignment shall bear interest at 4 per cent. up to the date of repayment, for the benefit of the State forwarding the consignment, and commencing on the date following the reception of each consignment.

Article 9.

All cost of transport, both of the silver coinage returned and of the securities or currency forwarded in payment thereof, shall be borne by each State up to its Frontier.

Each State shall further bear all expenses arising from the withdrawal from circulation of currency within its own Territory, in particular the cost of announcing such withdrawal.

Article 10.

In accordance with the provisions of Articles IV and VII of the Convention of the 6th November, 1885, the French and Swiss Governments shall not refuse coins bearing their respective effigies, whose weight shall have been reduced through wear in circulation.

Article 11.

So long as Article 2 of the present Supplementary Convention remains in force, Switzerland shall be authorised to prohibit the import of French small silver currency, while France on her part shall be entitled to prohibit the export of the same.

Article 12.

Should a dissolution of the Union take place as a result of the denunciation of the Convention of the 6th November, 1885, the obligation imposed on each State by Article VII of the Convention above mentioned, to take back within one year its small silver currency, shall again be put in force.

Article 13.

The Belgian Government is authorised on forwarding its demand, as a temporary exception to the Monetary Convention of the 6th November, 1885, to mint a special coinage of inferior metal, for the needs of its Colony, the Congo, up to the sum of 12 million francs; such coins shall be of the nominal value of 1 franc and 50 centimes pieces.

Ces monnaies ne seront pas reçues par les caisses publiques de la Belgique et des autres États de l'Union.

Les quantités émises seront imputées sur les contingents de monnaies divisionnaires d'argent attribués à la Belgique par la Convention monétaire additionnelle du 4 novembre 1908.

La Belgique s'engage à démonétiser des écus de 5 francs à ses effigies à concurrence des bénéfices résultant des frappes de ces monnaies spéciales.

Article 14.

Par extension de l'article 11 de la Convention monétaire du 6 novembre 1885, les Gouvernements des pays contractants étudieront de concert les mesures propres à prévenir et à réprimer la refonte, par l'industrie privée, des monnaies divisionnaires à leur effigie et à celle de tous les pays de l'Union.

Article 15.

La présente convention additionnelle sera ratifiée, les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et au plus tard le 25 juin 1920.

Elle entrera en vigueur cinq jours francs après l'échange des dites ratifications et avec la même durée que la Convention du 6 novembre 1885, dont elle sera réputée faire partie intégrante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention additionnelle.

Paris, le 25 mars 1920.

(Signé) DUNANT, MEYER, RYFFEL.
LIEBAERT, LE GRELLE,
ROMBOUS.
LUQUET, CELIER, BOUVIER.
SKOUSES.
BROFFERIO.

These coins shall not be accepted by Public Banks in Belgium and the other States of the Union.

The quantity issued shall be included in the amounts of small silver currency allotted to Belgium by the Supplementary Monetary Convention of the 4th November, 1908.

Belgium undertakes to withdraw from circulation 5 franc pieces bearing her inscription, up to the amount of the profit resulting from the coining of this special currency.

Article 14.

In extension of Article XI of the Monetary Convention of the 6th November, 1885, the Governments of the contracting countries shall jointly consider the measures necessary to prevent and to restrain the melting down by private industry of small silver currency bearing their inscription and the inscriptions of all the countries of the Union.

Article 15.

The present additional Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible, and at the latest by 25th June, 1920.

It shall come into force five clear days after the exchange of the said ratifications and shall be of the same duration as the Convention of the 6th November, 1885, of which it shall be considered an integral part.

In Witness whereof, the plenipotentiaries have signed the present additional Convention.

Paris, 25th March, 1920.

(Signed) DUNANT, MEYER, RYFFEL.
LIEBAERT, LE GRELLE,
ROMBOUS.
LUQUET, CELIER, BOUVIER.
SKOUSES.
BROFFERIO.

Déclare que la convention additionnelle ci-dessus est ratifiée et a force de loi dans toutes ses parties, permettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, pour autant que cela dépend de celle-ci.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le Président et le Chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à Berne, le dix-huit juin mil neuf cent vingt (18 juin 1920).

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
L. S. MOTTA.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juillet 1920.

Le Vice-Chancelier de la Confédération Suisse,
KAESLIN.

Declares that the above Supplementary Convention is ratified and has the force of law as regards all its provisions, and hereby gives authority in the name of the Swiss Confederation for its faithful observance at all times in so far as this shall lie within the power of the Confederation.

In Witness whereof the present ratification is signed by the President and the Councillor of the Swiss Confederation and sealed with the Federal Seal.

Done at Berne, the Eighteenth day of June, One thousand nine hundred and twenty (18th June, 1920) in the name of the Swiss Federal Council.

L. S. MOTTA,
President of the Confederation.

STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

Certified true copy :

Berne, 14th July, 1920.

KAESLIN,
Vice-Chancellor of the Swiss Confederation.

No. 7.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET SUISSE.**

**Extension du Traité d'Extradition
du 26 novembre 1880, entre la
Suisse et la Grande-Bretagne aux
États Malaisiens de Perak, Sengalor,
Negri Sembilan and Pahang,
24 decembre 1918, et 2 juillet
1920.**

**SWITZERLAND AND THE
UNITED KINGDOM.**

**Extension of the Extradition Treaty
of 26th November, 1880, between
Switzerland and Great Britain to
the Federated Malay States of
Perak, Selangor, Negri Sembilan
and Pahang, December 24, 1918,
and July 2nd, 1920.**

No. 7.—EXTENSION DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 26 NOVEMBRE 1880, ENTRE LA SUISSE ET LA GRANDE-BRETAGNE AUX ÉTATS MALAISIEUX DE PERAK, SENGALOR, NEGRI SEMBILAN ET PAHANG.

No. 7.—EXTENSION OF THE EXTRADITION TREATY OF 26TH NOVEMBER, 1880, BETWEEN SWITZERLAND AND GREAT BRITAIN, TO THE FEDERATED MALAY STATES OF PERAK, SELANGOR, NEGRI SEMBILAN AND PAHANG.

Textes officiels anglais et français communiqués par la Chancellerie Fédérale aux effets de l'enregistrement le 12 août 1920. L'enregistrement de cet engagement a eu lieu le 12 août 1920.

Forwarded by the Federal Chancery on August 12, 1920, for registration. The registration of this engagement took place on August 12, 1920.

BERNE,
24th December, 1918.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Under instructions from my Government I have the honour to inform Your Excellency that the Rulers and Chiefs of the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, under the protection of His Britannic Majesty, have expressed to His Majesty's Government their desire that certain extradition treaties between the United Kingdom and foreign countries should be extended so as to apply to the mutual surrender, as between the Federated Malay States and these countries, of persons accused or convicted of crime.

It would be understood that such stipulations as exist in those Treaties as regards the surrender of nationals would apply equally to natives of the Federated Malay States as to British subjects.

I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to inform me whether the Swiss Government is willing to

*TRADUCTION—TRANSLATION.

BERNE,
le 24 décembre 1918.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les Souverains et Chefs des États Confédérés malais de Péraak, Sengalor, Negri Sembilan et Pahang, actuellement sous le protectorat de Sa Majesté Britannique, ont exprimé au Gouvernement de Sa Majesté leur désir de voir étendre certains traités d'extradition conclus entre le Royaume-Uni et les Pays étrangers, pour qu'ils puissent s'appliquer à l'extradition mutuelle des individus accusés ou convaincus de crime comme entre les États malais confédérés et ces états étrangers.

On conviendrait que les clauses actuelles de ces Traités applicables à l'extradition des divers ressortissants, s'appliqueraient également aux indigènes des États malais confédérés et aux sujets britanniques.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement suisse est disposé à conclure un accord avec le

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

enter into an arrangement accordingly with His Britannic Majesty's Government by virtue of which fugitive offenders from Switzerland to the Federated Malay States, or from the Federated Malay States to Switzerland, shall be reciprocally surrendered for offences specified in the existing Treaties between Switzerland and Great Britain.

Should Your Excellency's Government agree to this arrangement I shall be glad to receive from you an assurance that this note will be considered by the Swiss Government as a sufficient confirmation thereof on the part of His Britannic Majesty's Government.

In this event it would be understood that requisitions for extradition from or to the Federated Malay States shall be made in accordance with the provisions of the existing Treaties as if the said British-protected States were foreign possessions of His Britannic Majesty.

It should be added that for the purpose of the arrangement the Governor of the Straits Settlements, in his capacity as High Commissioner of the Malay States, would be regarded as "the Governor or Supreme Authority" referred to in Article 18 of the existing Treaty of 26th November, 1880.*

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(For the Minister)

(Signed) ACTON.

HIS EXCELLENCY

MONSIEUR F. CALONDER,
ETC., ETC., ETC.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juillet 1920.

Le Vice-Chancelier de la Confédération.

(Signé) KAESLIN.

Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en vertu duquel les délinquants et criminels qui s'enfuient de Suisse pour se rendre aux États malais confédérés, ou ceux qui s'enfuient des États malais confédérés pour se rendre en Suisse, feraient l'objet d'échanges réciproques, dans tous les cas de délits et crimes spécifiés dans les Traités en vigueur entre la Suisse et la Grande-Bretagne.

Au cas où le Gouvernement de Votre Excellence accepterait de conclure un tel accord, je vous serais reconnaissant de vouloir bien me donner l'assurance que la présente note sera prise en considération par le Gouvernement suisse, sans qu'il soit nécessaire pour le Gouvernement de Sa Majesté de la confirmer.

On conviendrait dans ce cas que toutes requêtes adressées aux fins d'extradition aux États Confédérés malais, ou par ces États, le seraient conformément aux stipulations des traités actuellement en vigueur, tout comme si lesdits États du Protectorat Britannique étaient des possessions étrangères de Sa Majesté Britannique.

Il y aurait lieu d'ajouter, en vue de cet accord, que le Gouverneur des "Straits Settlements" serait en sa qualité de Haut-Commissaire des États malais, considéré comme "le Gouverneur ou autorité suprême," dont il est fait mention à l'article 18 du Traité du 26 novembre 1880 actuellement en vigueur.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Pour le Ministre,

(Signé) ACTON.

A SON EXCELLENCE

MONSIEUR F. CALONDER,
ETC., ETC., ETC

* De Martens, *Nouveau Recueil Général des traités*, deuxième série, Tome VIII, p. 673.

* *British and Foreign State Papers*, Vol. 71, p. 54.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

BERNE,

le 2 juillet 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Agissant au nom du Conseil fédéral suisse, le département politique fédéral a l'honneur d'informer la Légation de Grande-Bretagne, en réponse à la note du 24 décembre 1918, No. 12/361, que, disposé à déférer au désir exprimé par les États malaisiens confédérés de Perak, de Sengalor, de Negri Sembilan et de Pahang, le Conseil fédéral consent à ce que le traité d'extradition entre la Suisse et la Grande-Bretagne, du 26 novembre 1880, soit étendu aux territoires de ces quatre États confédérés de Malaisie et appliqué comme si ces États soumis au protectorat anglais étaient des possessions étrangères de S.M. britannique.

Il est entendu que l'extradition réciproque devra avoir lieu pour tous les délits prévus dans le traité d'extradition précité entre la Suisse et la Grande-Bretagne et conformément aux prescriptions de ce traité. Les dispositions relatives à l'extradition des nationaux devront notamment trouver la même application aux ressortissants des États confédérés de Malaisie qu'aux sujets britanniques.

Il est pris acte de la communication faite par la Légation, à savoir que, en sa qualité de haut commissaire des États confédérés de Malaisie, le Gouverneur of the Straits Settlements doit être considéré au sens de l'article XVIII du traité comme gouverneur ou autorité suprême de ces États.

Le département politique croit pouvoir admettre que l'accord existe de part et d'autre en ce qui concerne la convention du 29 juin 1904, complétant l'article XVIII du traité d'extradition susmentionné (prolongation des délais prévus pour la demande d'extradition et pour la production des preuves), c'est-à-dire que cette convention devra aussi trouver ici son application.

Enfin le département politique est autorisé à déclarer que le Conseil fédéral considère la note de la légation du 24 décembre 1918 comme assentiment suffisant du Gouvernement de

BERNE,

2nd July, 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acting in the name of the Swiss Federal Council, the Federal Political Department has the honour to inform the British Legation, in reply to the note of December 24th, 1918, No. 12/361, that the Federal Council is willing to agree to the desire expressed by the Confederated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, and consents to the treaty of extradition between Switzerland and Great Britain of November 26th, 1880, being extended to the territories of these four Confederated States of the Malay Peninsula and being applied as if these States, which are under a British protectorate, were foreign possessions of His Britannic Majesty.

It is understood that reciprocal extradition is to take place for all offences provided for in the aforesaid treaty of extradition between Switzerland and Great Britain and according to the prescriptions of that treaty. The provisions regarding the extradition of nationals shall in particular apply in the same way to the nationals of the Confederated Malay States as to British subjects.

Note has been taken of the communication made by the Legation that the Governor of the Straits Settlements in his capacity as High Commissioner of the Confederated Malay States, is to be considered as Governor or supreme authority of these States within the meaning of Article XVIII of the Treaty.

The Political Department believes itself in a position to state that the two parties are in agreement regarding the Convention of June 29th, 1904, which completes Article XVIII of the treaty of extradition by providing for an extension of the time-limit within which the demand for extradition is to be made and proofs are to be furnished; in other words, that this convention also is to be applied here.

Finally, the Political Department is authorised to state that the Federal Council holds that the note of the Legation of 24th December, 1918, is a sufficient expression of assent on the part of

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

S.M. à l'arrangement proposé. De son côté, le Conseil fédéral admet que la présente communication du département politique sera également acceptée par le Gouvernement de S.M. britannique comme adhésion liant la Suisse, de sorte que l'arrangement peut être considéré comme entré en vigueur à partir de ce jour.

Le département politique fédéral prie la Légation de vouloir bien accuser réception de la présente note et Lui renouvelle les assurances de sa haute considération.

A la Legation de Grande-Bretagne à Berne.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juillet 1920.

Le Vice-Chancelier de la Confédération,

(Signé) KAESLIN.

His Majesty's Government to the proposed arrangement. In its turn the Federal Council admits that the present communication of the Political Department be in like manner accepted by the Government of His Britannic Majesty as an expression of adhesion binding Switzerland, so that the arrangement can be considered as having come into force from to-day.

The Federal Political Department requests the Legation to be so good as to acknowledge the receipt of the present note.

The British Legation in Berne.

No. 8.

**ALLEMAGNE, FRANCE, PAYS-
BAS, POLOGNE, PORTUGAL,
ETC.**

**Arrangement concernant la con-
servation ou le rétablissement des
droits de Propriété Industrielle
atteints par la guerre mondiale,
signé à Berne, le 30 juin 1920.**

**GERMANY, FRANCE,
THE NETHERLANDS, POLAND,
PORTUGAL, ETC.**

**Agreement concerning the preserva-
tion or the re-establishment of
the rights of Industrial Property
affected by the world war,
signed at Berne, June 30, 1920.**

No. 8.—*ARRANGEMENT CONCERNANT LA CONSERVATION OU LE RÉTABLISSEMENT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ATTEINTS PAR LA GUERRE MONDIALE.

Texte officiel français communiqué par la Chancellerie Fédérale aux effets de l'enregistrement le 12 août 1920. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 12 août 1920.

Les Plénipotentiaires soussignés des Pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté le texte suivant destiné à garantir et à faciliter l'exercice normal des droits de propriété industrielle atteints par la Guerre mondiale :

Article 1^{er}.

Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la †Convention Internationale de Paris du 20 mars 1883, révisée à Washington en 1911, pour les dépôts ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention ou modèle d'utilité, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles, qui n'étaient pas encore expirés le 1^{er} août 1914 et ceux qui auraient pris naissance pendant la Guerre ou auraient pu prendre naissance si la Guerre n'avait pas eu lieu, seront prolongés par chacune des Hautes Parties contractantes en faveur des titulaires des droits reconnus par la Convention précitée ou leurs ayants cause, jusqu'à l'expiration d'un délai de 6 mois à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Toutefois, cette prolongation de délai ne portera pas atteinte aux droits de toute Haute Puissance contractante ou de toute personne

No. 8.—*AGREEMENT CONCERNING THE PRESERVATION OR THE RE-ESTABLISHMENT OF THE RIGHTS OF INDUSTRIAL PROPERTY AFFECTED BY THE WORLD WAR.

Forwarded by the Federal Chancery August 12, 1920, for registration. The registration of this Agreement took place on August 12, 1920.

The undersigned Plenipotentiaries of the countries belonging to the International Union for the protection of industrial property, duly authorised by their respective Governments, have unanimously and subject to ratification decided upon the following text for the purpose of guaranteeing and facilitating the normal exercise of the rights of industrial property affected by the world war :—

Article 1.

The periods of priority provided for by Article 4 of the International Convention† of Paris, of 20th March, 1883, revised at Washington in 1911, for the depositing or registering of requests for certificates of invention or models of practical utility, trade or commercial marks, drawings and models, which had not yet expired on August 1st, 1914, and those which would have come into existence during the war or which might have come into existence had the war not taken place, will be prolonged by each of the High Contracting Parties, in favour of the entitled to the rights recognised by the aforesaid Convention or their representatives—until the expiration of six months from the coming into force of the present Agreement.

This extension will not, however, affect the rights of any High Contracting Power or of any person who might, at the moment of the coming

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

† De Martens, Nouveau Recueil Général des traités, deuxième série, Tome X, p. 133.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

† British and Foreign State Papers, Vol. 74, 1882-83, p. 44.

qui seraient, de bonne foi, en possession, au moment de la mise en vigueur du présent Arrangement, de droits de propriété industrielle en opposition avec ceux demandés en revendiquant le délai de priorité. Elles conserveront la jouissance de leurs droits, soit personnellement, soit par tous agents ou titulaires de licence auxquels elles les auraient concédés avant la mise en vigueur du présent Arrangement, sans pouvoir, en aucune manière, être inquiétées ni poursuivies comme contrefacteurs.

Article 2.

Un délai d'une année à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux titulaires des droits reconnus par la Convention pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque État pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1^{er} août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite avant la guerre ou pendant sa durée.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe seront remis en vigueur, sous réserve des droits été tiers possèdent de bonne foi sur des brevets d'invention ou modèles d'utilité ou sur des dessins et modèles industriels.

Article 3.

La période comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Arrangement n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou l'exploitation de dessins et modèles industriels; en outre, il est convenu qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou dessin ou modèle industriel qui était encore en vigueur au 1^{er} août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation

into force of the present arrangement, be in bona fide possession of rights over industrial property, in opposition to those demanded in the claim for the extension of time of priority. They will retain the enjoyment of their rights both personally and through their agents of licence holders to whom they may have conceded their rights before the coming into power of the present arrangement, without danger of being interfered with or prosecuted for forgery.

Article 2.

An extension of time of one year from the coming into force of the present agreement, without supertax or penalty of any kind, will be granted to those entitled to rights recognised by the Convention, to enable them to carry out every act, to fulfil every formality, pay every tax and, generally, meet every obligation prescribed by the laws and regulations of every State to preserve or obtain the rights of industrial property already acquired on 1st August, 1914, or which, if the war had not taken place, would have been acquired after that date, as the result of a request made before or during the war.

The rights of industrial property which might have been forfeited through failure in the execution of an act, or formality or in the payment of a tax, will be re-established subject to any rights which third parties might bona fide possess over certificates of invention or models of practical utility, or other drawings or industrial models.

Article 3.

The period between 1st August, 1914, and the date of the coming into force of the present agreement will not be reckoned as part of the extension of time laid down for developing the exploitation of a certificate, or for the use of trade or commercial marks, or the exploitation of drawings and industrial models; moreover, it is agreed that no certificate, trade or commercial mark, drawing or industrial model, which was still in force on August 1st, 1914, shall be able to be forfeited or annulled solely by reason of its

du seul chef de non-exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Article 4.

Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection ; elles n'empêchent pas de revendiquer l'application de prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant ; elles laissent également subsister les accords plus favorables et non contraires que les Gouvernements des pays signataires auraient conclus ou concluraient entre eux sous forme de traités particuliers ou de clauses de réciprocité.

Article 5.

Les dispositions du présent Arrangement n'affectent en rien les stipulations convenues entre les pays belligérants dans les Traités de paix signés à Versailles le 28 juin 1919 et à St. Germain le 10 septembre 1919, pour auttan que ces stipulations contiennent de réserves, des exceptions ou des restrictions.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Berne dans un délai maximum de trois mois. Il entrera en vigueur le jour même où le procès-verbal du dépôt des ratifications aura été dressé, entre les Hautes Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié, et pour toute autre Puissance à la date du dépôt de sa ratification.

Les pays qui n'auront pas signé le présent Arrangement pourront y accéder sur leur demande. Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera, de plein droit et sans délai, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans le présent Arrangement.

Il aura la même force que la Convention générale et il sera mis hors d'effet, par simple décision d'une Conférence (article 14 de la Convention), lorsqu'il aura rempli son but transitoire.

Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire lequel sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse.

non-exploitation, or of the fact that it has not been used before the expiration of an extension of time of two years from the coming into force of the present agreement.

Article 4.

The provisions of the present agreement only furnish a minimum of protection. They do not prevent claims being made for the application of wider prescriptions to be promulgated by internal legislation of a contracting country ; moreover, they do not prevent the continuance of more favourable agreements or of any other agreements which are not at variance with the present agreement, which the Governments of signatory countries may have concluded, or may conclude between each other, under the form of particular treaties or reciprocity clauses.

Article 5.

The provisions of the present agreement in no way affect the stipulations concluded between the belligerent countries in the Treaties of Peace signed at Versailles on the 28th June, 1919, and at St. Germain on the 10th September, 1919, in so far as these stipulations contain any reservations, exceptions or restrictions.

The present agreement will be ratified and the ratifications will be deposited at Berne within a maximum period of three months. It will come into force, for the High Contracting Parties which have thus ratified it, on the day on which the Minute of the deposit of the ratifications is drawn up ; and for every other Power on the date of the deposit of its ratification.

The countries which have not signed the present agreement will be able to accede to it on their request. Their accession will be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation and by this Government to all the others. It will imply full and immediate adhesion to all the clauses and admission to all the advantages stipulated in the present agreement.

It will have the same force as the General Convention, and will be discontinued by a decision of a Conference (Article 14 of the Convention) when it has fulfilled its temporary aim.

The present arrangement will be signed on a single copy which will be deposited in the Archives of the Government of the Swiss

Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays signataires.

Fait à Berne, le 30 juin 1920.

POUR L'ALLEMAGNE :
KÜCHER.

POUR LA FRANCE :
H. ALLIZÉ.

POUR LES PAYS-BAS :
VAN PANHUYS.

POUR LA POLOGNE :
J. PERLOWSKI.

POUR LE PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.

POUR LA SUÈDE :
P. DE ADLERCREUTZ.

(Sous la réserve indiquée au procès-verbal.)

POUR LA SUISSE :
MOTTA.

POUR LA TCHÉCO-SLOVAQUIE :
DR. CYRIL DUČEK.

POUR LA TUNISIE :
H. ALLIZÉ.

Pour copie certifiée conforme,

*Le Chef de la Division des Affaires Étrangères
du Département politique fédéral,*

PAUL DINICHERT.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Confederation. A certified copy will be sent by this Government to each of the Governments of the signatory countries.

Berne, 30th June, 1920.

FOR GERMANY :
KÜCHER.

FOR FRANCE :
H. ALLIZÉ.

FOR THE NETHERLANDS :
VAN PANHUYS.

FOR POLAND :
J. PERLOWSKI.

FOR PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEU
FERREIRA.

FOR SWEDEN :
P. DE ADLERCREUTZ (with
the reservation stated in the
Minutes).

FOR SWITZERLAND :
MOTTA.

FOR CZECHO-SLOVAKIA :
DR. CYRIL DUČEK.

FOR TUNIS :
H. ALLIZÉ.

PAUL DINICHERT,

*The Head of the Department of
Foreign Affairs of the Federal
Political Department.*

MINUTES OF SIGNATURE.

The undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have met to-day to sign the agreement concerning the preservation or the re-establishment of the rights of industrial property affected by the World War. Before signing they have taken note of the following

Avant la signature, ils ont pris connaissance de la Déclaration explicative suivante lue par M. le Plénipotentiaire de la Suisse :—

“ A la demande de plusieurs Gouvernements adressée au Conseil fédéral suisse, il est constaté formellement que, comme celui-ci l’a exposé dans sa note du 29 mai 1920, la date du premier échange des ratifications sera considérée pour tous les pays adhérents au présent Arrangement ou qui y adhéreront dans l’avenir, comme le point de départ des divers délais qui y sont prévus.”

M. le Plénipotentiaire de la Suède a lu ensuite la Déclaration suivante :

“ La Suède adhère au présent Arrangement seulement en ce qui concerne les brevets d’invention et les modèles d’utilité, à l’exclusion des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels, et cela sous les restrictions suivantes :

“ 1. D’après la législation en vigueur en Suède, laquelle ne peut être modifiée sans le concours du Parlement, le délai de priorité dont il est question à l’article premier du présent Arrangement, expire le 30 juin 1920.

“ 2. Conformément à une loi suédoise qui vient d’être adoptée, la demande tendant à ce qu’une demande de brevet d’invention qui aura été frappée de déchéance ou rejetée, soit examinée à nouveau, devra être déposée avant le premier janvier 1921, ou, lorsque la Déclaration de déchéance ou de rejet interviendra après le 30 juin 1920, dans les six mois qui suivront la décision.

“ D’après la même loi, la demande tendant à la restauration d’un brevet d’invention devra être déposée avant le premier janvier 1921.

“ Toutefois, il est prévu que, par une mesure générale, ces délais pourront être prorogés de six mois.”

explanatory declaration read by the Plenipotentiary of Switzerland.

“ On the demand of several Governments addressed to the Swiss Federal Council it is formally declared that, as this Council pointed out in its Note of 29th May, 1920, the date of the first exchange of ratifications will be considered for all the countries adhering to the present agreement or which will in future adhere to it, as the date from which the various periods of extension therein prescribed begin.”

The Plenipotentiary of Sweden then read the following declaration :

“ Sweden adheres to the present agreement solely in so far as it concerns certificates of invention and models of practical utility, to the exclusion of trade or commercial marks, of drawings and industrial models; it does so under the following restrictions :

“ (1) According to the legislation in force in Sweden, which cannot be modified without the consent of Parliament, the period of priority which is mentioned in the first Article of the present agreement expires on 30th June, 1920.

“ (2) According to a Swedish Law which has just been passed, the demand for a re-examination of a request for a certificate of invention which has been discontinued or rejected must be filed before 1st January, 1921, or in case the declaration of its discontinuance or rejection is made after 30th June, 1920, in the six months which follow that decision.

“ According to the same law the request for the restoration of a certificate of invention must be deposited before 1st January, 1921.

“ It is, however, provided by a general measure that these periods can be prolonged by six months.”

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sous-
signés ont adoptés le présent procès-verbal.

In witness whereof the undersigned Pleni-
potentiaries hereby adopt the present Minutes.

Fait à Berne, le trente juin 1920.

Berne, June 30th, 1920.

POUR L'ALLEMAGNE :
KÜCHER.

For GERMANY :
KÜCHER.

POUR LA FRANCE :
H. ALLIZÉ.

For FRANCE :
H. ALLIZÉ.

POUR LES PAYS-BAS :
VAN PANHUYS.

For the NETHERLANDS :
VAN PANHUYS.

POUR LA POLOGNE :
J. PERLOWSKI.

For POLAND :
J. PERLOWSKI.

POUR LE PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.

For PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEU
FERREIRA.

POUR LA SUÈDE :
P. DE ADLERCREUTZ.

For SWEDEN :
P. DE ADLERCREUTZ.

POUR LA SUISSE :
MOTTA.

For SWITZERLAND :
MOTTA.

POUR LA TCHÉCO-SLOVAQUIE :
DR. CYRIL DUČEK.

For CZECHO-SLOVAKIA :
DR. CYRIL DUČEK.

POUR LA TUNISIE :
H. ALLIZÉ.

For TUNIS :
H. ALLIZÉ.

Pour copie certifiée conforme :

Certified true copy :

*Le Chef de la Division des Affaires Étrangères
du Département politique fédéral,
PAUL DINICHERT.*

PAUL DINICHERT,
*The Head of the Division for Foreign
Affairs of the Federal Political De-
partment.*

No. 9.

BULGARIE ET GRÈCE.

**Convention entre La Grèce et la
Bulgarie, relative à l'emigration
réciproque, signée à Neuilly-sur-
Seine, le 27 novembre 1919.**

BULGARIA AND GREECE.

**Convention between Greece and
Bulgaria respecting reciprocal
emigration, signed at Neuilly-sur-
Seine, November 27, 1919.**

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 9.—†CONVENTION ENTRE LA GRÈCE ET LA BULGARIE, RELATIVE À L'ÉMIGRATION RÉCIPROQUE, SIGNÉE À NEUILLY-SUR-SEINE, LE 27 NOVEMBRE 1919.

No. 9.—†CONVENTION BETWEEN GREECE AND BULGARIA RESPECTING RECIPROCAL EMIGRATION, SIGNED AT NEUILLY-SUR-SEINE, NOVEMBER 27, 1919.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Grèce à Londres aux effets de l'enregistrement le 25 août 1920. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 25 août 1920.

Official French text forwarded on August 25, 1920, by the Minister of Greece in London, for registration. The registration of this Convention took place on August 25, 1920.

Ainsi qu'il est prévu à l'article 56, alinea 2 du Traité de paix avec la Bulgarie conclu le 27 novembre 1919 et conformément à la décision des Principales Puissances alliées et associées en date du 27 novembre 1919 et ainsi conçue :

As provided in article 56, paragraph 2, of the Treaty of Peace with Bulgaria, concluded the 27th November, 1919, and in accordance with the decision of the Principal Allied and Associated Powers of 27th November, 1919, to the following effect :—

“ Vu l'article 56, alinea 2, du Traité de paix avec la Bulgarie, les Principales Puissances alliées et associées jugent opportun que l'émigration réciproque et volontaire des minorités ethniques, de religion ou de langue en Grèce et en Bulgarie, soient réglées par une Convention conclue entre ces deux Puissances dans les termes arrêtés à la date de ce jour.”

“ Having regard to article 56, paragraph 2, of the Treaty of Peace with Bulgaria, the Principal Allied and Associated Powers consider it opportune that the reciprocal voluntary emigration of the racial, religious and linguistic minorities in Greece and Bulgaria should be regulated by a Convention concluded between those two Powers in the terms decided upon this day.”

Les Plénipotentiaires soussignés de la Grèce, d'une part,

The undersigned Plenipotentiaries of Greece, of the one part,

Et de la Bulgarie d'autre part,

And of Bulgaria, of the other part,

Après échange de leurs pleins pouvoirs respectivement reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

After exchanging their full powers, respectively found in good and due form, have agreed as follows :

*Article Premier.**Article I.*

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à leurs ressortissants appartenant

The High Contracting Parties recognise the right of those of their subjects who belong to

* Traduit par le Secretariat de la Société des Nations.

† L'échange des ratifications a eu lieu le 9 août 1920 à Paris.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

† The exchange of ratifications took place at Paris, on the 9th August, 1920.

à des minorités ethniques, de religion ou de langue, le droit d'émigrer librement dans leurs territoires respectifs.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter, par tous les moyens dont elles disposent, l'exercice du droit prévu à l'article 1^{er}, et à n'apporter directement ou indirectement aucune entrave à la liberté d'émigration, notwithstanding les lois ou règlements contraires, qui, à cet égard, seront réputés sans effet.

En particulier, l'exercice du droit d'émigration ne portera pas atteinte aux droits pécuniaires des émigrants, tels que ces droits se trouvent constitués au moment de l'émigration.

Article 3.

Il ne pourra être apporté aucun obstacle au départ d'un émigrant volontaire pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de condamnation définitive à une peine afflictive pour infraction de droit commun. En cas de condamnation non encore définitive ou de poursuite pénale de droit commun contre un émigrant, ce dernier sera livré aux autorités du pays où il se rend, par les autorités du pays poursuivant, afin qu'il soit jugé.

Article 4.

Le droit d'émigration volontaire appartient à toute personne âgée de plus de 18 ans. Il pourra être exercé dans un délai de deux ans à partir de la constitution de la Commission mixte prévue à l'article 8, au moyen d'une déclaration devant ladite Commission ou devant ses Représentants. La déclaration d'émigration du mari impliquera celle de la femme ; la déclaration d'émigration des parents ou des tuteurs impliquera celle de leurs enfants ou pupilles âgés de moins de 18 ans.

Article 5.

Les émigrants perdront la nationalité du pays qu'ils abandonnent, dès l'instant où ils l'auront quitté, et ils acquerront celle du pays de destination, dès leur arrivée sur le territoire de ce pays.

Article 6.

Les personnes qui, en exécution des dispositions précédentes, exerceront le droit d'émigra-

racial, religious or linguistic minorities to emigrate freely to their respective territories.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake to facilitate by all the means at their disposal the exercise of the right referred to in Article 1, and not to place directly or indirectly any restriction on the right of emigration, notwithstanding laws or regulations to the contrary, which in this respect shall be deemed to be without effect.

In particular, the exercise of the right of emigration, shall not affect the pecuniary rights of the emigrants, as these may exist at the moment of emigration.

Article 3.

No obstacle shall be placed in the way of the departure of a voluntary emigrant for any reason whatever, save in case of a final sentence to imprisonment for an infraction of ordinary law. In case of a sentence which is not yet final, or of penal proceedings under ordinary law against an emigrant, he shall be handed over to the authorities of the country to which he is going by the authorities of the prosecuting country with a view to his trial.

Article 4.

The right of voluntary emigration belongs to every person over 18 years of age. It may be exercised during a period of two years from the date of constitution of the mixed Commission provided for in Article 8, by means of a declaration before its representatives. A declaration of intention to emigrate on the part of a husband shall imply a declaration by his wife ; a declaration of intention to emigrate on the part of parents or guardians shall imply a declaration by their children or wards under 18 years of age.

Article 5.

Emigrants shall lose the nationality of the country which they leave the moment they quit it and shall acquire that of the country of destination from the moment of their arrival there.

Article 6.

Persons who, in execution of the foregoing provisions, exercise the right of emigration,

tion, seront libres d'emporter avec elles ou de faire transporter leurs biens meubles de toute nature, sans qu'il leur soit imposé de ce chef aucun droit, soit de sortie, soit d'entrée.

De même, au cas où le droit d'émigration serait exercé par des membres de Communautés (y compris les églises, couvents, écoles, hopitaux ou fondations de quelque nature que ce soit), qui, de ce chef, devront être dissoutes, la Commission mixte prévue à l'article 8 déterminera si, et dans quelles conditions, ces membres auront la faculté d'emporter librement ou de faire transporter les biens meubles qui appartiennent à ces communautés.

Article 7.

Les biens immobiliers, ruraux ou urbains, appartenant aux émigrants volontaires ou aux communautés visées à l'article 6, seront liquidés conformément aux dispositions ci-après, par la Commission mixte prévue à l'article 9.

Article 8.

Dans un délai de trois mois, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, il sera créé une Commission mixte, composée d'un membre nommé par chacun des États contractants intéressés et d'un nombre égal de membres d'une autre nationalité, parmi lesquels le président sera choisi et qui seront nommés par le Conseil de la Société des Nations.

Article 9.

La Commission mixte aura pour attributions, de surveiller et faciliter l'émigration volontaire prévue par la présente Convention et de liquider les immeubles des émigrants.

Elle fixera les modalités de l'émigration et de la liquidation des biens immobiliers.

D'une façon générale, la Commission mixte aura tous pouvoirs de prendre les mesures que nécessitera l'exécution de la présente Convention et de décider toutes les questions, auxquelles cette Convention pourrait donner lieu.

Les décisions de la Commission mixte seront prises à la majorité des voix, la voix du Président étant prépondérante, en cas de partage.

Article 10.

La Commission mixte aura tout pouvoir pour faire procéder à l'estimation des biens im-

shall be free to take with them or to have transported their movable property of every kind, without any duty, whether export or import, being levied from them on this account.

Similarly, in cases where the right of emigration is exercised by members of communities (including churches, convents, schools, hospitals or foundations of any kind whatever) which on this account shall have to be dissolved, the mixed Commission provided for in Article 8 shall determine whether and in what circumstances such members shall have the option of freely taking with them or having transported the movable property belonging to the communities.

Article 7.

Real property, rural or urban, belonging to voluntary emigrants or to the communities to which Article 6 refers, shall be liquidated in accordance with the following provisions by the mixed Commission provided for in Article 9.

Article 8.

Within a period of three months from the entry into force of the present Convention, a mixed Commission shall be created, composed of one member nominated by each of the contracting States concerned and of an equal number of members of a different nationality, from among whom also the president shall be chosen, who shall moreover be nominated by the Council of the League of Nations.

Article 9.

The mixed Commission shall have the duties of supervising and facilitating the voluntary emigration referred to in the present Convention and of liquidating the real property of emigrants.

It will fix the conditions of emigration and of liquidation of real property.

In general, the mixed Commission shall have full powers to take the measures rendered necessary by the execution of the present Convention and to decide all questions to which this Convention may give rise.

The decisions of the Commission shall be by majority; the President shall have the casting vote.

Article 10.

The mixed Commission shall have full power to have a valuation made of real property, the

mobiliers, les intéressés étant entendus ou ayant été dûment convoqués pour être entendus.

Le Gouvernement du pays où la liquidation aura eu lieu, devra verser à la Commission mixte, dans les conditions à fixer par celle-ci et pour être remis aux ayants droit, le montant de la valeur des biens immobiliers liquidés, qui resteront la propriété dudit Gouvernement.

Article 11.

Des fonds seront avancés à la Commission mixte par les États intéressés, en vue de faciliter l'émigration et dans les conditions fixées par ladite Commission. Celle-ci avancera aux émigrants, dans la mesure des fonds disponibles, la valeur de leurs biens immobiliers.

Article 12.

Les personnes qui, avant la mise en vigueur de la présente Convention, auraient quitté le territoire d'un des États contractants et se seraient déjà établies sur le territoire de l'État, dont elles relèvent au point de vue ethnique, de la religion ou de la langue, auront droit à la valeur des biens laissés par elles dans le pays qu'elles ont quitté, telle que cette valeur résultera de la liquidation qui en sera faite par la Commission mixte.

Article 13.

Les frais d'entretien et de fonctionnement de la Commission mixte et de ses organes seront supportés par les Gouvernements intéressés dans des proportions à déterminer par la Commission.

Article 14.

La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits qui seraient reconnus aux intéressés par les dispositions des Traités ou Conventions conclus ou à conclure pour le règlement des affaires actuelles.

Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à apporter à leur législation respective les modifications qui seraient nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 16.

Dans le délai d'un an à dater de sa mise en vigueur, la présente Convention sera ouverte à

interested parties being heard or duly summoned to a hearing.

The Government of the country where the liquidation takes place shall pay to the mixed Commission, under conditions to be fixed by the latter, and for transmission to the rightful parties, the value of the real property liquidated, which shall remain the property of the said Government.

Article 11.

Funds shall be advanced to the mixed Commission by the States concerned with a view to facilitating emigration and under conditions fixed by the Commission. The Commission shall advance to emigrants, according to the funds available, the value of their real property.

Article 12.

Persons who before the entry into force of the present Convention have left the territory of one of the contracting States and have already established themselves in the territory of the State to which they belong by race, religion or language, shall have a right to the value of the property left by them in the country which they have left, such value to be that resulting from the liquidation which will be made of the property by the mixed Commission.

Article 13.

The expenses of the maintenance and working of the mixed Commission and its agencies shall be borne by the Governments concerned in proportions to be determined by the Commission.

Article 14.

The present Convention does not prejudice the rights accruing to the persons concerned under the provisions of Treaties or Conventions concluded or to be concluded for the regulation of current matters.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to make in their respective legislation the modifications necessary to secure the execution of the present Convention.

Article 16.

Within the period of one year from its entry into force the present Convention shall be open

l'adhésion des États ayant une frontière commune avec l'un des États signataires.

Cette adhésion sera signifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la République française et par celui-ci aux États signataires ou adhérents ainsi qu'à la Commission mixte. Elle portera effet quinze jours après la signification au Gouvernement français.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront respectivement déposées à Paris par les Puissances signataires en même temps que leurs ratifications du Traité de paix signé à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919. Elle entrera en vigueur en même temps que ledit Traité de paix entrera en vigueur entre la Grèce et la Bulgarie.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le vingt-sept novembre mil neuf cent dix neuf, en un sel exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

(L.S.) ELEFThERIOS VENISELOS.

(L.S.) N. POLITIS.

(L.S.) AL. STAMBOLIISKI.

Pour copie conforme,

London le 25 août 1920.

Le Ministre de Grèce,
D. CACLAMANOS.

to the adhesion of States with a common frontier with one of the signatory States.

Such adhesion shall be notified through diplomatic channels to the Government of the French Republic and by it to the signatory or acceding States, and also to the mixed Commission. It shall have effect a fortnight after the notification to the French Government.

The present Convention shall be ratified and the respective ratifications shall be deposited in Paris by the signatory Powers at the same time as their ratifications of the Treaty of Peace signed at Neuilly-sur-Seine on the 27th November, 1919. It shall enter into force at the same time as the said Treaty shall enter into force as between Greece and Bulgaria.

Done at Neuilly-sur-Seine the twenty-seventh November, one thousand nine hundred and nineteen, in one copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which authentic copies shall be given to each of the signatory Powers.

(L.S.) ELEFThERIOS VENISELOS.

(L.S.) N. POLITIS.

(L.S.) AL. STAMBOLIISKI.

Certified true copy :

London, the 25th August, 1920.

D. CACLAMANOS,
The Minister of Greece.

*DENONCIATION DE LA PART DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS DE LA CONVENTION RELATIVE AU RÉGIME DES SUCRES SIGNÉE À BRUXELLES LE 5 MARS 1902.

Texte officiel français, communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Londres, le 4 août 1920.

Official French text communicated by the Minister of the Netherlands in London on August 4, 1920.

Le Gouvernement de S.M. la Reine des Pays-Bas, faisant usage de la faculté prévue à l'article 10, alinéa 3, de la Convention relative au régime des sucres du 5 mars 1902, combiné avec l'article 5 du Protocole du 17 mars 1912, a, sous la date du 9 Octobre, 1919, dénoncé ladite Convention, ainsi que les actes qui s'y rapportent.

Cette dénonciation produira ses effets à partir du 1 septembre 1920.
Certifié par le Directeur général du Commerce et des Consuls,

J. BRUNET.

*DENUNCIATION ON THE PART OF THE NETHERLANDS GOVERNMENT OF THE CONVENTION, RELATING TO SUGAR, SIGNED AT BRUSSELS ON MARCH 5, 1902.

†TRADUCTION—TRANSLATION.

The Government of H.M. The Queen of the Netherlands, using the discretionary power with which it was provided by Article 10, section 3, of the convention of March 5th, 1902, relating to sugar, together with Article 5 of the Protocol of 17th March, 1912, has, under date of 9th October, 1919, denounced the said Convention, as also the acts which bear upon it.

This denunciation will come into effect on 1st September, 1920.
Certified by the Director General of Commerce and Consulates,

J. BRUNET.

* De Martens, Nouveau Recueil Général de traités, deuxième série, Tome XXXI, p. 272.

† Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

Publié dans le "Nederlandsche Staatscourant" du 9 octobre 1919, et dans le "Moniteur Belge" du 29 octobre 1919.

* English and Foreign State Papers, Vol. 95, p. 6, 1901-1902.

† Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Published in the "Nederlandsche Staatscourant" of October 9, 1919, and in the "Moniteur Belge" of October 29, 1919.

*Printed and Published
for the League of Nations by
HARRISON & SONS, LTD.,
St. Martin's Lane,
London.*

*Chez Harrison & Sons, Ltd.,
Libraires imprimeurs.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secretariat de la Société des Nations*

VOLUME 1

OCTOBRE 1920

NUMERO 2

Table des Matières.

	PAGE
No. 10.—France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :—	
Convention concernant les relations commerciales entre la France et les Iles Seychelles. Signée à Londres le 16 avril 1902. Dénonciation de la part du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande, en date du 5 juin 1920	79
No. 11.—Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, etc. :—	
Arrangement International en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de " Traite des Blanches." Signé à Paris le 18 mars 1904	83
No. 12.—Gouvernement du Canada et France :—	
Convention concernant les relations commerciales entre la France et le Canada. Signée à Paris le 19 septembre 1907. Convention complémentaire signée à Paris le 23 janvier 1909, et Echange de Notes du 8 janvier 1909. Dénonciation des Conventions sus-mentionnées de la part du Canada, en date du 19 mars 1920	95
No. 13.—Allemagne, États-Unis d'Amérique, République Argentine, etc. :—	
Convention Radiotélégraphique Internationale. Signée à Londres le 5 juillet 1912	135
No. 14.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Libérie :—	
Arrangement conclu entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de Libérie, relatif à la Navigation sur le Fleuve Manoh. Signée à Monrovia le 10 avril 1913. Abrogation à partir du 23 mars 1920 de l'arrangement sus-visé	205

Harrison & Sons, Ltd., St. Martin's Lane, Londres, W.C. 2.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League*

VOLUME 1

OCTOBER, 1920

NUMBER 2

Table of Contents.

	PAGE
No. 10.—France and the United Kingdom :—	
Convention between the United Kingdom and France respecting commercial relations between France and the Seychelles Islands. Signed at London, April 16, 1902. Denunciation on the part of the United Kingdom on June 5, 1920	79
No. 11.—Germany, Belgium, Denmark, Spain, etc. :—	
International agreement for the suppression of the "White Slave Traffic." Signed at Paris, March 18, 1904	83
No. 12.—The Government of Canada and France :—	
Convention and Supplementary Convention regulating the commercial relations between Canada and France. Signed at Paris, September 19, 1907; January 23, 1909; and exchange of notes, January 8, 1909. Denunciation on the part of Canada, March 19, 1920	95
No. 13.—Germany, United States, the Argentine Republic, Austria, etc. :—	
International Radiotelegraph Convention. Signed at London, July 5, 1912	135
No. 14.—United Kingdom and Liberia :—	
Agreement between the United Kingdom and Liberia respecting the navigation of the Manoh River. Signed at Monrovia, April 10, 1913. Termination on March 23, 1920, of the above-mentioned agreement.	205

Harrison & Sons, Ltd., St. Martin's Lane, London, England.

No. 10.

**FRANCE AND ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE.**

**Convention concernant les relations
commerciales entre la France
et les Iles Seychelles, signée à
Londres le 16 avril 1902. Dé-
nonciation de la part du Royaume-
Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande, en date du 5 juin 1920.**

**FRANCE AND THE UNITED
KINGDOM.**

**Convention between the United
Kingdom and France respecting
commercial relations between
France and the Seychelles Islands,
signed at London, April 16, 1902.
Denunciation on the part of the
United Kingdom on June 5, 1920.**

No. 10.—*CONVENTION BETWEEN UNITED KINGDOM AND FRANCE RESPECTING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN FRANCE AND THE SEYCHELLES ISLANDS, SIGNED AT LONDON, APRIL 16, 1902. DENUNCIATION ON THE PART OF THE UNITED KINGDOM ON JUNE 5, 1920.

No. 10.—*CONVENTION CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA FRANCE ET LES ILES SEYCHELLES, SIGNÉE À LONDRES LE 16 AVRIL 1902. DÉNONCIATION DE LA PART DU ROYAUME-UNIE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, EN DATE DU 5 JUIN 1920.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cette convention et de la dénonciation y relative a eu lieu le 7 septembre 1920.

French and English official texts forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this convention and denunciation took place on September 7, 1920.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, desiring to facilitate the commercial relations between France and the Seychelles Islands, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

The President of the French Republic, Monsieur Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at London :

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :—

Article I.

The following colonial products : coffee,

* Les ratifications ont été échangées à Londres le 16 avril 1920.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et les Iles Seychelles, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté au Département des Affaires Étrangères ; et

Le Président de la République Française, Monsieur Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :—

Article I.

Les denrées coloniales de consommation

* Ratifications exchanged at London, April 16, 1920.

cocoa, pepper, pimento, amomums and cardamoms, cinnamon, cassia lignea, nutmegs, mace, cloves, vanilla, and tea, produce of the Seychelles Islands, shall enjoy, on importation into France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

Article 2.

Reciprocally, the natural and manufactured products of France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, shall enjoy, without restriction or reserve on importation into the Seychelles Islands, the lowest customs duties applicable to similar products of other foreign origin.

Further, the duties on wine produced in France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis shall be reduced as follows: From 10 to 9 rupees for wine in casks; from 4 to 2 rupees per dozen bottles for wine in bottles. The *ad valorem* duties on articles of clothing and haberdashery produced in France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis shall, on importation into the Seychelles Islands, be reduced from 15 to 12½ per cent.

Article 3.

The certificates of origin which may be required for the admission of goods to the preferential conditions stipulated in the present Treaty shall be *visé* by French Consuls and by British Consuls without levying Consular fees.

Article 4.

The present Convention shall be ratified by the two Governments as soon as possible, and the ratifications shall be exchanged at London. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in

suivantes: café, cacao, poivre, piment, amomes et cardamomes, cannelle, cassia lignea, muscades, macis, giroflés, vanille et thé, originaires des Iles Seychelles, bénéficieront, à leur importation en France, en Algérie, dans les Colonies et possessions Françaises, dans les pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Article 2.

Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront, sans aucune restriction ni réserve, à leur importation dans les Iles Seychelles, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

En outre, les droits sur les vins, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, importés dans les Iles Seychelles, seront abaissés comme il suit: De 10 à 9 roupies pour les vins en pièces; de 4 à 2 roupies par douzaine de bouteilles pour les vins en bouteilles. Les droits *ad valorem* sur les articles d'habillement et de mercerie, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, importés dans les Iles Seychelles, seront réduits de 15 à 12½ pour cent.

Article 3.

Les certificats d'origine qui seraient exigés pour l'admission des marchandises aux régimes de faveur stipulés par la présente Convention seront visés par les Consuls Français et par les Consuls Britanniques en gratuité des taxes consulaires de Chancellerie.

Article 4.

La présente Convention sera ratifiée par les deux Gouvernements aussitôt que faire se pourra, et les ratifications en seront échangées à Londres. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et

force until the expiration of a year from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London, in duplicate, the 16th day of April, 1902.

(L.S.) LANSDOWNE.
(L.S.) PAUL CAMBON.

BRITISH EMBASSY, PARIS.

5th June, 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Among the Conventions of which the French Ambassador in London gave notice of denunciation by the French Government on the 10th September, 1918, was a Convention respecting commercial relations between France and the Seychelles Islands, dated the 16th April, 1902. It was subsequently agreed that the Convention should remain in force after the period of denunciation had expired, subject to three months' notice on either side.

His Majesty's Government have now decided to denounce the Convention above mentioned, and I therefore have the honour, under instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, to notify that it will accordingly cease to be in force after a delay of three months as from the date of this note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Président du Conseil,

Your Excellency's most obedient
humble Servant,
(Signed) DERBY.

His Excellency

Monsieur Millerand,
Président of the Council,
Minister for Foreign Affairs.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 16 avril 1902.

(L.S.) LANSDOWNE.
(L.S.) PAUL CAMBON.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

BRITISH EMBASSY, PARIS,

5 juin 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Au nombre des Conventions dont l'Ambassadeur de France à Londres a donné avis de dénonciation par le Gouvernement français le 10 septembre 1918, se trouvait une Convention relative aux relations commerciales entre la France et les Iles Seychelles en date du 16 avril 1902. Dans la suite, il fut convenu que la Convention resterait en vigueur après l'expiration de la période de dénonciation sous réserve de pré-avis de trois mois de l'une ou de l'autre des parties contractantes.

Le Gouvernement de Sa Majesté a aujourd'hui décidé de dénoncer la Convention susvisée. En conséquence, j'ai l'honneur, en vertu des instructions du Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que la dite Convention cessera donc d'être en vigueur dans un délai de trois mois à compter dès la date de la présente Note.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signé) DERBY.

Son Excellence

Monsieur Millerand,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 11.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
DANEMARK, ESPAGNE, ETC.**

**Arrangement international en vue
d'assurer une protection efficace
contre le trafic criminel connu
sous le nom de "Traite des
Blanches," signé à Paris le
18 mars 1904.**

**GERMANY, BELGIUM,
DENMARK, SPAIN, ETC.**

**International Agreement for the
suppression of the "White Slave
Traffic," signed at Paris,
March 18, 1904.**

NO. II.—ARRANGEMENT INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE "TRAITE DES BLANCHES," SIGNÉ A PARIS, LE 18 MARS 1904.

Texte officiel français et traduction anglaise communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 septembre 1920.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté le Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ; et le Conseil Fédéral Suisse, désireux d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de "Traite des Blanchés," ont résolu de conclure un Arrangement à l'effet de concerter des mesures propres à atteindre de but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, son Excellence Sir Edmund Monson, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

NO. II.—INTERNATIONAL AGREEMENT FOR THE SUPPRESSION OF THE "WHITE SLAVE TRAFFIC," SIGNED AT PARIS, MARCH 18, 1904.

French official text and English translation forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this agreement took place on September 7, 1920.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ; His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire ; His Majesty the King of the Belgians ; His Majesty the King of Denmark ; His Majesty the King of Spain ; the President of the French Republic ; His Majesty the King of Italy ; Her Majesty the Queen of the Netherlands ; His Majesty the King of Portugal and of the Algarves ; His Majesty the Emperor of All the Russias ; His Majesty the King of Sweden and Norway, and the Swiss Federal Council, being desirous of securing to women of full age who have suffered abuse or compulsion, as also to women and girls under age, effective protection against the criminal traffic known as the "White Slave Traffic," have decided to conclude an Agreement with a view to concerting measures calculated to attain this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :—

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, his Excellency Sir E. Monson, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, S.A.S. le Prince de Radolin, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. A. Leghait, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. le Comte F. Reventlow, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, son Excellence M. F. de Leon y Castillo, Marquis del Muni, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Le Président de la République Française, son Excellence M. Th. Delcassé, Député, Ministre des Affaires Étrangères de la République Française ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, son Excellence M. le Comte Tornielli Brusati di Vergano, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, M. le Chevalier de Stuers, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. T. de Souza-Roza, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, son Excellence M. de Nelidow, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : pour la Suède et pour la Norvège, M. Åkerman, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ; et

Le Conseil Fédéral Suisse, M. Charles Édouard Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République Française ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :—

Article 1^{er}.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une Autorité

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, His Serene Highness Prince Radolin, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

His Majesty the King of the Belgians, M. A. Leghait, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

His Majesty the King of Denmark, Count F. Reventlow, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

His Majesty the King of Spain, his Excellency M. F. de Leon y Castillo, Marquis del Muni, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

The President of the French Republic, his Excellency M. Th. Delcassé, Deputy, Minister for Foreign Affairs of the French Republic ;

His Majesty the King of Italy, his Excellency Count Tornielli Brusati di Vergano, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

Her Majesty the Queen of the Netherlands, M. le Chevalier de Stuers, her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

His Majesty the King of Portugal and of the Algarves, M. T. de Souza-Roza, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

His Majesty the Emperor of All the Russias, his Excellency M. de Nelidow, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

His Majesty the King of Sweden and Norway : for Sweden and for Norway, M. Åkerman, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

And the Swiss Federal Council, M. Charles Édouard Lardy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the President of the French Republic ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :—

Article 1.

Each of the Contracting Governments undertakes to establish or name some authority

chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger ; cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres États contractants.

Article 2.

Chacun des Gouvernements s'engage à faire exercer une surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d'embarquement, et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d'un trafic criminel.

L'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux Autorités du lieu de destination, soit aux Agents Diplomatiques ou Consulaires intéressés, soit à toutes autres Autorités compétentes.

Article 3.

Les Gouvernements s'engagent à faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux Autorités du pays d'origine des dites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les Gouvernements s'engagent, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue d'un rapatriement éventuel, les victimes d'un trafic criminel, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d'assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les Gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d'origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de

charged with the co-ordination of all information relative to the procuring of women or girls for immoral purposes abroad ; this authority shall be empowered to correspond direct with the similar department established in each of the other Contracting States.

Article 2.

Each of the Governments undertakes to have a watch kept, especially in railway stations, ports of embarkation, and *en route*, for persons in charge of women and girls destined for an immoral life. With this object instructions shall be given to the officials, and all other qualified persons, to obtain, within legal limits, all information likely to lead to the detection of criminal traffic.

The arrival of persons who clearly appear to be the principals, accomplices in, or victims of, such traffic shall be notified, when it occurs, either to the authorities of the place of destination, or to the Diplomatic or Consular Agents interested, or to any other competent authorities.

Article 3.

The Governments undertake, when the case arises, and within legal limits, to have the declarations taken of women or girls of foreign nationality who are prostitutes, in order to establish their identity and civil status, and to discover who has caused them to leave their country. The information obtained shall be communicated to the authorities of the country of origin of the said women or girls, with a view to their eventual repatriation.

The Governments undertake, within legal limits, and as far as can be done, to entrust temporarily, and with a view to their eventual repatriation, the victims of a criminal traffic when destitute to public or private charitable institutions, or to private individuals offering the necessary security.

The Governments also undertake, within legal limits, and as far as possible, to send back to their country of origin those women and girls who desire it, or who may be claimed by persons exercising authority over them. Repatriation shall only take place after agreement as to identity and nationality, as well as place and date of arrival at the frontiers. Each of the

l'arrivée aux frontières. Chacun des Pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

Article 4.

Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui payeraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

Article 5.

Il n'est pas dérogé, par les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, aux Conventions particulières qui pourraient exister entre les Gouvernements contractants.

Article 6.

Les Gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

Article 7.

Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention, par la voie diplomatique, au Gouvernement Français, qui en donnera connaissance à tous les États contractants.

Article 8.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de la dite dénonciation.

Article 9.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées, à Paris dans le plus bref délai possible.

Contracting Countries shall facilitate transit through its territory.

Correspondence relative to repatriation shall be direct as far as possible.

Article 4.

Where the woman or girl to be repatriated cannot herself repay the cost of transfer, and has neither husband, relations, nor guardian to pay for her, the cost of repatriation shall be borne by the country where she is in residence as far as the nearest frontier or port of embarkation in the direction of the country of origin, and by the country of origin as regards the rest.

Article 5.

The provisions of the foregoing Articles 3 and 4 shall not affect any private Conventions existing between the Contracting Governments.

Article 6.

The Contracting Governments undertake, within legal limits, to exercise supervision, as far as possible, over the offices or agencies engaged in finding employment for women or girls abroad.

Article 7.

Non-Signatory States can adhere to the present Agreement. For this purpose they shall notify their intention, through the diplomatic channel, to the French Government, who shall acquaint all the Contracting States.

Article 8.

The present Agreement shall come into force six months after the exchange of ratifications. If one of the Contracting Parties denounces it, this denunciation shall only have effect as regards that party, and that only twelve months after the date of denunciation.

Article 9.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged, at Paris with the least possible delay.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 mai 1904, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque Puissance contractante.

(L.S.) (Signé) EDMUND MONSON.
(L.S.) (Signé) RADOLIN.
(L.S.) (Signé) A. LEGHAIT.
(L.S.) (Signé) F. REVENTLOW.
(L.S.) (Signé) F. DE LEON Y CASTILLO.

(L.S.) (Signé) DELCASSÉ.
(L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.
(L.S.) (Signé) A. DE STUERS.
(L.S.) (Signé) T. DE SOUZA ROZA.
(L.S.) (Signé) NELIDOW.

Pour la Suède et pour la Norvège :

(L.S.) (Signé) ÅKERMAN.
(L.S.) (Signé) LARDY.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and thereunto affixed their seals.

Done at Paris, the 18th May, 1904, in single copy, which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic, and of which one copy, certified correct, shall be sent to each Contracting Party.

(L.S.) (Signed) EDMUND MONSON.
(L.S.) (Signed) RADOLIN.
(L.S.) (Signed) A. LEGHAIT
(L.S.) (Signed) F. REVENTLOW.
(L.S.) (Signed) F. DE LEON Y

CASTILLO.

(L.S.) (Signed) DELCASSÉ.
(L.S.) (Signed) G. TORNIELLI.
(L.S.) (Signed) A. DE STUERS.
(L.S.) (Signed) T. DE SOUZA ROZA.
(L.S.) (Signed) NELIDOW.

For Sweden and Norway :

The Minister of Sweden and Norway,
(L.S.) (Signed) ÅKERMAN.
(L.S.) (Signed) LARDY.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement ayant pour but d'assurer une protection efficace contre la "Traite des Blanches," ont échangé la déclaration suivante en ce qui concerne l'application dudit Arrangement aux Colonies respectives des États contractants :—

Article 1^{er}.

Les Pays signataires de l'Arrangement susmentionné ont le droit d'y accéder en tout temps pour leurs Colonies ou Possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs Colonies ou Possessions sont comprises dans l'accession,

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

The undersigned Plenipotentiaries, assembled this day for the purpose of proceeding to the signature of the Agreement intended to secure effective protection against the "White Slave Traffic," have exchanged the following Declaration respecting the application of the said Agreement to the respective Colonies of the Contracting States :—

Article 1.

The countries signatories of the Agreement have the right to accede thereto at any time for their Colonies or foreign possessions.

They may do this either by a general Declaration comprehending all their Colonies or possessions within the accession, or by specially

soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Article 2.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare se réserver le droit d'adhérer à l'Arrangement et de le dénoncer pour chacune des Colonies ou Possessions Britanniques, séparément.

Le Gouvernement Allemand déclare réserver ses résolutions au sujet de ses Colonies.

Le Gouvernement Danois déclare qu'il se réserve le droit d'adhérer à l'Arrangement pour les Colonies Danoises.

Le Gouvernement Espagnol déclare réserver ses résolutions au sujet de ses Colonies.

Le Gouvernement Français déclare que l'Arrangement s'appliquera à toutes les Colonies Françaises.

Le Gouvernement Italien déclare que l'Arrangement s'appliquera à la Colonie d'Érythrée.

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que l'Arrangement s'appliquera à toutes les Colonies Néerlandaises.

Le Gouvernement Portugais déclare se réserver de décider ultérieurement si l'Arrangement sera mis en vigueur dans quelque une des Colonies Portugaises.

Le Gouvernement Russe déclare que l'Arrangement sera applicable intégralement à tout le territoire de l'Empire en Europe et en Asie.

Article 3.

Les Gouvernements qui auraient ensuite à faire des déclarations au sujet de leurs Colonies les feront dans la forme prévue à l'article 7 de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement, S.A.S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne, demande, au nom de son Gouvernement, à faire la déclaration suivante :

De l'avis du Gouvernement Allemand, les règlements qui pourraient exister entre l'Empire Allemand et le pays d'origine, concernant l'assistance mutuelle d'indigents, ne sont pas applicables aux personnes qui seront rapatriées, en vertu du présent Arrangement, en passant par l'Allemagne.

naming those comprised therein, or by simply indicating those which are excluded.

Article 2.

The Government of His Britannic Majesty declare that they reserve the right to accede to the Agreement, and to denounce it for each of the British Colonies or possessions.

The German Government declare that they reserve their decisions on the subject of their Colonies.

The Danish Government declare that they reserve the right to accede to the Agreement for the Danish Colonies.

The Spanish Government declare that they reserve their decisions on the subject of their Colonies.

The French Government declare that the Agreement shall apply to all French Colonies.

The Italian Government declare that the Agreement shall apply to the Colony of Erythræa.

The Netherland Government declare that the Agreement shall apply to all the Netherland Colonies.

The Portuguese Government declare that they reserve the right to decide subsequently whether the Agreement shall be put in force in any of the Portuguese Colonies.

The Russian Government declare that the Agreement shall be applicable in its integrity to all the territory of the Empire in Europe and in Asia.

Article 3.

Any Governments who may subsequently have declarations to make on the subject of their Colonies shall make them in the form provided in Article 7 of the Agreement.

At the moment of proceeding to the signature of the Agreement, his Serene Highness Prince Radolin, Ambassador of Germany, desires, in the name of his Government, to make the following declaration :—

In the view of the German Government, the Rules which may exist between the German Empire and the country of origin respecting the mutual assistance of paupers are not applicable to persons who are repatriated in virtue of the present Agreement on their way through Germany.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Procès-verbal.

Fait à Paris, le 18 mai 1904.

(Signé) EDMUND MONSON.
(Signé) RADOLIN.
(Signé) A. LEGHAIT.
(Signé) F. REVENTLOW.
(Signé) F. DE LEON Y CASTILLO.
(Signé) DELCASSÉ.
(Signé) G. TORNIELLI.
(Signé) A. DE STUERS.
(Signé) T. DE SOUZA ROZA.
(Signé) NELIDOW.

Pour la Suède et pour la Norvège :

(Signé) ÅKERMAN.
(Signé) LARDY.

In faith whereof Plenipotentiaries have signed this *procès-verbal*.

Done at Paris, May 18, 1904.

(Signed) EDMUND MONSON.
(Signed) RADOLIN.
(Signed) A. LEGHAIT.
(Signed) F. REVENTLOW.
(Signed) F. DE LEON Y CASTILLO.
(Signed) DELCASSÉ.
(Signed) G. TORNIELLI.
(Signed) A. DE STUERS.
(Signed) T. DE SOUZA ROZA.
(Signed) NELIDOW.

For Sweden and Norway :

(Signed) ÅKERMAN.
(Signed) LARDY.

ACTE D'ADHÉSION.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie, désirant user de la faculté qui lui est réservée par l'article 7 de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, et destiné à réprimer la " Traite des Blanches," a résolu d'y accéder pour ses États.

Sa Majesté a nommé, à cet effet, pour Plénipotentiaire, M. le Comte Rodolphe de Khevenhüller-Metsch, son Conseiller intime et Chambellan, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près la République Française, lequel, après avoir produit ses pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, a déclaré ce qui suit :—

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie adhère, pour ses États, à l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, et destiné à réprimer la " Traite des Blanches," ainsi qu'à la déclaration contenue dans le Procès-verbal de Signature du 18 mai 1904, et concernant l'application du dit Arrangement aux Colonies respectives des Parties Contractantes. Il prend acte, en même temps, des énonciations insérées au dit Procès-verbal de Signature.

ACTE D'ADHÉSION.

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, being desirous of availing himself of the faculty reserved to him by Article 7 of the Agreement concluded at Paris on the 18th May, 1904, having for its object the suppression of the " White Slave Traffic," has resolved to accede to it on behalf of the States subject to his rule.

His Majesty has named as his Plenipotentiary, for this purpose, Count Rodolphe de Khevenhüller-Metsch, his Privy Councillor and Chamberlain, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the French Republic, who, having produced his full powers, found in good and due form, declared as follows :—

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, accedes, on behalf of the States subject to his rule, to the Agreement concluded at Paris on the 18th May, 1904, having for its object the suppression of the " White Slave Traffic," as well as to the declaration in the Protocol of Signature of the 18th May, 1904, relative to the application of the said Agreement to the respective Colonies of the Contracting Parties. He takes note, at the same time, of the declarations contained in the above-mentioned Protocol of Signature.

Le Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, M. Th. Delcassé, au nom des Puissances Signataires de l'Arrangement et du Procès-Verbal précités, prend acte de cette déclaration d'adhésion.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent Acte, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double, à Paris, le 18 janvier, 1905.

(L.S.) (Signé) DELCASSÉ.
(L.S.) (Signé) R. KHEVENHÜLLER.

The Minister of Foreign Affairs of the French Republic, M. Th. Delcassé, in the name of the Powers Signatories of the above-mentioned Agreement and Protocol, takes note of this declaration of accession.

In faith of which the Undersigned have executed the present Act, and have attached their seals to it.

Done in duplicate, at Paris, January 18, 1905.

(L.S.) (Signed) DELCASSÉ.
(L.S.) (Signed) R. KHEVENHÜLLER.

PROCÈS-VERBAL DE DÉPÔT DE RATIFICATIONS SUR L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL, SIGNÉ À PARIS LE 18 MAI, 1904, EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE "TRAITE DES BLANCHES."

En exécution de l'article 9 de l'Arrangement International du 18 mai 1904, les soussignés Représentants des Puissances co-signataires se sont réunis au Ministère des Affaires Étrangères à Paris, pour procéder au dépôt entre les mains du Gouvernement de la République Française des Ratifications des Hautes Puissances Contractantes, ce dépôt tenant lieu d'échange.

Les Instruments des Ratifications :—

1° de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;

2° de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;

3° de Sa Majesté le Roi de Danemark ;

4° de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

5° de M. le Président de la République Française ;

6° de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

7° de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;

8° de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;

9° et du Conseil Fédéral Suisse ;

ont été produits et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au

PROCÈS-VERBAL OF DEPOSIT OF RATIFICATIONS OF THE INTERNATIONAL AGREEMENT, SIGNED AT PARIS ON MAY 18, 1904, WITH A VIEW TO SECURING THE EFFECTUAL SUPPRESSION OF THE CRIMINAL TRAFFIC KNOWN AS THE "WHITE SLAVE TRAFFIC."

In execution of Article 9 of the International Agreement of the 18th May, 1904, the undersigned Representatives of the co-signatory Powers met at the Ministry of Foreign Affairs at Paris, in order to proceed to the deposit in the hands of the Government of the French Republic of the Ratifications of the High Contracting Powers, such deposit taking the place of exchange.

The Ratifications :—

1. Of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;

2. Of His Majesty the German Emperor, King of Prussia ;

3. Of His Majesty the King of Denmark ;

4. Of His Majesty the King of Spain ;

5. Of the President of the French Republic ;

6. Of His Majesty the King of Italy ;

7. Of His Majesty the Emperor of All the Russias ;

8. Of His Majesty the King of Sweden and Norway ;

9. Of the Swiss Federal Council ;

have been produced, and having, after examination, been found in good and due form, are

Gouvernement de la République Française pour être déposés dans les archives du Département des Affaires Étrangères.

D'autre part, M. le Ministre de Belgique, M. le Ministre du Portugal, et M. le Ministre des Pays-Bas ayant demandé un délai pour accomplir cette formalité, les Soussignés sont convenus de charger le Gouvernement de la République Française de recevoir les Ratifications des dits États, qui devront les envoyer le 18 juillet 1905, au plus tard, date à laquelle l'Arrangement, conformément à l'article 8, entrera en vigueur pour tous les États ayant alors ratifié.

Le Gouvernement Français donnera avis de ces dépôts successifs aux Puissances Contractantes.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 janvier 1905.

Pour la Grande-Bretagne :
(L.S.) (Signé) FRANCIS BERTIE.
Pour l'Allemagne :
(L.S.) (Signé) RADOLIN.
Pour le Danemark :
(L.S.) (Signé) F. REVENTLOW.
Pour l'Espagne :
(L.S.) (Signé) F. DE LEON Y
CASTILLO.
Pour la République Française :
(L.S.) (Signé) DELCASSÉ.
Pour l'Italie :
(L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.
Pour la Russie :
(L.S.) (Signé) NELIDOW.
Pour la Suède et pour la Norvège :
(L.S.) (Signé) ÅKERMAN.
Pour la Suisse :
(L.S.) (Signé) LARDY.

Copie certifiée conforme à l'original :

(Signé) ARMAND MOLLARD,
*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole.*

entrusted to the Government of the French Republic to be deposited in the archives of the Department of Foreign Affairs.

On the other hand, the Belgian Minister, the Portuguese Minister, and the Netherland Minister, having requested an extension of time to carry out this formality, the Undersigned agree to authorize the French Government to receive the Ratifications of the above-mentioned States, which are to be furnished at latest by the 18th July, 1905, the date on which the Agreement, in conformity with its 8th Article, shall come into operation for all the States which shall have ratified it by that time.

The French Government will notify these successive deposits to the Contracting Powers.

In faith of which the Undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, January 18, 1905.

For Great Britain :
(L.S.) (Signed) FRANCIS BERTIE.
For Germany :
(L.S.) (Signed) RADOLIN.
For Denmark :
(L.S.) (Signed) F. REVENTLOW.
For Spain :
(L.S.) (Signed) F. DE LEON Y
CASTILLO.
For the French Republic :
(L.S.) (Signed) DELCASSÉ.
For Italy :
(L.S.) (Signed) G. TORNIELLI.
For Russia :
(L.S.) (Signed) NELIDOW.
For Sweden and for Norway :
(L.S.) (Signed) ÅKERMAN.
For Switzerland :
(L.S.) (Signed) LARDY.

True copy :

(Signed) ARMAND MOLLARD,
*Minister Plenipotentiary,
Head of the Protocol.*

RATIFICATIONS DEPOSÉES
POSTÉRIEUREMENT.

Belgique : Le dépôt des ratifications de la Belgique a été communiqué par le Gouvernement de la République française à l'Ambassadeur de S.M. Britannique à Paris, en date du 3 juillet 1905.

Pays-Bas : 14 juillet 1907.
Portugal : 12 juillet 1905.

ACCESSIONS.

États-Unis d'Amérique : 18 juillet 1908.
Brésil : 15 mai 1905.
Luxembourg : 15 juin 1910.
Islande et Antilles Danoises.
Colonies Allemandes.

*DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS
BRITANNIQUES.

† *Australie.*
† *Bahamas.*
† *Barbades.*
†† *Basutoland.*
†† *Bechuanaland.*
†† *Bermudes.*
† *British Central Africa Protectorate.*
† *Canada.*
†† *Cape Town.*
† *Ceylan.*
†† *Chypre.*
†† *East Africa Protectorate.*
†† *Colonie de la Rivière Orange.*
† *Cote d'Or.*
† *Falkland.*
† *Fidji (îles).*
† *Gambie.*
† *Gibraltar.*
† *Guyane anglaise.*
†† *Honduras anglais.*
† *Hongkong.*
† *Jamaïque.*
† *Labuan.*
† *Leeward (îles).*
† *Malte.*
† *Maurice.*
†† *Natal.*
† *Northern Nigeria.*
† *Nouvelle Zélande.*

RATIFICATIONS DEPOSITED
SUBSEQUENTLY.

Belgium : The deposit of the Ratifications of Belgium was notified by the French Government to His Britannic Majesty's Ambassador at Paris on July 3, 1905.

Netherlands : July 14, 1907.
Portugal : July 12, 1905.

ACCESSIONS.

United States of America : July 18, 1908.
Brazil : May 15, 1905.
Luxembourg : June 15, 1910.
Iceland and the Danish Antilles.
German Colonies.

*BRITISH DOMINIONS, COLONIES AND
PROTECTORATES.

† *Australia.*
† *Bahamas.*
† *Barbados.*
†† *Basutoland.*
†† *Bechuanaland Protectorate.*
†† *Bermudas.*
† *British Central Africa Protectorate.*
† *Canada.*
†† *Cape Town.*
† *Ceylon.*
†† *Cyprus.*
†† *East Africa Protectorate.*
†† *Orange River Colony.*
† *Gold Coast.*
† *Falkland Islands.*
† *Fiji.*
† *Gambia.*
† *Gibraltar.*
† *British Guiana.*
†† *British Honduras.*
† *Hongkong.*
† *Jamaica.*
† *Labuan.*
† *Leeward Islands.*
† *Malta.*
† *Mauritius.*
†† *Natal.*
† *Northern Nigeria.*
† *New Zealand.*

* Communiqué par le "Service Français de la Société des Nations."

* Communicated by the "Service Français de la Société des Nations."

†Ouganda.
 †Seychelles (îles).
 †Sainte-Hélène.
 †Sierra Leone.
 †Somaliland.
 ††Southern Nigeria.
 †Southern Rhodesia.
 ††Straits Settlements.
 †Terre-Neuve.
 ††Transvaal.
 †Trinité.
 †Wei Hai Wei.
 †Windward (îles).
 Grenade.
 Sainte-Lucie.
 Saint-Vincent.

N.B.—Les dominions, colonies et protectorats marqués du signe † ont adhéré à l'arrangement du 18 mai 1904. Ceux qui sont précédés du signe †† ont refusé l'adhésion mais ont consenti à concourir à l'article 1er de l'arrangement. Les autres, tout en étant disposés à pourvoir à la correspondance et à diriger les enquêtes prévues dans cet article, n'ont pas encore fait parvenir leur réponse définitive en ce qui concerne leur accession.

(T. 1262/655/317.)

BRITISH EMBASSY,
PARIS.

February 8, 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that the Government of India have acceded to the International Agreement for the suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on May 18, 1904.

I have the honour to be, with the highest respect, Monsieur le Président du Conseil,

Your Excellency's most obedient
humble Servant,

(Signed) G. GRAHAME.

His Excellency Monsieur Millerand,
Président du Conseil,
Ministry for Foreign Affairs.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

†Uganda Protectorate.
 †Seychelles Islands.
 †St. Helena.
 †Sierra Leone.
 †Somaliland Protectorate.
 ††Southern Nigeria.
 †Southern Rhodesia.
 ††Straits Settlements.
 †Newfoundland.
 ††Transvaal.
 Trinidad.
 †Wei-hai-Wei.
 †Windward Islands.
 Grenada.
 St. Lucia.
 St. Vincent.

N.B.—The Dominions, Colonies and Protectorates preceded by the mark † have adhered to the Agreement of May 18, 1904. Those preceded by the marks †† have refused to adhere, but have consented to concur in Article 1 of the Agreement. The others, although prepared to attend to the correspondence and to effect the investigations provided for by this article, have not yet notified their final decision with regard to their accession.

* TRADUCTION—TRANSLATION.
 (T. 1262/655/317.)

BRITISH EMBASSY,
PARIS.

8 février 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Conformément aux instructions du Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Gouvernement des Indes a adhéré à la Convention Internationale relative à la Traite des Blanches, signée à Paris le 18 mai 1904.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé) G. GRAHAME.

Son Excellence Monsieur Millerand,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 12.

**GOVERNEMENT DU CANADA
ET FRANCE.**

Convention concernant les relations commerciales entre la France et le Canada, signée à Paris le 19 septembre 1907, Convention Complémentaire, signée à Paris le 23 janvier 1909, et échange de notes du 8 janvier 1909. Denonciation des Conventions sus-mentionnées de la part du Canada, en date du 19 mars 1920.

**THE GOVERNMENT OF
CANADA AND FRANCE.**

Convention and Supplementary Convention regulating the commercial relations between Canada and France. Signed at Paris September 19, 1907/January 23, 1909, and exchange of notes, January 8, 1909. Denunciation on the part of Canada, March 19, 1920.

NO. 12.—*CONVENTION AND SUPPLEMENTARY CONVENTION REGULATING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN CANADA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 19, 1907, AND JANUARY 23, 1909. EXCHANGE OF NOTES, JANUARY 8, 1909. DENUNCIATION ON THE PART OF CANADA, MARCH 19, 1920.

NO. 12.—*CONVENTION CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA, SIGNÉE À PARIS LE 19 SEPTEMBRE 1907, SUIVIE D'UNE CONVENTION COMPLÉMENTAIRE SIGNÉE À PARIS LE 23 JANVIER 1909, ET DE L'ÉCHANGE DE NOTES DU 8 JANVIER 1909. DÉNONCIATION DES CONVENTIONS SUSMENTIONNÉES DE LA PART DU CANADA, EN DATE DU 19 MARS 1920.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de ces conventions et de la dénonciation y relative, a eu lieu le septembre 1920.

French and English official texts forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of these conventions and denunciation took place on September 7, 1920.

CONVENTION.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, being desirous of improving and extending the commercial relations between Canada and France, have resolved to conclude a Convention with that object and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

His Excellency the Right Honourable Sir Francis Leveson Bertie, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Knight Grand Cross of the

* Les ratifications ont été échangées à Paris le 1 février 1920.

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République française, également animés du désir d'améliorer et d'étendre les relations commerciales entre le Canada et la France, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Son Excellence le Très Honorable Sir Francis Leveson Bertie, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre

* Ratifications exchanged at Paris, February 1, 1920.

Royal Victorian Order, Knight Commander of the Most Honourable Order of the Bath, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Government of the French Republic ;

The Honourable William Stevens Fielding, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Finance and Receiver-General of Canada ;

The Honourable Louis-Philippe Brodeur, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Marine and Fisheries of Canada ;

And the President of the French Republic :
Mr. Stephen Pichon, Senator, Minister of Foreign Affairs ;

Mr. Joseph Caillaux, Deputy, Minister of Finance ;

Mr. Gaston Doumergue, Deputy, Minister of Commerce and Industry ;

Mr. Joseph Ruau, Deputy, Minister of Agriculture ;

Who after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :—

Article 1.

The natural and manufactured products of Canadian origin enumerated in Schedule A to this Convention shall enjoy, on their importation into France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China, the benefit of the **Minimum Tariff** and of the lowest rates of Customs duty applicable to like products of other foreign origin.

Article 2.

Every reduction of Customs duty granted by France to any foreign country whatever on any of the products enumerated in Schedule A shall apply to the fullest extent to similar Canadian products.

Article 3.

The natural and manufactured products enumerated in Schedule B to this Convention originating in France, Algeria, the French

Royal Victoria, Chevalier Commandeur du Très Honorable Ordre du Bain, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française ;

L'Honorable William Stevens Fielding, Membre de l'Honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, Ministre des Finances et Receveur général du Canada ;

L'Honorable Louis-Philippe Brodeur, Membre de l'Honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, Ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada ;

Et le Président de la République française :
M. Stephen Pichon, Sénateur, Ministre des Affaires Étrangères ;

M. Joseph Caillaux, Député, Ministre des Finances ;

M. Gaston Doumergue, Député, Ministre du Commerce et de l'Industrie ;

M. Joseph Ruau, Député, Ministre de l'Agriculture ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :—

Article 1.

Les produits naturels et fabriqués énumérés dans le tableau A annexé à la présente Convention, originaires du Canada, bénéficieront à leur entrée en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine, du tarif minimum et des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Article 2.

Toute réduction de droit de douane accordée par la France à un pays étranger quelconque sur l'un des produits énumérés au tableau A sera applicable de plein droit au produit similaire Canadien.

Article 3.

Les produits naturels et fabriqués énumérés dans le tableau B annexé à la présente Convention, originaires de France, d'Algérie, de

Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China shall enjoy, on their importation into Canada, the benefit of the Intermediate Tariff and of the lowest rates of Customs duty applicable to like products of other foreign origin.

Article 4.

Every reduction of Customs duty granted by Canada to any foreign country whatever on any of the products enumerated in Schedule B shall apply to the fullest extent to similar products originating in France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China.

Article 5.

The natural and manufactured products enumerated in Schedule C to this Convention originating in France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China, shall enjoy, on their importation into Canada, the benefit of the Customs duties set forth in the said Schedule C.

Article 6.

Every reduction in the Customs duties set forth in Schedule C granted by Canada to any foreign country whatever on any of the products enumerated in the said Schedule shall apply to the fullest extent to similar products originating in France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China.

Article 7.

If any product now exempt from Customs duty under the French minimum tariff in France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China shall hereafter become liable to Customs duty, such product on its importation from Canada shall enjoy the benefit of the lowest rate of duty applicable to a like product when imported from any other foreign country. Reciprocally if any product now admitted free of duty under the Canadian intermediate tariff in Canada shall hereafter become liable to

colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, bénéficieront, à leur entrée au Canada, du tarif intermédiaire et des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Article 4.

Toute réduction de droit de douane accordée par le Canada à un pays étranger quelconque sur l'un des produits énumérés au tableau B sera applicable de plein droit au produit correspondant, originaire de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine.

Article 5.

Les produits naturels et fabriqués, énumérés dans le tableau C annexé à la présente Convention, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, bénéficieront, à leur entrée au Canada, des droits de douane inscrits audit tableau C.

Article 6.

Toute réduction des droits de douane inscrits au tableau C accordée par le Canada à un pays étranger quelconque sur l'un des produits énumérés audit tableau sera applicable de plein droit au produit correspondant, originaire de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine.

Article 7.

Si un produit admis actuellement en exemption de droit de douane en vertu du tarif minimum français à l'entrée en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine, devenait passible de droits de douane, ledit produit lorsqu'il sera importé du Canada bénéficiera du tarif le plus réduit applicable au produit similaire importé d'un pays étranger quelconque. Par réciprocité, si un produit admis actuellement en franchise à l'entrée au Canada en vertu du tarif canadien intermédiaire,

Customs duty such product when imported from France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China shall enjoy the benefit of the lowest rate of duty applicable to a like product when imported from any other foreign country.

Article 8.

To enjoy the benefits of the aforementioned tariff advantages, products originating in France, Algeria, the French Colonies and Possessions and the territories of the Protectorate of Indo-China, shall be conveyed without transshipment from a port of those territories or from a port of a territory enjoying the preferential tariff or intermediate tariff into a sea or river port of Canada.

To enjoy the benefits of the aforementioned tariff advantages, Canadian products shall be conveyed without transshipment from a Canadian port or from a port of a country enjoying the French minimum tariff to a port in France, Algeria, the French Colonies and Possessions and the territories of the Protectorate of Indo-China.

Provided however that nothing in this Article shall exempt the products of either country from any surtaxe d'entrepôt that is now, or hereafter may be, imposed on products imported indirectly.

Article 9.

For the purposes of the foregoing articles Canada and France may require that the products be accompanied by certificates of origin or declarations made in conformity with the laws of the respective countries.

If the Canadian Government or the French Government deem it necessary to have such certificates or declarations *visés*, they may appoint or designate for such purpose officers who shall give such *visés* free of charge.

Article 10.

Canada and France undertake not to establish one against the other any prohibition or restriction of importation, exportation or transit which shall not at the same time be applicable to other countries.

devenait passible de droit de douane, ledit produit, lorsqu'il sera importé de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, bénéficiera du tarif le plus réduit applicable au produit similaire, importé d'un pays étranger quelconque.

Article 8.

Pour bénéficier des avantages tarifaires stipulés aux articles ci-dessus, les produits originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine devront être transportés sans transbordement d'un port de ces territoires ou d'un port d'un territoire jouissant du tarif préférentiel ou du tarif intermédiaire dans un port maritime ou fluvial du Canada.

Pour bénéficier des avantages tarifaires stipulés aux articles ci-dessus, les produits canadiens devront être transportés sans transbordement d'un port du Canada ou d'un port d'un pays jouissant du tarif minimum français dans un port de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine.

Ces dispositions ne dérogent en rien au régime des surtaxes d'entrepôt qui sont ou pourront être établies dans l'un et l'autre pays sur les importations indirectes.

Article 9.

Pour l'application des articles précédents, le Canada ou la France pourront exiger que les produits soient accompagnés de certificats d'origine ou de déclarations établis en conformité de leurs législations respectives.

Si le Gouvernement canadien ou le Gouvernement français estiment nécessaire que ces certificats et ces déclarations soient *visés*, ils pourront nommer ou désigner, à cet effet, des agents qui donneront ce visa gratuitement.

Article 10.

Le Canada et la France s'engagent à n'établir l'une envers l'autre aucune prohibition ni restriction d'importation, d'exportation ou de transit, qui ne soit en même temps applicable aux autres pays.

Provided however that Canada and France reserve to themselves the right to establish in regard to products originating in or destined for the one or other country any temporary prohibition or restriction of importation, exportation or transit which either of them adjudges necessary to protect the public health, to prevent the spread of animal disease or the destruction of crops, or in view of the events of war.

Article II.

Except as regards tariff provisions Canada and France accord to each other reciprocally the most favoured nation treatment in everything relating to importation, exportation, re-exportation, transit, warehousing, storage, transshipment, consumption, fulfilment of Customs formalities, and in general to everything relating to the pursuit of trade and industry.

These provisions shall not apply :

- (1) To privileges which have been or may be granted to bordering states for facilitating frontier traffic within a limit not exceeding fifteen kilometers on each side of the boundary ;
- (2) To special privileges arising out of the Customs union of France with Monaco.

Article 12.

Products of Canadian origin of any kind imported into France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China, shall not be subject to any other or higher duties of excise, internal consumption or octroi than those which are or may be charged upon like products of French origin.

In like manner, products of any kind originating in France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China, when imported into Canada shall not be subject to any other or higher duties of excise, internal consumption or octroi than those which are or may be charged upon like products of Canadian origin.

Toutefois, le Canada et la France se réservent le droit de prononcer, à l'égard de tout produit en provenance ou à destination de l'un ou de l'autre pays, les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie ou de transit qu'ils jugeraient nécessaires d'établir pour des motifs de police sanitaire, pour empêcher la propagation des épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Article II.

Réserve faite des dispositions tarifaires, le Canada et la France se concèdent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation, le transit, l'entreposage, l'emmagasinage, le transbordement, la consommation, l'accomplissement des formalités de douane et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce et de l'industrie.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas :

- 1°) Aux faveurs qui sont ou pourront être accordées à d'autres États limitrophes pour faciliter le trafic frontière dans un rayon qui ne dépassera pas 15 kilomètres de chaque côté de la frontière ;
- 2°) Aux faveurs spéciales résultant de l'union douanière de la France avec la Principauté de Monaco.

Article 12.

Les produits de toute nature, originaires du Canada et importés en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine ne pourront être assujettis à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les produits similaires d'origine française.

De même, les produits de toute nature, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, importés au Canada, ne pourront être assujettis à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les produits similaires d'origine canadienne.

The natural and manufactured products of either country when imported into the territory of the other and intended for warehousing or transit shall not be subject to any internal duty.

Article 13.

Drawbacks on the exportation of French or Canadian products shall not exceed the amount of Customs duties, excise duties, duties of internal consumption, or duties of octroi, collected on the said products or the materials used in the manufacture thereof.

Article 14.

Products liable to duty serving as patterns or samples, imported into Canada or into France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China, by commercial travellers or agents shall be admitted on payment of duty, which shall be refunded after re-exportation of such products.

This provision shall be subject to the conditions of the law of the respective countries. The time within which the re-exportation of such patterns or samples may take place shall not exceed twelve months.

Article 15.

For the application of *ad valorem* duties, exporters of products originating in France, Algeria, the French Colonies and Possessions, and the territories of the Protectorate of Indo-China, and reciprocally exporters of Canadian products, may produce certificates of value issued by any Chamber of Commerce or by any other similar commercial organization. Such certificates shall be taken into consideration by the respective Customs officials, in levying the duties to which the imported products may be liable, without however restricting their rights of appraisalment.

Article 16.

If importers of French wines furnish certificates of analysis thereof issued by the scientific establishments under the control of the Minister of Agriculture of France and designated by him,

Les produits naturels et fabriqués de l'un des deux pays, importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur.

Article 13.

Les drawbacks à l'exportation des produits français ou canadiens ne pourront être supérieurs au montant des droits d'entrée, d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi perçus sur lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Article 14.

Les produits passibles de droits et servant de modèles ou d'échantillons, qui seront introduits au Canada ou en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine par les voyageurs ou représentants de commerce, seront admis moyennant versement des droits, lesquels seront remboursés après réexportation.

Ce régime fonctionnera sous les conditions de la législation respective de chaque pays. Le délai de réexportation des modèles ou des échantillons ne pourra dépasser douze mois.

Article 15.

Les exportateurs de produits originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, et réciproquement, les exportateurs de produits d'origine canadienne, pour l'application des droits d'entrée *ad valorem*, pourront produire des certificats de valeur délivrés par les Chambres de commerce ou par toutes autres institutions commerciales analogues. Ces certificats seront pris en considération, pour la perception des droits dont seront passibles les produits importés, par les autorités douanières respectives, sans toutefois lier leurs pouvoirs d'appréciation.

Article 16.

S'il est produit par les importateurs de vins français au Canada des certificats d'analyse délivrés par les établissements scientifiques placés sous le contrôle du Ministre de l'Agric-

such certificates shall be taken into consideration for determining the alcoholic strength of such wines by the Canadian Customs authorities, without however restricting their rights of appraisalment.

Article 17.

Canada and France grant to each other reciprocally the most favoured nation treatment for the protection of trade marks, patents, commercial names and industrial designs and patterns.

Article 18.

This Convention may be extended to Tunis on a declaration to that effect exchanged between the High Contracting Parties.

Article 19.

From the date of the coming into force of this Convention, the Agreement of the sixth day of February, 1893,* respecting the commercial relations between Canada and France shall be terminated.

Article 20.

This Convention, after being approved by the French Chambers and by the Parliament of Canada, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as practicable.

It shall come into force immediately after the completion of that formality and shall remain in force for a period of ten years, unless however one of the Contracting Parties shall within such period signify to the other Party its intention to terminate this Convention, in which case this Convention shall cease to have effect twelve months after the reception by the other Party of the notification as above.

In case neither of the Contracting Parties shall have signified before the expiry of such term the intention of terminating this Convention, it shall remain binding until expiry of twelve months from the day on which either of the two Parties shall have denounced it.

* De Martens, *Nouveau Recueil Général des traités* deuxième série, Tome XXVII, p. 198.

culture de France et désignés par lui, ces certificats seront pris en considération, pour déterminer le taux alcoolique des vins, par les autorités douanières canadiennes sans toutefois lier leurs pouvoirs d'appréciation.

Article 17.

Le Canada, et la France se concèdent réciproquement le régime de la nation la plus favorisée pour la protection des marques de fabrique et de commerce, des brevets d'invention, des noms commerciaux, des dessins et modèles industriels.

Article 18.

La présente Convention pourra être étendue à la Tunisie par une déclaration échangée à cet effet entre les Hautes Parties contractantes.

Article 19.

A partir de la date de la mise en vigueur de la présente Convention, l'arrangement du 6 février 1893* réglant les relations commerciales entre le Canada et la France cessera ses effets.

Article 20.

La présente Convention, après avoir été approuvée par les Chambres françaises et par le Parlement du Canada, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur immédiatement après l'accomplissement de cette formalité et demeurera exécutoire pendant une période de dix années, à moins cependant que l'une des parties contractantes ne vienne, au cours de cette période, à notifier à l'autre partie son intention de mettre fin à la Convention, auquel cas la présente convention cessera ses effets douze mois après la réception par l'autre partie de la notification en question.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié avant l'expiration du terme ainsi fixé son intention de faire cesser les effets de la présente Convention, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration de douze mois, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties l'aura dénoncée.

* British and Foreign State Papers, Vol. 85, 1892-1893, p. 28.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

Done, in duplicate, at Paris, the 19th day of September in the year 1907.

(L.S.) FRANCIS BERTIE.
(L.S.) W. S. FIELDING.
(L.S.) L. P. BRODEUR.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 19 septembre 1907.

(L.S.) S. PICHON.
(L.S.) J. CAILLAUX.
(L.S.) GASTON DOUMERGUE.
(L.S.) J. RUAU.

ANNEXE I À LA CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE.

TABLEAU A.

Produits canadiens bénéficiant du Tarif minimum.

Numéros du Tarif français.	Désignation des Produits.
1	Chevaux.
4	Bœufs.
5	Vaches.
6	Taureaux.
7	Bouvillons, taurillons et génisses.
Ex 14 bis	<i>Volailles.</i>
16	Viandes fraîches : de mouton ; de porc ; de bœuf et autres.
17	Viandes salées : de porc (jambon, lard, etc.) ; de bœuf et autres.
17 bis	Charcuterie fabriquée.
Ex 18	<i>Volailles mortes.</i>
19	Conserves de viandes en boîtes.
20	Extraits de viande en pains ou autres.
30	Graisses animales autres que de poisson : suiifs ; saindoux ; autres.
Ex 34	Oufs de volailles et de gibier.
35 bis	Lait concentré pur.
35 ter	a) Lait concentré additionné de sucre. b) Farine lactée additionnée de sucre.
36	Fromages.
Ex 37	Beurre salé.
38	Miel.
41	Noir d'os (Noir animal).
45	Poissons frais d'eau douce : salmonidés ; autres.
46	Poissons frais de mer. Poissons secs, salés ou fumés : morues (y compris le klippfish) ; stockfish ; harengs ; autres.
47	Poissons conservés au naturel, marinés ou autrement préparés.
49	Homards et langoustes : frais ; conservés au naturel ou préparés.
51	Graisses de poissons.
52	Blanc de baleine et de cachalot.
53	Rogues de morue et de maquereau.
68	<i>Froment, épeautre et méteil :</i> <i>grains ;</i> <i>farines.</i>
69	<i>Avoine :</i> <i>grains ;</i> <i>farines.</i>

ANNEX I *bis* TO THE CONVENTION RESPECTING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN CANADA AND FRANCE.

SCHEDULE A.

Canadian Products enjoying the benefit of the Minimum Tariff.

No. of the French Tariff.	Products.
1	Horses.
4	Oxen.
5	Cows.
6	Bulls.
7	Steers, bullocks and heifers.
<i>Ex 14 bis</i>	<i>Poultry.</i>
16	Fresh meat : mutton ; pork ; beef and other.
17	Meat, salted : pork (ham, bacon, etc.) ; beef and other.
<i>17 bis</i>	Pork-butchers' produce.
<i>Ex 18</i>	<i>Poultry, dead.</i>
19	Meat, preserved in tins.
20	Extracts of meat, in cakes or otherwise.
30	Animal fat, other than fish oils : tallow ; lard ; other.
<i>Ex 34</i>	Eggs of poultry or game.
<i>35 bis</i>	Milk, condensed pure.
<i>35 ter</i>	(a) Milk condensed with addition of sugar (b) Milky farina, with an addition of sugar.
36	Cheese.
<i>Ex 37</i>	Butter, salted.
38	Honey.
41	Bone black (animal black).
45	Fish ; fresh ; fresh water : of the salmonoid family ; other.
	Fresh sea fish.
46	Fish, dried, salted or smoked : cod (including klippfish) ; stockfish ; herrings ; other.
47	Fish preserved " au naturel," pickled or otherwise prepared.
49	Lobsters : fresh ; preserved " au naturel " or prepared.
51	Fish oils.
52	Spermaceti.
53	Roe of cod and of mackerel.
68	<i>Wheat, spelt, and meslin :</i> <i>grain ;</i> <i>flour.</i>
69	<i>Oats :</i> <i>grain ;</i> <i>meal.</i>

TABLEAUX A—*suite.*

Numéros du Tarif français.	Désignation des Produits.
70	Orge : grains ; farines.
71	Seigle : grains ; farines.
72	Maïs : grains ; farines.
73	Sarrasin : grains ; farines.
74	Malt (orge germé).
76	Gruaux, semoules en gruau (grosse farine), grains perlés ou mondés
76 bis	Millet décortiqué et mondé.
80	Légumes secs : fèves décortiquées ou brisées, en grains, en branches ou en gousses ; farines de fèves ; pois pointus. Autres légumes secs : en grains ; décortiqués ; en farines.
83	Pommes de terre.
Ex 84	Fruits de table frais : pommes et poires : de table ; à cidre et à poiré ; pêches.
Ex 85	Fruits de table secs ou tapés : pommes et poires : de table ; à cidre et à poiré ; pêches.
86	Fruits de table confits ou conservés.
89	Graines à ensemer (y compris la jarosse).
89 ter	Graines de luzerne et de trèfle.
93	Sirops, bonbons, fruits confits au sucre.
95	Confitures : au sucre ou au miel ; sans sucre ni miel.
115 bis	Goudrons.
128	Bois communs : bois ronds, bruts, non équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieure à 60 centimètres ; bois équarris ou sciés de 80 millimètres d'épaisseur et au-dessus ; bois équarris ou sciés d'une épaisseur inférieure à 80 millimètres et supérieure à 35 millimètres ; bois sciés de 35 millimètres d'épaisseur et au-dessous.
129	Pavés en bois débités en morceaux.
130	Merrains.
131	Bois en éclisses.
132	Bois feuillards et échelas fabriqués.
133	Perches, étançons et échelas bruts de plus de 1 ^m 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout. Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima 1 ^m 10.
135 bis	

SCHEDULE A—continued.

No. of the French Tariff.	Products.
70	<i>Barley :</i> <i>grain ;</i> <i>meal.</i>
71	<i>Rye :</i> <i>grain ;</i> <i>meal.</i>
72	<i>Maize :</i> <i>grain ;</i> <i>meal.</i>
73	<i>Buckwheat :</i> <i>grain ;</i> <i>meal.</i>
74	<i>Malt.</i>
76	<i>Groats ; grits (coarse flour), pearled or cleaned grain.</i>
76 bis	<i>Millet, hulled or cleaned.</i>
80	<i>Pulse :</i> <i>beans, decorticated or broken, whole, in clusters or pods ;</i> <i>bean meal ;</i> <i>chick peas (pois pointus).</i> <i>Other ;</i> <i>in the grain ;</i> <i>decorticated ;</i> <i>in flour.</i>
83	<i>Potatoes.</i>
Ex 84	<i>Table fruits : fresh :</i> <i>apples and pears :</i> <i>for table use ;</i> <i>for cider and perry ;</i> <i>peaches.</i>
Ex 85	<i>Table fruits : dried or drained :</i> <i>apples and pears :</i> <i>for table use ;</i> <i>for cider and perry ;</i> <i>peaches.</i>
86	<i>Table fruits candied or preserved.</i>
89	<i>Seed grain (including the Jarosse, a kind of pea).</i>
89 ter	<i>Luzern, and clover seed.</i>
93	<i>Syrups, bonbons, and candied fruits.</i>
95	<i>Preserves :</i> <i>manufactured with sugar or honey ;</i> <i>without sugar or honey.</i>
115 bis	<i>Tar.</i>
128	<i>Woods, common :</i> <i>logs round, rough, not squared, with or without the bark, of any length, and of a circum-</i> <i>ference at the thickest end of more than 60 centimetres ;</i> <i>wood, sawn, or squared, 80 millimetres in thickness and above ;</i> <i>wood squared or sawn, less than 80 millimetres, and exceeding 35 millimetres ;</i> <i>wood sawn, 35 millimetres in thickness or less.</i>
129	<i>Paving blocks sawn.</i>
130	<i>Stave wood.</i>
131	<i>Splints.</i>
131	<i>Hoopwood and prepared poles.</i>
132	<i>Perches, poles, and staffs, rough, exceeding 1 metre 10 centimetres in length, and of a maximum</i> <i>circumference of 60 centimetres at the thickest end.</i>
133	<i>Resinous woods in logs, with or without the bark, of any diameter, of a maximum length of</i> <i>1 metre 10 centimetres.</i>
135 bis	

TABLEAUX A—suite.

Numéros du Tarif français.	Désignation des Produits.
136 136 bis 158	Charbons de bois et de chènevottes. Paille ou laine de bois. Légumes : frais ; salés ou confits ; conservés ou desséchés.
164 165	Fourrages.* <i>Son de toutes sortes de grains.</i>
168	Pâtes de cellulose mécaniques et chimiques.
174	Alcools.
174 quater 178 ter	Eaux minérales (cruchons compris). Emeris appliqués sur papiers et sur tissus, agglomérés en meules, pierres ou toutes autres formes quelconques.
185	Ciment : à prise lente ; à prise rapide.
190	<i>Houille ; craie ou carbonisée (coke) ; cendres de houille.</i>
205	Fonte : fonte brute de moulage et fonte d'affinage contenant moins de 25 p. 100 de manganèse ; ferro-manganèse contenant plus de 25 p. 100 de manganèse ; ferro-silicium contenant plus de 5 p. 100 de silicium ; silico-spiegel riche contenant au moins 30 p. 100 de silicium et de manganèse ; ferro-chrome contenant 10 p. 100 de chrome ou plus ; ferro-aluminium contenant 10 p. 100 d'aluminium ou moins ; ferro-aluminium contenant plus de 10 p. 100 et moins de 20 p. 100 d'aluminium.
206	Fers bruts en massiaux, prismes ou barres.
207	Fer étiré en barres, fer d'angle et à T, essieux et bandages bruts de forge.
210	Tôles : laminées ou martelées, planes, de plus d'un millimètre d'épaisseur ; minces et fers noirs en feuilles planes de plus de six dixièmes de millimètre jusqu'à un millimètre d'épaisseur ; minces et fers noirs en feuilles planes de six dixièmes de millimètre d'épaisseur ou moins.
212	Fils de fer ou d'acier, qu'ils soient ou non étamés, cuivrés, zingués ou galvanisés.
212 ter	Rails de fer ou d'acier.
213	Acier en barres.
214	Essieux et bandages de roues bruts de forge en acier.
216	Acier en tôles ou bandes brunes laminées à chaud. Acier en tôles ou bandes blanches laminées à froid.
221	Cuivre : minerai ; cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain : de première fusion, en masses, barres, saumons ou plaques ; laminé ou battu, en barres ou planches ; en fils de toute dimension, polis ou non, autres que dorés ou argentés ; bronze d'aluminium brut ne contenant pas plus de 20 p. 100 d'aluminium ; cuivre doré ou argenté, en masses ou lingots, battu, tiré, laminé ou filé sur fil ou sur soie ; limailles et débris de vieux ouvrages.
222	Plomb : minerais, mattes et scories de toutes sortes ; plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques ; argentifères ; non argentifères ; plomb allié d'antimoine en masse ; plomb battue ou laminé ; limailles et débris de vieux ouvrages.

* Le foin est compris sous ce numéro.

SCHEDULE A—continued.

No. of the French Tariff.	Products.
136	Charcoal and charred boon.
136 bis	Straw, or wool of wood (<i>paille ou laine de bois</i>).
158	Vegetables :
	fresh ;
	salted or pickled ;
	preserved or dried.
164	Fodder.*
165	<i>Bran from any kind of cereal.</i>
168	Cellulose pulp (wood pulp), mechanical or chemical.
174	Spirits.
174 <i>quater</i>	Mineral waters (receptacles included).
178 <i>ter</i>	Emery on paper or tissues, grindstones and whetstones of emery, or emery in any other form.
185	Cement :
	slow ;
	quick.
190	<i>Coal ;</i>
	<i>coal or coke ;</i>
	<i>cinders of.</i>
205	Cast iron :
	foundry iron, and forge-pig, containing less than 25 per cent. of manganese ;
	ferro-manganese, containing more than 25 per cent. of manganese ; ferro-silicon, containing
	more than 5 per cent. of silicon ; rich silico-spiegel iron, containing at least 30 per cent.
	of silicon and manganese ; chromic iron, containing 10 per cent. or more of chromium ;
	ferro-aluminium, containing 10 per cent. or less of aluminium.
	ferro-aluminium, containing more than 10 per cent. and less than 20 per cent. of aluminium.
206	Wrought iron crude, in blooms, prisms or bars.
207	Iron, drawn in bars, angle and T-iron, axles and tyres, in the rough.
210	Sheet and plate iron :
	rolled or hammered, flat, more than 1 millimetre in thickness ;
	thin, and black iron plates, flat, more than 6/10 of a millimetre and up to 1 millimetre in
	thickness.
	thin, and black iron plates, flat, of 6/10 of a millimetre or less in thickness.
212	Iron or steel wire, whether tinned, coppered, zincked, galvanised or not.
212 <i>ter</i>	Rails of iron or steel.
213	Steel in bars.
214	Axles and tyres rough, in steel.
216	Steel :
	in sheets or bands, brown, hot rolled ;
	in sheets or bands, white, cold rolled.
221	Copper :
	ore ;
	pure, or alloyed, with zinc or tin ;
	of first fusion, in lumps, bars, pigs, or slabs ;
	rolled or hammered in bars or plates ;
	in wire of all sizes, polished or not, other than gilt or silvered.
	aluminium bronze, crude not containing more than 20 per cent. of aluminium ;
	gilt, or silvered, in lumps or ingots hammered, drawn, rolled, or spun on thread or on silk ;
	filings and fragments of old manufactures.
222	Lead :
	ores, mattes, and slag of all kinds ;
	in crude lumps, pigs, bars, or slabs :
	argentiferous ;
	not argentiferous ;
	alloyed with antimony in lumps ;
	hammered or rolled ;
	filings and fragments of old manufactures.

* Hay is included in this item.

TABLEAUX A—*suite.*

Numéros du Tarif français.	Désignation des Produits.
225	Nickel : minerai ; produits de première fusion (fonte, mattes, speïss) ; affiné en lingots ou masses brutes ; pur, battu, laminé ou étiré ; allié au cuivre, avec ou sans zinc, en lingots ou masses brutes ; allié au cuivre avec ou sans zinc, battu, laminé, étiré.
227	Antimoine.
238 bis	Extrait de châtaignier et autres sucres tanins, liquides ou concrets, extraits des végétaux.
282	<i>Produits chimiques non dénommés.*</i>
315	Médicaments composés : eaux distillées.
316	Médicaments composés non dénommés.
318	Amidon proprement dit.
324	Colles de poisson, de tendons de baleine et autres similaires.
361	Lampes électriques à incandescence.
Ex 363	Fils de chanvre non polis, simples, écrus, en écheveaux jusqu'à 5,000 mètres de fil simple au kilogramme pour la fabrication des lignes et filets de pêche et des cordages.
Ex 363 bis	Fils de chanvre non polis, retors, écrus, en écheveaux jusqu'à 5,000 mètres de fil simple au kilogramme pour la fabrication des lignes et filets de pêche et des cordages.
Ex 366 bis	Fils de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés, non polis, purs ou mélangés, le phormium, l'abaca, etc., dominant en poids, pour moissonneuses-lieuses.
461	Papier ou carte.
462	Carton brut en feuilles, pesant au moins 350 grammes le mètre carré.
462 bis	Carton moulé dit papier mâché.
463	Carton coupé ou façonné pour cartonnages.
464	Carton assemblé en boîtes recouvertes ou non de papier blanc ou de couleur.
464 bis	Tubes coniques et cylindriques dits busettes pour filature et tissage.
464 ter	Cartonnages décorés de peintures, reliefs, étoffes, bois, paille tressée, métaux communs.
Ex 476	Peaux entières préparées, seulement tannées, lissées ou mégissées, autres que celles de chèvre, de chevreau, de mouton et d'agneau.
478	Semelles découpés, en cuir battu et lissé et talons.
479	Tiges de bottes, bottines, bottillons, empeignes, claques (cambrées ou non), quartiers en veau, vache, cheval, chèvre ou chevreau.
480	Bottes.
481	Bottines pour hommes et pour femmes.
482	Souliers.
484	Gants.
488	Courroies et cordes en cuir pour transmission, tuyaux de cuir et autres ouvrages en cuir ou en peaux pour machines.
490	Malles en bois ou en carton recouvertes en cuir.
493	Pelleteries :
	préparées ou en morceaux cousus :
	loups marins et loutres de mer ; phoques et bluebacks ; petit-gris et sacs de petit-gris ; hamsters et lapins blancs ; astrakans moirés et frisés, en peaux et en touloupes ; lièvres blancs et sacs de lièvres blancs ; chèvres, en peaux et en nappes ; moutons et mouffons du Caucase, en peaux et en nappes ;
	non dénommées.
494	Pelleteries ouvrées ou confectionnées.
512	Machines à vapeur locomotives ; machines à vapeur routières.
513	Tenders de machines à vapeur locomotives.
522	Machines pour l'agriculture (moteurs non compris).
523	Machines à coudre.
524	Machines dynamo-électriques.
Ex 525	Machines à composer dites linotypes.

* Le carbure de calcium est compris sous ce numéro.

SCHEDULE A—continued.

No. of the French Tariff.	Products.
225	Nickel : ore ; produce of first fusion (cast, matte, speiss) ; refined, in ingots or crude lumps ; pure, hammered, rolled, or drawn ; alloyed with copper, with or without zinc, in ingots, or crude lumps ; alloyed with copper, with or without zinc, hammered, rolled, or drawn.
227	Antimony.
238 bis	Extract of chestnut-wood, and other tannic vegetable saps, liquid or solid.
282	<i>Chemical products not mentioned.*</i>
315	Compound medicines : distilled waters.
316	Compound medicines not specified.
318	Starch.
324	Isinglass, glue manufactured from tendons of whales, and other similar glues.
361	Incandescent electric lamps.
Ex 363	Yarns of hemp not glazed, pure and raw in skeins up to 5,000 metres of single thread to the kilogramme, for the manufacture of fishing lines and nets, and of cordage.
Ex 363 bis	Yarns of hemp not glazed, twisted, unbleached in skeins up to 5,000 metres single thread to the kilogramme for the manufacture of fishing lines and nets, and of cordage.
Ex 366 bis	Yarns of phormium tenax, abaca, and other vegetable fibres not mentioned, not glazed, pure or mixed ; the phormium, abaca, etc., predominating in weight, for self-binding harvesters.
461	Paper or card.
462	Card board, rough in sheets, weighing at least 350 grammes per square metre.
462 bis	Moulded card board, called papier maché.
463	Card board cut, or shaped for boxes.
464	Card board boxes covered or not with white or coloured paper.
464 bis	Cylindrical and conical tubes called " busettes " for spinning and weaving.
464 ter	Card board goods ornamented with paintings, reliefs, stuffs, wood, plaited straw, and common metals.
Ex 476	Skins and hides prepared, simply tanned, tawed, or smoothed, not including goat, kid, sheep and lambskins.
478	Soles, cut out, of beaten and smoothed leather, and heels.
479	Uppers of top boots, shoes, vamps, galoches (cambered or not) and upper heels of calf, cow, horse, goat, or kid leather and skins.
480	Top boots.
481	Boots for men and women.
482	Shoes.
484	Gloves.
488	Transmission belts, etc., of leather, hose of leather, and other articles of leather or skins for machinery.
490	Trunks of wood or pasteboard, covered with leather.
493	Peltries : prepared, or in sewn pieces ; sea lions and sea otters ; seals and bluebacks ; grey squirrels and pouches of grey squirrels ; hamsters and white rabbits ; astrakhan clouded and curled, in skins and " touloupes " ; white hares and pouches of white hares ; goats, in skins and covers ; sheep and mouflons of the Caucasus in skins and covers ; not specially mentioned.
494	Peltries made up into articles.
512	Locomotives, and traction engines.
513	Tenders for locomotives.
522	Agricultural machinery (motors not included).
523	Sewing machines.
524	Dynamos.
Ex 525	Typesetting machines known as linotypes.

* Calcium carbide is included under this number.

TABLEAU A—*suite.*

Numéros du Tarif français.	Désignation des Produits.
Ex 525 bis	Mécanique générale : transmissions, balances, bascules, presses, appareils de levage, appareils non dénommés, actionnés par un moteur mécanique.
Ex 526 quater	Bouées à gaz en tôle de fer ou d'acier, de plus d'un millimètre d'épaisseur, non galvanisée ni étamée.
534	Ressorts en acier forgé pour carrosserie, wagons et locomotives, non polis.
536	Induits de machines dynamo-électriques.
536 bis	Lampes électriques à arc.
537	Outils emmanchés ou non.
541	Toiles métalliques en fer ou en acier.
542	Toiles métalliques en cuivre ou en laiton : ordinaires ; pour machines à papier.
552	Coussinets de chemins de fer, plaques ou pièces coulées à découvert.
554	Fonte mécanique ou d'ornement.
557	Objets bruts en fonte malléable, en fer et en acier coulé.
558 ter	Ferrures de voitures et spécialement celles rentrant dans la construction du matériel roulant des chemins de fer.
565	Pointes en fil de fer ou d'acier, fabriquées à la mécanique, qu'elles soient ou non étamées, cuivrées, zinguées ou coaltarées.
567	Tubes en fer ou en acier, non soudés.
	Tubes en fer ou en acier soudés.
	Raccords de toute espèce.
	Tubes en fer ou en acier emboutis ou sans soudure.
576	Tuyaux et autres ouvrages en plomb de toute sorte.
576 bis	Accumulateurs électriques.
579	Ouvrages en nickel allié au cuivre et au zinc (maillechort) ou en métaux nickelés.
590	Meubles en bois courbé, montés ou non montés.
591	Meubles autres qu'en bois courbé : sièges : sans sculpture, ni marqueteries, ni ornements de cuivre, ni dorure, ni laque ; en bois commun ; en bois d'ébénisterie ; sièges sculptés ou marquetés, ou ornés de cuivre, dorés ou laqués, en toute espèce de bois.
592	Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, plaqués de toute espèce de bois.
592 bis	Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, massifs : en bois commun ; en bois d'ébénisterie.
593	Meubles garnis et recouverts de toute espèce.
597	Pièces de charpente et de charonnage façonnées : bois dur ; bois tendre.
600	Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés, planches, frises ou lames de parquet rabotées, rainées et (ou) bouvetées : en chêne ou bois dur ; en sapin ou bois tendre.
601	Portes, fenêtres, lambris et pièces de menuiserie assemblées ou non : en bois dur ; en bois tendre.
602	Boissellerie : boîtes en bois blanc, bois de brosse et petits manches d'outils ayant moins de 10 centimètres ; bobines pour filature et tissage, tubes, brochettes, biots, épeulots, canettes, busettes : ayant une longueur ne dépassant pas 10 centimètres ; ayant une longueur supérieure ; petites bobines à dévider pour fil à coudre en bois commun, ni verni, ni teinté ; autres objets : non vernis ; verniss.

SCHEDULE A—*continued.*

No. of the French Tariff.	Products.
Ex 525 <i>bis</i>	General machinery, transmission gearing, balances, scales, presses, lifting apparatus, apparatus not mentioned driven by mechanical power.
Ex 526 <i>quater</i>	Gas buoys in iron or steel plate of over one millimetre in thickness, not galvanized or tinned.
534	Springs of wrought steel, for carriages, railway carriages, and locomotives, not polished.
536	Dynamo-conductors.
536 <i>bis</i>	Arc lamps known as regulators.
537	Tools: with or without handles.
541	Wire gauze, of iron or steel.
542	Wire gauze, of copper or brass: ordinary; for paper machines.
552	Railway chairs, plates or other castings from the open mould.
554	Iron castings for machinery or for ornament.
557	Rough articles of malleable cast iron, of wrought iron and of cast steel.
558 <i>ter</i>	Iron work for carriages, and especially such as enters into the construction of railway rolling stock.
565	Wire nails of iron, or steel, machine made, whether tinned, coppered, zincked, or coal-tarred or not.
567	Tubes of iron or steel, not welded; tubes of iron or steel, welded; jointings of all kinds; tubes of iron or steel, stamped or without welding.
576	Lead pipes, and all other manufactures of lead.
576 <i>bis</i>	Electric accumulators.
579	Articles of nickel, alloyed with copper or zinc (German silver) or of nickeled metals.
590	Furniture of bent wood, fitted or not.
591	Furniture, other than of bent wood: chairs: neither carved, inlaid, ornamented with copper, gilt, nor lacquered; of common wood; of cabinet makers' wood; carved, inlaid, ornamented with copper, gilt or lacquered, of any kind of wood.
592	Furniture, other than of bent wood, other than chairs veneered with any kind of wood.
592 <i>bis</i>	Furniture, other than of bent wood, other than chairs massive: of common wood; of cabinet makers' wood.
593	Furniture, upholstered in any manner.
597	Builders' and cartwrights' wood, shaped: hard wood; soft wood.
600	Wood, planed, grooved and (or) tongued, planks, strips or veneers for parquetry, planed grooved, and (or) tongued: of oak or other hard wood; of fir or other soft wood.
601	Doors, windows, wainscoting and other carpenters' work, fitted together or not: of hard wood; of soft wood.
602	Small wooden wares: boxes of white wood, wood shaped for brushes, and small handles for tools, less than 10 centimetres in length; bobbins for spinning and weaving, tubes, skewers, biots, spindles, busettes: not exceeding 10 centimetres in length; exceeding 10 centimetres in length. small reels of common wood for sewing thread, neither varnished nor stained. other articles: not varnished; varnished.

TABLEAU A—*suite*.

Numéros du Tarif français.	Designation des Produits.
602 <i>bis</i>	Ouvrages de tournerie.
602 <i>ter</i>	Les mêmes ouvrages vernis.
603	Bois équarris pour navettes au-dessous de 500 grammes.
603 <i>bis</i>	Navettes pour tissage de toute sorte, finies ou non finies.
603 <i>quater</i>	Autres ouvrages en bois.
Ex 604	Pianos.
	Orgues, harmoniums, instruments à anches libres métalliques, à un ou plusieurs jeux.
	Orgues d'église, complètes et pièces détachées.
Ex 605	Accessoires et pièces détachées des instruments de musique ci-dessus dénommés (Ex 604).
Ex 614	Voitures pour voies non ferrées : carrosserie proprement dite : voitures ; voitures de commerce, d'agriculture et de roulage ; voitures de tramways ; caisses ou parties de caisses de voitures pour tramways.
Ex 615	Bâtiments de mer en bois.
Ex 616	Coques de bâtiments de mer en bois.
Ex 617	Bateaux de rivière de toutes dimensions en bois.
620	Ouvrages en caoutchouc et gutta-percha.
620 <i>bis</i>	Ouvrages en amiante, filé, feutré, tissé ou moulé, avec ou sans mélange de matières textiles ou minérales.
620 <i>ter</i>	Mica en feuilles ou plaques ; objets en mica ; micanite et agglomérés de mica ; papiers et toiles micacés.
Ex 646	Machines à écrire, sans parties nickelées.

NOTE 1.—Les articles *en italique* sont ceux qui figurent seulement au tarif général ou dont les droits sont identiques aux deux tarifs.

NOTE 2.—Les numéros indiqués sont les numéros du tarif français actuel.

NOTE 3.—Le terme "ex," placé devant un numéro du tarif, signifie "un extrait" de l'article auquel se réfère ce numéro.

FRANCIS BERTIE.
W. S. FIELDING.
L. P. BRODEUR.
S. PICHON.
J. CAILLAUX.
GASTON DOUMERGUE.
J. RUAU.

SCHEDULE A—*continued.*

No. of the French Tariff.	Products.
602 <i>bis</i>	Wood turners' wares.
602 <i>ter</i>	Wood turners' wares varnished.
603	Wood squared for shuttles less than 500 grammes in weight.
603 <i>bis</i>	Shuttles for any kind of weaving, finished or not.
603 <i>quater</i>	Other articles of wood.
Ex 604	Pianos.
Ex 605	Organs, harmoniums, instruments with free metallic reeds, with one or several stops.
Ex 614	Church organs, complete, and detached parts thereof.
Ex 614	Accessories, and detached parts of musical instruments above mentioned (Ex 604).
Ex 614	Carriages (not for rail uses) :
Ex 614	carriages properly so called ;
Ex 614	carts for trade, agricultural purposes, and transport ;
Ex 614	tramway cars ;
Ex 614	bodies, or parts of bodies for tramway cars.
Ex 615	Seagoing ships of wood.
Ex 616	Hulls of seagoing ships of wood.
Ex 617	River boats of any size, of wood.
620	Manufactures of india-rubber and gutta-percha.
620 <i>bis</i>	Articles of asbestos, spun, felted, woven, or moulded, with or without admixture of textile, or mineral substances.
620 <i>ter</i>	Mica in sheets or flakes, articles in mica, " micanite " and agglomerates of mica, mica paper and tissues.
Ex 646	Typewriters, without nickeled parts.

NOTE 1.—Articles *in italics* are those appearing only in the general tariff, or on which the duties are identically the same in both tariffs.

NOTE 2.—The numbers of the tariff items have reference to the present French tariff.

NOTE 3.—The term " *ex* " in the case of the number of an item means a part of the item to which the number refers.

FRANCIS BERTIE.
W. S. FIELDING.
L. P. BRODEUR.
S. PICHON.
J. CAILLAUX.
GASTON DOUMERGUE.
J. RUAU.

ANNEXE 2 À LA CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE.

TABLEAU B.

Produits français bénéficiant du Tarif intermédiaires.

Numéros du Tarif canadien.	Désignation des Produits.
8	Viande, volaille et gibier en boîtes de fer-blanc, extraits de viande, fluid beef non médicamenté et potages de toute espèce.
17	<i>Fromage.</i>
23	Préparations de cacao ou de chocolat, n. d.
67	Macaroni et vermicelle.
72	<i>Graines pour jardins et champs et autres graines pour l'agriculture ou autres usages, n. d., graines de tournesol, d'alpiste (des Canaries), de chanvre et de millet, en paquets de plus d'une livre chacun.</i>
78	Plantes de fleuristes, savoir : palmes, fougères, caoutchouc (Ficus), glaïeuls, balisiers, dahlias et pivoines.
81	Arbres, savoir : pommiers, cerisiers, pêchers, poiriers, pruniers, et cognassiers de toutes espèces et petits pêchers connus sous le nom de June buds.
82	Vignes; groseilliers à maquereau, framboisiers, groseilliers à grappes et rosiers; plantes fruitières, n. d.; arbres, plantes et arbrisseaux, communément appelés plants de pépinières, n. d.
Ex 86	Tomates et maïs cuits, en boîtes de fer-blanc ou autres emballages hermétiques, n. d., y compris le poids des boîtes ou autres emballages.
88	Pickles, sauces et catsups.
94	Dattes et figes sèches.
99	Pruneaux et prunes séchées, avec les noyaux; raisins secs et raisins de Corinthe.
105	Fruits en boîtes de fer-blanc hermétiquement fermées ou autres emballages hermétiques, n. d., y compris le poids de l'emballage.
109	Amandes douces, grosses noix (walnuts), noix du Brésil, "pécanes" et pistaches de terre décortiquées, n. d.
112	Noix de toute sorte, n. d.
114	Noix sans coques, n. d.
Ex 120	Anchois, sardines, sprats et autre poisson, conserves dans l'huile ou autrement, en boîtes de fer blanc, y compris le poids de l'emballage. (a) Quand la boîte pèse plus de 20 onces et n'excède pas 36 onces; (b) Quand la boîte pèse plus de 12 onces et n'excède pas 20 onces; (c) Quand la boîte pèse 8 onces ou au-dessous.
121	Poisson conservé dans l'huile, n. d.
141	Sucre candi et confiseries de toute espèce, y compris les gommes sucrées, les écorces candies et le maïs crevé, fruits candis, noix candies, poudres aromatiques (flavouring), poudres à custard, poudres à gelée, sucreries, pains sucrés, gâteaux, pâtés, puddings et toutes autres confiseries contenant du sucre.
152	Jus de limon et autres sirops et jus de fruits, n. d.
156	<i>Alcool éthylique, ou la substance communément connue sous le nom d'alcool, oxyde d'éthyle hydraté ou d'esprit-de-vin, n. d.; genièvre (gin) de toute espèce, n. d.; rhum, whisky et tous liquides alcooliques ou spiritueux, n. d.; alcool amylique ou huile de pommes de terre ou huile de grains; alcool méthylique, alcool de bois, naphle de bois, esprit pyroxilique ou tout produit désigné sous le nom d'esprit de bois, ou de spiritueux méthylés, absinthe, arach ou eau-de-vie de palme, eau-de-vie, y compris les eaux-de-vie artificielles et les imitations d'eau-de-vie, n. d.; cordiaux et liqueurs de toute espèce, n. d.; suc d'agave fermenté (mescal), pulque, extrait de punch au rhum (rhum shrub), genièvre de Hollande (schiedam) et autres schnapps; tafia, angostura et amers ou boissons alcooliques similaires; et vins, n. d., renfermant plus de 40 p. 100 d'esprit de preuve.</i>
159	<i>Spiritueux et eaux spiritueuses de toute espèce mélangés avec un ou plusieurs ingrédients et connus ou désignés sous le nom de calmants, élixirs, essences, extraits, lotions, teintures ou médicaments, essences de fruits éthérées ou spiritueuses, n. d.</i>
160	<i>Parfums à l'alcool et spiritueux parfumés, eau de laurier (bay rum), eau de Cologne et de lavande, lotion pour les cheveux et la peau, eaux dentifrices et autres préparations de toilette renfermant des spiritueux quelconques.</i>

ANNEX 2 bis TO THE CONVENTION RESPECTING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN CANADA AND FRANCE.

SCHEDULE B.

French Products enjoying the benefit of the Intermediate Tariff.

No. of the Canadian Tariff.	Products.
8	Canned meats, canned poultry and game ; extracts of meats and fluid beef not medicated, and soups of all kinds.
17	<i>Cheese.</i>
23	Preparations of cocoa or chocolate, n. o. p.
67	Macaroni and vermicelli.
72	<i>Garden, field, and other seeds for agricultural or other purposes, n. o. p., sunflower, canary, hemp, and millet seed, when in packages weighing one pound each.</i>
78	Florist stock, viz. : palms, ferns, rubber plants (<i>Ficus</i>), gladiolus, cannas, dahlias, and peonies.
81	Trees, viz. : apple, cherry, peach, pear, plum, and quince, of all kinds, and small peach trees known as June buds.
82	Grape vines ; gooseberry, raspberry, currant, and rose bushes ; fruit plants, n. o. p. ; trees, plants, and shrubs, commonly known as nursery stock, n. o. p.
Ex 86	Tomatoes, and cooked corn in cans or other air-tight packages, n. o. p., the weight of the packages or cans to be included.
88	Pickles, sauces, and catsups.
94	Dates and figs, dried.
99	Prunes and dried plums, unpitted ; raisins and dried currants.
105	Fruits in air-tight cans or other air-tight packages, n. o. p., the weight of the cans or other packages to be included in the weight for duty.
109	Almonds, walnuts, Brazil nuts, pecans, and shelled peanuts, n. o. p.
112	Nuts of all kinds, n. o. p.
114	Nuts, shelled, n. o. p.
Ex 120	Anchovies, sardines, sprats, and other fish, packed in oil or otherwise, in tin boxes, the weight of the tin box to be included in the weight for duty.
	(a) When weighing over twenty ounces, and not over thirty-six ounces each ;
	(b) When weighing over twelve ounces, and not over twenty ounces each ;
	(c) When weighing eight ounces each or less.
121	Fish preserved in oil, n. o. p.
141	Sugar candy and confectionery of all kinds, including sweetened gums, candied peel, candied pop-corn, candied fruits, candied nuts, flavouring powders, custard powders, jelly powders, sweetmeats, sweetened breads, cakes, pies, puddings, and all other confections containing sugar.
152	Lime juice and other fruit syrups and fruit juices, n. o. p.
156	<i>Ethyl alcohol, or the substance commonly known as alcohol, hydrated oxide of ethyl or spirits of wine, n. o. p. ; gin of all kinds, n. o. p. ; rum, whiskey, and all spirituous or alcoholic liquors, n. o. p. ; amyl alcohol or fusil oil, or any substance known as potato spirit or potato oil ; methyl alcohol, wood alcohol, wood naphtha, pyroxilic spirit, or any substance known as wood spirits or methylated spirits, absinthe, arrack or palm spirit, brandy, including artificial brandy and imitations of brandy, n. o. p. ; cordials and liqueurs of all kinds, n. o. p. ; mescal, pulque, rum shrub, schiedam, and other schnapps ; tafia, angostura, and similar alcoholic bitters, or beverages ; and wines, n. o. p., containing more than forty per cent. of proof spirit.</i>
159	<i>Spirits and strong waters of any kind, mixed with any ingredient or ingredients, as being known or designated as anodynes, elixirs, essences, extracts, lotions, tinctures, or medicines, or ethereal and spirituous fruit essences, n. o. p.</i>
160	<i>Alcoholic perfumes and perfumed spirits, bay rum, Cologne and lavender waters, hair, tooth, and skin washes, and other toilet preparations containing spirits of any kinds.</i>

TABLEAU B—suite.

Numéros du Tarif canadien.	Désignation des Produits.
162	<i>Vins médicinaux ou combinés avec des médicaments, y compris le vermouth et le vin de gingembre ne titrant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve.</i>
180	Photographies, chromos, chromotypes, artotypes, oléographies, peintures, dessins, tableaux, reproductions par décalcomanie de toute espèce, gravures ou estampes, ou leurs épreuves, et œuvres d'art semblables, n. d.; impressions sur fond bleu, plans d'architecture, cartes géographiques et hydrographiques, n. d.
213 Ex 220	Acides acétiques et pyroligneux, n. d., et vinaigre. <i>Toutes préparations médicinales, chimiques et pharmaceutiques, lorsqu'elles sont composées de plus d'une substance, y compris les médicaments brevetés et dits proprietary, les teintures, pilules, poudres, tablettes et trochisques, pastilles, sirops, cordiaux, amers, anodins, toniques, emplâtres, liniments, pommades, onguents, pâtes, gouttes, eaux, essences et huiles, n. d. :</i> a) à l'état sec; Ex b) autres contenant de l'alcool.
228	Toutefois ne sont pas comprises dans le présent numéro les drogues, la pâte à pilules et les préparations, à l'exception des pilules et des emplâtres de taffetas médicinaux, reconnues comme officinales par la pharmacopée anglaise ou celles des États-Unis ou par le Codex français.
230	Poudres à savon, savon pulvérisé, savon minéral et savon, n. d.
232	Savon de Marseille (Castile soap).
233	Colle forte, liquide, en poudre ou en feuilles, et mucilage, gélatine, caséine, pâte adhésive et colle de poisson.
234	Pommades, parfums de fleurs ou parfums français, conservés dans des graisses ou des huiles destinées à retenir le parfum des fleurs qui ne peuvent supporter la distillation, importés en boîtes en fer-blanc d'au moins de dix livres chacune.
236	Parfumerie, y compris les préparations non alcooliques pour la toilette, savoir : huiles à cheveux, poudres et eaux dentifrices et autres, pommades, pâtes, et toutes autres préparations parfumées, n. d. ; pour la chevelure, la bouche ou la peau.
237	Pansements antiseptiques, tels que cotons absorbants, ouate, charpie, laine d'agneau, étoupe, jute, gaze et filasse, préparés pour pansements chirurgicaux, médicamenteux ou non ; ceintures et bandages chirurgicaux, pessaires et suspensoirs de toute sorte.
237	Celluloïd, moulé en forme pour manches de couteaux ou de fourchettes, mais non foré ni autrement ouvré ; aussi, balles et cylindres de celluloïd moulé, revêtus d'étain en feuille ou non, mais non finis ni autrement ouvrés ; et ébauches d'abat-jour en celluloïd pour lampes, et ébauches de peigne.
256	Encre d'imprimerie.
257	Encre à écrire.
264	Huiles essentielles, n. d.
287	Articles de table en porcelaine, en faïence blanche dure (white granite ware) ou faïence feldspathique (iron stone ware).
290	Ciment, ciment de Portland et ciment hydraulique ou chaux hydraulique, en barils, sacs ou barriques, y compris le poids d'emballage.
316	Charbons et pointes de charbon de toute espèce, pour l'éclairage électrique, n. d.
318	Verre à vitres commun et incolore.
320	<i>Glaces non biseautées, en feuilles ou carreaux n'excédant pas sept pieds carrés, chacun, n. d.</i>
321	Glaces non biseautées, en feuilles ou carreaux excédant sept pieds carrés chacun, mais n'excédant pas vingt-cinq pieds carrés, chacun, n. d.
323	Verre étamé, biseauté ou non, et encadré ou non.
326a	Articles en verre autres que les glaces ou le verre en feuille, destinés à être taillés ou montés ; et verrerie, n. d.
339	Articles en plomb, n. d.
352	Clous, broquettes, rivets et découpoires ou rondelles en laiton ou en cuivre ; cloches, clochettes et gongs, n. d., et articles de laiton ou de cuivre, n. d.
354	Articles en aluminium, n. d.
361	Or, argent et aluminium en feuilles ; clinquant ou métal dit <i>schlag</i> en feuilles ; poudres dites <i>brocade</i> et <i>bronze</i> .
362	Articles consistant entièrement ou partiellement en argent sterling ou autre argenterie, en nickel plaqué, doré ou argenté par des procédés électriques, n. d., articles en or et en argent, n. d.

SCHEDULE B—*continued.*

No. of the Canadian Tariff.	Products.
162	<i>Medicinal or medicated wines, including vermouth and ginger wine, containing not more than forty per cent. of proof spirit.</i>
180	Photographs, chromos, chromotypes, artotypes, oleographs, paintings, drawings, pictures, decalomania transfers of all kinds, engravings or prints or proofs therefrom, and similar works of art, n. o. p.; blue prints, building plans, maps and charts, n. o. p.
213 <i>Ex 220</i>	Acid, acetic and pyroigneous, n. o. p., and vinegar. <i>All medicinal, chemical, and pharmaceutical preparations compounded of more than one substance, including patent and proprietary preparations, tinctures, pills, powders, troches, lozenges, syrups, cordials, bitters, anodynes, tonics, plasters, liniments, salves, ointments, pastes, drops, waters, essences, and oils, n. o. p. ;</i> (a) <i>When dry.</i> ex (b) <i>Others containing alcohol.</i> Provided that drugs, pill mass and preparations, not including pills or medicinal plasters, recognized by the British or United States pharmacopeia or the French Codex as official, shall not be held to be covered by this item.
228	Soap powders, powdered soap, mineral soap, and soap, n. o. p.
230	Castile soap.
232	Glue, liquid, powdered, or sheet, and mucilage, gelatine, casein, adhesive paste, and isinglass.
233	Pommades, French or flower odours, preserved in fat or oil for the purpose of conserving the odours of flowers which do not bear the heat of distillation, when imported in tins of not less than ten pounds each.
234	Perfumery, including toilet preparations, non-alcoholic, viz. : hair oils, tooth, and other powders and washes, pomatums, pastes and all other perfumed preparations, n. o. p., used for the hair, mouth, or skin.
236	Antiseptic surgical dressing, such as absorbent cotton, cotton wool, lint, lamb's wool, tow, jute, gauzes, and oakum, prepared for use as surgical dressings, plain or medicated ; surgical trusses, pessaries, and suspensory bandages of all kinds.
237	Celluloid, moulded into sizes for handles of knives and forks, not bored nor otherwise manufactured ; moulded celluloid balls and cylinders, coated with tinfoil or not, but not finished or further manufactured ; and celluloid lamp shade blanks and comb blanks.
256	Printing ink.
257	Writing ink.
264	Essential oils, n. o. p.
287	Tableware of china, porcelain, white granite, or ironstone.
290	Cement, Portland and hydraulic or water lime, in barrels, bags, or casks, the weight of the package to be included in the weight for duty.
316	Electric light carbons, and carbon points, of all kinds, n. o. p.
318	Common and colourless window glass.
320	<i>Plate glass, not bevelled, in sheets or panes, not exceeding seven square feet each, n. o. p.</i>
321	Plate glass, not bevelled, in sheets or panes exceeding seven square feet each, and not exceeding twenty-five square feet each, n. o. p.
323	Silver glass, bevelled or not, and framed or not.
326a	Articles of glass, not plate or sheet, designed to be cut or mounted ; and manufactures of glass, n. o. p.
339	Manufactures of lead, n. o. p.
352	Brass and copper nails, tacks, rivets, and burrs or washers ; bells and gongs, n. o. p. ; and manufactures of brass or copper, n. o. p.
354	Manufactures of aluminium, n. o. p.
361	Gold, silver, and aluminium leaf ; Dutch or schlag metal leaf ; brocade and bronze powders.
362	Articles consisting wholly or in part of sterling or other silver ware, nickleplated ware, gilt, or electroplated ware, n. o. p. ; manufactures of gold and silver, n. o. p.

TABLEAU B—*suite.*

Numéros du Tarif canadien.	Désignation des Produits.
366	Ressorts et mouvements de montres, et leurs parties, finis ou non finis, y compris les remontoirs et leurs gaines.
368	Horloges, montres, enregistreurs de l'heure, clefs d'horloges et de montres, caisses d'horloges et mouvements d'horloges.
418	Toile ou treillage en fil de laiton ou de cuivre.
419	Aiguilles de toute matière et de toute sorte, et épingles fabriquées avec toute espèce de fil métallique, n. d.
420	Boucles et fermoirs en fer, acier, laiton ou cuivre de toute sorte, n. d. (autres que les boucles considérées comme bijoux).
426	Couteaux et fourchettes et toute autre coutellerie, en acier, plaqués ou non n. d.
438	Locomotives et voitures automotrices pour chemins de fer et tramways; et automobiles et véhicules automoteurs de toute espèce.
Ex 453	Appareils pour téléphones et télégraphes, batteries électriques et galvaniques, moteurs électriques, dynamos, générateurs, douilles, isolateurs de toute sorte; appareils électriques, n. d.; et parties intégrantes en fer ou en acier des appareils et machines ci-dessus.
454	Articles fabriqués ou marchandises en fer ou acier, ou dont le fer et l'acier (ou l'un ou l'autre) forment les éléments constitutifs dont la valeur est la principale, n. d.
506	Articles en bois, n. d.
512	Cadres pour tableaux et photographies, de quelque matière qu'ils soient.
519	Meubles en bois, fer ou autre matière, d'appartement, de bureau, de cabinet ou de magasin, finis ou en pièces détachées; châssis, portes et fenêtres garnis de toile métallique; compteurs de caisse mécaniques; galeries de fenêtres et tringles de fenêtres de toute sorte; matelas en crin, sommiers élastiques et autres; châssis à étendre les rideaux, ressorts à meubles et balais roulants.
526	Dentelle et broderie blanches et couleur crème en coton ou en lin.
536	Fil de coton ou de lin, n. d., pour travaux au crochet et tricotage.
563	Étoffes à robe pour femmes et enfants, doublures d'habits, draps italiens, alpacas, draps d'Orleans, cachemire henriettas, serges, étamine à pavillon, tissus pour vêtements de religieuses, bengalines, tissus à côtes ou croisés, et tissus similaires, unis ou façonnés au métier Jacquard, composés en tout ou en partie de laine, de laine peignée, de poil de chameau, d'alpaca, de chèvre ou d'autres animaux similaires, ne pesant pas plus de six onces par verge carrée, importés écrus ou non finis, pour être teints ou finis au Canada, sous le régime des règlements établis par le Ministre des douanes.
567	<i>Tissus, articles, vêtements et confections, composés totalement ou partiellement de laine, de laine peignée, de poils de chèvre ou d'autres animaux similaires, n. d.; draps, tissus dits doeskins, casimirs, tweeds, étoffes à habits et à pardessus, et draps feutrés, n. d.</i>
570	Paillassons de portes ou de voitures, autres qu'en métal, n.d.
571	Tapis, paillassons et nattes en fibre de coco, en paille, en chanvre ou en jute; doublures de tapis et coussinets d'escaliers.
573a	Vêtements sacerdotaux de toute sorte.
574	Tulle-bobin, uni, en pièce.
Ex 575	Soutaches, n. d.; franges, n. d.; cordons, élastiques, glands et embrasses; mouchoirs de toute sorte; dessus d'oreillers et rideaux confectionnés garnis ou non garnis; corsets de toute sorte; linge en toile ou en coton, n. d.
580	Crêpes noirs.
Ex 581	Velours autres que de soie pure, velvantes, tissus en peluche.
597	Pianos, orgues et instruments de musique de toute sorte, n. d.; phonographes, graphophones, gramophones, et parties de ces instruments y compris les plaques et cylindres; et pianos et orgues mécaniques.
598	Instruments de musique en cuivre; pièces détachées de pianos et d'orgues; et cornemuses.
603	<i>Peaux à fourrures, préparées en tout ou en parties, n. d.</i>
604	Cuir dongola, de Cordoue, de veau, de mouton, d'agneau, de chevreau ou de chèvre, de kangaroo, d'alligator et tout cuir préparé, ciré, glacé, et dont la préparation a dépassé le tannage, n. d., cuir à harnais et peaux de chamois.
611a	Bottes, bottines, souliers, pantoufles et fausses semelles (<i>insoles</i>), de toute matière, n. d.
618	Colle pour caoutchouc, et articles en caoutchouc et en gutta-percha, n. d.
622	Malles, valises, boîtes à chapeaux, portemanteaux, sacs pour outils, et paniers de toute sorte, n. d.

SCHEDULE B—continued.

No. of the Canadian Tariff.	Products.
366	Watch actions and movements and parts thereof, finished or unfinished, including winding bars and sleeves.
368	Clocks, watches, time recorders, clock and watch keys, clock cases, and clock movements.
418	Wire cloth, or woven wire of brass or copper.
419	Needles, of any material or kind, and pins manufactured from wire of any metal, n. o. p.
420	Buckles and clasps of iron, steel, brass, or copper, of all kinds, n. o. p. (not being jewellery).
426	Knives and forks, and all other cutlery, of steel, plated, or not, n. o. p.
438	Locomotives and motor cars, for railways and tramways; and automobiles and motor vehicles of all kinds.
Ex 453	Telephone and telegraph instruments, electric and galvanic batteries, electric motors, dynamos, generators, sockets, insulators of all kinds; electric apparatus, n. o. p.; and iron and steel castings, and iron or steel integral parts of all machinery above specified.
454	Manufactures, articles or wares of iron or steel, or of which iron and steel (or either) are the component materials of chief value, n. o. p.
506	Manufactures of wood, n. o. p.
512	Picture frames, and photograph frames, of any material.
519	House, office, cabinet or store furniture of wood, iron, or other material, in parts or finished; wire screens, wire doors and wire windows; cash registers; window cornices and cornice poles of all kinds; hair, spring and other mattresses; curtain stretchers, furniture springs and carpet sweepers.
526	White and cream coloured lace and embroideries, of cotton or linen.
536	Cotton, or linen thread, n. o. p; crochet and knitting cotton.
563	Women's and children's dress goods, coat linings, Italian cloths, alpacas, Orleans, cashmeres, henriettas, serges, buntings, nun's cloth, bengalines, whip cords, twills, plain or jacquards of similar fabrics, composed wholly or in part of wool, worsted, the hair of the camel, alpaca, goat, or like animal, not exceeding in weight six ounces to the square yard, when imported in the grey or unfinished state for the purpose of being dyed or finished in Canada, under regulations prescribed by the Minister of Customs.
567	<i>Fabrics, manufactures, weaving apparel and ready-made clothing, composed wholly or part of wool, worsted, the hair of the goat, or other like animal, n. o. p.; cloths, doeskins, cassimeres, tweeds, coatings, overcoatings and felt cloth, n. o. p.</i>
570	Mats, door or carriage, other than metal, n. o. p.
571	Carpeting, rugs, mats and matting of cocoa, straw, hemp, or jute; carpet linings and stair dasp.
573a	Church vestments of any material.
574	White cotton bobinet, plain, in the web.
Ex 575	Braids, n. o. p.; fringes, n. o. p.; cords, elastic, tassels; handkerchiefs of all kinds, shams and curtains when made up trimmed or untrimmed; corsets of all kinds; linen or cotton clothing, n. o. p.
580	Black mourning crapes.
Ex 581	Velvets, other than of pure silk, velveteens, and plush fabrics.
597	Pianofortes, organs and musical instruments of all kinds, n. o. p.; phonographs, graphophones, gramophones, and finished parts thereof, including cylinders and records therefor; and mechanical piano and organ players.
598	Brass band instruments; parts of pianofortes, and parts of organs; and bagpipes.
603	<i>Fur skins, wholly or partially dressed, n. o. p.</i>
604	Dongola, Cordovan, calf, sheep, lamb, kid or goat, kangaroo, alligator, and all leather, dressed, glazed, waxed, or further finished than tanned, n. o. p.; harness leather and chamois skin.
611a	Boots, shoes, slippers and insoles of any material, n. o. p.
618	Rubber cement and all manufactures of india-rubber and gutta-percha, n. o. p.
622	Trunks, valises, hat boxes, carpet bags, tool bags and baskets of all kinds, n. o. p.

TABLEAU B—suite.

Numéros du Tarif canadien.	Désignation des Produits.
623	Boîtes d'instruments de musique en coffrets, boîtes ou étuis de fantaisie de toute sorte, serviettes, secrétaires de fantaisie, sacoches, réticules, porte-cartes; bourses, porte-feuilles, porte-feuilles à hameçons et leurs parties, n. d.
624	Ornements en rassades, et ornements en albâtre, flourine, ambre, terre cuite ou composition; éventails, poupées et jouets de toute sorte; statues et statuettes de tous matériaux.
627	Gants et mitaines de toute sorte.
628	Bretelles et parties achevées de bretelles.
630	Lacets de chassures, de chemisettes, et de corsets de toutes matières.
633	Plumes (<i>feathers</i>) dans leur état naturel.
634	Plumes (<i>feathers</i>) et articles en plumes, n. d., plumes, fruits, grains, feuilles et fleurs artificiels, propres à garnir les chapeaux.
637	Agrafes de corsets, buscs, ébauches et lames d'aciers et fils métalliques à corsets sous gaines ou non, coupés de longueur et garnis ou non aux bouts; roseau, rotin ou corne, sous gaine.
647	Bijoux de toute matière pour parure, n. d.
648	<i>Pierres précieuses et leurs imitations, non montées ou serties; et perles et leurs imitations, percées, fendues, enfilées ou non, mais non serties ou montées.</i>
651	Boutons de toute sorte, recouverts ou non, n. d.; y compris les boutons d'identité, et boutons de manchettes ou faux-cols.
652	Peignes de parure et de toilette, y compris les peignes pour crinières de chevaux, de toute sorte.
653	Brosses de toute sorte.
655	Crayons de mine, plume, porte-plumes et règles de toute sorte.
656	Pipes à fumer de toutes sortes, monteurs de pipes, étuis à cigares et à cigarettes, et porte-cigare et porte-cigarettes, et leurs étuis, nécessaires de fumeurs et leurs étuis, et blagues à tabac.
657	Lanternes magiques et leurs vues, instruments de physique, de photographie, de mathématique et d'optique, n. d.; cyclomètres et pedomètres et mesures à ruban de toute matière.
710	<i>Les emballages, intérieurs et extérieurs servant à couvrir ou contenir des produits importés dans ces emballages.</i>
711	Tous les produits non énumérés dans le présent tableau* comme étant soumis à quelque autre taux de droit, ni autrement déclarés admis en franchise, et dont l'importation n'est pas prohibée par la loi.†

* Les mots "présent tableau" se réfèrent au tarif douanier du Canada actuellement en vigueur.

† Sont compris sous ce numéro notamment les eaux minérales en bouteilles, les drogues et les préparations reconnues comme officinales par le Codex français.

NOTE 1.—Les articles *en italique* sont ceux dont les droits sont identiques au tarif général et au tarif intermédiaire.

NOTE 2.—L'abréviation n. d. signifie: "non dénommé" ailleurs dans le tarif canadien.

NOTE 3.—Les numéros indiqués sont les numéros du tarif canadien actuel.

NOTE 4.—Le terme "Ex" placé devant un numéro du tarif signifie "un extrait" de l'article auquel se réfère ce numéro.

FRANCIS BERTIE.
W. S. FIELDING.
L. P. BRODEUR.
S. PICHON.
J. CAILLAUX.
GASTON DOUMERGUE.
J. RUAU.

SCHEDULE B—*continued.*

No of the Canadian Tariff.	Products.
623	Musical instruments cases and fancy cases or boxes of all kinds, portfolios and fancy writing desks, satchels, reticules, card cases, purses, pocket books, flybooks and parts thereof.
624	Bead ornaments, and ornaments of alabaster, spar, amber, terra cotta or composition; fans, dolls and toys of all kinds; statues and statuettes of any material.
627	Gloves and mitts of all kinds.
628	Braces or suspenders, and finished parts thereof.
630	Boot, shoe, short and stay laces of any material.
633	Feathers, in their natural state.
634	Feathers and manufactures of feathers, n. o. p.; artificial feathers, fruits, grains, leaves and flowers suitable for ornamenting hats.
637	Corset clasps, busks, blanks and steels, and covered corset wires, cut to lengths, tipped or untipped; reed, rattan and horn, covered.
647	Jewelry of any material, for the adornment of the person, n. o. p.
648	<i>Precious stones, and imitations thereof, not mounted or set; and pearls and imitations thereof; pierced, split, strung or not, but not set or mounted.</i>
651	Buttons of all kinds, covered or not, n. o. p., including recognition buttons, and cuff or collar buttons.
652	Combs for dress and toilet, including mane combs, of all kinds.
653	Brushes of all kinds.
655	Lead pencils, pens, penholders, and rulers of all kinds.
656	Tobacco pipes of all kinds, pipe mounts, cigar and cigarette cases, cigar and cigarette holders, and cases for the same, smokers' sets and cases therefor, and tobacco pouches.
657	Magic lanterns and slides therefor, physical, photographic, mathematical and optical instruments, n. o. p.; cyclometers and pedometers, and tape lines of any material.
710	<i>Coverings, inside and outside, used in covering or holding goods imported therewith.</i>
711	All goods not enumerated in this schedule* as subject to any other rate of duty, and not otherwise declared free of duty, and not being goods the importation whereof is by law prohibited.†

* The words "this schedule" refer to the Canadian customs tariff now in force.

† Are included under this number more especially, mineral waters in bottles, drugs, and preparations recognized as official by the French Codex.

NOTE 1.—Articles *in italics* are those on which duties are identical in the general and intermediate tariff.

NOTE 2.—Abbreviation: n. o. p. means "not otherwise provided for" elsewhere in the Canadian Tariff.

NOTE 3.—The numbers of the tariff items have reference to the present Canadian tariff.

NOTE 4.—The term "Ex" in the case of the number of an item means a part of the item to which the number refers.

FRANCIS BERTIE.
W. S. FIELDING.
L. P. BRODEUR.
S. PICHON.
J. CAILLAUX.
GASTON DOUMERGUE.
J. RUAU.

ANNEXE 3 À LA CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE.

TABLEAU C.

Produits français bénéficiant d'un Tarif spécial.

Numéros du Tarif canadien.	Désignation des Produits.	Unités.	Droits.
Ex 86	Légumes autres que tomates, y compris haricots cuits en boîtes de fer-blanc ou autres emballages hermétiques, n. d. ; y compris le poids des boîtes ou autres emballages	Livre	1 cent.
Ex 120	Anchois, sardines, sprats et autre poisson conservés dans l'huile ou autrement, en boîtes de fer-blanc, y compris le poids de l'emballage :		
	(c) quand la boîte pèse plus de huit onces et n'excède pas douze onces	La boîte	2 cents.
Ex 163	Vins de raisin frais de toute espèce, non mousseux, importés en cercles ou en bouteilles :		
	(a) titrant 20 p. 100 ou moins d'esprit de preuve*	Le gallon	15 cents.
	(b) titrant plus de 20 p. 100* et pas plus de 23 p. 100 d'esprit de preuve†	Le gallon	20 cents.
	(c) titrant plus de 23 p. 100 et pas plus de 26 p. 100 d'esprit de preuve	Le gallon	25 cents.
	Et de plus pour chaque degré audessus de 26 p. 100 d'esprit de preuve jusqu'à 40 p. 100	..	3 cents.
	Six bouteilles d'une pinte (quart)‡ ou 12 bouteilles d'une chopine (pint)§ représentant un gallon pour l'application des droits dénommés dans le présent numéro.		
Ex 165	Champagne ou tous autres vins mousseux en bouteilles renfermant :		
	(a) au plus une pinte (quart), mais plus d'une chopine (pint) [ancienne mesure à vin]	La douzaine de bouteilles	\$3.30
	(b) au plus une chopine (pint), mais plus d'une demi-chopine (one half pint) [ancienne mesure à vin]		
	(c) une demi-chopine (one half pint), ou moins	Idem	\$1.65
	(d) plus d'une pinte (quart) [ancienne mesure à vin]	Idem	82 cents.
Ex 169	Livres : romans, contes, fables ou ouvrages analogues, non reliés, brochés ou en feuilles détachées en langue française, non compris les éditions annuelles dites de Noël ou autres publications connues généralement comme livres pour le jeunesse ou l'enfance	Le gallon	\$1.50
		..	15%
Ex 171	Livres, imprimés, publications périodiques et leurs parties, n. d., en langue française ; non compris les registres de comptabilité en blanc, les cahiers de modèles d'écritures, les cahiers pour écrire et les albums à dessin	..	5 %
Ex 220	Toutes préparations médicinales, chimiques et pharmaceutiques, lorsqu'elles sont composées de plus d'une substance, y compris les médicaments, brevetés et dits proprietary, les teintures, pilules, poudres, tablettes et trochisques, pastilles, sirops, cordiaux, amers, anodins, toniques, emplâtres, liniments, pommades, onguents, pâtes, gouttes, eaux, essences et huiles, n. d.		
	Ex (b) Tous autres qu'à l'état sec et ne contenant pas d'alcool	..	25 %

* Soit 11° 6 à l'alcoolmètre centésimal.

† Soit 13° 3 à l'alcoolmètre centésimal.

‡ C'est-à-dire 0 litre 946.

§ C'est-à-dire 0 litre 473.

ANNEX 3 bis TO THE CONVENTION RESPECTING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN CANADA AND FRANCE.

SCHEDULE C.

French Product enjoying the benefit of a Special Tariff.

No. of the Canadian Tariff.	Products.	Per	Duties.
Ex 86	Vegetables, tomatoes excepted, including baked beans, in cans, or other air-tight packages, n. o. p. ; the weight of the cans or other packages to be included in the weight for duty	Pound	1 cent.
Ex 120	Anchovies, sardines, sprats, and other fish, packed in oil or otherwise, in tin boxes, the weight of the tin box to be included in the weight for duty :		
	(c) When weighing over eight ounces and not over twelve ounces each	Box	2 cents.
Ex 163	Wines of the fresh grape of all kinds, not sparkling, imported in barrels or in bottles :		
	(a) containing 20 % or less proof spirit*	Gallon	15 cents.
	(b) containing more than 20 %* and not more than 23 % of proof spirit†	<i>Idem</i>	20 cents.
	(c) containing more than 23 % and not more than 26 % of proof spirit	<i>Idem</i>	25 cents.
	For each degree in excess of 26 % of proof spirit until the strength reaches 40 % of proof spirit	..	3 cents.
	Provided that six quart‡ bottles or twelve pint§ bottles shall be held to contain a gallon for duty purposes under this item.		
Ex 165 ₁	Champagne and all other sparkling wines in bottles containing :		
	(a) not more than a quart, but more than a pint (old wine measure)	Dozen Bottles	} \$3.30
	(b) not more than a pint, but more than one half pint (old wine measure)	<i>Idem</i>		$1.65
	(c) one half pint, or less	<i>Idem</i>	82 cents.
	(d) over one quart (old wine measure)	Gallon	\$1.50
Ex 169	Books, viz. : Novels or works of fiction, or literature of a similar character, unbound or paper bound or in sheets, in the French language, but not to include Christmas Annuals, or publications commonly known as juvenile and toy books	..	15 %
Ex 171 ₁	Books, printed, periodicals and pamphlets, or parts thereof, in the French language, n. o. p. ; not to include blank account books, copy books, or books to be written or drawn upon	..	5 %
Ex 220	All medicinal, chemical, and pharmaceutical preparations, compounded of more than one substance, including patent and proprietary preparations, tinctures, pills, powders, troches, lozenges, syrups, cordials, bitters, anodynes, tonics, plasters, liniments, salves, ointments, pastes, drops, waters, essences and oils, n. o. p.		
	Ex (b) All other than dry, and not containing alcohol . . . . .	..	25 %

* Or 11° 6 by centesimal alcoholometer.
 † Or 13° 3 by centesimal alcoholometer.
 ‡ Equal to .946 of a litre.
 § Equal to .473 of a litre.

TABLEAU C—suite.

Numéros du Tarif canadien.	Désignation des Produits.	Unités.	Droits.
	Toutefois ne sont pas comprises dans le présent numéro : les drogues, la pâte à pilules et les préparations, à l'exception des pilules et des emplâtres et taffetas médicaux, reconnues comme officinales par la pharmacopée anglaise ou celles des États-Unis ou par le codex français.		
262	Huile d'olive, n. d. . . . .	..	15 %
Ex 575	Broderies, n. d. ; dentelles, n. d. ; collets ou collerettes en dentelles et tous articles de dentelle ; filets en coton, en toile, en soie ou autres matières, n. d.	..	27½ %
Ex 581	Velours de soie pure et tissus en soie . . . . .	..	20 %
582	Rubans de toute sorte et de toute matière . . . . .	..	25 %
583	Articles confectionnés en soie ou dont la soie est l'élément constitutif de principale valeur, n. d.	..	32½ %

NOTE 1.—Le terme "Ex," placé devant un numéro du tarif, signifie "un extrait" de l'article auquel se réfère ce numéro.

NOTE 2.—Les numéros indiqués sont les numéros du tarif canadien actuel.

FRANCIS BERTIE.
W. S. FIELDING.
L. P. BRODEUR.
S. PICHON.
J. CAILLAUX.
GASTON DOUMERGUE.
J. RUAU.

SCHEDULE C—continued.

No. of the Canadian Tariff.	Products.	Per	Duties.
	Provided that drugs, pill mass, and preparations, not including pills, or medicinal plasters, recognized by the British or United States Pharmacopœia, or the French Codex as official, shall not be held to be covered by this item.		
262	Olive oil, n. o. p. . . . .	..	15 %
Ex 575	Embroideries, n. o. p. ; lace, n. o. p. ; collars or collarettes in lace and all manufactures of lace ; nettings of cotton, linen, silk, or other material, n. o. p.	..	27½ %
Ex 581	Velvets of pure silk and silk fabrics . . . . .	..	20 %
582	Ribbons of all kinds, and material . . . . .	..	25 %
583	Manufactures of silk or of which silk is the component part of chief value, n. o. p.	..	32½ %

NOTE 1.—The term " Ex " in the case of the number of an item means a part of the item to which the number refers.

NOTE 2.—The numbers of the tariff items have reference to the present Canadian tariff.

FRANCIS BERTIE.
W. S. FIELDING.
L. P. BRODEUR.
S. PICHON.
J. CAILLAUX.
GASTON DOUMERGUE.
J. RUAU.

SUPPLEMENTARY CONVENTION.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

And the President of the French Republic, Being desirous of further improving and extending the commercial relations between Canada and France, have resolved to conclude with that object a Convention supplementary to the Convention of September 19, 1907, and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

His Excellency the Right Honourable Sir Francis Leveson Bertie, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, to the Government of the French Republic ;

The Honourable William Stevens Fielding, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council of Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Finance and Receiver-General of Canada ;

And the President of the French Republic :

Mr. Stéphen Pichon, Senator, Minister of Foreign Affairs ;

Mr. Joseph Caillaux, Deputy, Minister of Finance ;

Mr. Jean Cruppi, Deputy, Minister of Commerce and Industry ;

Mr. Joseph Ruau, Deputy, Minister of Agriculture.

Who, after communicating to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :—

Article 1.

The schedule A annexed to the commercial Convention of September 19, 1907, between Canada and France, is modified as follows :

CONVENTION COMPLÈMENTAIRE.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes,

Et le Président de la République Française, Egalement animés du désir d'améliorer et d'étendre les relations commerciales entre le Canada et la France, ont résolu de conclure une Convention complémentaire de la Convention du 19 septembre 1907, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaries respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes :

Son Excellence le Très Honorable Sir Francis Leveson Bertie, Chevalier Grand' Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Chevalier Grand' Croix du Très Honorable Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Chevalier Grand' Croix de l'Ordre Royal Victoria, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française ;

L'Honorable William Stevens Fielding, Membre de l'Honorable Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, Ministre des Finances et Receveur Général du Canada ;

Et le Président de la République Française :

M. Stéphen Pichon, Sénateur Ministre des Affaires Étrangères ;

M. Joseph Caillaux, Député, Ministre des Finances ;

M. Jean Cruppi, Député, Ministre du Commerce et de l'Industrie ;

M. Joseph Ruau, Député, Ministre de l'Agriculture.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Le tableau A annexé à la Convention de commerce du 19 septembre 1907, entre le Canada et la France est modifié ainsi qu'il suit :

Canadian products enjoying the minimum tariff :

Produits canadiens bénéficiant du tarif minimum :

No. of French Tariff.	Products.	No. de tarif français.	Désignation des produits.
4	Oxen	4	Bœufs
5	Cows	5	Vaches
6	Bulls	6	Taureaux
7	Bullocks, steers, and heifers ..	7	Bouvillons, taureillons et génisses.
} to the exclusion of animals in fat condition for butchering.		} à l'exclusion des animaux en état d'engraissement pour la boucherie.	

Article 2.

The state of the animals included in Article 1 shall, under the conditions of the declarations contained in the notes attached to this Convention, be determined by sworn special Agents of the Ministry of Agriculture whose findings shall be final.

Article 2.

L'état des animaux compris à l'article premier sera, dans les conditions précisées par les lettres ci-après annexées, déterminé par les Agents spéciaux assermentés du Ministère de l'Agriculture, dont les constatations seront définitives.

Article 3.

This Convention, after being approved by the Parliament of Canada and by the French Chambers, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as practicable.

Article 3.

La présente Convention, après avoir été approuvée par le Parlement du Canada et par les Chambres Françaises, sera ratifiée et les Ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

It shall come into force immediately after the completion of that formality and shall remain in force for a period of ten years, unless, however, one of the Contracting Parties shall within such period signify to the other Party its intention to terminate this Convention, in which case this Convention shall cease to have effect twelve months after the reception by the other Party of the notification as above.

Elle entrera en vigueur immédiatement après l'accomplissement de cette formalité et demeurera exécutoire pendant une période de dix années, à moins cependant que l'une des parties contractantes ne vienne, au cours de cette période, à notifier à l'autre partie son intention de mettre fin à la Convention, auquel cas la présente Convention cessera ses effets douze mois après la réception par l'autre partie de la notification en question.

In case neither of the Contracting Parties shall have signified before the expiry of such term the intention of terminating this supplementary Convention, it shall remain binding until expiry of twelve months from the day on which either of the two Parties shall have denounced it.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié avant l'expiration du terme ainsi fixé son intention de faire cesser les effets de la présente Convention complémentaire, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration de douze mois, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties l'aura dénoncée.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this supplementary Convention and have affixed thereto their seals.

Done, in duplicate, at Paris, on January 23, 1909.

(L.S.) FRANCIS BERTIE.
(L.S.) W. S. FIELDING.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Convention complémentaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 23 janvier 1909.

(L.S.) S. PICHON.
(L.S.) J. CAILLAUX.
(L.S.) JEAN CRUPPI.
(L.S.) J. RUAU.

ANNEXES.

(I.)

M. Fielding, Ministre des Finances du Gouvernement canadien, à M. Ruau, Ministre de l'Agriculture de la République française.

PARIS,
le 8 janvier 1909.

M. LE MINISTRE,

A la suite des négociations poursuivies depuis quelques jours entre le Gouvernement français et moi-même tendant à la modification du tableau A de la Convention commerciale franco-canadienne du 19 septembre 1907, par l'exclusion de la liste des produits canadiens jouissant du bénéfice du tarif minimum, des animaux en état d'engraissement pour la boucherie, j'ai examiné votre suggestion d'adopter un pourcentage de viande nette comme ligne de démarcation entre les animaux bénéficiant du tarif minimum et ceux qui en sont exclus. Je suis d'opinion qu'il ne serait pas opportun d'inclure ce *modus operandi* dans la Convention elle-même, car cette suggestion ne touche qu'au mode d'exécution.

Je préférerais que la rédaction projetée fût inscrite dans notre accord en termes généraux qui indiquerait bien notre pensée commune, et je laisserais au Gouvernement français le soin de donner à cette clause complémentaire une interprétation juste et équitable au moyen de règlements de douane.

Si les autorités françaises croient devoir adopter cette méthode de pourcentage, nous n'y objectons aucunement, car elle pourrait être changée ou modifiée au cas où l'expérience

ANNEXES.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

(I.)

Mr. Fielding, Minister of Finance of the Canadian Government, to M. Ruau, Minister of Agriculture of the French Republic.

PARIS,
January 8, 1909.

Sir,

As a result of the recent negotiations between members of the French Government and myself with a view to the recasting of Schedule A of the Franco-Canadian Commercial Convention of the 19th September, 1907, by the exclusion from the list of the Canadian products enjoying the benefit of the minimum tariff of animals in fat condition for butchering, I have considered your suggestion to adopt a percentage of "neat meat" as a line of demarcation between animals to be admitted under the minimum tariff and those excluded therefrom. I am of opinion that it would not be expedient to include this *modus operandi* in the Convention itself, as it touches only the methods of carrying out what is proposed.

I would prefer that the proposed formula be inscribed in our agreement in general terms indicating our mutual understanding, and I would leave with the French Government the duty of giving to this complementary clause a fair and reasonable interpretation by means of customs regulations. We would have no objection whatever to the adoption by the French authorities of the percentage method, should they prefer that method, as it could be changed or modified in case the working out of said

* Traduction du Ministère.

démontrerait que cette méthode ne donne pas satisfaction, et le Gouvernement canadien se réserverait alors le droit de faire les représentations voulues à votre Gouvernement.

Veillez, etc.

W. S. FIELDING.

(2.)

M. Ruau, Ministre de l'Agriculture de la République française à M. Fielding, Ministre des Finances du Gouvernement canadien.

PARIS,

le 8 janvier 1909.

EXCELLENCE,

Les négociations qui se sont poursuivies ces jours derniers entre vous et le Gouvernement français avaient pour effet, en ce qui concerne mon Département, de modifier le tableau A de la Convention franco-canadienne du 19 septembre 1907, par l'exclusion, aux articles 4, 5, 6, 7 de la liste des produits canadiens devant jouir du tarif minimum, des animaux en état d'engraissement pour la boucherie. Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre en date du 8 janvier 1909, que, sans repousser le système de la fixation d'un pourcentage de viande nette comme moyen d'établir une ligne de démarcation entre les animaux qui ne devront acquitter que les droits du tarif minimum et ceux soumis aux droits du tarif général, vous préféreriez que la rédaction projetée fût inscrite dans notre accord en termes généraux. Vous avez ajouté que vous laissiez au Gouvernement français le soin de donner à cette clause une interprétation juste et équitable au moyen de règlements de douane. Dans le cas où les autorités françaises adopteraient la méthode de pourcentage dont il est parlé plus haut le Gouvernement canadien n'y ferait aucune objection, étant entendu que si l'expérience démontrait qu'elle ne donne pas satisfaction, votre Gouvernement se réserverait alors le droit de faire les représentations voulues au Gouvernement français.

J'ai l'honneur, en réponse à votre communication, de vous informer que nous sommes pleinement d'accord sur la rédaction suivante à inscrire au tableau A de la Convention du

method would demonstrate that it does not give satisfaction; and the Canadian Government would reserve then to itself the right of making the necessary representations to your Government.

I am, etc.,

W. S. FIELDING.

* TRADUCTION—TRANSLATION.

(2.)

M. Ruau, Minister of Agriculture of the French Republic, to Mr. Fielding, Minister of Finance of the Canadian Government.

PARIS,

January 8, 1909.

EXCELLENCY,

The object of the negotiations which have been proceeded with for these last few days between yourself and the French Government was, as far as my own Department is concerned, to modify Schedule A of the Franco-Canadian Convention of the 19th September, 1907, by the exclusion from items 4, 5, 6, 7 of the list of the Canadian products admitted to the benefits of the minimum tariff of animals in fat condition for butchering. By your letter dated the 8th January, 1909, you were good enough to let me know that, without rejecting the suggested system of a fixed percentage of "neat meat" as a fair line of demarcation between animals enjoying the minimum tariff and those submitted to the general tariff, you would prefer that the proposed change should be inscribed in our agreement in general terms; and you add to this that you would leave to the French Government the duty of interpreting this clause as fairly and reasonably as possible by means of customs regulations. In case of the adoption by the French authorities of the percentage system above mentioned, the Canadian Government would make no objection to said adoption, it being understood that should the experiment be found unsatisfactory your Government would reserve to itself the right of making the necessary representations to the French Government.

In answer to your communication, I have the honour to inform you that we are fully in accord as to the following formula to be used in Schedule A of the Convention of the

19 septembre 1907, intéressant les produits canadiens jouissant du tarif minimum :—

No. du tarif français.	Produits.
4	Bœufs
5	Vaches
6	Taureaux
7	Bouvillons, taureaux et génisses
	} à l'exclusion des animaux en état d'engraissement pour la boucherie.

19th September, 1907, as to the Canadian products enjoying the minimum tariff :—

No. of French Tariff.	Products.
4	Oxen
5	Cows
6	Bulls
7	Bullocks, steers, and heifers.
	} to the exclusion of animals in fat condition for butchering.

En ce qui concerne le système à appliquer pour apprécier quels seront les animaux à soumettre soit au régime du tarif minimum, soit au régime du tarif général, le Gouvernement français se réserve la faculté de suivre la méthode du pourcentage de viande nette ou toute autre juste et équitable.

Etant bien entendu, d'ailleurs, et pour éviter toute contestation entre les importateurs et le Gouvernement français, que l'état des animaux au point de vue qui nous occupe sera déterminé par des agents spéciaux assermentés du Ministère de l'Agriculture, dont les constatations seront définitives.

J'ajouterai que dans le cas improbable où l'expérience démontrerait à nos deux Gouvernements, et en se basant sur une série de faits bien constatés que la méthode appliquée par l'Administration française est défectueuse, le Gouvernement canadien et le Gouvernement français recherchent d'un commun accord un autre *modus operandi*.

Veuillez, etc.
Le Ministre de l'Agriculture,
RUAU.

With regard to the system to be applied in order to ascertain what animals are to be subject to the minimum tariff and what to the general tariff, the French Government reserves to itself the right to follow the method of the percentage of "neat meat" or any other fair and equitable method, it being well understood that, in order to avoid any dispute between the importers and the French Government, the condition of the animals, as to the matter in hand, shall be determined by duly sworn special agents of the Ministry of Agriculture, whose findings shall be final.

I beg to add that, in the unlikely event of experience founded on a series of well-authenticated instances demonstrating to our two Governments that the method adopted by the French Government is defective, the Governments of Canada and France would jointly seek another *modus operandi*.

May I beg, etc.
The Minister of Agriculture,
J. RUAU.

* TRADUCTION—TRANSLATION.

Enclosure in Lord Derby's despatch 885 of the 19th March.

BRITISH EMBASSY, PARIS,
19th March, 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

The denunciation by the French Government of the Franco-Canadian Commercial Conventions of September 19, 1907, and January 23, 1909, took effect on September 10, 1919,

Annexe à la note 885 de Lord Derby, en date du 19 mars.

BRITISH EMBASSY, PARIS,
19 mars 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

La dénonciation des Conventions Commerciales Franco-Canadiennes du 19 septembre 1907 et du 23 janvier 1909 faite par le Gouvernement français, est devenue effective le 10 septembre

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

but the two Conventions have since then remained in force, subject to termination upon three months' notice by either of the Contracting Parties.

The Canadian Government have now decided to terminate the two Conventions in question, and I therefore have the honour, under instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, to notify that they will accordingly cease to be in force after a delay of three months as from the date of this note.

I have the honour to be, with the
highest consideration,
Monsieur le Président du Conseil,
Your Excellency's most obedient
humble Servant,
(Signed) DERBY.

His Excellency Monsieur Millerand,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs.

1919, mais les deux Conventions sont depuis lors demeurées en vigueur, sous réserve d'un pré-avis de trois mois notifié par l'une quelconque des Parties Contractantes.

Le Gouvernement canadien a maintenant décidé de mettre fin aux deux Conventions en question et, en conséquence, j'ai l'honneur, suivant les instructions du Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères, de notifier à Votre Excellence qu'elles cesseront par suite d'être en vigueur dans un délai de trois mois à partir de la date de cette note.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) DERBY.

A Son Excellence Monsieur Millerand,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères.

No. 13.

**ALLEMAGNE, ÉTATS-UNIS
D'AMERIQUE, REPUBLIQUE
ARGENTINE, AUTRICHE, ETC.**

**Convention radiotélégraphique in-
ternationale, signée à Londres
le 5 juillet 1912.**

**GERMANY, UNITED STATES,
THE ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, ETC.**

**International radiotelegraph con-
vention, signed at London, July 5,
1912.**

NO. 13.—CONVENTION RADIO-
TÉLÉGRAPHIQUE INTERNA-
TIONALE. SIGNÉE À LONDRES
LE 5 JUILLET 1912.

NO. 13.—INTERNATIONAL RADIO-
TELEGRAPH CONVENTION.
SIGNED AT LONDON, JULY 5,
1912.

*Texte officiel français et traduction anglaise
communiqués par le Ministère des Affaires
Étrangères du Royaume Uni de Grande
Bretagne et d'Irlande, aux fins d'enregistrement
le 7 septembre 1920. L'enregistrement
de cette Convention a eu lieu le 7 septembre 1920.*

*French official text and English translation
forwarded on September 7, 1920, by the British
Foreign Office for registration. The registra-
tion of this Convention took place on September 7,
1920.*

TRADUCTION—TRANSLATION.

Convention Radiotélégraphique Internationa-
le conclue entre la Grande-Bretagne et diverses
Colonies et Protectorats Britanniques, l'Union
de l'Afrique du Sud, la Fédération Australienne,
le Canada, les Indes Britanniques, la Nouvelle-
Zélande, l'Allemagne et les Protectorats Alle-
mands, les États-Unis d'Amérique et les Pos-
sessions des États-Unis d'Amérique, la Républi-
que Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Bosnie-
Herzégovine, la Belgique, le Congo Belge, le
Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark,
l'Égypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles,
la France et l'Algérie, l'Afrique Occidentale
Française, l'Afrique Équatoriale Française,
l'Indo-Chine, le Madagascar, la Tunisie, la
Grèce, l'Italie et les Colonies Italiennes, le
Japon et Chosen, Formose, Sakhalin Japonais
et le territoire loué de Kwantoung, le Maroc, le
Monaco, le Norvège, les Pays-Bas, les Indes
Néerlandaises et la Colonie de Curaçao, la Perse,
le Portugal et les Colonies Portugaises, la Rou-
manie, la Russie et les Possessions et Pro-
tectorats Russes, la République de Saint-
Marin, le Siam, la Suède, la Turquie, et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouverne-
ments des pays ci-dessus énumérés, s'étant
réunis en Conférence à Londres, ont, d'un com-
mun accord et sous réserve de ratification,
arrêté la Convention suivante :

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent
à appliquer les dispositions de la présente Con-

International Radiotelegraph Convention con-
cluded between Great Britain and various British
Colonies and Protectorates, the Union of South
Africa, the Commonwealth of Australia, Canada,
British India, New Zealand, Germany and the
German Protectorates, the United States of
America and the Possessions of the United
States of America, the Argentine Republic,
Austria, Hungary, Bosnia-Herzegovina, Belgium,
the Belgian Congo, Brazil, Bulgaria, Chile,
Denmark, Egypt, Spain and the Spanish
Colonies, France and Algeria, French West
Africa, French Equatorial Africa, Indo-China,
Madagascar, Tunis, Greece, Italy and the Italian
Colonies, Japan and Chosen, Formosa, Japanese
Sakhalin and the leased territory of Kwantung,
Morocco, Monaco, Norway, the Netherlands, the
Dutch Indies and the Colony of Curaçao,
Persia, Portugal, and the Portuguese Colonies,
Roumania, Russia and the Russian Possessions
and Protectorates, the Republic of San Marino,
Siam, Sweden, Turkey, and Uruguay.

The undersigned, Plenipotentiaries of the
Governments of the countries enumerated above,
being assembled in Conference at London, have,
by common consent, and subject to ratification,
concluded the following Convention :—

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to
apply the provisions of the present Convention

vention dans toutes les stations radiotélégraphiques (stations côtières et stations de bord) qui sont établies ou exploitées par les Parties Contractantes et ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

Article 2.

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

Article 3.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Chaque station de bord est tenue d'échanger les radiotélégrammes avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du présent article n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

Article 4.

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique restreinte déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

in all the radiotelegraph stations (coast stations and ship stations) which are established or worked by the Contracting Parties and open for the service of public correspondence between the land and ships at sea.

They undertake, moreover, to impose the observance of these provisions upon private enterprises authorised either to establish or to work radiotelegraph coast stations open to the service of public correspondence between the land and ships at sea, or to establish or work radiotelegraph stations whether open for public correspondence or not on board the ships which carry their flag.

Article 2.

That which is called a coast station is any radiotelegraph station established on dry land or on board any ship permanently anchored and utilised for the exchange of correspondence with ships at sea.

Any radiotelegraph station established on board a ship other than a permanently stationary ship is called a ship station.

Article 3.

Coast stations and ship stations are bound to exchange radiotelegrams reciprocally without distinction as to the radiotelegraph system adopted by such stations.

Each ship station is bound to exchange radiotelegrams with any other ship station without distinction as to the radiotelegraph system adopted by such stations.

Nevertheless, in order not to impede scientific progress, the provisions of the present article do not prevent the contingent employment of a radiotelegraph system incapable of communicating with other systems provided that such incapacity be due to the specific nature of such system and that it be not the effect of devices adopted solely with the object of preventing intercommunication.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of Article 3, a station may be appropriated to a restricted public service determined by the object of the correspondence or by other circumstances independent of the system employed.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures assurant un échange rapide entre les stations côtières et le réseau télégraphique.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes se donnent mutuellement connaissance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article 1, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront spécifiés dans le règlement.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

Article 8.

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

Article 9.

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

Article 10.

La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas :

1. (a) La "taxe côtière" qui appartient à la station côtière ;
- (b) La "taxe de bord" qui appartient à la station de bord ;
2. La taxe pour la transmission sur les lignes télégraphiques, calculée d'après les règles ordinaires ;

Article 5.

Each of the High Contracting Parties undertakes to cause the coast stations to be connected with the telegraph system by means of special wires, or at any rate, to take such other measures as will ensure a rapid exchange between the coast stations and the telegraph system.

Article 6.

The High Contracting Parties will mutually notify one another of the names of the coast stations and ship stations covered by Article 1, as well as of all the particulars necessary to facilitate and accelerate the radiotelegraphic exchanges which will be specified in the Detailed Regulations.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties reserves to itself the right to prescribe or to permit, in the stations covered by Article 1, independently of the installation of which the particulars are published conformably to Article 6, the installation and working of other devices with a view to a special radiotelegraphic transmission without publication of the details of such devices.

Article 8.

The working of radiotelegraph stations shall be organised, as far as possible, in such a manner as not to disturb the service of other stations of the kind.

Article 9.

Radiotelegraph stations shall be obliged to accept with absolute priority calls of distress whencesoever they may come, to reply in like manner to such calls, and to give the effect to them which they require.

Article 10.

The charge of a radiotelegram shall include, as the case may be :—

1. (a) The "coast charge" which belongs to the coast station ;
- (b) The "ship charge" which belongs to the ship station ;
2. The charge for transmission over the lines of the telegraph system, calculated in accordance with the ordinary rules ;

3. Les taxes de transit des stations côtières ou de bord intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.

Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont dépend la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont dépend le navire.

Article 11.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente Convention et du Règlement y relatif peuvent être à toute époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ayant le pouvoir de modifier la Convention et le Règlement auront lieu périodiquement; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Article 12.

Ces conférences sont composées de délégués des Gouvernements des pays contractants.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Si un Gouvernement adhère à la Convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considéré comme formant un pays pour l'application de l'alinéa précédent. Toutefois le nombre des voix dont dispose un Gouvernement, y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

Sont considérés comme formant un seul pays pour l'application du présent article :—

L'Afrique Orientale Allemande ;
L'Afrique Allemande du Sud-Ouest ,
Le Caméroun ;
Le Togo ;
Les Protectorats Allemands du Pacifique ;
L'Alaska ;
Hawaï et les autres possessions Américaines de la Polynésie ;

3. The transit charges of the intermediate coast and ship stations and the charges appertaining to special services required by the sender.

The rate of the coast charge shall be subject to the approval of the Government to which the coast station is subject; that of the ship charge, to the approval of the Government to which the ship is subject.

Article 11.

The provisions of the present Convention are completed by Detailed Regulations which have the same validity and come into force at the same time as the Convention.

The provisions of the present Convention and of the Regulations relating thereto may be modified at any time by common consent of the High Contracting Parties. Conferences of Plenipotentiaries having power to modify the Convention and the Regulations shall take place periodically; each Conference shall itself fix the place and time of the succeeding meeting.

Article 12.

These Conferences shall be composed of Delegates of the Governments of the Contracting countries.

In the deliberations each country shall exercise one vote only.

If a Government accede to the Convention for its colonies, possessions or protectorates, subsequent conferences may decide that the whole or part of such colonies, possessions or protectorates is to be regarded as forming a country for the purposes of the foregoing clause. Nevertheless, the number of votes to be exercised by a Government, including its colonies, possessions or protectorates, may not exceed six.

The following are regarded as forming each a single country for the purposes of the present article :—

German East Africa ;
German South-West Africa ;
The Cameroons ;
Togo ;
The German Pacific Protectorates ;
Alaska ;
Hawaii and the other American possessions in Polynesia ;

Les Iles Philippines ;	The Philippine Islands ;
Porto-Rico et les possessions Américaines dans les Antilles ;	Porto Rico and the American possessions in the Antilles ;
La zone du Canal de Panama ;	The zone of the Panama Canal ;
Le Congo Belge ;	The Belgian Congo ,
La Colonie Espagnole du Golfe de Guinée ;	The Spanish Colony of the Gulf of Guinea ;
L'Afrique Occidentale Française ;	French West Africa ;
L'Afrique Equatoriale Française ;	French Equatorial Africa ;
L'Indo-Chine ;	Indo-China ;
Madagascar ;	Madagascar ;
La Tunisie ;	Tunis ;
L'Union de l'Afrique du Sud ;	The Union of South Africa ;
La Fédération Australienne ;	The Australian Commonwealth ;
Le Canada ;	Canada ;
Les Indes Britanniques ;	British India ;
La Nouvelle-Zélande ;	New Zealand ;
L'Érythrée ;	Erithrea ;
La Somalie Italienne ;	Italian Somaliland ;
Chosen, Formose, le Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung	Chosen, Formosa, Japanese Sakhalin and the leased territory of Kwantung ;
Les Indes Néerlandaises ;	The Dutch Indies ;
La Colonie de Curaçao ;	The Colony of Curaçao ;
L'Afrique Occidentale Portugaise ;	Portuguese West Africa ;
L'Afrique Orientale Portugaise et les possessions Portugaises Asiatiques ;	Portuguese East Africa and the Portuguese possessions in Asia ;
L'Asie Centrale Russe (littoral de la Mer Caspienne) ;	Russian Central Asia (littoral of the Caspian Sea) ;
Boukhara ;	Bokhara ;
Khiva ;	Khiva ;
La Sibérie occidentale (littoral de l'Océan glacial) ;	Western Siberia (littoral of the Arctic Ocean) ;
La Sibérie orientale (littoral de l'Océan Pacifique).	Eastern Siberia (littoral of the Pacific Ocean).

Article 13.

Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la Convention et au Règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale.

Les frais de cette institution sont supportés par tous les pays contractants.

Article 14.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en

Article 13.

The International Bureau of the Telegraph Union shall be entrusted with the duty of collecting, co-ordinating and publishing information of every kind relating to radiotelegraphy, of investigating requests for modification of the Convention and of the Regulations, of publishing the changes adopted and, in general, of proceeding to any administrative work which it may be called upon to undertake in the interests of International Radiotelegraphy.

The expenses of this institution shall be borne by all the Contracting Parties.

Article 14.

Each of the High Contracting Parties reserves to itself the right to fix the conditions under which it will allow radiotelegrams coming from

provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un pays contractant ou accepté en transit par l'administration d'un pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'administration d'un pays contractant en a accepté le dépôt ou si l'administration d'un pays contractant l'a accepté en transit d'un pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un pays non contractant.

Article 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1^{er}.

Article 16.

Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un pays ayant des colonies, possessions ou protectorats ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de la part de ce Gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou chacun d'eux séparément peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent article et à l'article 22.

or destined for a station, whether a ship station or a coast station, which is not subject to the provisions of the present Convention.

If a radiotelegram is admitted, the ordinary charges must be applied to it.

Every radiotelegram which comes from a ship station and is received by a coast station of a contracting country, or accepted in transit by the Administration of a contracting country, shall be sent forward.

Every radiotelegram intended for a ship shall also be sent forward if the Administration of a contracting country has allowed it to be handed in or if the Administration of a contracting Government has accepted it in transit from a non-contracting country, subject to the right of the coast station to refuse transmission to a ship station subject to a non-contracting country.

Article 15.

The provisions of Articles 8 and 9 of this Convention are equally applicable to radiotelegraphic installations other than those covered by Article 1.

Article 16.

The Governments which have not taken part in the present Convention shall be allowed to become party to it at their own request.

Such accession shall be notified through diplomatic channels to that one of the contracting Governments in whose territory the last Conference was held and by that Government to the others.

Such accession shall involve complete acceptance of all the clauses of the present Convention and admission to all the advantages stipulated therein.

The accession to the Convention of the Government of a country having colonies, possessions or protectorates shall not carry with it the accession of the colonies, possessions, or protectorates of such Government, unless a declaration be made to that effect by such Government. These colonies, possessions, or protectorates as a whole, or each one of them separately, may form the subject of a separate accession or of a separate denunciation under the conditions indicated in the present Article and in Article 22.

Article 17.

Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention Télégraphique Internationale de Sa'nt-Pétersbourg du 10 (22) juillet, 1875, sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

Article 18.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécution, soit de la présente Convention, soit du Règlement prévu par l'article 11, la question en litige peut, d'un commun accord, être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé ; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau International prévu à l'article 13.

Article 19.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs pays relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 21.

Les Hautes Parties Contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégraphiques non prévues à l'article 1^{er} et, notamment, aux installations navales et militaires ainsi qu'aux stations assurant des communications entre points fixes. Toutes ces installations et stations restent soumises unique-

Article 17.

The provisions of Articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 and 17 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg dated 10th (22nd) July, 1875, shall be applicable to international radiotelegraphy.

Article 18.

In case of difference of opinion between two or more contracting Governments in respect of the interpretation or the execution either of the present Convention or of the Regulations provided for by Article 11, the question in dispute may, by common consent, be submitted to arbitration. In such cases, each of the Governments concerned shall choose one other not concerned with the question.

The decision of the arbitrators shall be made by an absolute majority of votes.

In case of an equality of votes, the arbitrators shall appoint, in order to settle the difficulty, another contracting Government not concerned in the question in dispute. In default of an agreement with regard to such choice, each arbitrator shall nominate a contracting Government not interested in the dispute ; and lots shall be drawn as between the Governments proposed. The drawing of lots shall be the prerogative of the Government in whose territory the International Bureau provided for in Article 13 performs its work.

Article 19.

The High Contracting Parties undertake to adopt or to propose to their respective Legislatures the measures necessary to ensure the execution of the present Convention.

Article 20.

The High Contracting Parties will communicate to one another such laws as may have been already enacted, or which may be about to be so enacted in their countries relating to the subject of the present Convention.

Article 21.

The High Contracting Parties preserve their entire liberty with regard to the radiotelegraph installations not covered by Article 1, and notably with regard to naval and military installations, and also to stations carrying out communications between fixed points. All such installations and stations shall remain subject

ment aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique maritime, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du Règlement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

Si, d'autre part, des stations côtières assurent, en même temps que la correspondance publique avec les navires en mer des communications entre points fixes, elles ne sont pas soumises, pour l'exécution de ce dernier service, aux dispositions de la Convention, sous réserve de l'observation des articles 8 et 9 de cette Convention.

Cependant les stations fixes qui font de la correspondance entre terre et terre ne doivent pas refuser l'échange de radiotélégrammes avec une autre station fixe à cause du système adopté par cette station; toutefois la liberté de chaque pays reste entière en ce qui concerne l'organisation du service de la correspondance entre points fixes et la détermination des correspondances à faire par les stations affectées à ce service.

Article 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} juillet 1913, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Parties Contractantes, la Convention reste en vigueur.

Article 23.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Londres dans le plus bref délai possible.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties Contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les parties qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Londres, le 5 juillet 1912.

solely to the obligations provided for in Articles 8 and 9 of the present Convention.

Nevertheless, when these installations and stations carry out an exchange of maritime public correspondence, they shall conform, in carrying out such service, to the requirements of the Regulations with regard to the method of transmission and accounting.

If, on the other hand, coast stations carry out, at the same time as public correspondence with ships at sea, communications between fixed points, they shall not be subject, in the execution of this latter service, to the provisions of the Convention, except for the observance of Articles 8 and 9 of that Convention.

However, fixed stations which carry out correspondence between land and land must not refuse the exchange of radiotelegrams with another fixed station on account of the system adopted by such station; nevertheless, the liberty of each country shall remain complete in respect of the organisation of the service for correspondence between fixed points and the decision as to the correspondence to be carried out by the stations appropriated to such service.

Article 22.

The present Convention shall be put into execution from the 1st July, 1913, and shall remain in force for an indeterminate period and until the expiry of one year from the day upon which it is denounced.

Denunciation shall not take effect except as regards the Government in whose name it is made. So far as the other Contracting Parties are concerned, the Convention shall remain in force.

Article 23.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications thereof shall be deposited in London in as short a time as possible.

If one or more of the High Contracting Parties shall not ratify the Convention, it shall not be thereby less valid for the Parties which shall have ratified it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the Convention in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the British Government, and of which a copy shall be sent to each Party.

Done at London July 5, 1912.

- | | |
|---|--|
| Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques : | For Great Britain and various British Colonies and Protectorates : |
| H. BABINGTON SMITH. | |
| E. W. FARNALL. | |
| E. CHARLTON. | |
| G. M. W. MACDONOGH. | |
| Pour l'Union de l'Afrique du Sud : | For the Union of South Africa : |
| RICHARD SOLOMON. | |
| Pour la Fédération Australienne : | For the Commonwealth of Australia : |
| CHARLES BRIGHT. | |
| Pour le Canada : | For Canada : |
| G. J. DESBARATS. | |
| Pour les Indes Britanniques : | For British India : |
| H. A. KIRK. | |
| F. E. DEMPSTER. | |
| Pour la Nouvelle-Zélande : | For New Zealand. |
| C. WRAY PALLISER. | |
| Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands : | For Germany and the German Protectorates : |
| B. KOEHLER. | |
| O. WACHENFELD. | |
| DR. KARL STRECKER. | |
| SCHRADER. | |
| GOETSCH. | |
| DR. EMIL KRAUSS. | |
| FIELITZ. | |
| Pour les États-Unis d'Amérique et les Possessions des États-Unis d'Amérique : | For the United States of America and the Possessions of the United States of America : |
| JOHN R. EDWARDS. | |
| JNO. Q. WALTON. | |
| WILLIS L. MOORE. | |
| LOUIS W. AUSTIN. | |
| GEORGE OWEN SQUIER. | |
| EDGAR RUSSEL. | |
| C. McK. SALTZMAN. | |
| DAVID WOOSTER TODD. | |
| JOHN HAYS HAMMOND, JR. | |
| WEBSTER. | |
| W. D. TERRELL. | |
| JOHN I. WATERBURY. | |
| Pour la République Argentine : | For the Argentine Republic |
| VICENTE J. DOMÍNGUEZ. | |

Pour l'Autriche :	For Austria :
DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG. DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.	
Pour la Hongrie :	For Hungary :
CHARLES FOLLÉRT. DR. DE HENNYEY.	
Pour la Bosnie-Herzégovine :	For Bosnia-Herzegovina :
H. GOIGINGER, G.M. ADOLF DANINGER. A. CICOLI. ROMEO VIO.	
Pour la Belgique :	For Belgium :
J. BANNEUX. DELDIME.	
Pour le Congo Belge :	For the Belgian Congo :
ROBERT B. GOLDSCHMIDT.	
Pour le Brésil :	For Brazil :
DR. FRANCISCO BHERING.	
Pour la Bulgarie :	For Bulgaria :
IV. STOYANOVITCH.	
Pour le Chili :	For Chili :
C. E. RICKARD.	
Pour le Danemark :	For Denmark :
N. MEYER. J. A. VÖHTZ. R. N. A. FABER. T. F. KRARUP.	
Pour l'Égypte :	For Egypt :
J. S. LIDDELL.	
Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles :	For Spain and the Spanish Colonies :
JACOBO GARCIA ROURE. JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO. JACINTO LABRADOR. ANTONIO NIETO. TOMÁS FERNÁNDEZ QUINTANA. JAIME JANER ROBINSON.	
Pour la France et l'Algérie :	For France and Algeria :
A. FROUIN.	

Pour l'Afrique Occidentale Française : A. DUCHÊNE.	For French West Africa :
Pour l'Afrique Équatoriale Française : A. DUCHÊNE.	For French Equatorial Africa :
Pour l'Indo-Chine : A. DUCHÊNE.	For Indo-China :
Pour Madagascar : A. DUCHÊNE.	For Madagascar :
Pour la Tunisie : ET. DE FELCOURT.	For Tunis :
Pour la Grèce : C. DOSIOS.	For Greece :
Pour l'Italie et les Colonies Italiennes : PROF. A. BATTELLI.	For Italy and the Italian Colonies :
Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung : TETSUJIRO SAKANO. KENJI IDE. RIUJI NAKAYAMA. SEIICHI KUROSE.	For Japan and for Chosen, Formosa, Japanese Sakhalin, and the leased Territory of Kwantung :
Pour le Maroc : MOHAMMED-EL-KABADJ. U. ASENSIO.	For Morocco :
Pour Monaco : FR. ROUSSEL.	For Monaco :
Pour la Norvège : HEFTYE. K. A. KNUDSSÖN.	For Norway :
Pour les Pays-Bas : G. J. C. A. POP. J. P. GUÉPIN.	For the Netherlands :
Pour les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao : PERK. F. VAN DER GOOT.	For the Netherland Indies and the Colony of Curaçao :

-
- | | |
|---|--|
| Pour la Perse : | For Persia : |
| MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN. | |
| Pour le Portugal et les Colonies Portugaises : | For Portugal and the Portuguese Colonies : |
| ANTONIO MARIA DA SILVA. | |
| Pour la Roumanie : | For Roumania : |
| C. BOERESCU. | |
| Pour la Russie et les Possessions et Protectorats Russes : | For Russia and the Russian Possessions and Protectorates : |
| N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN. | |
| Pour la République de Saint-Marin : | For the Republic of San Marino : |
| ARTURO SERENA. | |
| Pour le Siam : | For Siam : |
| LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER. | |
| Pour la Suède : | For Sweden : |
| RYDIN.
HAMILTON. | |
| Pour la Turquie : | For Turkey : |
| M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI. | |
| Pour l'Uruguay : | For Uruguay : |
| FED. R. VIDIELLA. | |
-

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radiotélégraphique internationale de Londres, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

La nature exacte de l'adhésion notifiée de la part de la Bosnie-Herzégovine n'étant pas encore déterminée, il est reconnu qu'une voix est attribuée à la Bosnie-Herzégovine, une décision devant intervenir ultérieurement sur le point de savoir si cette voix lui appartient en vertu du second paragraphe de l'article 12 de la Convention, ou si cette voix lui est accordée conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article.

II.

Il est pris acte de la déclaration suivante :

La délégation des États-Unis déclare que son Gouvernement se trouve dans la nécessité de s'abstenir de toute action concernant les tarifs, parce que la transmission des radiotélégrammes ainsi que celle des télégrammes dans les États-Unis est exploitée, soit entièrement, soit en partie, par des compagnies commerciales ou particulières.

III.

Il est également pris acte de la déclaration suivante :

Le Gouvernement du Canada se réserve la faculté de fixer séparément, pour chacune de ses stations côtières, une taxe maritime totale pour les radiotélégrammes originaires de l'Amérique du Nord et destinés à un navire quelconque, la taxe côtière s'élevant aux trois cinquièmes et la taxe de bord aux deux cinquièmes de cette taxe totale.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement Britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet 1912.

TRADUCTION—TRANSLATION.

FINAL PROTOCOL.

At the time of proceeding to the signature of the Convention concluded by the International Radiotelegraph Conference of London, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :—

I.

The exact nature of the adherence notified on the part of Bosnia-Herzegovina not being yet determined, it is recognised that a vote is attributed to Bosnia-Herzegovina, a decision at a later date being necessary on the question whether this vote belongs to Bosnia-Herzegovina in virtue of the second paragraph of Article 12 of the Convention, or whether this vote is accorded to it conformably to the provisions of the third paragraph of that article.

II.

The following declaration is placed on record :—

The delegation of the United States declares that its Government is under the necessity of abstaining from all action with regard to tariffs, because the transmission of radiotelegrams as well as of telegrams in the United States is undertaken, wholly or in part, by commercial or private companies.

III.

The following declaration was also placed on record :—

The Government of Canada reserves to itself the right to fix separately for each of its coast stations a total sea charge for radiotelegrams originating from North America and intended for any ship whatever, the coast charge amounting to three-fifths and the ship charge to two-fifths of such total charge.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have drawn up the present Final Protocol, which shall have the same force and the same validity as if the provisions thereof had been inserted in the text itself of the Convention to which it belongs, and they have signed it in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the British Government, and of which a copy shall be sent to each party.

Done at London July 5, 1912.

-
- Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques : For Great Britain and various British Colonies and Protectorates :
- H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.
- Pour l'Union de l'Afrique du Sud : For the Union of South Africa :
- RICHARD SOLOMON.
- Pour la Fédération Australienne : For the Commonwealth of Australia :
- CHARLES BRIGHT.
- Pour le Canada : For Canada :
- G. J. DESBARATS.
- Pour les Indes Britanniques : For British India :
- H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.
- Pour la Nouvelle-Zélande : For New Zealand :
- C. WRAY PALLISER.
- Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands : For Germany and the German Protectorates :
- B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELITZ.
- Pour les États-Unis d'Amérique et les Possessions des États-Unis d'Amérique : For the United States of America and the Possessions of the United States of America :
- JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. McK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.
- Pour la République Argentine : For the Argentine Republic :
- VICENTE J. DOMINGUEZ.
- Pour l'Autriche : For Austria :
- DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pour la Hongrie :	CHARLES FOLLÉRT. DR. DE HENNYEY.	For Hungary :
Pour la Bosnie-Herzégovine :	H. GOINGER, G.M. ADOLF DANINGER. A. CICOLI. ROMEO VIO.	For Bosnia-Herzegovina :
Pour la Belgique :	J. BANNEUX. DELDIME.	For Belgium :
Pour le Congo Belge :	ROBERT B. GOLDSCHMIDT.	For the Belgian Congo :
Pour le Brésil :	DR. FRANCISCO BHERING.	For Brazil :
Pour la Bulgarie :	IV. STOYANOVITCH.	For Bulgaria :
Pour le Chili :	C. E. RICKARD.	For Chili :
Pour le Danemark :	N. MEYER. J. A. VÖHTZ. R. N. A. FABER. T. F. KYARUP.	For Denmark :
Pour l'Égypte :	J. S. LIDDELL.	For Egypt :
Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles :	JACOBO GARCIA ROURE. JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO. JACINTO LABRADOR. ANTONIO NIETO. TOMAS FERNANDEZ QUINTANA. JAIME JANER ROBINSON.	For Spain and the Spanish Colonies :
Pour la France et l'Algérie :	A. FROUIN.	For France and Algeria :
Pour l'Afrique Occidentale Française :	A. DUCHÊNE.	For French West Africa :
Pour l'Afrique Equatoriale Française :	A. DUCHÊNE.	For French Equatorial Africa :
Pour l'Indo-Chine :	A. DUCHÊNE.	For Indo-China :

Pour Madagascar :	A. DUCHÊNE.	For Madagascar :
Pour la Tunisie :	ET DE FELCOURT.	For Tunis :
Pour la Grèce :	C. DOSIOS.	For Greece :
Pour l'Italie et les Colonies Italiennes :	PROF. A. BATTELLI.	For Italy and the Italian Colonies :
Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung :	TETSUJIRO SAKANO. KENJI IDE. RIUJI NAKAYAMA. SEIICHI KUROSE.	For Japan and for Chosen, Formosa, Japanese Sakhalin, and the leased territory of Kwan- tung :
Pour le Maroc :	MOHAMMED-EL-KABADJ. U. ASENSIO.	For Morocco :
Pour Monaco :	FR. ROUSSEL.	For Monaco :
Pour la Norvège :	HEFTYE. K. A. KNUDSSÖN.	For Norway :
Pour les Pays-Bas :	G. J. C. A. POP. J. P. GUÉPIN.	For the Netherlands :
Pour les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao :	PERK. F. VAN DER GOOT.	For the Netherland Indies and the Colony of Curaçao :
Pour la Perse :	MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.	For Persia :
Pour le Portugal et les Colonies Portugaises :	ANTONIO MARIA DA SILVA.	For Portugal and the Portuguese Colonies :
Pour la Roumanie :	C. BOERESCU.	For Roumania :

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats Russes :	For Russia and the Russian Possessions and Protectorates :
N. DE ETTER. P. OSSADTCHY. A. EULER. SERGUEIEVITCH. V. DMITRIEFF. D. SOKOLTSOW. A. STCHASTNYI. BARON A. WYNEKEN.	
Pour la République de Saint-Marin :	For the Republic of San Marino :
ARTURO SERENA.	
Pour le Siam :	For Siam :
LUANG SANPAKITCH PREECHA. WM. J. ARCHER.	
Pour la Suède :	For Sweden :
RYDIN. HAMILTON.	
Pour la Turquie :	For Turkey :
M. EMIN. M. FAHRY. OSMAN SADI.	
Pour l'Uruguay :	For Uruguay :
FED. R. VIDIELLA.	

RÈGLEMENT DE SERVICE ANNEXE À LA CONVENTION RADIOTÉLEGRAPHIQUE
INTERNATIONALE.

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGE
1. Organisation des stations radiotélégraphiques	154
2. Durée du service des stations	162
3. Rédaction et dépôt des radiotélégrammes	162
4. Taxation	164
5. Perception des taxes	166
6. Transmission des radiotélégrammes—	
a) Signaux de transmission	166
b) Ordre de transmission	168
c) Appel des stations radiotélégraphiques et transmission des radiotélégrammes	168
d) Accusé de réception et fin du travail	172
e) Direction à donner aux radiotélégrammes	172
7. Remise des radiotélégrammes à destination	174
8. Radiotélégrammes spéciaux	174
9. Archives	176
10. Détaxes et remboursements	176
11. Comptabilité	178
12. Bureau international	180
13. Transmission météorologiques, horaires et autres	182
14. Dispositions diverses	182

I. ORGANISATION DES STATIONS RADIOTÉLEGRAPHIQUES.

Article 1.

Le choix des appareils et des dispositifs radiotélégraphiques à employer par les stations côtières et les stations de bord est libre. L'installation de ces stations doit répondre, autant que possible, aux progrès scientifiques et techniques.

Article 2.

Deux longueurs d'onde, l'une de 600 mètres et l'autre de 300 mètres, sont admises pour le service de la correspondance publique générale. Toute station côtière ouverte à ce service doit être équipée de façon à pouvoir utiliser ces deux longueurs d'onde, dont l'une est désigné comme la longueur d'onde normale de la station. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station côtière doit être en état de recevoir les appels faits au moyen de sa longueur d'onde normale. Toutefois, pour les correspondances visées au paragraphe 2 de l'article 35, il est fait usage d'une longueur d'onde de 1,800 mètres. En outre, chaque Gouvernement peut autoriser l'emploi, dans une station côtière, d'autres longueurs d'onde destinées à assurer un service de longue portée, ou un service autre que celui de la correspondance publique générale et établi conformément aux dispositions de la Convention, sous la réserve que ces longueurs d'onde ne dépassent pas 600 mètres ou qu'elles soient supérieures à 1,600 mètres.

En particulier, les stations utilisées exclusivement pour l'envoi de signaux destinés à déterminer la position des navires ne doivent pas employer des longueurs d'onde supérieures à 150 mètres.

Article 3.

1. Toute station de bord doit être équipée de façon à pouvoir se servir des longueurs d'onde de 600 mètres et de 300 mètres. La première est la longueur d'onde normale, et ne peut être dépassée dans la transmission, hormis le cas de l'article 35 (paragraphe 2).

Il peut être fait usage d'autres longueurs d'ondes, inférieures à 600 mètres, dans des cas spéciaux, et moyennant l'approbation des administrations dont dépendent les stations côtières et les stations de bord intéressées.

TRANSLATION—TRANSLATION.

DETAILED SERVICE REGULATIONS APPENDED TO THE INTERNATIONAL
RADIOTELEGRAPH CONVENTION.

TABLE OF CONTENTS.

	PAGE
1. Organisation of radiotelegraph stations	155
2. Hours of service of stations	163
3. Drawing up and handing in of radiotelegrams	163
4. Charges	165
5. Collection of charges	167
6. Transmission of radiotelegrams :—	
(a) Signals of transmission	167
(b) Order of transmission	169
(c) Calling of radiotelegraph stations and transmission of radiotelegrams	169
(d) Acknowledgment of receipt and end of work	173
(e) Route to be taken by radiotelegrams	173
7. Delivery of radiotelegrams	175
8. Special radiotelegrams	175
9. Archives	177
10. Refunds and reimbursements	177
11. Accounting	179
12. International Bureau	181
13. Meteorological, time, and other transmissions.. .. .	183
14. Various provisions	183

I. ORGANISATION OF RADIOTELEGRAPH STATIONS.

Article 1.

The choice of radiotelegraph apparatus and devices to be used by coast stations and ship stations is free. The installation of these stations must, as far as possible, be in keeping with scientific and technical progress.

Article 2.

Two wave-lengths, one of 600 and the other of 300 metres, shall be allowed for the service of general public correspondence. Every coast station open to this service must be equipped in such a way as to be able to use these two wave-lengths, of which one shall be indicated as the normal wave-length of the station. During the whole time that it is open every coast station must be in a condition to receive calls made by means of its normal wave-length. Nevertheless, for the correspondence covered by paragraph 2 of Article 35, use shall be made of a wave-length of 1,800 metres. Further, each Government may authorise the use, in a coast station, of other wave-lengths for the purpose of securing a long-range service, or a service other than that of general public correspondence, and established in conformity with the provisions of the Convention, with the reservation that these wave-lengths do not exceed 600 metres, or that they do exceed 1,600 metres.

In particular, stations used exclusively for the despatch of signals intended to determine the position of ships must not use wave-lengths exceeding 150 metres.

Article 3.

1. Every ship station must be equipped in such a way as to be able to use the wave-lengths of 600 metres and of 300 metres. The first shall be the normal wave-length, and may not be exceeded in transmission, the case of Article 35 (paragraph 2) excepted.

Use may be made of other wave-lengths not exceeding 600 metres, in special cases, and subject to the approval of the Administrations to which the coast stations and ship stations concerned are subject.

2. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station de bord doit pouvoir recevoir les appels effectués au moyen de sa longueur d'onde normale.

3. Les navires de faible tonnage qui seraient dans l'impossibilité matérielle d'utiliser la longueur d'onde de 600 mètres pour la transmission peuvent être autorisés à employer exclusivement la longueur d'onde de 300 mètres ; ils doivent être en mesure de recevoir au moyen de la longueur d'onde de 600 mètres.

Article 4.

Les communications entre une station côtière et une station de bord, ou entre deux stations de bord, doivent être échangées de part et d'autre au moyen de la même longueur d'onde. Si, dans un cas particulier, la communication est difficile, les deux stations peuvent, d'un commun accord, passer de la longueur d'onde au moyen de laquelle elles correspondent à l'autre longueur d'onde réglementaire. Les deux stations reprennent leurs longueurs d'onde normales lorsque l'échange radiotélégraphique est terminé.

Article 5.

1. Le Bureau international dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle mentionnant les stations côtières, leurs portées normales, les principales lignes de navigation et le temps employé normalement par les navires pour la traversée entre les divers ports d'atterrissage.

2. Il établit et publie une nomenclature des stations radiotélégraphiques visées à l'article 1^{er} de la Convention, ainsi que des suppléments périodiques pour les additions et modifications. Cette nomenclature donne pour chaque station les renseignements suivants :

- 1) Pour les stations côtières : le nom, la nationalité et la position géographique indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude du lieu ; pour les stations de bord : le nom et la nationalité du navire ; le cas échéant, le nom et l'adresse de l'exploitant.
- 2) L'indicatif d'appel (les indicatifs doivent être différenciés les uns des autres, et chacun doit être formé d'un groupe de trois lettres) ;
- 3) La portée normale ;
- 4) Le système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système d'émission (étincelles musicales, tonalité exprimée par le nombre de vibrations doubles, &c.) ;
- 5) Les longueurs d'onde utilisées (la longueur d'onde normale est soulignée) ;
- 6) La nature des services effectués ;
- 7) Les heures d'ouverture ;
- 8) Le cas échéant, l'heure et le mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques ;
- 9) La taxe côtière ou de bord.

3. Sont compris également dans la nomenclature les renseignements relatifs aux stations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1^{er} de la Convention qui sont communiqués au Bureau international par l'administration dont dépendent ces stations, pourvu qu'il s'agisse, soit d'administrations adhérentes à la Convention, soit d'administrations non adhérentes, mais ayant fait la déclaration prévue à l'article 48.

4. Les notations suivantes sont adoptées dans les documents à l'usage du service international pour désigner les stations radiotélégraphiques :—

- PG. station ouverte à la correspondance publique générale ;
- PR. station ouverte à la correspondance publique restreinte ;
- P. station d'intérêt privé ;
- O. station ouverte seulement à la correspondance officielle ;
- N. station ayant un service permanent ;
- X. station n'ayant pas de vacations déterminées.

5. Le nom d'une station de bord indiqué à la première colonne de la Nomenclature doit être suivi, en cas d'homonymie, de l'indicatif d'appel de cette station.

2. During the whole time that it is open every ship station must be able to receive calls made by means of its normal wave-length.

3. Ships of small tonnage in the case of which it would be materially impossible to use the wave-length of 600 metres for transmission, may be authorised to employ exclusively the wave-length of 300 metres ; they must be able to receive by means of the wave-length of 600 metres.

Article 4.

Communications between a coast station and a ship station, or between two ship stations, must be exchanged on both sides by means of the same wave-length. If, in a particular case, communication is difficult, the two stations may, by mutual consent, pass from the wave-length by means of which they are communicating to the other regulation wave-length. Both stations shall resume their normal wave-lengths when the radiotelegraphic exchange is finished.

Article 5.

1. The International Bureau shall draw up, publish, and revise periodically an official map showing the coast stations, their normal ranges, the principal lines of navigation, and the time normally taken by ships for the voyage between the various ports of call.

2. It shall draw up and publish a Nomenclature of the radiotelegraph stations covered by Article 1 of the Convention, and also periodical supplements for additions and modifications. This Nomenclature shall give in the case of each station the following information :—

- (1) For coast stations : the name, nationality, and geographical position indicated by the territorial subdivision, and by the longitude and latitude of the place ; for ship stations : the name and nationality of the ships ; when the case arises, the name and address of the contractor.
- (2) The call signal (the call signals must be differentiated from one another, and each one must consist of a group of three letters).
- (3) The normal range.
- (4) The radiotelegraphic system with the characteristics of the system of emission (musical sparks, tonality expressed by the number of double vibrations, &c.).
- (5) The wave-lengths used (the normal wave-length to be underlined).
- (6) The nature of the services performed.
- (7) The hours of working.
- (8) When necessary the hour and method of despatch of time-signals and meteorological telegrams.
- (9) The coast or ship charge.

3. There shall also be included in the Nomenclature such information relating to radiotelegraph stations other than those covered by Article 1 of the Convention, as shall be communicated to the International Bureau by the Administrations to which such stations are subject, provided that these are either Administrations which are parties to the Convention, or, if they are not parties to it, have made the declaration provided for in Article 48.

4. The following notations shall be adopted in documents for the use of the international service to designate radiotelegraph stations :—

- PG. Station open to general public correspondence.
- PR. Station open to restricted public correspondence.
- P. Private station.
- O. Station open only to official correspondence.
- N. Station always open.
- S. Station not having fixed working hours.

5. The name of a ship station indicated in the first column of the Nomenclature must be followed, when there is duplication of the name, by the call-signal of such station.

Article 6.

L'échange de signaux et de mots superflus est interdit aux stations visées à l'article 1^{er} de la Convention. Des essais et des exercices ne sont tolérés dans ces stations qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

Les exercices doivent être effectués avec des longueurs d'onde différentes de celles admises pour la correspondance publique, et avec le minimum de puissance nécessaire.

Article 7.

1. Toutes les stations sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie nécessaire pour assurer une bonne communication.
2. Toute station côtière ou de bord doit satisfaire aux conditions suivantes :—
 - a) Les ondes émises doivent être aussi pures et aussi peu amorties que possible. En particulier, l'usage de dispositifs transmetteurs dans lesquels la production des ondes émises est obtenue en déchargeant directement l'antenne par étincelles (" plain aerial ") n'est pas autorisé, sauf dans les cas de détresse. Il peut cependant être admis pour certaines stations spéciales (par exemple, celles des petits bateaux) dans lesquelles la puissance primaire ne dépasse pas 50 watts.
 - b) Les appareils doivent être à même de transmettre et de recevoir à une vitesse au moins égale à vingt mots par minute, le mot étant compté à raison de cinq lettres. Les installations nouvelles mettant en jeu une énergie de plus de 50 watts seront équipées de telle sorte qu'il soit possible d'obtenir facilement plusieurs portées inférieures à la portée normale, la plus faible étant de 15 milles nautiques environ. Les installations anciennes mettant en jeu une énergie de plus de 50 watts seront transformées, autant que possible, de manière à satisfaire aux prescriptions précédentes.
 - c) Les appareils récepteurs doivent permettre de recevoir, avec le maximum possible de protection contre les perturbations, les transmissions sur les longueurs d'onde prévues au présent Règlement, jusqu'à 600 mètres.
3. Les stations servant exclusivement à déterminer la position des navires (radiophares) ne doivent pas opérer dans un rayon supérieur à 30 milles nautiques.

Article 8.

Indépendamment des conditions générales spécifiées à l'article 7, les stations de bord doivent également satisfaire aux conditions suivantes :—

- a) La puissance transmise à l'appareil radiotélégraphique mesurée aux bornes de la génératrice de la station, ne doit pas dans les circonstances normales, dépasser 1 kilowatt.
- b) Sous réserve des prescriptions de l'article 35, paragraphe 2, une puissance supérieure à 1 kilowatt peut être employée, si le navire se trouve dans la nécessité de correspondre à une distance de plus de 200 milles nautiques de la station côtière la plus rapprochée, ou si, par suite de circonstances exceptionnelles, la communication ne peut être réalisée qu'au moyen d'une augmentation de puissance.

Article 9.

1. Aucune station de bord ne peut être établie ou exploitée par une entreprise privée sans une licence délivrée par le Gouvernement dont dépend le navire.

Les stations à bord des navires ayant leur port d'attache dans une colonie, possession ou protectorat peuvent être désignées comme dépendant de l'autorité de cette colonie, possession ou protectorat.

2. Toute station de bord titulaire d'une licence délivrée par l'un des Gouvernements contractants doit être considérée par les autres Gouvernements comme ayant une installation remplissant les conditions prévues par le présent Règlement.

Article 6.

The exchange of unnecessary signals and words is forbidden to the stations covered by Article 1 of the Convention. Experiments and practice shall not be allowed in these stations except so far as they do not disturb the service of other stations.

Practice must be carried out with wave-lengths different from those allowed for public correspondence, and with the minimum of power necessary.

Article 7.

1. All stations are bound to exchange traffic with the minimum of energy necessary to ensure good communication.

2. Every coast or ship station must satisfy the following conditions :—

(a) The waves emitted must be as pure and as little damped as possible.

In particular, the use of transmitting devices in which the production of the waves emitted is obtained by discharging the aerial directly by sparks (plain aerial) shall not be allowed except in cases of distress.

It may, however, be allowed in the case of certain special stations (for example, those of small boats) in which the primary power does not exceed 50 watts.

(b) The apparatus must be capable of transmitting and receiving at a speed at least equal to twenty words per minute, the word being reckoned at the rate of five letters.

New installations bringing into play an energy of more than 50 watts shall be equipped in such a way that it may be possible to obtain easily several ranges less than the normal range, the shortest being of approximately 15 nautical miles. Installation already established bringing into play an energy of more than 50 watts shall be transformed as far as possible in such manner as to satisfy the foregoing requirements.

(c) Receiving apparatus must allow of receiving, with the greatest possible amount of protection from disturbance, transmissions made with the wave-lengths specified in the present Regulations, up to 600 metres.

3. Stations serving solely for determining the position of ships (radiophares) must not operate over an area of greater radius than 30 nautical miles.

Article 8.

Independently of the general conditions specified in Article 7, ship stations must also satisfy the following conditions :—

(a) The power transmitted to the radiotelegraphic apparatus, measured at the terminals of the generator of the station, must not under normal circumstances exceed 1 kilowatt.

(b) Subject to the provisions of Article 35, paragraph 2, a power exceeding 1 kilowatt may be used, if the ship is under the necessity of corresponding at a distance of more than 200 nautical miles from the nearest coast station, or if, in consequence of exceptional circumstances, communication cannot be realised except by means of an increase of power.

Article 9.

1. No ship station may be established or worked by private enterprise without a licence issued by the Government to which the ship is subject.

Stations on board ships having their port of register in a colony, possession, or protectorate may be described as being subject to the authority of such colony, possession, or protectorate.

2. Every ship station holding a licence issued by one of the contracting Governments must be regarded by the other Governments as having an installation fulfilling the conditions imposed by the present Regulations.

Les autorités compétentes des pays où le navire fait escale peuvent exiger la production de la licence. A défaut de cette production, ces autorités peuvent s'assurer que les installations radiotélégraphiques du navire satisfont aux conditions imposées par le présent Règlement.

Lorsqu'une administration reconnaît par la pratique qu'une station de bord ne remplit pas ces conditions, elle doit, dans tous les cas, adresser une réclamation à l'administration du pays dont dépend le navire. Il est ensuite procédé, le cas échéant, comme le prescrit l'article 12, paragraphe 2.

Article 10.

1. Le service de la station de bord doit être assuré par un télégraphiste possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend le navire, ou, en cas d'urgence et seulement pour une traversée, par un autre Gouvernement adhérent.

2. Il y a deux classes de certificats :—

Celui de première classe constate la valeur professionnelle du télégraphiste en ce qui concerne :—

- a) Le réglage des appareils et la reconnaissance de leur fonctionnement.
- b) La transmission et la réception auditive à une vitesse qui ne doit pas être inférieure à vingt mots par minute.
- c) La connaissance des règlements applicables à l'échange des communications radiotélégraphiques.

Le certificat de seconde classe peut être délivré à un télégraphiste n'atteignant qu'une vitesse de transmission et de réception de douze et dix-neuf mots par minute, tout en satisfaisant aux autres conditions susmentionnées. Les télégraphistes possesseurs d'un certificat de seconde classe peuvent être admis :—

- a) Sur les navires qui n'emploient la radiotélégraphie que pour leur service propre et pour la correspondance de l'équipage, en particulier sur les bateaux de pêche.
- b) Sur tous les navires, à titre de suppléants, pourvu que ces navires aient à bord au moins un télégraphiste possesseur d'un certificat de première classe. Toutefois, sur les navires classés dans la première catégorie indiqué à l'article 13, le service doit être assuré par au moins deux télégraphistes possesseurs de certificats de première classe.

Dans les stations de bord, les transmissions ne pourront être faites que par un télégraphiste muni d'un certificat de première ou de seconde classe, exception faite des cas d'urgence où il serait impossible de se conformer à cette disposition.

3. En outre, le certificat constate que le Gouvernement a soumis le télégraphiste à l'obligation du secret des correspondances.

4. Le service radiotélégraphique de la station de bord est placé sous l'autorité supérieure du commandant du navire.

Article 11.

Les navires dotés d'installations radiotélégraphiques et classés dans les deux premières catégories indiquées à l'article 13 sont tenus d'avoir des installations radiotélégraphiques de secours dont tous les éléments sont placés dans des conditions de sécurité aussi grandes que possible et à déterminer par le Gouvernement qui délivre la licence. Ces installations de secours doivent disposer d'une source d'énergie qui leur soit propre, pouvoir être mises rapidement en marche, fonctionner pendant six heures au moins et avoir une portée minima de 80 milles nautiques pour les navires de la première catégorie et de 50 milles pour ceux de la deuxième catégorie. Cette installation de secours n'est pas exigée pour les navires dont l'installation normale remplit les conditions du présent article.

Article 12.

1. Si une administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou au Règlement commise dans une des stations qu'elle a autorisées, elle constate les faits et fixe les responsabilités.

The competent authorities of the countries where the ship calls may demand the production of the licence. In default of such production, these authorities may ascertain whether the radiotelegraph installations of the ship satisfy the conditions imposed by the present Regulations.

When an administration has practical evidence that a ship station is not fulfilling these conditions, it must, in every case, address a complaint to the administration of the country to which the ship is subject. From that point onwards the procedure shall be, when necessary, as provided in Article 12, paragraph 2.

Article 10.

1. The service of the ship station must be carried out by a telegraphist holding a certificate issued by the Government to which the ship is subject, or, in an emergency and for one voyage only, by another Government party to the Convention.

2. There shall be two classes of certificates.

The first class certificate shall state the professional qualifications of the operator with regard to—

- (a) The adjustment of the apparatus and knowledge of their working ;
- (b) Transmitting and receiving by ear, at a speed which must not be less than twenty words per minute ;
- (c) Knowledge of the regulations applying to the exchange of radiotelegraphic communications.

The second class certificate may be issued to a telegraphist who only attains to a speed in transmitting and receiving of twelve to nineteen words per minute, but who fulfils the other conditions mentioned above. Telegraphists holding a second class certificate may be allowed :—

- (a) On ships which only use radiotelegraphy for their own service and for the correspondence of the ship's company, in particular on fishing vessels ;
- (b) On all ships, as substitutes, provided that such ships have on board at least *one* operator holding a first class certificate. Nevertheless, on ships placed in the first class indicated in Article 13, the service must be carried out by at least two telegraphists holding first class certificates.

In ships stations, transmissions may only be made by a telegraphist holding a first or second class certificate, an exception being made of cases of emergency, in which it would be impossible to conform to this provision.

3. Further, the certificate shall testify that the Government has placed the telegraphist under the obligation of preserving the secrecy of correspondence.

4. The radiotelegraph service of the ship station shall be placed under the supreme authority of the captain of the ship.

Article 11.

Ships provided with radiotelegraph installations and placed in the first two classes indicated in Article 13 shall be bound to have emergency radiotelegraph installations of which all the parts shall be placed in conditions of the greatest safety possible, such conditions to be determined by the Government which issues the licence. These emergency installations must have at command a source of power of their own, must be capable of being set working speedily, must be able to work for six hours at least, and must have a minimum range of 80 nautical miles in the case of ships in the first class and of 50 miles in the case of those of the second class. This emergency installation shall not be required in the case of ships whose ordinary installation fulfils the conditions of the present article.

Article 12.

1. If an administration has information of a breach of the Convention or of the regulations committed in one of the stations which it has authorised, it shall ascertain the facts and fix the responsibility.

En ce qui concerne les stations de bord, si la responsabilité incombe au télégraphiste, l'administration prend les mesures nécessaires, et, le cas échéant, retire le certificat. S'il est constaté que l'infraction résulte de l'état des appareils ou d'instructions données au télégraphiste, il est procédé de même à l'égard de la licence accordée au navire.

2. Dans le cas d'infractions réitérées à la charge du même navire, si les représentations faites à l'administration dont dépend le navire par une autre administration restent sans effet, celle-ci a la faculté, après en avoir donné avis, d'autoriser ses stations côtières à ne pas accepter les communications provenant du navire en cause. En cas de différend entre les deux administrations, la question est soumise à un jugement arbitral à la demande de l'un des Gouvernements intéressés. La procédure est indiquée à l'article 18 de la Convention.

2. DURÉE DU SERVICE DES STATIONS.

Article 13.

a) Stations côtières.

1. Le service des stations côtières est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans interruptions.

Toutefois certaines stations côtières peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque administration fixe les heures de service.

2. Les stations côtières dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs radiotélégrammes aux navires qui se trouvent dans leur rayon d'action et avant d'avoir reçu de ces navires tous les radiotélégrammes annoncés. Cette disposition est également applicable lorsque des navires signalent leur présence avant la cessation effective du travail.

b) Stations de Bord.

3. Les stations de bord sont classées en trois catégories :—

- 1) Stations ayant un service permanent.
- 2) Stations ayant un service de durée limitée.
- 3) Stations n'ayant pas de vacations déterminées.

Pendant la navigation, doivent rester en permanence sur écoute : (1) les stations de la première catégorie ; (2) celles de la deuxième catégorie, durant les heures d'ouverture du service ; en dehors de ces heures, ces dernières stations doivent rester sur écoute les dix premières minutes de chaque heure. Les stations de la troisième catégorie ne sont astreintes à aucun service régulier d'écoute.

Il appartient aux Gouvernements qui délivrent les licences spécifiées par l'article 9 de fixer la catégorie dans laquelle est classé le navire au point de vue de ses obligations en matière d'écoute. Mention de cette classification est faite dans la licence.

3. RÉDACTION ET DÉPÔT DES RADIOTÉLÉGRAMMES.

Article 14.

1. Les radiotélégrammes portent, comme premier mot du préambule, la mention de service "radio."

2. Dans la transmission de radiotélégrammes originaires d'un navire en mer, la date et l'heure du dépôt à la station de bord sont indiquées dans le préambule.

3. A la réexpédition sur le réseau télégraphique, la station côtière inscrit comme indication du bureau d'origine, le nom du navire d'origine tel qu'il figure à la nomenclature, et aussi, le cas échéant, celui du dernier navire qui a servi d'intermédiaire. Ces indications sont suivies du nom de la station côtière.

In the case of ship stations, if the responsibility rests on the operator, the administration shall take the necessary steps, and, if necessary, shall withdraw the certificate. If it is shown that the breach was due to the condition of the apparatus or to instructions given to the telegraphist, the same procedure shall be followed in respect of the licence issued to the ship.

2. In the event of repeated breaches by the same ship, if the representations made to the administration to which the ship is subject, by another administration, remain without effect, the latter shall have the right, after notice given, of authorising its coast stations not to accept communications coming from the ship in question. In case of a difference between the two administrations, the question shall be submitted to arbitration on the request of one of the Governments concerned. The procedure is indicated in Article 18 of the Convention.

2. HOURS OF SERVICE OF STATIONS.

Article 13.

(a) Coast Stations.

1. The service of coast stations shall be, as far as possible, permanent, day and night, without interruptions.

Nevertheless certain coast stations may have a service of limited duration. Each administration shall fix the hours of service.

2. Coast stations whose service is not permanent may not close before having transmitted all their radiotelegrams to the ships which are within their radius of action nor before having received from such ships all the radiotelegrams of which notice has been given. This provision shall also apply when ships notify their presence before work has actually ceased.

(b) Ship Stations.

3. Ship stations shall be placed in three classes :—

- (1) Stations always open.
- (2) Stations having limited working hours.
- (3) Stations having no fixed working hours.

During navigation the following must remain permanently on the watch : (1) ships of the first class ; (2) those of the second class, during the hours that they are open for service ; out of these hours, the latter stations must remain on the watch for the first ten minutes of each hour. The stations of the third class are not bound to perform any regular " listening " service.

It shall fall to the Governments which issue the licences specified in Article 9 to fix the class in which the ship is to be placed in respect of its obligations in the matter of keeping watch. This classification shall be mentioned in the licence.

3. DRAWING UP AND HANDING IN OF RADIOTELEGRAMS.

Article 14.

1. Radiotelegrams shall bear, as the first word of the preamble, the service instruction " radio."

2. In the transmission of radiotelegrams coming from a ship at sea, the date and the hour of handing in at the ship station shall be indicated in the preamble.

3. On forwarding over the telegraph system, the coast station shall insert, as the indication of the office of origin, the name of the ship of origin as it appears in the Nomenclature, and also, when the case arises, that of the last ship which served as an intermediary. These particulars shall be followed by the name of the coast station.

Article 15.

1. L'adresse des radiotélégrammes destinés aux navires doit être aussi complète que possible. Elle est obligatoirement libellée comme suit :—

- a) Nom ou qualité du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu.
- b) Nom du navire, tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature.
- c) Nom de la station côtière, tel qu'il figure à la Nomenclature.

Toutefois, le nom du navire peut être remplacé, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par ce navire et déterminé par les noms des ports d'origine et de destination ou par toute autre mention équivalente.

2. Dans l'adresse, le nom du navire, tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature est, dans tous les cas et indépendamment de sa longueur, compté pour un mot.

3. Les radiotélégrammes rédigés à l'aide du Code international de Signaux sont transmis à destination sans être traduits.

4. TAXATION.

Article 16.

1. La taxe côtière et la taxe de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sur la base d'une rémunération équitable du travail radiotélégraphique, avec application facultative d'un minimum de taxe par radiotélégramme.

La taxe côtière ne peut dépasser 60 centimes par mot, et celle de bord 40 centimes par mot. Toutefois, chacune des administrations a la faculté d'autoriser des taxes côtières et de bord supérieures à ces maxima dans le cas de stations d'une portée dépassant 400 milles nautiques, ou de stations exceptionnellement onéreuses en raison des conditions matérielles de leur installation et de leur exploitation.

Le minimum facultatif de taxe par radiotélégramme ne peut être supérieur à la taxe côtière ou de bord d'un radiotélégramme de dix mots.

2. En ce qui concerne les radiotélégrammes originaires ou à destination d'un pays et échangés directement avec les stations côtières de ce pays, la taxe applicable à la transmission sur les lignes télégraphiques ne doit pas dépasser, en moyenne, celle du régime intérieur de ce pays.

Cette taxe est calculée par mot pur et simple, avec un minimum facultatif de perception ne dépassant pas la taxe afférente à dix mots. Elle est notifiée en francs par l'administration du pays dont relève la station côtière.

Pour les pays du régime européen, à l'exception de la Russie et de la Turquie, il n'y a qu'une taxe unique pour le territoire de chaque pays.

Article 17.

1. Lorsqu'un radiotélégramme originaire d'un navire et à destination de la terre ferme, transite par une ou deux stations de bord, la taxe comprend, outre celles du bord d'origine, de la station côtière et des lignes télégraphiques, la taxe de bord de chacun des navires ayant participé à la transmission.

2. L'expéditeur d'un radiotélégramme originaire de la terre ferme, et destiné à un navire, peut demander que son message soit transmis par l'intermédiaire d'une ou de deux stations de bord ; il dépose à cet effet le montant des taxes radiotélégraphiques et télégraphiques, et en outre, à titre d'arrhes, une somme à fixer par le bureau d'origine en vue du paiement aux stations de bord intermédiaires des taxes de transit fixées au § 1 ; il doit encore verser, à son choix, la taxe d'un télégramme de cinq mots ou le prix d'affranchissement d'une lettre à expédier par la station côtière au bureau d'origine pour donner les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes déposées.

Article 15.

1. The address of radiotelegrams intended for ships must be as complete as possible. It shall be compulsorily drawn up as follows :—

- (a) Name or title of the addressee, with supplementary particulars, if necessary.
- (b) Name of the ship, as it appears in the first column of the Nomenclature.
- (c) Name of the coast station, as it appears in the Nomenclature.

Nevertheless, the name of the ship may be replaced, at the risks and perils of the sender, by the particulars of the voyage taken by such ship and determined by the names of the ports of origin and destination, or by any other equivalent particulars.

2. In the address the name of the ship, as it appears in the first column of the Nomenclature, shall be counted in every case, and independently of its length, as one word.

3. Radiotelegrams drawn up by means of the International Signal Code shall be forwarded to their destination without being decoded.

4. CHARGES.

Article 16.

1. The coast charge and the ship charge shall be fixed in accordance with the tariff per word pure and simple on the basis of a fair remuneration for radiotelegraphic work, with optional application of a minimum charge per radiotelegram.

The coast charge may not exceed 60 centimes per word, nor the ship charge 40 centimes per word. Nevertheless each administration shall have the right to authorise coast and ship charges higher than these maxima in the case of stations having a range of more than 400 nautical miles, or of stations exceptionally onerous on account of the material conditions of their installation or working.

The optional minimum charge per radiotelegram may not exceed the coast or ship charge for a radiotelegram of ten words.

2. In the case of radiotelegrams originating from or intended for a country, and exchanged directly with the coast stations of that country, the charge applying to the transmission over the lines of the telegraph system must not exceed, on the average, that of the inland rate of that country.

This charge shall be reckoned per word pure and simple, with an optional minimum charge not exceeding the charge for ten words. It shall be notified in francs by the administration of the country to which the coast station is subject.

In the case of countries in the European system, with the exception of Russia and Turkey, there shall only be a single charge for the territory of each country.

Article 17.

1. When a radiotelegram originating from a ship and intended for *terra firma* passes through one or two ship stations, the charge shall include, in addition to those of the ship of origin, the coast station, and the telegraph system, the ship charge of each of the ships taking part in the transmission.

2. The sender of a radiotelegram originating from *terra firma* and intended for a ship may require that his message be transmitted by way of one or two ship stations ; he shall deposit for this purpose the amount of the radiotelegraphic and telegraphic charges, and besides, as a desposit, a sum to be fixed by the office of origin with a view to the payment to the intermediate ship stations, of the transit charges fixed in paragraph 1 ; he must further pay, as he may choose, either the charge for a telegram of five words or the cost of postage of a letter to be sent by the coast station to the office of origin giving the information necessary for the liquidation of the sum deposited.

Le radiotélégramme est alors accepté aux risques et périls de l'expéditeur ; il porte avant l'adresse l'indication éventuelle taxée : " x retransmissions télégraphe " ou " x retransmissions lettre " (x représentant le nombre des retransmissions demandées par l'expéditeur), selon que l'expéditeur désire que les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes soient fournis par télégraphe ou par lettre.

3. La taxe des radiotélégrammes originaires d'un navire, à destination d'un autre navire, et acheminés par l'intermédiaire d'une ou de deux stations côtières, comprend :

Les taxes de bord des deux navires, la taxe de la station côtière ou des deux stations côtières, selon le cas, et éventuellement la taxe télégraphique applicable au parcours entre les deux stations côtières.

4. La taxe des radiotélégrammes échangés entre les navires en dehors de l'intervention d'une station côtière comprend les taxes de bord des navires d'origine et de destination augmentées des taxes de bord des stations intermédiaires.

5. Les taxes côtière et de bord dues aux stations de transit sont les mêmes que celles fixées pour ces stations lorsque ces dernières sont stations d'origine ou de destination. Dans tous les cas, elles ne sont perçues qu'une fois.

6. Pour toute station côtière intermédiaire, la taxe à percevoir pour le service de transit est la plus élevée des taxes côtières afférentes à l'échange direct avec les deux navires en cause.

Article 18.

Le pays sur le territoire duquel est établie une station côtière servant d'intermédiaire pour l'échange de radiotélégrammes entre une station de bord et un autre pays est considéré, en ce qui concerne l'application des taxes télégraphiques, comme pays de provenance ou de destination de ces radiotélégrammes et non comme pays de transit.

5. PERCEPTION DES TAXES.

Article 19.

1. La taxe totale des radiotélégrammes est perçue sur l'expéditeur à l'exception (1) des frais d'express (article 58, paragraphe 1, du Règlement télégraphique) ; (2) des taxes applicables aux réunions ou altérations de mots non admises, constatées par le bureau ou la station de destination (article 19, paragraphe 9, du Règlement télégraphique), ces taxes étant perçues sur le destinataire.

Les stations de bord doivent posséder à cet effet les tarifs utiles. Elles ont, toutefois, la faculté de se renseigner auprès des stations côtières au sujet de la taxation de radiotélégrammes pour lesquelles elles ne possèdent pas toutes les données nécessaires.

2. Le compte des mots du bureau d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes à destination de navires et celui de la station de bord d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes originaires de navires, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le radiotélégramme est rédigé totalement ou partiellement, soit dans une des langues du pays de destination, en cas de radiotélégrammes originaires de navires, soit dans une des langues du pays dont dépend le navire, s'il s'agit de radiotélégrammes à destination de navires, et que le radiotélégramme contient des réunions ou des altérations de mots contraires à l'usage de cette langue, le bureau ou la station de bord de destination suivant le cas, a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe non perçue. En cas de refus de paiement, le radiotélégramme peut être arrêté.

6. TRANSMISSION DES RADIOTÉLÉGRAMMES.

a) Signaux de Transmission.

Article 20.

Les signaux employés sont ceux du Code Morse international.

The radiotelegram shall then be accepted at the risks and perils of the sender; it shall bear before the address the paid additional particulars: "x retransmissions télégraphe" or "x retransmissions lettre" (x representing the number of retransmissions required by the sender) accordingly as the sender desires that the information necessary for the liquidation of the deposit be furnished by telegram or by letter.

3. The charge for radiotelegrams originating from a ship intended for another ship, and sent by way of one or two intermediate coast stations, shall include:—

The ship charges of both ships, the charge of the coast station or the two coast stations, as the case may be, and when necessary the telegraph charge appropriate to the transit between the two coast stations.

4. The charge for radiotelegrams exchanged between ships without the aid of a coast station includes the ship charges of the ship of origin and of the ship of destination, with the ship charges of the intermediate stations added thereto.

5. The coast and ship charges due to the stations of transit shall be the same as those fixed for such stations when these are stations of origin and destination. In no case shall they be collected more than once.

6. In the case of any intermediate coast station the charge to be collected for the transit service shall be the highest of the coast charges appertaining to the direct exchange with the two ships in question.

Article 18.

The country in whose territory is established a coast station acting as intermediary for the exchange of radiotelegrams between a ship station and another country shall be regarded, for the purpose of applying telegraphic charges, as the country of origin or of destination of such radiotelegrams and not as the country of transit.

5. COLLECTION OF CHARGES.

Article 19.

1. The total charge for radiotelegrams shall be collected from the sender, with the exception—1st, of the cost of express delivery (article 58, paragraph 1, of the Telegraph Regulations); 2nd, of the charges applying to inadmissible joinings or alterations of words, noted by the office or station of destination (article 19, paragraph 9, of the Telegraph Regulations), these charges being collected from the addressee.

Ship stations must possess the necessary tariffs for this purpose. They shall have, however, the right to obtain information from coast stations with regard to charges for radiotelegrams for which they do not possess all the necessary information.

2. The counting of words by the office of origin shall be decisive in the case of radiotelegrams addressed to ships, and that of the ship station of origin shall be decisive in the case of radiotelegrams originating in ships, both for the purpose of transmission and for that of the international accounts. Nevertheless, when the radiotelegram is worded wholly or in part either in one of the languages of the country of destination, in the case of radiotelegrams originating in ships, or in one of the languages of the country to which the ship belongs, in the case of radiotelegrams addressed to ships, and when the radiotelegram contains joinings or alterations of words contrary to the common use of that language, the office or ship station of destination, as the case may be, shall have the right to recover from the addressee the amount of the charge not collected. In the case of a refusal to pay the radiotelegram may be withheld.

6. TRANSMISSION OF RADIOTELEGRAMS.

(a) *Signals of Transmission.*

Article 20.

The signals employed shall be those of the International Morse Code.

Article 21.

Les navires en détresse font usage du signal suivant :

• • • — — — • • •

répété à de courts intervalles, suivi des indications nécessaires.

Dès qu'une station perçoit le signal de détresse, elle doit suspendre toute correspondance et ne la reprendre qu'après avoir acquis la certitude que la communication motivée par l'appel de secours est terminée.

Les stations qui perçoivent un appel de détresse doivent se conformer aux indications données par le navire qui fait l'appel, en ce qui concerne l'ordre des communications ou leur cessation.

Dans le cas où à la fin de la série des appels de secours est ajouté l'indicatif d'appel d'une station déterminée, la réponse à l'appel n'appartient qu'à cette dernière station, à moins que celle-ci ne réponde pas. A défaut de l'indication d'une station déterminée dans l'appel de secours, chaque station qui perçoit cet appel est tenue d'y répondre.

Article 22.

Pour donner ou demander des renseignements concernant le service radiotélégraphique, les stations doivent faire usage des signaux contenus dans la liste annexée au présent Règlement.

*b) Ordre de Transmission.**Article 23.*

Entre deux stations, les radiotélégrammes de même rang sont transmis isolément dans l'ordre alternatif ou par séries de plusieurs radiotélégrammes suivant l'indication de la station côtière à la condition que la durée de la transmission de chaque série ne dépasse pas quinze minutes.

*c) Appel des Stations et Transmission des Radiotélégrammes.**Article 24.*

1. En règle générale, c'est la station de bord qui appelle la station côtière, qu'elle ait ou non à transmettre des radiotélégrammes.

2. Dans les eaux où le trafic radiotélégraphique est intense (La Manche, &c.), l'appel d'un navire à une station côtière ne peut, en règle générale, s'effectuer que si cette dernière se trouve dans la portée normale de la station de bord et lorsque celle-ci arrive à une distance inférieure à 75 pour cent. de la portée normale de la station côtière.

3. Avant de procéder à un appel, la station côtière ou la station de bord doit régler le plus sensiblement possible son système récepteur et s'assurer qu'aucune autre communication ne s'effectue dans son rayon d'action ; s'il est en autrement, elle attend la première suspension, à moins qu'elle ne reconnaisse que son appel n'est pas susceptible de troubler les communications en cours. Il en est de même dans le cas où elle veut répondre à un appel.

4. Pour l'appel, toute station fait emploi de l'onde normale de la station à appeler.

5. Si, malgré ces précautions, une transmission radiotélégraphique est entravée, l'appel doit cesser à la première demande d'une station côtière ouverte à la correspondance publique. Cette station doit alors indiquer la durée approximative de l'attente.

6. La station de bord doit faire connaître à chaque station côtière à laquelle elle a signalé sa présence le moment où elle se propose de cesser ses opérations ainsi que la durée probable de l'interruption.

Article 25.

1. L'appel comporte le signal — • — • —, l'indicatif de la station appelée émis trois fois, et le mot " de " suivi de l'indicatif de la station expéditrice, émis trois fois.

2. La station appelée répond en donnant le signal — • — • —, suivi de l'indicatif, émis trois fois, de la station correspondante, du mot " de," de son propre indicatif et du signal — • —

Article 21.

Ships in distress shall make use of the following signal :—

• • • — — — • • •

repeated at short intervals, followed by the necessary particulars.

As soon as a station hears the signal of distress, it must suspend all correspondence, and must not resume the same until after it has made sure that the communication consequent upon the call for help is finished.

The stations which hear a call of distress must act according to the indications given by the ship which makes the call, with regard to the order of messages or their cessation.

When, at the end of a series of distress calls, there is added the call-signal of a particular station, the reply to the call is proper to that station only, unless that station does not reply. Failing the indication of a particular station in the call for help, every station that hears the call shall be bound to reply thereto.

Article 22.

For the purpose of giving or asking information concerning the radiotelegraph service, stations must make use of the signals contained in the list appended to the present Regulations.

(b) Order of Transmission.

Article 23.

Between two stations, radiotelegrams of the same class shall be transmitted singly in alternate order or by series of several radiotelegrams, according to the instructions given by the coast station, on condition that the duration of the transmission of each series do not exceed 15 minutes.

(c) Calling of Stations and Transmission of Radiotelegrams.

Article 24.

1. As a general rule, it shall be the ship station that calls the coast station, whether it has radiotelegrams to transmit or not.

2. In waters where the radiotelegraphic traffic is congested (the Channel, &c.), the call of a ship to a coast station may not, as a general rule, be made unless the latter is within the normal range of the ship station, and the ship station has approached to a distance less than 75 per cent. of the normal range of the coast station.

3. Before proceeding to make a call, the coast station or the ship station must adjust its receiving system to the highest possible degree of sensitiveness, and must make sure that no other communication is being made within its radius of action; if it is otherwise, it shall await the first break, unless it finds that its call is not likely to disturb the communications in progress. The same applies when the station wishes to answer a call.

4. For making a call, every station shall use the normal wave of the station to be called.

5. If, in spite of these precautions, a radiotelegraphic transmission be impeded, the call must cease on the first request made by a coast station open to public correspondence. This station must then indicate the approximate duration of the wait.

6. The ship station must make known to each coast station to which it has notified its presence the time at which it proposes to cease its operations, and also the probable duration of the interruption.

Article 25.

1. The call comprises the signal — • — • —, the call-signal of the station called, sent three times, and the word "de" followed by the call-signal of the sending station, sent three times.

2. The station called shall reply by giving the signal — • — • —, followed by the call-signal, sent three times, of the calling station, by the word "de," its own call-signal, and the signal — • —

3. Les stations qui désirent entrer en communication avec des navires, sans cependant connaître les noms de ceux qui se trouvent dans leur rayon d'action peuvent employer le signal — • — • — • — (signal de recherche). Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont également applicables à la transmission du signal de recherche et à la réponse à ce signal.

Article 26.

Si une station appelée ne répond pas à la suite de l'appel (article 25) émis trois fois à des intervalles de deux minutes, l'appel ne peut être repris qu'après un intervalle de quinze minutes, la station faisant l'appel s'étant d'abord assurée du fait qu'aucune communication radiotélégraphique n'est en cours.

Article 27.

Toute station qui doit effectuer une transmission nécessitant l'emploi d'une grande puissance émet d'abord trois fois le signal d'avertissement — — • • — —, avec la puissance minimum nécessaire pour atteindre les stations voisines. Elle ne commence ensuite à transmettre avec la grande puissance que trente secondes après l'envoi du signal d'avertissement.

Article 28.

1. Aussitôt que la station côtière a répondu la station de bord lui fournit les renseignements qui suivent si elle a des messages à lui transmettre ; ces renseignements sont également donnés lorsque la station côtière en fait la demande :—

- a) La distance approximative, en milles nautiques, du navire à la station côtière ;
- b) La position du navire indiquée sous une forme concise et adaptée aux circonstances respectives ;
- c) Le prochain port auquel touchera le navire ;
- d) Le nombre de radiotélégrammes, s'ils sont de longueur normale, ou le nombre de mots, si les messages ont une longueur exceptionnelle.

La vitesse du navire en milles nautiques est indiquée spécialement à la demande expresse de la station côtière.

2. La station côtière répond en indiquant, comme il est dit au § 1, soit le nombre de télégrammes, soit le nombre de mots à transmettre au navire, ainsi que l'ordre de transmission.

3. Si la transmission ne peut avoir lieu immédiatement, la station côtière fait connaître à la station de bord la durée approximative de l'attente.

4. Si une station de bord appelée ne peut momentanément recevoir, elle informe la station appelante de la durée approximative de l'attente.

5. Dans les échanges entre deux stations de bord, il appartient à la station appelée de fixer l'ordre de transmission.

Article 29.

Lorsqu'une station côtière est saisie d'appels provenant de plusieurs stations de bord, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations seront admises à échanger leurs correspondances.

Pour régler cet ordre, la station côtière s'inspire uniquement de la nécessité de permettre à toute station intéressée d'échanger le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

Article 30.

Avant de commencer l'échange de la correspondance, la station côtière fait connaître à la station de bord si la transmission doit s'effectuer dans l'ordre alternatif ou par séries (article 23) ; elle commence ensuite la transmission ou fait suivre ces indications du signal — • —

Article 31.

La transmission d'un radiotélégramme est précédée du signal — • — • — et terminée par le signal • — • — • suivi de l'indicatif de la station expéditrice et du signal — • —

Dans le cas d'une série de radiotélégrammes, l'indicatif de la station expéditrice et le signal — • — ne sont donnés qu'à la fin de la série.

3. Stations which wish to enter into communication with ships, without, however, knowing the names of those ships which are within their radius of action, may use the signal — • — • — • — (signal of enquiry). The provisions of paragraphs 1 and 2 are also applicable to the transmission of the signal of enquiry and to the reply to that signal.

Article 26.

If a station when called does not apply when the call (Article 25) has been sent three times at intervals of two minutes, the call may not be resumed until after an interval of fifteen minutes, the station making the call first making sure of the fact that no radiotelegraphic communication is in progress.

Article 27.

Every station which has to make a transmission necessitating the use of high power shall first send out three times the warning signal — — • • — —, with the minimum of power necessary to reach the neighbouring stations. It shall not then begin to transmit with the high power until thirty seconds after sending the warning signal.

Article 28.

1. As soon as the coast station has replied, the ship station shall furnish it with the following information if it has messages to transmit to it; this information shall also be given when the coast station asks for it:—

- (a) The approximate distance, in nautical miles, of the vessel from the coast station;
- (b) The position of the ship given in a concise form, and adapted to the circumstances of the individual case;
- (c) The next port at which the ship will touch;
- (d) The number of radiotelegrams, if they are of normal length, or the number of words if the messages are of exceptional length.

The speed of the ship in nautical miles shall be given specially at the express request of the coast station.

2. The coast station shall reply giving, as provided in paragraph 1, either the number of telegrams or the number of words to be transmitted to the ship, and also the order of transmission.

3. If transmission cannot take place immediately, the coast station shall inform the ship station of the approximate length of the wait.

4. If a ship station when called cannot receive for the moment, it shall inform the calling station of the approximate length of the wait.

5. In the case of exchanges between two ship stations, it shall rest with the station called to fix the order of transmission.

Article 29.

When a coast station is called by several ship stations, it shall decide the order in which these stations shall be allowed to exchange their messages.

In the regulation of this order, the coast station shall be guided solely by the necessity for allowing every station concerned to exchange the greatest possible number of radiotelegrams.

Article 30.

Before beginning to exchange correspondence the coast station shall inform the ship station whether the transmission is to be made in alternate order or by series (Article 23); it shall then begin to transmit, or shall follow up these instructions, by the signal — • —

Article 31.

The transmission of a radiotelegram shall be preceded by the signal — • — • — and ended by the signal • — • — • followed by the call-signal of the sending station and by the signal — • —

In the case of a series of radiotelegrams, the call-letter of the sending station and the signal — • — shall only be given at the end of the series.

Article 32.

Lorsque le radiotélégramme à transmettre contient plus de quarante mots, la station expéditrice interrompt la transmission par le signal • • — — • • après chaque série de vingt mots environ, et elle ne reprend la transmission qu'après avoir obtenu de la station correspondante la répétition du dernier mot bien reçu, suivi dudit signal, ou, si la réception est bonne, le signal — • —

Dans le cas de transmission par séries, l'accusé de réception est donné après chaque radiotélégramme.

Les stations côtières occupées à transmettre de longs radiotélégrammes doivent suspendre la transmission à la fin de chaque période de quinze minutes, et rester silencieuses pendant une durée de trois minutes avant de continuer la transmission.

Les stations côtières et de bord qui travaillent dans les conditions prévues à l'article 35, paragraphe 2, doivent suspendre le travail à la fin de chaque période de quinze minutes et faire l'écoute sur la longueur d'onde de 600 mètres pendant une durée de trois minutes avant de continuer la transmission.

Article 33.

1. Lorsque les signaux deviennent douteux, il importe d'avoir recours à toutes les ressources possibles pour l'achèvement de la transmission. A cet effet, le radiotélégramme est transmis trois fois au plus, à la demande de la station réceptrice. Si malgré cette triple transmission, les signaux sont toujours illisibles, le radiotélégramme est annulé.

Si l'accusé de réception n'est pas reçu, la station transmettrice appelle de nouveau la station correspondante. Lorsqu'aucune réponse n'est faite après trois appels, la transmission n'est pas poursuivie. Dans ce cas, la station transmettrice a la faculté d'obtenir l'accusé de réception par l'intermédiaire d'une autre station radiotélégraphique, en utilisant, le cas échéant, les lignes du réseau télégraphique.

2. Si la station réceptrice juge que, malgré une réception défectueuse, le radiotélégramme peut être remis, elle inscrit à la fin du préambule la mention de service : " Réception douteuse " et donne cours au radiotélégramme. Dans ce cas, l'administration dont relève la station côtière réclame les taxes, conformément à l'article 42 du présent Règlement. Toutefois, si la station de bord transmet ultérieurement le radiotélégramme à une autre station côtière de la même administration, celle-ci ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission.

*d) Accusé de Réception et Fin du Travail.**Article 34.*

1. L'accusé de réception se donne dans la forme prescrite par le Règlement Télégraphique International ; il est précédé de l'indicatif de la station transmettrice et suivi de l'indicatif de la station réceptrice.

2. La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles au moyen du signal • • • — • — suivi de son propre indicatif.

*e) Direction à donner aux Radiotélégrammes.**Article 35.*

1. En principe, la station de bord transmet ses radiotélégrammes à la station côtière la plus rapprochée.

Cependant si la station de bord peut choisir entre plusieurs stations côtières se trouvant à distances égales ou à peu près égales, elle donne la préférence à celle qui est établie sur le territoire du pays de destination ou de transit normal de ses radiotélégrammes.

2. Toutefois, un expéditeur à bord d'un navire a le droit d'indiquer la station côtière par laquelle il désire que son radiotélégramme soit expédié. La station de bord attend alors jusqu'à ce que cette station côtière soit la plus rapprochée.

Article 32.

When the radiotelegram to be transmitted contains more than forty words the sending station shall interrupt the transmission by the signal • • — — • • after each series of twenty words or thereabouts, and it shall not resume the transmission until after having obtained from the station in correspondence the repetition of the last word clearly received, followed by the said signal, or, if the reception is clear, the signal — • —

In the case of transmission in series, the acknowledgment of receipt shall be given after each radiotelegram.

Coast stations engaged in transmitting long radiotelegrams must suspend transmission at the end of each period of fifteen minutes, and must remain silent during a period of three minutes before continuing transmission.

Coast and ship stations which work in the conditions laid down in Article 35, paragraph 2, must suspend work at the end of each period of fifteen minutes, and keep watch on the wavelength of 600 metres during a period of three minutes before continuing transmission.

Article 33.

1. When the signals become doubtful all possible resources must be drawn upon to accomplish transmission. To this end the radiotelegram shall be transmitted three times at most, at the request of the receiving station. If in spite of this triple transmission the signals are still unintelligible, the radiotelegram shall be cancelled.

If the acknowledgment of receipt does not come to hand, the sending station shall again call the station with which it is in correspondence. When no reply is made after three calls the transmission shall not be persevered with. In such case, the sending station shall have the right to obtain the acknowledgment of receipt through the medium of another radiotelegraph station, using, when necessary, the lines of the telegraph system.

2. If the receiving station considers that, in spite of defective receiving, the radiotelegram can be delivered, it shall insert at the end of the preamble the service advice: "Réception douteuse," and shall forward the radiotelegram. In such case, the Administration to which the coast station is subject shall claim the charges, in conformity with Article 42 of the present Regulations. Nevertheless if the ship station later on transmits the radiotelegram to another coast station of the same Administration, the latter can only claim the charges appertaining to a single transmission.

(d) Acknowledgment of Receipt and end of Work.

Article 34.

1. The acknowledgment of receipt shall be given in the form prescribed by the [International Telegraph Regulations; it shall be preceded by the call-signal of the sending station and followed by the call-signal of the receiving station.

2. The end of the work between two stations shall be indicated by each one of them by means of the signal • • • — • — followed by its own call-signal.

(e) Route to be taken by Radiotelegrams.

Article 35.

1. As a general principle, the ship station shall transmit its radiotelegrams to the nearest coast station.

However, if the ship station has the choice between several coast stations at equal or nearly equal distances, it shall give the preference to that which is established on the territory of the country of destination or of normal transit of its radiotelegrams.

2. Nevertheless, a sender on board a ship shall have the right to indicate the coast station by which he wishes his radiotelegram to be forwarded. The ship station shall then wait until this coast station is the nearest.

Exceptionnellement la transmission peut s'effectuer à une station côtière plus éloignée, pourvu que :

- a) Le radiotélégramme soit destiné au pays où est située cette station côtière et émane d'un navire dépendant de ce pays ;
- b) Pour les appels et la transmission, les deux stations utilisent une longueur d'onde de 1,800 mètres ;
- c) La transmission par cette longueur d'onde ne trouble pas une transmission effectuée, au moyen de la même longueur d'onde, par une station côtière plus rapprochée ;
- d) La station de bord se trouve à une distance de plus de 50 milles nautiques de toute station côtière indiquée dans la Nomenclature. La distance de 50 milles peut être réduite à 25 milles sous la réserve que la puissance maxima aux bornes de la génératrice n'excède pas 5 kilowatts et que les stations de bord soient établies en conformité des articles 7 et 8. Cette réduction de distance n'est pas applicable dans les mers, baies ou golfes dont les rives appartiennent à un seul pays et dont l'ouverture sur la haute mer a moins de 100 milles.

7. REMISE DES RADIOTÉLÉGRAMMES À DESTINATION.

Article 36.

Lorsque pour une cause quelconque un radiotélégramme provenant d'un navire en mer et destiné à la terre ferme ne peut être remis au destinataire, il est émis un avis de non-remise. Cet avis est transmis à la station côtière qui a reçu le radiotélégramme primitif. Cette dernière, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis au navire, s'il est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

Lorsqu'un radiotélégramme parvenu à une station de bord ne peut être remis, cette station en fait part au bureau ou à la station de bord d'origine par avis de service. Dans le cas des radiotélégrammes émanant de la terre ferme, cet avis est transmis, autant que possible, à la station côtière par laquelle a transité le radiotélégramme, ou, le cas échéant, à une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

Article 37.

Si le navire auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du huitième jour suivant, cette station côtière en donne avis au bureau d'origine, qui en informe l'expéditeur.

Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station côtière, que son radiotélégramme soit retenu pendant une nouvelle période de neuf jours pour être transmis au navire et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du neuvième jour (jour de dépôt non compris).

Cependant si la station côtière a la certitude que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'elle ait pu lui transmettre le radiotélégramme, elle en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise sans retard l'expéditeur de l'annulation du message. Toutefois, l'expéditeur peut, par avis de service taxé, demander à la station côtière de transmettre le radiotélégramme au plus prochain passage du navire.

8. RADIOTÉLÉGRAMMES SPÉCIAUX.

Article 38.

Sont seuls admis :—

1. *Les Radiotélégrammes avec Réponse payée.*—Ces radiotélégrammes portent, avec l'adresse, l'indication " Réponse payée " ou " RP " complétée par la mention du montant payé d'avance pour la réponse, soit : " Réponse payée fr. x, " ou " RP fr. x " ;

Exceptionally, transmission may be made to a more distant coast station, provided—

- (a) That the radiotelegram is intended for the country in which such coast station is situated, and that it comes from a ship subject to that country ;
- (b) That for calls and transmission both stations use a wave-length of 1,800 metres ;
- (c) That transmission by this wave-length does not disturb any transmission made, by means of the same wave-length, by a nearer coast station ;
- (d) That the ship station is more than 50 nautical miles distant from any coast station shown in the Nomenclature. The distance of 50 miles may be reduced to 25 miles subject to the reservation that the maximum power at the terminals of the generator do not exceed 5 kilowatts, and that the ship stations be established in conformity with Articles 7 and 8. This reduction of distance shall not apply in the seas, bays or gulfs of which the shores belong to one country only, and of which the opening to the high sea is less than 100 miles wide.

7. DELIVERY OF RADIOTELEGRAMS.

Article 36.

When for any cause whatsoever a radiotelegram coming from a ship at sea and intended for *terra firma* cannot be delivered to the addressee, an advice of non-delivery shall be sent out. This advice shall be transmitted to the coast station which received the original radiotelegram. The latter, after verifying the address, shall forward the advice to the ship, if possible, and, if need be, by way of another coast station of the same country or of a neighbouring country.

When a radiotelegram, having arrived at a ship station, cannot be delivered, that station shall inform the office or ship station of origin by means of a service advice. In the case of radiotelegrams coming from *terra firma* this advice shall be transmitted, whenever possible, to the coast station by way of which the radiotelegram passed, or, if necessary, to another coast station of the same country or of a neighbouring country.

Article 37.

If the ship to which a radiotelegram is addressed has not notified its presence to the coast station within the time specified by the sender, or, in the absence of such specification, up to the morning of the eighth day following, such coast station shall give notice of the fact to the office of origin, which shall inform the sender of the same.

This latter shall have the option of requiring by paid service advice, telegraphic or postal, addressed to the coast station, that his radiotelegram be kept for a fresh period of nine days, for transmission to the ship, and so on. In the absence of such request, the radiotelegram shall be returned as undelivered at the end of the ninth day (the day of handing in not to be included).

However, if the coast station is sure that the ship has left its radius of action before the station could have transmitted the radiotelegram to it, such station shall immediately inform the office of origin, which shall without delay advise the sender of the cancellation of the message. Nevertheless, the sender may, by paid service advice, request the coast station to transmit the radiotelegram when the ship next passes.

8. SPECIAL RADIOTELEGRAMS.

Article 38.

The following only shall be allowed :—

1. *Reply-paid Radiotelegrams.*—These radiotelegrams shall bear, before the address the indication “ Réponse payée ” or “ RP ” completed by the mention of the amount paid in advance for the reply, for example, “ Réponse payée fr. x ” or “ RP fr. x. ”

Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un radiotélégramme à une destination quelconque à partir de la station de bord qui a émis ce bon.

2. *Les Radiotélégrammes avec Collationnement ;*

3. *Les Radiotélégrammes à remettre par Exprès.*—Mais seulement dans les cas où le montant des frais d'express est perçu sur le destinataire. Les pays qui ne peuvent adopter ces radiotélégrammes doivent en faire la déclaration au Bureau international. Les radiotélégrammes à remettre par express avec frais perçus sur l'expéditeur peuvent être admis lorsqu'ils sont destinés au pays sur le territoire duquel se trouve la station côtière correspondante.

4. *Les Radiotélégrammes à remettre par Poste ;*

5. *Les Radiotélégrammes multiples ;*

6. *Les Radiotélégrammes avec Accusé de Réception.*—Mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station côtière a transmis à la station de bord le télégramme adressé à cette dernière ;

7. *Les Avis de Service taxés.*—Sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement. Toutefois, tous les avis de service taxés sont admis sur le parcours des lignes télégraphiques ;

8. *Les Radiotélégrammes urgents.*—Mais seulement sur le parcours des lignes télégraphiques et sous réserve de l'application du Règlement Télégraphique International.

Article 39.

Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à un navire, ou par un navire à un autre navire, en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire réceptionnaire.

Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique.

L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit :—

1. Indication taxée " poste " suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste ;

2. Nom et adresse complète du destinataire ;

3. Nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste ;

4. Le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple : Poste Buenosaires Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Lizard.

La taxe comprend outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques une somme de 25 centimes pour l'affranchissement postal du radiotélégramme.

9. ARCHIVES.

Article 40.

Les originaux des radiotélégrammes, ainsi que les documents y relatifs retenus par les administrations, sont conservés avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret au moins pendant quinze mois, à compter du mois qui suit celui du dépôt des radiotélégrammes.

Ces originaux et documents sont, autant que possible, envoyés au moins une fois par mois, par les stations de bord, aux administrations dont elles relèvent.

10. DÉTAXES ET REMBOURSEMENTS.

Article 41.

1. En ce qui concerne les détaxes et remboursements il est fait application du Règlement Télégraphique International en tenant compte des restrictions indiquées aux articles 38 et 39 du présent Règlement, et sous les réserves suivantes :

Le temps employé à la transmission radiotélégraphique, ainsi que la durée du séjour du radiotélégramme dans la station côtière pour les radiotélégrammes à destination des navires ou

The reply voucher issued on board a ship shall give the right to send, up to the limit of its value, a radiotelegram to any address whatever from the ship station which issues such voucher.

2. *Collated Radiotelegrams* ;

3. *Express Delivery Radiotelegrams*.—But only in cases in which the amount of the cost of express delivery is collected from the addressee. The countries which cannot adopt these radiotelegrams must notify the fact to the International Bureau. Radiotelegrams for express delivery with collection of the cost from the sender may be allowed when they are intended for the country in whose territory the corresponding coast station is situated.

4. *Radiotelegrams for Delivery by Post* ;

5. *Multiple Radiotelegrams* ;

6. *Radiotelegrams with Acknowledgment of Receipt*.—But only with regard to notification of the date and time at which the coast station has transmitted to the ship station the telegram addressed to the latter ;

7. *Paid Service Advices*.—Except those asking for repetition or information. Nevertheless, all paid service advices shall be allowed on the route over the telegraph lines ;

8. *Urgent Radiotelegrams*.—But only in transmission over the telegraph lines, and subject to the application of the International Telegraph Regulations.

Article 39.

Radiotelegrams may be transmitted by a coast station to a ship, or by a ship to another ship, with the object of being forwarded by post, the posting to take place from a port of call of the receiving ship.

Such radiotelegrams do not include any radiotelegraphic retransmission.

The address of these radiotelegrams must be drawn up as follows :—

1. Paid instruction "poste" followed by the name of the port where the radiotelegram is to be posted ;
2. Full name and address of the addressee ;
3. Name of the ship station which is to carry out the posting ;
4. When necessary, name of the coast station.

Example : Poste Buenosaires Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Lizard.

The charge shall include, as well as the radiotelegraph and telegraph charges, a sum of 25 centimes for the postage of the radiotelegram.

9. ARCHIVES.

Article 40.

The originals of radiotelegrams, as well as the documents relating thereto, retained by the Administrations, shall be kept with all necessary precautions in respect of secrecy for at least fifteen months, counting from the month following that in which the radiotelegrams were handed in.

These originals and documents shall be sent, as far as possible, at least once a month by the ship stations to the Administrations to which they are subject.

10. REFUNDS AND REIMBURSEMENTS.

Article 41.

1. With regard to refunds and reimbursements, the provisions of the International Telegraph Regulations shall apply, bearing in mind the restrictions laid down in Articles 38 and 39 of the present Regulations and subject to the following reservations :—

The time occupied in radiotelegraphic transmission, and also the time during which the radiotelegram remains at the coast station in the case of radiotelegrams addressed to ships, or in the ship

dans la station de bord pour les radiotélégrammes originaires des navires, ne comptent pas dans les délais concernant les détaxes et remboursements.

Si la station côtière fait connaître au bureau d'origine qu'un radiotélégramme ne peut être transmis au navire destinataire, l'administration du pays d'origine provoque aussitôt le remboursement à l'expéditeur des taxes côtière et de bord relatives à ce radiotélégramme. Dans ce cas, les taxes remboursées n'entrent pas dans les comptes prévus par l'article 42, mais le radiotélégramme y est mentionné pour mémoire.

Le remboursement est supporté par les différentes administrations et exploitations privées qui ont participé à l'acheminement du radiotélégramme, chacune d'elles abandonnant sa part de taxe. Toutefois, les radiotélégrammes auxquels sont applicables les articles 7 and 8 de la Convention de Saint-Petersbourg restent soumis aux dispositions du Règlement Télégraphique International, sauf lorsque l'acceptation de ces radiotélégrammes est le résultat d'une erreur de service.

2. Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le message, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégramme donne lieu à remboursement.

II. COMPTABILITÉ.

Article 42.

1. Les taxes côtières et de bord n'entrent pas dans les comptes prévus par le Règlement Télégraphique International.

Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par des administrations des pays intéressés. Ils sont établis par les administrations dont dépendent les stations côtières et communiqués par elles aux administrations intéressées. Dans le cas où l'exploitation des stations côtières est indépendante de l'administration du pays, l'exploitant de ces stations peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'administration de ce pays.

2. Pour la transmission sur les lignes télégraphiques, le radiotélégramme est traité, au point de vue des comptes, conformément au règlement télégraphique.

3. Pour les radiotélégrammes originaires des navires, l'administration dont dépend la station côtière débite l'administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes côtières et télégraphiques ordinaires des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes côtières et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès (dans le cas prévu par l'article 38) ou par poste et de celles perçues pour les copies supplémentaires (TM). L'administration dont dépend la station côtière, créditée, le cas échéant, par la voie des comptes télégraphiques et par l'intermédiaire des offices ayant participé à la transmission des radiotélégrammes, l'administration dont dépend le bureau de destination, des taxes totales relatives aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par exprès ou par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement Télégraphique, la station côtière étant considérée comme bureau télégraphique d'origine.

Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station côtière les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent, soit des tableaux "A" et "B" annexés au Règlement Télégraphique International, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les administrations de pays limitrophes et publiés par ces administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues, d'après les dispositions particulières des articles 23, section I, et 27, section I, du Règlement Télégraphique.

Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés à destination des navires, l'administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station côtière des taxes côtière et de bord. Toutefois les taxes totales afférentes aux réponses payées

station in the case of radiotelegrams originating in ships, shall not be counted in the period of delay giving rise to refunds and reimbursements.

If the coast station informs the office of origin that a radiotelegram cannot be transmitted to the ship to which it is addressed, the Administration of the country of origin shall immediately initiate the reimbursement to the sender of the coast and ship charges in respect of such radiotelegram. In this case, the charges reimbursed shall not appear in the account for which provision is made by Article 42, but the radiotelegram shall be mentioned therein as a memorandum.

Reimbursements shall be borne by the various Administrations and private enterprises which have taken part in the forwarding of the radiotelegram, each one of them relinquishing its share of the charge. Nevertheless, radiotelegrams falling under the provisions of Articles 7 and 8 of the Convention of St. Petersburg shall remain subject to the provisions of the International Telegraph Regulations, except when it is due to an error of service that such radiotelegrams have been accepted.

When the acknowledgment of receipt of a radiotelegram has not reached the station which transmitted the message, the charge shall not be refunded until it has been proved that the radiotelegram is one which gives occasion for reimbursement.

II. ACCOUNTING.

Article 42.

1. Coast and ship charges shall not be entered in the accounts provided for by the International Telegraph Regulations.

The accounts relating to these charges shall be settled by the Administrations of the countries concerned. They shall be prepared by the Administrations to which the coast stations belong, and communicated by them to the Administrations concerned. In cases in which the working of the coast stations is independent of the Administration of the country, the person working these stations may be substituted in respect of accounts for the Administration of such country.

2. As to transmission over the lines of the telegraph system, the radiotelegram shall be treated, in respect of accounts, in conformity with the Telegraph Regulations.

3. In the case of radiotelegrams originating from ships, the Administration to which the coast station is subject shall debit the Administration to which the ship station is of origin is subject with the coast and ordinary telegraph charges, the total charges collected for prepaid replies, the coast and telegraph charges collected for collations, the charges appertaining to express delivery (in the case provided for in Article 38) or delivery by post, and with those collected for supplementary copies (TM). The Administration to which the coast station is subject shall credit, when the case arises, through the channel of the telegraph accounts and through the medium of the offices which have taken part in the transmission of the radiotelegrams, the Administration to which the office of destination is subject, with the total charges relating to prepaid replies. With regard to telegraph charges and charges relating to express delivery or delivery by post and to supplementary copies, the procedure shall be in conformity with the Telegraph Regulations, the coast station being regarded as the telegraph office of origin.

In the case of radiotelegrams intended for a country lying beyond that to which the coast station belongs, the telegraph charges to be liquidated conformably to the above provisions are those which arise either from tables "A" and "B" appended to the International Telegraph Regulations, or from special arrangements concluded between the Administration of adjoining countries, and published by those Administrations, and not the charges which might be made, under the special provisions of Articles 23, paragraph 1, and 27, paragraph 1, of the Telegraph Regulations.

In the case of radiotelegrams and paid service advices addressed to ships, the Administration to which the office of origin is subject shall be debited directly by that to which the coast station is subject with the coast and ship charges. Nevertheless the total charges appertaining to prepaid

sont créditées, s'il y a lieu, de pays à pays, par la voie des comptes télégraphiques, jusqu'à l'administration dont dépend la station côtière. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement Télégraphique. L'administration dont dépend la station côtière crédite celle dont dépend le navire destinataire de la taxe de bord, s'il y a lieu des taxes revenant aux stations de bord intermédiaire de la taxe total perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement ainsi que des taxes perçues pour l'établissement de copies supplémentaires et pour la remise par poste.

Les avis de service taxés et les réponses payées elles-mêmes sont traités dans les comptes radiotélégraphiques, sous tous les rapports, comme les autres radiotélégrammes.

Pour les radiotélégrammes acheminés au moyen d'une ou deux stations de bord intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station de bord d'origine, s'il s'agit d'un radiotélégramme provenant d'un navire, ou celle de destination s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à un navire, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

4. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations de bord se fait directement entre les compagnies exploitant ces stations, la station d'origine étant débitée par la station de destination.

5. Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes sont établis radiotélégramme par radiotélégramme avec toutes les indications utiles et dans un délai de six mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

6. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec des compagnies privées (entrepreneurs exploitant des stations radiotélégraphiques, compagnies de navigation, etc.) des arrangements spéciaux en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

12. BUREAU INTERNATIONAL.

Article 43.

Les dépenses supplémentaires, résultant du fonctionnement du Bureau international, en ce qui concerne la radiotélégraphie, ne doivent pas dépasser 80,000 ft. par an, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une Conférence internationale. Les administrations des États contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties en six classes ainsi qu'il suit :

1^{ère} classe :

Union de l'Afrique du Sud, Allemagne, États-Unis d'Amérique, Alaska, Hawaï et les autres possessions Américaines de la Polynésie, Iles Philippines, Porto Rico et les possessions Américaines dans les Antilles, zone du Canal de Panamá, République Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Canada, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Indes Britanniques, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Russie, Turquie.

2^e classe :

Espagne.

3^e classe :

Asie Centrale Russe (littoral de la Mer Caspienne), Belgique, Chili, Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung, Indes Néerlandaises, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Sibérie Occidentale (littoral de l'Océan Glacial, Sibérie Orientale (littoral de l'Océan Pacifique), Suède.

4^e classe :

Afrique Orientale Allemande, Afrique Allemande du Sud-Ouest, Camérout, Togo, Protectorats Allemands du Pacifique, Danemark, Egypte, Indo-Chine, Mexique, Siam, Uruguay.

replies shall be credited, if there is occasion, from country to country, through the channel of the telegraph accounts, until they reach the Administration to which the coast station is subject. In respect of the telegraph charges and charges relating to delivery by post and for supplementary copies, the procedure shall be in conformity with the Telegraph Regulations. The Administration to which the coast station is subject shall credit that to which the ship of destination is subject with the ship charge, if there is occasion with the charges belonging to the intermediate ship stations, with the total charge collected for prepaid replies, with the ship charge relating to collation, and also with the charges made for preparing supplementary copies and for delivery by post.

The paid service advices and the prepaid replies themselves shall be treated, in the radiotelegraph accounts, in all respects like other radiotelegrams.

In the case of radiotelegrams forwarded by means of one or two intermediate ship stations each of the latter shall debit the ship station of origin, if the radiotelegram is one coming from a ship, or the ship station of destination if the radiotelegram is one intended for a ship, with the ship charge due to it for transit.

4. In principle, the settlement of accounts appertaining to exchanges between ship stations shall be made directly as between the companies working those stations, the station of origin being debited by the station of destination.

5. The monthly accounts serving as a basis for the special accounting in respect of radiotelegrams shall be drawn up radiotelegram by radiotelegram, with all necessary particulars, and within a period of six months, counting from the month to which they belong.

6. The Governments reserve to themselves the option of making between themselves and with private companies (contractors working radiotelegraph stations, shipping companies, etc.), special arrangements with a view to the adoption of other provisions respecting accounts.

12. INTERNATIONAL BUREAU.

Article 43.

The supplementary expenses resulting from the work of the International Bureau, in connection with radiotelegraphy, must not exceed 80,000 fr. per annum, not including special expenses to which the meeting of an International Conference gives rise. The Administrations of the Contracting States shall be, for purposes of contribution to the expenses, divided into six classes, as follows :—

1st class :

Union of South Africa, Germany, United States of America, Alaska, Hawaii and the other American possessions in Polynesia, the Philippine Islands, Porto Rico and the American possessions in the Antilles, the zone of the Panama Canal, the Argentine Republic, Australia, Austria, Brazil, Canada, France, Great Britain, Hungary, British India, Italy, Japan, New Zealand, Russia, Turkey.

2nd class :

Spain.

3rd class :

Russian Central Asia (littoral of the Caspian Sea), Belgium, Chile, Chosen, Formosa, Japanese Sakhalin and the leased territory of Kwantung, Netherland Indies, Norway, Netherlands, Portugal, Roumania, Western Siberia (littoral of the Arctic Ocean), Eastern Siberia (littoral of the Pacific Ocean), Sweden.

4th class :

German East Africa, German South-West Africa, the Cameroons, Togo, German Pacific Protectorates, Denmark, Egypt, Indo-China, Mexico, Siam, Uruguay.

5^e classe :

Afrique Occidentale Française, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Madagascar, Tunisie.

6^e classe :

Afrique Équatoriale Française, Afrique Occidentale Portugaise, Afrique Orientale Portugaise et possessions Asiatiques, Boukhara, Congo Belge, colonie de Curaçao, colonie Espagnole du Golfe de Guinée, Érythrée, Khiva, Maroc, Monaco, Perse, S. Marin, Somalie Italienne.

Article 44.

Les différentes administrations font parvenir au Bureau international un tableau conforme au modèle ci joint et contenant les indications énumérées dans ledit tableau pour les stations visées à l'article 5 du Règlement. Les modifications survenues et les suppléments sont communiqués par les administrations au Bureau international du 1^{er} au 10 de chaque mois. A l'aide de ces communications, le Bureau international dresse la Nomenclature prévue par l'article 5. La Nomenclature est distribuée aux administrations intéressées. Elle peut également, avec les suppléments y relatifs, être vendue au public au prix de revient.

Le Bureau international veille à ce que l'adoption d'indicatifs identiques pour les stations radiotélégraphiques soit évitée.

13. TRANSMISSIONS MÉTÉOROLOGIQUES, HORAIRES ET AUTRES.

Article 45.

1. Les administrations prennent les dispositions nécessaires pour faire parvenir à leurs stations côtières les télégrammes météorologiques contenant les indications intéressant la région de ces stations. Ces télégrammes, dont le texte ne doit pas dépasser vingt mots, sont transmis aux navires qui en font la demande. La taxe de ces télégrammes météorologiques est portée au compte des navires destinataires.

2. Les observations météorologiques, faites par certains navires désignés à cet effet par le pays dont ils dépendent, peuvent être transmises une fois par jour, comme avis de services taxés, aux stations côtières autorisées à les recevoir par les administrations intéressées qui désignent également les bureaux météorologiques auxquels ces observations sont adressées par les stations côtières.

3. Les signaux horaires et les télégrammes météorologiques sont transmis à la suite les uns des autres de manière que la durée totale de leur transmission n'excède pas dix minutes. En principe, pendant cet envoi, toutes les stations radiotélégraphiques dont la transmission peut troubler la réception de ces signaux et télégrammes, font silence de façon à permettre à toutes les stations qui le désirent de recevoir ces télégrammes et signaux. Exception est faite pour les cas de détresses et les télégrammes d'État.

4. Les administrations facilitent la communication aux agences d'informations maritimes qu'elles agréent des renseignements concernant les avaries et sinistres maritimes ou présentant un intérêt général pour la navigation dont les stations côtières peuvent régulièrement donner communication.

14. DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 46.

Les transmissions échangées entre les stations de bord doivent s'effectuer de manière à ne pas troubler le service des stations côtières, celles-ci devant avoir, en règle générale, le droit de priorité pour la correspondance publique.

5th class :

French West Africa, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Greece, Madagascar, Tunis.

6th class :

French Equatorial Africa, Portuguese West Africa, Portuguese East Africa and the Portuguese possessions in Asia, Bokhara, the Belgian Congo, the Colony of Curaçao, the Spanish colony of the Gulf of Guinea, Erithrea, Khiva, Morocco, Monaco, Persia, San Marino, Italian Somaliland.

Article 44.

The various Administrations shall forward to the International Bureau a form modelled on that hereto appended, and containing the particulars enumerated in the said form with regard to the stations covered by Article 5 of the Regulations. Any modifications which may take place and additions shall be communicated by the Administrations to the International Bureau from the 1st to the 10th of each month. With the help of these communications the International Bureau will draw up the Nomenclature provided for by Article 5. The Nomenclature shall be distributed to the Administrations concerned. It may also, with the supplements relating thereto, be sold to the public at the cost price.

The International Bureau shall take care that the adoption of identical call-signals for radio-telegraph stations be avoided.

13. METEOROLOGICAL TRANSMISSIONS, TIME SIGNALS, AND OTHER TRANSMISSIONS.

Article 45.

1. The administrations shall take the necessary steps to supply their coast stations with meteorological telegrams containing the particulars of interest to the district of such stations. These telegrams, the text of which must not exceed twenty words, shall be sent to the ships which ask for them. The charge for these meteorological telegrams shall be carried to the account of the ships to which they are addressed.

2. The meteorological observations, made by certain ships appointed for that purpose by the country to which they belong, may be sent once a-day, as paid service advices, to the coast stations authorised to receive them by the administrations concerned, who shall also appoint the meteorological offices to which these observations shall be addressed by the coast station.

3. Time signals and meteorological telegrams shall be transmitted in succession one to another in such a way that the total duration of their transmission does not exceed ten minutes. In principle, while they are being sent, all radiotelegraph stations, transmission by which might disturb the reception of these signals and telegrams, shall keep silent so as to allow all stations which desire to do so to receive these telegrams and signals. An exception shall be made in the case of distress calls and State telegrams.

4. The Administrations shall facilitate the communication, to the marine information agencies which they may appoint, of the information respecting wrecks and casualties at sea, or presenting a general interest for navigation, which the coast stations can communicate regularly.

14. VARIOUS PROVISIONS.

Article 46.

Transmissions exchanged between ship stations must be carried out in such a way as not to interfere with the service of coast stations, as the latter must have, as a general rule, right of priority for public correspondence.

Article 47.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues de participer à la retransmission des radiotélégrammes dans les cas où la communication ne peut s'établir directement entre les stations d'origine et de destination.

Le nombre des retransmissions est toutefois limité à deux.

En ce qui concerne les radiotélégrammes destinés à la terre ferme il ne peut être fait usage des retransmissions que pour atteindre la station côtière la plus rapprochée.

La retransmission est dans tous les cas subordonnée à la condition que la station intermédiaire qui reçoit le radiotélégramme en transit soit en mesure de lui donner cours.

Article 48.

Si le parcours d'un radiotélégramme s'effectue en partie sur des lignes télégraphiques ou par des stations radiotélégraphiques relevant d'un Gouvernement non contractant, il peut être donné cours à ce radiotélégramme, sous la réserve, tout au moins, que les administrations dont dépendent ces lignes ou ces stations aient déclaré vouloir appliquer, le cas échéant, les dispositions de la Convention et du Règlement qui sont indispensables pour l'acheminement régulier des radiotélégrammes et que la comptabilité soit assurée.

Cette déclaration est faite au Bureau international et portée à la connaissance des offices de l'Union Télégraphique.

Article 49.

Les modifications du présent Règlement qui seraient rendues nécessaires par suite des décisions des conférences télégraphiques ultérieures seront mises en vigueur à la date fixée pour l'application des dispositions arrêtées par chacune de ces dernières conférences.

Article 50.

Les dispositions du Règlement Télégraphique International sont applicables, par analogie, à la correspondance radiotélégraphique en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Règlement.

Sont applicables, en particulier, à la correspondance radiotélégraphique les prescriptions de l'article 27, paragraphes 3 à 6, du Règlement Télégraphique, relatives à la perception des taxes, celles des articles 36 et 41 relatives à l'indication de la voie à suivre, celles des articles 75, paragraphe 1 ; 78, paragraphes 2 à 4 ; et 79, paragraphes 2 et 4, relatives à l'établissement des comptes. Toutefois :

1. Le délai de six mois prévu par le paragraphe 2 de l'article 79 du Règlement Télégraphique pour la vérification des comptes est porté à neuf mois en ce qui concerne les radiotélégrammes.
2. Les dispositions de l'article 16, paragraphe 2, ne sont pas considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques, des télégrammes de service concernant exclusivement le service télégraphique non plus que la transmission en franchise, sur les lignes télégraphiques, des télégrammes de service exclusivement relatifs au service radiotélégraphique.
3. Les dispositions de l'article 79, paragraphes 3 et 5, ne sont pas applicables à la comptabilité radiotélégraphique.

En vue de l'application des dispositions du Règlement Télégraphique, les stations côtières sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand le Règlement radiotélégraphique stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

Conformément à l'article 11 de la Convention de Londres, le présent Règlement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1913.

Article 47.

Coast stations and ship stations shall be bound to take part in the retransmission of radiotelegrams in cases in which communication cannot be established directly between the stations of origin and destination.

Nevertheless the number of transmissions shall be limited to two.

In the case of radiotelegrams intended for *terra firma* use may only be made of retransmissions to reach the nearest coast station.

Retransmission shall be in all cases subject to the condition that the intermediate station which receives the radiotelegrams in transit is in a position to send it on.

Article 48.

If the transmission of a radiotelegram is carried out partly on the telegraph lines or through radiotelegraph stations belonging to a non-contracting Government, such radiotelegram may be sent forward, subject to the reservation that, at least, the Administrations to which these lines or stations belong shall have declared that they are willing to apply, when the case arises, the provisions of the Convention and of the Regulations, which are indispensable, in order that radiotelegrams may be regularly forwarded and that the accounting shall be assured.

Such declaration shall be made to the International Bureau, and brought to the knowledge of the offices of the Telegraph Union.

Article 49.

The modifications of the present Regulations which may be rendered necessary in consequence of the decisions of future Telegraph Conferences, shall come into force on the date fixed for the application of the provisions decided upon by each one of these latter Conferences.

Article 50.

The provisions of the International Telegraph Regulations shall apply by analogy to radiotelegraph correspondence in so far as they are not contrary to the provisions of the present Regulations.

The following, in particular, apply to radiotelegraph correspondence: The provisions of Article 27, paragraphs 3 to 6, of the Telegraph Regulations referring to the collection of charges; those of articles 36 and 41 referring to the indications of the route to be taken; those of Articles 75, paragraph 1; 78, paragraphs 2 to 4; and 79, paragraphs 2 and 4, relating to preparing of accounts. Nevertheless:

1. The period of six months provided by paragraph 2 of Article 79 of the Telegraph Regulations for the verification of accounts is extended to nine months in the case of radiotelegrams.

2. The provisions of Article 16, paragraph 2, are not considered as authorising the free transmission by radiotelegraph stations of service telegrams relating exclusively to the telegraph system nor the free transmission over the lines of the telegraph service of service telegrams relating exclusively to the radiotelegraph service.

3. The provisions of Article 79, paragraphs 3 and 5, do not apply to radiotelegraph accounting.

For the purposes of applying the provisions of the Telegraph Regulations, coast stations shall be regarded as offices of transit, except when the Radiotelegraph Regulations stipulate expressly that these stations are to be considered as offices of origin or destination.

Conformably to Article 11 of the Convention of London the present Regulations will come into force on the 1st of July, 1913.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement Britannique et dont une copie sera remise à chaque partie.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques :

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOUGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération Australienne :

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada :

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes Britanniques :

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande :

C. WRAY PALLISER.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands :

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELITZ.

Pour les États-Unis d'Amérique et les Possessions des États-Unis d'Amérique :

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. McK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine :

VICENTE J. DOMÍNGUEZ.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed these Regulations on a single copy, which will remain deposited in the archives of the British Government and of which a copy will be sent to each Party.

For Great Britain and various British Colonies and Protectorates :

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

For the Union of South Africa :

RICHARD SOLOMON.

For the Commonwealth of Australia :

CHARLES BRIGHT.

For Canada :

G. J. DESBARATS.

For British India :

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

For New Zealand :

C. WRAY PALLISER.

For Germany and the German Protectorates :

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELITZ.

For the United States of America and the Possessions of the United States of America :

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. McK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

For the Argentine Republic :

VICENTE J. DOMÍNGUEZ.

Pour l'Autriche :

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pour la Hongrie :

CHARLES FOLLÉRT.
DR. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine :

H. GOIGINGER, G.M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique :

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo Belge :

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil :

DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie :

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili :

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark :

N. MEYER.
J. A. VOHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Égypte :

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles :

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMÁS FERNÁNDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie :

A. FROUIN.

For Austria :

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

For Hungary :

CHARLES FOLLÉRT.
DR. DE HENNYEY.

For Bosnia-Herzegovina :

H. GOINGER, G.M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

For Belgium :

J. BANNEUX.
DELDIME.

For the Belgian Congo :

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

For Brazil :

DR. FRANCISCO BHERING.

For Bulgaria :

IV. STOYANOVITCH.

For Chili :

C. E. RICKARD.

For Denmark :

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

For Egypt :

J. S. LIDDELL.

For Spain and the Spanish Colonies :

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMÁS FERNÁNDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

For France and Algeria :

A. FROUIN.

Pour l'Afrique Occidentale Française :

A. DUCHÊNE.

Pour l'Afrique Équatoriale Française :

A. DUCHÊNE.

Pour l'Indo-Chine :

A. DUCHÊNE.

Pour Madagascar :

A. DUCHÊNE.

Pour la Tunisie :

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grèce :

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies Italiennes :

PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung :

TETSUJIRO SAKANO.

KENJI IDE.

RIUJI NAKAYAMA.

SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc :

MOHAMMED-EL-KABADJ.

U. ASENSIO.

Pour Monaco :

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège :

HEFTYE.

K. A. KNUDSSÖN.

Pour les Pays-Bas :

G. J. C. A. POP.

J. P. GUÉPIN.

Pour des Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao :

PERK.

F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse :

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

For French West Africa :

A. DUCHÊNE.

For French Equatorial Africa :

A. DUCHÊNE.

For Indo-China :

A. DUCHÊNE.

For Madagascar :

A. DUCHÊNE.

For Tunis :

ET. DE FELCOURT.

For Greece :

G. DOSIOS.

For Italy and the Italian Colonies :

PROF. A. BATTELLI.

For Japan and for Chosen, Formosa, Japanese Sakhalin and the leased territory of Kwantung :

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

For Morocco :

MOHAMMED-EL-KABADJ
U. ASENSIO.

For Monaco :

FR. ROUSSEL.

For Norway :

HEFTYE.
K. A. KNUDSSÖN.

For the Netherlands :

G. J. C. A. POP.
J. P. GUÉPIN.

For the Netherland Indies and the Colony of Curaçao :

PERK.
F. VAN DER GOOT.

For Persia :

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies Portugaises :

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie :

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats Russes :

N. DE ETTER.

P. OSSADTCHY.

A. EULER.

SERGUEIEVITCH.

V. DMITRIEFF.

D. SOKOLTSOW.

A. STCHASTNYI.

BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin :

ARTURO SERENA.

Pour le Siam :

LUANG SANPAKITCH PREECHA.

WM. J. ARCHER.

Pour la Suède :

RYDIN.

HAMILTON.

Pour la Turquie :

M. EMIN.

M. FAHRY.

OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay :

FED. R. VIDIELLA.

(ANNEXE A L'ARTICLE 44 DU RÈGLEMENT.)

Administration de

ÉTAT SIGNALÉTIQUE DES STATIONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES.

(a) Stations côtières.

Nom.	Nationalité.	position géographique E = longitude orientale. O = longitude occidentale. N = latitude septentrionale. S = latitude méridionale. Subdivisions territoriales.	Indicatif d'Appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueurs d'onde en mètres (la longueur d'onde normale est soulignée).

- For Portugal and the Portuguese Colonies :
ANTONIO MARIA DA SILVA.
- For Roumania :
C. BOERESCU.
- For Russia and the Russian Possessions and Protectorates :
N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.
- For the Republic of San Marino :
ARTURO SERENA.
- For Siam :
LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.
- For Sweden :
RYDIN.
HAMILTON.
- For Turkey :
M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.
- For Uruguay :
FED. R. VIDIELLA.

(ANNEX TO ARTICLE 44 OF THE DETAILED REGULATIONS.)

Administration of " ETAT SIGNALÉTIQUE " OF RADIOTELEGRAPH STATIONS.
(a) *Coast Stations.*

Name.	Nationality.	Geographical Position. E = East longitude. O = West longitude. N = North latitude. S = South latitude. Territorial subdivisions.	Call Signal.	Normal Range in Nautical Miles.	Radio-telegraph System with the Characteristics of the System of emission.	Wave-lengths in Metres (the normal Wave-length is underlined).

Nature des Services effectués.	Heures d'ouverture (heure du fuseau).	Taxe côtière.		Observations (éventuellement heure et mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques).
		Par mot en francs.	Minimum par radiotélégramme en francs.	

(b) Stations de Bord.

Nom.	Nationalité.	Indicatif d'Appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radio-télégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueurs d'onde en mètres.

Nature des Services effectués.	Heures d'ouverture.	Taxe de Bord.		Observations (éventuellement nom et adresse de l'exploitant).
		Par mot en francs.	Minimum par radiotélégramme en francs.	
		1. Navires de guerre.		
		2. Navires de commerce.		

Nature of Service effected.	Working Hours (Time according to the Meridian).	Coast Charge.		Observations (if occasion, time and method of sending time-signals and meteorological telegrams).
		Per Word in Francs.	Minimum per Radiotelegram in Francs.	

(b) Ship Stations.

Name.	Nationality.	Call Signal.	Normal Range in Nautical Miles.	Radiotelegraph System with the Characteristics of the System of emission.	Wave-lengths in Metres.

Nature of Services effected.	Working Hours.	Ship Charge.		Observations (if occasion, name and address of the person working the station).
		Per Word in Francs.	Minimum per Radiotelegram in Francs.	
		1. Warships.		
		2. Merchant-ships.		

(ANNEXE À L'ARTICLE 22 DU RÈGLEMENT.)

LISTE DES ABRÉVIATIONS À EMPLOYER DANS LES TRANSMISSIONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES.

Abréviation.	Question.	Réponse ou avis.
— . — . — — . —	(C Q)	Signal de recherche employé par une station qui désire entrer en correspondance.
— . — .	(T R)	Signal annonçant l'envoi d'indications concernant une station de bord (article).
— — . . — —	(I)	Signal indiquant qu'une station va émettre avec une grande puissance.
P R B	Désirez-vous communiquer avec ma station à l'aide du Code international de signaux ?	Je désire communiquer avec votre station à l'aide du Code international de signaux.
Q R A	Quel est le nom de votre station ?	Ici la station
Q R B	À quelle distance vous trouvez-vous de ma station ?	La distance entre nos stations est de milles nautiques.
Q R C	Quel est votre vrai relèvement ?	Mon vrai relèvement est de degrés.
Q R D	Où allez-vous ?	Je vais à
Q R F	D'où venez-vous ?	Je viens de
Q R G	À quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?	J'appartiens à
Q R H	Quelle est votre longueur d'onde ?	Ma longueur d'onde est de mètres.
Q R J	Combien de mots avez-vous à transmettre ?	J'ai mots à transmettre.
Q R K	Comment recevez-vous ?	Je reçois bien.
Q R L	Recevez-vous mal ? Dois-je transmettre vingt fois ;	Je reçois mal. Transmettez vingt fois ;
 — — .
	pour permettre le réglage de vos appareils ?	pour que je puisse régler mes appareils.
Q R M	Etes-vous troublé ?	Je suis troublé.
Q R N	Les atmosphériques sont-elles très fortes ?	Les atmosphériques sont très fortes.
Q R O	Dois-je augmenter l'énergie ?	Augmentez l'énergie.
Q R P	Dois-je diminuer l'énergie ?	Diminuez l'énergie.
Q R Q	Dois-je transmettre plus vite ?	Transmettez plus vite.
Q R S	Dois-je transmettre plus lentement ?	Transmettez plus lentement.
Q R T	Dois-je cesser la transmission ?	Cessez la transmission.
Q R U	Avez-vous quelque chose pour moi ?	Je n'ai rien pour vous.
Q R V	Etes-vous prêt ?	Je suis prêt. Tout est en ordre.
Q R W	Etes-vous occupé ?	Je suis occupé avec une autre station [ou : avec], Prière de ne pas troubler.
Q R X	Dois-je attendre ?	Attendez. Je vous appellerai à heures [ou : au besoin].
Q R Y	Quel est mon tour ?	Votre tour est numéro
Q R Z	Mes signaux sont-ils faibles ?	Vos signaux sont faibles.
Q S A	Mes signaux sont-ils forts ?	Vos signaux sont forts.
Q S B	Mon ton est-il mauvais ?	Le ton est mauvais.
Q S B	Mon étincelle est-elle mauvaise ?	L'étincelle est mauvaise.
Q S C	Les intervalles de transmission sont-ils mauvais ?	Les intervalles de transmission sont mauvais.
Q S D	Comparons nos montres. J'ai heures ; quelle heure avez-vous ?	L'heure est
Q S F	Les radiotélégrammes doivent-ils être transmis dans l'ordre alternatif ou par séries ?	La transmission sera faite dans l'ordre alternatif.
Q S G	. . . . .	La transmission sera faite par séries de cinq radiotélégrammes.
Q S H	. . . . .	La transmission sera faite par séries de dix radiotélégrammes.
Q S J	Quelle est la taxe à percevoir pour ?	La taxe à percevoir est de
Q S K	Le dernier radiotélégramme est-il annulé ?	Le dernier radiotélégramme est annulé.
Q S L	Avez-vous reçu quittance ?	Prière donner quittance.

(ANNEX TO ARTICLE 22 OF THE DETAILED REGULATIONS.)

LIST OF ABBREVIATIONS TO BE USED IN RADIOTELEGRAPH TRANSMISSIONS.

Abbreviation.	Question.	Answer or Advice.
— . — . — — . —	(C Q)	Enquiry signal employed by a station which desires to correspond.
— . — .	(T R)	Signal announcing the sending of indications concerning a ship station (article).
— — . . — —	(!)	Signal indicating that a station is about to send with high power.
P R B	Do you wish to communicate with my station by means of the International Signal Code?	I wish to communicate with your station by means of the International Signal Code.
Q R A	What is the name of your station?	This station is
Q R B	How far are you from my station?	The distance between our stations is nautical miles.
Q R C	What are your true bearings?	My true bearings are degrees.
Q R D	Where are you bound?	I am bound for
Q R F	Where are you coming from?	I am coming from
Q R G	To what company or line of navigation do you belong?	I belong to
Q R H	What is your wave-length?	My wave-length is metres.
Q R J	How many words have you to transmit? ..	I have words to transmit.
Q R K	How are you receiving?	I am receiving well.
Q R L	Are you receiving badly? Shall I transmit twenty times?	I am receiving badly. Transmit twenty times;
 — — .
	so that you can adjust your apparatus?	so that I can adjust my apparatus.
Q R M	Are you disturbed?	I am disturbed.
Q R N	Are the atmospherics very strong?	The atmospherics are very strong.
Q R O	Shall I increase my power?	Increase your power.
Q R P	Shall I decrease my power?	Decrease your power.
Q R Q	Shall I transmit faster?	Transmit faster.
Q R S	Shall I transmit more slowly?	Transmit more slowly.
Q R T	Shall I stop transmitting?	Stop transmitting.
Q R U	Have you anything for me?	I have nothing for you.
Q R V	Are you ready?	I am ready. All is in order.
Q R W	Are you busy?	I am busy with another station [or: with]. Please do not interrupt.
Q R X	Shall I wait?	Wait. I will call you at o'clock [or: when I want you].
Q R Y	What is my turn?	Your turn is No.
Q R Z	Are my signals weak?	Your signals are weak.
Q S A	Are my signals strong?	Your signals are strong.
Q S B	Is my note bad?	The note is bad.
Q S B	Is my spark bad?	The spark is bad.
Q S C	Is the spacing bad?	The spacing is bad.
Q S D	Let us compare watches. My time is What is your time?	The time is
Q S F	Are the radiotelegrams to be transmitted alternately or in series?	Transmission will be in alternate order.
Q S G	.. .. .	Transmission will be in series of five radiotelegrams.
Q S H	.. .. .	Transmission will be in series of ten radiotelegrams.
Q S J	What is the charge to collect for ?	The charge to collect is
Q S K	Is the last radiotelegram cancelled?	The last radiotelegram is cancelled.
Q S L	Have you got the receipt?	Please give a receipt.

Abréviation.	Question.	Réponse ou avis.
I.	2.	3.
Q S M	Quelle est votre vrai route ?	Ma vraie route est de degrés.
Q S N	Communiquez-vous avec terre ferme ? ..	Je ne communique pas avec terre ferme.
Q S O	Etes-vous en communication avec une autre station [ou : avec] ?	Je suis en communication avec [par l'intermédiaire de].
Q S P	Dois-je signaler à que vous l'appellez ?	Informez que je l'appelle.
Q S Q	Suis-je appelé par ? ..	Vous êtes appelé par
Q S R	Expédiez-vous le radiotélégramme ? ?	J'expédierai le radiotélégramme
Q S T	Avez-vous reçu un appel général ? ..	Appel général à toutes stations.
Q S U	Prière m'appeler dès que vous aurez fini [ou : à heures].	Je vous appellerai dès que j'aurai fini.
Q S V	Correspondance publique est-elle engagée ? ..	Correspondance publique est engagée. Prière de ne pas la troubler.
Q S W	Dois-je augmenter ma fréquence d'étincelle ?	Augmentez la fréquence d'étincelle.
Q S Y	Dois-je transmettre avec la longueur d'onde de mètres ?	Passons à l'onde de mètres.
Q S X	Dois-je diminuer ma fréquence d'étincelle ? ..	Diminuez la fréquence d'étin celle.

Lorsqu'une abréviation est suivie d'un point d'interrogation, elle s'applique à la question indiquée en regard de cette abréviation.

Exemples :

Stations.

- A Q R A ? = Quel est le nom de votre station ?
 B Q R A Campania = Ici la station Campania.
 A Q R G ? = A quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?
 B Q R G Cunard. Q R Z = J'appartiens à la Cunard Line. Vos signaux sont faibles.

La station A augmente alors l'énergie de son transmetteur et lance :

- A Q R K ? = Comment recevez-vous ?
 B Q R K = Je reçois bien.
 Q R B 80 = La distance entre nos stations est de 80 milles nautiques.
 Q R C 62 = Mon vrai relèvement est de 62 degrés,
 &c. &c.

Abbreviation.	Question.	Answer or Advice.
I.	2.	3.
Q S M	What is your true course ?	My true course is degrees.
Q S N	Are you communicating with land ?	I am not communicating with land.
Q S O	Are you in communication with another station [or : with] ?	I am in communication with [through the medium of].
Q S P	Shall I signal to that you are calling him ?	Inform that I am calling him.
Q S Q	Am I being called by ?	You are being called by
Q S R	Will you despatch the radiotelegram ?	I will forward the radiotelegram.
Q S T	Have you received a general call ?	General call to all stations.
Q S U	Please call me when you have finished [or : at o'clock] ?	I will call you when I have finished.
Q S V	Is public correspondence engaged ?	Public correspondence engaged. Please do not interrupt.
Q S W	Must I increase the frequency of my spark ?	Increase the frequency of your spark.
Q S Y	Shall I transmit with a wave-length of metres ?	Let us change to the wave-length of metres.
Q S X	Shall I decrease my spark frequency ?	Decrease your spark frequency.

When an abbreviation is followed by a mark of interrogation, it applies to the question indicated in respect of that abbreviation.

Examples :

Stations.

- A Q R A ? = What is the name of your station ?
- B Q R A Campania = This is the Campania.
- A Q R G ? = To what company or line of navigation do you belong ?
- B Q R G Cunard. Q R Z = I belong to the Cunard line. Your signals are weak.

Station A then increases the power of its transmitter and sends :—

- A Q R K ? = How are you receiving ?
- B Q R K = I am receiving well.
- Q R B 80 = The distance between our stations is 80 nautical miles.
- Q R C 62 = My true bearings are 62 degrees,
- &c. &c.

RATIFICATIONS.

Les instruments de ratification des Etats suivants ont été jusqu'à présent déposés à Londres aux dates ci-dessous :—

<i>Allemagne et les Protectorats Allemands</i>	21 juin 1913.
<i>Etats-Unis d'Amérique*</i>	21 février 1913.
<i>République Argentine</i>	
<i>Autriche</i>	12 mars 1914.
<i>Hongrie</i>	12 mars 1914.
<i>Bosnie-Herzégovine</i>	12 mars 1914.
<i>Belgique et le Congo Belge</i>	23 novembre 1912.
<i>Brésil</i>	18 décembre 1914.
<i>Bulgarie</i>	27 avril 1914.
<i>Chili</i>	16 avril 1914.
<i>Danemark</i>	14 février 1913.
<i>Egypte</i>	1 ^{er} février 1913.
<i>Espagne et les Colonies Espagnoles</i>	27 juin 1913.
<i>France, Algérie, Afrique Occidentale Française, Afrique Equatoriale Française, Indo-Chine, Madagascar, Tunisie Grande-Bretagne et diverses Colonies† et Protectorats Britanniques, l'Union de l'Afrique du Sud, la Fédération Australienne, le Canada, les Indes Britanniques, la Nouvelle Zélande...</i>	2 juin 1913.
<i>Grèce</i>	24 juillet 1914.
<i>Italie et Colonies Italiennes de Eritree et Somalie</i>	18 juin 1913.
<i>Japon, Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung</i>	16 juillet 1913.
<i>Maroc</i>	2 novembre 1914.
<i>Monaco</i>	10 décembre 1912.
<i>Norvège</i>	8 octobre 1913.
<i>Pays-Bas, les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao</i>	20 mars 1913.
<i>Perse...</i>	
<i>Portugal et les Colonies Portugaises</i>	2 décembre 1913.
<i>Roumanie</i>	27 juin 1913.
<i>Russie</i>	5 avril 1913.
<i>République de St. Marin</i>	1 ^{er} août 1913.
<i>Siam</i>	30 mai 1913.
<i>Suède</i>	8 août 1913.
<i>Turquie</i>	
<i>Uruguay</i>	29 février 1916.

* La ratification des États-Unis-d'Amérique comporte la réserve " que rien dans l'article 9 du Règlement de service annexe à la Convention Radiotélégraphique internationale, ne sera interprété comme interdisant aux États-Unis d'appliquer des Lois relatives à l'inspection des navires entrant ou sortant de ses Ports."

† Bahamas, Barbados, Basutoland, Protectorat de Bechuanaland, Iles Bermudes, Guyane Britannique, Honduras Britannique, Ceylan, Chypre, Côte de l'Or y compris Achantis, Protectorat de l'Est Africain, Iles Falkland, Fiji, Gambie, Gibraltar, Hong-Kong, Jamaïque, y inclus : les Iles Turks et Caicos et les Iles Caïman ; les Iles Leeward : Antigua, Monserat, St-Christophe-Nevis, Dominique Ile Virgin ; Etats Malaisiens de Perak, Sengalor, Negri, Sembilan et Pahang, Malte, Ile Maurice, Bornéo du Nord, Rhodesia du Nord, Protectorat de Niassa-Land, Ste. Hélène, Iles Seychelles, Sierra Leone, Protectorat des Somalie, Nigeria du Sud, Rhodesia du Sud, Straits Settlements, y inclus : les îles de Labouan et Cocos ; Swaziland, Trinité et Tobago, Protectorat de Ouganda, Wei-hei-Wei Possession de l'Ouest du Pacifique et Protectorat, y inclus : l'île Fanninj, Ile Gilbert et Ellice, Iles Anglaises de Salomon ; Iles Windward : Grenade, Ste-Lucie et St-Vincent.

RATIFICATIONS.

The ratifications of the following States have up to the present been deposited at London on the dates mentioned :—

<i>Germany and the German Protectorates</i>	21st June, 1913.
<i>United States of America*</i>	21st February, 1913.
<i>Argentine Republic</i> ... ..	...
<i>Austria</i>	12th March, 1914.
<i>Hungary</i>	12th March, 1914.
<i>Bosnia-Herzegovina</i>	12th March, 1914.
<i>Belgium and the Belgian Congo</i>	23rd November, 1912.
<i>Brazil</i>	18th December, 1914.
<i>Bulgaria</i>	27th April, 1914.
<i>Chili</i>	16th April, 1914.
<i>Denmark</i>	14th February, 1913.
<i>Egypt</i>	1st February, 1913.
<i>Spain and the Spanish Colonies</i>	27th June, 1913.
<i>France, Algeria, French West Africa, French Equatorial Africa, Indo-China, Madagascar, Tunis</i>	17th February, 1914.
<i>Great Britain and various British Colonies† and Protectorates, the Union of South Africa, the Commonwealth of Australia, Canada, British India, New Zealand</i>	2nd June, 1913.
<i>Greece</i>	24th July, 1914.
<i>Italy and the Italian Colonies</i>	18th June, 1913.
<i>Japan and Chosen, Formosa, Japanese Sakhalin and the Leased Territory of Kwantung</i>	16th July, 1913.
<i>Morocco</i>	2nd November, 1914.
<i>Monaco</i>	10th December, 1912.
<i>Norway</i>	8th October, 1913.
<i>Netherlands, the Dutch Indies and the Colony of Curaçao</i>	20th March, 1913.
<i>Persia</i> ... ..	...
<i>Portugal and the Portuguese Colonies</i>	2nd December, 1913.
<i>Roumania</i>	27th June, 1913.
<i>Russia and the Russian Possession and Protectorates</i>	5th April, 1913.
<i>Republic of San Marino</i>	1st August, 1913.
<i>Siam</i>	30th May, 1913.
<i>Sweden</i>	8th August, 1913.
<i>Turkey</i> ... ..	...
<i>Uruguay</i>	29th February, 1916.

* The ratification of the United States of America contains the reservation " that nothing in the 9th Article of the Regulations affixed to the Convention shall be deemed to exclude the United States from the execution of her inspection laws upon vessels entering in or clearing from her ports."

† Bahamas, Barbados, Basutoland, Bechuanaland Protectorate, Bermuda, British Guiana, British Honduras, Ceylon, Cyprus, East Africa Protectorate, Falkland Islands, Fiji, Gambia, Gibraltar, Gold Coast, including Ashanti; Hong Kong, Jamaica, including: Turks and Caicos Islands, Cayman Islands; Leeward Islands: Antigua, Montserrat, St. Christopher-Nevis, Dominica, Virgin Islands; Malay States: Perak, Selangor, Negri-Sembilan, Pahang; Malta, Mauritius, North Borneo, Northern Nigeria, Northern Rhodesia, Nyasaland Protectorate, St. Helena, Seychelles, Sierra Leone, Somaliland Protectorate, Southern Nigeria, Southern Rhodesia, Straits Settlements, including: Labuan and Cocos Islands; Swaziland, Trinidad and Tobago, Uganda Protectorate, Wei-hai-Wei, Western Pacific Possessions and Protectorates, including: Fanning Island, Gilbert and Ellice Islands, British Solomon Islands; Windward Islands: Grenada, St. Lucia, St. Vincent.

ACCESSIONS.							
États.							Dates.
Bolivie	...	...	...	...	...	...	13 octobre 1915.
Colombie	...	...	...	...	...	...	25 août 1914.
Cuba	...	...	...	...	...	...	16 janvier 1918.
Cyrenaïque	...	...	...	...	...	...	13 janvier 1914.
Equateur	...	...	...	...	...	...	17 avril 1920.
Guadeloupe	...	...	...	...	...	...	10 janvier 1917.
Guatemala	...	...	...	...	...	...	10 juillet 1914.
Nouvelle-Guinée	...	...	...	...	...	...	2 juin 1913.
Islande	...	...	...	...	...	...	26 février 1919.
Martinique	...	...	...	...	...	...	13 février 1917.
Mexique*	...	...	...	...	...	...	8 octobre 1913.
Iles de Norfolk	...	...	...	...	...	...	2 juin 1913.
Nouvelle Calédonie	...	...	...	...	...	...	19 février 1915.
Possessions Françaises en Océanie	...	...	...	...	...	...	3 février 1916.
Panama	...	...	...	...	...	...	14 juillet 1914.
Pérou	...	...	...	...	...	...	12 juillet 1915.
Sarawak	...	...	...	...	...	...	23 avril 1914.
Etat Serbe-Croate-Slovène	...	...	...	...	...	...	17 juin 1919.
République Tchéco-Slovaque	...	...	...	...	...	...	23 avril 1920.
Terre-Neuve	...	...	...	...	...	...	2 juin 1913.
Tonga	...	...	...	...	...	...	29 mai 1915.
Tripolitaine	...	...	...	...	...	...	13 janvier 1914.
Vénézuëla	...	...	...	...	...	...	13 août 1920.
Zanzibar	...	...	...	...	...	...	14 juillet 1913.

* L'accession du Mexique, le 6 octobre 1913 est subordonnée aux réserves suivantes :—

Les stations mexicaines n'accepteront de radiotélégrammes que dans les cas suivants :—

Quand ils émaneront :—

- a) De passagers ou de membres de l'équipage des navires autorisés à envoyer des messages de ce genre par la Convention de Londres ; et quand ils seront adressés à des localités de la République ; reliées télégraphiquement ou téléphoniquement avec ces stations.
- b) De localités de la République, à des passagers ou des membres de l'équipage des vaisseaux susvisés.
- c) De ces vaisseaux à des localités étrangères, passant en transit par les lignes fédérales mexicaines.
- d) De localités étrangères aux vaisseaux susvisés passant à travers les lignes mexicaines et les stations côtières.

En conséquence, ne seront ni reçus, ni transmis les radiotélégrammes qui, bien qu'émanant de localités étrangères et destinés à la République, seront transmis par des vaisseaux aux stations côtières du Mexique ; et ne seront ni reçus, ni transmis les radios émanant de la République et destinés à être transmis par T.S.F. à des localités étrangères.

Le Gouvernement mexicain se réserve le droit de se refuser jusqu'à nouvel ordre, à transmettre par messenger spécial les radiotélégrammes auxquels il est fait allusion à la section 3 de l'article 38 du Règlement de Service annexe à la dite Convention.

<i>States.</i>	ACCESSIONS.	<i>Dates.</i>
<i>Bolivia</i>	13th October, 1915.
<i>Columbia</i>	25th August, 1914.
<i>Cuba</i>	16th January, 1918.
<i>Cyrenaica</i>	13th January, 1914.
<i>Ecuador</i>	17th April, 1920.
<i>Guadeloupe</i>	10th January, 1917.
<i>Guatemala</i>	10th July, 1914.
<i>Papua</i>	2nd June, 1913.
<i>Iceland</i>	26th February, 1919.
<i>Martinique</i>	13th February, 1917.
<i>Mexico*</i>	8th October, 1913.
<i>Norfolk Island</i>	2nd June, 1913.
<i>New Caledonia</i>	19th February, 1915.
<i>French Possessions in Oceania</i>	3rd February, 1916.
<i>Panama</i>	14th July, 1914.
<i>Peru</i>	12th July, 1915.
<i>Sarawak</i>	23rd April, 1914.
<i>Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes</i>	17th June, 1919.
<i>Czecho-Slovak Republic</i>	23rd April, 1920.
<i>Newfoundland</i>	2nd June, 1913.
<i>Tonga</i>	29th May, 1915.
<i>Tripolitana</i>	13th January, 1914.
<i>Venezuela</i>	13th August, 1920.
<i>Zanzibar</i>	14th July, 1913.

* The accession of Mexico on the 6th October, 1913, is subject to the following reservations :—
The Mexican stations will accept radiotelegrams in the following cases only :—

- (a) When they emanate from passengers or members of the crew of vessels authorised to send such messages by the Convention of London and are addressed to places in the Republic connected by telegraph or telephone with those stations.
- (b) From places in the Republic to passengers or members of the crew of the vessels mentioned above.
- (c) From such vessels to places abroad passing in transit over the Mexican Federal lines.
- (d) From places abroad to the vessels mentioned above passing over the Mexican lines and coast stations.

Accordingly radiotelegrams will not be received nor sent on which, whilst emanating from points abroad and intended for the Republic, are transmitted by vessels to the Mexican coast stations; nor will messages be received or sent on which emanate from the Republic and are intended for wireless transmission to points abroad.

The Mexican Government reserve to themselves the right to refuse for the present radiotelegrams to be sent on by special messenger, to which reference is made in Section 3 of Article 38 of the "Règlement de Service" annexed to the said Convention.

No. 14.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE ET
LIBERIE.**

**Arrangement conclu entre le
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et D'Irlande et le Gouvernement
de Liberie, relatif a la Navigation
sur le Fleuve Manoh, signé à
Monrovia le 10 avril 1913.
Abrogation à partir du 23 mars
1920 de l'arrangement sus-vise.**

**UNITED KINGDOM AND
LIBERIA.**

**Agreement between the United
Kingdom and Liberia respecting
the navigation of the Manoh
River, signed at Monrovia, April
10, 1913. Termination on March
23, 1920, of the above-mentioned
agreement.**

No. 14.—AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND LIBERIA RESPECTING THE NAVIGATION OF THE MANOH RIVER, SIGNED AT MONROVIA, APRIL 10, 1913.

No. 14.—ARRANGEMENT CONCLU ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE - BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE LIBÉRIE, RELATIF À LA NAVIGATION SUR LE FLEUVE MANOH, SIGNÉ À MONROVIA LE 10 AVRIL 1913.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 septembre 1920.

Official text forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this Agreement took place on September 8, 1920.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of Liberia, being desirous of concluding an Agreement with respect to the navigation of the Manoh River, the Undersigned, duly authorized to that effect, have agreed as follows :—

1. All vessels from Liberian ports of entry intending to proceed to Liberian ports of entry on the River Manoh, on arriving at Manoh Salija, shall enter and make due report inwards there to the Collector of Customs of all cargo laden on board in such manner as is required by the Sierra Leone Customs Authorities, and as is herein provided, and all such vessels shall produce transires in duplicate, signed and certified to by the Collector of Customs at the Liberian port of shipment, such transires to detail quantities and values. Such transires shall be attached to the report inwards. They shall be denominated "Original" and "Duplicate." The original copy shall be retained and filed in the Custom-house, Manoh Salija, by the Officer in charge of the Customs, Manoh Salija.

2. To every such vessel clearing from Manoh Salija for a Liberian port of entry on the Manoh

*TRADUCTION—TRANSLATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de Libérie, désirant conclure un accord relatif à la navigation sur le fleuve Manoh, les sous-signés, dûment autorisés, à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Tous les navires en provenance des ports d'entrée de Libéria à destination des ports d'entrée libériens du fleuve Manoh, devront en arrivant à Manoh Salija, présenter au Receveur des Douanes, une déclaration d'entrée et un rapport dûment détaillé de toute la cargaison à bord, conformément au règlement de l'Administration des Douanes de la Sierra Leone et aux dispositions du présent accord ; ces navires devront produire un passavant en double exemplaire, revêtu du visa du Receveur des Douanes du Port Libérien d'embarquement, et donnant le détail des quantités et valeurs des marchandises. Ces passavants devront être attachés à la déclaration d'entrée. Ils seront marqués des mots : "Original" et "Duplicata." La minute sera gardée et enregistrée à la Douane de Manoh Salija, par le fonctionnaire chargé de la Douane de Manoh Salija.

2. Chaque navire en partance de Manoh Salija pour un port d'entrée du fleuve Manoh, devra,

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

River a clearance label shall be issued, to which shall be attached by the Sierra Leone Customs seal the duplicate copy of the Liberian transire deposited by the master of the vessel at the time of report inwards. For the present no report outwards shall be required by the Officer in charge at Manoh Salija, but that Officer will certify on the report inwards the fact that all packages of cargo specified on said transire consigned to Liberian river ports are on board at the time of clearance. The port of destination shall be specified for all cargo.

3. *Vessels Proceeding to Liberian Gene.*—Such vessel, after clearance, shall forthwith proceed to British Gene before touching at any river port, and shall produce at the Custom-house there the clearance label and transire to the Officer in charge of the Customs there. That Officer, on satisfying himself that all cargo has been duly accounted for, shall proceed with the vessel to the port of Liberian Gene and there witness the landing of all cargo; and such Officer shall forward in every case a certificate of landing in detail to the Officer of Customs at Manoh Salija. The clearance label and duplicate transire as aforesaid shall be deposited in the custody of the Officer in charge of the Customs, Liberian Gene. A fee of two shillings and sixpence shall be payable by the importer to the Officer of Customs, British Gene, for witnessing to and certifying landing.

4. In all cases where goods are not accounted for to the satisfaction of the Officer in charge, British Gene, a full statement of such discrepancies shall be made by that Officer and presented to the Officer in charge, Liberian Gene, who shall forthwith, and before delivering any portion whatsoever of the cargo, collect from the importer such duties as may be due upon such discrepancies according to Sierra Leone tariff of import duties, and shall thereupon pay to the Officer in charge, British Gene, all such duties as may be due on the discrepancies found, taking a receipt endorsed on the Liberian transire.

à la sortie, recevoir un certificat de déclaration auquel sera joint, sous le sceau de la Douane de la Sierra Leone, le double du passavant libérien déposé par le Capitaine du navire au moment de la déclaration d'entrée. Jusqu'à nouvel ordre aucune déclaration de sortie ne devra être réclamée par le fonctionnaire préposé à la surveillance de Manoh Salija, mais ce fonctionnaire certifiera sur la déclaration d'entrée, que tous les paquets du chargement, spécifiés sur ledit passavant, comme consignés à destination de ports fluviaux libériens, sont à bord au moment de la sortie. Le port de destination devra être spécifié pour chaque cargaison.

3. *Navires à destination de Libérien Gene.*—Ces navires, après formalités de sortie, feront sans retard route vers British Gene avant de faire escale à aucun port fluvial, et devront y produire à la Douane leur bulletin de déclaration et leur passavant au fonctionnaire chargé de la Douane de British Gene. Ce fonctionnaire, en s'assurant que tout le chargement a été dûment déclaré, accompagnera le navire au port de Liberian Gene et assistera au déchargement de toute la cargaison; ce fonctionnaire fera parvenir dans tous les cas un certificat détaillé de débarquement au fonctionnaire des Douanes de Manoh Salija. Le certificat de déclaration de sortie et le double du passavant, jointe comme il est spécifié plus haut, seront remis à la garde du fonctionnaire chargé de la Douane de Liberian Gene. L'importateur devra payer une redevance de deux shillings et six pence au fonctionnaire des Douanes de British Gene, pour la surveillance et le certificat de débarquement.

4. Dans tous les cas où les marchandises n'ont pas été déclarées à la satisfaction du fonctionnaire chargé de la surveillance à British Gene, un compte rendu détaillé des divergences sera rédigé par ce fonctionnaire et soumis au fonctionnaire préposé à la garde de Liberian Gene qui devra sans retard, et avant de procéder à la livraison même partielle du chargement percevoir de l'importateur les droits qui pourraient être dûs sur les marchandises non déclarées suivant le tarif des droits d'importation de la Sierra Leone, et verser immédiatement au Fonctionnaire préposé à la garde de British Gene, tous les droits qui pourraient être dûs sur les marchandises découvertes non déclarées, et en prenant un reçu endossé sur le passavant libérien.

5. Nothing in this Agreement shall prevent vessels belonging to the Republic of Liberia from entering the Manoh River from seaward, light or in ballast, and proceeding up the said river for the purpose of loading goods at a Liberian port of entry for transportation to another port of entry on the Liberian seaboard. Such vessels, on entering the Manoh River, must bring to at Manoh Salija, the master depositing with the Customs Officer in charge of that port a "Transire in Ballast" in duplicate, signed by the Collector of Customs at the Liberian port whence she arrived. An Officer of the Sierra Leone Customs shall be boarded on and shall proceed with the vessel to the Liberian port of entry at which it is intended she shall load, and shall remain on board until her loading is complete, and shall return with her to Manoh Salija. There her outward cargo shall be examined by the Customs Officer, who, if satisfied, will endorse the original transire clearing the vessel from one Liberian port to another, with a certificate of such examination. A clearance label will be issued by the Officer in charge, Manoh Salija, and affixed to the original transire by the Customs seal of the port. This shall be the vessel's outward clearance. For the service of the Officer who is boarded on a Liberian vessel entering the River Manoh light or in ballast from seaward there shall be paid by the exporter a fee of two shillings and sixpence for each night the Officer remains on board, from the time of report at Manoh Salija until the time of her departure for her port of destination.

6. *Vessels Proceeding to Liberian River Ports other than Gene.*—It is agreed that, notwithstanding the limitations of the 3rd paragraph of this Agreement, it shall be lawful for the Customs Authorities of Sierra Leone to place Customs Officers on board Liberian vessels at Manoh Salija, if such a course is deemed more convenient, and that Liberian vessels may discharge cargo which has been duly reported at Manoh Salija (or load cargo after due report at Manoh Salija of the vessel, light or in ballast) at any recognised port of entry on the Liberian side of the Manoh River.

5. Aucune clause de cet Accord ne devra empêcher les navires appartenant à la République de Libérie de pénétrer dans le fleuve Manoh en venant du large, à vide ou en lest, et de remonter le dit fleuve en vue de charger des marchandises à un port d'entrée libérien pour les transporter à quelque autre port d'entrée maritime ibérien. Ces navires, en pénétrant dans le fleuve Manoh devront amarrer à Manoh Salija et, le capitaine devra remettre au fonctionnaire des Douanes préposé à la garde de ce port un "passavant en lest" en double exemplaire, signé par le Receveur des Douanes du port libérien d'où il vient.

Un fonctionnaire des Douanes de la Sierra Leone montera à bord, accompagnera le navire jusqu'au port d'entrée libérien où le navire doit charger et demeurera à bord jusqu'à ce que le chargement soit effectué, et retournera à bord du même navire jusqu'à Manoh Salija. Là son chargement de sortie sera examiné par le fonctionnaire des Douanes, qui, si tout est en règle, endossera le passavant original autorisant le navire à passer d'un port libérien à l'autre, et y joindra un certificat attestant cette vérification. Le fonctionnaire préposé à la garde de Manoh Salija délivrera un bulletin de déclaration et le joindra au passavant original sous le sceau des Douanes de ce port. Ces formalités tiendront lieu de déclaration de sortie pour le navire.

L'exportateur aura à verser une redevance pour le service du fonctionnaire monté à bord du navire pénétrant du large, à vide ou en lest, dans le fleuve Manoh : cette redevance sera de deux shillings six pence par nuit passée par le fonctionnaire à bord, à compter du moment de la déclaration faite à Manoh Salija jusqu'au moment du départ du navire pour son port de destination.

6. *Navires à destination des Ports Fluviaux Libériens autres que Gene.*—Il est convenu que, nonobstant les restrictions apportées par le paragraphe 3 du présent Accord, l'Administration des Douanes de la Sierra Leone sera en droit de faire monter des Fonctionnaires des Douanes à bord des navires libériens à Manoh Salija, si elle le juge plus expédient, et les navires libériens pourront débarquer tout chargement dûment déclaré à Manoh Salija (ou charger toute cargaison après déclaration du navire, à vide ou en lest, dûment faite à Manoh Salija) à tout port d'entrée dûment reconnu situé sur la rive

The Liberian Government undertakes to furnish a list of existing ports of entry and to notify the Sierra Leone Government of all additions to or deletions from the number. Goods shall not be landed or loaded at a place which is not an acknowledged port of entry.

7. If any duty connected with the landing or shipping of goods from or to Liberian vessels is performed between 6 p.m. and 6 a.m., or on Sundays, or on days which are Bank Holidays in Sierra Leone, there shall be payable by the importer, in addition to the fees specified in this Agreement, for every hour the Officer is employed, overtime fees at the rates specified by the law which is at the time in force in Sierra Leone.

8. This Agreement shall only apply to goods upon which the duties of Customs shall have already been paid in Liberia.

9. The present Agreement shall come into force from the date of its signature. It is concluded for one year, but shall remain in force until the expiration of three months from the day on which one of the High Contracting Parties shall have given notice of its intention of terminating it.

Done in duplicate at Monrovia, the 10th day of April, 1913.

R. C. F. MAUGHAM,
Acting British Consul-General.

C. D. B. KING,
*Secretary of State,
Republic of Liberia.*

BRITISH CONSULATE-GENERAL,
MONROVIA.
February 17, 1920.

YOUR LORDSHIP,

With reference to your telegram No. 38 of last year relative to the subject of the navigation of the Manoh River by Liberian ships, I

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

libérienne du fleuve Manoh. Le Gouvernement libérien s'engage à fournir une liste des ports d'entrée existant et à notifier au Gouvernement de la Sierra Leone toute modification affectant le nombre de ces ports. Aucune marchandise ne devra être chargée ou déchargée à un endroit non reconnu comme port d'entrée.

7. Si quelque formalité relative au chargement de marchandises à bord de navires libériens ou au déchargement de tels navires, remplie entre 18 heures et 6 heures ou le dimanche, ou un jour de fête légale en Sierra Leone, l'importateur aura à payer, outre les redevances spécifiées dans cet Accord pour chaque heure de service du fonctionnaire, des redevances pour heures supplémentaires au taux spécifié par la loi alors en vigueur en Sierra Leone.

8. Cet Accord ne sera applicable qu'aux marchandises sur lesquelles les droits de Douane auront été déjà versés en Libérie.

9. Le présent Accord entrera en vigueur à partir de la date de sa signature. Il est conclu pour une année, mais demeurera en vigueur jusqu'à expiration de trois mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié son intention d'y mettre fin.

Fait en double à Monrovia, le dixième jour d'avril 1913.

R. C. F. MAUGHAM,
Consul général Britannique ad interim.

C. D. B. KING,
*Secrétaire d'État,
République de Libérie.*

BRITISH CONSULATE-GENERAL,
MONROVIA.
Le 17 février 1920.

YOUR LORDSHIP,

Me référant au télégramme de Votre Excellence No. 38 de l'an dernier relatif à la question de la navigation des navires libériens sur le fleuve

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

have the honour to report that I duly informed the Liberian Government that the proposed abrogation of the Agreement of 1913 with respect to the British Customs Station at British Gene on the Manoh River being withdrawn, as practically no vessels reach that point, does not in the view of His Majesty's Government imply any loss to the Liberian Government of the right of Liberian ships to proceed up the Manoh River to Liberian ports, and that in deference to their wishes His Majesty's Government are willing to withdraw the notice under which the Agreement expires—December 23, 1919—and to substitute March 23 of this year for that date, which will allow further time for discussion on the subject in question.

I also beg to state that in accordance with the request of the Liberian Government expressed in their reply to my above-mentioned despatch I again confirmed the views of His Majesty's Government as expressed in your telegram referred to herein of the right of Liberian ships to proceed up the Manoh River to Liberian ports.

I beg to enclose herewith a copy of the reply of the Liberian Government on the foregoing subject from which will be observed their gratification on understanding as they now do that their rights to navigate the Manoh River remain as heretofore.

I have the honour to be,
Your Lordship's most obedient
humble Servant,
(Signed) M. Y. H. PARKS,
Acting Consul-General.

His Majesty's Principal Secretary of State for
Foreign Affairs.

Manoh, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que j'ai dûment informé le Gouvernement libérien que l'abrogation projetée de l'Accord de 1913, par suite de la suppression de la Douane britannique de British Gene sur le fleuve Manoh, point qu'en fait les navires n'atteignent jamais, n'implique nullement aux yeux du Gouvernement de Sa Majesté que les navires du Gouvernement libérien n'aient plus le droit de remonter le fleuve Manoh jusqu'aux ports libériens et que, déférant à ses désirs, le Gouvernement de Sa Majesté a l'intention de renoncer à la notification aux termes de laquelle l'Accord expire—le 23 décembre 1919—et de substituer à cette date le 23 mars de cette année, ce qui donnera plus de temps pour discuter la question.

J'ai également l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que conformément à la requête exprimée par le Gouvernement libérien dans sa réponse à ma communication mentionnée plus haut, j'ai de nouveau confirmé les vues du Gouvernement de Sa Majesté, telles qu'elles sont exprimées dans le télégramme de Votre Excellence auquel je fais allusion dans cette communication, au sujet du droit qu'ont les navires libériens de remonter le fleuve Manoh jusqu'aux ports de Libérie.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence, copie de la réponse du Gouvernement libérien à ce sujet, par laquelle Votre Excellence pourra apprécier, la complaisance du dit Gouvernement en constatant que ses droits à la navigation sur le fleuve Manoh restent tels qu'ils étaient auparavant.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé) M. Y. H. PARKS,
Consul général intérimaire.

Au Principal Secrétaire de
Sa Majesté pour les Affaires Étrangères.

DEPARTMENT OF STATE,
MONROVIA, LIBERIA,

December 31, 1919.

440/C.F.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your despatch No. 144/L.A. on the subject of the termination of the Anglo-Liberian Agreement of April 10, 1913. In this despatch you state for the information of the Liberian Government that it appears to His Britannic Majesty's Government that there is some misunderstanding over the question of the right to navigate the Manoh River and that the proposed abrogation of the Agreement does not in their view imply any loss to the Liberian Government of the right of Liberian ships to proceed up the Manoh River to Liberian Ports. You further advise the Government of Liberia that the date at which the Agreement will terminate has been postponed until the 23rd of March, 1920. This postponement you suggest will give further time for discussion of this matter.

I have to express the gratification of the Liberian Government at the courteous consideration paid by His Britannic Majesty's Government to the views of the Government of Liberia, and to state that the Liberian Government understands from your despatch that it is the considered view of His Britannic Majesty's Government that notwithstanding the termination of the Agreement of 1913 with reference to the navigation of the Manoh River, such abrogation in no way affects or nullifies the right of Liberian ships, in the absence of any agreement, to proceed up the Manoh to Liberian Ports.

I should be infinitely obliged to you if you could find it possible at an early date to confirm this understanding of the Liberian Government.

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient Servant,

(Signed) EDWIN BARCLAY,
Secretary of State.

His Britannic Majesty's Acting Consul-General,
Monrovia.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

DEPARTMENT OF STATE,
MONROVIA, LIBERIA,

Le 31 décembre 1919.

440/C.F.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication No. 144/L.A. relative à l'expiration de l'Accord anglo-libérien du 10 avril 1913. Dans cette lettre vous informez le Gouvernement libérien que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pense qu'il existe un malentendu sur la question de droit à la navigation sur le fleuve Manoh, et que l'abrogation projetée de l'Accord n'implique pas, d'après son opinion, que les navires du Gouvernement libérien n'aient plus le droit de remonter le fleuve Manoh jusqu'aux ports libériens. Vous faites en outre savoir au Gouvernement de Libérie que la date d'expiration de l'Accord a été prorogée jusqu'au 23 mars 1920, et vous estimez que cette prorogation donnera plus de temps pour discuter la question.

Je suis chargé de vous exprimer combien le Gouvernement libérien est heureux de voir le Gouvernement de Sa Majesté prendre en considération de façon si courtoise les vues du Gouvernement libérien. Je dois ajouter que le Gouvernement libérien conclut du contenu de votre communication, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique après mûr examen est d'avis que, nonobstant l'expiration de l'Accord de 1913 relatif à la navigation sur le fleuve Manoh, cette abrogation n'affecte en rien ni n'annule le droit qu'ont les navires libériens, en l'absence d'un accord quelconque, de remonter le Manoh jusqu'aux ports de Libérie.

Je serais infiniment obligé de vouloir bien, aussitôt qu'il vous sera possible, confirmer cette manière de voir du Gouvernement libérien.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signé) EDWIN BARCLAY,
Secrétaire d'État.

Au Consul Général ad intérim de Sa Majesté
Britannique, Monrovia.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 26/20.

BRITISH CONSULATE-GENERAL,
MONROVIA,
May 20, 1920.

MY LORD,

With reference to Your Lordship's telegram No. 9, I have the honour to report that in accordance with your instructions I duly confirmed the assurance of His Majesty's Government to the Government of Liberia that the navigation of the Manoh River by Liberian ships will not be interfered with on the lapsing of the Anglo-Liberian Agreement of 1913, and accordingly that Agreement lapsed on the 23rd of March last to the satisfaction of the Liberian Government, a copy of their letter on the subject being enclosed.

I have the honour to be,
Your Lordship's most obedient humble
Servant,

(Signed) M. Y. H. PARKS,
Acting Consul-General.

His Majesty's Principal
Secretary of State for
Foreign Affairs.

142/C.F.

DEPARTMENT OF STATE,
MONROVIA, LIBERIA,
March 26, 1920.

SIR

I have to acknowledge receipt of your Note No. 20/L.A. of the 24th instant in which you inform the Government of the lapsing on the 23rd instant of the Anglo-Liberian Agreement of 1913, in accordance with the notice conveyed in your despatch No. 11/L.A. of February 17, last.

With assurances of my distinguished consideration,

I have the honour to be, Sir,
Your obedient Servant,

(Signed) EDWIN BARCLAY,
Secretary of State.

The Acting British Consul-General,
Monrovia.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

*TRADUCTIONS—TRANSLATIONS.

No. 26/20.

BRITISH CONSULATE-GENERAL,
MONROVIA,
20 mai 1920.

MY LORD,

Me référant au télégramme de Votre Excellence No. 9, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que conformément aux instructions que Votre Excellence a bien voulu me donner, j'ai dûment confirmé au Gouvernement libérien l'assurance donnée par le Gouvernement de Sa Majesté que la navigation des navires libériens sur le Fleuve Manoh ne sera nullement entravée du fait que l'Accord anglo-libérien de 1913 vient à expiration, et en conséquence que l'Accord a expiré le 23 mars dernier à la satisfaction du Gouvernement libérien.

Je joins copie de la communication du Gouvernement libérien à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) M. Y. H. PARKS,
Consul général ad intérim.

Au Principal Secrétaire d'État
de Sa Majesté
pour les Affaires Étrangères.

142/C.F.

DEPARTMENT OF STATE,
MONROVIA, LIBERIA,
26 mars 1920.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre Note No. 20/L.A. du 24 mars dans laquelle vous informez le Gouvernement que l'Accord anglo-libérien de 1913 a expiré le 23 du même mois, conformément à la notification donnée par votre communication No. 11/L.A. du 17 février dernier.

Avec les assurances de ma considération distinguée,

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) EDWIN BARCLAY,
Secrétaire d'État.

Le Consul Général ad intérim, au Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande, à Monrovia.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*Printed and Published
for the League of Nations by
HARRISON & SONS, LTD.,
St. Martin's Lane,
London.*

*Chez Harrison & Sons, Ltd.,
Libraires imprimeurs.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secretariat de la Société des Nations*

VOLUME 1

NOVEMBRE 1920

NUMÉRO 3

Table des Matières.

	PAGE
No. 15.—Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, etc. :— Convention de Berne révisée (9 septembre 1886) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908	217
No. 16.—Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, etc. :— Protocole Additionnel à la Convention Internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, en date du 13 novembre 1908, signée à Berne le 20 mars 1914	243
No. 17.—France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :— Echange de Notes concernant le règlement des intérêts français et anglais dans la liquidation des biens ennemis dans les deux pays. Londres 24 septembre 1919/10 janvier 1920	249
No. 18.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Roumanie :— Arrangement concernant la cession à la Roumanie des contrats d'achat de blés passés par le Bureau britannique de Bucarest avec différents agriculteurs roumains, signée à Bucarest le 22 janvier 1920	257
No. 19.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Gouvernement des Soviets de Russie :— Convention entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des Soviets de Russie, relative à l'échange des prisonniers, signée à Copenhague le 12 février 1920	263
No. 20.—Bolivie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :— Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la Bolivie en vue de prévenir l'importation et la vente de marchandises portant des fausses indications d'origine, signée à La Paz le 5 avril 1920	271
No. 21.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Pays-Bas :— Traité concernant l'extradition entre certains Etats de la Presqu'île Malaisienne protégés du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas, signée à Londres le 13 avril 1920	275
No. 22.—France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :— Mémoire d'un accord entre Monsieur Ph. Berthelot, Directeur des Affaires Politiques et Commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, et le Professeur Sir John Cadman, K.C.H.G., Directeur en exercice du Département des pétroles de Sa Majesté. San-Remo le 24 avril 1920	281
No. 23.—France et le Gouvernement des Indes :— Convention concernant la Loge Française de Balasore, 26 avril 1920	287
No. 24.—Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Pays-Bas :— Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas, renouvelant pour une période de cinq ans la Convention d'Arbitrage du 15 février 1905, signée à Londres le 1er juillet 1920	291
No. 25.—Estonie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :— Accord conclu entre les Gouvernements britannique et esthonien, relatif aux relations commerciales. Londres le 20 juillet 1920	295

Harrison & Sons, Ltd., St. Martin's Lane, Londres, W.C.2.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League*

VOLUME 1

NOVEMBER, 1920

NUMBER 3

Table of Contents.

	PAGE
No. 15.—Germany, Belgium, Denmark, Spain, etc. :— International Convention relative to the protection of literary and artistic works revising that signed at Berne September 9, 1886, etc., signed at Berlin November 13, 1908	217
No. 16.—Germany, Belgium, Denmark, Spain, etc. :— Additional protocol to the international copyright convention on November 13, 1908, signed at Berne March 20, 1914	243
No. 17.—France and the United Kingdom :— Exchange of notes respecting the restoration of property and payment of debts due by enemy businesses in liquidation. London September 24, 1919/January 10, 1920	249
No. 18.—The United Kingdom and Roumania :— Agreement respecting the transfer to the Roumanian State of the contracts for corn made between the British Corn Bureau at Bucarest and various Roumanian agriculturists, signed at Bucarest January 22, 1920	257
No. 19.—The United Kingdom and the Soviet Government of Russia :— Agreement between His Majesty's Government and the Soviet Government of Russia for the exchange of prisoners, signed at Copenhagen February 12, 1920	263
No. 20.—Bolivia and the United Kingdom :— Convention between the United Kingdom and Bolivia for the prevention of false indications of origin on goods, signed at La Paz April 5, 1920	271
No. 21.—The United Kingdom and the Netherlands :— Treaty between the United Kingdom and the Netherlands respecting extradition between certain British-protected States in the Malay Peninsula and the Netherlands, signed at London April 13, 1920	275
No. 22.—France and the United Kingdom :— Memorandum of Agreement between M. Philippe Berthelot, Directeur des Affaires Politiques et Commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, and Professor Sir John Cadman, K.C.M.G., in charge of His Majesty's Petroleum Department. San-Remo April 24, 1920	281
No. 23.—France and the Government of India :— Convention concerning the French Loge at Balasore, April 26, 1920	287
No. 24.—The United Kingdom and the Netherlands :— Convention between the United Kingdom and the Netherlands, renewing for a further period of five years the Arbitration Convention of February 15, 1905, signed at London July 1, 1920	291
No. 25.—Estonia and the United Kingdom :— Agreement between the British and Estonian Governments respecting commercial relations. London, July 20, 1920	295

Harrison & Sons, Ltd., St. Martin's Lane, London, England.

No. 15.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
DANEMARK, ESPAGNE, ETC.**

Convention de Berne révisée (9 septembre 1886), pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908.

**GERMANY, BELGIUM,
DENMARK, SPAIN, ETC.**

International Convention relative to the protection of literary and artistic works revising that signed at Berne, September 9, 1886, etc., signed at Berlin, November 13, 1908.

TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 15.—CONVENTION DE BERNE RÉVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886), POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SIGNÉE À BERLIN LE 13 NOVEMBRE 1908.

No. 15.—INTERNATIONAL CONVENTION RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886, ETC., SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908.

Texte officiel français et traduction anglaise communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 7 septembre 1920.

French official text and English translation forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this Convention took place on September 7, 1920.

Convention.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; le Président de la République de Libéria ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco ; Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté le Roi de Suède ; le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse ; Son Altesse le Bey de Tunis ;

Également animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de conclure une Convention à l'effet de reviser la *Convention de Berne du 9 septembre 1886, l'Article additionnel et le Protocole de clôture joints à la même Convention, ainsi que †l'Acte additionnel et la Déclaration interprétative de Paris, du 4 mai 1896.

* De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. xii, page 173.

† De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. xxiv, page 758.

Convention.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India ; His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire ; His Majesty the King of the Belgians ; His Majesty the King of Denmark ; His Majesty the King of Spain ; the President of the French Republic ; His Majesty the King of Italy ; His Majesty the Emperor of Japan ; the President of the Republic of Liberia ; His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg, Duke of Nassau ; His Serene Highness the Prince of Monaco ; His Majesty the King of Norway ; His Majesty the King of Sweden ; the Federal Council of the Swiss Confederation ; His Highness the Bey of Tunis ;

Being equally animated by the desire to protect in as effective and uniform a manner as possible the rights of authors over their literary and artistic works

Have resolved to conclude a Convention for the purpose of revising the *Convention of Berne of the 9th September, 1886, the Additional Article and the Final Protocol attached to the same Convention, as well as the †Additional Act and the Interpretative Declaration of Paris of the 4th May, 1896.

* British and Foreign State Papers, vol. 77, 1885-1886, page 22.

† British and Foreign State Papers, vol. 88, 1895-1896, page 36.

Ils ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes :

Sir Henry Bergne, ancien Chef du Département Commercial au Foreign Office ;

Mr. George Ranken Askwith, Conseil du Roi, Assistant Secretary au Board of Trade ;

M. le Comte de Salis, Conseiller d'Ambassade à Berlin ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence M. le Dr. von Studt, Ministre d'État Royal Prussien ;

Son Excellence M. le Dr. von Koerner, Conseiller Intime Actuel, Directeur au Département des Affaires Étrangères ;

M. le Dr. Dungs, Conseiller Intime Supérieure de Régence, Conseiller Rapporteur au Département de la Justice ;

M. le Dr. Goebel von Harrant, Conseiller Intime de Légation, Conseiller Rapporteur au Département des Affaires Étrangères ;

M. Robolski, Conseiller Intime Supérieur de Régence, Conseiller Rapporteur au Département de l'Intérieur ;

M. le Dr. Kohler, Conseiller Intime de Justice, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Berlin ;

M. le Dr. Osterrieth, Professeur, Secrétaire Général de l'Association pour la Protection de la Propriété Industrielle ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le Comte Della Faille de Leverghem, Conseiller de Légation à Berlin ;

M. J. de Borchgrave, Avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, ancien Membre de la Chambre des Représentants ;

M. P. Wauwermans, Avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, Membre de la Chambre des Représentants ;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. J. H. de Hegermann-Lindencrone, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark à Berlin ;

They have consequently appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India :

Sir Henry Bergne, formerly Head of the Commercial Department of the Foreign Office ;

Mr. George Ranken Askwith, K.C., Assistant Secretary to the Board of Trade ;

Count de Salis, Councillor of Embassy at Berlin ;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia :

His Excellency Dr. von Studt, Royal Prussian Minister of State ;

His Excellency Dr. von Koerner, Privy Councillor, Director of Department in the Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. Dungs, Superior Privy Councillor of Regency, Reporting Councillor to the Ministry of Justice ;

Dr. Goebel von Harrant, Privy Councillor of Legation, Reporting Councillor to the Ministry for Foreign Affairs ;

M. Robolski, Superior Privy Councillor of Regency, Reporting Councillor to the Ministry of the Interior ;

Dr. Kohler, Privy Councillor of Justice, Professor to the Faculty of Law at the University of Berlin ;

Dr. Osterrieth, Professor, Secretary-General of the Association for the Protection of Industrial Property ;

His Majesty the King of the Belgians :

The Count Della Faille de Leverghem, Councillor of Legation at Berlin ;

M. J. de Borchgrave, Advocate at the Court of Appeal at Brussels, ex-Member of the Chamber of Representatives ;

M. P. Wauwermans, Advocate at the Court of Appeal at Brussels, Member of the Chamber of Representatives ;

His Majesty the King of Denmark :

M. J. H. de Hegermann-Lindencrone, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Denmark at Berlin ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Son Excellence M. Luis Polo de Bernabé, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Espagne à Berlin ;

M. Eugenio Ferraz y Alcalá Galiano, Conseiller d'Ambassade à Berlin ;

Le Président de la République Française :

Son Excellence M. Jules Cambon, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française à Berlin ;

M. Ernest Lavisse, Membre de l'Académie Française, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris, Directeur de l'École Normale Supérieure ;

M. Paul Hervieu, Membre de l'Académie Française, Président de la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques ;

M. Louis Renault, Membre de l'Institut, Ministre Plénipotentiaire Honoraire, Professeur à la Faculté de Droit de Paris ;

M. Fernand Gavarry, Ministre Plénipotentiaire de Première Classe, Directeur des Affaires Administratives et Techniques au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. Breton, Directeur de l'Office National de la Propriété Industrielle ;

M. Georges Lecomte, Président de la Société des Gens de Lettres ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. le Commandeur Alberto Pansa, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Berlin ;

M. le Commandeur Luigi Roux, Avocat, Sénateur ;

M. le Commandeur Samuele Ottolenghi, Directeur de la Division pour la Propriété intellectuelle ;

M. le Chevalier Emilio Venezian, Ingénieur, Inspecteur de l'Enseignement Industriel ;

M. Augusto Ferrari, Avocat, Vice-Président de la Société Italienne des Auteurs ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. le Dr. Mizuno Rentaro, Conseiller Rapporteur au Ministère de l'Intérieur ;

M. Horiguchi Kumaichi, Deuxième Secrétaire de Légation à Stockholm ;

Le Président de la République de Libéria :

La Délégation de l'Empire Allemand et, au nom de celle-ci, son Excellence M. le Dr. von

His Majesty the King of Spain :

His Excellency M. Luis Polo de Bernabé, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the King of Spain at Berlin ;

M. Eugenio Ferraz y Alcalá Galiano, Councillor of Embassy at Berlin ;

The President of the French Republic :

His Excellency M. Jules Cambon, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic at Berlin ;

M. Ernest Lavisse, Member of the French Academy, Professor to the Faculty of Letters at Paris, Director of the École Normale Supérieure ;

M. Paul Hervieu, Member of the French Academy, President of the Society of Authors and Dramatic Composers ;

M. Louis Renault, Member of the Institute, Honorary Minister Plenipotentiary, Professor to the Faculty of Law in Paris ;

M. Fernand Gavarry, Minister Plenipotentiary of the First Class, Director of Administrative and Technical Affairs at the Ministry for Foreign Affairs ;

M. Breton, Director of the National Office of Industrial Property ;

M. Georges Lecomte, President of the Société des Gens de Lettres ;

His Majesty the King of Italy :

His Excellency Commendatore Alberto Pansa, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy at Berlin ;

Commendatore Luigi Roux Advocate, Senator ;

Commendatore Samuele Ottolenghi, Director of the Branch for Intellectual Property ;

Chevalier Emilio Venezian, Engineer, Inspector of Industrial Education ;

M. Augusto Ferrari, Advocate, Vice-President of the Italian Society of Authors ;

His Majesty the Emperor of Japan :

Dr. Mizuno Rentaro, Reporting Councillor to the Ministry of the Interior ;

M. Horiguchi Kumaichi, Second Secretary of Legation at Stockholm ;

The President of the Republic of Liberia :

The Delegation of the German Empire and, in the name of the Delegation, his Excellency

Koerner, Conseiller Intime Actuel, Directeur au Département des Affaires Étrangères ;

Dr. von Koerner, Privy Councillor, a Director of Department in the Ministry for Foreign Affairs ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg, Duke of Nassau :

M. le Dr. Comte Hippolyte de Villers, Chargé d'Affaires de Luxembourg à Berlin ;

Dr. Count Hippolyte de Villers, Chargé d'Affaires of Luxembourg at Berlin ;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

His Serene Highness the Prince of Monaco :

M. le Baron de Rolland, Président du Tribunal Supérieur ;

Baron de Rolland, President of the Superior Tribunal ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

His Majesty the King of Norway :

M. Klaus Hoel, Chef de Division au Département des Cultes et de l'Instruction Publique ;

M. Klaus Hoel, Chief of Department at the Ministry of Worship and Public Instruction ,

Sa Majesté le Roi de Suède :

His Majesty the King of Sweden :

M. le Comte Taube, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède à Berlin ;

Count Taube, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Sweden at Berlin ;

M. le Baron Peder-Magnus de Ugglas, Référendaire à la Cour Suprême ;

Baron Peder-Magnus de Ugglas, Referendary to the Supreme Court ;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse :

The Federal Council of the Swiss Confederation :

M. le Dr. Alfred de Claparède, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Berlin ;

Dr. Alfred de Claparède, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Berlin ;

M. W. Kraft, Adjoint de l'Office Fédéral pour la Propriété Intellectuelle ;

M. W. Kraft, Assistant in the Federal Office for Intellectual Property ;

Son Altesse le Bey de Tunis :

His Highness the Bey of Tunis :

M. Jean Gout, Consul Général au Département des Affaires Étrangères à Paris ;

M. Jean Gout, Consul-General at the Ministry for Foreign Affairs in Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :—

Article 1^{er}.

Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

Article 1.

The Contracting States are constituted into a Union for the protection of the rights of authors over their literary and artistic works.

Article 2.

L'expression "œuvres littéraires et artistiques" comprend toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme de reproduction, telle que : les livres, brochures, et autres écrits ; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques et les pantomimes,

Article 2.

The expression "literary and artistic works" shall include any production in the literary, scientific or artistic domain, whatever may be the mode or form of its reproduction, such as books, pamphlets, and other writings ; dramatic or dramatico-musical works, choreographic works and entertainments in dumb show, the

dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ; les compositions musicales avec ou sans paroles ; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure et de lithographie ; les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

Sont protégés comme des ouvrages originaux sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire ou artistique, ainsi que les recueils de différentes œuvres.

Les pays contractants sont tenus d'assurer la protection des œuvres mentionnées ci-dessus.

Les œuvres d'art appliqué à l'industrie sont protégées autant que permet de le faire la législation intérieure de chaque pays.

Article 3.

La présente Convention s'applique aux œuvres photographiques et aux œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie. Les pays contractants sont tenus d'en assurer la protection.

Article 4.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union jouissent, dans les pays autres que le pays d'origine de l'œuvre, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un pays de l'Union, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité ; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre : pour les œuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur ; pour les œuvres publiées,

acting form of which is fixed in writing or otherwise ; musical compositions with or without words ; works of drawing, painting, architecture, sculpture, engraving, and lithography ; illustrations, geographical charts ; plans, sketches, and plastic works relative to geography, topography, architecture or science.

Translations, adaptations, arrangements of music and other reproductions in an altered form of a literary or artistic work, as well as collections of different works, shall be protected as original works without prejudice to the rights of the author of the original work.

The contracting countries shall be bound to make provision for the protection of the above-mentioned works.

Works of art applied to industrial purposes shall be protected so far as the domestic legislation of each country allows.

Article 3.

The present Convention shall apply to photographic works and to works produced by a process analogous to photography. The contracting countries shall be bound to make provision for their protection.

Article 4.

Authors who are subjects or citizens of any of the countries of the Union shall enjoy in countries other than the country of origin of the work, for their works, whether unpublished or first published in a country of the Union, the rights which the respective laws do now or may hereafter grant to natives, as well as the rights specially granted by the present Convention.

The enjoyment and the exercise of these rights shall not be subject to the performance of any formality ; such enjoyment and such exercise are independent of the existence of protection in the country of origin of the work. Consequently, apart from the express stipulations of the present Convention, the extent of protection, as well as the means of redress secured to the author to safeguard his rights, shall be governed exclusively by the laws of the country where protection is claimed.

The country of origin of the work shall be considered to be : in the case of unpublished works, the country to which the author belongs ;

celui de la première publication ; et pour les œuvres publiées simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte. Pour les œuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, c'est ce dernier pays qui est exclusivement considéré comme pays d'origine.

Par œuvres publiées, il faut, dans le sens de la présente Convention, entendre les œuvres éditées. La représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture ne constituent pas une publication.

Article 5.

Les ressortissants de l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans un autre pays de l'Union, ont, dans ce dernier pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

Article 6.

Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les autres pays de l'Union des droits accordés par la présente Convention.

Article 7.

La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

Toutefois, dans le cas où cette durée ne serait pas uniformément adoptée par tous les pays de l'Union, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée et elle ne pourra excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre. Les pays contractants ne seront, en conséquence, tenus d'appliquer la disposition de l'alinéa précédent que dans la mesure où elle se concilie avec leur droit interne.

Pour les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie, pour les œuvres posthumes, pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est réglée par la loi du pays où

in the case of published works, the country of first publication ; and in the case of works published simultaneously in several countries of the Union, the country the laws of which grant the shortest term of protection. In the case of works published simultaneously in a country outside the Union and in a country of the Union, the latter country shall be considered exclusively as the country of origin.

By published works must be understood, for the purposes of the present Convention, works copies of which have been issued to the public. The representation of a dramatic or dramatico-musical work, the performance of a musical work, the exhibition of a work of art, and the construction of a work of architecture shall not constitute a publication.

Article 5.

Authors being subjects or citizens of one of the countries of the Union who first publish their works in another country of the Union shall have in the latter country the same rights as native authors.

Article 6.

Authors not being subjects or citizens of one of the countries of the Union, who first publish their works in one of those countries, shall enjoy in that country the same rights as native authors, and in the other countries of the Union the rights granted by the present Convention.

Article 7.

The term of protection granted by the present Convention shall include the life of the author and fifty years after his death.

Nevertheless, in case such term of protection should not be uniformly adopted by all the countries of the Union, the term shall be regulated by the law of the country where protection is claimed, and must not exceed the term fixed in the country of origin of the work. Consequently the contracting countries shall only be bound to apply the provisions of the preceding paragraph in so far as such provisions are consistent with their domestic laws.

For photographic works and works produced by a process analogous to photography, for posthumous works, for anonymous or pseudonymous works, the term of protection shall be regulated by the law of the country where

la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre.

Article 8.

Les auteurs d'œuvres non publiées, ressortissant à l'un des pays de l'Union, et les auteurs d'œuvres publiées pour la première fois dans un de ces pays jouissent, dans les autres pays de l'Union, pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

Article 9.

Les romans-feuilletons, les nouvelles et toutes autres œuvres, soit littéraires, soit scientifiques, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne peuvent être reproduits dans les autres pays sans le consentement des auteurs.

A l'exclusion des romans-feuilletons et des nouvelles, tout article de journal peut être reproduit par un autre journal, si la reproduction n'en est pas expressément interdite. Toutefois, la source doit être indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

Article 10.

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

Article 11.

Les stipulations de la présente Convention s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, et à l'exécution publique des œuvres musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

protection is claimed, provided that the said term shall not exceed the term fixed in the country or origin of the work.

Article 8.

The authors of unpublished works, being subjects or citizens of one of the countries of the Union, and the authors of works first published in one of those countries, shall enjoy, in the other countries of the Union, during the whole term of the right in the original work, the exclusive right of making or authorizing a translation of their works.

Article 9.

Serial stories, tales, and all other works, whether literary, scientific, or artistic, whatever their object, published in the newspapers or periodicals of one of the countries of the Union may not be reproduced in the other countries without the consent of the authors.

With the exception of serial stories and tales, any newspaper article may be reproduced by another newspaper unless the reproduction thereof is expressly forbidden. Nevertheless, the source must be indicated; the legal consequences of the breach of this obligation shall be determined by the laws of the country where protection is claimed.

The protection of the present Convention shall not apply to news of the day or to miscellaneous information which is simply of the nature of items of news.

Article 10.

As regards the liberty of extracting portions from literary or artistic works for use in publications destined for educational purposes, or having a scientific character, or for chrestomathies, the effect of the legislation of the countries of the Union and of special Arrangements existing, or to be concluded, between them is not affected by the present Convention.

Article 11.

The stipulations of the present Convention shall apply to the public representation of dramatic or dramatico-musical works and to the public performance of musical works, whether such works be published or not.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales sont, pendant la durée de leur droit sur l'œuvre originale, protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs œuvres ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publique.

Article 12.

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, telles que : adaptations, arrangements de musique, transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement, &c., lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, et sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Article 13.

Les auteurs d'œuvres musicales ont le droit exclusif d'autoriser : (1) l'adaptation de ces œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement ; (2) l'exécution publique des mêmes œuvres au moyen de ces instruments.

Des réserves et conditions relatives à l'application de cet article pourront être déterminées par la législation intérieure de chaque pays, en ce qui le concerne ; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies.

La disposition de l'alinéa 1^{er} n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable, dans un pays de l'Union, aux œuvres qui, dans ce pays, auront été adaptées licitement aux instruments mécaniques avant la mise en vigueur de la présente Convention.

Les adaptations faites en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importées sans autorisation des parties intéressées dans un pays où elles ne seraient pas licites, pourront y être saisies.

Authors of dramatic or dramatico-musical works shall be protected during the existence of their right over the original work against the unauthorized public representation of translations of their works.

In order to enjoy the protection of the present Article, authors shall not be bound in publishing their works to forbid the public representation or performance thereof.

Article 12.

The following shall be specially included among the unlawful reproductions to which the present Convention applies : Unauthorized indirect appropriations of a literary or artistic work, such as adaptations, musical arrangements, transformations of a novel, tale, or piece of poetry, into a dramatic piece and *vice versa*, &c., when they are only the reproduction of that work, in the same form or in another form, without essential alterations, additions, or abridgments, and do not present the character of a new original work.

Article 13.

The authors of musical works shall have the exclusive right of authorizing (1) the adaptation of those works to instruments which can reproduce them mechanically ; (2) the public performance of the said works by means of these instruments.

Reservations and conditions relating to the application of this Article may be determined by the domestic legislation of each country in so far as it is concerned ; but the effect of any such reservations and conditions will be strictly limited to the country which has put them in force.

The provisions of paragraph 1 shall not be retroactive, and consequently shall not be applicable in any country of the Union to works which have been lawfully adapted in that country to mechanical instruments before the coming into force of the present Convention.

Adaptations made in virtue of paragraphs 2 and 3 of the present Article, and imported without the authority of the interested parties into a country where they would not be lawful, shall be liable to seizure in that country.

Article 14.

Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction et la représentation publique de leurs œuvres par la cinématographie.

Sont protégées comme œuvres littéraires ou artistiques les productions cinématographiques lorsque, par les dispositifs de la mise en scène ou les combinaisons des incidents représentés, l'auteur aura donné à l'œuvre un caractère personnel et original.

Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, la reproduction par la cinématographie d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique est protégée comme une œuvre originale.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analogue à la cinématographie.

Article 15.

Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union, à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Article 16.

Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

Dans ces pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un pays où l'œuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Article 17.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit,

Article 14.

Authors of literary, scientific, or artistic works shall have the exclusive right of authorizing the reproduction and public representation of their works by cinematography.

Cinematograph productions shall be protected as literary or artistic works if, by the arrangement of the acting form or the combinations of the incidents represented, the author has given the work a personal and original character.

Without prejudice to the rights of the author of the original work the reproduction by cinematography of a literary, scientific, or artistic work shall be protected as an original work.

The above provisions apply to reproduction or production effected by any other process analogous to cinematography.

Article 15.

In order that the authors of works protected by the present Convention shall, in the absence of proof to the contrary, be considered as such, and be consequently admitted to institute proceedings against pirates before the Courts of the various countries of the Union, it will be sufficient that their name be indicated on the work in the accustomed manner.

For anonymous or pseudonymous works the publisher whose name is indicated on the work shall be entitled to protect the rights belonging to the author. He shall be, without other proof, deemed to be the legal representative of the anonymous or pseudonymous author.

Article 16.

Pirated works may be seized by the competent authorities of any country of the Union where the original work enjoys legal protection.

In such a country the seizure may also apply to reproductions imported from a country where the work is not protected, or has ceased to be protected.

The seizure shall take place in accordance with the domestic legislation of each country.

Article 17.

The provisions of the present Convention cannot in any way derogate from the right

au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Article 18.

La présente Convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

Cependant, si une œuvre, par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

L'application de ce principe aura lieu suivant les stipulations contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la durée de la protection serait étendue par application de l'article 7.

Article 19.

Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un pays de l'Union en faveur des étrangers en général.

Article 20.

Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conférerait aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

belonging to the Government of each country of the Union to permit, to control, or to prohibit, by measures of domestic legislation or police, the circulation, representation, or exhibition of any works or productions in regard to which the competent authority may find it necessary to exercise that right.

Article 18.

The present Convention shall apply to all works which at the moment of its coming into force have not yet fallen into the public domain in the country of origin through the expiration of the term of protection.

If, however, through the expiration of the term of protection which was previously granted, a work has fallen into the public domain of the country where protection is claimed, that work shall not be protected anew in that country.

The application of this principle shall take effect according to the stipulations contained in special Conventions existing, or to be concluded, to that effect between countries of the Union. In the absence of such stipulations, the respective countries shall regulate, each in so far as it is concerned, the manner in which the said principle is to be applied.

The above provisions shall apply equally in case of new accessions to the Union, and also in the event of the term of protection being extended by the application of Article 7.

Article 19.

The provisions of the present Convention shall not prevent a claim being made for the application of any wider provisions which may be made by the legislation of a country of the Union in favour of foreigners in general.

Article 20.

The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the right to enter into special arrangements between each other, provided always that such arrangements confer upon authors more extended rights than those granted by the Union, or embody other stipulations not contrary to the present Convention. The provisions of existing arrangements which answer to the above-mentioned conditions shall remain applicable.

Article 21.

Est maintenu l'office international institué sous le nom de "Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques."

Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

La langue officielle du Bureau est la langue française.

Article 22.

Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

Article 23.

Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des Conférences prévues à l'article 24.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en

Article 21.

The International Office established under the name of the "Office of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works" shall be maintained.

That Office is placed under the high authority of the Government of the Swiss Confederation, which regulates its organization and supervises its working.

The official language of the Office shall be French.

Article 22.

The International Office collects every kind of information relative to the protection of the rights of authors over their literary and artistic works. It arranges and publishes such information. It undertakes the study of questions of general interest concerning the Union, and, by the aid of documents placed at its disposal by the different Administrations, edits a periodical publication in the French language on the questions which concern the objects of the Union. The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the power to authorize by common accord the publication by the Office of an edition in one or more other languages, if experience should show this to be requisite.

The International Office will always hold itself at the disposal of members of the Union with the view to furnish them with any special information which they may require relative to the protection of literary and artistic works.

The Director of the International Office shall make an annual Report on his Administration, which shall be communicated to all the members of the Union.

Article 23.

The expenses of the Office of the International Union shall be shared by the contracting States. Until a fresh arrangement be made, they cannot exceed the sum of 60,000 fr. a year. This sum may be increased, if necessary, by the simple decision of one of the Conferences provided for in Article 24.

The share of the total expense to be paid by each country shall be determined by the division of the contracting and acceding countries into six classes, each of which shall contribute in

six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :—

1 ^{re} classe	..	..	..	25 unités.
2 ^{me} „	..	..	..	20 „
3 ^{me} „	..	..	..	15 „
4 ^{me} „	..	..	..	10 „
5 ^{me} „	..	..	..	5 „
6 ^{me} „	..	..	..	3 „

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'Administration Suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

Article 24.

La présente Convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays. L'Administration du pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le Directeur du Bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

Aucun changement à la présente Convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Article 25.

Les États étrangers à l'Union et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présente Convention, peuvent y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

the proportion of a certain number of units, viz. :—

1st class	..	..	..	25 units.
2nd „	..	..	..	20 „
3rd „	..	..	..	15 „
4th „	..	..	..	10 „
5th „	..	..	..	5 „
6th „	..	..	..	3 „

These coefficients are multiplied by the number of countries of each class, and the total product thus obtained gives the number of units by which the total expense is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

Each country shall declare, at the time of its accession, in which of the said classes it desires to be placed.

The Swiss Administration prepares the Budget of the Office, superintends its expenditure, makes the necessary advances, and draws up the annual account which shall be communicated to all the other Administrations.

Article 24.

The present Convention may be submitted to revisions in order to introduce therein amendments calculated to perfect the system of the Union.

Questions of this kind, as well as those which are of interest to the Union in other respects, shall be considered in Conferences to be held successively in the countries of the Union by delegates of the said countries. The Administration of the country where a Conference is to meet, prepares, with the assistance of the International Office, the programme of the Conference. The Director of the Office shall attend at the sittings of the Conferences, and shall take part in the discussions without the right to vote.

No alteration in the present Convention shall be binding on the Union except by the unanimous consent of the countries composing it.

Article 25.

States outside the Union which make provision for the legal protection of the rights forming the object of the present Convention may accede thereto on request to that effect.

Such accession shall be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation, who will communicate it to all the other countries of the Union.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention. Toutefois, elle pourra contenir l'indication des dispositions de la Convention du 9 septembre 1886, ou de l'Acte additionnel du 4 mai 1896, qu'ils jugeraient nécessaire de substituer, provisoirement au moins, aux dispositions correspondantes de la présente Convention.

Article 26.

Les pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Article 27.

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les États contractants, la Convention de Berne du 9 septembre 1886, y compris l'Article additionnel et le Protocole de clôture du même jour, ainsi que l'Acte additionnel et la Déclaration interprétative du 4 mai 1896. Les actes conventionnels précités resteront en vigueur dans les rapports avec les États qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

Les États signataires de la présente Convention pourront, lors de l'échange des ratifications, déclarer qu'ils entendent, sur tel ou tel point, rester encore liés par les dispositions des Conventions auxquelles ils ont souscrit antérieurement.

Article 28.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin au plus tard le 1^{er} juillet 1920.

Chaque Partie contractante remettra, pour l'échange des ratifications, un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de la Confédération Suisse. Chaque Partie recevra en retour

Such accession shall imply full adhesion to all the clauses and admission to all the advantages provided by the present Convention. It may, nevertheless, contain an indication of the provisions of the Convention of the 9th September, 1886, or of the Additional Act of the 4th May, 1896, which they may judge necessary to substitute, provisionally at least, for the corresponding provisions of the present Convention.

Article 26.

Contracting countries shall have the right to accede to the present Convention at any time for their Colonies or foreign possessions.

They may do this either by a general declaration comprising in the accession all their Colonies or possessions, or by specially naming those comprised therein, or by simply indicating those which are excluded.

Such declaration shall be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation, who will communicate it to all the other countries of the Union.

Article 27.

The present Convention shall replace, in regard to the relations between the Contracting States, the Convention of Berne of the 9th September, 1886, including the Additional Article and the Final Protocol of the same date, as well as the Additional Act and the Interpretative Declaration of the 4th May, 1896. These instruments shall remain in force in regard to relations with States which do not ratify the present Convention.

The Signatory States of the present Convention may declare at the exchange of ratifications that they desire to remain bound, as regards any specific point, by the provisions of the Conventions which they have previously signed.

Article 28.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at Berlin not later than the 1st July, 1920.

Each Contracting Party shall, as regards the exchange of ratifications, deliver a single instrument, which shall be deposited with those of the other countries in the archives of the Government of the Swiss Confederation.

un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

Article 29.

La présente Convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Article 30.

Les États qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de la présente Convention, le feront connaître au Gouvernement de la Confédération Suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce Gouvernement à tous les autres États de l'Union.

Il en sera de même pour les États qui renonceront aux réserves faites par eux en vertu des articles 25, 26 et 27.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 13 novembre 1908 (mil neuf cent huit) en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux pays contractants.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) H. G. BERGNE.
(L.S.) GEORGE R. ASKWITH.
(L.S.) J. DE SALIS.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) DR. K. VON STUDT.
(L.S.) VON KOERNER.
(L.S.) DUNGS.
(L.S.) GOEBEL VON HARRANT.
(L.S.) ROBOLSKI.
(L.S.) JOSEF KOHLER.
(L.S.) OSTERRIETH.

Each party shall receive in return a copy of the Protocol of the exchange of ratifications signed by the Plenipotentiaries who took part.

Article 29.

The present Convention shall be put in force three months after the exchange of ratifications, and shall remain in force for an indefinite period until the termination of a year from the day on which it may have been denounced.

Such denunciation shall be made to the Government of the Swiss Confederation. It shall only take effect in regard to the country making it, the Convention remaining in full force and effect for the other countries of the Union.

Article 30.

The States which shall introduce in their legislation the duration of protection for fifty years contemplated by Article 7, first paragraph, of the present Convention, shall give notice thereof in writing to the Government of the Swiss Confederation, who will communicate it at once to all the other States of the Union.

The same procedure shall be followed in the case of the States renouncing the reservations made by them in virtue of Articles 25, 26 and 27.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto their seals.

Done at Berlin, the 13th day of November, 1908, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation, and of which duly certified copies shall be transmitted by the diplomatic channel to the contracting countries.

For Great Britain :

For Germany :

- Pour la Belgique : For Belgium :
 (L.S.) COMTE DELLA FAILLE DE LEVERGHEM.
 (L.S.) JULES DE BORCHGRAVE.
 (L.S.) WAUWERMANS.
- Pour le Danemark : For Denmark :
 (L.S.) J. HEGERMANN LINDENCRONE.
- Pour l'Espagne : For Spain :
 (L.S.) LUIS POLO DE BERNABÉ.
 (L.S.) EUGENIO FERRAZ.
- Pour la France : For France :
 (L.S.) JULES CAMBON.
 (L.S.) E. LAVISSE.
 (L.S.) PAUL HERVIEU.
 (L.S.) L. RENAULT.
 (L.S.) GAVARRY.
 (L.S.) G. BRETON.
 (L.S.) GEORGES LECOMTE.
- Pour l'Italie : For Italy :
 (L.S.) PANSA.
 (L.S.) LUIGI ROUX.
 (L.S.) SAMUELE OTTOLENGHI.
 (L.S.) EMILIO VENEZIAN.
 (L.S.) AVV. AUGUSTO FERRARI.
- Pour le Japon : For Japan :
 (L.S.) MIZUNO RENTARO.
 (L.S.) HORIGUCHI KUMAICHI.
- Pour la République de Libéria : For the Republic of Liberia :
 (L.S.) VON KOERNER.
- Pour le Luxembourg : For Luxembourg :
 (L.S.) COMTE DE VILLERS.
- Pour Monaco : For Monaco :
 (L.S.) BON. DE ROLLAND.
- Pour la Norvège : For Norway :
 (L.S.) KLAUS HOEL.
- Pour la Suède : For Sweden :
 (L.S.) TAUBE.
 (L.S.) P. M. AF UGGLAS.
- Pour la Suisse : For Switzerland :
 (L.S.) ALFRED DE CLAPARÈDE.
 (L.S.) W. KRAFT.
- Pour la Tunisie : For Tunis :
 (L.S.) JEAN GOUT.

RATIFICATIONS.

(*Allemagne, Belgique, Haïti,* Japon, Libéria, Luxembourg, Monaco et Suisse.*)
(*Germany, Belgium, Hayti,* Japan, Liberia, Luxemburg, Monaco and Switzerland.*)

TRADUCTION.—TRANSLATION.

PROCÈS-VERBAL DE DÉPÔT.

Conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention de Berne révisée pour la Protection des Œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908, et ensuite de l'invitation adressée à cet effet par le Gouvernement de l'Empire Allemand aux Gouvernements des Hautes Parties Contractantes, les représentants soussignés se sont réunis aujourd'hui pour procéder à l'examen et au dépôt des ratifications.

Sont présents :

GRANDE-BRETAGNE :

Son Excellence Sir W. E. Goschen, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne à Berlin.

ALLEMAGNE :

Son Excellence M. le Baron von Schoen, Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères.

Son Excellence M. le Dr. von Koerner, Conseiller Intime Actuel, Directeur au Département des Affaires Étrangères.

M. le Dr. Dungs, Conseiller Intime Supérieur de Régence, Conseiller Rapporteur au Département de la Justice.

M. le Dr. Goebel von Harrant, Conseiller Intime de Légation, Conseiller Rapporteur au Département des Affaires Étrangères.

M. Robolski, Conseiller Intime Supérieur de Régence, Conseiller Rapporteur au Département de l'Intérieur.

BELGIQUE :

M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges à Berlin.

DANEMARK :

M. Axel Nørgaard, Chargé d'Affaires de Danemark à Berlin.

* Bien que Haïti n'ait pas effectivement signé la Convention du 13 novembre 1908, il a néanmoins accepté d'avance les décisions prises par la Conférence de Berlin.

PROTOCOL OF DEPOSIT.

In conformity with the stipulations of Article 28 of the revised Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, signed at Berlin the 13th November, 1908, and in consequence of the invitation addressed by the Government of the German Empire to the Governments of the High Contracting Parties, the undersigned representatives have this day met together in order to proceed to the examination and deposit of ratifications.

Present :

GREAT BRITAIN :

His Excellency Sir W. E. Goschen, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berlin.

GERMANY :

His Excellency Baron von Schoen, Secretary of State in the Department for Foreign Affairs.

His Excellency Dr. von Koerner, Privy Councillor, Director in the Department for Foreign Affairs.

Dr. Dungs, Superior Privy Councillor of Regency, Reporting Councillor to the Ministry of Justice.

Dr. Goebel von Harrant, Privy Councillor of Legation, Reporting Councillor to the Ministry for Foreign Affairs.

M. Robolski, Superior Privy Councillor of Regency, Reporting Councillor to the Ministry of the Interior.

BELGIUM :

Baron Greindl, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians at Berlin.

DENMARK :

M. Axel Nørgaard, Chargé d'Affaires of Denmark at Berlin.

* While Hayti did not actually sign the Convention of 13th November, 1908, it accepted in advance the decisions arrived at by the Conference held at Berlin.

ESPAGNE :

Son Excellence M. Luis Polo de Bernabé, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Espagne à Berlin.

FRANCE :

Son Excellence M. Jules Cambon, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française à Berlin.

HAÏTI :

M. Fouchard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Haïti à Berlin.

ITALIE :

Son Excellence M. Alberto Pansa, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Berlin.

JAPON :

Son Excellence M. le Baron Sutemi Chinda, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon à Berlin.

LIBÉRIA :

Son Excellence M. le Dr. von Koerner, Conseiller Intime Actuel, Directeur au Département des Affaires Étrangères d'Allemagne (par délégation).

LUXEMBOURG :

M. le Dr. Comte Hippolyte de Villers, Chargé d'Affaires de Luxembourg à Berlin.

MONACO :

M. le Comte Balny d'Avricourt, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco à Paris.

NORVÈGE :

M. de Ditten, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Norvège à Berlin.

SUÈDE :

M. de Trolle, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède à Berlin.

SPAIN :

His Excellency M. Luis Polo de Bernabé, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the King of Spain at Berlin.

FRANCE :

His Excellency M. Jules Cambon, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic at Berlin.

HAYTI :

M. Fouchard, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Hayti at Berlin.

ITALY :

His Excellency M. Alberto Pansa, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy at Berlin.

JAPAN :

His Excellency Baron Sutemi Chinda, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Japan at Berlin.

LIBERIA :

His Excellency Dr. von Koerner, Privy Councillor, a Director of Department in the Ministry for Foreign Affairs (by delegation).

LUXEMBURG :

Dr. Count Hippolyte de Villers, Chargé d'Affaires of Luxembourg at Berlin.

MONACO :

Count Balny d'Avricourt, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Serene Highness the Prince of Monaco at Paris.

NORWAY :

M. de Ditten, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Norway at Berlin.

SWEDEN :

M. de Trolle, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Sweden at Berlin.

SUISSE :

M. le Dr. Alfred de Claparède, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Berlin.

TUNISIE :

Son Excellence M. Jules Cambon, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française à Berlin.

Il résulte des déclarations faites au sujet des ratifications par les représentants des Gouvernements des États formant l'Union internationale ce qui suit :—

1. L'Allemagne, la Belgique, Haïti, Libéria, Luxembourg, Monaco et la Suisse ont ratifié la Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908, dans sa teneur intégrale.
2. Le Japon, se basant sur l'article 27 de ladite Convention, l'a ratifiée sous les réserves que voici :—
 - 1) En ce qui concerne le droit exclusif des auteurs de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres, le Gouvernement Impérial du Japon, au lieu d'adhérer à l'article 8 de la Convention susmentionnée, entend rester encore lié par les dispositions de l'article 5 de la Convention de Berne, du 9 septembre 1886, amendé par le No. 3 de l'article 1^{er} de l'Acte Additionnel, signé à Paris le 4 mai 1896.
 - 2) En ce qui concerne l'exécution publique des œuvres musicales, le Gouvernement Impérial du Japon, au lieu d'adhérer à l'article 11 de ladite Convention révisée du 13 novembre 1908, entend rester lié par les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 9 de la Convention de Berne, du 9 septembre 1886.
3. Les Gouvernements des États ci-après ne sont pas encore en mesure de déposer leur ratification :—
Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Suède et Tunisie.

SWITZERLAND :

Dr. Alfred de Claparède, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Berlin.

TUNIS :

His Excellency M. Jules Cambon, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic at Berlin.

The following is the effect of the declarations made with regard to ratification by the representatives of the Governments of the States forming the international Union :—

1. Germany, Belgium, Hayti, Liberia, Luxemburg, Monaco, and Switzerland have ratified the revised Berne Convention of the 13th November, 1908, in its complete form.
2. Japan, having regard to Article 27 of the said Convention, has ratified it with the following reservations :—
 - (1) So far as concerns the exclusive right of authors to make or to authorise the translation of their works, the Imperial Japanese Government, in lieu of acceding to Article 8 of the above-mentioned Convention, will still remain bound by the provisions of Article 5 of the Berne Convention of the 9th September, 1886, as modified by Article 1 (3) of the Additional Act, signed at Paris the 4th May, 1896.
 - (2) As regards the public performance of musical works, the Imperial Japanese Government, in lieu of acceding to Article 11 of the said Convention of the 13th November, 1908, will remain bound by the stipulations of Article 9, paragraph 3, of the Berne Convention of the 9th September, 1886.
3. The Governments of the undermentioned States are not yet in a position to deposit their ratifications :
Denmark, Spain, France, Great Britain, Italy, Norway, Sweden, and Tunis.

En conséquence, les instruments des actes de ratification—

De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,
Roi de Prusse,

De Sa Majesté le Roi des Belges,

Du Président de la République d'Haïti,

De Sa Majesté l'Empereur du Japon,

Du Président de la République de Libéria,

De Son Altesse Royale le Grand-Duc de
Luxembourg,

De Son Altesse Sérénissime le Prince de
Monaco,

Du Conseil Fédéral de la Confédération Suisse

ont été produits et, ayant été reconnus en bonne et due forme, ont été remis entre les mains de M. le Ministre de la Confédération Suisse pour être déposés aux archives du Gouvernement de ce pays, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908.

Les Gouvernements des pays contractants qui seraient à même de ratifier ladite Convention révisée jusqu'au 1^{er} juillet prochain, pourront remettre les actes de ratification au Département des Affaires Étrangères de l'Empire Allemand jusqu'à cette date. La note par laquelle cet acte sera communiqué à ce département, et qui contiendra, le cas échéant, les réserves prévues par l'article 27, alinéa 2, sera considérée comme faisant partie intégrante du présent procès-verbal ; elle sera ajoutée à tous les exemplaires et signée sur ceux-ci par M. le représentant du pays respectif, après quoi les exemplaires seront transmis à MM. les représentants des pays signataires par le département précité. Les pays qui ratifieront jusqu'au 1^{er} juillet 1910, la Convention révisée du 13 novembre 1908, auront la faculté de la faire entrer également en vigueur le 9 septembre 1910.

Les ratifications qui interviendront après le 1^{er} juillet 1910, seront notifiées au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci à tous les autres États contractants. Il est bien entendu que le délai du 9 septembre 1910, pourra aussi être choisi, pour la mise en vigueur de la Convention révisée, par les Gouvernements des pays qui la ratifieront après le 1^{er} juillet, de préférence au délai de trois mois, prévu par l'article 29 de cette Convention.

The instruments of ratification of—

His Majesty the German Emperor, King of Prussia,

His Majesty the King of the Belgians,

The President of the Republic of Hayti,

His Majesty the Emperor of Japan,

The President of the Republic of Liberia,

His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg,

His Serene Highness the Prince of Monaco,

The Federal Council of the Swiss Confederation

have consequently been produced, and, having been found in good and due form, have been entrusted to the hands of the Minister of the Swiss Confederation for the purpose of deposit in the archives of the Government of that country, in conformity with Article 28, paragraph 2, of the revised Berne Convention of the 13th November, 1908.

The Governments of the contracting countries which shall be in a position to ratify the aforesaid revised Convention up to the 1st July next, may forward the acts of ratification to the Department of Foreign Affairs of the German Empire until that date. The note by which such act shall be communicated to the department mentioned, and which shall contain, if the case arises, the reservations provided for by Article 27, paragraph 2, shall be considered as forming an integral part of the present Protocol ; it shall be included in all the copies thereof, as signed by the representative of the country in question, after which the copies shall be forwarded to the representatives of the Signatory States by the aforesaid Department. Countries which ratify up to the 1st July, 1910, the revised Convention of the 13th November, 1908, shall equally have the power of making it operative on the 9th September, 1910.

Ratifications which come to hand after the 1st July, 1910, shall be notified to the Government of the Swiss Confederation, and by the latter to all the other Contracting States. It is understood that Governments of countries which ratify after the 1st July are at liberty to select the period ending the 9th September, 1910, for putting into force the revised Convention in preference to the period of three months provided by Article 29 of that Convention.

En foi de quoi le présent procès-verbal relatant les déclarations faites et le dépôt effectué a été signé par tous les représentants présents.

Fait à Berlin, le 9 juin 1910, en seize exemplaires, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la Convention du 13 novembre 1908.

Pour la Grande-Bretagne :

W. E. GOSCHEN.

Pour l'Allemagne :

SCHOEN.
VON KOERNER.
DUNGS.
DR. GOEBEL v. HARRANT.
ROBOLSKI.

Pour la Belgique :

GREINDL.

Pour le Danemark :

NØRGAARD.

Pour l'Espagne :

L. POLO DE BERNABÉ.

Pour la France :

JULES CAMBON.

Pour la République d'Haïti :

M. FOUCHARD.

Pour l'Italie :

PANSA.

Pour le Japon :

S. CHINDA.

Pour la République de Libéria :

VON KOERNER.

Pour le Luxembourg :

C^{TE}. de VILLERS.

Pour Monaco :

BALNY D'AVRICOURT.

Pour la Norvège :

v. DITTEN.

Pour la Suède :

TROLLE.

Pour la Suisse :

ALFRED DE CLAPARÈDE.

Pour la Tunisie :

JULES CAMBON.

In witness whereof the present Protocol relating to the declarations made and the deposits effected has been signed by all the representatives present.

Done at Berlin, the 9th June, 1910, in sixteen copies, in conformity with Article 28, paragraph 2, of the Convention of the 13th November, 1908.

For Great Britain :

For Germany :

For Belgium :

For Denmark :

For Spain :

For France :

For Hayti :

For Italy :

For Japan :

For Liberia :

For Luxemburg :

For Monaco :

For Norway :

For Sweden :

For Switzerland :

For Tunis :

RATIFICATIONS DE LA FRANCE ET DE
LA TUNISIE.AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
BERLIN,*le 30 juin 1910.*

M. LE BARON,

Conformément aux termes de l'alinéa 2, page 4, du Procès-verbal de dépôt des ratifications de la Convention de Berne révisée, signée à Berlin le 13 novembre 1908, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à votre Excellence, les instruments de ratification de la France et de la Tunisie de la Convention précitée.

Les deux Gouvernements, se basant sur l'article 27 de ladite Convention, l'ont ratifiée sous la réserve suivante :

En ce qui concerne les œuvres d'art appliqué à l'industrie, les Gouvernements Français et Tunisien resteront liés aux stipulations des Conventions antérieures de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

La Convention exercera ses effets pour les deux États à partir du 9 septembre 1910.

Veuillez, &c.,

T. DE BERCKHEIM.

Son Excellence le Baron de Schoen,
Secrétaire d'État à l'Office des
Affaires Étrangères.

RATIFICATION BY FRANCE AND
TUNIS.

Traduction—Translation.

FRENCH EMBASSY,
BERLIN,*30th June, 1910.*

M. LE BARON,

In conformity with the provisions of paragraph 2, page 4, of the Protocol of deposit of the ratifications of the revised Berne Convention, signed at Berlin the 13th November, 1908, I have the honour to transmit to your Excellency herewith the ratification by France and by Tunis of the aforesaid Convention.

The two Governments, having regard to Article 27 of the said Convention, have ratified it with the following reservation :—

As regards works of art applied to industrial purposes, the French and Tunisian Governments will remain bound by the stipulations of the former Conventions of the Union for the protection of literary and artistic works.

The Convention will take effect in the two States from the 9th September, 1910.

Accept, &c.,

T. DE BERCKHEIM.

His Excellency Baron de Schoen,
Secretary of State,
Foreign Office, Berlin.

RATIFICATIONS DE L'ESPAGNE ET DE
LA NORVÈGE.*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Sir Edward Grey*LÉGATION DE SUISSE,
LONDRES,*le 24 septembre 1910.*

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Sur l'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de votre Excellence, à savoir :

1. Par note du 7 septembre 1910, la Légation d'Espagne à Berne a transmis au Conseil Fédéral l'instrument diplomatique constatant que Sa

RATIFICATION BY SPAIN AND NORWAY.

The Swiss Chargé d'Affaires to Sir Edward Grey.

Traduction—Translation.

SWISS LEGATION,
LONDON,*24th September, 1910.*

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

By direction of my Government, I have the honour to inform your Excellency as follows :—

1. By a note dated the 7th September, 1910, the Spanish Legation at Berne transmitted to the Federal Council the diplomatic instrument

Majesté le Roi d'Espagne a, le 5 du même mois, approuvé et ratifié dans sa teneur intégrale la Convention de Berne révisée pour la Protection des Œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908.

2. Par note du 4 septembre 1910, le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Norvège a transmis au Conseil Fédéral l'acte par lequel la Norvège ratifie la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908, en ajoutant qu'elle déploiera ses effets pour la Norvège à partir du 9 septembre 1910, mais avec réserves faites sur la base de l'article 27 de ladite Convention et portant sur ses articles 2, 9, et 18, ainsi qu'il suit :

- a) En ce qui concerne les œuvres d'architecture, au lieu d'adhérer à la disposition de l'article 2 de la Convention susmentionnée portant que l'expression "œuvres littéraires et artistiques" comprend les œuvres d'architecture, le Gouvernement Royal de Norvège entend rester lié par l'article 4 de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, pour autant qu'il prévoit que l'expression "œuvres littéraires et artistiques" comprend "les plans, croquis, et ouvrages plastiques relatifs à l'architecture."
- b) Quant à la reproduction des articles de journaux et de recueils périodiques, au lieu d'adhérer à l'article 9 de ladite Convention révisée du 13 novembre 1908, le Gouvernement Royal de Norvège entend rester lié par l'article 7 de la Convention de Berne du 9 septembre 1886.
- c) En ce qui concerne l'application des dispositions de la Convention de Berne révisée aux œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine, le Gouvernement Royal de Norvège, au lieu d'adhérer à l'article 18 de ladite Convention, entend rester lié par l'article 14 de la Convention de Berne du 9 septembre 1886.

En suite des communications rapportées ci-dessus, la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908, se trouve actuellement ratifiée par les douze États suivants : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Haïti, Japon,

declaring that His Majesty the King of Spain on the 5th of that month, approved and ratified in its complete form the revised Berne Convention of the 13th November, 1908, for the protection of literary and artistic works.

2. By a note dated the 4th September, 1910, the Ministry for Foreign Affairs of the Kingdom of Norway forwarded to the Federal Council the Act whereby Norway ratifies the revised Berne Convention of the 13th November, 1908, adding that it will take effect as regards Norway from the 9th September, 1910, but with reservations, as provided for by Article 27 of the said Convention, respecting Articles 2, 9, and 18 to the following effect :—

- (a) With respect to works of architecture, in lieu of acceding to the provisions of Article 2 of the above-mentioned Convention stipulating that the expression "literary and artistic works" comprises works of architecture, the Royal Norwegian Government will remain bound by Article 4 of the Berne Convention of the 9th September, 1886, so far as it provides that the term "literary and artistic works" comprises "plans, sketches, and models relating to architecture."
- (b) As regards the reproduction of articles appearing in newspapers and magazines, the Royal Norwegian Government, in lieu of acceding to Article 9 of the said revised Convention of the 13th November, 1908, will remain bound by Article 7 of the Berne Convention of the 9th September, 1886.
- (c) With respect to the application of the provisions of the revised Berne Convention to works which at the moment of its coming into force have not yet fallen within the public domain of their country of origin, the Royal Norwegian Government, in lieu of acceding to Article 18 of the said Convention, will remain bound by Article 14 of the Berne Convention of the 9th September, 1886.

As a result of the foregoing communications, the revised Berne Convention of the 13th November, 1908, has been actually ratified by the twelve following States : Germany, Belgium, Spain, France, Hayti, Japan, Liberia,

Libéria, Luxembourg, Monaco, Norvège, Suisse, et Tunisie, avec réserves formulées par la France, le Japon, la Norvège et la Tunisie.

En demandant à votre Excellence de vouloir bien consentir à me donner acte de ce qui précède, je vous prie, &c.

PROBST.

Luxemburg, Monaco, Norway, Switzerland, and Tunis, with reservations formulated in the case of France, Japan, Norway, and Tunis.

In requesting your Excellency to be good enough to acknowledge the receipt of this communication, I have, &c.

PROBST.

RATIFICATION BY THE UNITED KINGDOM.

Declaration made by His Majesty's Chargé d'Affaires at Berne, 14th June, 1912, in depositing the British Ratification of the Berlin Convention of 13th November, 1908.

In proceeding to deposit the ratification of His Britannic Majesty of the Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, signed at Berlin on the 13th November, 1908, the Undersigned, His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires at Berne, declares as follows, in the name of his Government :—

- (a) In pursuance of Article 27 of the above-mentioned Convention, it is declared that, as regards the application of the Convention to works which at the time of its coming into force have not yet fallen into the public domain in their country of origin, His Britannic Majesty's Government, in lieu of acceding to Article 18 of the Convention, remain bound by Article 14 of the Convention signed at Berne on the 9th September, 1886, and by paragraph 4 of the Final Protocol of that Convention of the same date, as amended by the Additional Act of Paris dated the 4th May, 1896.
- (b) In pursuance of Article 26 of the above-mentioned Convention, His Britannic Majesty's Government hereby accede to the Convention for all British Colonies and foreign possessions, with the exception of the following :—

India,
Dominion of Canada,

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* TRADUCTION—TRANSLATION. DÉPÔT DE LA RATIFICATION DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE.

Déclaration faite par le Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique à Berne, le 14 juin 1912, en déposant la ratification du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, de la convention de Berlin du 13 novembre 1908.

En procédant au dépôt de l'instrument de ratification de Sa Majesté Britannique sur la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908, le soussigné Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique à Berne, fait, au nom de son Gouvernement, les déclarations suivantes :

- a) Conformément à l'article 27 de la Convention susmentionnée, il est déclaré que, en ce qui concerne l'application de la Convention aux œuvres qui, à l'époque de son entrée en vigueur, ne sont pas encore, dans leur pays d'origine, tombées dans le domaine public, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, au lieu d'accéder à l'article 18 de cette Convention, reste lié par l'article 14 de la Convention signée à Berne le 9 novembre 1886, et par le paragraphe 4 du Protocole final de cette Convention, telle qu'elle est amendée par l'Acte additionnel de Paris, en date du 4 mai 1896.
- b) Conformément à l'article 26 de la Convention susmentionnée, le Gouvernement Britannique adhère, par la présente déclaration, à cette Convention au nom de toutes les Colonies britanniques et possessions étrangères, à l'exception des suivantes :

Indes,
Dominion du Canada,

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Commonwealth of Australia,
Dominion of New Zealand,
Newfoundland,
Union of South Africa,
The Channel Islands,
Papua, and
Norfolk Island.

- (c) His Britannic Majesty at the same time accedes to the Convention for the Island of Cyprus and for the following British Protectorates :—

Bechuanaland Protectorate; East Africa Protectorate; Gambia Protectorate; Gilbert and Ellice Islands Protectorate; Northern Nigeria Protectorate; Northern territories of the Gold Coast; Nyasaland Protectorate; Northern Rhodesia; Southern Rhodesia; Sierra Leone Protectorate; Somaliland Protectorate; Southern Nigeria Protectorate; Solomon Islands Protectorate; Swaziland; Uganda Protectorate; and Wei-hai-Wei.

- (d) His Britannic Majesty's Government, nevertheless, reserve the right to denounce separately the Convention at any time in respect of any of the British Colonies, foreign possessions, or Protectorates for which they hereby accede (including the Island of Cyprus) or for which they may hereafter accede.

- (e) Lastly, it is declared that the provisions of the Convention will become operative in the United Kingdom and in the Colonies, foreign possessions, and Protectorates (including the Island of Cyprus) to which the above Declaration of Accession applies, on the 1st July next.

(Signed) R. H. CLIVE.

Berne,
14th June, 1912.

Commonwealth d'Australie,
Dominion de Nouvelle-Zélande,
Terre-Neuve,
Union de l'Afrique du Sud,
Îles anglo-normandes,
Papouasie, et
l'Île Norfolk.

- c) En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adhère à la Convention pour l'Île de Chypre et pour les Protectorats Britanniques dont les noms suivent :

Protectorat du Bechuanaland; Protectorat de l'Afrique Orientale; Protectorat de Gambie; Protectorat des Îles Gilbert et Ellice; Protectorat de la Nigéria septentrionale; Territoires Septentrionaux de la Côte d'or; Protectorat de Nyasaland; Rhodésia septentrionale; Rhodésia méridionale; Protectorat de Sierra Leone; Protectorat de la Somalie; Protectorat de la Nigéria méridionale; Protectorat des Îles Salomon; Swaziland; Protectorat de l'Uganda; et Wei-hai Wei.

- d) Néanmoins le Gouvernement de Sa Majesté britannique se réserve le droit de dénoncer séparément la Convention à n'importe quel moment—en ce qui concerne l'une quelconque des Colonies britanniques, possessions étrangères ou protectorats, au nom desquels, il déclare par le présent acte adhérer à cette convention (y compris l'Île de Chypre), ainsi qu'en ce qui concerne les Colonies au nom desquelles il pourra y accéder plus tard.

- e) Finalement il est déclaré que les stipulations de la Convention deviendront effectives le 1er juillet prochain dans le Royaume-Uni et dans les Colonies, possessions étrangères et protectorats (y compris l'Île de Chypre) auxquels s'applique la déclaration d'accession ci-dessus.

(Signé) R. H. CLIVE.

Berne,
le 14 juin 1912.

RATIFICATIONS POSTÉRIEURES.

DANEMARK :

Avec réserves pour les articles de journaux et de revues (article 7 de la Convention de Berne de 1886 révisée par l'acte additionnel de Paris de 1896).

ITALIE :

Avec réserves :

1. Sur le droit exclusif de traduction (article 5 de la Convention de Berne de 1886 révisée par l'acte additionnel de Paris de 1896) et

2. Sur les droits de représentation à l'égard des traductions d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales (article 9, al. 2 de la Convention de Berne de 1886).

PAYS-BAS :

Avec réserves :

1. Sur le droit exclusif de traduction (article 5 de la Convention de Berne de 1886, révisée par l'acte additionnel de Paris de 1896).

2. Articles de journaux et de revues (article 7 de la Convention de Berne de 1886, révisée par l'acte additionnel de Paris de 1896).

3. Droit de représentation à l'égard des traductions d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales (article 9, al. 2 de la Convention de Berne de 1886).

SUÈDE :

Avec des réserves sur les articles de journaux et de revues (article 7 de la Convention de Berne de 1886).

ACCESSIONS.

Portugal et les Colonies Portugaises, 28 mars 1911 ; Grèce, 13 novembre 1908.

Cette accession est accompagnée des réserves suivantes :

1. L'article 8 de la Convention de 1908 sera remplacé par l'article 5 de la Convention de Berne de 1886.

2. L'article 9 de la Convention de 1908 par l'article 7 de la Convention de Berne de 1886.

3. L'article 11 de la Convention de 1908 par l'article 9 de la Convention de 1886.

SUBSEQUENT RATIFICATIONS.

DENMARK :

With reservations with regard to newspaper and review articles (Article 7 of the Berne Convention of 1886, revised by the supplementary Paris Act of 1896).

ITALY :

With reservations with regard to :—

1. Exclusive right of translation (Article 5 of the Berne Convention of 1886, revised by the supplementary Paris Act of 1896, and

2. With regard to the rights of production of translations of dramatic or musical dramatic works (Article 9, para. 2 of the Berne Convention of 1886).

NETHERLANDS :

With reservations with regard to :—

1. The exclusive right of translation (Article 5 of the Berne Convention of 1886, revised by additional Paris Act of 1896).

2. Newspaper and review articles (Article 7 of the Berne Convention of 1886, revised by the additional Paris Act of 1896).

3. Right of production of translations of dramatic or musical dramatical works (Article 9, para. 2 of the Berne Convention of 1886).

SWEDEN :

With reservations with regard to newspaper and review articles (Article 7 of the Berne Convention of 1886).

ACCESSIONS.

Portugal and the Portuguese Colonies, March 28, 1911 ; Greece, November 13, 1908.

This accession is accompanied by the following reservations :—

1. Article 8 of the Convention of 1908 shall be replaced by Article 5 of the Berne Convention of 1886.

2. Article 9 of the Convention of 1908 by Article 7 of the Berne Convention of 1886.

3. Article 11 of the Convention of 1908 by Article 9 of the Convention of 1886.

No. 16.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
DANEMARK, ESPAGNE, ETC.**

**Protocole Additionnel à la Con-
vention Internationale pour la
protection des œuvres littéraires
et artistiques, en date du 13
novembre 1908, signé à Berne, le
20 mars 1914.**

**GERMANY, BELGIUM, DEN-
MARK, SPAIN, ETC.**

**Additional Protocol to the Inter-
national Copyright Convention on
November 13, 1908, signed at
Berne, March 20, 1914.**

TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 16.—PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA *CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, EN DATE DU 13 NOVEMBRE 1908, SIGNÉ À BERNE, LE 20 MARS 1914.

No. 16.—ADDITIONAL PROTOCOL TO THE INTERNATIONAL COPYRIGHT *CONVENTION ON NOVEMBER 13, 1908, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

Textes officiels français et traduction anglaise communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 7 septembre 1920.

French text and English translation forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this Convention took place on September 7, 1920.

Les pays membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, désirant autoriser une limitation facultative de la portée de la Convention du 13 novembre, 1908, ont, d'un commun accord, arrêté le Protocole suivant :

The countries belonging to the International Union for the protection of literary and artistic works, being desirous of permitting the limitation at discretion of the application of the Convention of the 13th November, 1908, have adopted by common consent the following Protocol :—

- 1°) Lorsqu'un pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les œuvres des auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, les dispositions de la Convention du 13 novembre, 1908, ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au pays contractant de restreindre la protection des œuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces œuvres, sujets ou citoyens dudit pays étranger et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des pays de l'Union.
- 2°) Le droit accordé aux États contractants par le présent Protocole appartient également à chacune de leurs Possessions d'outre-mer.
- 3°) Aucune restriction établie en vertu du No. 1 ci-dessus ne devra porter préjudice

- (1) Where any country outside the Union fails to protect in an adequate manner the works of authors who are subject to the jurisdiction of one of the contracting countries, nothing in the Convention of the 13th November, 1908, shall affect the right of such contracting country to restrict the protection given to the works of authors who are, at the date of the first publication thereof, subjects or citizens of the said non-Union country, and are not effectively domiciled in one of the countries of the Union.
- (2) The right accorded by the present Protocol to contracting States belongs equally to any of their oversea possessions.
- (3) No restrictions introduced by virtue of Article 1 of the present Protocol shall in

* Voir convention No. 15.

* See convention No. 15.

aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

- 4^c) Les États qui, en vertu du présent Protocole, restreindront la protection des droits des auteurs, le notifieront au Gouvernement de la Confédération Suisse par une déclaration écrite où seront indiqués les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces pays sont soumis. Le Gouvernement de la Confédération Suisse communiquera aussitôt le fait à tous les autres États de l'Union.
- 5^c) Le présent Protocole sera ratifié, et les ratifications seront déposées à Berne dans un délai maximum de douze mois comptés à partir de sa date. Il entrera en vigueur un mois après l'expiration de ce délai, et aura même force et durée que la Convention à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des pays membres de l'Union ont signé le présent Protocole, dont une copie certifiée sera remise à chacun des Gouvernements unionistes.

Fait à Berne, le 20 mars 1914, en un seul exemplaire, déposé aux archives de la Confédération Suisse.

any way affect the rights which an author may have acquired in respect of a work published in a country of the Union before such restrictions were put in force.

- (4) The States which restrict the grant of copyright in accordance with the present Protocol shall give notice thereof to the Government of the Swiss Confederation by a written declaration specifying the countries in regard to which protection is restricted, and the restrictions to which rights of authors who are subject to the jurisdiction of these countries are subjected. The Government of the Swiss Confederation will immediately communicate this declaration to all the other States of the Union.
- (5) The present Protocol shall be ratified, and the ratifications deposited at Berne within a period not exceeding twelve months from the date thereof. It shall come into operation one month after the expiration of this period, and shall have the same force and duration as the Convention to which it relates.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the countries belonging to the Union have signed the present protocol, a certified copy of which shall be transmitted to each of the respective Governments.

Done at Berne, the 20th day of March, 1914, in a single copy, deposited in the archives of the Swiss Confederation.

Pour la Grande-Bretagne :

E. HICKS BEACH.

Pour l'Allemagne :

ROMBERG.

Pour la Belgique :

P. DE GROOTE.

Pour le Danemark :

W. PESTALOZZI.

Pour l'Espagne :

FRANCISCO DE REYNOSO.

Pour la France :

BEAU.

For Great Britain :

For Germany :

For Belgium :

For Denmark :

For Spain :

For France :

Pour Haïti :		For Hayti :
	CH. FOUCHARD.	
Pour l'Italie :		For Italy :
	PAULUCCI DE CALBOLI.	
Pour le Japon :		For Japan :
	GENSHIRO NISHI.	
Pour Libéria :		For Liberia :
	J. VIEWEG.	
Pour le Luxembourg :		For Luxemburg :
	P. DE GROOTE.	
Pour Monaco :		For Monaco :
	ALB. OELER.	
Pour la Norvège :		For Norway :
	Dr. GEORG WETTSTEIN.	
Pour les Pays-Bas :		For the Netherlands :
	VAN PANHUYS.	
Pour le Portugal :		For Portugal :
	JOAQUIM PEDROSO.	
Pour la Suède :		For Sweden :
	H. VON ESSEN.	
Pour la Suisse :		For Switzerland :
	MÜLLER.	
Pour la Tunisie :		For Tunis :
	BEAU.	

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les Plénipotentiaires sous signés, à ce dûment autorisés, se sont réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature du Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée pour la Protection des Œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, et ils ont pris connaissance de la Déclaration suivante, lue par M. le Plénipotentiaire de la Suède :

“ Le Gouvernement du Roi, n'ayant pas encore ratifié la Convention de Berne révisée du 13 novembre, 1908, signe le Protocole additionnel à ladite Convention en formulant la réserve que la ratification

PROCÈS-VERBAL OF SIGNATURE.

The undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, have met to-day for the purpose of signing the Additional Protocol to the revised Convention of Berne, dated the 13th November, 1908, for the Protection of Literary and Artistic Works, and they have taken note of the following Declaration read by the Plenipotentiary of the Kingdom of Sweden :—

“ The King's Government, not having yet ratified the revised Convention of Berne dated the 13th November, 1908, signs the Additional Protocol to the said Convention with the reservation that the

du Protocole ne pourra avoir lieu qu'avec celle de la Convention."

ratification of the Protocol can only take place together with that of the Convention."

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Procès-verbal.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present *Procès-verbal*.

Fait à Berne, le vingtième jour du mois de mars de l'an 1914.

Done at Berne, the 20th day of March, 1914.

Pour la Grande-Bretagne :	E. HICKS BEACH.	For Great Britain :
Pour l'Allemagne :	ROMBERG.	For Germany :
Pour la Belgique :	P. DE GROOTE.	For Belgium :
Pour le Danemark :	W. PESTALOZZI.	For Denmark :
Pour l'Espagne :	FRANCISCO DE REYNOSO.	For Spain :
Pour la France :	BEAU.	For France :
Pour Haïti :	CH. FOUCHARD.	For Hayti :
Pour l'Italie :	PAULUCCI DE CALBOLI.	For Italy :
Pour le Japon :	GENSHIRO NISHI.	For Japan :
Pour Libéria :	J. VIEWEG.	For Liberia :
Pour le Luxembourg :	P. DE GROOTE.	For Luxemburg :
Pour Monaco :	ALB. OELER.	For Monaco :
Pour la Norvège :	Dr. GEORG WETTSTEIN.	For Norway :
Pour les Pays-Bas :	VAN PANHUYS.	For the Netherlands :
Pour le Portugal :	JOAQUIM PEDROSO.	For Portugal :
Pour la Suède :	H. v. ESSEN.	For Sweden :
Pour la Suisse :	MÜLLER.	For Switzerland :
Pour la Tunisie :	BEAU.	For Tunis :

RATIFICATIONS.		
PAYS.		DATES.
Allemagne	...	5 octobre 1919.
Autriche	...	1er octobre 1920.
Danemark	...	19 mars 1915.
Espagne	...	14 mars 1915.
France	...	2 février 1916.
Grande-Bretagne	...	7 juillet 1914.
Japon	...	5 février 1915.
Luxembourg	...	11 mars 1915.
Maroc	...	16 juin 1917.
Monaco	...	5 novembre 1914.
Norvège	...	28 février 1920.
Pays-Bas	...	7 avril 1915.
Pologne	...	28 janvier 1920.
Suède	...	22 septembre 1919.
Suisse	...	26 janvier 1915.
Tunisie	...	23 avril 1920.

RATIFICATIONS.		
STATES.		DATES.
Germany	...	October 5, 1919.
Austria	...	October 1, 1920.
Denmark	...	March 19, 1915.
Spain	...	March 14, 1915.
France	...	February 2, 1916.
Great Britain	...	July 7, 1914.
Japan	...	February 5, 1915.
Luxemburg	...	March 11, 1915.
Morocco	...	June 16, 1917.
Monaco	...	November 5, 1914.
Norway	...	February 28, 1920.
Netherlands	...	April 7, 1915.
Poland	...	January 28, 1920.
Sweden	...	September 22, 1919.
Switzerland...	...	January 26, 1915.
Tunis	...	April 23, 1920.

LISTE DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION
INTERNATIONALE POUR LA PRO-
TECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES
ET ARTISTIQUES.

(AU 1ER JANVIER 1920.)

Allemagne,
Autriche,
Belgique,
Danemark, avec les îles Féroé,
Espagne, avec colonies,
France, avec l'Algérie et les colonies,
Grande-Bretagne, avec ses colonies et
possessions et avec certains pays de
protectorat,
Grèce,
Haïti,
Italie,
Japon,
Libéria,
Luxembourg,
Maroc (Territoire du Protectorat français).
Monaco,
Norvège,
Pays-Bas (avec les Indes Orientales néer-
landaises, Curaçao et Suriname),
Pologne,
Portugal, avec colonies,
Suède,
Suisse,
Tunisie.

LIST OF STATES, MEMBERS OF THE
INTERNATIONAL UNION FOR THE
PROTECTION OF LITERARY AND
ARTISTIC WORKS.

(ON JANUARY 1, 1920.)

Germany,
Austria,
Belgium,
Denmark, with Feroe Islands,
Spain, with colonies,
France, with Algeria and colonies,
Great Britain, with colonies and possessions
and with certain protectorate countries,
Greece,
Haiti,
Italy,
Japan,
Liberia,
Luxemburg,
Morocco (French Protectorate Territory),
Monaco,
Norway,
Netherlands (with Dutch East Indies,
Curaçao and Surinam),
Poland,
Portugal, with colonies,
Sweden,
Switzerland,
Tunis.

No. 17.

**FRANCE ET ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE.**

**Échange de Notes concernant les
réglement des intérêts français
et anglais dans la liquidation des
biens ennemis dans les deux pays.**

**Londres 24 septembre 1919.
10 janvier 1920.**

**FRANCE AND THE UNITED
KINGDOM.**

**Exchange of Notes respecting the
restoration of property and pay-
ment of debts due by enemy
businesses in liquidation.**

**London September 24, 1919.
January 10, 1920.**

No. 17.—ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES INTÉRÊTS FRANÇAIS ET ANGLAIS DANS LA LIQUIDATION DES BIENS ENNEMIS DANS LES DEUX PAYS, LONDRES, 24 SEPTEMBRE 1919 / 10 JANVIER 1920.

No. 17.—EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE RESTORATION OF PROPERTY AND PAYMENT OF DEBTS DUE BY ENEMY BUSINESSES IN LIQUIDATION, LONDON, SEPTEMBER 24, 1919 / JANUARY 10, 1920.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 septembre 1920.

French and English official texts forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office. The registration of this agreement took place on 7th September, 1920.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

AMBASSADE DE FRANCE
À LONDRES.

FRENCH EMBASSY IN
LONDON.

Les délégués techniques à la Conférence de la Paix ont examiné la question du règlement des intérêts français et anglais dans les liquidations des biens ennemis dans les deux pays.

The technical delegates to the Peace Conference have considered the question of the settlement of the French and English interests in the liquidation of enemy property in both countries.

Ces délégués sont tombés d'accord sur le texte suivant :

These delegates have agreed on the following texts :—

“ Dans les liquidations en Angleterre des entreprises ennemies ou des sociétés contrôlées par les ennemis, les ressortissants français auront les mêmes droits que les ressortissants anglais en ce qui concerne la restitution des biens détenus pour leur compte et à leur profit, le paiement des dettes à eux dues par l'entreprise ou la Société liquidée ainsi que leur participation d'actions à la répartition des produits de la liquidation en tant que participants ou porteurs d'actions, pourvu que les dettes dues à l'entreprise ou Société par des ressortissants français ou les biens détenus

“ In the liquidation in the United Kingdom of an enemy business or a company controlled by enemies, French nationals will have the same rights as British nationals with respect to the restoration of property held on their behalf and for their benefit, the payment of debts owing to them by the business or company which is liquidated and their participation as partners or as shareholders in the distribution of the proceeds of the liquidation, provided that debts owing to, and property held on behalf of, the business or company by French nationals are paid or delivered

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

pour le compte de ces entreprises ou sociétés soient payés ou restitués à la personne chargée d'effectuer la liquidation.

“Réciproquement dans les liquidations en France des entreprises ennemies ou des compagnies contrôlées par les ennemis, les ressortissants anglais auront, dans les mêmes conditions les mêmes droits que les ressortissants français en ce qui concerne les questions ci-dessus visées.

“Les dettes ci-dessus visées sont seulement celles dues à ou par les établissements existant en Angleterre.”

Il est bien entendu qu'il ne serait tenu compte pour l'application de ce texte que des droits que les français et anglais possédaient avant la guerre. Il est en effet, nécessaire d'éviter toute fraude.

En outre, il est évident que le dernier alinéa exclut, dans le cas de séquestration de simples succursales ou d'Agences, le règlement des créances relevant du principal établissement ou du siège social resté lui-même en dehors de la séquestration et de la liquidation. Enfin le texte dont il s'agit laisse en dehors le règlement des droits que des *séquestrations* ennemies en France et en Angleterre peuvent avoir les unes à l'égard des autres.

L'Ambassadeur de France a été chargé de communiquer ce qui précède au Gouvernement Royal. Le Gouvernement Français désirerait que l'accord sur le texte arrêté par les délégués techniques soit constaté par un échange de notes entre le Foreign Office et cette Ambassade.

Monsieur Paul Cambon saisit cette occasion pour renouveler à Sa Seigneurie le Comte Curzon de Kedleston les assurances de sa haute considération.

Albert Gate House,
24 septembre 1919.

to the person appointed to conduct the liquidation.

“Similarly, in the liquidation in France of an enemy business or a company controlled by enemies, British nationals will, on the same conditions, have the same rights as French nationals with respect to the matters referred to above.

“The debts referred to above are only those due by or to establishments in the United Kingdom.”

In the application of this text it is obvious that only the rights which the French or English possessed before the war should be considered. It is very important to avoid fraud of any kind.

Moreover, the last paragraph clearly excludes, in the case of sequestration of mere branches or agencies, the settlement of debts on the books of chief establishment or head office of the company which had not been included in the sequestration or liquidation. Finally, the text referred to makes no mention of the settlement of rights which enemy *sequestrations* in France and in England might have in respect of each other.

The French Ambassador has been instructed to communicate the foregoing to His Majesty's Government. The French Government desires that the agreement with regard to the text adopted by the technical delegates should be definitely established by an exchange of Notes between the Foreign Office and this Embassy.

M. Paul Cambon avails himself of this opportunity to renew to the Right Honourable the Earl Curzon of Kedleston the assurance of his high consideration.

Albert Gate House,
24th September, 1919.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

10th January, 1920.

SIR,

With reference to your note of the 5th instant relative to the Agreement between the United Kingdom and France for the reciprocal payment of enemy debts, I have the honour to inform you that His Majesty's Government accept the Agreement in question, the last paragraph of which should read as follows:—

“The debts referred to above are only those due by, or to, establishments in the United Kingdom or France.”

2. I have the honour to state that His Majesty's Government now consider the Agreement to be concluded.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir,
Your most obedient humble Servant,
(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

Monsieur A. de Fleuriau,
&c., &c., &c.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

10 janvier 1920.

MONSIEUR,

Me référant à votre note du 5 courant relative à l'accord conclu entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France au sujet du paiement réciproque des dettes ennemies, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté accepte l'accord en question, dont le dernier paragraphe serait rédigé comme suit :

“Les dettes ci-dessus visées sont seulement celles dues à ou par les établissements existant en Angleterre ou en France.”

2. J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté considère dès maintenant, l'accord comme conclu.

J'ai l'honneur, etc., etc., etc.

(Signé) CURZON OF KEDLESTON.

Monsieur A. de Fleuriau,
&c., &c., &c.

“Dans les liquidations en Angleterre des entreprises ennemies ou des sociétés contrôlées par les ennemis, les ressortissants français auront les mêmes droits que les ressortissants anglais en ce qui concerne la restitution des biens détenus pour leur compte et à leur profit, le paiement des dettes à eux dues par l'entreprise ou la Société liquidée ainsi que leur participation d'actions à la répartition des produits de la liquidation en tant que participants ou porteurs d'actions, pourvu que les dettes dues à l'entreprise ou Société par des ressortissants français ou les biens détenus pour le compte de ces entreprises ou sociétés soient payés ou restitués à la personne chargée d'effectuer la liquidation.

“Réciproquement dans les liquidations en France des entreprises ennemies ou des com-

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

“In the liquidation in the United Kingdom of an enemy business or a company controlled by enemies French nationals will have the same rights as British nationals with respect to the restoration of property held on their behalf and for their benefit, the payment of debts owing to them by the business or company which is liquidated and their participation as partners or as shareholders in the distribution of the proceeds of the liquidation, provided that debts owing to, and property held on behalf of, the business or company by French nationals are paid or delivered to the person appointed to conduct the liquidation.

“Similarly, in the liquidation in France of an enemy business or a company controlled by

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

pagnies contrôlées par les ennemis, les ressortissants anglais auront, dans les mêmes conditions les mêmes droits que les ressortissants français en ce qui concerne les questions ci-dessus visées.

“Les dettes ci-dessus visées sont seulement celles dues à ou par les établissements existant en Angleterre ou en France.”

enemies, British nationals will, on the same conditions, have the same rights as French nationals with respect to the matters referred to above.

“The debts referred to above are only those due by, or to, establishments in the United Kingdom or France.”

*TRADUCTION—TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

23rd April, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Monsieur de Fleuriau's note of 5th January last, I have the honour to inform you that the Government of India have expressed their desire to adhere to the Agreement between His Majesty's Government and the French Government, regarding the restoration of property and payment of debts due by enemy businesses in liquidation. I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to inform the French Government accordingly.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your Excellency's most obedient humble
Servant,

(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

His Excellency

Monsieur Cambon.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

23 avril 1920.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la note de Monsieur de Fleuriau en date du 5 janvier dernier, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement des Indes a exprimé le désir d'adhérer à l'accord conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement français relatif à la restitution des biens et au payement des dettes dues par les entreprises ennemies en liquidation.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir en informer le Gouvernement français en conséquence.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) CURZON OF KEDLESTON.

Son Excellence

Monsieur Cambon.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

AMBASSADE DE FRANCE
À LONDRES.FRENCH EMBASSY,
LONDON.

Par sa communication en date du 23 avril dernier, Son Excellence le Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères a bien voulu donner connaissance à l'Ambassadeur de France de l'adhésion du Gouvernement de l'Inde à l'accord conclu entre les Gouvernements français et anglais au sujet de la liquidation des dettes et créances ennemies.

Le Gouvernement de la République est heureux de cette nouvelle manifestation des relations amicales de la Grande-Bretagne et de la France et il prend bonne note du fait que les accords dont le Foreign Office a reconnu la conclusion par la lettre adressée à M. de Fleuriau le 10 janvier dernier devront désormais être considérés comme s'étendant au Gouvernement Impérial des Indes.

M. Paul Cambon saisit cette occasion pour renouveler à Sa Seigneurie le Comte Curzon de Kedleston les assurances de sa haute considération.

Albert Gate House,
26 mai 1920.

In his communication dated April 23rd last, His Excellency His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs informed the French Ambassador of the adhesion of the Indian Government to the agreement concluded between the French and British Governments in the matter of the liquidation of enemy debts and credits.

The Government of the French Republic appreciates this further proof of the friendly relations between Great Britain and France, and notes that the agreements of which the Foreign Office has recognized the conclusion in its letter dated January 10th last, addressed to M. de Fleuriau, should henceforth be considered as extended to the Imperial Government of India.

M. Paul Cambon avails himself of this opportunity to renew to the Right Honourable the Earl Curzon of Kedleston the assurance of his high consideration.

Albert Gate House,
26th May, 1920.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

AMBASSADE DE FRANCE
À LONDRES.FRENCH EMBASSY,
LONDON.

Par lettre en date du 26 mai dernier l'Ambassadeur de France a eu l'honneur de faire savoir à Son Excellence le Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères que le Gouvernement de la République Française prenait bonne note de l'adhésion du Gouvernement de l'Inde à l'accord conclu entre les Gouvernements Français et Anglais au sujet de la liquidation des dettes et des créances ennemies.

L'Ambassadeur de France a été chargé de faire savoir à Son Excellence le Principal Secrétaire d'État que le Gouvernement Français est disposé à reconnaître comme s'étendant à tous les Dominions, colonies et protectorats des deux nations alliées les accords entre le Royaume-

In his letter of 26th May last, the French Ambassador had the honour to inform His Excellency the Secretary of State for Foreign Affairs that the Government of the French Republic noted the adhesion of the Government of India to the agreement concluded between the French and British Governments in the matter of the liquidation of enemy debts and credits.

The French Ambassador has been instructed to inform His Excellency His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs that the French Government is prepared to recognise the agreements between the United Kingdom and France on the subject of the liquidation of

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Uni et la France pour la liquidation des dettes et créances ennemies, accords dont le Foreign Office a reconnu la conclusion par une lettre adressée à M. de Fleuriau le 10 janvier 1920.

M. Paul Cambon saisit cette occasion pour renouveler à Sa Seigneurie le Comte Curzon de Kedleston les assurances de sa haute considération.

Albert Gate House,
3 juillet 1920.

enemy debts and credits as extending to all the Dominions, colonies and protectorates of the two Allied Nations. The conclusion of these agreements was recognised by the Foreign Office in a letter addressed to M. de Fleuriau dated 10th January, 1920.

M. Paul Cambon avails himself of this opportunity to renew to the Right Honourable the Earl Curzon of Kedleston the assurance of his high consideration.

Albert Gate House,
3rd July, 1920.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 209193/W/50.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

31st July, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of 3rd July last, I have the honour to state that the Governments of the Commonwealth of Australia, New Zealand, Union of South Africa and Newfoundland desire to adhere to the Agreement between His Majesty's Government and the French Government regarding the restoration of property and payment of debts due by enemy businesses in liquidation. I am still awaiting the views of the Government of Canada on the subject.

With regard to British Colonies not possessing responsible Governments and to British Protectorates, I have the honour to explain that in most cases payment to French citizens of debts owing to them by liquidated enemy businesses have been made *pari passu* with payments to British claimants. Most of the liquidations carried out in the Colonies and Protectorates are now complete and it would be difficult if not impossible to re-open them for the purpose of admitting new claims, especially as in many cases the assets are likely to have been exhausted already. For these reasons His Majesty's Government do not think it

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 209193/W/50.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

31 juillet 1920.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note du 3 juillet dernier, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les Gouvernements du Commonwealth d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Union de l'Afrique du Sud et de Terre-Neuve désirent adhérer à l'accord conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement français relatif à la restitution des biens et au paiement des dettes dues par les entreprises ou sociétés ennemies en liquidation. J'attends que le Gouvernement du Canada veuille bien me faire connaître ses vues en la matière.

En ce qui concerne les Colonies britanniques qui ne possèdent pas de Gouvernements responsables et les Protectorats britanniques, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que, dans la plupart des cas, le paiement aux citoyens français de dettes qui leur sont dues par les maisons des entreprises ennemies en liquidation a été effectué *pari passu* avec les paiements effectués aux ayant-droit britanniques. La plupart des liquidations effectuées dans les Colonies et dans les Protectorats sont maintenant terminés et il serait difficile sinon impossible de les ouvrir à nouveau afin d'admettre de nouvelles revendications, d'autant plus que

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

would be feasible to extend the Agreement to such Colonies and Protectorates.

I have, etc.,

(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

His Excellency
Monsieur Paul Cambon.

dans beaucoup de cas les actifs ont probablement déjà été épuisés. C'est pourquoi le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas qu'il soit possible d'appliquer l'accord à ces Colonies et à ces Protectorats.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) CURZON OF KEDLESTON.

Son Excellence
Monsieur Paul Cambon.

No. 18.

**ROYAUME-UNIE DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET ROUMANIE.**

**Arrangement concernant la cession
à la Roumanie des contrats
l'achat de blé passés par le
Bureau britannique de Bucarest
avec différents agriculteurs
roumains, signé à Bucarest le
22 janvier 1920.**

**THE UNITED KINGDOM AND
ROUMANIA.**

**Agreement respecting the transfer
to the Roumanian State of the
contracts for corn made between
the British Corn Bureau at
Bucarest and various Roumanian
agriculturists, signed at Bucarest,
January 22, 1920.**

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 18.—ARRANGEMENT CONCERNANT LA CESSION A LA ROUMANIE DES CONTRATS D'ACHAT DE BLÉ PASSÉS PAR LE BUREAU BRITANNIQUE DE BUCAREST AVEC DIFFÉRENTS AGRICULTEURS ROUMAINS. SIGNÉ A BUCAREST LE 22 JANVIER 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920.

L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 septembre 1920.

No. 18.—AGREEMENT RESPECTING THE TRANSFER TO THE ROUMANIAN STATE OF THE CONTRACTS FOR CORN MADE BETWEEN THE BRITISH CORN BUREAU AT BUCAREST AND VARIOUS ROUMANIAN AGRICULTURISTS. SIGNED AT BUCAREST JANUARY 22, 1920.

French official text forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration.

The registration of this agreement took place on September 7, 1920.

ACTE DE CESSION.

Entre les soussignés F. Rattigan, Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique à Bucarest, agissant au nom du Gouvernement de Sa Majesté, dûment autorisé à cet effet, d'une part, et l'État Roumain, représenté par le soussigné Victor Bontescu, Ministre de l'Industrie et du Commerce agissant en vertu de la Loi sanctionnée par le Décret Royal No. 121 du 15 janvier 1920, promulguée au Moniteur Officiel No. 214 du 17 janvier 1920 d'autre part ; est intervenu le présent acte de cession, dans les conditions suivantes :

1. Moi, F. Rattigan, au nom du Gouvernement Britannique déclare céder à l'État Roumain la totalité des contrats d'achats de blé passés par le Bureau Britannique de Bucarest avec différents agriculteurs de Roumanie au courant de l'année 1916, en vertu du contrat général passé par ce Bureau avec la Commission centrale d'exportation en date du 18 janvier 1916.

Il est spécifié que ces contrats au nombre de 1915, visés à la Bourse de Bucarest, se trouvent

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

ACT OF TRANSFER.

The undersigned, F. Rattigan, His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires at Bukharest, acting in the name of His Majesty's Government, and duly authorised, on the one hand, and the Roumanian State, represented by Victor Bontescu, Minister of Commerce and Industry, acting in virtue of the Law sanctioned by Royal Decree No. 121, dated 15th January, 1920, and promulgated in the Official Gazette No. 214, dated 17th January, 1920, on the other hand, do agree the present act of transfer under the following conditions :—

1. I, F. Rattigan, in the name of His Britannic Majesty's Government, do hereby transfer to the Roumanian State the whole of the contracts for corn made between His Britannic Majesty's Representative at Bukharest and various Roumanian agriculturists during the year 1916, in virtue of the general agreement made by this Bureau with the Central Commission for Export dated 18 January, 1916.

It is specified that these contracts to the number of 1915, signed at the Bukharest Stock

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

énumérés dans les registres du Bureau faisant partie du présent acte, représentant un achat total de 42,684 wagons et 8,005 kilogrammes de blé, au prix moyen de lei 3,265 le wagon et au prix effectif selon la qualité, entièrement versé de 139,503,272 lei et 75 centimes, ou au cours fixé par le contrat général de 26 lei 22 bani la livre sterling, de Livres sterling 5,320,490.19 shillings et 8 pences, et en plus neuf autres contrats pour une valeur de 285,071,75 lei non payés, dont le prix sera acquitté directement par l'État Roumain.

De la totalité des quantités achetées, une quantité approximative de 18,000 wagons a été livrée au Ministère de la Guerre de Roumanie en vertu de la convention en date du 26/8 aout 1916, l'État Roumain s'obligeant à restituer en nature cette quantité sur la première récolte ; sur le restant, en exceptant une quantité de 500 wagons se trouvant dans différentes localités, qui a été détruite par les représentants du Bureau Britannique pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi et une autre quantité de 58 wagons 9,164 kilogrammes livrés à l'Armée Russe, en total 558 wagons 9,164 kilogrammes qui restent à la charge exclusive du Bureau, une partie a été détruite par des faits de guerre, une autre a été détruite ou enlevée par l'ennemi et une autre revendue une seconde fois ou utilisée d'une autre manière par les vendeurs. Il est mentionné que la totalité des quantités achetées se trouvait en dépôt soit dans les magasins de Chemins de fer de l'État, soit dans les magasins de vendeurs qui s'en constituaient les dépositaires.

2. Moi, F. Rattigan, j'ai remis à Monsieur le Ministre la totalité des originaux des actes d'achat mentionnés dans le registre ci-joint avec tous les dossiers et les registres du Bureau y relatifs spécifiés par procès-verbal séparé, fait en double, et déclare substituer l'État Roumain dans l'intégralité des droits résultant pour le Bureau Britannique desdits actes d'achats sans réserve aucune, en déclarant que le prix a été acquitté à tous les vendeurs, sauf pour les neuf contrats d'une valeur totale de 285,071 lei 65 bani, inscrits à la fin du registre sous les No.

Les vendeurs de ces neuf contrats ont livré le blé vendu, mais à cause des circonstances,

Exchange, are enumerated in the registers of the Bureau, and are included in the present agreement, representing a total purchase of 42,684 wagons and 8,005 kilograms of corn, at an average price of lei 3,265 a wagon, and at the actual price, according to quality, wholly paid for at lei 139,503,272 and 75 centimes, or at an exchange fixed by the general agreement of 26 lei 22 bani to the pound sterling, of £5,320,490 19s. 8d., together with nine other contracts of a total of 285,071,75 lei, unpaid, the price of which will be paid by the Roumanian State direct.

Of the whole of the quantities purchased, a quantity of approximately 18,000 wagons has been delivered to the Minister for War for Roumania, in virtue of the Convention dated 26th August, 1916, the Roumanian State undertaking to replace this quantity in kind, from the first harvest ; of the remainder, excepting a quantity of 500 wagons in various places, which have been destroyed by representatives of the British Bureau to prevent them from falling into enemy hands, and a further quantity of 58 wagons 9,164 kilograms delivered to the Russian Army, making a total of 558 wagons 9,164 kilograms which remain at the entire charge of His Majesty's Office—one part has been destroyed by acts of war, another part destroyed or captured by the enemy, and another re-sold or used in some other way by the vendors. It is mentioned that the whole of the quantities bought were warehoused either in the State Railway Warehouses or in the warehouses of the vendors who were acting as holders.

2. I, F. Rattigan, have handed to the Minister the whole of the original deeds of sale mentioned in the attached register, together with all the files and the registers of the Bureau relating thereto, specified in a separate official memorandum in duplicate, and I hereby declare the Roumanian State substituted for the British Office in respect of the whole of the rights resulting from such acts of sale, without any reserve whatever, hereby declaring that the amounts have been duly paid to all the vendors, excepting the nine deeds of a total value of 285,071 lei 65 bani, mentioned at the end of the Register under Numbers

The vendors of these nine contracts have delivered the corn in question, but owing to the

le prix n'a pas été acquitté par le Bureau Britannique, et par conséquent il n'a pas été compris dans le prix total de la cession fixée ci-dessus, et devra être acquitté en lei par le Ministère directement aux ayant-droits.

Les dossiers y relatifs ont été également remis au Ministre.

3. Par l'effet de cette cession, d'une part, l'obligation de l'État de restituer en nature au Bureau Britannique la quantité de blé qu'il lui a prêtée, se trouve éteinte par confusion, et d'autre part l'État Roumain est substitué dans tous les droits du Bureau Britannique tant vis-à-vis des vendeurs dépositaires du blé vendu qui sont restés responsables, que vis-à-vis des Puissances ennemis pour tous dommages pour le blé pris ou détruit.

En conséquence, l'État Roumain agira comme il l'entendra au mieux de ses intérêts pour faire valoir tous les droits résultant des actes d'achat de blé sauf bien entendu le blé livré au Ministère de la Guerre sans aucune immixtion ni responsabilité du Bureau Britannique qui ne garantit que le fiat d'avoir effectué le paiement du prix aux vendeurs et le paiement des taxes légales.

L'État s'oblige à restituer à leurs propriétaires les actes originaux et les copies déposés par eux au Bureau Britannique et se trouvent dans les dossiers respectifs.

4. Le prix de la présente cession est de 5,248,985 livres sterling 18 shillings et 8 pences, représentant exactement le prix déboursé par le Bureau Britannique pour le blé acheté en vertu des contrats cédés, après déduction du prix de 558 wagons 9,164 kilogrammes dont 500 détruits par les agents du Bureau et 58,9164 kilogrammes à l'Armée russe, le cédant garantissant que ces quantités n'ont pas été dépassées, soit 5,320,490 livres sterling 19 shillings et 8 pences, au prix total payé, moins 71,505 livres sterling et 1 shilling, valeur des 558 wagons 9,164 kilogrammes restés à la charge du Bureau.

En paiement de ce prix, moi F. Rattigan, je déclare au nom du Gouvernement Britannique, avoir reçu de l'État Roumain 53 bons du trésor au porteur d'une valeur totale de 5,248,985 livres sterling, 18 shillings et 8 pences, plus les intérêts de 5 pour cent par an jusqu'à leur échéance, fixée au 1^{er} avril 1922. Bons portant a mention qu'au cas où à l'échéance le cours

circumstances, the price has not been paid by the British Bureau, and consequently has not been included in the total amount of the transfer agreed to above, and which must be paid direct in lei by the Minister to the rightful owner.

The relevant documents have also been handed to the Minister.

3. By this act of transfer on the one hand, the obligation of the State to replace in kind to the British Bureau the quantity of corn loaned, is annulled by confusion of claim, and on the other hand, the Roumanian State succeeds to all the right due to the British Bureau both in relation to the vendors warehousing the corn sold and who are still responsible, as well as to Enemy Powers for all indemnities for corn taken or destroyed.

Consequently the Roumanian State will act as it considers best in its own interests to realise the most of the rights resulting from the deeds of sale, excepting, of course, corn delivered to the Ministry of War without any intervention or responsibility whatever on the part of the British Bureau which only guarantees the fact of having paid the price to the vendors and the payment of legal taxes.

The State undertakes to restore to their rightful owners the original deeds of sale and the copies handed by them to the British Bureau which are to be found in their respective files.

4. The amount of this present transfer is £5,248,985 18s. 8d., representing exactly the sum expended by the British Bureau for the corn bought in virtue of the transferred deeds of sale, after deduction of the price of the 558 wagons 9,164 kilograms, of which 500 were destroyed by agents of this Bureau and 58,9164 kilograms to the Russian Army, the transferring party guaranteeing that the quantities have not been exceeded, that is to say, £5,320,490 19s. 8d. at the total paid, less £71,605 1s. value of the 558 wagons 9,164 kilograms remaining to the account of His Majesty's Office.

In payment of this amount I, F. Rattigan, hereby declare in the name of the British Government that I have received from the Roumanian State 53 Treasury Bonds, amounting to the total value of £5,248,985 18s. 8d., plus the interest at 5 per cent. per annum until the date they fall due, fixed for 1st April, 1922. Bonds endorsed that in the case where the

de la livre sterling sera supérieur à 40 lei, l'État Roumain aura la faculté de changer ces Bons contre d'autres, toujours en livres sterling portant le même intérêt à l'échéance définitive du 1^{er} avril 1923.

5. Moi, Ministre de l'Industrie et du Commerce au nom de l'État Roumain déclare accepter la présente cession dans les conditions indiquées dans le présent acte, avoir reçu les originaux des actes d'achat et tout les dossiers et registres du Bureau Britannique et avoir remis à Monsieur F. Rattigan, Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique les 53 Bons du trésor au porteur ci-dessus spécifiés d'une valeur totale de 5,248,985 livres sterling, 18 shillings et 8 pences.

Fait en double à Bucarest, le 22 janvier 1920 chaque partie ayant pris un exemplaire.

*Le Chargé d'Affaires de Sa Majesté
Britannique,*

(Signé) F. RATTIGAN.

Ministre de l'Industrie et du Commerce,
(Signé) VICTOR BONTESCU.

sterling exchange is higher than 40 lei, the Roumanian State shall have the option of exchanging these Bonds against others in pounds sterling carrying the same interest and falling due definitely on 1st April, 1923.

5. I, Minister of Commerce and Industry, in the name of the Roumanian State hereby accept the present transfer under the conditions enumerated in this present agreement, having received the original deeds of sale and the whole of the files and registers of His Majesty's Office and having handed to Mons. F. Rattigan, His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires 53 Treasury Bonds amounting to the above-mentioned total value of £5,248,985 18s. 8d.

Done in duplicate at Bukharest, 22nd January, 1920, each party having taken a copy.

His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,

(Signed) F. RATTIGAN.

Minister of Commerce and Industry,
(Signed) VICTOR BONTESCU.

No. 19.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET GOUVERNEMENT DES
SOVIETS DE RUSSIE.**

**Convention entre le Gouvernement
de Sa Majesté et le Gouvernement
des Soviets de Russie relative à
l'Échange des Prisonniers, signée
à Copenhague le 12 février 1920.**

**UNITED KINGDOM AND THE
SOVIET GOVERNMENT OF
RUSSIA.**

**Agreement between His Majesty's
Government and the Soviet
Government of Russia for the
Exchange of Prisoners, signed
at Copenhagen, February 12,
1920.**

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 19.—AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT AND THE SOVIET GOVERNMENT OF RUSSIA FOR THE EXCHANGE OF PRISONERS. SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 12, 1920.

No. 19.—CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTE ET LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS DE RUSSIE RELATIVE À L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS. SIGNÉ À COPENHAGUE LE 12 FÉVRIER 1920.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 septembre 1920.

English official text forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office. The registration of this Agreement took place on September 7, 1920.

The British Government and the Russian Soviet Government, being desirous of effecting an exchange of combatant and civilian prisoners and of facilitating the return of their nationals respectively, have agreed as follows:—

Le Gouvernement britannique et le Gouvernement des Soviets de Russie, désirant échanger leurs prisonniers, combattants et civils, et de faciliter réciproquement le retour de leurs nationaux, sont convenus de ce qui suit :

*Article 1.**Repatriation of Russian Combatants.*

The British Government will repatriate all Russian combatant prisoners in the British Empire or in any territory over which the British Government at present exercises direct authority.

*Article 1.**Rapatriement des combattants russes.*

Le Gouvernement britannique rapatriera tous les prisonniers combattants russes qui se trouvent soit dans l'Empire Britannique, soit dans un territoire quelconque sur lequel le Gouvernement britannique exercerait à l'heure actuelle une autorité directe.

*Article 2.**Repatriation of Russian Civilians.*

The British Government will repatriate all Russian civilians in the British Empire or in any territory where the British Government exercises direct authority, whether they are at liberty, interned, or imprisoned, except those committed for grave offences, who are willing to return to Russia, and who can establish their

*Article 2.**Rapatriement des civils russes.*

Le Gouvernement britannique rapatriera tous les civils russes qui se trouvent, soit dans l'Empire Britannique, soit dans un territoire quelconque sur lequel le Gouvernement britannique exerce une autorité directe, que ces civils soient en liberté, internés ou emprisonnés, à l'exception de ceux qui se sont rendus coupables

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

nationality to the satisfaction of the Soviet Government.

Article 3.

Repatriation of certain specified Russians.

The provisions of Articles 1 and 2 will apply to Russians captured in the Caucasus or the Caspian and in Persia whose names, so far as they can be identified, appear on a list of such persons submitted by the Soviet Government to the British Government.

Article 4.

Repatriation of Russians from Archangel.

The British Government undertakes, subject to the provisions of Article 8, to secure the delivery to the Soviet Government of the Russian combatant prisoners and civilian officials who are in the custody of the Archangel Government and who have been captured at any time since the landing of the British forces in North Russia. This undertaking will apply to all those whose release is desired by the Soviet Government and who themselves desire to leave the territory under the control of the Archangel Government. This undertaking will include also the persons whose names appear on the list already submitted by the Soviet Government, which list is set out in Annex (A) to this Agreement, in so far as they can be identified.

Article 5.

Transport Facilities.

The British Government undertakes to provide transport facilities for all persons who will be repatriated in accordance with the provisions of Articles 1, 2 and 3 of this Agreement.

The British Government further undertakes to render every possible assistance, so far as sea transport is concerned, if it should become necessary to do so, for the repatriation of Russian nationals who are at present either prisoners in or who are unable to leave Denmark,

d'un crime ou d'un délit grave, à la condition qu'ils consentent à retourner en Russie et qu'ils puissent établir leur nationalité d'une manière susceptible de satisfaire le Gouvernement des Soviets.

Article 3.

Rapatriement d'une catégorie déterminée de Russes.

Les dispositions contenues dans les articles 1 et 2 s'appliqueront aux Russes capturés dans le Caucase, sur la Mer Caspienne et en Perse, dont les noms (dans la mesure où l'on pourra en établir l'identité) figureront sur une liste de ces prisonniers soumise par le Gouvernement des Soviets au Gouvernement britannique.

Article 4.

Rapatriement des Russes d'Arkhangel.

Le Gouvernement britannique s'engage, sous réserve des dispositions de l'article 8, à assurer la remise au Gouvernement des Soviets, des prisonniers combattants russes et des fonctionnaires civils dont le Gouvernement d'Arkhangel a la garde et qui ont été faits prisonniers à quelque époque que ce soit, postérieurement au débarquement des forces britanniques en Russie Septentrionale. Cet engagement vise toutes les personnes en faveur de qui le Gouvernement des Soviets réclame la mise en liberté et qui désirent elles-mêmes quitter le territoire sous le contrôle du Gouvernement d'Arkhangel. Cet engagement vise également les personnes dont les noms figurent sur la liste déjà soumise par le Gouvernement des Soviets, liste reproduite à l'Annexe (A) à la présente convention, pour autant que l'identité de ces personnes puisse être établie.

Article 5.

Moyens de Transport.

Le Gouvernement britannique s'engage à fournir les moyens de transport nécessaires à toute personne qui sera rapatriée en vertu des dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente convention.

Le Gouvernement britannique s'engage, en outre, à faciliter le cas échéant par tous les moyens possibles en ce qui concerne le transport par mer, le rapatriement des nationaux russes qui sont actuellement en Danemark, en Hollande, en Belgique et en Suisse, qu'ils soient

Holland, Belgium and Switzerland, subject to the consent of those Governments to the repatriation of the persons concerned.

The British Government further undertakes to make representations to the Governments of the Baltic States for the granting of the necessary facilities for the safe conveyance of all persons who are to be repatriated in accordance with the provisions of the foregoing Articles.

Article 6.

Proposed International Commission in Berlin.

In the event of the establishment of an International Commission in Berlin for the repatriation of Russian prisoners of war in Germany, the British Government undertakes to support, so far as it lies within its power to do so, the claims of the Soviet Government to be represented on such a Commission and to have equal rights with other members of the Commission. These rights are understood to include communication with the Soviet Government by their representative and the making of arrangements with the Commission for the speedy repatriation of those Russian prisoners of war at present in Germany who desire to return to Soviet Russia.

In the event of the Commission not being established, the repatriation of Russian prisoners of war in Germany to become the subject of negotiations between the Soviet Government and the German Government. The British Government on their part will acquiesce in any agreement concluded between these two Governments for the purpose of effecting the above object.

Article 7.

Repatriation of British Prisoners.

The Soviet Government will repatriate all British combatants, including those who may subsequently fall into the hands of the Soviet

prisonniers dans ces pays, ou qu'ils soient dans l'impossibilité de les quitter, cet engagement étant subordonné au consentement de ces pays touchant le rapatriement des personnes susvisées.

Le Gouvernement britannique s'engage de plus à insister auprès des Gouvernements des Etats Baltiques afin que ceux-ci prennent les mesures propres à assurer la sécurité du transport de toutes les personnes qui doivent être rapatriées en vertu des dispositions contenues dans les articles précédents.

Article 6.

Concernant le projet de commission Internationale à Berlin.

Au cas où une Commission Internationale serait créée à Berlin en vue du rapatriement des prisonniers de guerre russes qui se trouvent en Allemagne, le Gouvernement britannique s'engage à donner son appui, dans la mesure où il lui est possible de le faire, à la revendication du Gouvernement des Soviets tendant à se faire représenter à cette Commission et à avoir les mêmes droits que ceux des autres membres de la Commission. Il est entendu que ces droits comprennent celui de communiquer avec le Gouvernement soviétique par l'intermédiaire de son représentant et de prendre d'accord avec la Commission, toutes les mesures propres à assurer le rapatriement rapide des prisonniers de guerre russes, actuellement en Allemagne qui désirent retourner dans la Russie des Soviets.

Dans le cas où la Commission ne serait pas établie le rapatriement des prisonniers de guerre russes se trouvant en Allemagne ferait alors l'objet de négociations entre le Gouvernement des Soviets et le Gouvernement allemand. Le Gouvernement britannique, de son côté donnera son approbation à tout accord conclu entre ces deux gouvernements en vue d'effectuer les rapatriements qui font l'objet du présent article.

Article 7.

Rapatriement des prisonniers britanniques.

Le Gouvernement des Soviets rapatriera tous les combattants britanniques, y compris ceux qui pourraient être capturés postérieurement par

armies within one month from the signing of this Agreement, and all civilian prisoners, except those committed for grave offences, and all British nationals at present in Soviet Russia, as far as they can be identified, who may wish to return to any portion of the British Empire.

Article 8.

Repatriation of Russian Combatants of the Archangel Forces.

In return for the undertaking given by the British Government in Article 4 above to secure the delivery to the Soviet Government of those nationals captured in North Russia, whose names appear in Annex (A), in so far as they can be identified, the Soviet Government on its part will return to the Archangel Government all officers, doctors and military clerks of the 5th North Rifle Regiment and the 2nd Battalion of the Artillery Division captured on the Onega who wish to return to North Russia, in so far as they can be identified. This undertaking includes those persons whose names appear on the list contained in Annex (B) to this Agreement. Arrangements for this exchange of prisoners will be subsequently arrived at by means of direct communications between the military authorities on the spot.

Article 9.

The terms of this Agreement to be carried out by Representatives of the British and Soviet Governments, and, until the completion of the repatriation of Russians under this Agreement, the Soviet Representative will be given facilities to remain in some country of Western Europe, the place of abode to be agreed upon between the two Governments. The Soviet Representative shall be given facilities for communicating with his Government by wireless and also with the Soviet Representative on the Commission in Germany dealing with the repatriation of Russian prisoners

les armées des Soviets, et dans un délai d'un mois à partir de la signature de la présente convention, et tous les prisonniers civils, à l'exception de ceux qui sont détenus en raison de crime ou délit grave, ainsi que tous les nationaux britanniques se trouvant actuellement dans la Russie des Soviets, dans la mesure où leur identité pourra être établie et qui désirent retourner dans un endroit quelconque de l'Empire britannique.

Article 8.

Rapatriement des Russes combattants des forces d'Arkhangel.

Réciproquement, en considération de l'engagement pris par le Gouvernement britannique dans l'Article 4 ci-dessus, d'assurer la remise au Gouvernement des Soviets, de ceux de ses nationaux qui ont été capturés en Russie Septentrionale et dont les noms figurent à l'Annexe (A), dans la mesure où leur identité pourra être établie, le Gouvernement des Soviets de son côté, remettra au Gouvernement d'Arkhangel tous officiers, docteurs et secrétaires militaires du 5ème "North Rifle Regiment" et du 2ème bataillon de la Division d'Artillerie capturés sur l'Onega qui désirent retourner en Russie Septentrionale, dans la mesure où leur identité pourra être établie. Cet engagement vise les personnes; dont les noms figurent sur la liste reproduite à l'Annexe (B) à cette convention. Les mesures propres à assurer cet échange de prisonniers seront déterminées ultérieurement par communication directe entre les autorités militaires sur place.

Article 9.

Les dispositions de la présente convention seront exécutées par les représentants du Gouvernement britannique et du Gouvernement des Soviets; et, jusqu'à ce que le rapatriement des Russes, en vertu de cette convention soit achevé, le représentant des Soviets aura toutes facilités pour résider dans l'un des pays de l'Europe occidentale, le lieu de sa résidence étant fixé de concert par les deux Gouvernements. Le représentant des Soviets aura toutes facilités pour communiquer avec son Gouvernement par télégraphie sans fil, ainsi qu'avec le représentant des Soviets à la Commission

of war, in the event of such a Commission being established.

Signed on behalf of His Britannic Majesty's
Government :

JAMES O'GRADY.

Signed on behalf of the Russian Soviet
Government :

MAXIM LITVINOFF.

Copenhagen,
February 12, 1920.

ANNEX (A).

1. Krivenko, Ivan.
2. Guliaeff, Andrew.
3. Levatchev, Nikifor.
4. Ivanovsky.
5. Blochin.
6. Massorin.
7. Klever, Ian.
8. Temesjnikov.
9. Aksenov.
10. Prelovsky.
11. Olunin, Porfiriy.
12. Varakin, Peter.
13. Tchertov, Gavriil.
14. Edemsky, Dimitri.
15. Okunev, Michail Alexandrowitch.
16. Bysov, Ivan Andrianovitch.
17. Morosov, Alexandre Fokitch.
18. Barsugin, Alexey Ivanowitch.
19. Podshivalov, Grigory Ilitch.
20. Michailov, Alexey Alexandrowitch.
21. Lisskov, Peter Alexewitch.
22. Rehotchev, Ivan Grigorievitch.
23. Rumin, Andrey Ivanowitch.
24. Gorontcharovsky, Egor.
25. Padorin, Ivan Petrowitch.
26. Martushov, Vasiliy Ilitch.

ANNEX (B).

1. Colonel Mikheieff.
2. Capitain Matzievsky (Assistant to Colonel Mikheieff).
3. Capitain Klavé (C.O. of the 1st Battalion).
4. Capitain Solovsky (C.O. of the Battery).

établie en Allemagne chargée du rapatriement des prisonniers de guerre russes, dans le cas où cette Commission serait créée.

Signé au nom du Gouvernement de Sa
Majesté Britannique :

JAMES O'GRADY.

Signé au nom du Gouvernement des Soviets
russes :

MAXIM LITVINOFF.

Copenhague,
12 février 1920.

ANNEXE A.

1. Krivenko, Ivan.
2. Guliaeff, Andrew.
3. Levatchev, Nikifor.
4. Ivanovsky.
5. Blochin.
6. Massorin.
7. Klever, Ian.
8. Temesjnikov.
9. Aksenov.
10. Prelovsky.
11. Olunin, Porfiriy.
12. Varakin, Peter.
13. Tchertov, Cavriil.
14. Edemsky, Dimitri.
15. Okunev, Michail, Alexandrowitch.
16. Bysov, Ivan Andrianovitch.
17. Morosov, Alexandre Fokitch.
18. Barsugin, Alexey Ivanovitch.
19. Podshivalov, Grigory Ilitch.
20. Michailov, Alexey Alexandrovitch.
21. Lisskov, Peter Alexewitch.
22. Rehotchev, Ivan Grigorievitch.
23. Rumin, Andrey Ivanowitch.
24. Gorontshavorsky, Egor.
25. Padorin, Ivan Petrowitch.
26. Martushov, Vasiliy Ilitch.

ANNEXE B.

1. Colonel Mikheieff.
2. Capitaine Matziefsky (Adjoint au Col. Mikheieff).
3. Capitaine Klavé (Commandant le 1^{er} Bat.).
4. Capitaine Solovsky (Commandant la Batterie).

5. Major Boldyreff (Chief of the Regimental Staff).
6. Captain Salatko-Petrisheff (5th Regiment).
7. Lieutenant Evseieff (5th Regiment).
8. Lieutenant Novikoff (5th Regiment).
9. 2nd Lieutenant Makhnoff.
10. The Regimental Priest, Sibirtseff.

5. Major Boldyreff (Chef de l'État-Major du Régiment).
6. Capitaine Salatko-Petristheff (5 Régiment).
7. Lieutenant Evseieff (5 Régiment).
8. Lieutenant Novikoff (5 Régiment).
9. Sous-Lieutenant Makhnoff.
10. L'Aumônier du Régiment Sibirtseff.

ANNEX NO. I.

The Representatives of the Soviet Government of Russia and of the British Government appointed to conclude an Agreement for an exchange of Combatant and Civilian prisoners and the repatriation of their respective nationals urge their Governments to carry into effect immediately the clauses of the Agreement signed this day, 12th February, 1920, at Copenhagen.

JAMES O'GRADY.
MAXIM LITVINOFF.

Copenhagen,
February 12, 1920.

ANNEXE NO. I.

Les représentants du Gouvernement des Soviets de Russie et du Gouvernement britannique, nommés afin de conclure une convention relative à l'échange de prisonniers combattants et civils et au rapatriement de leurs nationaux respectifs, insistent auprès de leurs Gouvernements pour que les dispositions de la Convention signée ce jour, 12 février 1920 à Copenhague, soient immédiatement mises en vigueur.

JAMES O'GRADY.
MAXIM LITVINOFF.

Copenhagen,
12 février 1920.

ANNEX NO. 2.

In view of the difficulty of coming to an understanding with regard to British subjects who have been imprisoned for grave offences, we have agreed to sign the Agreement in order to expedite the exchange of the prisoners and nationals outside this point of difference, leaving this special point open for further discussion.

MAXIM LITVINOFF.
JAMES O'GRADY.

Copenhagen,
February 18, 1920.

ANNEXE NO. 2.

En raison des difficultés qu'on éprouve à se mettre d'accord en ce qui concerne les sujets britanniques qui ont été emprisonnés pour crime ou délit grave, nous avons décidé de signer la présente convention afin de hâter l'échange des prisonniers et des nationaux, abstraction faite de ce point qui est encore controversé, et afin qu'il puisse faire l'objet de discussions ultérieures.

MAXIM LITVINOFF.
JAMES O'GRADY.

Copenhagen,
18 février 1920.

No. 20.

**BOLIVIE ET ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE.**

Convention entre le Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande
et la Bolivie en vue de prévenir
l'importation et la vente de
marchandises portant des fausses
indications d'origine, signée à La
Paz le 5 avril 1920.

**BOLIVIA AND THE UNITED
KINGDOM.**

Convention between the United
Kingdom and Bolivia for the pre-
vention of false indications of
origin on goods, signed at La
Paz, April 5, 1920.

No. 20.—CONVENTION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND BOLIVIA FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS. SIGNED AT LA PAZ, APRIL 5, 1920.

No. 20.—CONVENIO ENTRE LA REPUBLICA DE BOLIVIA Y EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA É IRLANDA CON OBJETO DE IMPEDIR LA IMPORTACION Y VENTA DE MERCADERIAS CON FALSAS INDICACIONES DE ORIGEN, FIRMADO EN LA PAZ EL 5 DE ABRIL DE 1920.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 7 septembre 1920.

English and Spanish official texts forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this Convention took place on September 7, 1920.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the Republic of Bolivia, desirous of preventing the importation and sale of goods with false indications of origin, have authorised to this effect respectively Godfrey Digby Napier Haggard, Esquire, an Officer of the Most Excellent Order of the British Empire, His Majesty's Chargé d'Affaires in that Republic, and his Excellency Doctor Carlos Gutiérrez, Minister for Foreign Affairs of Bolivia, who, provided with their proper full powers, have met in the Department of Foreign Affairs of Bolivia, and have agreed to conclude the present Convention :—

El Gobierno de Su Majestad Británica y el Gobierno de la República de Bolivia, deseosos de impedir la importación y venta de mercaderías con falsas indicaciones de origen, han autorizado para el efecto, respectivamente á Su Señoría Godfrey Digby Napier Haggard, Oficial de la Excelentísima Orden del Imperio Británico Encargado de Negocios de Su Majestad Británica en dicha República, y al Excelentísimo Señor Doctor Don Carlos Gutiérrez, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia, los cuales, provistos de sus correspondientes plenos poderes, se han reunido en el Despacho de Relaciones Exteriores de Bolivia y han acordado celebrar el presente Convenio :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to declare that they consider as fraudulent the importation or sale in their respective territories of goods which, bearing on themselves or on their usual coverings the indication that they are the product or manufacture of either of the nations signatory of the present Convention, are found to be of different origin to that declared.

Article 2.

The importer or vendor, as the case may be, shall incur a fine equal to the total value of the

Artículo 1º.

Las Altas Partes Contratantes convienen en declarar que consideran fraudulentas la importación ó venta en sus respectivos territorios de mercaderías que llevando en sí mismas ó en sus envolturas comunes la indicación de ser producto ó manufactura de cada una de las naciones signatarias del presente Convenio, resulten ser de origen ajeno al declarado.

Artículo 2º.

El importador ó vendedor, según sea el caso, incurrirá en una multa igual al valor total de

goods in question, unless he prove that he has not acted with intent to deceive in bringing into the country or offering for sale goods bearing a false designation of origin.

Article 3.

The authorities of either country shall decide in each case if the indication of origin, denounced as false by the party interested or by the Legation concerned, is, or is not, comprised within the provisions of the present Convention for the effects of the fine established in Article 2.

Article 4.

The present Convention shall not affect the regulations which either of the High Contracting Parties may pass with respect to trade-marks.

In faith whereof this fifth day of April, in the year nineteen hundred and twenty, the undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Convention in the city of La Paz, and have affixed thereto their respective seals.

GODFREY HAGGARD.
CARLOS GUTIÉRREZ.

la mercadería en cuestión, á menos que pruebe no haber obrado con intención de engañar al introducir al país ó dar á la venta una mercadería con designación falsa de origen.

Artículo 3°.

Las autoridades de cada país decidirán en cada caso si la indicación de origen, denunciada como falsa por la parte interesada ó por la Legación respectiva, está ó no comprendida dentro de las estipulaciones del presente Convenio para los efectos de la multa que establece el artículo 2.

Artículo 4°.

La presente Convención no afectará á las disposiciones que cada una de las Altas Partes Contratantes dicte sobre marcas de fábrica.

En fe de lo cual, en la ciudad de La Paz, á los cinco días del mes de Abril de mil novecientos veinte años, los suscritos, debidamente autorizados para el efecto, han firmado la presente Convención, sellándola con sus respectivos sellos.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 20.—CONVENTION ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA BOLIVIE EN VUE DE PRÉVENIR L'IMPORTATION ET LA VENTE DE MARCHANDISES PORTANT DES FAUSSES INDICATIONS D'ORIGINE SIGNÉE À LA PAZ, 5 AVRIL 1920.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République de Bolivie désireux de prévenir l'importation et la vente de marchandises portant des fausses indications d'origine, ont accrédité respectivement Monsieur Godfrey Digby Napier Haggard, Officier "of the Most Excellent Order of the British Empire," Chargé d'Affaires de Sa Majesté en cette République, et Son Excellence le Docteur Carlos Gutiérrez, Ministre des Affaires Étrangères

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de Bolivie, lesquels, munis de leurs pleins pouvoirs, se sont réunis au Ministère des Affaires Etrangères de Bolivie et après s'être mis d'accord sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent d'un commun accord qu'elles considèrent comme frauduleuses l'importation ou la vente dans leurs territoires respectifs de marchandises qui, portant des indications soit sur elles-mêmes, soit sur leur emballage habituel, pour faire foi que ces marchandises ont été manufacturées dans l'un des pays signataires de la présente Convention, ou sont des produits de l'un de ces deux pays, seront trouvées être d'une origine autre que celle qui a été déclarée.

Article 2.

L'importateur ou le vendeur, selon le cas, sera passible d'une amende égale à la valeur totale des marchandises en question, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a pas agi avec une intention frauduleuse en important dans le pays ou en mettant en vente des marchandises portant une fausse indication d'origine.

Article 3.

Les autorités de chacun des pays décideront, pour chaque cas, si l'indication d'origine dénoncée comme frauduleuse par la partie intéressée ou par la Légation en cause entre ou n'entre pas dans les catégories prévues par les dispositions de la présente Convention, en vue de l'infliction de l'amende établie par l'Article 2.

Article 4.

La présente Convention n'affecte d'aucune manière les règlements que l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes croira devoir établir en ce qui concerne les marques de fabrique.

En foi de quoi, ce Cinq Avril Mil neuf cent vingt, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé à La Paz la Présente Convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

GODFREY HAGGARD.
CARLOS GUTIÉRREZ.

No. 21.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET PAYS-BAS.**

**Traité concernant l'Extradition
entre certains états de la Pres-
qu'île Malaisienne protégés du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande et les Pays-Bas,
signé à Londres, le 13 avril 1920.**

**THE UNITED KINGDOM AND
THE NETHERLANDS.**

**Treaty between the United King-
dom and the Netherlands respect-
ing Extradition between certain
British-protected States in the
Malay Peninsula and the Nether-
lands, signed at London, April
13, 1920.**

No. 21.*—TREATY BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS RESPECTING EXTRADITION BETWEEN CERTAIN BRITISH-PROTECTED STATES IN THE MALAY PENINSULA AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT LONDON, APRIL 13, 1920.

Textes officiels anglais et hollandais communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et par le Ministre des Pays-Bas à Londres, aux fins d'enregistrement, le 7 et le 27 septembre 1920 respectivement. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 7 septembre 1920.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, considering it advisable to regulate by a Treaty the extradition of fugitive criminals between certain British protected States in the Malay Peninsula and the territories of Her said Majesty, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India : the Right Honourable Earl Curzon of Kedleston, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

Her Majesty the Queen of the Netherlands : Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Her Majesty's Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of St. James ;

Who, being duly authorised thereto, have agreed to and concluded the following articles :—

* Les ratifications ont été échangées à Londres le 4 août 1920.

No. 21.* — UITLEVERINGSVERDRAG TUSSCHEN NEDERLAND EN GROOT-BRITANNIË BETREFFENDE DE GEFEDE-REERDE MALEISCHE STATEN, GETEEKEND TE LONDON DEN 13EN APRIL 1920.

English and Dutch official texts forwarded for registration on September 7, 1920, by the British Foreign Office, and on September 27, 1920, by the Dutch Minister in London. The Registration of this treaty took place on September 7, 1920.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Gebieden, Keizer van Indië, het raadzaam achtende door een Verdrag de uitlevering van voortvluchtige misdadigers tusschen zekere Britsche Protectoraten op het Maleische Schiereiland en de gebieden van Hare genoemde Majesteit te regelen, hebben te dien einde tot Hoogstderzelver Gevolmachtigden aangewezen :

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden : Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Hoogstderzelver Kamerheer en Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij het Hof van St. James ; en

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Gebieden, Keizer van Indië : the Right Honourable Graaf Curzon, K.G., Zijner Majesteits Voornaamsten Secretaris van Staat voor Buitenlandsche Zaken ;

Die, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, omtrent de volgende punten zijn overeengekomen en die hebben vastgesteld :

* Ratifications exchanged at London, August 4, 1920.

Article 1.

The provisions of the* Extradition Treaty between Great Britain and the Netherlands, signed on the 26th September, 1898, shall apply to extradition between the territories of Her Majesty the Queen of the Netherlands and the British protected States in the Malay Peninsula mentioned in the list hereto annexed, equally as if these States were foreign possessions of His Britannic Majesty.

If after the signature of this Treaty it should be considered advisable to apply its provisions to British protected States in the Malay peninsula other than those mentioned in the list annexed to this Treaty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its provisions shall apply also to these other States.

Article 2.

For the purposes of the application of the Treaty of the 26th September, 1898, the natives of the said British protected States shall be regarded as British subjects.

Article 3.

Requisitions for extradition under the present Treaty shall, subject to the exception mentioned below, be in accordance with the provisions of Article 18 of the Treaty of the 26th September, 1898, as if the said British protected States were foreign possessions of His Britannic Majesty.

In deviation from Article 18 of the said Treaty the period of provisional arrest shall be three months.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

The Treaty shall come into operation three months after the date of the exchange of ratifications. It shall remain in force as long as the Extradition Treaty between Great Britain and the Netherlands of the 26th September,

* De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome xxix, page 145.

Artikel 1.

De bepalingen* van het tusschen Groot Britannië en Nederland op 26 September 1898 onderteekende Uitleveringsverdrag zullen van toepassing zijn op uitleveringen tusschen de gebieden van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Britsche Protectoraten op het Maleische Schiereiland, genoemd in de hierbij gevoegde lijst, gelijkelijk alsof deze Protectoraten overzeesche bezittingen van Zijne Britsche Majesteit waren.

Indien na de onderteekening van dit verdrag het wenschelijk zou worden geacht de bepalingen ervan van toepassing te doen zijn op andere Britsche Protectoraten dan die, genoemd in de bij dit Verdrag gevoegde lijst, zullen na verkregen overeenstemming tusschen de betrokken Regeeringen, de bepalingen van het Verdrag eveneens ten aanzien van die andere staten van toepassing zijn.

Artikel 2.

Voor wat betreft de toepassing van het Verdrag van 26 September 1898, zullen de inboorlingen van de genoemde Protectoraten beschouwd worden als Britsche onderdanen.

Artikel 3.

Aanvragen om uitlevering krachtens dit Verdrag zullen, behoudens de hieronder te noemen uitzondering, geschieden overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van het Verdrag van 26 September 1898, alsof de genoemde Protectoraten overzeesche bezittingen van Zijne Britsche Majesteit waren.

In afwijking van artikel 18 van genoemd Verdrag zal de termijn voor voorloopige aanhouding drie maanden bedragen.

Artikel 4.

Dit Verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Londen worden uitgewisseld.

Het Verdrag zal in werking treden drie maanden nadat de akten van bekrachtiging zullen zijn uitgewisseld. Het zal zoo lang van kracht blijven als het Uitleveringsverdrag tusschen Groot Britannië en Nederland van 26 Septem-

* British and Foreign State Papers, vol. 90, page 51.

1898, remains in force, and shall lapse with the termination of that Treaty.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at London the 13th day of April, 1920.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.

ber 1898 van kracht zal blijven ; en zal vervallen met de beëindiging van dat Verdrag.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onteekend en van hunne zegels hebben voorzien.

Gedaan in dubbel te Londen den 13en April 1920.

(L.S.) R. De MAREES VAN SWINDEREN.

ANNEX.

List of States referred to in Article 1.
The Federated Malay States, viz. :—

Perak,
Selangor,
Negri Sembilan,
Pahang.

AANHANGSEL.

Lijst van Staten bedoeld in Artikel 1.
De Gefedereerde Maleische Staten, te weten :

Perak,
Selangor,
Negri Sembilan,
Pahang.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 21.—TRAITÉ CONCERNANT L'EXTRADITION ENTRE CERTAINS ÉTATS DE LA PRESQU'ÎLE MALAISIENNE PROTÉGÉS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ À LONDRES LE 13 AVRIL 1920.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, considérant opportun de régler par un Traité l'extradition des criminels fugitifs entre certains protectorats britanniques de la Presqu'île de Malaisie et les territoires de Sa Majesté la Reine, ont désigné pour être leurs plénipotentiaires à cet effet :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Comte Curzon de Kedleston, K.G., Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères ; et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Chambellan de Sa Majesté, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour de Saint-James ; lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les dispositions du Traité d'Extradition entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, signé le 26 septembre 1898, seront applicables à l'extradition entre les territoires de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et les Protectorats Britanniques de la Presqu'île de Malaisie mentionnés dans la liste ci-jointe comme si ces États étaient des possessions étrangères de Sa Majesté Britannique.

Si, après la signature du présent Traité, on jugeait opportun d'en appliquer les dispositions

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

aux Protectorats britanniques de la Presqu'île de Malaisie autres que ceux qui sont mentionnés dans la liste annexée à ce Traité, ces dispositions, après accord entre les Gouvernements respectifs, seront également applicables à ces autres États.

Article 2.

Aux fins d'application du Traité du 26 septembre 1898, les Indigènes des dits Protectorats britanniques seront considérés comme sujets britanniques.

Article 3.

Les demandes d'extradition, aux termes du présent Traité, sous réserve de l'exception mentionnée ci-dessous, devront être conformes aux dispositions de l'article 18 du Traité du 26 septembre 1898, comme si les dits Protectorats Britanniques étaient des possessions étrangères de Sa Majesté britannique.

Par une dérogation à l'article 18 du dit Traité, la durée de détention provisoire est de 3 mois.

Article 4.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres le plus tôt possible.

Le Traité entrera en vigueur trois mois après la date de l'échange des ratifications. Il sera effectif aussi longtemps que le Traité d'Extradition du 26 septembre 1898, entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, restera en vigueur, et expirera en même temps que ce Traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double à Londres le treizième jour du mois d'avril 1920.

(L.S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.

ANNEXE.

Liste des États visés à l'article 1.

Les États Malais Fédérés, à savoir :

Perak.
Sengalor.
Negri Sembilan.
Pahang.

No. 22.

FRANCE ET ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE.

Mémoire d'un Accord entre
Monsieur Ph. Berthelot, Directeur
des Affaires Politiques et Commerciales
au Ministère des
Affaires Étrangères, et le Pro-
fesseur Sir John Cadman,
K.C.M.G., Directeur en exercice
du Département des Pétroles de
Sa Majesté. San Remo, le 24 avril
1920.

FRANCE AND THE UNITED KINGDOM.

Memorandum of Agreement
between M. Philippe Berthelot,
Directeur des Affaires Politiques
et Commerciales au Ministère des
Affaires Étrangères, and Pro-
fessor Sir John Cadman, K.C.M.G.,
in charge of His Majesty's
Petroleum Department. San
Remo, April 24, 1920.

No. 22.—MEMORANDUM D'UN ACCORD ENTRE MONSIEUR PH. BERTHELOT, DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ET LE PROFESSEUR SIR JOHN CADMAN, K.C.M.G., DIRECTEUR EN EXERCICE DU DÉPARTEMENT DES PÉTROLES DE SA MAJESTÉ. SAN REMO, LE 24 AVRIL 1920.

No. 22.—MEMORANDUM OF AGREEMENT BETWEEN M. PHILIPPE BERTHELOT, DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AND PROFESSOR SIR JOHN CADMAN, K.C.M.G., DIRECTOR IN CHARGE OF HIS MAJESTY'S PETROLEUM DEPARTMENT. SAN REMO, APRIL 24, 1920.

Textes officiels communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 septembre 1920.

Official texts forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this agreement took place on September 7, 1920.

1. Par ordre des deux Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, les Représentants soussignés ont repris d'un commun accord l'examen d'une Convention au sujet des pétroles.

By order of the two Governments of France and Great Britain, the undersigned representatives have resumed, by mutual consent, the consideration of an agreement regarding petroleum.

2. Le présent accord est basé sur le principe de la coopération cordiale et de la réciprocité dans tous les pays où les intérêts pétroliers des deux nations peuvent pratiquement se combiner. Le présent Memorandum a trait aux États ou pays suivants :

2. This agreement is based on the principles of cordial co-operation and reciprocity in those countries where the oil interests of the two nations can be usefully united. This memorandum relates to the following States or countries :

Roumanie,
Asie Mineure,
Territoires de l'Ancien Empire Russe,
Galicie,
Colonies françaises,
Colonies Britanniques de la Couronne.

Roumania,
Asia Minor,
Territories of the old Russian Empire,
Galicia,
French Colonies, and
British Crown Colonies.

3. Le présent accord pourra être étendu à d'autres pays par consentement mutuel.

3. The agreement may be extended to other countries by mutual consent.

4. *Roumanie.*—Les Gouvernements britanniques et français soutiendront leurs ressortis-

4. *Roumania.*—The British and French Governments shall support their respective nationals

sants respectifs dans toutes les négociations communes qui seront engagées avec le Gouvernement roumain en vue de :

- a) L'acquisition de concessions pétrolifères, actions ou autres intérêts appartenant aux sujets ou sociétés anciennement ennemies en Roumanie qui ont été séquestrées, par exemple Staua Romana, Concordia, Vega, etc. qui constituaient dans ce pays les groupes pétroliers de la Deutsche Bank et de la Disconto Gesellschaft, en même temps que tous autres intérêts qui pourront être obtenus.
- b) La concession de terrains pétrolifères appartenant à l'État Roumain.

5. Toutes les actions appartenant à des concessions ex-ennemies qui pourront être acquises et tous autres avantages résultant de ces négociations seront partagés dans la proportion de 50 pour cent en faveur des intérêts britanniques et 50 pour cent. en faveur des intérêts français. Il est entendu que dans la ou les Sociétés à constituer en vue de la direction et de l'exploitation des dites actions, concessions et autres avantages, les deux pays jouiront de la même proportion de 50 pour cent pour tout capital souscrit, aussi bien que pour les Représentants au Conseil d'Administration et le nombre de voix.

6. *Territoires de l'ancien Empire Russe.*— Dans les territoires qui dépendaient de l'ancien Empire Russe, les deux Gouvernements accorderont leur appui commun à leurs ressortissants respectifs dans leurs efforts communs pour obtenir des concessions pétrolifères et des facilités d'exportation et pour favoriser la livraison du pétrole.

7. *Mésopotamie.*—Le Gouvernement britannique s'engage à accorder au Gouvernement français ou à ceux qu'il désignera une part de 25 pour cent aux prix courants du marché dans la production nette d'huile brute que le Gouvernement de Sa Majesté pourra se procurer par les champs pétroliers de Mésopotamie, au cas où ceux-ci seraient exploités par actions gouvernementales ; si cette exploitation des champs pétrolifères de Mésopotamie était faite par une Société privée, le Gouvernement britannique

in any common negotiations to be entered into with the Government of Roumania for :—

- (a) The acquisition of oil concessions, shares or other interests belonging to former enemy subjects or bodies in Roumania which have been sequestrated, e.g., the Steaua Romana, Concordia, Vega, etc., which constituted in that country the oil groups of the Deutsche Bank, and of the Disconto Gesellschaft, together with any other interests that may be obtainable.
- (b) Concessions over oil lands belonging to the Roumanian State.

5. All shares belonging to former enemy concessions which can be secured and all other advantages derived from these negotiations shall be divided, 50 per cent. to British interests and 50 per cent. to French interests. It is understood that in the company or companies to be formed to undertake the management and the exploitation of the said shares, concessions, and other advantages, the two countries shall have the same proportion of 50 per cent. in all capital subscribed, as well as in representatives on the board, and voting power.

6. *Territories of the late Russian Empire.*— In the territories which belonged to the late Russian Empire, the two Governments will give their joint support to their respective nationals in their joint efforts to obtain petroleum concessions and facilities to export, and to arrange delivery of petroleum supplies.

7. *Mesopotamia.*—The British Government undertake to grant to the French Government or its nominee 25 per cent. of the net output of crude oil at current market rates which His Majesty's Government may secure from the Mesopotamian oilfields, in the event of their being developed by Government action ; or in the event of a private petroleum company being used to develop the Mesopotamian oilfields, the British Government will place at the disposal of the French Government a share of

mettra à la disposition du Gouvernement français une participation de 25 pour cent dans cette Société. Le prix à payer pour cette participation ne sera pas supérieur à celui payé par aucun autre participant à la dite société pétrolifère. Il est également convenu que ladite société pétrolifère sera sous le contrôle britannique permanent.

8. Il est convenu que, au cas où serait constituée ladite société prévue ci-dessus, le Gouvernement local " native " ou les autres intérêts indigènes seront admis s'ils le désirent à participer jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 pour cent dans la part du capital de ladite société. Les Français participant pour moitié dans les premiers 10 pour cent de cette participation indigène et la participation additionnelle sera fournie par chaque participant dans la proportion de ce qu'il détiendra.

9. Le Gouvernement britannique agréé d'appuyer tous arrangements par lesquels le Gouvernement français pourrait se procurer de l'Anglo-Persian Compagnie des fournitures de pétrole qui auraient été envoyées par canalisation de Perse à la Méditerranée au moyen de conduites ayant été construites à travers un territoire sous mandat français et à l'égard desquelles la France aura donné des facilités spéciales; et ceci jusqu'à concurrence de 25 pour cent du pétrole ainsi envoyé par canalisation à des termes et conditions qui pourront être arrêtés d'accord entre le Gouvernement français et l'Anglo-Persian Cy.

10. En considération des arrangements ci-dessus mentionnés, le Gouvernement français, consentira, si le désir lui en est exprimé, et dès que la demande lui en sera adressée, à la construction de deux pipes-lines distinctes avec les voies ferrées nécessaires à leur construction et leur entretien et au transport du pétrole de la Mésopotamie et de la Perse à travers les sphères d'influence française jusqu'à un ou plusieurs ports de la Méditerranée orientale à désigner par les deux Gouvernements et d'un commun accord.

11. Au cas où de telles pipes-lines ou voies ferrées viendraient à traverser un territoire se trouvant dans une sphère d'influence française, la France s'engage à accorder toutes facilités de

25 per cent. in such company. The price to be paid for such participation to be no more than that paid by any of the other participants to the said petroleum company. It is also understood that the said petroleum company shall be under permanent British control.

8. It is agreed that, should the private petroleum company be constituted as aforesaid, the native Government or other native interests shall be allowed, if they so desire, to participate up to a maximum of 20 per cent. of the share capital of the said company. The French shall contribute one-half of the first 10 per cent. of such native participation, and the additional participation shall be provided by each participant in proportion to his holdings.

9. The British Government agree to support arrangements by which the French Government may procure from the Anglo-Persian Company supplies of oil, which may be piped from Persia to the Mediterranean through any pipe-line which may have been constructed within the French mandated territory and in regard to which France has given special facilities, up to the extent of 25 per cent. of the oil so piped, on such terms and conditions as may be mutually agreed between the French Government and the Anglo-Persian Company.

10. In consideration of the above-mentioned arrangements, the French Government shall agree, if it is desired and as soon as application is made, to the construction of two separate pipe-lines and railways necessary for their construction and maintenance and for the transport of oil from Mesopotamia and Persia through French spheres of influence to a port or ports on the Eastern Mediterranean. The port or ports shall be chosen in agreement between the two Governments.

11. Should such pipe-line and railways cross territory within a French sphere of influence, France undertakes to give every facility for the rights of crossing without any royalty or way-

passage sans aucune taxe ni droit de passage sur le pétrole transporté. Néanmoins, une indemnité sera due aux propriétaires fonciers pour la surface occupée.

12. De même, la France accordera toutes facilités au port terminus pour l'acquisition de terrains nécessaires à la construction des dépôts, voies ferrées, raffineries, quais de débarquement, etc. Le pétrole ainsi exporté sera exempt de tous droits d'exportation ou de transit. Les matériaux nécessaires à la construction des pipes-lines, voies ferrées, raffineries et autres installations resteront libres de tous droits d'importation et de droits de passage.

13. Au cas où ladite Compagnie de pétrole désirerait construire une pipe-line et une voie ferrée allant jusqu'au golfe Persique, le Gouvernement Britannique offrira ses bons offices pour obtenir des facilités identiques à cet effet.

14. *Afrique du Nord et autres Colonies.*—Le Gouvernement français accordera des facilités à tout groupe ou groupes franco-britanniques de bonne réputation, présentant les garanties nécessaires, et en règle avec les lois françaises pour l'acquisition de concessions pétrolifères dans les colonies françaises, protectorats, zones d'influence, y compris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Il importe de remarquer que le Parlement français a décidé que dans tout groupe ainsi formé, les intérêts français devront être représentés dans une proportion d'au moins 67 pour cent.

15. Le Gouvernement français facilitera l'octroi de toute demande de concession en Algérie qui serait actuellement soumise à son examen dès que les demandeurs auront satisfait à toutes les exigences des lois françaises.

16. *Colonies Britanniques de la Couronne.*—Autant que les règlements actuels le permettent, le Gouvernement britannique accordera aux sujets français qui désireraient faire des prospections de terrains pétrolifères et de les exploiter dans le terrain de la Couronne, des avantages identiques à ceux que la France accorde aux ressortissants britanniques dans les colonies françaises.

17. Le présent accord ne sera pas applicable aux concessions qui pourraient faire l'objet de

leaves on the oil transported. Nevertheless, compensation shall be payable to the landowners for the surface occupied.

12. In the same way France will give facilities at the terminal port for the acquisition of the land necessary for the erection of depots, railways, refineries, loading wharfs, etc. Oil thus exported shall be exempt from export and transit dues. The material necessary for the construction of the pipe-lines, railways, refineries and other equipment shall also be free from import duties and wayleaves.

13. Should the said petroleum company desire to lay a pipe-line and a railway to the Persian Gulf, the British Government will use its good offices to secure similar facilities for that purpose.

14. *North Africa and other Colonies.*—The French Government will give facilities to any Franco-British group or groups of good standing, which furnish the necessary guarantees and comply with French laws, for the acquisition of oil concessions in the French colonies, protectorates and zones of influence, including Algeria, Tunis and Morocco. It should be noted that the French Parliament has resolved that groups so formed must contain at least 67 per cent. French interests.

15. The French Government will facilitate the granting of any concessions in Algeria which are now under consideration as soon as the applicants have complied with all the requirements of the French laws.

16. *British Crown Colonies.*—In so far as existing regulations allow, the British Government will give to French subjects who may wish to prospect and exploit petroliferous lands in the Crown Colonies similar advantages to those which France is granting to British subjects in the French colonies.

17. Nothing in this agreement shall apply to concessions which may be the subject of

négociations entamées par des intérêts privés soit français, soit britanniques.

18. Le présent accord a été initialé aujourd'hui par M. Philippe Berthelot et le Professeur Sir John Cadman, sous réserve de la confirmation respectivement par les premiers Ministres français et britannique.

J. CADMAN.
P. BERTHELOT.

San Remo,
24 avril 1920.

Confirmé :

D. LLOYD GEORGE.
A. MILLERAND.

25 avril 1920.

negotiations initiated by French or British interests.

18. This agreement has to-day been initialled by M. Philippe Berthelot and Professor Sir John Cadman, subject to confirmation by the French and British Prime Ministers respectively.

J. CADMAN.
P. BERTHELOT.

San Remo,
April 24, 1920.

Confirmed :

D. LLOYD GEORGE.
A. MILLERAND.

April 25, 1920.

No. 23.

**FRANCE ET LE GOUVERNE-
MENT DES INDES.**

**Convention concernant la Loge
Française de Balasore. 26 avril
1920.**

**FRANCE AND THE GOVERN-
MENT OF INDIA.**

**Convention concerning the French
Loge at Balasore. April 26,
1920.**

No. 23.—CONVENTION CONCERNING THE FRENCH LOGE AT BALASORE. APRIL 26, 1920.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de l'enregistrement le 7 septembre 1920. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 7 septembre 1920.

Text of a Convention of the 26th April, 1920, concluded for three years beginning on the 1st April, 1920, between John Frederik Gruning, Commissioner of Orissa, representing the Government of India, the said Mr. John Frederik Gruning having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor-General of India on the one part and M. C. Jaillet, Administrator of Chandernagore, representing His Excellency M. Gerbinis, Governor of the French Establishments in India and acting in the name of the French Government, on the other part. The following agreement has been concluded :—

Article 1.

The Government of Bihar and Orissa on behalf of the Government of India take a farming lease of the French loge of Balasore and the land at Baincha situated on the opposite bank of the river Bara Balong for a period of three years commencing from the 1st April, 1920, and ending on the 31st March, 1923, subject to the payment of a sum of Rs. 4,000 *per annum*.

Article 2.

The Government of Bihar and Orissa may, if they so desire, subject its lease to a farmer (or lessee), but in this case the latter must be a person approved by the Administrator of Chandernagore.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 23.—CONVENTION CONCERNANT LA LOGE FRANÇAISE DE BALASORE. 26 AVRIL 1920.

English official text forwarded on September 7, 1920, by the British Foreign Office for registration. The registration of this Convention took place on September 7, 1920.

Texte d'une convention en date du 26 avril 1920, conclue pour une période de trois années, à dater du 1^{er} avril 1920, entre John Frederik Gruning, Commissaire d'Orissa, représentant le Gouvernement des Indes, ledit Mr. John Frederik Gruning ayant reçu un pouvoir spécial à cet effet de son Excellence le Vice-Roi et Gouverneur général des Indes d'une part, et M. C. Jaillet, administrateur de Chandernagor, représentant Son Excellence M. Gerbinis, Gouverneur des Établissements français aux Indes et agissant au nom du Gouvernement français d'autre part. L'accord suivant a été conclu :

Article 1.

Le Gouverneur de Bihar et d'Orissa, au nom du Gouvernement des Indes, fait un bail en vue de l'affermement de la loge française (French Loge) de Balasore et des terres de Baincha situées sur la rive opposée du fleuve Bara Balong, pour une période de trois années, à partir du 1^{er} avril 1920, et se terminant le 31 mars 1923 contre paiement d'une somme de 4,000 roupies *par an*.

Article 2.

Le Gouvernement de Bihar et d'Orissa pourra, s'il le désire, céder son bail à un fermier (ou preneur) mais dans ce cas ; ce dernier devra être une personne approuvée par l'Administrateur de Chandernagore.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

In case the Government of Bihar and Orissa sublet the lease, they will still remain responsible for the due payment of the stipulated rent which will in every case be paid by them to the French Government, and lodged in the hands of the Administrator of Chandernagore by a remittance transfer receipt on the Hoogly Treasury.

Article 4.

The lease includes the right to levy upon the lands appertaining to the French loge (r) all direct taxes levied in the surrounding British territory; (2) all the indirect dues levied in the same territory.

Article 5.

The stipulated rent shall be paid half-yearly on 1st October and 1st April of each year.

Article 6.

In order to assure the full exercise of the rights of jurisdiction of the French Government over the loge and the lands appertaining to it, two officers of the British Police, previously approved by the French authorities, will proceed in the following manner :—

They will set forth in their reports (*procès-verbaux*) all events of the nature of criminal offences which may come to their knowledge. In the case of offences known to the French law as *contraventions* or *délits*, the Procurator of the French Republic at Chandernagore, to whom shall be addressed the reports in question, will decide in what cases and on what charges the accused persons shall be prosecuted and will bring them before the appropriate French tribunal. In the case of offences known to the French law as *crimes*, the above-mentioned British Police officer shall arrest the criminals and deliver them to the Procurator of the French Republic at Chandernagore, together with all the relevant documents, the depositions and the evidence collected. The prosecution will thereafter be carried out conformably to the French law. If persons accused of a crime committed in British territory should take refuge in French

Article 3.

Au cas où le Gouvernement de Bihar et d'Orissa céderait son bail, il demeurerait toutefois responsable du paiement intégral du loyer stipulé qui sera dans tous les cas payé par lui au Gouvernement français et remis entre les mains de l'Administrateur de Chandernagor par un "remittance transfer receipt" sur le "Hoogly Treasury."

Article 4.

Le bail comprend le droit de lever sur les terres dépendant de la loge française (French Loge) : 1) tous les impôts directs levés sur le territoire britannique avoisinant : 2) Tous les impôts indirects levés sur le même territoire.

Article 5.

Le loyer stipulé sera payé par versements semestriels effectués le 1^{er} octobre et le 1^{er} avril de chaque année.

Article 6.

En vue d'assurer le plein exercice des droits de juridiction du Gouvernement français sur la loge et les terrains qui en dépendent, deux officiers de la Police britannique, approuvés au préalable par l'Administration française procéderont comme suit :

Ils relèveront dans leurs procès-verbaux tous les faits ayant le caractère d'une offense criminelle qui pourront parvenir à leur connaissance. Dans le cas d'offenses connues dans la loi française sous le nom de *contraventions* ou de *délits*, le Procureur de la République française à Chandernagor, à qui seront adressés les rapports en question, décidera des cas où les personnes accusées seront poursuivies et de l'inculpation sous laquelle elles le seront, et les traduira devant les tribunaux français compétents.

Dans les cas d'offenses, connues dans la loi française sous le nom de *crimes*, l'Officier de Police britannique ci-dessus mentionné, arrêtera les criminels et les remettra entre les mains du Procureur de la République Française à Chandernagor, ainsi que les documents à l'appui, dépositions et témoignages recueillis. La procédure sera conduite dès lors, conformément à

territory, the British Police may arrest them and detain them, provided that an immediate application is made for their extradition to the Administrator of Chandernagore, to which shall be attached all the documents necessary for a thorough comprehension of the facts of the case. To enable the British Police to collaborate effectually with the French authorities the Collector and Magistrate of Balasore shall be given a list of the various offences known as "contraventions" of which he is empowered to take notice, and of the offences known as "delicts" or "crimes" which are dealt with by the French laws. In the case of civil proceedings, the British authorities may be directed to undertake such local enquiries as may be necessary for the information of the French tribunals concerned.

Article 7.

The right of sovereignty and of property in the lands appertaining to the domain of the State in the loge of Balasore and the lands appertaining to it are expressly reserved.

Article 8.

The present convention shall without requiring any other ratification be considered to be definitely concluded for a period of three years to be calculated from the 1st April, 1920, as soon as it shall have been signed by the said John Frederik Gruning, Commissioner of Orissa, and M. C. Jaillet, Administrator of Chandernagore, specially delegated for this purpose by their respective Governments.

(Signed) JOHN F. GRUNING,
Commissioner, Orissa Division.

(Signed) JAILLET,
Administrateur de Chandernagore,
April 26, 1920.

la loi française. Si les personnes accusées d'un crime commis en territoire britannique se réfugient en territoire français, la police britannique pourra les arrêter et les détenir, à condition qu'une demande d'extradition soit faite immédiatement à l'Administrateur de Chandernagore, demande à laquelle seront joints tous les documents nécessaires à l'instruction complète des faits de l'accusation. Pour permettre une collaboration effective de la police britannique et des autorités françaises, le Receveur et le Magistrat de Balasore recevront une liste des diverses offenses connues sous le nom de contraventions dont ils ont qualité pour s'occuper et les offenses connues sous le nom de *délits* et de crimes qui relèvent des lois françaises. Dans le cas de poursuites civiles, les autorités britanniques recevront toutes instructions pour entreprendre les enquêtes nécessaires à l'instruction des Tribunaux français intéressés.

Article 7.

Le droit de souveraineté et de propriété sur les terres dépendant du domaine de l'État dans la loge de Balasore et sur les terres qui en dépendent sont expressément réservés.

Article 8.

La présente convention sera, sans qu'aucune ratification soit requise, considérée comme définitivement conclue pour une période de trois années à compter du 1 avril 1920, dès qu'elle aura été signée par ledit John Frederik Gruning, Commissaire d'Orissa, et Mr. C. Jaillet, Administrateur de Chandernagore, spécialement délégués à cet effet par leurs Gouvernements respectifs.

(Signé) JOHN F. GRUNING,
Commissaire de la Division d'Orissa.

(Signé) JAILLET,
Administrateur de Chandernagore,
le 26 avril 1920.

No. 24.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE ET
PAYS-BAS.**

**Convention entre le Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande
et les Pays-Bas, renouvelant
pour une période de cinq ans la
Convention d'Arbitrage du 15
février 1905, signée à Londres
le 1er juillet 1920.**

**THE UNITED KINGDOM AND
THE NETHERLANDS.**

**Convention between the United
Kingdom and the Netherlands
renewing for a further period
of five years the Arbitration
Convention of February 15,
1905, signed at London, July 1,
1920.**

No. 24.*—CONVENTIE TUSSEN NEDERLAND EN GROOT-BRITANNIË, HOUDENDE VERNIEUWING VOOR EEN TIJDPERK VAN VIJF JAREN, VAN DE ARBITRAGE-CONVENTIE VAN 15 FEBRUARI 1905, GETEEKEND TE LONDEN DEN 1STEN JULI 1920.

No. 24.*—CONVENTION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF FIVE YEARS THE ARBITRATION CONVENTION OF FEBRUARY 15, 1905. SIGNED AT LONDON, 1ST JULY, 1920.

Textes officiels anglais et hollandais communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et par le Ministre des Pays-Bas à Londres, aux fins d'enregistrement, le 7 et le 17 septembre 1920, respectivement. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 7 septembre 1920.

English and Dutch official texts forwarded for registration on September 7, 1920, by the British Foreign Office, and on September 17, 1920, by the Dutch Minister in London. The registration of this Convention took place on September 7, 1920.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië, onderteekenen van het Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, gesloten te 's-Gravenhage den 29en Juli 1899 ;

Overwegende dat de Hooge Contracteerende Partijen zich bij artikel 19 van dat Verdrag het recht hebben voorbehouden om overeenkomsten aan te gaan, ten doel hebbende aan arbitrage te onderwerpen alle gevallen die zij voor zoodanige behandeling vatbaar zullen achten ;
Hebben benoemd tot Hoogst Derzelver Gevolmachtigden :

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :
Jonkheer F. Michiels van Verduynen, tijdelijk Zaakgelastigde der Nederlanden te London ; en
Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië : The Right Honourable Graaf Curzon of Kedleston, K.G., Zijner Majesteits Voornaamsten Secretaris van Staat voor Buitenslandsche Zaken ;

* Les ratifications ont été échangées à Londres le 11 juillet 1920.

† De Martens, Nouveau Recueil Général, deuxième série, tome xxvi, page 920.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899 ;†

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment ;
Have named as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India : The Right Honourable Earl Curzon of Kedleston, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

Her Majesty the Queen of the Netherlands :
Jonkheer F. Michiels van Verduynen, Chargé d'Affaires *ad interim* of the Netherlands in London ;

* Ratifications exchanged at London, July 11, 1920.

† English and Foreign State Papers, vol. 91, p. 920.

Die, na elkander hunne wederzijdsche volmachten te hebben medegeedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

Artikel 1.

De Hooge Contracteerende Partijen vernieuwen bij dezen voor een verderen termijn van vijf jaren, een aanvang nemende den 12^{en} Juli eerstkomende, het den 15^{en} Februari 1905 te Londen geteekend Verdrag nopens de regeling door arbitrage van zekere soorten van geschillen welke tusschen de twee Regeeringen zouden kunnen rijzen.

Artikel 2.

Deze overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Londen worden uitgewisseld.

Gedaan in dubbel te Londen, den 1 Juni 1920.

(L.S.) F. MICHIELS VAN VERDUYNEN.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :—

Article 1.

The High Contracting Parties hereby renew for a further period of five years, dating from the 12th July next, the* Convention signed at London on the 15th February, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 1st day of June, 1920.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.

†TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 24.—CONVENTION ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LES PAYS-BAS, RENOUELANT POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS LA CONVENTION D'ARBITRAGE DU 15 FÉVRIER 1905, SIGNÉE À LONDRES, LE 1^{ER} JUILLET 1920.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye le 29 juillet 1899 ;

Considérant que, aux termes de l'Article 19 de cette Convention, les Hautes Parties Contractantes se sont réservé le droit de conclure des accords afin de soumettre à l'arbitrage toutes les questions qu'elles jugeront susceptibles d'être ainsi résolues,

Ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes : le Très Honorable Comte Curzon de Kedleston, K.G., Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Étrangères ;

* De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, tome xxxiv, page 481.

* English and Foreign State Papers, vol. 98, page 56.

† Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

† Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : le Jonkheer F. Michiels van Verduynen, Chargé d'Affaires *ad interim* des Pays-Bas à Londres, qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :—

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes renouvellent, par le présent acte, pour une période de cinq ans, à dater du 12 juillet prochain, la Convention signée à Londres le 15 février 1905, pour le règlement par l'arbitrage de certaines catégories de différends qui pourraient s'élever entre les deux Gouvernements.

Article 2.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible.

Fait en double à Londres, le premier juin 1920.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.

(L.S.) F. MICHIELS VAN VERDUYNEN.

No. 25.

**ESTHONIE ET ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE.**

**Accord conclu entre les Gouverne-
ments britannique et esthonien,
relatif aux relations commerciales.
Londres le 20 juillet 1920.**

**ESTHONIA AND THE UNITED
KINGDOM.**

**Agreement between the British
and Esthonian Governments re-
specting Commercial Relations.
London, July 20, 1920.**

No. 25.—AGREEMENT BETWEEN
THE BRITISH AND ESTHON-
IAN GOVERNMENTS RESPECT-
ING COMMERCIAL RELATIONS.
LONDON, JULY 20, 1920.

No. 25.—ACCORD CONCLU ENTRE
LES GOUVERNEMENTS BRI-
TANNIQUE ET ESTHONIEN,
RELATIF AUX RELATIONS
COMMERCIALES. LONDRES LE
20 JUILLET 1920.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère
des Affaires Étrangères du Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande, aux effets de
l'enregistrement, le 7 septembre 1920. L'enregis-
trement de cet accord a eu lieu le 7 septembre
1920.*

*English official text forwarded on September 7,
1920, by the British Foreign Office. The
registration of this agreement took place on
September 7, 1920.*

*TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 1.

M. PIIP TO EARL CURZON OF
KEDLESTON.

ESTHONIAN LEGATION,
LONDON,
July 20, 1920.

MY LORD,

It being the desire of our respective Govern-
ments to establish close commercial relations
between the United Kingdom and Esthonia,
I have the honour to inform you that, on
condition of reciprocity, British nationals and
goods, the produce or manufacture of the
territories of His Britannic Majesty, will enjoy
unconditionally in Esthonia treatment at least
as favourable in all respects as that accorded to
the nationals and goods, the produce or manufac-
ture of the most favoured foreign country. This
treatment shall be accorded in all matters
of commerce and navigation as regards
importation, exportation and transit, and, in
general, in all that concerns customs duties and
formalities and commercial operations, the
establishment of British subjects in Esthonia,
the exercise of commerce, industries and
professions, and the payment of taxes.

No. 1.

M. PIIP AU COMTE CURZON DE
KEDLESTON.

LEGATION D'ESTHONIE,
LONDRES.
20 juillet 1920.

MY LORD,

Étant donné le désir de nos Gouvernements
respectifs d'établir des relations commerciales
étroites entre le Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande et l'Esthonie, j'ai l'hon-
neur d'informer Votre Excellence que, sous
condition de réciprocité, les nationaux britan-
niques et les marchandises britanniques, les
produits du sol ou les produits manufacturés des
territoires de Sa Majesté Britannique, jouiront
sans condition, en Esthonie, d'un traitement
au moins aussi favorable à tous égards que le
traitement accordé aux nationaux et aux mar-
chandises, aux produits du sol et aux produits
manufacturés du pays étranger le plus favorisé.
Ce traitement sera accordé dans tous les cas
qui ont trait au commerce et à la navigation en
ce qui concerne l'importation, l'exportation et le
transit, et en général pour tout ce qui a trait
aux droits et formalités de douane et autres
opérations commerciales, à l'établissement de
sujets britanniques en Esthonie, à l'exercice

* Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of
Nations.

2. British vessels will enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Esthonia treatment not less favourable than that accorded to Esthonian vessels or to vessels of the most favoured foreign country, subject however to the right of the Esthonian Government to reserve the coasting trade to Esthonian vessels.

3. Esthonia further undertakes, on condition of reciprocity, to accord freedom of transit to persons, goods, vessels, aircraft, carriages, wagons and mails in transit to or from the United Kingdom over Esthonian territory, including territorial waters, and to treat them at least as favourably as Esthonian persons, goods, vessels, aircraft, carriages, wagons and mails, respectively, or those of any other more favoured nationality, origin, importation or ownership, as regards facilities, charges, restrictions and all other matters.

4. The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates beyond the seas, unless notice of accession to this arrangement shall have been given on behalf of India or any such Dominion, Colony, Possession or Protectorate by His Britannic Majesty's representative at Reval before the expiration of twelve months from this date. Nevertheless, goods, the produce or manufacture of India or of any of His Britannic Majesty's Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates, will enjoy in Esthonia complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as India or such Dominion, Colony, Possession or Protectorate accords to goods, the produce or manufacture of Esthonia, treatment as favourable as that accorded to the produce of the soil or industry of any other foreign country.

5. The above arrangement will have effect as from the date of this note, and will remain in force unless and until either of our respective

du commerce, des industries et des professions et au paiement des impôts.

2. Les navires britanniques bénéficieront dans les ports, sur les fleuves et dans les eaux territoriales d'Esthonie, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé aux navires esthoniens ou aux navires du pays étranger le plus favorisé, sous réserve toutefois du droit qu'a le Gouvernement Esthonien de réserver le commerce côtier aux navires esthoniens.

3. De plus, l'Esthonie s'engage, sous condition de réciprocité, à accorder la liberté de transit aux personnes, marchandises, navires, machines aériennes, wagons, fourgons et voitures postales passant en transit du ou pour le Royaume-Uni en territoire esthonien y compris les eaux territoriales esthoniennes, ou réciproquement, et de leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui dont jouissent respectivement les personnes, marchandises, navires, machines aériennes, wagons, fourgons et voitures postales d'Esthonie, ou ceux de toute autre nationalité, origine importation ou propriété plus favorisées, en ce qui concerne les facilités, taxes restrictions, etc.

4. Les stipulations précédentes ne seront pas applicables aux Indes ou aux territoires, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté Britannique au-delà des mers, à moins que notification spéciale d'adhésion à cet accord n'ait été donnée en faveur des Indes ou de tel autre Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Revel, avant l'expiration de 12 mois, à compter de ce jour. Néanmoins, les marchandises, les produits du sol ou produits manufacturés des Indes ou de tout autre Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat de Sa Majesté Britannique, bénéficieront en Esthonie du traitement intégral et inconditionné accordé à la nation la plus favorisée, aussi longtemps que l'Inde ou tout autre Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat accordera aux marchandises, produits du sol ou produits manufacturés d'Esthonie, un traitement aussi favorable que le traitement accordé aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

5. La Convention ci-dessus sera effective à dater de la publication de cette note et demeurera en vigueur à moins que l'un de nos Gouverne-

Governments has given notice to the other of its intention to terminate it. In that case, it will remain in force until the expiration of six months from the date of such notice.

As regards India and the British Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates which may have acceded to this arrangement in virtue of the provisions of paragraph 4, either of our respective Governments shall have the right to terminate it separately on giving six months' notice to that effect.

I have, etc.,
(Signed) ANT. PIIP.

No. 2.

EARL CURZON OF KEDLESTON TO
M. PIIP.

FOREIGN OFFICE,
20th July, 1920.

SIR,

It being the desire of our respective Governments to establish close commercial relations between the United Kingdom and Esthonia, I have the honour to inform you that, on condition of reciprocity, Esthonian nationals and goods, the produce or manufacture of the territories of Esthonia, will enjoy unconditionally in the territories of His Britannic Majesty treatment at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals and goods, the produce or manufacture of the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation as regards importation, exportation and transit, and, in general, in all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of Esthonian subjects in the territories of His Britannic Majesty, the exercise of commerce, industries and professions, and the payment of taxes.

2. Esthonian vessels will enjoy in the ports, rivers and territorial waters of the territories of His Britannic Majesty treatment not less favourable than that accorded to British

ments respectifs n'ait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin. En ce cas elle demeurera en vigueur jusqu'à expiration de 6 mois, à dater de cette notification.

En ce qui concerne les Indes et les Dominions, Colonies, Possessions et Protectorats Britanniques qui pourraient avoir adhéré à cette Convention, en vertu des dispositions du paragraphe 4, l'un quelconque de nos Gouvernements respectifs aura le droit d'y mettre fin en ce qui le concerne, en donnant, 6 mois à l'avance, notification de cette intention.

J'ai l'honneur, etc.
(Signé) ANT. PIIP.

No. 2.

LE COMTE CURZON DE KEDLESTON
À M. PIIP.

FOREIGN OFFICE.
20 juillet 1920.

MONSIEUR,

Etant donné le désir de nos Gouvernements respectifs d'établir des relations commerciales étroites entre le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et l'Esthonie, j'ai l'honneur de vous informer que, sous condition de réciprocité, les nationaux esthoniens et les marchandises esthoniennes, les produits du sol ou les produits manufacturés des territoires d'Esthonie, jouiront sans condition, dans les territoires de Sa Majesté Britannique, d'un traitement au moins aussi favorable à tous égards que le traitement accordé aux nationaux et aux marchandises, aux produits du sol et aux produits manufacturés du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement sera accordé dans tous les cas qui ont trait au commerce et à la navigation en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, et en général pour tout ce qui a trait aux droits et formalités de douane et autres opérations commerciales, à l'établissement de sujets esthoniens dans les territoires de Sa Majesté Britannique, à l'exercice du commerce, des industries et des professions, et au paiement des impôts.

2. Les navires esthoniens bénéficieront dans les ports, sur les fleuves et dans les eaux territoriales des territoires de Sa Majesté Britannique, d'un traitement au moins aussi favorable

vessels or to vessels of the most favoured foreign country, subject, however, to the right of the British Government to reserve the coasting trade to British vessels.

3. Esthonia further undertakes, on condition of reciprocity, to accord freedom of transit to persons, goods, vessels, aircraft, carriages, wagons and mails in transit to or from the United Kingdom over Esthonian territory, including territorial waters, and to treat them at least as favourably as Esthonian persons, goods, vessels, aircraft, carriages, wagons and mails, respectively, or those of any other more favoured nationality, origin, importation or ownership, as regards facilities, charges, restrictions and all other matters.

4. The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates beyond the seas, unless notice of accession to this arrangement shall have been given on behalf of India or any such Dominion, Colony, Possession or Protectorate by His Britannic Majesty's representative at Reval before the expiration of twelve months from this date. Nevertheless, goods, the produce or manufacture of India or of any of His Britannic Majesty's Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates, will enjoy in Esthonia complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as India or such Dominion, Colony, Possession or Protectorate accords to goods, the produce or manufacture of Esthonia, treatment as favourable as that accorded to the produce of the soil or industry of any other foreign country.

5. The above arrangement will have effect as from the date of this note, and will remain in force unless and until either of our respective Governments has given notice to the other of its intention to terminate it. In that case, it will remain in force until the expiration of six months from the date of such notice.

que le traitement accordé aux navires britanniques ou aux navires du pays étranger le plus favorisé, sous réserve toutefois du droit qu'a le Gouvernement Britannique de réserver le commerce côtier aux navires britanniques.

3. De plus, l'Esthonie s'engage, sous condition de réciprocité, à accorder la liberté de transit aux personnes, marchandises, navires, machines aériennes, wagons, fourgons et voitures postales passant en transit de ou pour le Royaume-Uni en territoire esthonien y compris les eaux territoriales esthoniennes ou réciproquement, et de leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui dont jouissent respectivement les personnes, marchandises, navires, machines aériennes, wagons, fourgons et voitures postales d'Esthonie, ou ceux de toute autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisées en ce qui concerne les facilités, taxes, restrictions, etc.

4. Les stipulations précédentes ne seront pas applicables aux Indes ou aux territoires, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté Britannique, au-delà des mers, à moins que notification spéciale d'adhésion à cet accord n'ait été donnée en faveur des Indes ou de tel autre Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Revel, avant l'expiration de 12 mois, à compter de ce jour. Néanmoins, les marchandises, les produits du sol ou produits manufacturés des Indes ou de tout autre Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat de Sa Majesté Britannique, bénéficieront en Esthonie du traitement intégral et inconditionné accordé à la nation la plus favorisée aussi longtemps que l'Inde ou tout autre Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat accordera aux marchandises, produits du sol ou produits manufacturés d'Esthonie, un traitement aussi favorable que le traitement accordé aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

5. La Convention ci-dessus sera effective à dater de la publication de cette note, et demeurera en vigueur à moins que l'un de nos Gouvernements respectifs n'ait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin. En ce cas, elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de 6 mois, à dater de cette notification.

As regards India and the British Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates which may have acceded to this arrangement in virtue of the provisions of paragraph 4, either of our respective Governments shall have the right to terminate it separately on giving six months' notice to that effect.

I have, etc.,
(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

En ce qui concerne les Indes et les Dominions, Colonies, Possessions et Protectorats britanniques qui pourraient avoir adhéré à cette Convention, en vertu des dispositions du paragraphe 4, l'un quelconque de nos Gouvernements respectifs aura le droit d'y mettre fin en ce qui le concerne, en donnant, 6 mois à l'avance, notification de cette intention.

J'ai l'honneur, etc.
(Signé) CURZON DE KEDLESTON.

ANNEXE I.

PRÉSENTATIONS À L'ENREGISTREMENT, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

* N^o. 4.—Le Service Français de la Société des Nations a présenté à l'enregistrement par le Secrétariat Permanent de la Société des Nations, en date du 21 octobre 1920, la Convention Provisoire réglant la circulation aérienne entre la Suisse et la France, signée à Berne le 9 décembre 1919.

Publié au Volume I, N^o. 1, de ce Recueil (page 30).

N^o. 6.—Le Gouvernement belge et le Service Français de la Société des Nations, ont présenté à l'enregistrement par le Secrétariat Permanent de la Société des Nations, en date des 6 et 21 octobre respectivement, la Convention additionnelle à la Convention du 6 novembre 1885, concernant les monnaies divisionnaires d'argent, signée à Paris le 25 mars 1920.

Publié au Volume I, N^o. 1, de ce Recueil (page 46).

N^o. 7.—Le Gouvernement de Sa Majesté britannique a présenté à l'enregistrement par le Secrétariat Permanent de la Société des Nations, en date du 7 septembre 1920, l'échange de notes du 24 décembre 1918 et du 2 juillet 1920, concernant l'extension du Traité d'extradition du 26 novembre 1880, entre la Suisse et la Grande-Bretagne aux Etats Malaisiens de Perak, Sengalor, Negri Sembilan et Pahang.

Publié au Volume I, N^o. 1, de ce Recueil (page 54).

* Les numéros correspondent à ceux du Recueil des Traités.

ANNEX I.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

* No. 4.—The "Service Français de la Société des Nations" presented, on October 21, 1920, for registration by the Permanent Secretariat of the League of Nations, the Provisional Convention regulating aerial circulation between Switzerland and France, signed at Berne on December 9, 1919.

Published in Volume I, No. 1, of this Series (page 30).

No. 6.—The Belgian Government and the "Service Français de la Société des Nations" presented, on October 6 and 21 respectively, for registration by the Permanent Secretariat of the League of Nations, the supplementary convention of November 6, 1885, concerning small silver currency, signed at Paris, March 25, 1920.

Published in Volume I, No. 1, of this Series (page 46).

No. 7.—The Government of His Britannic Majesty presented, on September 7, 1920, for registration by the Permanent Secretariat of the League of Nations, the exchange of notes of December 24, 1918, and July 2, 1920, concerning the extension of the extradition Treaty of November 26, 1880, between Great Britain and Switzerland, to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang.

Published in Volume I, No. 1, of this Series (page 54).

* The numbers correspond with those in the Treaty Series.

N^o. 8.—Les données suivantes sont à ajouter à l'arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale, signée à Berne le 30 juin 1920.

Publié au Volume I, N^o. 1, de ce Recueil (page 60).

No. 8.—The following notes are to be added to the Agreement concerning the preservation or the re-establishment of the rights of industrial property affected by the World War. Signed at Berne, June 30, 1920.

Published in Volume I, No. 1, of this Series (page 60).

*TRADUCTION—TRANSLATION.

PROCÈS-VERBAL DU DÉPÔT DE RATIFICATIONS DE L'ARRANGEMENT, SIGNÉ À BERNE, LE 30 JUIN 1920, CONCERNANT LA CONSERVATION OU LE RÉTABLISSEMENT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ATTEINTS PAR LA GUERRE MONDIALE.

En exécution de l'arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale, signé à Berne le 30 juin 1920, et ensuite de l'invitation adressée à cet effet par note du 11 septembre 1920 du Conseil Fédéral suisse aux Gouvernements des Hautes Parties signataires, les soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis aujourd'hui au Palais Fédéral, à Berne, pour procéder à l'examen et au dépôt des actes de ratification de leurs Gouvernements respectifs sur l'Arrangement précité.

Les instruments de ces actes ont été produits et, reconnus en bonne et due forme, ont été remis entre les mains du représentant du Gouvernement suisse pour être déposés dans les archives de la Confédération.

L'acte de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède fait mention des deux réserves dont le texte figure au Procès-verbal de signature du 30 juin 1920.

Il est constaté, en outre, que, d'après la déclaration explicative lue par M. Le Plénipotentiaire de la Suisse lors de la signature de l'Arrangement et inscrite au Procès-verbal du 30 juin 1920, c'est la date de ce premier échange des ratifications, soit le 30 septembre 1920, qui sera considérée par tous les pays qui

MINUTES OF THE DEPOSIT OF RATIFICATIONS OF THE AGREEMENT SIGNED AT BERNE ON JUNE 30, 1920, CONCERNING THE PRESERVATION OR RE-ESTABLISHMENT OF RIGHTS OF INDUSTRIAL PROPERTY AFFECTED BY THE WORLD WAR.

In compliance with the terms of the Agreement concerning the preservation or re-establishment of rights of industrial property affected by the World War, which was signed at Berne on June 30, 1920, and following upon the invitation, communicated in a note dated September 11, 1920, by the Swiss Federal Council to the Governments of the High Signatory Parties, the undersigned duly authorised for this purpose have met to-day at the Federal Palace at Berne in order to proceed to the examination and deposit of the instruments of ratification of their respective Governments with regard to the above-mentioned agreement.

The instruments of these acts were produced and found to be in good and due form, and were delivered to the representative of the Swiss Government to be deposited in the archives of the Confederation.

The act of ratification of H.M. the King of Sweden contains two reservations, the text of which is included in the Minutes of Signature of June 30, 1920.

Further, it is declared that, in accordance with the explanatory statement read by the Swiss Plenipotentiary at the Session of signature and recorded in the Minutes of June 30, 1920, the date of the first exchange of ratifications, that is to say, September 30, 1920, shall be considered by all States participating in the

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

participent à l'Arrangement ou qui y adhéreront à l'avenir, comme le point de départ des délais prévus aux articles 1 et 3.

Enfin, les soussignés constatent que, d'après les documents qui leur sont présentés par le représentant du Gouvernement suisse, les accessions des pays suivants ont été notifiées au Conseil Fédéral Suisse dans l'intervalle entre la signature de l'Arrangement et ce jour :

MAROC (Territoire du Protectorat français) ;
le 10 juillet, par note de l'Ambassade de France à Berne.

GRANDE-BRETAGNE, le 31 août, par note de la Légation Britannique à Berne.

Toutefois le Gouvernement de Sa Majesté Britannique subordonne son accession à la réserve suivante :

“ Les délais extensifs prévus par les articles 1 et 2 de l'Arrangement expireront, en ce qui concerne le Royaume-Uni, le 10 janvier 1921.”

Ledit Gouvernement se réserve la faculté d'adhérer ultérieurement à l'Arrangement pour les possessions britanniques d'outre-mer qui ont signé la Convention d'Union révisée de 1900 (Paris-Bruxelles) ou celle de 1911 (Paris-Bruxelles-Washington).

En conséquence, l'Arrangement susmentionné est entré en vigueur ce jour entre les États suivants : Allemagne, France, Grande-Bretagne (sous la réserve transcrite ci-dessus), Maroc (Territoire du Protectorat Français), Pologne, Suède (sous les deux réserves mentionnées ci-dessus), Suisse et Tunisie.

Les Gouvernements des États ci-après ne sont pas encore en mesure de déposer leur ratification : Pays-Bas, Portugal, Tchécoslovaquie.

En foi de quoi a été dressé le présent Procès-verbal qui sera déposé aux archives de la Confédération Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par le Gouvernement de ces pays aux Gouvernements des autres

agreement or who shall subsequently adhere to it, to be the day upon which the periods provided for in Articles 1 and 3 come into force.

Lastly, the undersigned duly record that, as witnessed by the documents submitted to them by the representatives of the Swiss Government, the accessions of the following countries have been notified to the Swiss Federal Council in the interval between the signature of the agreement and the present day :

MOROCCO (Territory under French Protectorate).—On July 10, by a Note from the French Embassy at Berne.

GREAT BRITAIN.—August 31, by a Note from the British Legation at Berne.

The British Government has, however, made the accession subject to the following reservation :—

“ The extension of time provided for in Articles 1 and 2 of the agreement will expire, so far as the United Kingdom is concerned, on January 10, 1921.”

The said Government further reserves for the British Dominions overseas, who signed the revised Convention of Union in 1900 (Paris-Brussels) or that of 1911 (Paris-Brussels-Washington) the right to adhere to the agreement at a later date.

The above-mentioned agreement, therefore, came into force to-day between the following States :—

Germany, France, Great Britain (with the reservation stated above), Morocco (Territory under French Protectorate), Poland, Sweden (with the two reservations referred to above), Switzerland and Tunis.

The Governments of the following States are not yet able to deposit their ratifications :—

Netherlands ; Portugal ; Czecho-Slovakia.

In witness whereof these Minutes have been drawn up and will be deposited in the archives of the Swiss Confederation, a certified true copy being sent by the Government of that country to the Governments of the other countries

pays Membres de l'Union internationale pour
la protection de la propriété industrielle.

Members of the International Union for the
Protection of Industrial Property.

Fait à Berne, le 30 septembre 1920.

Done at Berne, September 30, 1920.

Pour l'Allemagne :
KÖCHER.

For Germany :
KÖCHER.

Pour la France :
H. ALLIZÉ.

For France :
H. ALLIZÉ.

Pour la Pologne :
J. DE MODZELEWSKI.

For Poland :
J. DE MODZELEWSKI.

Pour la Suède :
P. DE ADLERCREUTZ.

For Sweden :
P. DE ADLERCREUTZ.

Pour la Suisse :
MOTTA.

For Switzerland :
MOTTA.

Pour la Tunisie :
H. ALLIZÉ.

For Tunis :
H. ALLIZÉ.

Pour copie certifiée conforme :

Certified true Copy :—

Berne, le 27 octobre 1920,

Berne, October 27, 1920.

Le Chancelier de la Confédération :
(Signé) STEIGER.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Swiss Confederation.

D'après une note adressée par le Conseil
Fédéral Suisse aux différents États signataires,
en date du 6 novembre 1920, la Tchéco-slovaquie
a déposé acte de ratification concernant
l'Arrangement en question, le 1er novembre 1920.

According to a Note, sent by the Swiss
Federal Council on November 6, 1920,
Czecho-Slovakia has deposited the instrument
of ratification concerning the agreement in
question on November 1, 1920.

De plus, les États suivants ont adhéré à la dite
Convention :—

Moreover, the following States have adhered
to the said Convention :—

ESPAGNE, par note de la Légation d'Espagne à
Berne, 6 octobre 1920.

SPAIN :

By a Note from the Spanish Legation at
Berne, October 6, 1920.

BRÉSIL, par note de la Légation du Brésil à
Berne, 9 octobre 1920.

BRAZIL :

By a Note from the Brazilian Legation at
Berne, October 9, 1920.

AUTRICHE, par note de la Légation autrichienne
à Berne, 27 octobre 1920.

AUSTRIA :

By a Note from the Austrian Legation at
Berne, October 27, 1920.

En résumé, l'Arrangement du 30 juin 1920 est, à la date du 6 novembre 1920, en vigueur entre les 12 États suivants :—

Allemagne,
Autriche,
Brésil,
Espagne,
France,
Grande-Bretagne (Sous 1 réserve).
Maroc, Territoire du protectorat français,
Pologne,
Suède (Sous 2 réserves),
Suisse,
Tchéco-slovaquie,
Tunisie.

N^o. 9.—L'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi des Hellènes sur la Convention entre la Grèce et la Bulgarie, relative à l'émigration réciproque, signée à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919, a été déposé dans les archives de la République Française le 4 septembre 1920.

Cette convention a été publiée au Volume I, N^o. 1, de ce Recueil (page 68).

Therefore, on November 6, 1920, the agreement of June 30, 1920, was in force between the twelve following States :—

Germany,
Austria,
Brazil,
Spain,
France,
Great Britain (with one reservation),
Morocco (Territory of the French protectorate),
Poland,
Sweden,
Switzerland,
Czecho-Slovakia,
Tunis.

No. 9.—The instrument of ratification of His Majesty the King of the Hellenes, of the Convention between Greece and Bulgaria respecting reciprocal emigration, signed at Neuilly-sur-Seine on November 27, 1920, was deposited at the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic on September 4, 1920.

This Convention was published in Volume I, No. 1, of this Series (page 68).

*Printed and Published
for the League of Nations by
HARRISON & SONS, LTD.,
St. Martin's Lane,
London.*

*Chez Harrison & Sons, Ltd.,
Libraires imprimeurs.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME 1

1920

NUMÉRO 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
No. 26. — Belgique et France :	
Convention entre la Belgique et la France par application du paragraphe « F » de l'article 296 du Traité de Versailles, signé à Paris le 24 juillet 1920	311
No. 27. — Finlande et Norvège :	
Echange de Notes passées entre la Finlande et la Norvège concernant le règlement de la pêche dans les eaux de Tana, 29 juin, 3 juillet et 14 juillet 1920	317
No. 28. — France et Pologne :	
Convention entre la France et la Pologne relative à l'émigration et à l'immigration, signée à Varsovie le 3 septembre 1919	337
No. 29. — Allemagne et France :	
Résolutions arrêtées par la Commission franco-allemande des biens, droits et intérêt; privés, au cours de la séance du 6 février 1920, approuvées par les Gouvernements allemand et français par un échange de notes en date, à Berlin, des 20 et 25 mars 1920	347
No. 30. — Allemagne et France :	
Convention particulière entre l'Allemagne et la France relative au port de Kehl, signée à Baden-Baden, le 1er mars 1920	367
No. 31. — Allemagne et France :	
Protocole sur l'importation en franchise des produits alsaciens-lorrains, signé à Baden-Baden le 19 mai 1920	383
No. 32. — France et Portugal :	
Convention entre la France et le Portugal relative à l'importation de certains produits et marchandises prohibés, signée à Paris le 8 juin 1920	393
No. 33. — France et Italie :	
Echange de lettres entre la France et l'Italie au sujet du tarif télégraphique. 11 et 12 septembre 1920	397
Annexe :	
Présentations à l'enregistrement, Adhésions, Signatures, Ratifications postérieurement échangées, etc.	400
Errata	401

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME 1

1920

NUMBER 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 26. — Belgium and France :	
Convention between Belgium and France, in accordance with paragraph " F " of Article 296 of the Treaty of Versailles, signed at Paris July 24, 1920	311
No. 27. — Finland and Norway :	
Exchange of Notes between Finland and Norway on the subject of adoption of rules for the fisheries at the Tana watercourse, June 29, July 3 and July 14, 1920	317
No. 28. — France and Poland :	
Convention between France and Poland respecting reciprocal emigration. Signed at Warsaw on September 3, 1919	337
No. 29. — Germany and France :	
Resolutions taken by the Franco-German Commission relating to private property, rights and interests in its sitting of February 6, 1920, approved by the German and the French Governments by an exchange of Notes at Berlin, on March 20 and 25, 1920	347
No. 30. — Germany and France :	
Special convention between Germany and France, regarding the Port of Kehl, signed at Baden-Baden on March 1, 1920	367
No. 31. — Germany and France :	
Protocol concerning the importation free of duty of products of Alsace-Lorraine, signed at Baden-Baden, May 19, 1920	383
No. 32. — France and Portugal :	
Convention between France and Portugal concerning the import of certain prohibited products and goods, signed at Paris, June 8, 1920	393
No. 33. — France and Italy :	
Exchange of letters between France and Italy concerning the telegraphic rates. September 11 and 12, 1920	397
Annex :	
Presentations for Registrations, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	400
Errata	401

No. 26.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention entre la Belgique et la France par application du paragraphe « F » de l'article 296 du Traité de Versailles, signée à Paris le 24 juillet 1920.

BELGIUM AND FRANCE

Convention between Belgium and France, in accordance with paragraph " F " of Article 296 of the Treaty of Versailles, signed at Paris July 24, 1920.

No. 26. — ²CONVENTION CONCLUE A PARIS LE 24 JUILLET 1920; ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE, PAR APPLICATION DU PARAGRAPHE «F»³ DE L'ARTICLE 296 DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

Texte officiel français, communiqué par l'Ambassadeur de Belgique à Londres et par le Service Français de la Société des Nations, aux fins d'enregistrement, le 6 et le 21 octobre 1920, respectivement. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 6 octobre 1920.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de conclure une Convention par application du paragraphe «F» de l'article 296 du Traité de Versailles, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES : Son Excellence M. le Baron de Gaiffier d'Hestroy, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE : Son Excellence M. Alexandre Millerand, Député, Président du Conseil des Ministres,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² D'après une lettre de l'Ambassadeur de Belgique à Londres en date du 21 octobre 1920, cette Convention ne comporte pas d'échange de ratifications.

³ Le paragraphe «F» de l'Article 296 du Traité de Versailles est comme suit : « Les Puissances alliées et associées qui ont adhéré au présent article et à l'annexe ci-jointe, pourront convenir entre elles de les appliquer à leurs ressortissants respectifs établis sur leur territoire, en ce qui concerne les rapports entre ces ressortissants et les ressortissants allemands. Dans ce cas, les paiements effectués par application de la présente disposition feront l'objet de règlements entre les Offices de vérification et de compensation alliés et associés intéressés.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 26. — ²CONVENTION CONCLUDED AT PARIS ON JULY 24, 1920, BETWEEN BELGIUM AND FRANCE, IN ACCORDANCE WITH PARAGRAPH «F»³ OF ARTICLE 296 OF THE TREATY OF VERSAILLES.

French Official Text forwarded for registration by the Belgian Ambassador in London on October 6, 1920, and by the Service français de la Société des Nations on October 21, 1920. The registration of this Convention took place on October 6th, 1920.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC wishing to conclude a Convention in accordance with paragraph «F» of Article 296 of the Treaty of Versailles, have named their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS : His Excellency M. le baron de Gaiffier d'Hestroy, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

AND THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC : His Excellency M. Alexandre Millerand, Deputy-President of the Council of Ministers,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² According to a letter from the Belgian Ambassador in London of October 21, 1920, this Convention does not entail an exchange of ratifications.

³ Paragraph «F» of Article 296 of the Treaty of Versailles reads as follows : « The Allied and Associated Powers who have adopted this Article and the Annex hereto may agree between themselves to apply them to their respective nationals established in their territory so far as regards matters between their nationals and German nationals. In this case the payments made by application of this provision will be subject to arrangements between the Allied and Associated clearing Offices concerned.

Ministre des Affaires Etrangères de la République Française,

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

L'Office français et l'Office belge seront seuls compétents pour poursuivre le règlement des dettes et créances rentrant dans les prévisions de l'article 296 du Traité de Versailles, respectivement entre les ressortissants belges résidant habituellement en France et les ressortissants français résidant habituellement en Belgique, d'une part, et les ressortissants allemands résidant en Allemagne, d'autre part.

En conséquence, l'Office belge recevra les réclamations des ressortissants français résidant habituellement en Belgique, relativement à leurs créances visées à l'article 296 précité et dues par des ressortissants allemands résidant en Allemagne.

Lesdits ressortissants français devront se conformer, à cet égard, à toutes les formalités et mesures imposées en cette matière, aux ressortissants belges.

L'Office belge sera également seul compétent pour poursuivre, au même titre que contre ses propres ressortissants et conformément aux mesures applicables à ceux-ci, le recouvrement des dettes visées à l'article 296 du Traité de Versailles et dues par des ressortissants français résidant habituellement en Belgique, à des ressortissants allemands résidant en Allemagne.

De son côté, l'Office français recevra les réclamations des ressortissants belges résidant habituellement en France, relativement à leurs créances visées à l'article 296 précité et dues par des ressortissants allemands résidant en Allemagne. Les dits ressortissants belges devront se conformer, à cet égard, à toutes les formalités et mesures imposées en cette matière aux ressortissants français.

L'Office français sera également seul compétent pour poursuivre, au même titre que contre ses propres ressortissants et conformément aux mesures applicables à ceux-ci, le recouvrement des dettes visées à l'article 296 du Traité de Versailles et dues par des ressortissants belges résidant habituellement en France, à des ressortissants allemands résidant en Allemagne.

Article 2.

L'Office de vérification et de compensation allemand devra notifier à l'Office français et

Minister of Foreign Affairs of the French Republic,

who, duly authorized, have agreed upon the following terms :

Article 1.

The French and Belgian Offices shall alone be competent to carry out the settlement of the debts and credits, included under the provisions of Article 296 of the Treaty of Versailles, between Belgian subjects habitually residing in France and French nationals habitually residing in Belgium respectively, on the one hand, and German nationals residing in Germany on the other.

Consequently the Belgian Office will receive the claims of French nationals habitually residing in Belgium, in respect of such of their credits as are referred to in the above mentioned Article 296, and as are owing to them by German nationals residing in Germany.

The aforesaid French nationals shall conform to all formalities and measures imposed in this connection upon Belgian nationals.

Further, the Belgian Office alone shall be competent to take steps on the same terms as with regard to its own subjects and in conformity with the measures which apply to these to recover such debts, referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles, as are due from French nationals habitually residing in Belgium to German nationals residing in Germany.

The French Office, on the other hand, receives the claims of Belgian subjects habitually residing in France, in respect of such of their credits referred to in the above mentioned Article 296, as are due to them from German nationals residing in Germany. The aforesaid Belgian nationals shall conform to all formalities and measures imposed in this connection upon French nationals.

The French Office also shall alone be competent to take steps on the same terms as with regard to its own nationals and in conformity with the measures which apply to these, to recover such debts, referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles, as are due from Belgian subjects habitually residing in France to German nationals residing in Germany.

Article 2.

The German Auditing and Compensation Office shall inform the French and Belgian

à l'Office belge, respectivement, les créances visées à l'article 296 du Traité de Versailles et dues à des ressortissants allemands résidant en Allemagne par des ressortissants belges résidant habituellement en France et par des ressortissants français résidant habituellement en Belgique.

Article 3.

L'Office français et l'Office belge se feront connaître réciproquement, au début de chaque mois, le nombre et le montant des créances qui leur auront été déclarées respectivement au cours du mois précédent, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus.

Dès que des rapports seront établis avec l'Office allemand, l'Office français et l'Office belge se feront également connaître, au début de chaque mois, le nombre et le montant des créances notifiées par l'Office allemand, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Article 4.

Les paiements effectués par les Offices français et belge respectivement à des ressortissants belges et français seront effectués dans les formes et conditions des paiements effectués par lesdits Offices à leurs propres ressortissants.

Au début de chaque mois, l'Office français et l'Office belge échangeront la balance des comptes relativement aux opérations qui ressortissent à leur compétence respective en vertu des articles 1 et 2 ci-dessus.

Il ne sera porté au débit et au crédit de l'un ou de l'autre des Offices que le montant net des paiements réellement effectués, déduction faite des taxes de recouvrement ou autres à percevoir par les Offices. Ces taxes resteront acquises aux Offices, pour les opérations que chacun d'eux aura liquidées.

Le solde éventuel à charge de l'un ou l'autre Office sera réglé dans la huitaine de l'échange des comptes, au pair.

Article 5.

Les Offices français et belge se notifieront réciproquement toutes les mesures déjà prises ou qui seraient prises à l'avenir dans leurs pays respectifs en vue de l'application de la section III de la partie X du Traité de Versailles.

Offices respectively of such credits, referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles, as are due to German nationals residing in Germany from Belgian subjects habitually residing in France and French nationals habitually residing in Belgium.

Article 3.

The French and Belgian Offices shall inform each other at the beginning of every month of the number and amount of the credits of which they have respectively been notified during the previous month, in accordance with Article 1 above.

When connections have been established with the German Office, the French and Belgian Offices shall also inform each other at the beginning of every month of the number and the amount of credits which have been respectively notified to them by the German Office in accordance with the above Article 2.

Article 4.

The payments made by the French and Belgian Offices respectively to Belgian subjects and French nationals shall be made in the same manner and under the same conditions as the payments by these Offices to their own nationals.

At the beginning of every month, the French and Belgian Offices shall exchange the balance of their accounts of such transactions as come within their respective competence under the above Articles 1 and 2.

Neither of the Offices shall be debited or credited with any sums except the net amount of the payments actually made, minus the dues for collecting and for other services charged by the Offices. These dues will remain the property of the Offices as payment for the transactions which each shall have carried out.

The eventual charges which shall be due to either Office shall be settled in the course of the week following the exchange of accounts, at par.

Article 5.

The French and Belgian Offices shall inform each other of all measures already taken or which may be taken in future in their respective countries with a view to the application of Section III of Part X of the Treaty of Versailles.

Article 6.

Les Offices français et belge se signaleront mutuellement tous les conflits soulevés par l'Office allemand relativement à l'interprétation des clauses de la susdite section et de son annexe et tâcheront de s'entendre sur une solution commune à donner à ces conflits, afin d'aboutir à une interprétation uniforme et d'éviter ainsi, autant que possible, des attitudes contradictoires vis-à-vis de l'Office allemand.

Article 7.

La présente Convention sera notifiée à l'Allemagne par les Gouvernements français et belge.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 24 juillet 1920.

(L. S.) DE GAIFFIER.

(L. S.) MILLERAND.

Certifié par le Directeur Général du Commerce et des Consulats :

J. BRUNET.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre Plénipotentiaire Chef du Service du Protocole,

P. DE FOUQUIÈRES.

Article 6.

The French and Belgian Offices shall inform each other of all disputes raised by the German Office with regard to the interpretation of the clauses of the above mentioned section and its annex ; they will also endeavour to agree upon a common settlement of these disputes, with a view to arriving at a uniform interpretation, and thus of avoiding so far as possible the adoption of a different attitude towards the German Office.

Article 7.

Notification of this Convention shall be made to Germany by the French and Belgian Governments.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Paris in duplicate on July 24, 1920.

(L. S.) DE GAIFFIER.

(L. S.) MILLERAND.

Certified by the Director General of Commerce and Consulats :

J. BRUNET.

Certified true copy :

*The Minister Plenipotentiary,
Chief of the Service of Protocols :*

P. DE FOUQUIÈRES.

No. 27.

FINLANDE ET NORVÈGE

Echange de Notes passées entre la Finlande et la Norvège, concernant le règlement de la pêche dans les eaux de Tana, les 29 juin, 3 juillet et 14 juillet 1920.

FINLAND AND NORWAY

Exchange of Notes between Finland and Norway on the subject of adoption of rules for the fisheries at the Tana watercourse. June 29, July 3 and July 14, 1920.

TEXTE NORVÉGIEN — NORWEGIAN TEXT.

No. 27. — NOTEVEKSLING MELLEM NORGE OG FINLAND OM
VEDTAGELSE AV FISKERIREGLER FOR TANAVASDRAGET, AV
29 JUNI, 3 JULI OG 14 JULI 1920.

Textes officiels Finlandais, Norvégien et Suédois, communiqués par le Ministre de Norvège à Londres aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 octobre 1920.

Finnish, Norwegian and Swedish official texts forwarded by the Norwegian Minister in London for registration. The registration of this exchange of Notes took place on October 21, 1920.

AVSKRIFT.

DEN KGL. NORSKE LEGATION
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, 29 Juni 1920.

HR. MINISTER,

Under henvisning til tidligere utvekslede noter om forandring av de gjældende regler for fisket i Tanavasdraget har jeg den ære at meddele, at der fra norsk side intet er at bemerke ved det av de finske myndigheter utarbeidede utkast til nye saadanne regler, hvilket utkast jeg underhaanden har hat anledning til at gjøre mig bekjendt med, idet jeg fra utrikesministeriet hat faat oversendt korrekturavtryk med finsk og svensk tekst.

Ved hoslagt at oversende utkast til de nye norske regler har jeg den ære at meddele, at disse fiskeriregler vil bli fastsat ved kgl. norsk resolution, saasnt den norske regjering faar meddelelse om, at den finske regjering vil utfærdige regler overensstemmende med de mottagne korrekturavtryk.

Tiden for reglernes ikrafttræden foreslaaes sat til 1 august d. a. hvilket vil növendiggjøre en forandring i det finske utkasts paragraf 15. Denne paragraf er noget anderledes formet end den tilsvarende paragraf 16 i det norske utkast, men efter mottagen meddelelse er paragrafen at forstaa paa samme maate.

Jeg har den ære videre at foreslaa, at saafremt den norske eller finske regjering önsker at ophæve eller gjøre nogen forandring i disse bestemmelser, skal underretning gives det andet lands regjering herom inden en tidsfrist av mindst 6 maaneder, forat denne skal faa anledning at ytre sig, för nogen forandring gjøres. Dette antages hensigtsmæssig at kunne fastslaaes ved en noteveksel.

Motta etc....

Hr. Dr. Rudolf Holsti
Utenriksminister
etc.... etc.... etc....

(S.) URBYE.

AVSKRIFT.

MINISTERIET
FÖR
UTRIKESÄRENDENA.

HELSINGFORS, den 3 Juli 1920.

HERR MINISTER,

Åberopande Herr Ministerns note av den 29 sistlidne juni N^o 114, angående utfärdande av nya regler för fisket i Tanaälvs fiskeriområde, har jag äran meddela, att Republikens President, vid föredragning i Statsrådet, den 2 innevarande juli funnit gott fastställa bilagda regler i finsk och svensk avfattning samt därjämte bemyndigat Ministeriet för Utrikesärendena att i sammanhang med framdeles skeende notväxling i samråd med Herr Ministern fastställa sättet för upphävande eller förändring av dessa regler. Då Republikens Regering fastställt tidpunkten för reglernas ikraftträdande till den 1 augusti 1920 emotser Ministeriet, att Herr Ministern benäget ville medverka därhän, att den Kungl. Regeringens resolution i ärendet därförinnan avgäves.

Mottag, Herr Minister, etc....

För Ministern : (S.) G. A. GRIPENBERG.

Herr Dr. A. URBYE,

H. M. Konungens av Norge utomordentliga
Sändebud och befullmäktigade Minister
etc.... etc.... etc....

Helsingfors.

TEXTE FINLANDAIS — FINNISH TEXT.

No. 203. — KALASTUSSÄÄNTÖ.

TENOJOEN KALASTUSPIIRISSÄ.

ANNETTU HELSINGISSA, 2 PÄIVÄNÄ HEINÄKUUTA 1920.

Maatalousministerin esittelystä säädetään täten :

1 §.

Tenojoen kalastuspiiriin kuuluvat :

- a) Kietsimäjoki (Skjetsemjok), Inarinjoki (Anarjok) ja sen jatko Tenojoki niin pitkältä kuin valtakunnan raja sitä seuraa ;
- b) Tähän rajajokeen laskevat haarajoet niin pitkältä kuin lohi todistettavasti niihin nousee.

2 §.

Lohi ja taimen (söörret) olkoot rauhoitetut ja niiden pyynti tai tappaminen millä tavalla hyvänsä kielletty syyskuun 14 päivän alusta huhtikuun 15 päivän loppuun.

Saman ajan kuluessa olkoon myöskin lohen tai taimenen pyyntiä varten laadittujen seisovien kalanpyydysten käyttäminen ja vedessä pitäminen kielletty.

Kaikki kiintonaiset kalatokeet eli niin sanotut padot (staengsler) ovat poistettavat ja maalle nostettavat, seipäät ja varvat ennen syyskuun 20 päivää ja kiintonaiset paalut, pukit ja painokivet ennen joulukuun 1 päivää. Jos niiden poistaminen liettymisen johdosta tai jostain muusta luonnon aiheuttamasta syystä käy mahdottomaksi, ovat veteenjäävät paalut tai muut padonosat merkittävät niin korkealle asetettavilla havupuunoksilla tai havuvastoilla, että nämä aina ylettyvät veden pinnan yläpuolelle.

Siinä osassa Tenojoen kalastuspiiriä, joka on Utsjoen laskusuun yläpuolella, on lohen tai taimenen rauhoitusaika alkava jo 1 päivänä syyskuuta ja seipäät ja varvut lohitokeista ja padoista poistettavat jo ennen syyskuun 7 päivää.

3 §.

Paitsi 2 § : ssä mainittuna rauhoitusaikana olkoon ajoverkolla ja nuotalla kalastaminen kielletty kaikkina muinakin vuoden aikoina kello 6 : sta lauantai-iltana kello 6 : teen sunnuntai-iltana.

4 §.

Sellaisten verkkojen ja muiden kalanpyydysten käyttäminen lohen tai taimenen pyyntiin, joiden silmät ovat pienemmät kuin 58 millimetriä solmujen väliltä mitaten pyydyksen märkänä ollessa, olkoon kielletty.

5 §.

Siinä, harjuksen (harrin), tai mateen pyyntiin käytettävässä rihma — pyydyksessä älköön silmät olko 25 millimetriä pienemmät solmujen väliltä mitattuina pyydyksen märkänä — ollessa; älköönkään myöskään näitä kalalajeja pyydystettävä lokakuun 1 päivän alusta lukien seuraavan marraskuun loppuun.

6 §.

Suurkulteen käyttäminen (goldem) sekä tuulastaminen (tuohustaminen) ja pitkällä siimalla eli velalla (bakke) pyydystäminen olkoon kielletty.

Suurkulteen (goldem) käyttämisellä tarkoitetaan pituudeltaan vähintään kahta kolmatta osaa joen silloista koko leveyttä sulkevan verkon tai nuotan vetoa tahi kuljettamista mitä keino-keinoista estettä vastaan sekä niiden välissä pyydystämistä.

7 §.

Älköön kukaan maksua vastaan tarjotko, myykö, ostako tai vastaanotako 2 § : ssä määrätyn rauhoitusajan kuluessa pyydystettyä lohta tai taimenta, älköönkään myöskään kukaan minään vuoden aikana pyydystävä tai kaupitko 25 senttimetriä lyhempiä lohen tai taimenen poikasia.

8 §.

Niissä osissa Tenojokea ja sen lisäjokia, jotka muodostavat rajan naapurivaltiota vastaan, älköön kalanpyydyksiä tahi kalastuslaitteita asetettako jokien keskijuoksun yli, ei niiden päähaaroissa eikä sellaisissa sivuhaaroissakaan, jotka kesällä eivät kuivu. Jos pyydyksiä asetetaan jokeen vastakkaisilta rannoilta joko toinen toisensa kohdalle tahi 65 metriä lähemmäksi toisiaan, pitkin jokea laskettuna, älköön mitään osaa pyydyksistä asetettako lähemmäksi joen keskiviivaa kuin että välimatka pyydyksen ja keskiviivan välillä vastaa vähintään kymmenettä osaa joen leveydestä sillä kohdalla veden keskikorkeuden aikana.

Nämä määräykset eivät koske ajoverkkoa tai nuotaa.

Tässä säännössä olevia määräyksiä on noudatettava myöskin Tenojoen lisäjokia koskevassa osassa, kumminkin siten, että valtavyölyän suhteen kokonaan Suomen puolella olevissa lisäjoissa on voimassa, mitä valtavyölystä on säädetty vesioikeuslain 1 luvun 1 § : ssä sekä rakennuskaaren 17 luvun 11 ja 13 § ssä sellaisina kuin viimeksimainitut lainkohdat ovat muutettuina 23 päivänä helmikuuta 1902 annetussa laissa.

9 §.

Alkoon sama henkilö käyttäkö lohen ja taimenen pyyntiin yhtäaikaa useampaa kuin kahta kiinteätä kalastuslaitetta tahi patoa (staengsler) olkootpa ne minkä laatuista tahansa.

10 §.

Sellaisten esineiden asettaminen joen pohjaan, veteen tahi sen yläpuolelle, joiden tarkoituksena on pelottaa kalaa, on kielletty.

11 §.

Räjähdysaineiden, kalkin ja myrkyllisten aineiden käyttäminen kalan pyydystykseen on kielletty.

12 §.

Voidakseen Tenojoen kalastuspiirissä onkia lohta ja taimenta, tulee niiden, joilla ei kalastusoikeutta siinä ole, hankkia Lapinmaan kruununvoudilta tahi Utsjoen nimismieheltä siihen lupa, joka voidaan myöntää ainoastaan 14 - 84 markan suuruista maksua vastaan ja sitäpaitsi sen joen osan suhteen, joka on naapurivaltakunnan rajana, ehdolla, että samanlainen lupa hankitaan naapurivallan puolelta. Tämä maksu on, maaherran lähemmän määräyksen mukaan, käytettävä kalastuksen valvonnan kustantamiseksi kalastuspiirissä.

13 §.

Joka rikkoo tämän säännön määräyksiä tai laiminlyö siinä määrättyjä velvollisuuksia, rangaistakoon sakolla. Sitäpaitsi voidaan luvattomasti käytetty kalanpyydys sekä luvattomasti pyydystetty, kaupittu, myyty tai ostettu kala tahi sen arvo julistaa kruunulle menettyksi.

14 §.

Asianmukaisesti asetetut kalastuksen valvojat nauttikoot sitä turvaa, joka lain ja asetusten mukaan viranomaisille virkatoimissa kuulun ja olkoon heidän todistuksillaan sama todistusvoima kuin oikeudenkäymiskaaren 17 luvun 11 § : ssä kruununpalvelijoille myöntää.

15 §.

Tämä sääntö jolla 18 päivänä huhtikuuta 1873 annettu Suomen Senaatin päätös suomalaisesta säännöstä kalanpyyntiä varten Tenojoen kalastuspiirissä on lakkautettu, astuu voimaan 1 päivänä elokuuta 1920, paitsi mikäli se koskee 4 ja 5 § : ssä olevia määräyksiä rihmapyydyk-sistä, joihin nähden 18 päivänä huhtikuuta 1873 annetun päätöksen määräyksiä on noudatettava 1 päivään tammikuuta 1923.

Tätä kaikki asianomaiset noudattakoot.

Helsingissä 2 päivänä heinäkuuta 1920.

Tasavallan Presidentti
K. A. STAHLBERG.

Maatalousministeri E. V. PEHKONEN.

TEXTE SUÉDOIS — SWEDISH TEXT.

NO. 203. — FISKERISTADGA.

FÖR TANAÄLVS FISKERIOMRÅDE.

GIVEN I HELSINGFORS, DEN 2 JULI 1920.

På föredragning av Lantbruksministern stadgas härmed :

1 §.

Tanaälvs fiskeriområde innefattar :

- a) Kietsimäjoki (Skjetsemjok), Inarijoki (Anarjok) och dennes fortsättning Tanaälv, så långt riksgränsen följer densamma ;
- b) de i nämnda gränsälv utfallande biälvar, så långt laxen bevisligen går upp i dem.

2 §.

Lax och taimen (söörret) vare fredade och all slags fångst av desamma förbjuden från och med den 14 september till och med den 15 april.

Under samma tid vare jämväl förbjudet att använda eller hålla utsatta stående redskap, som äro inrättade för fångst av lax eller taimen.

Alla fasta fiskeverk eller så kallade pator (stængsler) böra undanskaffas och föras i land, stavarna och riset före den 20 september och fasta stolpar, bockar samt som tyngder använda stenar före den 1 december. Omöjliggöres dessas avlägsnande ur vattnet till följd av slambildning eller av någon annan genom naturförhållanden uppkommen orsak, böra i vattnet kvarlämnade pålar och andra delar av fiskeverk utmärkas med risknippen eller kvastar av sådan höjd, att de alltid höja sig över vattenytan.

I den del av Tanaälvs fiskeriområde, som ligger ovanför Utsjoki älvs inflöde, vare lax och taimen fredade redan från och med den 1 september samt stavarna och riset i laxfiskeverken och patorna undanskaffade före den 7 september.

3 §.

Förutom under den i § 2 utsatta fredningstiden vare fiske med drivgarn eller not förbjudet även under andra årstider från klockan 6 lördagskväll till klockan 6 söndagskväll.

4 §.

Sådana för fångst av lax eller taimen avsedda nät eller andra fiskredskap, vilkas maskvidd mellan knutarna, då redskapet är i vått tillstånd, är mindre än 58 millimeter, vare förbjudna.

5 §.

För fångst av sik, harr eller lake avsedda garnredskap må icke hava mindre maskvidd än 25 millimeter mellan knutarna, då redskapet är i vått tillstånd ; och må fiske av nämnda fiskslag ej idkas under tiden från och med den 1 oktober till utgången av påföljande november månad.

6 §.

Fiske med storkolknot (goldem) och ljuster ävensom med långrev (bakke) vare förbjudet.

Som fiske med storkolknot (goldem) anses fiske med nät eller not, som avstänger minst två-tredjedelar av älvens hela dåvarande bredd och som drives eller drages mot konstgjort stängsel av vad slag det vara må, samt fiske emellan dessa.

7 §.

Ej må någon till salu bjuda, sälja, köpa eller mottaga inom här ovan i § 2 föreskriven fredningstid fångad lax eller taimen, och ej heller under någon tid av året fånga eller till salu bjuda lax eller taimen av mindre än 25 centimeters längd.

8 §.

I de delar av Tanaälv och dess biflöden, vilka utgöra gräns mot grannriket, må fiskredskap eller fiskeverk icke anbringas över mitten av älven varken i huvudloppet eller i de bilopp, som under sommaren ej uttorka. Utsättas fiskredskap från motsatta stränder antingen mitt emot varandra eller inom ett avstånd av mindre än 65 meter, räknat i älvens längdriktning, må ej någon del av fiskredskapen anbringas närmare älvens mittelinje än att avståndet från fiskredskapen till nämnda linje utgör minst en tiondedel av älvens bredd å stället vid medelvattenstånd. Dessa bestämmelser gälla icke drivgarn eller not.

I denna stadga ingående bestämmelser gälla även Tanaälvs biflöden, likväl sålunda, att beträffande kungsådran i de biflöden, vilka helt och hållet ligga inom finskt område, förblir gällande, vad om kungsådra är stadgat i 1 kap, 1 § vattenrättslagen samt i 17 kap. 11 och 13 §§ byggningsbalken, sådana dessa sistnämnda lagrum lyda i lagen av den 23 februari 1902.

9 §.

Ej må samma person för fiske av lax eller taimen samtidigt hålla utsatta flere än två fasta fiskeverk eller pator (stængsler) av vad som hälst slag.

10 §.

Anbringande å älvens botten, i vattnet eller ovanom detsamma av sådana föremål, som avse att skrämma fisken, vare förbjudet.

11 §.

Fiske må ej bedrivas med användande av sprängämne, kalk eller giftiga ämnen.

12 §.

Önskar någon, som icke äger rätt till fiske i Tanaälvs fiskeriområde, idka däri mete av lax eller taimen, äger han hos kronofogden i Lappmarkens härad eller länsmannen i Utsjoki distrikt därtill utverka tillstånd, vilket kan beviljas endast mot en avgift av 14 - 84 mark, samt beträffande den del av älven, som utgör gräns mot grannriket, på villkor, att enahanda tillstånd utverkas hos motsvarande myndigheter i grannriket. Denna avgift bör, enligt landshövdingens närmare bestämmande, användas till bekostande av fiskeritillsyn inom fiskeriområdet.

13 §.

Envar, som bryter emot bestämmelserna i denna stadga eller försummar att fullgöra däri påbjudna åligganden, straffas med böter. Därjämte kunna utan vederbörligt tillstånd använt fiskredskap ävensom olovligen fångad, tillsaluhållen, såld eller köpt fisk eller dess värde förklarar till kronan förbrutna.

14 §.

Behörigen anställda fiskeriuppsyningsmän äga åtnjuta det skydd, som enligt lag och författningar tillkomma tjänsteman i tjänsteutövning, och må deras vittnesmål tillmätas samma beviskraft som i 17 kap. 11 § rättegångsbalken tillerkännes kronobetjante.

15 §.

Denna stadga, genom vilken Senatens för Finland resolution av den 18 april 1873, angående finsk stadga för fiskets idkande i Tanaälvs fiskeriområde, upphäves, träder i kraft den 1 augusti 1920 förutom i vad den samma angår de i 4 och 5 §§ intagna bestämmelser angående garnredskap, med avseende å vilka stadgandena i beslutet av den 18 april 1873 skola tillämpas intill den 1 januari 1923.

Det alle, som vederbör, till efterrättelse länder.

Helsingfors, den 2 juli 1920.

Republikens President :

K. J. STAHLBERG.

Lantbruksminister : E. Y. PEHKONEN.

AVSKRIFT.

DEN KGL. NORSKE LEGATION
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, den 14. juli 1920.

Nr. 124/IV.

FISKEREGLER FOR TANAVASDRAGET.

Den Norske Chargé d'Affaires har den aere at meddele at norsk kgl. resolution vil bli foreslått utfaerdiget denne uke for de nye fiskeregler overensstemmende med det utkast som 29 f. m. blev oversendt den finske Utenriksminister.

Dog vil reglernes § 16 få følgende avfatning :

« Disse fiskeriregler trer i kraft 1 august 1920, fra hvilken tid plakaten av 4 mai 1872 sættes ut av kraft. »

I ovennævnte utkast lød paragrafen :

« Disse fiskeriregler trer i kraft 1 august 1920, fra hvilken tid plakaten av 4 mai 1872 indeholdende regler for fiskeriet i Tanavasdraget sættes ut av kraft, dog således at forhåndenværende bundne redskaper, hvis maskevidde er lovlig efter plakaten av 4 mai 1872, men hvis maskevidde er mindre end den i nærværende reglers §§ 4 og 5 fastsatte, tillates brukt under fisket i årene 1920, 1921 og 1922. »

Denne redaktionsforandring er begrundet i at maskevidden for norske redskaper allerede er sådan som fastsat i de nye regler. Redaktionsforandringen får selvfølgelig ingen betydning for finske borgeres fiske, som reguleres efter de finske fiskeriregler.

(Legations Stempel.)

Til
Finlands Utenriksministerium.

KONGELIG RESOLUSJON.

AV 16 JULI 1920.

I medhold av lov om laks- og sjöörretfiskeriene m. v. av 8 april 1905, dens § 45, jfr. § 37 og § 38, fastsettes nedenstående fiskeriregler for Tanaelvens vassdrag i Finnmark fylke :

§ 1. Tanavassdraget eller Tanaelvens fiskeområde omfatter :

- a) Skjetsamjok, Anarjok og dennes fortsettelse — Tanaelv inntil den sistes utløp i havet.
- b) De i dette vassdrag eller disse elver fallende bielver, så langt som laks bevislig går op i dem.

§ 2. Det skal være forbudt i tiden fra og med 14 september til og med 15 april å fange eller drepe laks eller sjöörret på nogensomhelst måte eller å bruke eller la fiskeredskaper, innrettet til fangst av laks eller sjöörret, bli stående, og skal alle laksegjerder eller stengsler være optatt og bragt på land, riset innen 20 september og de faste stolper, bukker og stenbeleggning innen 1 desember. Er sådan optagning i noget tilfelle på grunn av nedauring eller andre tvingende naturforhold umulig, skal de gjenstående stolper eller andre deler av stengslet avmerkes ved riskoster av sådan höide, at de alltid raker op over vannet.

I den del av vassdraget, som ligger ovenfor sammenløpet mellem Tanaelven og Utsjokelven, skal fredningstiden inntre den 1 istedenfor 14 september, og riset i laksegjerder eller stengsler være optatt innen 7 september.

§ 3. Foruten i den oven nevnte fredningstid skal det dessuten i tiden fra lørdag aften kl. 6 til søndag aften kl. 6 være forbudt å drive ethvert slags fiskeri med drivgarn og not.

§ 4. Bruken av garn eller andre fiskeredskaper, innrettet til fangst av laks eller sjöörret, med mindre masker enn 58 millimeter mellem knutene, når redskapet et vått, forbys.

§ 5. Intet redskap, innrettet til fangst av sik, harr eller lake, må ha mindre masker enn 25 millimeter, når redskapet et vått, og fangst av disse fiskearter må ikke foregå fra og med 1 oktober til og med 30 november.

§ 6. Den såkaldte goldem såvel som lystring og bruken av line eller rev (bakke) skal være forbudt. Ved goldem forstås fiskeri ved eller i forbindelse med drivning eller trekning av garn eller not, som spenner over 2 tredjedeler eller mere av elvens bredde ved den vannstand, hvorunder fisket foregår, samt mot kunstig stengsel av hvilkensomhelst art.

§ 7. Ingen må falby, selge, kjøpe eller motta laks eller sjöörret, som er fanget i den i § 2 nevnte fredningstid. Ei heller må nogen fange eller falby laks— eller sjöörrettyngel av mindre lengde enn 25 centimeter.

§ 8. I den del av Tanavassdraget, som danner grense mot naborike, må fiskeredskap eller fiskeinnretning ikke anbringes over midtströmslinjen, hverken i hovedløpet eller i bilöp, som i almindelighet fører vann hele sommeren. Utsettes redskaper fra motsatte elvebredder, enten like overfor hinannen eller innen en avstand, regnet langs efter elven, av mindre enn 65 meter, må ingen del av redskapene anbringes nærmere midtströmslinjen enn en tiendedel av elvens eller löpets bredde ved middelvannstand. Disse bestemmelser gjelder dog ikke drivgarn eller not.

De her anførte regler skal også gjelde for bielvene og den del av Tanaelven, som ikke danner riksgrense, hvorhos der her iövrig med hensyn til midtströmslinjen skal gjelde hvad derom er bestemt i lov om laks- og sjöörretfiskeriene m. v. av 8 april 1905 §§ 24, 25 og 26, jfr. §§ 39 litr. f. og 42.

§ 9. Det skal være enhver fiskeberettiget forbudt på samme tid å benytte fler enn 2 stengsler av hvilkensomhelst slags til fangst av laks eller sjöörret.

§ 10. Det er forbudt å anbringe på bunnen av elven eller i, over eller ved vannet gjenstander, som er beregnet på å skremme fisken.

§ 11. Anvendelse av sprengstoffer, kalk eller giftige stoffer som middel til fangst av fisk forbys.

§ 12. Innenfor en strekning ved Tanaelvens utløp fra Smalfjordnes til Stangenes må ikke utstilles kilenot eller lignende redskaper til fangst av laks. De på denne strekning nu brukelige settegarn (krokgarn og stengegarn) kan bibeholdes i samme utstrekning og antall på de samme steder som hittil.

§ 13. For at nogen annen enn de i elven fiskeberettigede skal kunne drive stangfiske efter laks eller sjöörret utfordres tillatelse av politimesteren, hvilken kun kan meddeles mot erleggelse av en avgift fra 10 til 60 kroner og, forsåvidt angår den strekning av elven, som danner grense mot naborike, på vilkår, at lignende tillatelse erhverves fra dettes side. Denne avgift skal efter fylkesmannens nærmere bestemmelse anvendes til opsynet med fisket i elven. Med regnskapsavleggelsen forholdes på den måte, som fylkesmannen bestemmer.

§ 14. Overtredelse av foranførte bestemmelser straffes med böter. Ulovlig benyttet fiske-redskap samt ulovlig fisket, fallbudt, solgt eller kjøpt fisk eller sammes verdi kan inndras.

§ 15. Opsynsmenn ved fiskeriet skal med hensyn til fornærmelser mot dem i ord eller gjerning betraktes like med politiets betjenter.

§ 16. Disse fiskeriregler trer i kraft 1 august 1920, fra hvilken tid plakaten av 4 mai 1872 settes ut av kraft.

¹ TRADUCTIONS-TRANSLATIONS.

NO. 27. — ÉCHANGE DE NOTES PASSÉES ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE LA PÊCHE DANS LES EAUX DE TANA, LES 29 JUIN, 3 JUILLET ET 14 JUILLET 1920.

LÉGATION DE NORVÈGE.
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, le 29 juin 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux notes antérieurement échangées concernant la modification des règlements de pêche en vigueur dans la Tanavasdraget, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que, du côté norvégien, il n'y a aucune objection

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

NO. 27. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN FINLAND AND NORWAY ON THE SUBJECT OF ADOPTION OF RULES FOR THE FISHERIES AT THE TANA WATERCOURSE, JUNE, 29, JULY 3 AND JULY 14, 1920.

THE ROYAL NORWEGIAN LEGATION.
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, June 29th, 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With regard to the notes previously exchanged on the subject of the modification of the Fishing Regulations now in force for the Tana watercourse, I have the honour to inform you that Norway has no observations to

Translated by the Secretariat of the League of Nations.

à faire contre le projet de nouveaux règlements, préparés à cet effet par les autorités finlandaises ; j'ai eu l'occasion de prendre connaissance officieusement de ce projet, ayant reçu du Ministère des Affaires Étrangères une épreuve reproduisant les textes finlandais et suédois.

En Vous envoyant ci-joint le projet des nouveaux règlements norvégiens, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que ces règlements de pêche seront promulgués par décret royal norvégien aussitôt que le Gouvernement norvégien aura été informé que le Gouvernement finlandais promulguera des règlements conformes aux épreuves qui ont été reçues.

La date proposée pour l'entrée en vigueur des règlements est le 1^{er} août de l'année courante ; si cette proposition est acceptée, il sera nécessaire de modifier l'article 15 du projet finlandais. Cet article est formulé d'une façon un peu différente de l'article 16 du projet norvégien correspondant, mais, d'après des informations reçues, les deux articles doivent être compris de la même manière.

J'ai encore l'honneur de proposer que, si les Gouvernements norvégien ou finlandais désirent abroger ou modifier ces règles, le gouvernement de l'autre pays en recevra notification au moins 6 mois d'avance afin de permettre à ce gouvernement de faire connaître son opinion avant qu'aucune modification ne soit apportée. Cette procédure pourrait utilement être fixée par un échange de notes.

Veuillez agréer, etc....

(Signé) URBYE.

M. le D^r RUDOLF HOLSTI,
Ministre des Affaires Étrangères,
etc., etc., etc.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

HELSINGFORS,
le 3 juillet 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à Votre note du 29 juin passé, N^o 114, concernant la promulgation de nouveaux règlements de pêche dans le district de Tanaalv, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Président de la Répu-

make on the draft which the Finnish authorities have drawn up for such new regulations. I have had the opportunity of acquainting myself privately with it, as I have received from the Ministry of Foreign Affairs a printer's proof with Finnish and Swedish texts.

In transmitting draft of the new Norwegian regulations, I have the honour to inform you that the Fishing Regulations will be confirmed by the Royal Norwegian Order in Council, as soon as the Norwegian Government has been notified that the Finnish Government will issue regulations in accordance with the proof received.

It is suggested that these regulations shall come into force on August 1st of this year, which will necessitate an alteration in para. 15 of the Finnish draft. This paragraph is worded somewhat differently from the corresponding paragraph 16 in the Norwegian draft, but according to information received, the two paragraphs should be read in the same way.

I have the honour further to suggest that, should either the Norwegian or Finnish Government wish to revoke or make any alteration in these regulations, it should inform the other Government not less than six months beforehand, so that the latter may have the opportunity of expressing its views on the subject before any change is made.

This could no doubt be satisfactorily arranged by an exchange of notes.

I have the honour, etc.

(Signed) URBYE.

Dr. RUDOLF HOLSTI,
Minister for Foreign Affairs.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

HELSINGFORS, July 1920.

SIR,

With reference to your note of the 29th June last, No. 114, in respect to the enactment of new Regulations for Fishery in the Tana water-course, I have the honour to inform you that the President of the Republic, in Council this

blique a décidé d'approuver, en Conseil des Ministres, le 2 courant, les règlements ci-annexés en textes finlandais et suédois, et d'autoriser le Ministère des Affaires Etrangères à fixer, d'accord avec Vous et sous forme d'un échange de notes qui aura lieu ultérieurement, la procédure d'abrogation ou de modification de ces règlements. Le Gouvernement de la République ayant fixé la date de l'entrée en vigueur de ces règlements au 1^{er} août 1920, le Ministère espère que Vous voudrez bien faire le nécessaire pour que le décret du Gouvernement Royal sur cette question soit promulgué avant cette date.

Veillez agréer,

Pour le Ministre,
(Signé) G. A. GRIPENBERG.

Dr. A. URBYE,
Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Norvège,
etc., etc., etc.

N^o 203.

RÈGLEMENT DE PÊCHE

POUR LE DISTRICT DE TANAALV,
PROMULGUÉ
A HELSINGFORS, LE 2 JUILLET 1920.

Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture, il est décrété :

Article 1.

Le district de pêche de Tanaalv comprend :

- a) le Kietsimajoki (Skjetsemjok), le Inatinjoki (Anarjok) et la continuation de cette dernière rivière, le Tanaalv, jusqu'au point où la frontière entre les deux pays cesse d'en suivre le cours ;
- b) les affluents de cette rivière frontière jusqu'aux points où il est prouvé que remonte le saumon.

Article 2.

La pêche du saumon et du *taimen* (*scorret*) est interdite du 14 septembre au 15 avril inclus.

second day of July, duly confirmed the subjoined regulations drawn up in Finnish and Swedish and authorised the Ministry for Foreign Affairs, to settle, in concert with you, and by means of a future exchange of notes, the means of annulling or altering these rules.

As the Government of the Republic decided upon August 1st, 1920, as the date on which these regulations shall come into force, the Ministry trusts that you will be good enough to use your influence so as to secure the publication, before that date, of the Royal Government Order in Council.

I have the honour, etc.

For the Minister,
(Signed) G. A. GRIPENBERG.

Dr. URBYE,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of H. M. the King of Norway.
etc., etc., etc.

No. 203.

REGULATIONS ON FISHERY

FOR THE TANA WATERCOURSE DISTRICT
GIVEN AT HELSINGFORS, JULY 2ND, 1920.

On the report of the Minister of Agriculture it is hereby resolved :—

Article 1.

The Tana Watercourse district includes :—

- (a) Kietsimajoki (Skjetsemjok), Inatijoki (Anarjok) and its continuation, the Tana watercourse, as far as the frontier follows the latter ;
- (b) The tributaries of the above-named frontier watercourse, as far as the points to which salmon have been proved to ascend.

Article 2.

There shall be a close season for salmon and salmon-trout from September 14th inclusive, to April 15th inclusive during which period all kinds of fishing are prohibited.

Pendant cette même période, il est défendu d'employer ou de maintenir dans l'eau des engins destinés à la pêche du saumon ou du taimen.

Tous les dispositifs fixes pour la pêche, ou barrages, devront être sortis de l'eau et mis à terre : perches et broussailles, avant le 20 septembre, poteaux, escabeaux et pierres servant de poids, avant le 1^{er} décembre. Si, par suite d'alluvions ou pour d'autres causes de même nature, il est impossible de les éloigner, les poteaux ou autres parties de constructions permanentes devront être marqués avec de la broussaille ou des balais, placés assez haut pour n'être jamais submergés.

Dans la partie du district de Tanaalv qui est située en dessus de l'affluent de Utsjokiälv, la pêche du saumon et du taimen est défendue déjà à partir du 1^{er} septembre ; les perches et les broussailles appartenant aux constructions de pêche de saumon et aux grilles devront être éloignées avant le 7 décembre.

Article 3.

En dehors de la période de prohibition stipulée par l'article 2, la pêche avec filets mobiles (*drivgarn* ou *not*) est défendue également pendant d'autres saisons du samedi soir 6 heures jusqu'au dimanche soir 6 heures.

Article 4.

Est défendu l'emploi des filets ou autres accessoires destinés à la pêche du saumon ou du taimen, et dont les mailles à l'état humide mesurent moins de 58 mm. entre les nœuds.

Article 5.

Les mailles des filets destinés à la pêche du poisson blanc, du petit merlan ou de la barbotte ne doivent pas mesurer, à l'état humide, moins de 25 mm. entre les nœuds. La pêche de ces genres de poissons est défendue pendant la période du 1^{er} octobre jusqu'à la fin du mois de novembre.

Article 6.

La pêche avec *storkolknot* (*goldem*) et à la torche, ainsi qu'avec *langrev* (*bakke*) est défendue. Est considérée comme pêche avec *storkolknot* (*goldem*) la pêche avec un filet qui barre au moins deux tiers de la largeur

During the same period it is also prohibited to use or to set permanent appliances which are adapted for the purpose of catching salmon or salmon-trout.

All permanent fishing implements or so-called « pator » (barriers) shall be removed and placed on shore,—poles and brushwood—before September 20th, and permanent stakes, trestles and stones used for sinking purposes, before December 1st. If their removal from the water is impossible owing to the formation of silt or for any other natural cause, the piles and other parts of the fishing implements remaining in the water shall be marked by faggots or brooms of such a height that they show above the surface at all times.

In that part of the Tana watercourse district which is above the junction of Utsjokiälv, the close season for salmon and salmon-trout shall begin on September 1st inclusive, and the poles and brushwood in the salmon catching implements and « patorna » shall be removed before September 7th.

Article 3.

In addition to the close season established under paragraph 2., fishing with drift-nets and trawling-nets shall also be prohibited at other seasons from 6 p. m. on Saturdays to 6 p. m. on Sundays.

Article 4.

Nets or other fishing gear for the purpose of catching salmon or salmon-trout, the mesh of which—when the appliance in question is wet—is less than 58 mm. wide between the knots, shall be prohibited.

Article 5.

Appliances for catching marena, grayling, or burbot shall not have a mesh of more than 25 mm. width between the knots, when the appliance is wet ; and these fish may not be caught between October 1st (inclusive) and the close of the following November.

Article 6.

Fishing with « *storkolknot* » (*goldem*) and spears, as well as long lines (*bakke*) is prohibited.

Fishing with « *storkolknot* » shall include all fishing with nets or trawling-nets which obstruct at least two-thirds of the width of the water-

actuelle de la rivière ou qui est poussé ou tiré vers un barrage artificiel de toute espèce, ainsi que la pêche entre ces barrages.

Article 7.

Il est défendu d'offrir, vendre, acheter ou accepter les saumons ou taimens pêchés pendant la période de prohibition déterminée ci-dessus. Il est également défendu de pêcher ou d'offrir, à n'importe quelle époque de l'année, saumons ou taimens d'une longueur de moins de 25 cm.

Article 8.

Dans les parties du Tanaalv et ses affluents qui constituent la frontière entre les deux pays limitrophes, il est défendu d'étendre les instruments ou les constructions de pêche au delà de la ligne médiane de la rivière, et dans le canal principal et dans les canaux latéraux qui ne dessèchent pas pendant l'été. Si des instruments de pêche sont placés à partir des deux rives, soit vis-à-vis les uns des autres, soit à une distance les uns des autres de moins de 65 mètres dans la longueur de la rivière, aucune partie de ces instruments ne peut être placée à une distance de la ligne médiane de la rivière ne dépassant pas le dixième de la largeur de la rivière à l'endroit à la profondeur moyenne de l'eau.

Ces règlements ne s'appliquent pas à la pêche avec filets mobiles (*drivgarn* ou *not*).

Les dispositions du présent règlement sont également applicables aux affluents de Tanaalv, sans préjudice toutefois, en ce qui concerne le canal principal des affluents qui se trouvent entièrement sur territoire finlandais, des dispositions touchant les canaux principaux contenues au premier chapitre, premier article de la *valtenrattslagen* (loi sur les rivières, etc.) et au chapitre 17, articles 11 et 13 du *byggningsbalken*, dans la rédaction de la loi du 23 février 1902.

Article 9.

Personne ne peut maintenir simultanément plus de deux constructions permanentes ou barrages de toute espèce, destinés à la pêche du saumon ou du taimen.

Article 10.

Il est interdit de placer au fond de la rivière, dans l'eau ou au-dessus de la surface de l'eau, des objets destinés à effrayer les poissons.

course at the time in question, or which are driven or hauled against artificial barriers of any kind whatsoever, and also all fishing between such barriers.

Article 7.

No one may offer for sale, sell, buy or receive any salmon or salmon-trout caught during the close season defined in paragraph 2; nor at any time of the year may anyone catch or offer for sale salmon or salmon-trout under 25 cm. in length.

Article 8.

In those parts of the Tana watercourse or its tributaries which form the frontier with the neighbouring state, no fishing appliances or implements may be fixed beyond the mid-line either in the main stream or in such tributaries as do not dry up in summer. If fishing appliances are put out from opposite banks, and if such appliances are either opposite to each other or at an interval of less than 65 metres, no part of these appliances may be placed at a less distance from the centre line of the watercourse, than at least a tenth of the breadth of the watercourse in that place at mean water-level.

These regulations do not apply to drift-nets or trawling-nets.

The provisions of the present regulations apply to the tributaries of the Tana watercourse; but as concerns the « kungsadra » (mainwatercourse), in tributaries lying entirely within Finnish territories, the following provisions remain in force: Chapter 1, Section 1 of the Law regarding Water Rights; Chapter 17, Sections 11 and 13 of the « byggnings balk » as worded in the Act of February 23rd, 1902.

Article 9.

No person may put at any one time more than two permanent fishing appliances or « pator » (barriers) of any kind whatsoever intended for the purpose of catching salmon or salmon-trout.

Article 10.

The placing of any objects intended to frighten fish, whether on the bottom of the watercourse, in the water, or above its surface, is forbidden.

Article 11.

Il est interdit d'employer pour la pêche des matières explosives, de la chaux ou des produits empoisonnés.

Article 12.

Si une personne qui n'a pas le droit de pêche dans le district de Tanaalv désire y pêcher à la ligne le saumon ou le taimen, elle devrait adresser au sous-préfet du district de Lappmark ou aux autorités de police du district d'Utsjoki une demande à cet effet ; il ne peut être donné suite à cette demande que moyennant le paiement d'un droit de 14 à 84 Marks, en ce qui concerne la partie de la rivière qui forme la frontière entre les deux pays voisins ; il faudra en outre obtenir la même autorisation des autorités correspondantes de l'autre pays. Le montant des droits ainsi payés sera employé, d'après des règles que fixera le gouverneur, à défrayer le contrôle de la pêche dans le district.

Article 13.

Sera passible d'amende quiconque contreviendra aux dispositions du présent règlement ou négligera de se conformer aux obligations qui y sont indiquées. En outre, les instruments de pêche employés sans l'autorisation nécessaire, ainsi que le poisson pêché, offert, vendu ou acheté illégalement, ou sa valeur en numéraire, seront confisqués.

Article 14.

Les contrôleurs de pêche ont droit à la protection dont, aux termes des lois et des règlements en vigueur, jouissent les fonctionnaires d'Etat dans l'exercice de leurs fonctions ; les témoignages de ces contrôleurs auront la même valeur de preuve que celle des agents de police aux termes du chapitre 17, article 11, du code de procédure.

Article 15.

Le présent règlement, qui abroge le décret du Sénat de Finlande du 18 avril 1873 concernant les règlements de pêche dans le district de Tanaalv, entre en vigueur le 1^{er} août 1920, à l'exception des dispositions contenues aux articles 4 et 5 concernant les filets ; en ce qui

Article 11.

Explosives, lime or poisonous matter may not be used for fishing.

Article 12.

If any person not possessing the right to fish in the Tana watercourse desires to angle for salmon or salmon-trout, he shall apply for permission from the Crown Bailiff in the Lappmarken district or from the Sheriff's office in the Utsjoki district. This permission can only be obtained on payment of 14-84 marks, applies only to that part of the watercourse which forms the frontier with the neighbouring State, and is conditional upon permission being also obtained from the similar authorities in the neighbouring state. These fees shall be used to defray the expenses of supervising the fishing in the fishery district in question, in such manner as the Governor of the Province may determine.

Article 13.

Anyone infringing these Regulations or neglecting to fulfil the obligations therein imposed, shall be subject to a fine. Furthermore, all fishing appliances used without lawful permission, as also all fish illegally caught, offered for sale, sold or bought, or the equivalent of their value, shall be declared forfeited to the Crown.

Article 14.

Duly appointed water bailiffs shall enjoy such protection as is afforded by the law and Constitution, to officials in the execution of their duty, and their evidence shall be regarded as of equal validity with that of Crown Officials as laid down in Chapter 17, Section 11 of the Code of Procedure.

Article 15.

These Regulations, which revoke the Resolution with regard to fishing in the district of the Tana watercourse, passed by the Finnish Senate on April 18th, 1873, shall come into force on August 1st, 1920, except as concerns the decisions regarding netting appliances in

les concerne, les dispositions de la résolution du 18 avril 1873 sont applicables jusqu'au 1^{er} janvier 1923.

Helsingfors, le 2 juillet 1920.

Le Président de la République :
K. J. STAHLBERG.

Le Ministre de l'Agriculture :
E. Y. PEHKONEN.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE.
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, le 14 juillet 1920.

N^o 124/IV.

RÈGLEMENT DE PÊCHE POUR LE
TANAVASDRAGET.

Le Chargé d'Affaires de Norvège a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires Etrangères, que le décret royal norvégien concernant le nouveau règlement de pêche, conforme au projet transmis le 29 du mois passé, au Ministère des Affaires Etrangères de Finlande, sera promulgué au cours de cette semaine. Les dispositions de l'article 16 seront ainsi conçues :

« Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} août 1920, date à laquelle le décret du 4 mai 1872 est abrogé. »

Dans le projet visé ci-dessus, l'article était conçu comme suit :

« Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} août 1920, date à laquelle est abrogé le décret du 4 mai 1872 portant les dispositions concernant la pêche dans le Tanavasdraget ; pourtant, on pourra employer pour la pêche, pendant les années 1920-21-22, des filets déjà existants dont la largeur entre les nœuds des mailles est conforme aux termes du décret du 4 mai 1872, mais plus petite que celle prévue par les articles 4 et 5 du présent règlement.

Cette modification, d'ordre rédactionnel, tient à ce que la largeur entre les nœuds des outils norvégiens est déjà conforme aux nouvelles règles ; la modification de rédaction est évidem-

paragraphs 4 and 5, in respect of which the Regulations in the Decision of April 18th, 1873, shall apply until January 1st, 1923.

To all whom these may concern.

HELSINGFORS, July 2, 1920.

K. J. STAHLBERG,
President of the Republic.

E. Y. PEHKONEN,
Minister for Agriculture.

THE ROYAL NORWEGIAN LEGATION
AT HELSINGFORS.

HELSINGFORS, July 14, 1920.

No. 124/IV.

FISHERY REGULATIONS
FOR THE TANA WATERCOURSE.

The Norwegian Chargé d'Affaires has the honour to state that the Royal Norwegian Order in Council containing Fishery Regulations, based upon the draft which was sent to the Finnish Foreign Minister on the 29th ult., will probably be issued this week. The text of Paragraph 16 of the Regulations will, however, be as follows :—

“These regulations will come into force on August 1, 1920, from which date the decree of May 4, 1872, shall be abrogated.”

In the draft referred to above, the article was worded as follows :—

“ These Fishery Regulations shall come into force on August 1st, 1920, from which date the decree of May 4th, 1872, containing regulations for fishing in the Tana watercourse shall cease to be effective ; it is nevertheless provided that fixed nets already in existence, having a width of mesh which would be allowed by the decree of May 4th, 1872, though less than was laid down by Paragraphs 4 and 5 of the present Regulations, may be used for the fishing season of the years 1920, 1921 and 1922.

The reason for thus amending the draft is that the mesh of the Norwegian nets is already of the width required by the new Regulations ; the amendment will, of course, not affect

ment sans importance pour la pêche des sujets finlandais, laquelle est réglée par les règlements finlandais.

(*Timbre de la Légation.*)

Au Ministère des Affaires Etrangères
de Finlande.

DÉCRET ROYAL
DU 16 JUILLET 1920.

Aux termes de la loi du 8 avril 1905 (art. 45, cf. art. 37 et 38) sur la pêche du saumon et de la truite saumonée, est promulgué le règlement suivant pour le système de Tanaalv :

Article 1.

Le système ou le district de pêche de Tanaalv comprend :

a) Le Skjetsemjok, l'Anarjok et la continuation de ce dernier, le Tanaalv, jusqu'au point où il débouche dans la mer.

b) Les affluents de ces eaux ou rivières jusqu'aux points où, d'après des preuves incontestables, monte le saumon.

Article 2.

La pêche du saumon et du taimen (scorret) est interdite du 14 septembre au 15 avril inclus. Pendant cette même période, il est défendu d'employer ou de maintenir dans l'eau des engins destinés à la pêche du saumon ou du taimen. Tous les dispositifs fixés pour la pêche ou barrages, devront être sortis de l'eau et mis à terre : perches et broussailles avant le 20 septembre, poteaux, escabeaux et pierres servant de poids, avant le 1^{er} décembre. Si, par suite d'alluvions ou pour d'autres causes de même nature, il est impossible de les éloigner, les poteaux ou autres parties de constructions permanentes devront être marqués avec de la broussaille ou des balais, placés assez haut pour n'être jamais submergés.

Dans la partie du système de Tanaalv qui est située en dessus de l'affluent de Utsjokielv, l'époque à partir de laquelle la pêche du saumon et de la truite saumonée est défendue commence le 1^{er} au lieu du 14 septembre ; les perches et les broussailles appartenant aux constructions de pêche de saumon et aux grilles, devront être éloignées avant le 7 décembre.

fishing by Finnish subjects, which is regulated by the Finnish Fishery Regulations.

(*Legation Seal.*)

To the Finnish Foreign Office.

ROYAL RESOLUTION
OF JULY 16 1920

In accordance with the Law regarding salmon and salmon-trout fisheries of April 8th, 1905, (paragraph 45, cf. also 37 and 38), the following Fishery Regulations are laid down for the Tana Watercourse in the Province of Finmark.

Article 1.

The Fishery Area of the Tana River or watercourse includes :—

(a) The Skjetsemjok, the Anarjok and its extension—the Tana watercourse, to the point where it issues into the sea.

(b) The tributaries of this river or watercourse, in so far as there is evidence that salmon ascend them.

Article 2.

It shall be forbidden in the period between September 14th and April 15th inclusive, to catch or kill salmon or salmon-trout in any manner whatsoever, or to use, or allow to remain in position, fishing appliances for the purpose of catching salmon or salmon-trout. All implements or barriers shall be removed and brought ashore—the brushwood by September 20th, and the fixed stakes, trestles, and stones used as sinkers before December 1st. In case this removal should be impracticable on account of the formation of silt or any other unavoidable natural causes, the remaining stakes or other portions of the barrier must be marked by brushwood faggots of such a height as always to show above water.

In that portion of the watercourse which lies above the confluence of the Tana and the Utsjok watercourses, the close season shall begin on September 1st instead of September 14th, and the brushwood or barriers must be removed by September 7th.

Article 3.

En dehors de la période de prohibition stipulée ci-dessus, la pêche avec filets mobiles (*drivgarn* ou *not*) est défendue également du samedi soir 6 heures jusqu'au dimanche soir 6 heures.

Article 4.

Est défendu, l'emploi des filets ou autres accessoires destinés à la pêche du saumon ou de la truite saumonée, et dont les mailles, en état humide, mesurent moins de 58 mm. entre les nœuds.

Article 5.

Les mailles des filets destinés à la pêche du poisson blanc, du petit merlan ou de la barbotte, ne doivent pas mesurer, à l'état humide, moins de 25 mm. entre les nœuds. La pêche de ces genres de poisson est défendue pendant la période du 1^{er} octobre jusqu'au 30 novembre inclusivement.

Article 6.

Est défendue, la pêche dite *goldem* et la pêche à la torche ainsi qu'avec *bakke*. Est considérée comme pêche avec *goldem*, la pêche avec un filet qui barre au moins deux tiers de la largeur actuelle de la rivière ou qui est poussée ou tirée vers un grillage artificiel de toute espèce.

Article 7.

Il est défendu d'offrir, vendre, acheter ou accepter les saumons ou truites saumonées pêchés pendant la période de prohibition déterminée à l'article 2. Il est également défendu de pêcher ou d'offrir à n'importe quelle époque de l'année de jeunes saumons ou truites saumonées d'une longueur de moins de 25 cm.

Article 8.

Dans les parties du Tanaalv qui constituent la frontière entre les deux pays limitrophes, il est défendu d'étendre les instruments ou constructions de pêche au delà de la ligne médiane de la rivière, et dans le canal principal et dans les canaux latéraux qui ne dessèchent pas pendant l'été. Si des instruments de pêche sont placés, à partir des deux rives, soit vis-à-vis les uns des autres, soit à une distance les uns des autres de moins de 65 mètres comptés dans

Article 3.

Further, during the close season mentioned above, it shall be forbidden to fish with drift-nets and trawling-nets between 6 p.m. Saturday and 6 p.m. Sunday.

Article 4.

The use of drift-nets or other fishing appliances for catching salmon or salmon-trout is prohibited if—when the net is wet—the mesh measures less than 58 mm. between the knots.

Article 5.

No appliance for the purpose of catching marena, grayling or burbot may have a mesh measuring less than 25 mm. when wet; and the above-mentioned varieties of fish may not be caught between October 1st and November 30th, inclusive.

Article 6.

The so-called *goldem* and the use of spears and small or long lines [*bakke*] is forbidden. By "goldem" is meant fishing by means of or in conjunction with the drifting or trawling of drift or trawling-nets extending across two-thirds or more of the width of the watercourse at the time of fishing, against artificial barriers of any kind whatsoever.

Article 7.

No person may offer for sale, sell, buy or receive salmon or salmon-trout which has been caught in the close season as provided in paragraph 2; neither shall any person catch or sell young salmon or salmon-trout measuring less than 25 centimetres in length.

Article 8.

In that part of the Tana watercourse which forms the frontier with the adjoining State, no fishing appliances or gear may be installed so as to extend beyond midstream, either in the main channel, or in the subsidiary channels which normally contain water throughout the summer. In cases where fishing appliances are installed from both banks, either from points exactly opposite each other, or at a distance of less than 65 metres measured along

la longueur de la rivière, aucune partie de ces instruments ne peut être placée à une distance de la ligne médiane de la rivière ne dépassant pas le dixième de la largeur de la rivière ou du canal à l'endroit de la profondeur moyenne de l'eau. Ces règles ne s'appliquent pas à la pêche avec filets mobiles (*drivgarn* ou *not*).

Les dispositions du présent règlement sont également applicables aux affluents du Tanaalv et à la partie de cette rivière qui ne constitue pas la frontière ; d'ailleurs, sont aussi applicables les dispositions de la loi du 8 avril 1905 sur la pêche du saumon et de la truite saumonée, articles 24, 25 et 26 cf. article 39, lettre f et article 42.

Article 9.

Personne, jouissant du droit de pêche, ne peut maintenir simultanément plus de deux constructions permanentes ou barrages de toute espèce destinés à la pêche du saumon ou de la truite saumonée.

Article 10.

Il est interdit de placer au fond de la rivière, dans l'eau ou au-dessus de la surface de l'eau, des objets destinés à effrayer les poissons.

Article 11.

Il est interdit d'employer pour la pêche des matières explosives, de la chaux et des produits empoisonnés.

Article 12.

Sur le parcours, près de l'embouchure du Tanaalv, de Smalfjordnes à Stangenes, il est défendu de placer des *kilenot* ou outils semblables destinés à la pêche du saumon. Les filets fixes maintenant en usage sur ce parcours *stengegarn* og *krokgarn* peuvent être conservés dans la même mesure et nombre et aux mêmes endroits que jusqu'ici.

Article 13.

Si une personne n'ayant pas le droit de pêche dans le district de Tanaalv, désire y pêcher à la ligne le saumon ou la truite saumonée, elle devrait en demander la permission aux autorités de police ; il ne peut être délivré de permis que moyennant le paiement d'un droit de 10 à 60 couronnes, et, en ce qui concerne

the bank, no portion of such appliance may extend nearer to midstream than one-tenth of the width of the river or channel at mean water-level. These provisions, however, do not affect drift or trawling-nets.

These provisions shall also be valid for the tributaries and for that part of the Tana watercourse which does not form the national frontier ; with regard to the midstream line, the provisions on this point provided in the " Law in respect of Salmon and Salmon-trout Fisheries " of 8th April, 1905, paragraphs 24, 25 and 26 et seq., paragraph 39, sub-paragraph f. et seq. and 42 shall hold good.

Article 9.

No person entitled to fish shall be permitted to make use of more than two barriers of any kind whatsoever for catching salmon or salmon-trout.

Article 10.

It is forbidden to place on the bottom of the river, in, or above, or on the water, objects which would tend to frighten the fish.

Article 11.

It is forbidden to use explosives, lime or poisonous compounds for the purpose of catching fish.

Article 12.

It is forbidden to use trap-nets or similar appliances for catching salmon near the Tana River mouth between the points Smalfjordnes and Stangenes. The *stengegarn* (barrier nets and crook nets) now in use in this district may be kept in use to the same extent, up to the same number, and at the same places as heretofore.

Article 13.

In order to enable persons besides those entitled to fish, to take salmon or salmon-trout by means of rods, a permit can be obtained from the chief of police, who can issue it only on receipt of a payment of 10 to 60 kroner ; as regards the section of the river which forms a frontier with the adjoining State, a similar

la partie de la rivière qui forme la frontière entre les deux pays voisins, il faudra en outre obtenir la même permission des autorités correspondantes dans l'autre pays. Le montant des droits ainsi payés sera employé, d'après des règles fixées par le gouverneur, à défrayer le contrôle de la pêche dans la rivière. Le contrôle des comptes sera fait de la manière déterminée par le gouverneur.

Article 14.

La contravention aux dispositions du présent règlement est punie d'amende. En outre, les instruments de pêche employés illicitement, ainsi que le poisson pêché, offert, vendu ou acheté illégalement, ou sa valeur en numéraire, seront confisqués.

Article 15.

Les contrôleurs de pêche ont droit à la même protection contre paroles ou actes injurieux que celle qui appartient aux agents de police.

Article 16.

Le présent règlement de pêche entre en vigueur le 1^{er} août 1920; c'est à partir de cette date que le décret du 4 mai 1872 est abrogé.

permit must also be obtained from the authorities of the other country. These fees shall be used—in accordance with detailed instructions to be issued by the Governor of the Province—to pay for the supervision of the fisheries in the river. The accounts of this money shall be kept as the Bailiff of the Province may decide.

Article 14.

Contraventions of the above Regulations are punishable by fines. All fishing appliances illegally employed, and all fish illegally caught, offered for sale, sold or bought, or the value of the same, are liable to be confiscated.

Article 15.

The Water Bailiffs employed on this fishery shall be granted the same status as police-officers in respect of offences committed against them either by word or deed.

Article 16.

These fishery regulations shall come into force on August 1st 1920, from which date the Notice of May 4th, 1920, shall cease to be valid.

No. 28.

FRANCE ET POLOGNE

Convention entre la France et la
Pologne relative à l'émigration et
à l'immigration, signée à Varsovie
le 3 septembre 1919.

FRANCE AND POLAND

Convention between France and
Poland respecting reciprocal emi-
gration, signed at Warsaw on
September 3, 1919.

No. 28. — ²CONVENTION RELATIVE A L'ÉMIGRATION ET L'IMMIGRATION, SIGNÉE A VARSOVIE LE 3 SEPTEMBRE 1919.

Texte officiel français communiqué par le Service français de la Société des Nations aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 21 octobre 1920.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS, au nom de la République Polonaise, désirant régler dans le plus grand esprit d'entente amicale les mouvements d'émigration entre les deux pays et assurer à leurs nationaux respectifs la réciprocité des bénéfices de la protection du travail, ainsi que de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE : M. Maurice FOUCHET, Chargé d'affaires de la République en Pologne ;

LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS : M. Ladislas SKRZYNSKI, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Le Gouvernement français et le Gouvernement polonais conviennent :

1^o De donner toutes facilités administratives aux nationaux de chacun des deux pays désireux de se rendre individuellement dans l'autre pour y travailler ainsi que pour leur rapatriement dans leur

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 28. — ²CONVENTION RESPECTING RECIPROCAL EMIGRATION, SIGNED AT WARSAW ON SEPTEMBER 3, 1919.

French official text forwarded by the "Service français" of the League of Nations for registration. The registration of this Convention took place on October 21, 1920.

WHEREAS, THE FRENCH PRESIDENT AND THE CHIEF OF THE STATE OF POLAND on behalf of the Polish Republic desire to regulate emigration between their respective countries upon the basis of a friendly understanding, and to ensure that their respective nationals benefit reciprocally by the protection afforded to labour and by existing legislation with respect to injuries resulting from accidents due to employment, they have resolved to conclude a convention upon this subject, and appointed as their plenipotentiaries :

M. Maurice FOUCHET, French Chargé d'affaires in Poland, representing the President of the French Republic.

M. Ladislas SKRZYNSKI, Under-Secretary of State for Foreign Affairs, representing the Chief of the State of Poland.

Who after having exchanged their full powers and found them to be in good and due form, have agreed to the following articles :

Article 1.

The French and Polish Governments hereby agree :

1^o To make administrative arrangements giving every facility to nationals of either country desirous of proceeding individually to the other country in order to work there, or of repatriation to their

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² L'Échange des ratifications a eu lieu à Paris le 15 avril 1920.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratifications exchanged at Paris April 15, 1920.

pays d'origine, sous réserve de l'application des dispositions énoncées ci-dessous.

2° D'autoriser le recrutement collectif des travailleurs dans l'un des deux pays pour le compte d'entreprises situées dans l'autre, dans les conditions stipulées par la présente Convention.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 2.

Les travailleurs immigrés recevront, à travail égal, une rémunération égale à celle des ouvriers nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise ou, à défaut d'ouvriers nationaux de même catégorie, employés dans la même entreprise, une rémunération basée sur le taux de salaire normal et courant dans la région.

Article 3.

Ils jouiront de la protection accordée aux travailleurs par la législation intérieure des Hautes Parties contractantes, ainsi que de la protection que les parties contractantes pourraient leur assurer en vertu de conventions spéciales, conclues soit entre elles, soit avec d'autres Puissances.

En ce qui concerne les accidents du travail et conformément au dernier paragraphe de l'article 3 de la Loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et dans les conditions indiquées par ce paragraphe, les restrictions prévues en ce qui concerne les travailleurs polonais, victimes d'accidents, ainsi que leurs ayants-droit ou leurs représentants ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire français, sont levées de plein droit en raison de la réciprocité assurée aux ouvriers français par la législation polonaise reconnue équivalente.

Un accord conclu sous forme d'entente entre les administrations française et polonaise compétentes, précisera les dispositions nécessaires au paiement des rentes et pensions en Pologne et en France.

Article 4.

Si, postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, des conventions conclues entre l'une des deux parties contractantes et une autre Puissance accordaient aux ouvriers de cette dernière des avantages plus étendus que ceux prévus à la présente Convention, le

country of origin, subject to the provisions hereinafter mentioned.

2° To permit collective recruiting of labour in either country for undertakings situated in the other, subject to the provisions contained in this convention.

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 2.

Immigrant workmen shall, for an equal amount of work, receive payment equal to that made to native workmen of the same class employed in the same industry or, should there be no national workers of the same class, employed in the same industry, payment shall be based on the normal current rates of wages in the district.

Article 3.

They shall enjoy the protection afforded to workmen by the domestic legislation of the High Contracting Parties and by any special conventions that may be concluded between the Contracting Parties or between them and other States.

With regard to accidents due to employment and in accordance with the last paragraph of Article 3 of the French Law of April 9th, 1898, concerning accidents due to employment, and subject to the conditions contained in this paragraph, restrictions affecting Polish workmen who may meet with an accident, or their heirs or representatives, who do not, or have ceased to reside on French territory, are hereby cancelled, in consideration of the reciprocal treatment to be afforded to French workmen under the corresponding Polish legislation.

An agreement on the form of an understanding between the competent French and Polish administrative services shall determine the necessary regulations for the payment of annuities and pensions in Poland and France.

Article 4.

If, after the entry into force of this convention, conventions should be concluded between one of the two Contracting Parties and another Power, according workmen of the latter more extensive privileges than those provided for in the present convention, such additional

bénéfice en sera accordé aux ressortissants de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes employés dans l'autre pays.

Article 5.

L'administration qualifiée de chacun des deux pays veillera à la protection des travailleurs et à l'application, tant de la législation du travail que des règles mentionnées ci-dessus en ce qui concerne les travailleurs de l'autre pays employés sur son territoire. C'est à cette administration que seront adressées ou transmises soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités consulaires compétentes, toutes les réclamations formulées par les travailleurs étrangers, lesquelles pourront être rédigées dans leur langue maternelle, en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par leurs employeurs ou les difficultés de toute nature qu'ils pourraient éprouver du fait de leur présence en pays étranger.

Il n'est apporté aucune restriction par les stipulations du présent article aux attributions des consuls, telles qu'elles résultent ou résulteront des traités, conventions et lois du pays de résidence.

II. EMIGRATION INDIVIDUELLE.

Article 6.

Sous réserve des dérogations temporaires et exceptionnelles prévues à l'article 10 de la présente convention, aucune autorisation spéciale ne sera exigée à la sortie du pays d'origine pour les travailleurs qui se rendent individuellement et spontanément d'un pays dans l'autre pour trouver un emploi, ni pour eux, ni pour leurs familles.

Réciproquement, aucune autorisation spéciale ne sera exigée à la sortie du pays de résidence pour les travailleurs étrangers, ni pour leurs familles, au moment de leur retour dans leur pays d'origine.

Pour jouir des avantages de la présente Convention, ces travailleurs devront se munir de pièces d'identité délivrées par les autorités nationales.

Article 7.

Les travailleurs émigrant individuellement et spontanément seront accueillis à leur arrivée au pays de destination par les autorités de ce pays qui les laisseront pénétrer librement dans

privileges shall also be granted to subjects of each of the High Contracting Parties employed in the territory of the other.

Article 5.

The administrative service concerned shall, in each country, supervise the protection of workmen and the application both of Labour legislation and of the rules provided above, with respect to workmen of one country employed within the other. All claims made by foreign workmen, with respect to the conditions of work and of living provided by their employers, or to difficulties of any kind that they may encounter owing to their sojourn in a foreign country, shall be addressed to this administration, either direct or through the competent consular authorities. Such claims may be submitted in their native language.

The contents of this article shall in no wise affect the powers of consuls as derived from existing or future treaties or conventions and the laws of the country in which they reside.

II. INDIVIDUAL EMIGRATION.

Article 6.

Subject to the temporary and exceptional measures dealt with in Article 10 of this convention, no special permission shall be required by workmen or their families leaving their country of origin to proceed individually and of their own free will to the other country to find employment.

Similarly, no special permit shall be required by foreign workmen or their families when leaving the country in which they reside to return to their country of origin.

In order to enjoy the facilities provided by this convention, workmen must provide themselves with identity cards supplied by their national authorities.

Article 7.

Workmen, emigrating individually and of their own free will, shall, on their arrival in the country of destination, be received by the authorities of the country and allowed to pro-

l'intérieur du pays, sous réserve de l'application des lois et règlements sanitaires ou de police et des dispositions formulées ci-dessous.

Article 8.

Si les travailleurs immigrés produisent, à leur arrivée à la frontière, un contrat d'embauchage, ils pourront se rendre à leur destination, étant bien entendu que ce contrat ne contient, ni de la part du travailleur, ni de la part de l'employeur, des stipulations contraires aux principes de la présente Convention.

Article 9.

Si ces travailleurs immigrés ne produisent pas, lors de leur arrivée à la frontière, un contrat d'embauchage ou si ce contrat contient des stipulations contraires à la présente Convention, ils seront dirigés sur la destination de leur choix, s'ils ont les moyens de s'y rendre. En cas contraire, ils seront reçus dans un des centres d'hébergement gratuits ou adressés à un service de placement gratuit proche de la frontière. Ces centres ou services leur procureront un emploi dans des conditions conformes aux principes de la présente Convention et dans la mesure où le placement pourra s'effectuer sans préjudice pour les travailleurs nationaux.

Article 10.

Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, à certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de procurer un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le Gouvernement intéressé en avvertirait immédiatement, par voie diplomatique, celui du pays qui, à son tour, en informerait ses nationaux.

Au cas où cette notification ne produirait pas le résultat cherché, les Parties contractantes arrêteraient, d'un commun accord, toutes autres mesures utiles.

III. RECRUTEMENT COLLECTIF.

Article II.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à autoriser les opérations de recrutement collectif sur leur territoire, pour le compte des entreprises situées dans l'autre pays, dans les conditions indiquées ci-dessous.

ceed without hindrance into the interior, subject to the application of laws and regulations affecting Public Health, police regulations and the provisions hereinafter set forth.

Article 8.

If the immigrant workmen, on their arrival at the frontier, show a working agreement, they may proceed to their destination, always provided that such agreement does not contain any conditions, either on the part of the employer or the workman, contrary to the principles laid down in this convention.

Article 9.

If the immigrant workmen do not produce a working agreement on their arrival at the frontier, or if such contract contains conditions contrary to the provisions of this convention, they shall be sent to any destination they may choose, provided that they have the requisite means. In other cases, they shall be accommodated in one of the free immigrants' hostels, or sent to some labour exchange office near the frontier. These hostels or offices shall find them employment in accordance with the principles of this convention and provided that such employment does not prejudice the chances of national workmen.

Article 10.

In cases where, at stated periods, in certain districts and in certain professions, the condition of the Labour Market holds out no prospect of employment to such emigrants as have come individually and of their own accord to seek work, the Government concerned shall through diplomatic channels at once notify the Government of the nationals concerned, and the latter Government shall duly notify them of the fact.

In cases where such notification does not produce the effect required, the Contracting Parties shall mutually decide upon such other measures as may be expedient.

III. COLLECTIVE RECRUITING.

Article II.

The two High Contracting Parties mutually undertake to authorise collective recruiting within their respective territories for undertakings in the other country, under the following conditions.

Article 12.

Le Gouvernement du pays où s'opère le recrutement se réserve de déterminer les régions où le recrutement sera autorisé, celui du pays où se trouvent les employeurs se réservant de déterminer les régions où les travailleurs pourront être dirigés.

Les Gouvernements des deux pays fixeront d'un commun accord le nombre et la catégorie des travailleurs qui pourront faire l'objet d'un recrutement collectif, de manière à ne nuire ni au développement économique de l'un des pays, ni aux travailleurs nationaux de l'autre. Ils constitueront, à cet effet, une commission qui se réunira alternativement à Paris et à Varsovie, au moins une fois par an.

Chacun des deux Gouvernements présentera à cette Commission l'avis d'un Comité consultatif national, dans lequel figureront, avec des représentants des services intéressés, des représentants patronaux et des représentants ouvriers.

Article 13.

Le recrutement collectif sera effectué dans les limites indiquées ci-dessus et sous le contrôle de l'administration qualifiée du pays où il s'opère, par les organismes officiels de placement du pays sur le territoire duquel se fait le recrutement.

En Pologne, il sera assuré exclusivement par l'intermédiaire du Bureau National de Placement et de Protection des Emigrants, en France par l'Office National de Placement. Toutefois, les ouvriers ainsi recrutés seront antérieurement à leur départ acceptés et classés ou refusés, soit par une mission officielle du Gouvernement du pays sur le territoire duquel ils doivent être employés, soit par le représentant de l'employeur opérant seulement pour le compte de l'établissement auquel il appartient, soit par le représentant d'une organisation professionnelle, lesquels devront, dans l'un et l'autre de ces deux derniers cas, être agréés par les deux Gouvernements.

Les contrats de travail proposés par les employeurs et les demandes d'ouvriers présentées par eux seront conformes à des contrats-types et à des demandes-types établis par voie d'accord entre les administrations qualifiées de France et de Pologne.

Un exemplaire de la demande correspondant

Article 12.

The Government of the country in which the recruiting takes place reserves the right of deciding in which districts such recruiting shall be authorised; the Government of the country in which the employers live, reserves the right of deciding to which districts the workers shall be assigned.

The Governments of the two countries shall mutually determine the numbers and categories of the workers to whom such collective recruiting shall apply in such a manner as shall not be prejudicial either to the economic development of the one country, or to the workmen who are nationals of the other. They shall establish a commission for this purpose which shall meet at least once a year and sit alternatively in Paris and Warsaw.

Each of the two Governments shall lay before this Commission the information tendered by a National Advisory Committee on which shall be represented the departments concerned as well as employers and workmen.

Article 13.

Collective Recruiting shall be carried out within the limits laid down above, and by the official employment organisations of the country within whose territories the recruiting takes place, these organisations being controlled by the competent authorities of this country.

In Poland this duty shall be exercised exclusively through the agency of the National Bureau for the Settlement and Protection of Emigrants, and in France by the National Office for Settlement. Nevertheless, the workmen thus recruited shall, prior to their departure, be accepted, classified or refused either by (1) an official mission of the Government of the country in which they are to be employed or (2) by the representative of the employer, acting solely on behalf of the concern to which he belongs, or (3) by the representative of a professional organisation; in the last two cases these representatives shall be approved by the two Governments.

The working agreement submitted by employers and the claims put forward by workmen shall be in accordance with the Standard working agreement forms and the Standard Claim forms which have been drawn up in agreement on the basis agreed upon by the competent authorities of France and Poland.

In all cases, a copy of the application for

à chaque opération de recrutement collectif sera soumis par l'employeur au visa de l'administration qualifiée du pays où les ouvriers devront être employés et transmis par celle-ci à l'administration qualifiée du pays sur le territoire duquel se fait le recrutement.

Le visa ne sera donné que si les conditions contractuelles prévues dans la demande sont conformes aux principes posés dans la présente convention, s'il peut être pourvu convenablement au logement et à l'alimentation des ouvriers et si les besoins de main-d'œuvre justifient le recrutement de la part de l'entreprise intéressée.

La demande visée sera transmise par la voie diplomatique à l'autorité qualifiée du pays où le recrutement doit s'effectuer avec l'indication du nombre et de la catégorie d'ouvriers et s'il y a lieu, du nom de l'agent chargé de collaborer à l'embauchage dans les conditions prévues à l'alinéa 2 du présent article.

Article 14.

Des arrangements spéciaux conclus entre les administrations qualifiées de l'une et l'autre des Hautes Parties Contractantes détermineront les conditions d'application de la présente convention, en ce qui concerne le recrutement collectif, les mesures sanitaires au départ et le transport des travailleurs.

Un règlement établi d'accord entre les administrations française et polonaise compétentes déterminera en outre les conditions dans lesquelles seront transférées dans les caisses d'épargne du pays d'origine les économies déposées par les travailleurs dans les caisses d'épargne de l'autre pays.

Article 15.

Les dispositions des articles 1 à 4 de la présente convention sont applicables aux ouvriers de chacun des deux pays employés dans l'autre antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que possible.

Collective Recruiting shall be submitted by the employer for endorsement by the competent authorities of the country in which the workmen are to be employed, and these shall forward the Application to the competent authorities of the country in which the recruiting is to take place.

This endorsement shall only be given when the terms of the contract contemplated in the application conform to the principles laid down in this convention; when suitable provision can be made for the board and lodging of the workmen; and when the requirements of the handicraft justify recruiting on the part of the undertaking concerned.

The application when endorsed shall be forwarded through diplomatic channels to the competent authorities of the country in which the Recruiting is to take place, together with information regarding the numbers and categories of the workmen, and, if necessary with the name of the agent appointed to cooperate in the recruiting under the conditions laid down in paragraph 2 of the present Article.

Article 14.

The special arrangements made by the respective competent Authorities of the High Contracting Parties shall decide the conditions under which the present convention shall be applied in respect of collective recruiting, the sanitary measures on departure and the transport of the workers.

Instructions which shall be mutually agreed upon by the competent French and Polish authorities shall further determine the conditions under which savings deposited by the workers in the savings-banks of their own country shall be transferred to the savings-banks of the other country.

Article 15.

The regulations laid down in Articles 1 and 4 of this convention shall apply to workmen of either country who may be employed in the other prior to the date on which this convention comes into force.

Article 16.

This convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible.

Elle entrera en vigueur en France et en Pologne un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée d'année en année, par tacite reconduction, sauf dénonciation, dans les trois mois suivant l'expiration de chaque période.

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, M. Maurice FOUCHET, d'une part, et M. Ladislas SKRZYNSKI, d'autre part, ont signé la présente Convention et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le 3 (trois) septembre mil neuf cent dix-neuf.

(L. S.) (Signé) M. FOUCHET.
SKRZYNSKI.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont, d'un commun accord, déclaré ce qui suit :

I. En attendant la ratification de la présente Convention et à titre exceptionnel, ses dispositions seront immédiatement mises en vigueur, sauf celles de l'article 3 concernant les accidents du travail, étant entendu toutefois que, pour tous les accidents de travail survenus entre la signature de la présente Convention et l'échange des ratifications, les dispositions dudit article 3 seront rétroactivement applicables dès cette ratification et que toutes mesures conservatoires seront prises pour la garantie des droits des intéressés, soit par ces derniers eux-mêmes, soit pour leur compte par leurs employeurs.

II. Dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention, une convention spéciale déterminera les conditions dans lesquelles les travailleurs français en Pologne et les polonais en France seront appelés à bénéficier des lois d'assistance et des

It shall come into force in France and in Poland one month after its publication in the two countries according to the forms prescribed by their respective laws.

It shall remain in force for one year and shall then be regarded as renewed by *tacit agreement* from year to year unless notice to the contrary is given within three months of the expiration of each period.

All difficulties arising from the carrying out of this convention shall be settled through diplomatic channels.

In faith whereof the plenipotentiaries, M. Maurice FOUCHET on the one part and M. Ladislas SKRZYNSKI on the other, have signed this convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Warsaw, September 3rd (third), 1919.

(L. S.) (Signed) : M. FOUCHET.
SKRZYNSKI.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention of to-day's date, the undersigned plenipotentiaries mutually declare as follows :

I. Pending the ratification of this Convention and as an exceptional case, these provisions shall come into force immediately, except those of Article 3 which concern accidents occurring during work. It shall, however, be understood that where such accidents occur during the period between the signing of this Convention and the exchange of ratifications, the regulations of Article 3 shall be applicable retrospectively from the date of such ratification, and all protective measures shall be taken to guarantee the rights of those concerned, either by such persons themselves, or by their employers on their behalf.

II. During the three months following the exchange of the ratifications of this Convention, a special convention shall determine the conditions under which French workmen in Poland and Polish workmen in France shall be entitled to benefit by the Relief Insurance Laws and

lois d'assurance et de prévoyance sociale et pourront exercer le droit syndical et le droit d'association conformément aux lois internes de chacune des Hautes Parties Contractantes.

(L. S.) (Signé) M. FOUCHET.

(L. S.) (Signé) SKRZYNSKI.

Social Providential Institutions and shall exercise the right of forming Trades-Unions and Associations in accordance with the internal laws of each of the High Contracting Parties.

(L. S.) (Signed): M. FOUCHET.

(L. S.) (Signed): SKRZYNSKI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. DE FOUQUIÈRES.

Certified true copy.

The Minister Plenipotentiary
Chef du Service du Protocole.
P. DE FOUQUIÈRES.

No. 29.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Résolutions arrêtées par la Commission franco-allemande des biens, droits et intérêts privés, au cours de la séance du 6 février 1920, approuvées par les Gouvernements allemand et français par un échange de notes en date, à Berlin, du 20 et 25 mars 1920.

GERMANY AND FRANCE

Resolutions taken by the Franco-German Commission relating to private property, rights and interests in its sitting of February 6, 1920, approved by the German and French Governments by an exchange of Notes at Berlin, on March 20 and 25, 1920.

No. 29. — RÉSOLUTIONS ARRÊTÉES PAR LA COMMISSION FRANCO - ALLEMANDE DES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS PRIVÉS, AU COURS DE LEUR SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1920, APPROUVÉES PAR LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FRANÇAIS PAR UN ÉCHANGE DE NOTES EN DATE, A BERLIN, DU 20 ET 25 MARS 1920.

Texte officiel français communiqué par le Service français de la Société des Nations et textes français et allemands communiqués par ¹l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de ces résolutions a eu lieu le 21 octobre 1920.

AMBASSADE DE FRANCE
A BERLIN.
N^o 75.

BERLIN, le 20 mars 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire parvenir, ci-inclus, à Votre Excellence, la copie certifiée conforme des quatorze articles et des deux articles supplémentaires adoptés le 6 février 1920 par la Commission franco-allemande qui s'est réunie

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² D'après une note adressée au Secrétaire Général de la Société des Nations par le Chargé d'Affaires d'Allemagne à Londres, en date du 11 août 1920, l'Allemagne n'étant pas membre de la Société des Nations, ne se considère pas liée par les dispositions de l'Article 18 du Pacte.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 29. — RESOLUTIONS TAKEN BY THE FRANCO - GERMAN COMMISSION RELATING TO PRIVATE PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS, IN ITS SITTING OF FEBRUARY 6, 1920, APPROVED BY THE GERMAN AND FRENCH GOVERNMENTS BY AN EXCHANGE OF NOTES AT BERLIN ON MARCH 20 AND 25, 1920.

French official text forwarded by the "Service Français" of the League of Nations, and French and German texts forwarded by the ¹German Ambassador in London, for registration. The registration of these resolutions took place on October 21, 1920.

FRENCH EMBASSY
IN BERLIN.

BERLIN, 20th March, 1920.

SIR,

I have the honour to forward you herewith a certified true copy of the fourteen Articles and the two Supplementary Articles adopted on the 6th February, 1920, by the Franco-German Commission which met in Paris in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² In accordance with a note sent to the Secretary-General of the League of Nations by the German Chargé d'Affaires at London on August 11, 1920. Germany not being a Member of the League of Nations does not consider herself bound by the provisions of Article 18 of the Covenant.

à Paris en vue de conclure un accord relatif à l'application des sections IV, V et VI de la partie X du Traité de Versailles.

Le Gouvernement de la République, qui donne sa pleine approbation à ces quatorze articles ainsi qu'aux deux articles complémentaires, prend dès maintenant toutes les mesures nécessaires à leur exécution. M. Labat, Receveur des Domaines, a été désigné comme Chef du Bureau français des biens et intérêts privés à Berlin et a déjà rejoint son poste.

En notifiant ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur de La prier de vouloir bien m'aviser, aussitôt que possible, de l'acceptation par le Gouvernement allemand de l'arrangement en question, ainsi que de son intention d'en prescrire l'exécution.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) DE MARCILLY.

Son Excellence Monsieur HERMANN MÜLLER,
Ministre des Affaires Etrangères,
Berlin.

RÉSOLUTIONS

ARRÊTÉES PAR LA COMMISSION FRANCO-ALLEMANDE DES BIENS ET INTÉRÊTS PRIVÉS AU COURS DE LA SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1920.

Article 1.

Les offices chargés en France et en Allemagne du règlement des affaires relatives aux biens, droits et intérêts privés délègueront respectivement auprès de l'office correspondant de Berlin et de Paris un ou plusieurs représentants, par l'intermédiaire desquels s'échangeront les communications entre les deux offices. Ces représentants constitueront le bureau français des biens et intérêts privés à Berlin et le bureau allemand des biens et intérêts privés à Paris. Ces bureaux seront créés aussitôt que possible. Ces bureaux rempliront le rôle des représentants prévus au paragraphe 12 de l'annexe à la section III de la partie X du Traité de Versailles.

Article 2.

Pour obtenir, par application du paragraphe a de l'article 297, la remise de leurs biens, droits

order to conclude an agreement on the application of Sections IV, V and VI of Part X of the Treaty of Versailles.

The French Government, which completely approves these fourteen Articles and the two complementary Articles, is about to take immediate steps for their execution. M. Labat, Official Receiver, has been appointed Chief of the French Bureau of Private Property and Interests in Berlin, and has already commenced his duties.

I have the honour, Sir, to request you, in reference to the foregoing, to be good enough to inform me as soon as possible of the acceptance on the part of the German Government of the arrangements in question, and of your Government's intention to order their execution.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE MARCILLY.

His Excellency M. HERMANN MÜLLER,
Minister for foreign Affairs,
Berlin.

RESOLUTIONS

TAKEN BY THE FRANCO-GERMAN COMMISSION RELATING TO PRIVATE PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN ITS SITTING OF FEBRUARY 6, 1920.

Article 1.

The Offices in France and Germany which are regulating matters relating to private property, rights and interests shall each depute one or more representatives to the corresponding Office in Berlin and Paris. One or several of these representatives shall act as intermediaries for the exchange of communications between the two offices. Those representatives shall constitute the French Bureau of Private Property and Interests in Berlin, and the German Bureau of Private Property and Interests in Paris. These Bureaux shall be created as soon as possible, and shall fulfil the duties allotted to representatives as prescribed in paragraph 12 of the Annex to Section III of Part X of the Treaty of Versailles.

Article 2.

French subjects claiming, under paragraph A of Article 297, the return of their property,

et intérêts qui ont été séquestrés en Allemagne, les Français peuvent s'adresser directement, ou par mandataire, à la Landeszentralbehörde du pays où les biens, droits et intérêts susvisés sont situés ou, quand le lieu où se trouvent les biens, droits et intérêts n'est pas connu avec certitude, au Reichministerium für Wiederaufbau, à Berlin. L'état des biens restitués sera constaté par un procès-verbal dressé contradictoirement par le Français ou son représentant, le séquestre allemand et un représentant de la Landeszentralbehörde. Si la demande n'est pas faite par l'intermédiaire du bureau, les formalités indiquées dans l'annexe N° 1 doivent être observées.

Article 3.

Les demandes de restitution prévues au paragraphe f de l'article 297 sont adressées, soit directement par les Français intéressés, soit par l'intermédiaire du bureau français de Berlin à la Landeszentralbehörde ou exceptionnellement au Reichministerium für Wiederaufbau à Berlin. Si la demande n'est pas faite par l'intermédiaire du bureau, les formalités indiquées dans l'annexe N° 1 devront être observées.

En accusant réception de cette demande, la Landeszentralbehörde avisera l'ayant droit ou le bureau de Berlin du délai à l'expiration duquel cet ayant droit sera remis en possession du bien réclamé. Si des circonstances imprévues ne permettraient pas d'effectuer cette remise dans le délai fixé, l'ayant droit ou le Bureau en sera avisé.

Article 4.

Si, exceptionnellement et pour un cas déterminé, le bureau français de Berlin en fait la demande à la Landeszentralbehörde, celle-ci lui fera délivrer les pièces et les dossiers nécessaires pour compléter le dossier des surveillants, des administrateurs séquestrés ou des liquidateurs.

Article 5.

Les inscriptions sur les registres publics et sur les livres fonciers rendues nécessaires par le transfert de la propriété sur la tête de l'ayant droit français sont faites d'urgence et sans frais par les soins des autorités allemandes et conformément à la législation locale.

rights and interests sequestrated in Germany, may address themselves directly or by proxy to the Landeszentralbehörde of the district in which the said property, rights and interests are situated; when the location of the property, rights and interests is not exactly known, application should be made to the Reichsministerium für Wiederaufbau in Berlin. The condition of the restored property shall be noted in depositions compiled as the result of discussions between the German sequestrator, the representative of the Landeszentralbehörde and the French claimant or his representative. If the claim is not made through the Bureau the procedure laid down in Annex I must be observed.

Article 3.

The claims for restitution, referred to in paragraph f of Article 297 shall be addressed either directly by the French claimant or through the French Bureau at Berlin to the Landeszentralbehörde or, in exceptional cases, to the Reconstruction Ministry in Berlin. If the claim is not made through the Bureau, the procedure prescribed in Annex I will be observed.

In acknowledging receipt of this claim the Landeszentralbehörde shall inform the claimant or the Berlin Bureau of the period within which the claimant will regain possession of the property in question. If unforeseen circumstances prevent the restitution of the property within the specified period, the claimant or the Bureau shall be advised of the fact.

Article 4.

If, as an exception and in special cases, the French Bureau in Berlin asks the Landeszentralbehörde for the documents and dossiers required to complete the dossiers of the trustees, sequestrators or liquidators, the Landeszentralbehörde shall deliver to it the documents demanded.

Article 5.

The necessary entries in the public registers relating to the transfer of the property to the French claimant shall be made immediately and free of charge by the German authorities in the form prescribed by the local regulations.

Article 6.

Sauf mention expresse, la signature par l'intéressé ou son mandataire des actes de toute nature relatifs à la remise des biens, droits et intérêts privés, visés aux articles 2 et 3 ci-dessus, réserve entièrement les droits des Français aux indemnités prévues par le Traité de Versailles.

Article 7.

Les restitutions effectuées par application des articles 2 et 3 ci-dessus, comportent, en ce qui regarde les patrimoines des sociétés ou particuliers français, la restitution de tout ce qui existe de ce patrimoine, y compris les fonds de roulement et avoirs. L'excédent provenant de la différence entre le cours moyen du mark à Berlin le jour de la restitution et le taux prévu au paragraphe *d* de l'article 296, que les intéressés peuvent être en droit de demander, fera l'objet d'une réclamation ultérieure.

Les sommes dues au titre de ces réclamations comme celles prévues à l'article 297, paragraphe *e*, seront payées par l'intermédiaire des offices de compensation.

La restitution comprend également, sur demande de l'intéressé ou de son représentant, la remise de tous documents et renseignements visés aux paragraphes 8 et 13 de l'annexe à la section IV qui pourront d'ailleurs n'être réclamés qu'ultérieurement.

Article 8.

Les ressortissants allemands qui demandent la restitution des objets de peu de valeur, personnels ou souvenirs de famille, feront parvenir leur demande à l'office de Paris par l'intermédiaire du bureau allemand de Paris en fournissant la liste des objets réclamés.

Le bureau allemand de Paris fera également parvenir à l'office de Paris les demandes des ressortissants allemands qui désireraient être admis à concourir aux enchères des mobiliers et exceptionnellement des autres biens leur ayant appartenu.

Les demandes transmises par application des alinéas précédents seront examinées par les autorités françaises qui feront connaître leur décision au bureau allemand de Paris en indiquant, le cas échéant, et en temps utile, la date de la mise aux enchères.

Les autorités françaises feront connaître, en tenant compte des circonstances de fait, si

Article 6.

Except when otherwise provided, the signature of the claimant or his representative on any document relating to the return of private property, rights or interests provided for in Articles 2 and 3 above, shall in no way prejudice the rights of French subjects to the compensation provided for in the Treaty of Versailles.

Article 7.

The restitutions effected under Articles 2 and 3 above include, in the case of the property of French companies and individuals, the restitution of everything which constitutes the said property, including working capital and credits. The amount resulting from the difference between the average price of the Mark in Berlin on the day of restitution and the rate of exchange contemplated in paragraph (d) of Article 296, which the interested parties might claim, shall be made the subject of a later demand.

The sums due on account of these claims as well as those contemplated in paragraph *e* of Article 297, shall be paid through the Compensation Offices.

Restitution likewise includes the return on the demand of the claimant or his representative of all documents and information covered by paragraphs 8 and 13 of the Annex to Section IV; these can, moreover, also be claimed at a later date.

Article 8.

German nationals claiming restitution of objects of small value—personal or family souvenirs—must make their claim to the Paris Office through the German Bureau in Paris, supplying a list of the objects claimed.

The German Bureau in Paris shall also inform the Paris Office in cases when German nationals wish to attend and bid at auction-sales of their furniture, and also in exceptional cases at sales of their other property.

Demands transmitted under the preceding paragraphs shall be examined by the French authorities who will communicate their decision to the German Bureau in Paris, and will announce in appropriate cases the date of the auction and give sufficient notice.

The French authorities, taking the circumstance of the case into account, will inform the

l'intéressé allemand peut, sans inconvénient, spécialement pour lui, se présenter personnellement à l'adjudication.

Article 9.

Les restitutions prévues par l'article 8, alinéa 1^{er} ci-dessus, seront effectuées après paiement, soit par l'intéressé, soit par le bureau allemand, des frais de conservation, d'emballage et de transport, qui auront été engagés par l'autorité française.

Article 10.

Les bureaux français et allemand des biens et intérêts privés peuvent être constitués mandataires par leurs nationaux intéressés; ils fournissent, à cet effet, les pouvoirs certifiés par le bureau. Les Gouvernements français et allemand sont responsables de la validité des pouvoirs et de la qualité des signataires. Les autorités françaises et allemandes sont valablement déchargées par la remise des biens entre les mains des délégués des bureaux allemands et français mandataires.

Article 11.

L'office français des biens et intérêts privés fournira au bureau allemand, selon un formulaire établi selon le modèle, prévu à l'annexe 2, des indications sur les biens allemands liquidés en France, au fur et à mesure des liquidations.

En outre, l'office fournira, sur demande spéciale et contre paiement des frais, un extrait ou une copie du procès-verbal d'adjudication.

Article 12.

Les délais prévus aux articles 300, *a* et *g*, et 301, paragraphe 2, du Traité de Versailles, recommenceront à courir en France comme en Allemagne au plus tôt le 15 août 1920.

Article 13.

L'office français des biens et intérêts privés avisera le bureau allemand des levées de séquestre, qui pourraient exceptionnellement intervenir en ce qui concerne les biens allemands en France.

Sauf fraude ou erreur, ces biens ne seront plus soumis à des mesures exceptionnelles de guerre ou de disposition.

German Bureau if the German claimant can personally attend the sale without risk of disturbance or molestation.

Article 9.

The restitution contemplated in Article 8, paragraph 1 above, shall be effected after payment either by the claimant or by the German Bureau of all the expenses of storage, packing and transport incurred by the French authorities.

Article 10.

The French and German Bureaux of Private Property and Interests may be constituted representatives by their national claimants, who must furnish for this purpose authorisations certified by the Bureau.

The French and German Governments are responsible for the validity of the authorisations and the bona fides of the signatories. The French and German authorities are free from further responsibility after the return of the property to the delegates of the French and German mandatory bureaux.

Article 11.

The French Office for Private Property and Interests shall furnish the German Bureau in the form prescribed in Annex II, with information concerning German property liquidated in France, as, and whenever, such liquidations take place.

Moreover, the Office shall, on special demand and if expenses are paid, furnish an extract from a copy of the details of the sale.

Article 12.

The periods of delay provided for in sub-*paras a* and *g* of Article 300 and in para 2 of Article 301 of the Treaty of Versailles shall recommence in France as in Germany on the 15th August 1920 at the earliest.

Article 13.

The French Office for Private Property and Interests shall inform the German Bureau of any exceptional cessation of sequestration which may affect German property in France.

Except in cases of fraud or error such property shall no longer be subject to the exceptional war regulations and measures of control.

Article 14.

Les Français qui ont déjà demandé le paiement des sommes provenant de la liquidation de leurs biens en Allemagne seront admis jusqu'au 15 avril 1920 à retirer leur demande et à réclamer l'application du paragraphe / de l'article 297 en ce qui les concerne, à moins qu'ils n'aient renoncé expressément à bénéficier de cette faculté.

Les intéressés revendiquant le bénéfice du paragraphe ci-dessus seront tenus de rembourser immédiatement au Gouvernement allemand le produit de la liquidation qu'ils auraient encaissé.

D'autre part, les délégués sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes concernant l'institution du tribunal arbitral mixte prévu par la section VI de la partie X du Traité de Versailles.

Article 1.

Les questions de procédure et les questions générales intéressant les différentes sections sont examinées par le tribunal siégeant toutes sections réunies.

Article 2.

Il sera créé immédiatement quatre sections du tribunal, qui se répartiront comme suit :

- 1^{re} section : Application de la section III ;
- 2^{me} section : Application de la section IV ;
- 3^{me} section : Affaires ne rentrant pas dans les deux premières catégories ;
- 4^{me} section : Affaires d'Alsace et de Lorraine.

Pour ces affaires, la 4^{me} section aura la compétence des trois premières sections.

ANNEXE N^o 1.

Formalités pour obtenir la remise des biens, droits et intérêts mis sous surveillance ou séquestrés, ou la restitution des biens, droits et intérêts liquidés.

1^o L'ayant droit français qui veut obtenir, sans l'intermédiaire du bureau à créer à Berlin,

Article 14.

French subjects who have already claimed payment of sums resulting from the liquidation of their property in Germany shall be entitled until the 15th April 1920 to withdraw their claims and lodge claims for the application of paragraph / of Article 297, in so far as it applies to their own cases, unless they have expressly waived their right to benefit under this clause.

Claimants who avail themselves of the rights granted in the above paragraph must immediately repay to the German Government the proceeds of liquidation already paid to them.

Furthermore, the delegates have agreed on the following arrangements concerning the institution of the Mixed Arbitration Tribunal contemplated in Section VI of Part X of the Treaty of Versailles :

Article I.

Questions of procedure and general questions concerning several sections shall be examined by the Tribunal in full committee of all sections.

Article II.

Four sections of the Tribunal shall be immediately created and their duties shall be apportioned as follows :

- Section 1st : application of Section III.
- Section 2nd : application of Section IV.
- Section 3rd : business not included in the two first categories.
- Section 4th : Business connected with Alsace and Lorraine.

For this class of business the fourth section shall have the same competence as the other three sections.

ANNEX No. 1.

Procedure for the release of property, rights and interests held under control or sequestered, or for the restitution of liquidated property, rights and interests.

1^o A French claimant desirous of obtaining, otherwise than through the Bureau which is

soit la remise de ses biens, droits ou intérêts sous surveillance ou séquestre, soit la restitution de ses biens liquidés, devra adresser la demande en remise ou restitution à l'autorité centrale régionale du pays (Landeszentralbehörde) où se trouvent les biens à restituer. Une liste des autorités centrales régionales sera communiquée par l'office des biens, droits et intérêts. En cas de doute sur la situation du bien, la demande pourra être adressée au Ministère du Reich pour la reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau). Le Gouvernement allemand se réserve de désigner un autre office d'empire à la place du Ministère des Affaires Etrangères (Friedensabteilung).

2° La demande devra contenir :

- (a) le nom et l'adresse du demandeur ;
- (b) le nom et l'adresse de la personne entre les mains de laquelle devra être effectuée la remise matérielle du bien sous la surveillance, sous séquestre ou liquidé ;
- (c) une description aussi exacte que possible du bien à restituer ;
- (d) l'indication du lieu où le bien à restituer se trouvait au début de la guerre et au moment où il a fait l'objet d'une mesure de surveillance de séquestre ou de liquidation et, si possible, également l'endroit où il se trouve actuellement ;
- (e) le nom et l'adresse de la personne à la garde de qui le bien se trouvait au début de la guerre ou au moment où le dit bien a fait l'objet d'une mesure de surveillance de séquestre ou de liquidation.

3° La signature du demandeur devra être certifiée par les autorités françaises compétentes.

Ce visa de certification devra être légalisé soit par l'ambassade allemande à Paris, soit par le Ministère des Affaires Etrangères à Berlin.

4° Si la demande est introduite par un mandataire, il suffira, pour la justification du pouvoir, d'un mandat certifié et légalisé de la même manière que précédemment.

5° S'il y a doute sur l'identité du demandeur par rapport à l'ayant-droit, le Gouvernement allemand s'adressera à l'office français des biens, droits et intérêts privés pour obtenir la production des précisions indispensables.

to be established in Berlin, the release of property, rights or interests held under control or sequestered, or the restitution of liquidated property, should address his claim for release, or restitution, to the central district authorities (Landeszentralbehörde) of the district where the property to be restored is situated. A list of the central district authorities shall be communicated by the Office of Property, Rights and Interests.

In cases when doubt exists as to the situation of the property, the claim should be addressed to the Minister of Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau) But the German Government reserves the right of substituting another Government Office for the above (Eriedensabteilung).

2° The claim should specify :

- (a) The name and address of the claimant.
- (b) The name and address of the person to whom the controlled, sequestered or liquidated property is actually to be remitted.
- (c) As exact a description as possible of the property to be restored.
- (d) A statement of the situation of the property in question at the beginning of the war and at the time when it became susceptible to control, sequestration or liquidation, and, if possible, also an indication of the place where the property now is.
- (e) The name and address of the person in charge of the property at the beginning of the war or at the moment when the property became susceptible to control, sequestration or liquidation.

3° The signature of the claimant must be certified by the competent French authorities, such certification to be legalised, either by the German Embassy in Paris, or by the Minister of Foreign Affairs in Berlin.

4° If the claim is made by a Mandatory, the Mandatory's authority will be recognised if certified and legalised in the same way.

5° If there is any doubt as to the identity of the person lodging a claim in relation to the real claimant, the German Government shall apply to the French Office of Private Property, Rights and Interests, to obtain the necessary data for verification.

ANNEXE N^o 2.

Renseignements sur les biens, droits et intérêts allemands liquidés en France.

1^o Nom de la personne dont les biens ont été liquidés. (Prénom, nom de famille. Pour les femmes, nom d'origine et nom de mariage.)

2^o Domicile (lieu de résidence en France ; pour entreprises commerciales, lieu de leur établissement ou lieu de la séquestration).

3^o Date de l'adjudication.

4^o Montant de l'adjudication.

(a) *Actif* :

Immeubles.
Fonds de commerce.
Marchandises.
Meubles.
Valeurs mobilières.

Créances :

(b) *Passif*
(Dettes payées).
Actif net.

Copie certifiée conforme.

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. DE FOUQUIÈRES.*

ANNEX No. 2.

Information concerning the German property, rights and interests liquidated in France.

1^o Name of the person whose property has been liquidated.

(Christian name, surname. For women : maiden name and married name.)

2^o Residence. (Residence in France. In the case of businesses, the place of establishment, or place of sequestration.)

3^o Date of the sale.

4^o Amount realised at the sale.

(a) *Credit* :

Real property.
Capital.
Stock.
Furniture.
Movable property.
Debts due.

(b) *Debit* :

(Debts paid.)
Nett credit.

Certified true Copy.

*The Minister Plenipotentiary,
Chief of the Service of Protocols,
P. DE FOUQUIÈRES.*

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. VIII V. 3.

BERLIN, den 25. März 1920.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

Euer Hochwohlgeboren beehre ich mich den Empfang des Schreibens vom 20. d. M. — Nr. 75 — betreffend die Beschlüsse der deutsch - französischen Kommission zur Durchführung der Abschnitte IV, V und VI des Teils X des Friedensvertrages, ergebenst zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass die Französische Regierung den von der Kommission in der Sitzung vom 6. Februar 1920 angenommenen, in der Anlage bei-

gefügten vierzehn Artikeln nebst zwei Ergänzungsartikeln zustimmt und alsbald die erforderlichen Ausführungsmassnahmen treffen will. Die Deutsche Regierung stimmt den bezeichneten Artikeln auch ihrerseits zu und wird wegen ihrer Durchführung gleichfalls das Erforderliche veranlassen. Insbesondere wird sie in nächster Zeit das deutsche Bureau für die privaten Güter, Rechte und Interessen in Paris einrichten.

Ich gestatte mir noch, darauf hinzuweisen, dass in dem von Euer Hochwohlgeboren übersandten Exemplar der Anlage 1 zu den Kommissionsbeschlüssen ein Versehen rein redaktioneller Art unterlaufen ist. Es heisst in dieser Anlage 1, dass der Antrag des französischen Berechtigten unter Umständen auch an das Auswärtige Amt, Friedensabteilung, gerichtet werden kann, und dass die deutsche Regierung sich vorbehält, an Stelle des Auswärtigen Amtes, Friedensabteilung, eine andere Reichsstelle zu benennen. Diese Formulierung entspricht einer Fassung der Kommissionsbeschlüsse, die später in der Weise geändert worden ist, dass das Auswärtige Amt, Friedensabteilung, durch das Reichsministerium für Wiederaufbau ersetzt wurde. In der Voraussetzung des Einverständnisses der Französischen Regierung ist die bezeichnete Stelle in dem hier beigefügten Abdruck der Anlage 1 entsprechend geändert worden.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Gez.) v. HANIEL.

An den

Geschäftsträger der Französischen Republik

Herrn DE MARCILLY,

Hochwohlgeboren,

BERLIN.

¹ TRADUCTIONS — TRANSLATIONS.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No VIII. V. 3.

FOREIGN OFFICE.
No. VIII. V. 3.

BERLIN, *le 25 mars* 1920.

BERLIN, *March 25,* 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication en date du 20 courant — No 75 — relative aux conclusions de la commission Franco-Allemande touchant de l'exécution des paragraphes IV, V et VI de la partie X du traité de paix.

Le Gouvernement allemand a pris connaissance de l'agrément donné par le Gouvernement français aux quatorze articles de l'annexe et

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 20th March, No. 75, —concerning the decisions of the Franco-German Commission for the execution of Sections IV, V and VI of Part X of the Treaty of Versailles.

The German Government has noted that the French Government has approved the 14 Articles and the 2 Complementary Articles adopted

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

aux deux articles complémentaires acceptés à la séance de commission du 6 février 1920, et son intention de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. Le Gouvernement allemand, de son côté, approuve ces articles et fera également le nécessaire pour en assurer l'exécution. Il veillera en particulier à ce que l'on établisse à Paris, dans le plus bref délai, le bureau allemand pour la défense des droits, intérêts et biens privés.

Je me permets, en outre, d'attirer votre attention sur une simple erreur de rédaction, qui s'est glissée dans le texte du document de l'annexe sur les conclusions de la commission que Votre Excellence a bien voulu me faire tenir. Il est dit dans cette annexe N° 1 que les réclamations des ayants droit français peuvent, suivant les circonstances, être adressées au Ministère des Affaires étrangères (département de la paix) et que le Gouvernement allemand se réserve de créer à la place du Ministère des Affaires étrangères (département de la paix) une autre institution d'empire. Cette formule répond à une première rédaction des conclusions de la Commission, modifiée plus tard de telle manière que le Ministère des Affaires étrangères (département de la paix) s'est trouvé remplacé par le « Ministère d'Empire pour la reconstruction ».

En prévision de l'acceptation du Gouvernement français, le passage en question a été corrigé dans l'exemplaire ci-joint de l'annexe I.

Veillez agréer, etc.

(Signé) V. HANIEL.

A Son Excellence

M. DE MARCILLY,

Chargé d'affaires

de la République Française,

BERLIN.

by the Commission on the 6th February 1920, the text of which is annexed; and also that the French Government will take steps for the execution of the said Articles. The German Government for its part also approves the said Articles and will take the necessary steps for their execution, and in particular, will immediately establish the German Bureau for Private Property, Rights and Interests in Paris.

I must further call your attention to an oversight of a purely clerical character in the copy of Annex I to the decisions of the Commission which accompanied your letter. According to this version of Annex I, French claimants are permitted in certain circumstances to apply to the Foreign Office, Peace Department (Friedensabteilung) and the German Government reserves the right to substitute another Government Office. This version corresponds to a draft of the Commission's decisions which was subsequently amended in the sense that the Ministry of Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau) was substituted for the Foreign Office, Peace Department (Friedensabteilung).

The necessary correction in the passage in question has been made in the attached copy of the decisions approved by the French Government.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient Servant,

(Signed) v. HANIEL.

To the

Chargé d'Affaires of the
French Republic,

M. DE MARCILLY,

BERLIN.

BESCHLÜSSE
DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN KOMMISSION IN DER SITZUNG
VOM 6. FEBRUAR 1920.

ARTIKEL 1.

Die Aemter die in Deutschland und Frankreich mit der Regelung der die privaten Güter, Rechte und Interessen betreffenden Angelegenheiten betraut sind, werden wechselseitig zu dem Amt in Paris und Berlin einen oder mehrere Vertreter abordnen, durch deren Vermittlung die Mitteilungen zwischen den beiden Aemtern ausgetauscht werden sollen. Diese Vertreter bilden das deutsche Büro für private Güter und Interessen in Paris und das französische Büro für private Güter und Interessen in Berlin. Diese Büros sollen möglichst bald errichtet werden. Sie werden die Geschäfte der im § 12 der Anlage zum Abschnitt III des Teiles X des Vertrages von Versailles vorgesehenen Vertreter wahrnehmen.

ARTIKEL 2.

Um auf Grund des Artikels 297a die Rückgabe ihrer in Deutschland unter Aufsicht oder unter Zwangsverwaltung gestellten Güter, Rechte und Interessen zu erlangen, können die Franzosen sich unmittelbar oder durch einen Beauftragten an die Landeszentralbehörde des Landes, indem die genannten Güter, Rechte und Interessen sich befinden, oder wenn der Ort wo die Güter, Rechte und Interessen sich befinden, nicht mit Sicherheit bekannt ist, an das Reichsministerium für Wiederaufbau in Berlin wenden. Der Zustand der Zurückgegebenen Gegenstände wird auf Grund einer Verhandlung zwischen dem deutschen Zwangsverwalter, einem Vertreter der Zuständigen Landeszentralbehörde und dem französischen Berechtigten, oder seinem Vertreter protokollarisch festgestellt. Wird der Antrag nicht durch Vermittlung des Büros gestellt, so sind die in der Anlage 1 angegebenen Förmlichkeiten zu beobachten.

ARTIKEL 3.

Die im Artikel 297/ vorgesehenen Anträge auf Zurückerstattung sind von den französischen Beteiligten unmittelbar oder durch Vermittlung des französischen Büros in Berlin an die Landeszentralbehörde oder ausnahmsweise an das Reichsministerium für Wiederaufbau in Berlin zu richten. Wird der Antrag nicht durch die Vermittlung des Büros gestellt, so sind die in der Anlage 1 angegebenen Förmlichkeiten zu beobachten.

Bei Bestätigung des Empfangs des Antrags wird die Landeszentralbehörde dem Berechtigten oder dem Büro in Berlin die Frist mitteilen, innerhalb deren der Berechtigte wieder in den Besitz des zurückverlangten Gegenstandes gesetzt werden wird. Wenn unvorgesehene Umstände die Rückgabe innerhalb der festgesetzten Frist verhindern sollten, wird der Berechtigte oder das Büro hiervon benachrichtigt werden.

ARTIKEL 4.

Wenn das französische Büro in Berlin ausnahmsweise in bestimmten Fällen bei der Landeszentralbehörde einen entsprechenden Antrag stellt, wird diese ihm die zur Vervollständigung der Akten der Aufsichtspersonen, Zwangsverwalter oder Liquidatoren erforderlichen Schriftstücke und Akten aushändigen lassen.

ARTIKEL 5.

Die durch den Uebergang des Eigentums auf den französischen Berechtigten notwendig werdenden Eintragungen in öffentliche Register und Grundbücher werden durch die deutschen Behörden entsprechend der örtlichen Gesetzgebung unverzüglich und kostenfrei bewirkt.

ARTIKEL 6.

Sofern nicht das Gegenteil ausdrücklich erklärt wird, lässt die Unterschrift des Beteiligten oder seines Beauftragten unter Urkunden jeder Art, welche die Rückgabe der in den vorstehenden Artikeln 2 und 3 behandelten privaten Güter, Rechte und Interessen betreffen, die Rechte der Franzosen auf die im Verträge von Versailles vorgesehenen Entschädigungen unberührt.

ARTIKEL 7.

Die in Anwendung der vorstehenden Artikel 2 und 3 bewirkten Zurückerstattungen umfassen hinsichtlich des Vermögens französischer Gesellschaften und Einzelpersonen den gesamten Vermögensbestand, einschliesslich des Betriebskapitals und der Guthaben. Der Mehrbetrag, der sich aus dem Unterschied zwischen dem Durchschnittskurs der Mark in Berlin am Tage der Zurückerstattung und dem im Artikel 296 unter «d» vorgesehenen Umrechnungskurs, den die Beteiligten etwa beanspruchen können, ergibt, wird der Gegenstand einer späteren Forderung bilden.

Die auf Grund dieser Forderungen geschuldeten und die im Artikel 297 «e» bezeichneten Summen werden durch Vermittlung der Ausgleichämter bezahlt werden.

Bei der Rückgabe sind ferner auf Verlangen des Berechtigten oder seines Vertreters sämtliche in §§ 8, 13 der Anlage zum Abschnitte IV bezeichneten Urkunden herauszugeben sowie die dort bezeichneten Auskünfte zu erteilen. Diese können übrigens auch später verlangt werden.

ARTIKEL 8

Deutsche Reichsangehörige, die die Rückgabe von Gegenständen von geringem Wert, von persönlichen Gebrauchsgegenständen oder von Familienandenken beantragen, haben diesen Antrag durch Vermittlung des deutschen Büros in Paris unter Beifügung einer Liste der gewünschten Gegenstände an das französische Amt zu richten.

Das deutsche Büro in Paris wird ferner dem französischen Amt die Anträge der deutschen Reichsangehörigen zugehen lassen, die bei der Versteigerung ihres beweglichen sowie ausnahmsweise bei der Versteigerung ihres übrigen Eigentums zum Mitbieten zugelassen zu werden wünschen.

Die in Anwendung der vorstehenden Absätze übermittelten Anträge werden von den französischen Behörden geprüft werden. Diese werden dem deutschen Büro in Paris ihre Entscheidung und gegebenenfalls rechtzeitig das Datum der Versteigerung mitteilen.

Die französischen Behörden werden unter Berücksichtigung der tatsächlichen Verhältnisse mitteilen ob der deutsche Beteiligte ohne Unzuträglichkeiten, insbesondere für ihn selbst, persönlich zur Versteigerung erscheinen kann.

ARTIKEL 9.

Die im vorstehenden Artikel 8 Abs. 1. vorgesehene Herausgabe erfolgt, nachdem der Beteiligte oder das deutsche Büro die von der französischen Behörde etwa ausgelegten Kosten für Aufbewahrung, Verpackung und Versand gezahlt hat.

ARTIKEL 10.

Das deutsche und das französische Büro für private Güter und Interessen können von den Beteiligten ihres Landes mit der Wahrnehmung ihrer Interessen beauftragt werden. Die Beteiligten stellen zu diesem Zweck Vollmachten aus, die durch das Büro beglaubigt werden. Die Deutsche und die Französische Regierung sind für die Gültigkeit der Vollmachten und die Legitimationen der Aussteller verantwortlich. Die deutschen und französischen Behörden werden durch Herausgabe der Vermögensgegenstände an die Vertreter des von dem Beteiligten Beauftragten französischen oder deutschen Büros rechtsgültig entlastet.

ARTIKEL 11.

Das französische Amt für private Güter und Interessen wird dem deutschen Büro nach Massgabe der tatsächlich durchgeführten Liquidationen formularmässig nach dem Muster der Anlage 2 über die in Frankreich liquidierten deutschen Vermögensgegenstände Auskunft erteilen.

Ausserdem wird das Amt auf besonderen Antrag gegen Bezahlung der Kosten einen Auszug oder eine Abschrift des Zuschlagsprotokolls übermitteln.

ARTIKEL 12.

Die im Artikel 300 *a* und *g* und im Artikel 301 Abs. 2 des Vertrags von Versailles bezeichneten Fristen beginnen in Deutschland und Frankreich frühestens am 15. August 1920 wieder zu laufen.

ARTIKEL 13.

Das französische Amt für private Güter und Interessen wird das deutsche Büro von der ausnahmsweise erfolgten Aufhebung der Sequestrationen über deutsche Vermögensgegenstände in Frankreich benachrichtigen.

Ausser in Fällen des Betruges oder Irrtums werden diese Gegenstände keinen weiteren ausserordentlichen Kriegsmassnahmen oder Uebertragungsanordnungen unterworfen werden.

ARTIKEL 14.

Franzosen, die bereits die Auszahlung der aus der Liquidation ihres Eigentums in Deutschland herrührenden Summen beantragt haben, können diesen Antrag bis zum 15. April 1920 zurückziehen und die Anwendung des Artikels 297/ zu ihren Gunsten verlangen, es sei denn, dass sie ausdrücklich darauf verzichtet haben, von dieser Befugnis gebrauch zu machen.

Beteiligte, welche die Vergünstigung des vorstehenden Absatzes in Anspruch nehmen, sind verpflichtet, den bereits vereinnahmten Liquidationserlös sofort an die deutsche Regierung zurückzuzahlen.

Andererseits haben die Delegierten sich über die nachfolgenden Bestimmungen, betreffend die Errichtung des im Abschnitt VI des Teiles X des Vertrages von Versailles vorgesehenen gemischten Schiedsgerichts verständigt.

ARTIKEL 1.

Ueber Fragen des Verfahrens und sonstige Fragen allgemeiner Natur, die mehrere Abteilungen betreffen, beschliesst das Schiedsgericht in Vollversammlung.

ARTIKEL 2.

Es werden sofort vier Abteilungen des Schiedsgerichts gebildet, unter die die Geschäfte wie folgt verteilt werden :

1. Abteilung : Anwendung des Abschnittes III.
2. » Anwendung des Abschnittes IV.
3. » Angelegenheiten die nicht unter die beiden ersten Kategorien fallen.
4. » Elsass-lothringische Angelegenheiten. In diesen Sachen hat die 4. Abteilung, die Zuständigkeit der drei ersten Abteilungen.

ANLAGE 1.

FÖRMLICHKEITEN

bei der Freigabe beaufsichtigter und sequestrierter sowie bei der Zurückerstattung liquidierten Gegenstände.

1. Der französische Berechtigte, der ohne die Vermittlung des in Berlin zu errichtenden Büros die Freigabe beaufsichtigter oder sequestrierter Gegenstände oder die Zurückerstattung liquidierten Gegenstände erwirken will, hat den Antrag auf Freigabe oder Zurückerstattung an die Zentralbehörde desjenigen Landes zu richten, wo der herauszugebende Gegenstand sich befindet.

Eine Liste der Landeszentralbehörden wird unverzüglich von dem Amte für Güter, Rechte und Interessen übersandt werden. Bestehen Zweifel darüber, in welchem Lande sich der Gegenstand befindet, so kann der Antrag auch an das Reichsministerium für Wiederaufbau gerichtet werden.

2. Der Antrag muss enthalten :

- a) Den Namen und die Adresse des Antragsstellers,
- b) den Namen und die Adresse desjenigen, an den der beaufsichtigte, sequestrierte oder liquidierte Gegenstand herausgegeben werden soll ;
- c) die möglichst genaue Bezeichnung des herauszugebenden Gegenstandes ;
- d) die Angabe des Ortes, an dem der herauszugebende Gegenstand sich bei Kriegsbeginn und bei Einleitung der Beaufsichtigung, Sequestration oder Liquidation befunden hat, wenn möglich, auch des Ortes, an dem er sich zur Zeit befindet ;
- e) den Namen und die Adresse der Person, in deren Gewahrsam der herauszugebende Gegenstand sich bei Kriegsbeginn und bei Einleitung der Beaufsichtigung, Sequestration, oder Liquidation befunden hat.

3. Die Unterschrift des Antragstellers bedarf der Beglaubigung durch die zuständige französische Behörde.

Der Beglaubigungsvermerk muss von der deutschen Botschaft in Paris oder von dem Auswärtigen Amt in Berlin legalisiert werden.

4. Wird der Antrag von einem Bevollmächtigten gestellt, so genügt zum Nachweis der Bevollmächtigung eine in gleicher Weise beglaubigte und legalisierte Vollmachtsurkunde.

5. Bestehen Zweifel über die Identität des Antragstellers mit dem Berechtigten, so wird die deutsche Regierung das französische Amt für private Güter, Rechte und Interessen um Herbeiführung der erforderlichen Feststellungen ersuchen.

ANGABEN

UEBER DIE IN FRANKREICH LIQUIDIERTEN DEUTSCHEN GÜTER, RECHTE UND INTERESSEN.

1. NAME der Person, deren Güter liquidiert worden sind. (Vornahme, Zuname — bei Frauen Mädchenname und Name des Gatten.)

2. WOHNSTZ (Aufenthaltsort in Frankreich) bei geschäftlichen Unternehmungen Ort der Niederlassung ;
oder Ort der Sequestration.

3. ZEITPUNKT der Versteigerung.

4. VERSTEIGERUNGS ERLÖS :

a) *Aktiven* :

Immobilien :
Geschäftskapital
Waren
Mobiliar
Wertpapiere
Forderungen.

b) *Passiven* :

Bezahlte Schulden.
Reinaktiven.

¹TRADUCTION — TRANSLATION.

AMBASSADE DE FRANCE
A BERLIN.
N^o 135.

BERLIN, le 15 avril 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre N^o VIII v 3./26,487 du 25 mars dernier, le Ministre des Affaires Etrangères a bien voulu me faire connaître, en réponse à ma lettre N^o 75 du 20 mars, que le Gouvernement allemand approuvait les quatorze articles et les deux articles supplémentaires adoptés le 6 février précédent par la Commission franco-allemande réunie à Paris en vue de conclure un accord relatif à l'application des sections IV, V et VI de la partie X du Traité de Versailles. J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication.

Le Ministère des Affaires Etrangères a joint à sa lettre précitée le texte allemand des documents annexés à ma lettre N^o 75, savoir les résolutions arrêtées par la Commission franco-allemande au cours de la séance du 6 février 1920, l'annexe N^o 1 indiquant les « formalités pour obtenir la remise des biens, droits et intérêts mis sous surveillance ou séquestrés, ou la restitution des biens, droits et intérêts liquidés », et l'annexe N^o 2 donnant un formulaire de « Renseignements sur les biens, droits et intérêts allemands liquidés en France ».

En ce qui concerne les résolutions, qui comprennent les 14 articles et les 2 articles supplémentaires, j'ai ordre de déclarer que le Gouvernement de la République Française ne peut attribuer au texte allemand que la valeur d'une traduction et qu'il considère le texte français annexé à ma lettre N^o 75 comme devant seul faire foi en cas de contestation. C'est en effet ce texte français qui a été discuté par la Commission franco-allemande de Paris et sur lequel s'est établie l'entente des deux délégations. Le texte allemand, qui n'a pas fait en temps utile l'objet d'un examen en commun, ne saurait avoir la même valeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

FRENCH EMBASSY
BERLIN.
N^o 135.

BERLIN, April 15, 1920.

SIR,

In a letter No. VIII v 3./26,487 of the 25th March last, the Minister of Foreign Affairs was good enough to inform me in reply to my letter No. 75 of the 20th March, that the German Government approved the 14 Articles and the 2 Supplementary Articles adopted on the 6th February last by the Franco-German Commission, which met in Paris to conclude an agreement concerning the application of Sections IV, V and VI of part X of the Treaty of Versailles. I beg to acknowledge receipt of this communication.

The Minister of Foreign Affairs attached to his letter the German Text of the documents annexed to my letter No. 75, that is to say, the Resolutions adopted by the Franco-German Commission in their sitting of the 6th February 1920, together with 2 Annexes of which No. 1 specified " Procedure for the release of property, rights and interests held under control or sequestrated, or for the restitution of liquidated property ", and No. 2 established the form for the supply of " Information concerning property, rights and interests, liquidated in France ".

As regards the Resolutions which composed the 14 Articles, and the 2 Supplementary Articles, I am directed to inform you that the French Government is not prepared to regard the German Text as anything more than a translation and that it considers the French Text annexed to my letter No. 75 as alone constituting the final Text in case of dispute. It was, in fact, this French Text which was discussed at the Franco-German Commission in Paris, and the agreement arrived at between the two Delegations, was based upon it. It is impossible to attribute the same value to the German Text which was not examined by both Delegations at the appropriate time.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

J'ai d'ailleurs l'honneur de donner acte à Votre Excellence de la rectification apportée par le Ministère des Affaires Etrangères, dans sa lettre du 25 mars, au texte français de l'annexe N° 1. Ma lettre N° 75 a transmis en effet par erreur une version qui ne correspondait pas à l'état définitif de la question. En conséquence, la dernière phrase du paragraphe 1 de l'annexe en question doit être rectifiée comme suit :

« En cas de doute sur la situation du lieu, la demande pourra être également adressée au Ministère de la Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau). »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) DE MARCILLY.

Son Excellence

Monsieur ALFRED KOESTER,

Ministre des Affaires Etrangères.

I have, furthermore, the honour formally to acknowledge the correction which the Minister of Foreign Affairs, in his letter of the 25th March made in the French Text of Annex N° 1. My letter N° 75 did, in fact, transmit by an error a version which did not correspond to the final decision on the question ; in consequence, the last phrase of paragraph 1 of the Annex in question should be amended as follows :

“ In cases when doubt exists as to the situation of the property, the claim may also be addressed to the Office of Reconstruction (Reichsministerium für Wiederaufbau) ”.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient Servant,

(Signed) DE MARCILLY.

To His Excellency

Monsieur ALFRED KOESTER,

Minister of Foreign Affairs.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. VIII. J. 670.

BERLIN, den 12. Mai 1920.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

Euer Hochwohlgeboren haben in dem Schreiben vom 15. v. M. — Nr. 135 — betreffend die Beschlüsse der deutsch-französischen Kommission zur Durchführung der Abschnitte IV, V und VI des Teiles X des Friedensvertrages, mitgeteilt, dass die Französische Regierung dem der Note des Auswärtigen Amtes vom 25. März d. J. — VIII. J. 3 — beigefügten deutschen Texte der vierzehn Artikel und der beiden Ergänzungsartikel nur die Bedeutung einer Uebersetzung zuerkennen könne, und dass sie im Falle von Meinungsverschiedenheiten ausschliesslich den französischen Text als massgebend ansehen werde. Zur Begründung haben Euer Hochwohlgeboren darauf hingewiesen, dass die Kommission bei den Verhandlungen in Paris lediglich über den französischen Text beraten habe und lediglich über diesen Text zu einem Einverständnis gelangt sei, während eine gemeinsame Nachprüfung des deutschen Textes damals nicht stattgefunden habe. Hierzu gestatte ich mir namens der Deutschen Regierung folgendes zu bemerken.

Der Abschluss des Abkommens über die in Rede stehenden Bestimmungen des Friedensvertrags ist seiner Zeit in vollem Einverständnis der beiderseitigen Vertreter in zwei Akte zerlegt worden, nämlich einmal die Einigung in der Sache selbst und sodann den formellen Abschluss des Abkommens. In Paris ist nur der erste Akt erfolgt : die Einigung in der Sache. Hierbei ist von den deutschen Vertretern betont worden, dass in der Sprachenfrage Einigkeit nicht bestehe. Dies ist auch in dem die damalige Erörterung abschliessenden, an den Vorsitzenden der französischen Delegation gerichteten Schreiben des Vorsitzenden der Deutschen Delegation vom 12. Februar d. J. nochmals besonders hervorgehoben worden. In dem Schreiben heisst es :

« Um Irrtümern vorzubeugen, mache ich nur darauf aufmerksam, dass die deutsche Delegation in der Sitzung vom 6. Februar nur den Inhalt der vierzehn Artikel und der zwei Ergänzungsartikel des französischen Entwurfs des Schlussprotokolls zugestimmt hat, dass

aber die französische Redaktion an gewissen Stellen vom Präsidenten der französischen Delegation selbst noch vorbehalten wurde, und dass sich die deutsche Zustimmung selbstverständlich nicht auf die ausschliessliche Abfassung der Artikel in französischer Sprache bezogen hat.

Dagegen, dass der Französische Geschäftsträger in Berlin in seiner Note an die Deutsche Regierung die endgültigen Vereinbarungen unserer Kommission lediglich in französischer Sprache aufnimmt, wären keinerlei Einwendungen zu erheben.

Ich muss aber meiner Regierung volle Freiheit hinsichtlich der Frage wahren, in welcher Sprache sie in ihrer Antwortnote die Vereinbarungen wiedergeben wird. »

Hiernach kann aus der sachlichen Uebereinstimmung bei den Pariser Verhandlungen nicht die Folgerung gezogen werden, dass auch eine Einigung über den französischen Wortlaut erfolgt wäre. Eine Veranlassung zur Prüfung der auszutauschenden Texte war erst bei dem zweiten, in Berlin zu vollziehenden Akte, nämlich dem formellen Abschluss des Abkommens, gegeben. Da von seiten der Französischen Regierung sachliche Einwendungen gegen den der Note des Auswärtigen Amtes vom 25. März d. J. beigefügten deutschen Text nicht gemacht worden sind, betrachtet die Deutsche Regierung beide Texte in gleicher Weise als massgebend.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, auch bei diesem Anlass die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Gez.) HANIEL.

An den
Französischen Geschäftsträger
Herrn Bevollmächtigten Minister
DE MARCILLY,
Hochwohlgeboren,
BERLIN.

¹ TRADUCTIONS — TRANSLATIONS.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° VIII J. 670.

FOREIGN OFFICE.
No. VIII J. 670.

BERLIN, le 12 Mai 1920.

BERLIN, May 12, 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Votre Excellence m'a informé, dans sa communication du 15 du mois dernier — N° 135 — relative aux résolutions prises par la Commission franco-allemande en vue de l'exécution des paragraphes IV, V et VI, Partie X du Traité de Paix, de l'intention du Gouvernement français de ne reconnaître au texte allemand des 14 articles et des 2 articles complémentaires,

SIR,

In your note of the 15th inst. No. 135, with regard to the decisions of the Franco-German Commission on the carrying out of Clauses IV V and VI of Article 10 of the Treaty of Peace you informed me that the French Government insisted on regarding the German text of the 14th Article and the two supplementary Articles as annexed to the Foreign Office

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tel qu'il est annexé à la note du 25 mars de cette année, N° VIII J.3 du Ministère des Affaires Etrangères, que la valeur d'une traduction et de considérer, en cas de divergences de vues, le seul texte français comme valable.

Votre Excellence s'est fondée sur ce que, lors des négociations à Paris, le texte français seul avait été utilisé pour les discussions de la Commission et avait servi de base à l'accord intervenu, tandis que l'on n'avait encore pu arriver à une revision en commun du texte allemand.

Je me permets de faire à ce sujet, au nom du Gouvernement allemand, les remarques suivantes :

La conclusion de l'accord concernant ces stipulations du Traité avait été rédigée, en son temps, en commun accord, par les représentants des deux Pays et reproduite en deux documents : l'un confirmant l'unité de vues sur l'accord et l'autre exposant la conclusion formelle du dit accord.

A Paris, le premier document, seul, sur l'unité de vues, a été pris en considération. A cette occasion, les représentants allemands ont fait observer que la question de langue n'avait fait l'objet d'aucune entente.

Une communication écrite, en date du 12 février de cette année, du Président de la Délégation allemande, adressée au Président de la Délégation française à la fin de la discussion, attire tout particulièrement l'attention sur ce fait, dans les termes suivants :

« Pour éviter toute erreur, je tiens à vous » faire remarquer que la délégation allemande » n'a approuvé, dans sa séance du 6 février, » que le texte des 14 articles et des 2 autres » articles complémentaires du projet français » de rédaction finale, mais que le Président de » la délégation française ayant réservé la ré- » daction de certains passages, la délégation » allemande n'a pu donner son approbation » à un texte de ces articles rédigé exclusive- » ment en français.

» D'ailleurs, il n'y aurait pas d'objection à ce » que les résolutions définitives prises par notre » Commission soient rédigées uniquement en » français, comme le demande, dans sa note » au Gouvernement allemand, le chargé d'Affaires » français à Berlin. Mais je dois cependant réserver » à mon Gouvernement sa pleine liberté en ce » qui concerne la langue dans laquelle sera ré- » digée la réponse aux résolutions prises. »

Du fait que, au moment des négociations de Paris, nous nous sommes mis d'accord sur le fond, il ne s'ensuit pas qu'on se soit entendu sur l'emploi du texte français.

Note No. VIII J.3 of March 25th, 1920 solely as a translation, and that in case of any dispute regarding the meaning they would consider the French text as the only valid authority. You pointed out that during the negotiations in Paris the Commission discussed the French text only ; that they arrived at an agreement solely on the basis of this text, and no joint examination of the German text took place at that time.

On this point I beg in the name of the German Government to make the following observations :

The conclusion of the agreement regarding the above mentioned provisions of the Treaty of Peace was carried out at the time, with the full concurrence of the Representatives of both parties, in two stages i. e. first the settlement of the matter itself, and then the formal conclusion of the Agreement.

In Paris only the first stage, the settlement of the matter at issue, was achieved. But at this moment the German representatives reported that there was a lack of agreement as to the question of language.

This point was also strongly insisted upon in the note of the President of the German Delegation dated February 12th, 1920, to the President of the French Delegation at the close of the discussions referred to. The Note says :—

“ In order to avoid misunderstanding I ” would beg to point out that at the meeting ” of February 6th the German Delegation accep- ” ted only the general contents of the 14 Articles ” and the two supplementary Articles in the ” French scheme, but that the President of the ” French Delegation has up to the present ” reserved the wording of certain passages ” in the French text ; and Germany's consent ” naturally did include the wording of the ” Articles exclusively in French.

“ Nevertheless no objection could be raised ” to the use, by the French Chargé d'Affaires in ” Berlin, of French only, in his note to the ” German Government regarding the final con- ” clusions.

“ I must however reserve complete freedom ” for my Government with regard to the language ” used in their Note in reply to these Conclu- ” sions. ”

Hence it cannot be concluded from the fact that an agreement was reached in the Paris negotiations that a settlement has also been arrived at with regard to the French text.

L'occasion de mettre à l'épreuve le texte à adopter en commun ne se présentera qu'à Berlin lors de la ratification du deuxième document sur la conclusion définitive de l'accord.

Le Gouvernement français n'ayant pas formulé d'objections au sujet du texte accompagnant la Note du Ministère des Affaires Étrangères du 25 mars de cette année, le Gouvernement allemand estime que les deux textes ont la même valeur.

Veillez agréer, etc...

(Signé) HANIEL.

A

M. DE MARCILLY,
Chargé d'Affaires
de la République Française
et Ministre Plénipotentiaire
BERLIN.

An opportunity to exchange and examine the texts was not given until the second stage was completed at Berlin i. e. the formal conclusion of the agreement. Since no objections were raised of the part of the French Government to the German text as attached to the Foreign Office Note of March 25th, 1920, the German Government regards both texts as of equal authority.

I have the honour to be, etc...

(Signed) HANIEL.

To the
Chargé d'Affaires
of the French Republic
M. DE MARCILLY,
Minister Plenipotentiary
BERLIN.

No. 30.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Convention particulière entre
l'Allemagne et la France relative au
Port de Kehl, signée à Baden-
Baden, le 1^{er} mars 1920.

GERMANY AND FRANCE

Special convention between Germany
and France, regarding the Port
of Kehl, signed at Baden-Baden
on March 1, 1920.

¹TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 30. — ²CONVENTION PARTICULIÈRE RELATIVE AU PORT DE KEHL, SIGNÉE A BADEN-BADEN, LE 1^{ER} MARS 1920.

No. 30. — ²SPECIAL CONVENTION REGARDING THE PORT OF KEHL, SIGNED AT BADEN - BADEN ON MARCH 1, 1920.

Texte officiel français communiqué par le Service Français de la Société des Nations et par ³l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 21 Octobre 1920.

French official text forwarded by the "Service Français" of the League of Nations and by the ³German Ambassador in London, for registration. The registration of this Convention took place on October 21, 1920.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, désireux de conclure la Convention particulière prévue à l'article 65 du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, son convenus des dispositions suivantes :

THE FRENCH GOVERNMENT AND THE GERMAN GOVERNMENT, wishing to conclude the special convention provided for in Article 65 of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919, have agreed upon the following provisions :

DÉLIMITATION DU PORT.

BOUNDARIES OF THE PORT.

*Article 1.**Article 1.*

Le port de Kehl, tel qu'il sera soumis à l'administration du Directeur de l'organisme unique Strasbourg-Kehl (désigné par la suite comme le Directeur), est délimité de la façon suivante :

The Port of Kehl, as placed under the jurisdiction of the Director of the administrative unit Strasbourg-Kehl (hereinafter referred to as the Director) shall have the following boundaries :

1^o Par la digue du Rhin (digue exclue), de l'entrée du port au canal d'amenée (entrée du canal comprise) ;

(1) The Rhine dam (exclusive of the dam itself) from the entrance of the port as far as the arrival canal (including the entrance of the canal).

2^o Par :

a) La rive droite du canal d'amenée, jusqu'au point où elle cesse d'être longée par la Hafenstrasse ;

(2) (a) The right bank of the arrival canal up to the point where it ceases to be bordered by the Hafenstrasse.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Les ratifications ont été échangées à Baden, le 8 avril 1920.

³ Voir note N^o 2, page 348.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratifications exchanged at Baden-Baden, April 8, 1920.

³ See note member 2 page 348.

- b) La Hafenstrasse (rue comprise) jusqu'à la voie ferrée longeant au Sud-Est les Etablissements Ross et Zublin ;
- c) Cette voie ferrée (voie comprise), jusqu'à la Oststrasse ;
- d) La Oststrasse, l'Anmarschweg (route et chemin exclus), jusqu'au pied ouest de la digue du Schutter-Canal et sur les points où cette digue a été enlevée, jusqu'à l'arête supérieure ouest de la berge du canal ;
- e) Le pied de cette digue jusqu'au Rhin.

Les limites ci-dessus sont indiquées en vert sur le plan annexé à la présente convention.

Les voies ferrées désignées ci-après et teintées en vert sur le plan annexé sont considérées comme faisant partie intégrante du port de Kehl :

- a) Le faisceau de raccordement des voies du port à la voie de Strasbourg à Appenweier, jusqu'au signal d'entrée ;
- b) Une voie de tiroir Ouest-Est, de 500 mètres de longueur, indépendante des voies de la gare de Kehl, à brancher sur le faisceau de raccordement des voies du port à la ligne Strasbourg-Appenweier, si le Directeur juge la construction de cette voie nécessaire ;
- c) Les voies du faisceau de triage dont le Directeur aura jugé la construction nécessaire au sud de l'Anmarschweg, pour le service du bassin N^o 3.

Article 2.

Le port de Kehl, tel qu'il est délimité à l'article 1^{er}, est divisé en deux zones : font partie de la première zone (zone A) les terrains, installations et usines dont la jouissance est laissée aux exploitants allemands actuels ; la deuxième zone (zone B) comprend les terrains et installations énumérés à l'article 11 de la présente convention, au fur et à mesure que le Directeur en aura pris possession dans les conditions prévues au même article.

- (b) The Hafenstrasse (including the roadway) as far as the railway which borders the Ross and Zublin buildings on the south-east.
- (c) The same railway (including the permanent way) as far as the Oststrasse.
- (d) The Oststrasse, the Anmarschweg (exclusive of the street and the road) as far as the foot of the dam of the Schutter Canal on the west ; and, at points where this dam has been demolished, as far as the higher crest on the west on the canal bank.
- (e) The foot of this dam up to the Rhine.

The above boundaries are shown in green on the map attached to this copy of the Convention.

The railway tracks detailed below and coloured green on the attached map are regarded as being an integral part of the Port of Kehl :

- (a) The junction line connecting the harbour railway system with the railway from Strasbourg to Appenweier as far as the fairway signal.
- (b) A "marshalling line" (should the Director consider its construction necessary) 500 metres long, running from west to east independent of the Kehl Station System. This line will strike off from the junction line between the harbour and the Strasbourg-Appenweier Railway.
- (c) The shunting siding south of the Anmarschweg, the construction of which may be regarded as necessary by the Director for the service of No. 3 basin.

Article 2.

The Port of Kehl, as delimited in Article 1, is divided into two areas. The following forms part of the first area (Area A) ; the land, installations and factories, the use of which is left to the present German occupiers. The second area (Area B) consists of the land and installations detailed in Article 11 of this Convention in so far as the Director shall have taken possession of them under the conditions laid down in that Article.

DIRECTION, EXPLOITATION ET ENTRETIEN
DU PORT.

Article 3.

Les pouvoirs du Directeur dans le port de Kehl sont définis et délimités dans les articles suivants ; tous pouvoirs qui ne lui sont pas expressément conférés par la présente convention resteront du ressort des autorités allemandes compétentes.

Il est entendu que, dans le cas où le Gouvernement allemand estimerait que le Directeur outrepasserait les pouvoirs qui lui sont reconnus ou en userait d'une façon nuisible à la bonne exploitation du port ou à l'égal traitement des usagers, ce Gouvernement aura toujours la faculté d'en référer à la Commission Centrale du Rhin, sous le contrôle de laquelle est placé le Directeur.

Article 4.

Le Directeur est chargé de la police de la navigation et de l'exploitation du port de Kehl. A ce titre, il a pouvoir pour édicter les règlements de navigation et d'exploitation qu'il jugerait nécessaires à la bonne exploitation du port et à l'égal traitement des usagers. Toutefois, il ne devra, à moins d'autorisation spéciale du Gouvernement allemand, prendre aucune disposition contraire soit aux règlements applicables et appliqués en droit et en fait dans l'ensemble des ports rhénans badois soit aux principes généraux qui forment la base commune de ces règlements.

Sauf en cas exceptionnels d'urgence, les règlements édictés par le Directeur ne pourront être appliqués qu'un mois après qu'ils auront été communiqués à la Direction locale des Chemins de fer allemands. Celle-ci pourra, pendant ce délai, présenter ses observations au Directeur. Le délai expiré, les règlements du Directeur seront publiés par les soins du Gouvernement du pays de Bade, de la manière prescrite par les lois en vigueur dans ce pays ; ils auront force exécutoire dans le port de Kehl et les autorités locales auront la charge d'en faire assurer la stricte observation.

Le Directeur aura qualité pour dresser ou faire dresser par ses agents des procès-verbaux de contravention (Strafanzeigen), ainsi que pour

DIRECTION, OPERATION AND MAINTENANCE OF
THE PORT.

Article 3.

The Director's authority in the Port of Kehl is defined and limited by the following Articles ; any powers not specifically conferred on him by the present Convention remain within the competence of the recognised German authorities.

It is agreed that if the German Government should consider that the Director has exceeded his powers, or is using them in a manner prejudicial to the effective working of the port, or the impartial treatment of those making use of it, the German Government may always appeal to the " Central Commission for the Rhine Navigation ", under whose control the Director is placed.

Article 4.

The Director shall have control of the Harbour Police and Shipping Police and of the working of the Port of Kehl. In pursuance of these powers he shall be entitled to publish such Regulations for the navigation and service of the port as in his opinion will conduce to the effective working of the Port and the impartial treatment of those using it. Nevertheless he shall not, without special authorisation from the German Government, take any measures which conflict with the regulations applicable, or applied legally and in practice, throughout the Rhine Ports of Baden, or which conflict with the general principles upon which those regulations are based.

The Regulations issued by the Director will not come into force, unless in case of exceptional urgency, for one month after they have been communicated to the local German Railway Administration. The latter may, within this interval, submit its comments to the Director. At the expiration of this period the Government of Baden shall cause the Director's Regulations to be published, in the manner prescribed by the laws of that State. These Regulations shall be legally binding in the Port of Kehl, and it shall be the duty of the local authorities to see that they are strictly observed.

The Director is authorised to draw up penalty notices, or to cause them to be drawn up by his officials, and can use any means of com-

prendre toutes mesures de coercition reconnues par les règlements aux autorités aux lieu et place desquelles il agit.

Sauf convention contraire, les sanctions pénales en cas de contravention aux règlements du Directeur, sont celles prévues à l'article 155 du Code pénal de police badois et celles de l'article 366, N° 10 du Code pénal d'Empire allemand.

En ce qui concerne les pourvois contre les décisions rendues à la suite des procès-verbaux dressés par le Directeur ou ses agents, celui-ci disposera des mêmes moyens que les autorités aux lieu et place desquelles il agit. Au cas où le Ministère public ou l'administration locale ne donnerait pas suite à ses requêtes, le Directeur aurait le droit de s'adresser directement aux autorités centrales badoises.

Article 5.

Sous réserve des dispositions de l'article 3, les lois et règlements d'administration générale, notamment les prescriptions ferroviaires et celles relatives à la police des constructions et des eaux, à la police industrielle et aux mesures de sûreté contre l'incendie, resteront, dans le port de Kehl, du ressort des autorités compétentes allemandes.

L'assentiment du Directeur devra être obtenu pour toutes dispositions qui ne seraient pas applicables en droit et en fait à l'ensemble des ports rhénans badois.

Les autorités allemandes s'abstiendront, à l'égard des exploitants français, de toute mesure exceptionnelle de police de nature à les gêner dans l'usage des terrains et installations dont la jouissance leur a été attribuée.

Article 6.

Le Directeur décidera dans le port de Kehl de l'établissement de droits de port à prélever sur les bateaux entrant dans le port d'après leur tonnage. Il en fixera le montant en marcs. En aucun cas, ces droits dans le port de Kehl ne pourront, en valeur réelle, être supérieurs à ceux de même nature établis dans le port de Strasbourg; tant que la valeur du marc restera à la bourse de Bâle, inférieure en monnaie française à Fr. 0, 50, ce taux de Fr. 0,50 pour un marc sera appliqué pour le calcul de comparaison.

Au cas où le Gouvernement français déciderait de faire prélever dans le port de Strasbourg des droits pour couvrir tout ou partie des travaux d'extension de ce port, le Directeur

pulsion which are within the competence of the local authorities, in whose place he stands.

Except where otherwise agreed, the penalties for breaches of the Director's Regulations shall be those provided for by Article 155 of the Baden Police Code, and by Article 366, No. 10, of the Imperial German Penal Code.

As regards appeals against judgments given in pursuance of the penalty-notices drawn up by the Director or his Agents, the Director has at his disposal the same legal resources as the authorities in whose place he stands. In case the public prosecutor or the local authorities fail to comply with his requests, he may address himself directly to the central authorities of Baden.

Article 5.

Except as otherwise provided by Article 3, the general laws and administrative regulations within the Port of Kehl, and in particular the railway regulations and those affecting police services for buildings, industries, waterworks and fire, shall remain under the direction of the competent German authorities.

Any measures which are not applicable, legally and in practice, throughout the Rhine ports of Baden, require the assent of the Director.

The German authorities shall abstain from taking any special police measures affecting the French firms which might interfere with their free use of the land and premises placed at their disposal.

Article 6.

The Director shall decide what harbour tolls are to be levied in the Port of Kehl. These tolls shall be estimated according to the tonnage of vessels entering the Port. He will fix the amount in Marks. The scale of these tolls must in no case be higher, in real value, than the corresponding tolls in the Port of Strasbourg. So long as the exchange of the mark on the Bourse of Bâle continues to be below 0.50 french Francs, a rate of 0.50 Francs per Mark will be taken as the basis of comparison.

If the French Government should decide to introduce harbour tolls in the Port of Strasbourg in order to cover, wholly or in part, the cost of enlarging the harbour, the Director

pourrait ordonner que ces droits fussent également perçus dans la zone B du port de Kehl, la zone A en restant libre.

Le Directeur devra préalablement porter à la connaissance de la direction locale des Chemins de fer allemands et des principaux intéressés tout établissement de droits nouveaux ou toute modification aux droits existants pour leur permettre de formuler éventuellement leurs observations.

Article 7.

L'administration des Chemins de fer allemands continuera à assurer, sous le contrôle du Directeur, le dragage des bassins, l'exploitation et l'entretien des voies ferrées, des conduites d'eau et d'électricité dans les zones A et B, ainsi que l'exploitation et l'entretien des terrains, installations et usines dans la zone A, plus spécialement réservée aux intérêts allemands.

Le Directeur a la charge de l'entretien des terrains et installations de la zone B ; il y fera procéder, par les soins de l'administration des Chemins de fer allemands, à l'entretien des rues, quais, berges et égouts ; les dépenses qui en résulteront seront imputées au chapitre II du budget de l'organisme unique de Strasbourg et de Kehl.

Pour cette exploitation et cet entretien, le Directeur et l'administration des Chemins de fer allemands tiendront compte des besoins du trafic et des droits égaux des usagers du port. Dans le cas où le Directeur estimerait que ces conditions ne sont pas remplies par l'administration des Chemins de fer, il lui appartiendrait d'en faire l'observation à cette administration et de l'inviter à prendre, dans un délai raisonnable, telles mesures qu'il jugerait nécessaires à la bonne exploitation du port et à l'égal traitement des usagers. Ce délai une fois expiré, le Directeur aurait le droit de prendre, pour le compte du Gouvernement allemand, les mesures jugées nécessaires par lui. En cas de réclamation à la Commission centrale du Rhin, le Directeur aurait à justifier la nécessité de ces mesures.

Dans les mêmes conditions, le Directeur pourra exiger, dans les limites du port, l'installation, aux frais des Chemins de fer allemands, des nouveaux rails d'exploitation et de garage qu'il jugerait nécessaires aux besoins du port ou des usagers. La longueur de ces nouvelles voies ne devra pas dépasser six kilomètres

may order that these tolls shall also be levied in Area B of the Port of Kehl. Area A will not be subject to them.

It shall be the duty of the Director to keep the local German Railway Authorities and the persons chiefly concerned informed in advance of the introduction of any new tolls, or the alteration of those already existing, so that they may have an opportunity of submitting their comments.

Article 7.

The German Railway Administration shall continue to carry out under the Director's control the dredging of the harbour basins, the service and maintenance of the railways, waterworks and electricity, in Areas A and B ; and also the service and the maintenance of any lands, buildings and factories in Area A in which German interests have been given a preferential position.

The Director shall be responsible for the maintenance of lands and buildings in Area B. He will cause roads, quays, dykes and drainage canals to be kept in good repair by the German Railway Administration. The expenses of this work shall be charged against Chapter II of the Budget of the Administrative Unit of the Ports of Strasbourg and Kehl.

In carrying out these duties of service and maintenance, the Director and the German Railway Administration will have regard to the needs of the traffic and the equal rights of those who make use of the Port. In case the Director should consider that these conditions are not being carried out by the Railway Administration, he is authorised to call their attention to the fact, and to request them to take such measures, within reasonable time, as he shall consider necessary for the proper service of the Port, and the impartial treatment of those using it. If these measures are not taken within reasonable time, the Director shall be entitled to take such measures as he considers necessary at the expense of the German Government. In case of an appeal to the Central Rhine Commission, the Director must be able to prove the necessity for these measures.

Similarly, the Director may demand the construction within the limits of the port, of such new lines of rail for traffic and sidings as he may consider necessary for the needs of the Port, and those using it, at the expense of the German Railway Administration. The length of these new railway tracks must not

environ ; elle devra toutefois être suffisante pour l'équipement du troisième bassin et de la partie nord de la rive ouest du bassin N° 1. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux travaux prévus à l'article 10, alinéas 4 et 5.

Article 8.

L'administration des Chemins de fer allemands devra soumettre, pour homologation, au Directeur, des taxes de péage et d'usage et autres droits et redevances qu'elle croirait devoir fixer pour la rémunération de ses services aux usagers du port de Kehl. Il en sera de même pour les tarifs de fourniture d'eau et d'électricité.

En ce qui concerne les contrats que pourrait passer ou renouveler l'administration des Chemins de fer allemands pour la vente ou la location de ses terrains et installations, dans la zone A, cette administration aura à les communiquer préalablement au Directeur, sans qu'il y ait lieu à homologation.

Les stipulations de l'alinéa 1 du présent article et celles de l'article précédent seront applicables même dans le cas où l'administration des Chemins de fer allemands confierait par contrat à des tiers l'exploitation ou l'entretien de tout ou partie des installations qu'elle exploitait pour son propre compte le 1^{er} janvier 1920.

Article 9.

L'administration des Chemins de fer allemands présentera les projets de travaux neufs au Directeur, qui n'en pourra interdire l'exécution que dans le cas où cette exécution serait préjudiciable à la bonne exploitation du port.

Au cas où des usagers désireraient entreprendre des travaux neufs dans la zone A du port de Kehl, ils devraient, avant de soumettre leurs projets au Directeur, s'être mis d'accord avec l'administration des Chemins de fer allemands.

Article 10.

En ce qui concerne l'exploitation des voies ferrées dans le port de Kehl, une convention spéciale interviendra entre le Directeur et l'administration des Chemins de fer allemands. Cette convention sera fondée sur les principes posés dans le présent accord et devra, en particulier, assurer aux marchandises manuten-

exceed 6 kilometres approximately. They should, however, suffice to supply the needs of No. 3 Basin, and of the northern part of the western side of No. 1 Basin. These provisions do not apply to the works contemplated by Article 10, paragraphs 4 and 5.

Article 8.

The German Railway Administration must obtain the assent of the Director to all harbour and traffic dues, and for any similar charges which it considers necessary to defray the cost of the services which it renders to those using the Port of Kehl. The same applies to the scale of charges for delivery of water and electricity.

It shall be the duty of the German Railway Administration to inform the Director in advance of any arrangements for hire or purchase which it concludes or renews in regard to the lands and premises in Area A, but the consent of the Director is not required in such cases.

The provisions of paragraph 1 of this Article and those of the preceding Article shall still apply in case the German Railway Administration should delegate by contract to a third party the service or maintenance of the whole or any part of the establishments which it was operating itself on the 1st January 1920.

Article 9.

The German Railway Administration shall submit any proposals for new works to the Director. The latter is not entitled to forbid their execution unless it would be prejudicial to the effective working of the Port.

If the persons using the Port should wish to undertake any new works in Area A of the Port of Kehl, they must obtain the consent of the German Railway Administration before submitting their proposals to the Director.

Article 10.

The railway service in the Port of Kehl will be regulated by a special agreement between the Director and the German Railway Administration. This agreement will be based on the principles laid down in these articles : in particular it must assure for goods handled in the Port of Kehl the most favourable condi-

tionnées dans le port de Kehl le traitement le plus favorable appliqué dans l'un quelconque des ports rhénans badois.

Les expéditeurs auront toujours la liberté d'acheminer leurs expéditions par la voie qui leur paraîtrait la plus avantageuse.

A moins de stipulations contraires, le tarif général allemand sera appliqué à toutes les expéditions effectuées du port de Kehl. Dans tous les cas, l'administration des chemins de fer allemands pourra percevoir, pour tous les envois échangés entre la France et le port de Kehl via Kehl-frontière, les taxes des tarifs allemands, calculées sur la distance minima prévue par les dits tarifs. Il est entendu que ces taxes comportent la rémunération des Chemins de fer allemands pour toutes les manœuvres effectuées entre les voies du port et la ligne principale.

La convention ci-dessus visée déterminera l'emplacement, les délais et les conditions de construction par les chemins de fer allemands d'installations spéciales pour le triage sur place des wagons à destination ou en provenance de France.

La liaison de ces nouvelles installations de triage avec la ligne Strasbourg-Appenweier sera réalisée d'un commun accord dans des conditions de détails qui seront fixés par ladite convention.

tions which obtain appliance in any one of the Baden Rhine Ports.

The shippers shall have complete liberty to despatch their goods by whatever route they consider most advantageous.

Except when otherwise provided, the ordinary German tariff shall be applied to all shipments effected from the Port of Kehl. In all cases of goods despatched between France and the Port across the Kehl frontier, the German Railway Administration can charge the rates authorised by the German tariff, calculated on the basis of the minimum distances provided for in those tariffs. It is agreed that these charges cover all claims of the German railway, in respect of services rendered between the harbour railway system and the main line.

The special Convention referred to above shall lay down at what places, within what periods, and upon what conditions the German Railway Administration is bound to construct special slidings for the shunting of trucks going to or coming from France.

The connection of these new slidings with the Strasbourg Appenweier Railway shall be settled by a mutual Agreement, the explicit conditions of which shall be laid down by the Convention referred to above.

DESSAISSEMENT TEMPORAIRE.

Article II.

En vue de l'installation d'exploitants français dans le port de Kehl, l'organisme unique des ports de Strasbourg et de Kehl sera, sur la demande du Directeur et aux conditions fixées dans les articles suivants, mis en possession des terrains, constructions et outillages indiqués en couleur rouge dans le plan annexé à la présente convention et désignés ci-après :

- a) *Sur la rive ouest du premier bassin :*
- 1^o Emplacement « Westdeutsche Kohlenhandels-gesellschaft ».
 - 2^o Fabrique de vinaigre en construction Peter Weber.
 - 3^o Emplacement Gebrüder Röchling.
 - 4^o Dépôt de houille Mathias Stinnes avec deux transbordeurs complets.
 - 5^o Place d'emmagasinage et de transbordement de charbons. et d'autres mar-

TEMPORARY EXPROPRIATION.

Article II.

With a view to the establishment of French firms in the Port of Kehl, the Administrative Unit of the Ports of Strasbourg and Kehl shall be authorised, upon the request of the Director and upon the conditions laid down in the following articles, to take possession of the lands, buildings and establishments marked in red on the map annexed to this copy of the Convention, and detailed below :

- (a) *On the West Bank of No. 1 Basin :*
- 1^o Premises of the Westdeutsche Kohlenhandels-gesellschaft.
 - 2^o Peter Weber's Vinegar Factory in course of construction.
 - 3^o The premises of the Röchling Brothers.
 - 4^o The Coal Yard of Mathias Stinnes, with two overhead travelling cranes complete.
 - 5^o Warehousing and lading Yard for coal and other goods, belonging to

chandises de la « Rheinhafengesellschaft » avec deux grues, n° 7 et 9, installation roulante pour cribler la houille, voie surélevée pour le transport de la houille, et constructions.

- 6° Emplacement administration des Chemins de fer badois.
 - 7° Emplacement H. Severin à Sasbach.
 - 8° Fabrique de briquettes M. Stromeyer-Lagerhausgesellschaft, à Constance, avec agrandissement en construction et un transbordeur complet.
 - 9° Dépôt de houille, M. Stromeyer, Lagerhausgesellschaft à Constance (place Preussischer Bergfiskus) avec un transbordeur complet.
 - 10° Emplacement Hansen Neuerburg & C^{ie}, Karlsruhe.
- b) *Sur la rive Est du premier bassin :*
- 11° « Werfthalle n° III » avec les grues n° 12, 4 et 5.
 - 12° La moitié (située vers le bassin) des compartiments de silos dans le grenier de céréales, avec le droit de faire usage de l'un ou de l'autre des deux élévateurs en commun avec les autres ayant droits.
 - 13° La rive ouest du troisième bassin entre l'« Anmarschweg » et le terrain de la « Rheinbauinspektion » sur une longueur d'environ 500 mètres avec une profondeur de terrain s'étendant jusqu'à la route existante.

Les demandes de dessaisissement devront être présentées par le Directeur avant le 15 février 1921 à la direction générale des Chemins de fer à Karlsruhe. Il sera donné suite à chacune de ces demandes après un délai de six semaines à courir du jour de leur présentation.

Article 12.

Pour dédommager les intéressés de la suspension apportée à l'exercice de leurs droits sur les terrains et installations énumérées à l'article précédent, l'organisme unique des ports de Strasbourg et de Kehl paiera à chacun d'eux, sous la garantie du Gouvernement français, une indemnité équitable. Cette indemnité annuelle couvrira les frais d'amortissement du capital engagé ainsi que le manque à gagner calculés comme il est dit ci-dessous.

Les frais d'amortissement seront calculés forfaitairement à raison de 2 p. 100 (deux p.

the Rheinhafengesellschaft, with two cranes 7 and 9, coal screening apparatus, transbordeur and installations.

- 6° The premises of the Baden Railway Administration.
- 7° The premises of H. Severin, Sasbach.
- 8° Briquette Factory belonging to the Stromeyer-Lagerhausgesellschaft at Constance, with the extensions which are being made, and overhead travelling crane complete.
- 9° The coal yard belonging to Stromeyer-Lagerhausgesellschaft at Constance (Preussischer Bergfiskus) with the overhead travelling crane complete.
- 10° The premises of Hansen Neuerburg and Co., Karlsruhe.

(b) *On the East Bank of No. I Basin :*

- 11° Slip way No. 3 with cranes Nos. 12, 4 and 5.
- 12° The half, nearest the Basin of the silo compartments in the Granary, with the right to make use of either of the two elevators on equal terms with others entitled to use them.
- 13° The western bank of No. 3 Basin between the Anmarschweg and the land belonging to the Rheinbauinspektion on a front of about 500 metres extending in depth as far as the road now in existence.

The demands for expropriation must be presented by the Director before 15th February 1921, to the General Direction of Railways at Karlsruhe. These demands must be complied with within a period of six weeks, commencing from the day on which they are presented.

Article 12.

In order to compensate the persons affected by the suspension of their rights over the land and premises detailed in the preceding Article, the Administrative Unit of the Ports of Strasbourg and Kehl shall pay reasonable compensation in each case under the guarantee of the French Government. This annual indemnity shall cover the amortisation of the capital invested, as well as the loss of profit, these will be calculated as follows.

The cost of amortisation will be calculated in bulk on the basis of two per cent of the cost

cent) pour les terrains, 4 p. 100 (quatre p. cent) pour les bâtiments et constructions massives, et 8 p. 100 (huit pour cent) pour l'outillage mécanique, du prix d'achat ou de premier établissement, calculé en francs au pair, c'est-à-dire au taux de 1 fr. 25 par marc. Pour les terrains acquis avant le 1^{er} janvier 1912, on prendra pour base leur valeur d'achat à la date du 1^{er} août 1914.

Le manque à gagner sera fixé à 7 p. 100 (sept pour cent) de la valeur sur laquelle auront été calculés les frais d'amortissement.

Les indemnités ainsi fixées en francs français seront converties en marcs pour la durée du dessaisissement d'après les cours moyens cotés à la Bourse de Bâle durant le premier trimestre de l'année 1921. Elles seront payées par terme semestriel échu.

L'organisme unique aura, dans un délai de six mois à courir du jour de la fixation des indemnités, la faculté de se libérer par le versement global au Gouvernement allemand de la somme nécessaire pour assurer, avec les intérêts composés à 5% le paiement de la rente pour la durée du désaisissement. Le Gouvernement allemand se chargera alors de payer chaque semestre aux intéressés les rentes leur revenant.

Si la durée de l'organisme unique était prolongée de trois années dans les conditions prévues à l'alinéa 11 de l'article 65 du Traité de Versailles, un nouveau taux de change serait fixé pour le paiement des indemnités en marks ; ce taux serait égal à la moyenne des taux de transferts télégraphiques entre la France et l'Allemagne durant l'année 1926 ; à défaut de ces taux, la conversion serait faite d'après les cours moyens cotés à la Bourse de Bâle durant la même année.

Les indemnités pouvant être dues à des intéressés n'occupant les terrains ou installations visés à l'article précédent qu'à titre de locataires, seront fixés séparément et en tenant compte de chaque cas particulier, sans toutefois que le total des indemnités dues aux locataires et aux propriétaires puisse dépasser le montant de l'indemnité établie conformément aux dispositions des alinéas 2, 3 et 4 du présent article.

Une commission arbitrale composée d'un délégué de chacune des hautes puissances contrac-

of purchase or construction in the case of land, four per cent. in the case of buildings and permanent structures, and eight per cent. in the case of machinery and plant. The above sums will be calculated in Francs at par, i. e. at the rate of Fr. 1.25 per Mark. As regards lands acquired before January 1st 1912, their purchase value on August 1st 1914 will be taken as the basis for calculation.

The loss of profit will be fixed at seven per cent. of the value upon which the amortisation has been calculated.

The indemnities detailed above will be converted from French Francs into Marks during the period of expropriation according to the average rates of exchange on the Bourse of Basle during the first quarter of 1921. They will be paid half-yearly in arrear.

The Administrative Unit of the Ports of Kehl and Strasbourg is entitled, within an interval of six months, dating from the day on which the amount of the indemnities is fixed, to release itself from further obligations paying over to the German Government a lump sum sufficient to assure payment of the compensation due for the period of expropriation, together with interest reckoned at five per cent. The German Government shall then undertake to pay to the various persons interested the sums due to them every half-year.

In case the Administrative Unit should be prolonged for a period of three years under the conditions contemplated in paragraph 11 of Article 65 of the Treaty of Versailles, a new scale of exchange shall be fixed for the payment of these indemnities in Marks ; this scale shall be the average scale of exchange for telegraphic transfers of money between France and Germany during the year 1926. If this is not practicable the conversion of Marks into Francs shall be calculated from the average rate of exchange quoted on the Bourse at Basle during the year 1926.

The amount of compensation due to persons affected by the expropriation who only occupy the land or premises, referred to in the preceding Article, as tenants, will have to be determined separately in each case ; provided, however, that the total sums payable to the tenant and to the proprietor shall not exceed the total compensation reckoned in the manner laid down in the second, third and fourth paragraphs of this Article.

A Commission of Arbitration, consisting of one Delegate from each of the High Contracting

tantes et d'un tiers arbitre désigné par ces deux délégués, ou en cas de désaccord par la Commission centrale du Rhin, fixera sur les bases indiquées dans le présent article, les indemnités à payer aux exploitants allemands temporairement dessaisis de la jouissance de leurs biens. Les décisions de cette Commission seront sans appel.

Article 13.

Le bon entretien des constructions et installations dont la jouissance a été, en vertu de l'article 11, transférée temporairement à l'organisme unique, est garanti par le Gouvernement français. Le Directeur devra rendre ces constructions et installations dans l'état dans lequel il les aura prises en charge, sauf usure résultant d'un usage normal.

Un inventaire et un état des lieux seront dressés au moment de la prise de possession ils seront signés par le Directeur et un représentant de l'Administration des Chemins de fer allemands.

Le Directeur fera assurer les constructions et installations de la zone B à des compagnies d'assurances agréées en Allemagne.

BUDGET.

Article 14.

Le Directeur tiendra un budget annuel divisé en quatre chapitres distincts, savoir :

- Chapitre I. Fonctionnement propre de la Direction (Administration générale et personnel).
- Chapitre II. Exploitation des terrains, constructions et outillages dont la jouissance est temporairement enlevée aux occupants allemands dans le port de Kehl.
- Chapitre III. Travaux et exploitations éventuellement assurés pour le compte du Gouvernement français dans le port de Strasbourg.
- Chapitre IV. Travaux et exploitations assurés par le Directeur en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 7, pour le compte du Gouvernement allemand dans le port de Kehl.

Les dépenses du chapitre I seront couvertes par le Gouvernement français et le Gouvernement allemand dans la proportion des tonnages

Powers, and of a third Arbitrator appointed by these two Delegates, or in case they cannot agree, by the Central Rhine Commission, shall determine the amount of the compensation to be paid to the German firms who are temporarily deprived of the use of their property, on the conditions laid down in this Article. There shall be no appeal from the decisions of this Commission.

Article 13.

The French Government guarantee the proper maintenance of structures and establishments temporarily taken over by the Administrative Unit under Article 11. The Director shall hand back these structures and establishments in the condition in which he received them, allowance being made for fair wear and tear.

An inventory, together with a record of the condition of these premises shall be drawn up at the time of taking possession, and be signed by the Director and by a representative of the German Railway Administration.

The Director shall insure the buildings and establishments in Areas A and B in insurance companies recognised in Germany.

BUDGET.

Article 14.

The Director shall draw up an Annual Budget divided into four separate chapters, viz :

- Vote I. The actual service of the Directorate (general administration and personnel).
- Vote II. Exploitation of lands, structures and installations, the use of which has been temporarily taken from their German occupiers in the Port of Kehl.
- Vote III. Any works and services which may be undertaken on account of the French Government in the Port of Strasbourg.
- Vote IV. Any works and services which may be undertaken on account of the German Government in the Port of Kehl, by the Director under the powers conferred on him by Article 7.

The expenditure under Vote I will be met by the French and German Governments in proportion to the tonnage loaded or unloaded

débarqués et embarqués sur chalands du Rhin au cours de l'exercice, d'une part dans le port de Strasbourg et la zone B du port de Kehl, d'autre part la zone A du port de Kehl.

Les dépenses des chapitres II et III seront supportées par le Gouvernement français ; celles du chapitre IV par le Gouvernement allemand.

Le chapitre I devra être soumis à l'approbation des deux Gouvernements français et allemand et, en cas de désaccord, à l'approbation de la Commission centrale du Rhin. Les comptes d'exercices des chapitres I et IV seront communiqués par le Directeur au Gouvernement allemand.

Article 15.

En vue de procurer à l'organisme unique des ports de Strasbourg et de Kehl les fonds de roulement qui lui sont nécessaires, les deux Gouvernements constitueront une avance d'un million de francs à laquelle le Gouvernement français contribuera pour les deux tiers et le Gouvernement allemand pour un tiers.

Cette avance sera constituée et remise au directeur avant le 1^{er} avril 1920 ; elle sera reconstituée à la fin de chaque exercice annuel.

Les droits de port qui pourraient être établis par le Directeur dans le port de Kehl en vertu de l'article 6, seraient perçus dans la zone A au profit du Gouvernement allemand et dans la zone B au profit du Gouvernement français.

RÉGIME DOUANIER.

Article 16.

La surveillance douanière dans la zone B du port de Kehl est exercée exclusivement par la douane française ; dans la zone A, elle est exercée exclusivement par la douane allemande. Toutefois, les dispositions de l'installation du grenier à céréales ne permettant pas d'y délimiter deux zones douanières, le grenier sera mis sous la surveillance commune des deux douanes.

Seront soumises aux opérations de la douane française, d'après les lois douanières françaises, toutes les marchandises qui doivent être mises à la consommation en France, transitées par la France, ou être exportées de la France.

Seront soumises aux opérations de la douane allemande, d'après les lois douanières alleman-

from Rhine shipping during the financial year in the Port of Strasbourg ; in Area B of the Port of Kehl by the French Government, and in Area A of the Port of Kehl by the German Government.

The expenditure under Votes II and III will be borne by the French Government ; that under Vote IV by the German Government.

Vote I will have to be submitted for the approval of both the French and German Governments, and in case they cannot agree, for the approval of the Central Rhine Commission. The annual expenditure under Votes I and IV is to be communicated to the German Government by the Director.

Article 15.

In order to provide the necessary working capital for the Administrative Unit of the Ports of Strasbourg and Kehl, the two Governments shall furnish an advance of One Million Francs, of which the French Government shall contribute two-thirds and the German Government one-third.

This advance shall be made and handed over to the Director on 1st April 1920 ; it has to be made good at the end of each financial year.

Any harbour dues which may be levied by the Director in the Port of Kehl under Article 6 will be credited to the German Government in Area A, and to the French Government in Area B of the Port of Kehl.

CUSTOMS ADMINISTRATION.

Article 16.

The supervision of customs in Area B of the Port of Kehl will be carried out entirely by the French Customs Department, and in Area A entirely by the German Customs Department ; but as the peculiar structural conditions of the granary make it impossible to divide it into two customs areas, it shall be placed under the joint supervision of the two customs services.

All goods destined for France, or in transit through France, or being exported from France, shall come under the provisions of the French Customs Service, according to the French Revenue laws.

All goods destined for Germany, or in transit through Germany, or being exported from

des, toutes les marchandises qui doivent être mises à la consommation en Allemagne, transitées par l'Allemagne, ou être exportées de l'Allemagne.

Les opérations de douane dans les entrepôts seront effectuées dans les conditions fixées à l'article 21.

Article 17.

Seront conduites dans la zone B, sauf exceptions motivées par les circonstances, les marchandises devant être soumises à la douane française.

Seront conduites dans la zone A, sauf exceptions motivées par les circonstances, les marchandises devant être soumises à la douane allemande.

La répartition des bateaux entre les deux zones sera effectuée, en conséquence, par le Directeur, qui affectera à chaque zone les cargaisons composées en totalité ou en majeure partie des marchandises à destination de cette zone.

Lorsqu'une marchandise à destination de l'Allemagne ou devant être transitée par l'Allemagne sera débarquée à titre exceptionnel dans la zone B, elle sera consignée sur place par la douane française à la douane allemande qui pourra, si elle le juge à propos, en opérer le dédouanement sur les lieux. Le même traitement sera appliqué dans la zone A aux marchandises destinées à la France, au transit français ou à l'entrepôt réel.

Article 18.

Les opérations de contrôle relatives aux trains de chemins de fer sortant de la zone B ou y entrant seront effectuées par la douane allemande aux points de la zone A où elle le jugera utile ; la douane française aura la faculté de faire escorter les trains de la zone B jusqu'à la frontière.

Article 19.

Pour tous les bateaux entrant dans le port de Kehl ou en sortant, le dépôt du manifeste est obligatoire à la douane française et à la douane allemande. La douane de la zone de destination ou de départ recevra le manifeste original. Une copie de ce document sera remise à l'autre douane.

Les intéressés devront, en même temps qu'ils déclarent les marchandises auprès de la douane

Germany, shall come under the provisions of the German Customs Service, according to the German Revenue laws.

The collection of customs dues on goods in depositories shall be carried out under the provisions of Article 21.

Article 17.

Goods which are to be dealt with by the French Customs Service shall be taken to Area B unless there are special reasons to the contrary.

Goods which are to be dealt with by the German Customs Service shall be taken to Area A unless there are special reasons to the contrary.

The distribution of shipping between the two Areas will, therefore, be carried out by the Director. The latter will allot to either Area the cargoes which are composed wholly, or for the greater part, of goods destined for that Area.

When any goods destined for Germany or for transit through Germany, have to be unloaded, for special reasons in Area B, they shall be immediately handed over by the French Customs Service to the German Customs Service. The latter can, if considered advisable, levy the charges on them on the spot. A similar procedure will be followed in Area A for goods destined for France, or for transit through France or for a French bonded warehouse.

Article 18.

The German customs authorities will exercise their functions in regard to railway trains leaving or entering Area B, at such points of Area A as they may select. The French Customs authorities are entitled to have trains going from Area B to the frontier escorted by their officials.

Article 19.

All vessels entering or leaving the Port of Kehl must hand over their manifests both to the French and the German Customs authorities. The original of the manifest will be given to the customs service in the Area of arrival or departure : and a copy of the manifest will be given to the other customs service. When the carriers hand in their customs-declaration to the proper authorities they

compétente, remettre à l'autre douane une déclaration d'ordre qui servira à l'apurement du manifeste et au vu de laquelle les marchandises seront définitivement consignées à la douane de destination.

Article 20.

Les marchandises se trouvant dans la zone B, non déclarées en détail dans un délai de trois jours après leur arrivée, non enlevées après vérification ou restées en douane pour un motif quelconque, seront, à la requête de la douane française, et d'après ses règlements, mises en dépôts d'office par les soins du Directeur. Tomberont sous cette disposition les marchandises qui étaient destinées à la France, ainsi que celles dont la destination n'était pas établie à leur arrivée dans la zone B. Pour les marchandises analogues se trouvant dans la zone A, il sera fait application de la législation allemande dans des conditions équivalentes.

Article 21.

Le bénéfice des zones franches, prévues à l'alinéa 65 du Traité de Paix, est assuré au commerce par l'établissement d'entrepôts.

L'entrepôt réel sera établi dans le port de Kehl suivant les règles propres à la législation française et après accord entre la douane française et le Directeur. Les taxes de magasinage ne seront en aucun cas inférieures à celles appliquées à l'entrepôt de Strasbourg-Ville.

A la sortie de l'entrepôt réel, les marchandises pourront recevoir toutes destinations. Celles devant être réexportées sur l'Allemagne, transitées par l'Allemagne ou être remises dans un entrepôt douanier allemand seront consignées par le service des douanes français de l'entrepôt à la douane allemande qui les visitera dans un local convenable de l'entrepôt, mis à sa disposition par la douane française.

Le régime de l'entrepôt fictif pourra être accordé par la douane française, suivant la législation et avec l'assentiment du Directeur, aux commerçants et industriels établis dans le port de Kehl qui lui en feront la demande ; dans le cas de réexpédition sur l'Allemagne, de transit par l'Allemagne et de remise dans un

must at the same time notify the Customs authorities of the other Area ; this notification will serve as a discharge of the manifest, and on its receipt the goods will be finally directed to the Custom House for which they are intended.

Article 20.

Any goods which may be left in Area B without a detailed customs declaration being made in respect of them, within three days after their arrival, or which are not removed when they have been dealt with, or which are left in the Custom House for any reason whatever, shall be placed under official custody at the request of the French customs authorities by the Director, according to the regulations which apply to such cases. This provision will apply to goods destined for France as well as to those of which the destination is not known when they arrived in Area B. In similar cases application will be made to the German authorities in respect of goods lying in Area A.

Article 21.

The advantage of the Free Zones which are provided for by paragraph 5 of Article 65 of the Peace Treaty will be secured for merchandise by the establishment of Bonded Warehouses.

The French bonded warehouse shall be established in the Port of Kehl under the conditions customary by the French laws ; for this purpose an agreement shall be made between the French Customs authorities and the Director. The charges for warehousing shall in no case be lower than those enforced in the bonded store in Strasbourg town.

Goods leaving the Bonded Warehouse may be sent to any destination. Those which are to be re-exported to Germany, transported through Germany, or in the German bonded store will be handed over by the officials of the French bonded warehouse to the German Customs authorities. The latter will inspect them in the bonded warehouse, suitable accommodation for this purpose being placed at their disposal by the French Customs authorities.

The French Customs authorities may, with the Director's approval, provide an unbonded store for merchants or manufacturers established in the Port of Kehl, on their request, under the provisions of their French Customs regulations. If goods which are stored in such a warehouse are to be dispatched to Germany

entrepôt douanier allemand de marchandises entreposées, il sera procédé comme il est dit ci-dessus pour l'entrepôt réel.

La douane allemande assurera dans la zone A, d'après les dispositions de la législation allemande, l'entrepôt des marchandises destinées à l'Allemagne ou au transit allemand.

Article 22.

Les autorités douanières des deux Etats agiront de concert pour empêcher les fraudes de toutes sortes dans l'ensemble du port de Kehl. Elles se communiqueront respectivement tous renseignements ou documents utiles.

Les deux administrations douanières reconnaîtront mutuellement leurs plombages.

Une entente spéciale interviendra pour régler les modalités de détail du fonctionnement du service des douanes françaises et allemandes dans le port de Kehl.

Article 23.

Si les dispositions de la présente convention donnaient lieu dans leur application à quelques difficultés, les cas en litige seraient, à la demande d'une des deux hautes parties contractantes, soumis à une commission arbitrale mixte. Cette commission comprendrait un délégué de chacun des deux Gouvernements et un tiers arbitre désigné par ces deux délégués, ou en cas de désaccord, par la Commission centrale du Rhin.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée dans un délai d'un mois, les ratifications en seront échangées à Baden-Baden ; elle entrera aussitôt en vigueur.

Fait à BADEN-BADEN, le 1^{er} mars 1920.

RAYMOND BRUGÈRE.

GERHARD KÖPKE.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. DE FOUQUIÈRES.*

or transported through Germany, or sent to a German bonded warehouse, the procedure followed will be that laid down above for bonded warehouses.

The German Customs Service will take measures for the storing in Area A of goods destined for Germany or for transit through Germany, according to the provisions of the German laws governing such cases.

Article 22.

The customs authorities of the two countries will act in concert to prevent frauds of any kind anywhere in the Port of Kehl. They will communicate to each other any necessary information or documents.

The two services will recognise each others Customs-seals. Further details of the operation of the French and German Customs services in the Port of Kehl will be settled by a special Convention.

Article 23.

If the provisions of the Convention constituted by these articles should give rise to any difficulty in their operation, the matter under dispute shall be submitted on the request of either of the High Contracting Parties to a Mixed Arbitral Commission. This Commission will include a representative of each of the two Governments and a third Arbitrator appointed by the two representatives, or in case they cannot agree, by the Central Rhine Commission.

Article 24.

This Convention shall be ratified within an interval of one month. Ratifications will be exchanged at Baden-Baden and the Convention shall then come into force forthwith.

Done at BADEN-BADEN, March 1, 1920.

RAYMOND BRUGÈRE.

GERHARD KÖPKE.

Certified true copy

*The Minister Plenipotentiary,
Chief of the Service of Protocols,
P. DE FOUQUIÈRES.*

No. 31.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Protocole sur l'importation en franchise des produits alsaciens-lorrains, signé à Baden-Baden le 19 mai 1920.

GERMANY AND FRANCE

Protocol concerning the importation free of duty of products of Alsace-Lorraine, signed at Baden-Baden, May 19, 1920.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

NO. 31. — PROTOCOLE SUR L'IMPORTATION EN FRANCHISE DES PRODUITS ALSACIENS-LORRAINS, SIGNÉE A BADEN-BADEN LE 19 MAI 1920.

NO. 31. — PROTOCOL CONCERNING THE IMPORTATION FREE OF DUTY OF PRODUCTS OF ALSACE - LORRAINE, SIGNED AT BADEN - BADEN, MAY 19, 1920.

Texte officiel français communiqué par le Service Français de la Société des Nations et par ²l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 21 octobre 1920.

French official text forwarded by the "Service Français" of the League of Nations and the ²German Ambassador in London, for registration. The registration of this Protocol took place on October 21, 1920.

PROTOCOLE.

PROTOCOL.

En exécution de l'article 68 du Traité de Versailles et sans s'arrêter aux questions juridiques que ces dispositions pourraient à son avis soulever, le Gouvernement allemand laissera entrer en Allemagne toutes les marchandises originaires et en provenance d'Alsace-Lorraine dans la limite des contingents fixés par l'annexe au décret français du 10 janvier 1920 et les y laissera entrer en franchise de tous droits.

En conséquence et pour adapter dans la plus large mesure possible le présent accord aux règlements d'ordre intérieur actuellement en vigueur en Allemagne, les Gouvernements français et allemand reconnaissent que ces marchandises doivent être réparties dans les trois catégories suivantes :

a) Marchandises dont l'importation est libre en Allemagne.

b) Marchandises dont l'importation est prohibée en Allemagne, mais dont la circulation y est libre ou y est soumise à

In fulfilling the provisions of Article 68 of the Treaty of Versailles, the German Government, without regard to the legal problems which, in its opinion, are likely to arise therefrom, will permit the import into Germany, free of all duty, of all products of and exports from Alsace-Lorraine, within the limits of the quantities fixed in the annex of the French Decree of January 10th, 1920.

In order to adapt this convention as far as possible to the trade regulations in force in Germany at the present time, the German and French Governments have agreed that the goods in question be divided into the three following groups :

a) Goods, the import of which into Germany is free.

b) Goods, the import of which into Germany is forbidden, but which circulate freely in Germany or can be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir la note N° 2, page 348.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See note number 2, page 348.

la formalité de la déclaration (Meldepflicht).

c) Marchandises centralisées, limitativement énumérées à l'annexe du présent protocole, annexe qui, en aucun cas, ne pourra être modifiée dans un sens défavorable aux intérêts alsaciens-lorrains avant le délai de six mois sans accord préalable des deux Gouvernements.

Les marchandises de la catégorie A seront admises en Allemagne en franchise de tous droits sur le simple vu d'un certificat d'origine bleu du modèle annexé au décret français du 10 janvier 1920.

Les marchandises de la catégorie B seront admises en Allemagne en franchise de tous droits sur le vu d'un certificat d'origine bleu visé au verso par un bureau spécial allemand installé à Kehl. Les visas de ce bureau devront être accordés sur demandes des autorités françaises automatiquement et sans frais dans un délai de 48 heures, à condition que les contingents n'aient pas été atteints.

Les marchandises de la catégorie C seront admises en Allemagne en franchise de tous droits contre la présentation d'un permis d'importation délivré automatiquement et sans frais par le délégué du Commissaire d'Empire aux importations établi à Cologne. Ces permis devront être délivrés dans un délai maximum de huit jours sur demande des autorités compétentes françaises à condition que les contingents n'aient pas été atteints.

Les autorités allemandes prennent dès maintenant des mesures nécessaires pour que les bureaux de Kehl et de Cologne puissent fonctionner au plus tard le 25 mai.

Il est entendu que les marchandises originaires et de provenance d'Alsace-Lorraine ne seront en aucun cas traitées dans un sens plus défavorable que les marchandises étrangères originaires d'autres pays ou régions.

En ce qui concerne les formalités diverses à remplir le présent accord n'est conclu qu'à titre d'essai pour une période de six mois expirant le 25 novembre 1920.

Fait à BADEN-BADEN, le 19 mai 1920.

RAYMOND BRUGÈRE.
GÉRARD KÖPKE.

dealt in, subject to notification. (Meldepflicht.)

c) Goods dealt with at centres, in so far as enumerated in the annex to this Protocol. It has been agreed that in no case this annex shall be altered to the prejudice of the interests of Alsace-Lorraine before the lapse of six months, without a previous arrangement between the two Governments.

Goods in group A will be admitted into Germany free of all duty, on simple presentation of the blue certificate of origin, a specimen of which is attached to the French Decree of January 10th 1920.

Goods in group B will be admitted into Germany free of all duty, on presentation of a blue certificate of origin, which must be endorsed on the back by a special German Office to be set up at Kehl. This office is bound to grant endorsements without question on the demand of the competent French authorities, within 48 hours and without charge, provided the limits of the quantities are not exceeded.

Goods in Group C will be admitted into Germany free of all duty on presentation of an Import Permit which must be furnished without question within 8 days and without charge, on the demand of the competent French authorities by the representative of the State Commissioner for Import Permits at Cologne, provided the limits of the quantities are not exceeded.

The German authorities will take immediate steps to ensure that the offices in Kehl and Cologne enter upon their duties not later than May 25th, 1920.

It has been agreed that all products of, and exports from Alsace-Lorraine shall in no case be treated less favourably than goods of other countries or districts.

In view of the various formalities which are anticipated, this agreement shall be regarded as provisional for a period of six months, until November 25th, 1920.

BADEN-BADEN, *May 19th*, 1920.

RAYMOND BRUGÈRE.
GERHARD KÖPKE.

LISTE DES MARCHANDISES DE LA
CATÉGORIE C DU PROTOCOLE.

(MARCHANDISES CENTRALISÉES.)

La liste est établie d'après les numéros du tableau annexé au décret français du 10 janvier 1920.

- N^o 4 *a* Filé de lin.
 N^o 4 *b* Filé de jute.
 N^o 4 *c* Tissus de lin.
 N^o 5 Tissus pour usages industriels en lin.
 N^o 18 Céréales.
 N^o 19 Malt (à l'exception de la farine de malt torréfiée ou grillée, N^o 162 *c* de la nomenclature statistique qui appartient à la catégorie B *a*).
 Ex-N^o 20 Vesces (N^o 12 *c* de la nomenclature statistique) (les pois y compris le genre dit « Peluschken », les fèves, y compris les vesces comestibles et les lentilles, de même que tous les produits et déchets de ces marchandises, appartiennent, conformément à l'ordonnance du 3 septembre 1919, Reichsgesetzblatt, p. 1516, à la catégorie A).
 Les autres légumes secs des N^{os} 11 *a*, à 12 *b* de la nomenclature statistique appartiennent à la catégorie B *a*.
 N^o 21 Fruits oléagineux et semences.
 N^o 22 Tubercules, racines, plantes potagères et choucroute.
 N^o 23 Fourrages.
 N^o 26 Noix et autres fruits.
 Ex-N^o 29 Opium (N^o 60 *a* de la nomenclature statistique).
 N^o 33 Bétail (races bovine, ovine, caprine, porcine), volaille (oies, poules de toutes sortes, canards, pigeons, dindons) (N^{os} 107 *a-c* de la nomenclature statistique). Les autres volailles appartiennent à la catégorie B *a*.

GOODS UNDER GROUP C OF THIS
PROTOCOL(SUMMARY OF WHOLESALE GOODS
THAT ARE DEALT WITH AT CENTRES.)

This list is based on the numbers of the schedule submitted.

- No. 4 *a*. Linen yarn.
 No. 4 *b*. Jute yarn.
 No. 4 *c*. Textiles (linen).
 No. 5 Textiles for industrial purposes (linen).
 No. 18 Cereals.
 No. 19 Malt (except burnt and roasted malt flour).
 (No. 162 *c* of the statistical list belonging to Category B. *a*.)
 Out of 20 Vetches (12. *c* of the statistical list), Peas (inclusive of the kind called " Peluschken "), Beans (inclusive of Mazagan vetches and Lentils, all products and waste products of which belong to Group A under the decree of the State Legal Gazette of September 3rd, 1919—page 1516.)
 All other podded grains of Nos. 11 *a* and 12 *b* of the statistical list come under category B. *a*.
 No. 21 Fruits containing oil and seeds.
 No. 22 Tubers, roots, pot herbs as well as pickled cabbage.
 No. 23 Fodder.
 No. 26 Nuts and other fruits.
 Out of 29 Opium (No. 60 *a* of the statistical list).
 No. 33 Cattle (oxen, sheep, goats, pigs), as well as poultry (geese, chickens of all kinds, ducks, pigeons, turkeys, all under No. 107 *a-c* of the statistical list). All other poultry come under Category B. *a*.

- | | | | |
|----------|---|-----------|---|
| Ex-N° 34 | Viande de bœuf (veau) fraîche ou préparée simplement, viande de porc fraîche préparée simplement, y compris les parties appelées Herzschläge, jambon-cuisse et jambon-épaule, salé et fumé, viande de mouton fraîche ou préparée simplement, sangliers, lapins, viandes fraîches préparées finement, y compris les viandes de conserves en boîtes hermétiquement fermées (N ^{os} 108 a-g de la nomenclature statistique).
Lard de porc frais ou préparé simplement, lard de paprika (N° 109 de la nomenclature statistique).
Poitrines d'oies, cuisses d'oies, foies d'oies (N° 110 a de la nomenclature statistique).
Oies, poules, canards, pigeons, dindes mortes et découpées, lardées ou préparées autrement, les entrailles comestibles de ces animaux (N° 110 b de la nomenclature statistique).
Gibier à poils, mort et découpé, lardé ou préparé autrement, entrailles comestibles de gibier à poils (N° 110 de la nomenclature statistique).
Gibier à plumes, mort et découpé, lardé ou préparé autrement, entrailles comestibles de gibier à plumes (N° 112 de la nomenclature statistique).
Extrait de viande et cubes de bouillon, bouillon liquide ou condensé, peptone de viande (N° 113 de la nomenclature statistique). | Out of 34 | Beef (and veal) fresh or simply prepared; Pork, fresh or simply prepared, also parts known as "Herzschläge", pork-hams (fore and hindquarters) pickled and smoked, Mutton, fresh or simply prepared, wild boars, rabbits, meat carefully prepared for consumption, also such meat as is contained in hermetically sealed tins (No. 108 a-g of the statistical list), bacon fresh or simply prepared, and lard seasoned with "paprika" (No. 109 of the statistical list). The breasts, legs and livers of geese (No. 110 a of the statistical list).

Geese, poultry, ducks, pigeons, turkeys which have been killed and cut up or larded or otherwise prepared, and also the edible offal of these animals (No. 110 a of the statistical list).
Ground game, dead and cut up, larded or otherwise prepared, the edible offal of ground game (No. 110 of the statistical list).
Winged game, dead and cut up, larded or otherwise prepared and the edible offal of winged game (No. 112 of the statistical list).

Extract of meat and extract of meat in tabloid form, liquid or solidified beef-tea or peptonised beef-tea (No. 113 of the statistical list).
Sausages made of the meat of cattle, winged fowls, or game (meat sausages) (No. 114 of the statistical list).
Otherwise meat and dressed meat falls under Category B. a. |
| N° 35 | Poissons et œufs de poissons. | No. 35 | Fish and fish roe. |
| N° 36 | Graisses animales. | No. 36 | Animal fats. |
| N° 37 | Lait (excepté le lait frais), beurre, fromage. | No. 37 | Milk, butter and cheese with the exception of fresh milk which comes under category B. a. |
| Ex-N° 38 | Oeufs (N° 136 de la nomenclature statistique). | Out of 38 | Eggs (No. 136 of the statistical list). |
| Ex-N° 42 | Colle brute, os, tenons d'os, sabots, griffes, aussi coupés en morceaux, transversalement pour usage de | Out of 42 | Furrier's waste (No. 153 a of the statistical list), bones, ligaments, hoofs, claws, also such as |

- taille (N^o 156 *b* de la nomenclature statistique).
- Os, aussi coupés en morceaux transversalement, tenons d'os, sabots, griffes, non destinées à être taillées, bruts, aussi dégraissés (N^o 156 *f* de la nomenclature statistique).
- Boyaux et estomacs de bétail frais, séchés, aussi salés, pas pour usage comestible, vessies animales, à l'exception de la colle de poisson, fraîches ou salées, aussi condensées sans contenance d'alcool (N^o 157 *a* de la nomenclature statistique) y compris le sang d'animaux abattus, liquide ou séché, tendons de bétail aussi séchés (N^o 161 de la nomenclature statistique).
- Ex-N^o 43 Farine rôtie ou grillée, farine de seigle, farine de blé, farine d'avoine, d'orge et d'autres céréales ; de malt à l'exception de la farine de malt torréfiée ou grillée (N^o 162 *a-c* de la nomenclature statistique). En outre, à l'exception de la farine de riz et de la farine de légumineux qui appartiennent à la catégorie B *a* ou A. (N^o 162 *c* de la nomenclature statistique), l'orge mondé, semoule, gruau de céréales. (N^o 164 de la nomenclature statistique) autres produits de meunerie de céréales (aussi passés au cylindre) (N^o 165 de la nomenclature statistique.)
- N^o 44 Graisses, huiles, graisses végétales, oléine.
- N^o 45 Sucre de toutes sortes.
- N^o 47 Eau-de-vie de toutes sortes, à l'exception du rhum, arrak, cognac, liqueurs et de l'eau-de-vie qui est fabriquée exclusivement avec des fruits, des baies, du vin, de la lie, du moût, des racines ou des résidus de ces matières. (Les marchandises exceptées appartiennent à la catégorie B *a*.)
- Ex-N^o 51 Levure séchée comme fourrage de bétail (N^o 189 de la nomenclature statistique).
- Ex-N^o 53 Masses de remplissage et résidus de sucre (sirop, mélasse) jus de betterave, fourrage à base de mé-
- are cut diagonally into single pieces, for cutting purposes (No. 156 *b* of the statistical list).
- Bones, also when cut diagonally into single pieces, ligaments (Horn-peddig), hoofs, claws, for purposes other than for cutting, whether raw or deprived of fat (No. 156 *f* of the statistical list).
- The guts and stomachs of cattle, fresh or dried, also when salted, but not when edible ; animal bladders, with the exception of the sturgeon's, fresh or dried ; rennet, also when condensed but not when containing alcohol (No. 157 *a* of the statistical list) ; also blood of butchered cattle, whether liquid or dried ; animal sinews, also when dried (No. 161 of the statistical list).
- Out of 43 Flour, also when burnt or roasted, flour derived from rye, wheat, oats, barley and other cereals ; flour derived from Malt, with the exception of flour made of burnt or roasted Malt-flour (No. 162 *a-c* of the statistical list). The exceptions are rice-flour, and flour derived from podded grains, which come under B. *a* or A. (No. 162 *c* of the statistical list) pot-barley and grits or groats from cereals (No. 164 of the statistical list). Other millers products derived from cereals (also when ground) (No. 165 in the statistical list).
- No. 44 Fats, oils, vegetable fats as well as "Olein".
- No. 46 Sugar of all kinds.
- No. 47 Spirits of all kinds, except Rum, Arac, Brandy, liqueurs and such spirits as are exclusively distilled from fruit, berries, wine, yeast, must, roots or their by-products. These come under Category B. *a*.
- No. 51 Dried yeast as used for cattle-fodder (No. 189 of the statistical list).
- No. 55 "Fullmassen" and foot - sugar (syrop and melasses). Beetjuice, black sugar and molasses (Me-

- lasse (N^o 176 *n* de la nomenclature statistique).
 Son, son de noisette de terre y compris son de maïs comprimé (gâteau de maïs) exclusivement pour fourrage de bétail.
 La farine de riz pour fourrage est libre à l'importation comme le riz (catégorie A). La farine de riz, par contre, est soumise à une autorisation d'importation (catégorie B *a*) (N^o 192 *a* de la nomenclature statistique).
 Résidus solides de la fabrication d'huiles grasses aussi moulus ou sous forme de gâteau (tourteaux) (N^o 193 de la nomenclature statistique).
 Résidus de la fabrication d'amidon exclusivement pour fourrages, rinçures d'eau-de-vie (vinasse), rinçure, aussi rinçure de mélasse séchée (N^o 194 de la nomenclature statistique).
 Tranches de betteraves lavées, aussi comprimées (N^o 195 de la nomenclature statistique).
 Marcs de céréales et de bière séchée, germes de malt (N^o 197 de la nomenclature statistique).
- N^o 57 Margarine, graisses, comestibles, végétales ou artificielles.
- N^o 59 Conserves alimentaires et produits spéciaux pour la table.
- Ex-N^o 60 Feuilles de tabac non préparées ou seulement fermentées ou fumées, aussi en fagots, faisceaux ou coupées (tabac brut) et déchets de ces produits (N^o 29 de la nomenclature statistique).
- Ex-N^o 60 Feuilles de tabac préparées (écôtées entièrement ou partiellement, aussi traitées avec sauce de tabac mouillées, etc.
 Déchets de feuilles de tabac préparées et déchets de produits de tabac, aussi mélangés avec déchets de tabac brut (Scraps) (N^o 220 *a* de la nomenclature statistique).
 Côtes de tabacs, tiges aussi traitées avec sauces de tabac (mouillées) (N^o 220 *b* de la nomenclature statistique).
- Ex-N^o 63 Combustibles minéraux solides.
- N^o 64 Huiles minérales.
- lassekraft-futter) (No. 176 *n* of the statistical list).
 Bran, bran made of earth-nuts, also bran made of maize (i. e. corn cake) when used exclusively as cattle-fodder (rice-flour as *jodder*, like rice itself, can be imported free under Group A) (rice-flour, however, is subject to Import permits—Category B. *a*) (No. 192 *a* of the statistical list.)
- By-products of a stable nature derived from the production of fatty oils, also when ground, or in form of cake (oil cake) (No. 193 of the statistical list). By-products of starch production when used exclusively for cattle-fodder, and distiller's wash (residual liquid and dried beet molasses) (No. 194 of the statistical list) Lixiviated segments of sugar-beet, also when pressed (No. 195 of the statistical list).
- Dried cereal and hop-husks, malt sprouts (No. 197 of the statistical list).
- No. 57 Margarine, vegetable food-fats or their substitutes.
- No. 59 Conserved edibles and special table-products.
- No. 60 Tobacco leaves, either in a natural state or only cured (fermented or dried in smoke), also when in bunches, packets or cocoons (raw tobacco) and any waste products thereof (No. 29 of the statistical list).
 Tobacco leaves already treated (wholly or partially stripped, or treated with tobacco juice (pickled) etc. Waste products of tobacco leaves and tobacco products, and these when mixed with the waste products of raw tobacco (scraps), (No. 220 *a* of the statistical list). Tobacco rib and stalks, and also when treated with tobacco juice (pickled) (No. 220 *b* of the statistical list).
- No. 63 Stable mineral combustibles.
- No. 64 Mineral oil.

N° 67	Stéarine, paraffine, bougies, produits de stéarine.	No. 67	Stearine, paraffin and candles, and products of stearine.
N° 68	Savons de toutes sortes.	No. 68	Soaps of all kinds.
N° 69	Glycérine (lessives basses), vaseline; lanoline et produits similaires.	No. 69	Glycerine, Lessives basses, Vaseline, Lanoline and similar products.
Ex-N° 71	Soufre, pyrites de toutes sortes (N° 270 de la nomenclature statistique). Galène fausse (N° 237 de la nomenclature statistique). Acide sulfureux (N° 317 a de la nomenclature statistique). Acide sulfurique (N° 273 de la nomenclature statistique). Sulfate de natrium (soude) (N° 294 de la nomenclature statistique). Chlore à l'état liquide ou gazeux (N° 379 b de la nomenclature statistique). Chlore calcaire (N° 292 de la nomenclature statistique). Chlorure de chaux (N° 292 de la nomenclature statistique). Acide chlorique et sels superchlorides (N° 293 de la nomenclature statistique). Alcalis caustiques et soude (N° 287 de la nomenclature statistique). Soude caustique, potasse caustique (N° 289 de la nomenclature statistique). Carbonate de potasse (N° 290 de la nomenclature statistique). Les autres marchandises appartiennent à la catégorie B a.	Out of 71	Sulphur, sulphur-ore of all kinds (No. 270 of the statistical list). Sulphide of zinc (No. 237 c of the statistical list). Sulphurous acid (No. 317 a of the statistical list). Sulphuric acid (No. 273 of the statistical list). Sodium sulphate (No. 294 of the statistical list). Chlorine in the form of liquid or gas (No. 379 b of the statistical list). Chloride of lime (No. 292 of the statistical list). Solutions of chlorous acids and their salts (No. 292 of the statistical list). Chloric acid and chlorate salts (No. 293 of the statistical list). Caustic lye, and soda (No. 287 of the statistical list). Caustic hydrate of soda and caustic potash (No. 289 of the statistical list). Potash (No. 290 of the statistical list). Otherwise B. a.
Ex-N° 72	Sels de potasse (les autres marchandises appartiennent à la catégorie B a).	Out of 72	Potassic salts. Otherwise B. a.
Ex-N° 74	Vernis (les autres marchandises appartiennent à la catégorie B a).	Out of 74	Varnish. Otherwise B. a.
Ex-N° 75	Esprit-de-vin (les autres marchandises appartiennent à la catégorie B a).	Out of 75	Spirits of Wine. Otherwise B. a.
Ex-N° 76	Sulfate d'ammoniaque, azotate de chaux, autres engrais anorganiques azotés, superphosphates, guano brut et ouvré, poudre d'os (non dépourvue de colle, étuvée et dépourvue de colle), les marchandises dénommées: « Stampmehl » et « Trommelmehl », poudre de poisson pour engrais, poudres de viande pour engrais, poudre d'os, poudre de viande et d'os, poudre de cha	Out of 76	Sulphate of ammonia, calcium nitrate and other nitrogenous inorganic manures, superphosphates, guano (raw or in solution), bone-dust (calcined, steamed and decalcined), grits, milled chemical products, milled fish debris, milled animal debris, bone-meal, carrion-meal, other manures of organic extraction, "Thomas" phosphate meal. (See the State

	rogne, autres engrais d'origine organique, poudre de phosphate Thomas (voir publication du 28 janvier 1916, Reichsgesetzblatt, p. 67).		Legal Gazette, January 28th, 1916, page 67.)
	Les autres marchandises appartiennent à la catégorie B a.		Other goods come under Category B. a.
Ex-N° 78	Colle. La gélatine appartient à la catégorie B b et les articles de gélatine appartiennent à la catégorie B a.	Out of 78	Lime. Gelatine comes under B. b, and gelatinous goods under B. a.
Ex-N° 79	Alcaloïdes et cocaïne (N° 380 b de la nomenclature statistique).	Out of 79	Alkaloids and cocaine (No. 380 b of the statistical list).
Ex-N° 84	Oreillons (N° 153 s de la nomenclature statistique. Voir publication du 26 mars 1920 (Reichsgesetzblatt), p. 418, paragraphe 7).	Out of 84	Furrier's waste (No 153 s of the statistical list). Compare State Legal Gazette of March 26th, 1920, page 418, paragraph 7.
Ex-N° 93	Papier d'impression non teint ou teint dans la masse (N° 655 a de la nomenclature statistique).	Out of 93	Printing paper, uncoloured or coloured in pulp (No 655 a of the statistical list).
Ex-N° 97	Briques, briques réfractaires, tuiles.	Out of 97	Bricks, fire-proof tiles, and tiles for roofing.

Copie certifiée conforme.

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

P. DE FOUQUIÈRES.

Certified true copy.

*The Minister Plenipotentiary,
Chief of the Service of Protocols:*

P. DE FOUQUIÈRES.

No. 32.

FRANCE ET PORTUGAL

Convention entre la France et le Portugal relative à l'importation de certains produits et marchandises prohibés, signée à Paris le 8 juin 1920.

FRANCE AND PORTUGAL

Convention between France and Portugal concerning the import of certain prohibited products and goods, signed at Paris, June 8, 1920.

¹TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 32. — CONVENTION RELATIVE A L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS ET MARCHANDISES PROHIBÉS, SIGNÉE A PARIS LE 8 JUIN 1920.

No. 32. — CONVENTION CONCERNING THE IMPORT OF CERTAIN PROHIBITED PRODUCTS AND GOODS, SIGNED AT PARIS, JUNE 8, 1920.

Texte officiel français communiqué par le Service Français de la Société des Nations aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 octobre 1920.

French official text forwarded by the "Service Français" of the League of Nations for registration. The registration of this convention took place on October 21, 1920.

Avec l'approbation du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre du Commerce a conclu avec le Gouvernement du Portugal l'accord ci-après :

With the approval of the President of the Council, Minister of Foreign Affairs, the Minister of Commerce has concluded the following agreement with the Government of Portugal :

A l'effet de résoudre les difficultés résultant pour le commerce de leurs nationaux de l'application des prohibitions d'entrée ou toutes autres mesures restrictives, le Gouvernement français et le Gouvernement portugais, en attendant la conclusion de la convention de commerce dont ils ont dès à présent arrêté les principes, s'accordent à appliquer, chacun en ce qui le concerne, les mesures ci-après :

With a view to overcoming the difficulties which are experienced by their respective nationals in their commercial dealings, owing to the application of import prohibitions or of restrictive measures of any other kind, and pending the conclusion of the commercial convention, the principles of which have already been agreed upon, the French and Portuguese Governments hereby agree to put in practice the following measures so far these may respectively concern them :

1^o Le Gouvernement français autorisera dès à présent, et jusqu'à la date du 1^{er} août 1920, l'importation d'un contingent de 5000 hectolitres de vins de Porto et de Madère. Ces importations seront accordées par priorité aux marchandises déjà entreposées en France, à l'exclusion de celles qui y sont parvenues sans licence régulière, ainsi qu'aux missions françaises ou portugaises établies en France et spécialisées dans le commerce des vins de Porto et de Madère d'origine.

1^o The French Government shall authorise as from to-day and up to August, 1920, the importation of a quota of 5000 hectolitres of Port wine and Madeira wine. For the purpose of this import priority will be given to consignments already bonded in France (to the exclusion of consignments which have entered the country without a regular licence) and to French or Portuguese firms established in France which make a speciality of wines from Oporto and Madeira.

2^o Le Gouvernement portugais admettra à l'importation avant la date du 1^{er} août 1920 tous les produits et marchandises originaires ou en provenance de France qui, en vertu des prohibitions d'entrée, de mesures relatives à

2^o The Portuguese Government shall until August 1st, 1920 (exclusive) allow importation of products and merchandise originating in or coming from France which, as a result of import prohibitions, or of regulations affecting

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

'exportation des capitaux ou du change de réglementations afférentes au dédouanement, à la mise en circulation ou à la consommation, se trouvaient retenus dans les entrepôts ou à la frontière portugaise, à la date du 1^{er} juin 1920, ainsi que de tous les produits ou marchandises livrables en vertu de contrats conclus avant le décret portugais du 14 février 1920, relatif à la prohibition ou au contingentement de certaines marchandises.

PARIS, le 8 juin 1920.

Pour le Gouvernement Français :
AUG. ISAAC.

Pour le Gouvernement Portugais :
XAVIER DA SILVA.

Certifié conforme :

*Le Directeur
des Accords Commerciaux et
de l'Information Economique,*

(Signé) D. SERRUYS.

the export of stocks, or of alterations in the regulations for removing goods from the control of the customs—either with a view to their transport or consumption—may be detained in the customs-warehouses or at the Portuguese frontier on June 1st 1920 ; and also of all the products or merchandise which are due to be delivered according to contracts made prior to the Portuguese decree of February 14th 1920, concerning the prohibition or rationing (*contingentement*) of certain merchandise.

PARIS, June 8, 1920.

For the French Government :
AUG. ISAAC.

For the Portuguese Government :
XAVIER DA SILVA.

Certified true copy :

*Director of commercial agreements
and of economic information,*

(Signé) D. SERRUYS.

No. 33.

FRANCE ET ITALIE

Echange de lettres entre la France
et l'Italie au sujet du tarif télégra-
phique, les 11 et 12 septembre
1920.

FRANCE AND ITALY

Exchange of letters between France
and Italy concerning the tele-
graphic rates, September 11 and
12, 1920.

No. 33. — ÉCHANGE DE LETTRES
AU SUJET DU TARIF TÉLÉ-
GRAPHIQUE, DES 11 ET 12 SEP-
TEMBRE 1920.

No. 33. — EXCHANGE OF LET-
TERS CONCERNING THE TEL-
EGRAPHIC RATES OF SEP-
TEMBER 11 AND 12, 1920.

*Textes officiels français et italien communiqués
par le Service Français de la Société des Nations
aux fins d'enregistrement. L'enregistrement de
cet échange de lettres a eu lieu le 21 octobre
1920.*

*French and Italian official texts forwarded by the
"Service Français" of the League of Nations
for registration. The registration of this ex-
change of letters took place on October 21, 1920.*

TEXTE ITALIEN — ITALIAN TEXT.

11 Settembre 1920.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con riferimento alla nota verbale di codesta Ambasciata in data 21 Luglio u. s. ho l'onore di far conoscere che il Regio Governo Italiano conviene col Governo della Repubblica francese di applicare, con effetto dal 1^o Settembre 1920, nelle relazioni telegrafiche franco-italiane la tassa, risultante dal Regolamento internazionale in vigore, di centesimi 18 per parola, in luogo di quella speciale di centesimi 17 1/2 stabilita dalla convenzione¹ 24 Febbraio 27 Maggio 1909.

Prego V. E. di volermi fare conoscere l'adesione del Governo francese a quanto è sopra esposto affinché risulti l'accordo dei due Governi per la modificazione così stabilita.

Gradisca, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

(Signé) SFORZA.

All'Ambasciatore di Francia
S. E. BARRÈRE,
ROMA.

²TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

11 Septembre 1920.

September 11, 1920.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la note verbale de l'Ambassade de la République Française, en date du 21 juillet dernier, j'ai l'honneur de porter à la connais-

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note verbale of July 21st, I have the honour to inform you that the Royal Italian Government has under-

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ British and Foreign State Papers. Vol. 102. 1908-1909, page 164.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

sance de Votre Excellence que le Gouvernement Royal Italien est d'accord avec le Gouvernement de la République Française pour appliquer, à partir du 1^{er} septembre 1920, dans les relations télégraphiques franco-italiennes, la taxe de 18 centimes par mot, fixée par le Règlement international en vigueur, au lieu de la taxe spéciale de 17 centimes $\frac{1}{2}$ établie par la Convention des 24 février et 27 mai 1909.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître l'adhésion du Gouvernement Français aux dispositions sus-énoncées, afin de fixer l'accord des deux Gouvernements sur les modifications ainsi arrêtées.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) SFORZA.

A Son Excellence M. BARRÈRE,
Ambassadeur de France
ROME.

TEXTE FRANÇAIS — FRENCH TEXT.

ROME, le 12 Septembre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date d'hier, et je m'empresse de lui confirmer, par la présente communication, que le Gouvernement Français est d'accord avec le Gouvernement Royal pour fixer, depuis le 1^{er} septembre 1920, dans les relations télégraphiques franco-italiennes, à 18 centimes, au lieu de 17 centimes $\frac{1}{2}$, la taxe par mot prévue par l'article 1 de la Convention du 24 février-27 mai 1909.

(Signé) CHARLES ROUX.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :
(Signé) FOUQUIÈRES.

Son Excellence
Le Comte SFORZA,
Ministre Royal des Affaires Etrangères.

taken, in agreement with the Government of the French Republic, to apply, from September, 1, 1920, in Franco-Italian telegraphic communications a rate of 18 centesimi per word, in accordance with the International Regulations at present in force; this rate shall replace the special rate of 17 $\frac{1}{2}$ centesimi established by the Convention of February 24, May 27, 1909.

I beg your Excellency to be so good as to inform me of the consent of the French Government to the above arrangement, in order that the two Governments may act in concert regarding the changes thus introduced.

I have the honour to be, etc...

(Signed) SFORZA.

His Excellency
M. BARRÈRE,
French Ambassador
ROME.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

ROME, September 12th, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of yesterday's date, and I now hasten to confirm the consent of the French Government to the Royal Government's proposal to fix a rate for Franco-Italian telegraphic communications of 18 centimes per word, with effect from September 1st, 1920, instead of the rate of 17 $\frac{1}{2}$ centimes, provided for by Article 1 of the Convention of February 24, May 27, 1909.

(Signed) CHARLES ROUX.

Certified true Copy :

The Minister Plenipotentiary,
Head of the Service of Protocols.
(Signed) FOUQUIÈRES.

His Excellency
Count SFORZA,
Royal Minister for Foreign Affairs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ANNEXE.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

Par suite des diverses dénonciations dont a été l'objet la Convention Internationale relative au Régime des Sucres du 5 mars 1902, l'Union Internationale constituée par cette Convention a cessé d'exister à partir du 1^{er} septembre 1920.

(¹ Moniteur belge, Journal Officiel du 6-7 septembre 1920.)

Voir volume I, septembre 1920, No. I, page 73.

ANNEX.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATIONS, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

As a result of the various denunciations of the International Sugar Convention of March 5th, 1902, the International Union set up by this Convention has ceased to exist as from September 1st, 1920.

(¹ Moniteur Belge, Official Journal, of September 6-7, 1920.

See volume I, September 1920, No. I, page 73.

² No. 15. — CONVENTION DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886), POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SIGNÉE A BERLIN LE 13 NOVEMBRE 1908.

Les données suivantes sont à ajouter à la Convention sus-mentionnée, publiée au volume I, No. 3 de ce Recueil (page 217 et suivantes).

RATIFICATIONS.

La ratification du Danemark, déposée le 28 juin 1912, a produit ses effets le 1^{er} juillet 1912 (sous la réserve indiquée à la page 242).

La ratification de l'Italie, déposée le 23 septembre 1914, a produit ses effets le 23 décembre 1914 (sous les deux réserves indiquées à la page 242).

¹ Communiqué par l'Ambassadeur de Belgique à Londres.

² Les numéros correspondent à ceux du « Recueil des Traités ».

² No. 15. — INTERNATIONAL CONVENTION RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886, ETC. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908.

The following notes are to be added to the above-mentioned Convention, published in Volume I, No. 3 of this Series (page 217 ff).

RATIFICATIONS.

The ratification of Denmark, deposited on June 28, 1912, came into force on July 1st, 1912 (with the reservation mentioned on page 242).

The ratification of Italy, deposited on September 23, 1914, came into force on December 23, 1914 (with the two reservations mentioned on page 242.)

¹ Communicated by the Belgian Ambassador in London.

² The numbers correspond with those in the « Treaty Series ».

ACCESSIONS

PAYS-BAS (sous les deux réserves indiquées à la page 242).

Pour la partie européenne du Royaume, le 1^{er} novembre 1912.

Pour les Indes néerlandaises, Curaçao et Surinam, le 1^{er} avril 1913.

MAROC. Territoire du Protectorat français (sans réserve), 16 juin 1917.

POLOGNE (sans réserve), 28 janvier 1920.

UNION SUD-AFRICAINE (sous la réserve suivante) :

²British Legation, BERNE,

April 28, 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour to refer to the declaration made to Your Excellency's predecessor in the note from His Britannic Majesty's Chargé d'affaires at Berne on the 14th of June 1912 depositing the ratification of the revised Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, signed at Berlin on the 13th November 1908 and, acting on the instructions of my Government, to notify to Your Excellency the accession of the Union of South Africa to that Convention as completed by the Additional Protocol signed at Berne on the 20th of March, 1914, subject to the following reservation :—

“ In pursuance of Article 27 of the above-mentioned Convention, it is declared that as regards the application of the Convention to works which at the time of its coming into force have not yet fallen into the public domain in their country of origin, the Government of the Union of South Africa, in lieu of acceding to Article 18 of the Convention, shall be bound by Article 14 of the ³Convention signed at Berne on the 9th September, 1886, and by paragraph 4 of the Final Protocol of that Convention of the same date, as amended by the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Communicated for registration by His Britannic Majesty's Foreign Office.

³ British and Foreign State Papers, vol. 77, 1885-1886, page 22.

ACCESSIONS

The NETHERLANDS. (With the two reservations mentioned on page 242.)

For the European part of the Kingdom, on 1st November, 1912.

For the Dutch Indies, Curaçao and Surinam, on 1st April, 1913.

MOROCCO. French Protectorate Territory (without reservation), on June 16, 1917.

POLAND (without reservation) on January 28, 1920.

UNION OF SOUTH AFRICA (with the following reservation).

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

²Légation Britannique, BERNE.

Le 28 avril 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration faite au prédécesseur de Votre Excellence dans la note, en date du 14 juin 1912, du Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique à Berne, lors du dépôt de la ratification sur la Convention de Berne révisée, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin, le 13 novembre 1908. Agissant conformément aux instructions de mon Gouvernement, je me permets de notifier à Votre Excellence l'adhésion de l'Union Sud-Africaine à cette Convention, complétée par le Protocole additionnel signé à Berne le 20 mars 1914, sous la réserve suivante :

« Conformément à l'article 27 de la Convention mentionnée ci-dessus, déclaration est faite qu'en ce qui concerne l'application de la Convention à des œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne seront pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, au lieu d'adhérer à l'article 18 de la Convention, restera lié par l'article 14 de la ³Convention signée à Berne le 9 septembre 1886, et par le paragraphe 4 du Protocole de clôture de cette Convention portant la même date, amendé par

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Communiqué aux fins d'enregistrement par le Ministère des Affaires Etrangères de S. M. Britannique.

³ De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. XII, page 173.

¹ Additional Act of Paris dated the 4th May, 1896. ”

My Government have further instructed me to inform Your Excellency that this accession is to be regarded as having effect from the 1st May, 1920.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Président, the assurance of my highest consideration.

(Signed) THEO. RUSSELL.

Son Excellence
Monsieur G. MOTTA,
Président de la
Confédération Suisse.
BERNE.

Compared with the original and certified to be a true copy.

Berne, 18th August 1920.

Thomas M. SNOW,
Secretary of H. M. Legation.

AUTRICHE (sans réserve), 1^{er} octobre 1920

¹ L'Acte additionnel de Paris en date du 4 mai 1896. »

Mon Gouvernement m'a également chargé d'informer Votre Excellence que cette adhésion doit être considérée comme prenant effet à partir du 1^{er} mai 1920.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) THEO. RUSSELL.

Son Excellence
Monsieur G. MOTTA,
Président de la
Confédération Suisse,
BERNE.

Collationné et pour copie conforme,

Berne, le 18 août 1920.

Thomas M. SNOW,
Secrétaire de la Légation de S. M.

AUSTRIA (without reservation), 1st October 1920.

ERRATA

Volume I.

Ligne 11, page 200 du N^o 2, lire : « *Belgique et le Congo Belge* ».

Ligne 33, page 242 du N^o 3, lire : « *Portugal et les Colonies portugaises, le 29 mars 1911* ».

Ligne 34, page 242 du N^o 3, lire : « *Grèce, le 9 novembre 1920* ». Les trois réserves y mentionnées ne se rapportent qu'à la Grèce.

Page 248 : Les simples accessions sont également comprises sous la rubrique RATIFICATIONS. C'est le cas de l'Autriche, du Maroc et de la Pologne.

Ligne 11, page 248 du N^o 3 : On entend ici par Maroc le Territoire du Protectorat français.

Vol. I.

Line 11, Page 200, of No. 2, Read : “ *Belgique et le Congo Belge* ”.

Line 33, Page 242, of No. 3, Read : “ *Portugal and the Portuguese Colonies, March 29, 1911* ”.

Line 34, Page 242, of No. 3 : Read “ *Greece, November 9, 1920* ”. The three reservations mentioned there only apply to Greece.

Page 248 : The simple accessions are also comprised under the heading “ RATIFICATIONS ”. This applies to Austria, Morocco and Poland.

Line 11, Page 248, of No. 3 : Morocco here means the territory of the French Protectorate.

¹ De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. XXIV, page 758.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 88, 1895-1896, page 36.

N° 34.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, JAPON, etc.

Traité de paix entre les Puissances
alliées et associées et l'Allemagne,
et Protocole signés à Versailles le
28 juin 1919.

UNITED STATES OF
AMERICA, BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY, JAPAN, etc.

Treaty of peace between the Allied
and Associated Powers and Ger-
many, with Protocol signed at
Versailles June 28, 1919.

N° 35.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE
ET FRANCE**

**Arrangement concernant l'occupation
militaire des territoires rhénans,
signé à Versailles le 28 juin 1919.**

**UNITED STATES
OF AMERICA, BELGIUM,
BRITISH EMPIRE AND
FRANCE**

**Agreement with regard to the mili-
tary occupation of the territories
of the Rhine, signed at Versailles
June 28, 1919.**

N° 36.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, JAPON
ET POLOGNE

Traité signé à Versailles le 28 juin
1919.

UNITED STATES OF
AMERICA, BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY, JAPAN
AND POLAND

Treaty signed at Versailles, June 28,
1919.

N° 37.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, JAPON, etc.

Traité de Paix entre les Puissances
alliées et associées et l'Autriche,
Protocole, déclaration et déclara-
tion particulière, signés à St. Ger-
main-en-Laye, le 10 septembre
1919.

UNITED STATES OF AMERICA,
BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY, JAPAN, etc.

Treaty of Peace between the Allied
and Associates Powers and Aus-
tria, Protocol, Declaration and
special Declaration, signed at St.
Germain-en-Laye, September 10,
1919.

N° 38.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, JAPON
ET TCHÉCO-SLOVAQUIE

Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Théco-Slovaquie, signé à St. Germain - en - Laye, le 10 septembre 1919.

UNITED STATES OF AMERICA,
BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY, JAPAN
AND CZECHO-SLOVAKIA

Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Czecho - Slovakia, signed at St. Germain-en-Laye, September 10, 1919.

N° 39.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, JAPON
ET ÉTAT SERBE-CROATE-
SLOVÈNE

Traité entre les Principales Pui-
sances alliées et associées et l'Etat
Serbe-Croate-Slovène, signé à St.
Germain-en-Laye, le 10 septembre
1919.

UNITED STATES OF AMERICA,
BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY, JAPAN
AND THE SERB-CROAT-
SLOVENE STATE

Treaty between the Principal Al-
lied and Associated Powers and
the Serb - Croat - Slovene State,
signed at St. Germain - en - Laye,
September 10, 1919.

1

N° 40.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, JAPON, etc.

Traité de Paix entre les Puissances
alliées et associées et la Bulgarie,
et Protocole, signé à Neuilly-sur-
Seine, le 27 novembre 1919.

UNITED STATES OF AMERICA,
BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY, JAPAN, etc.

Treaty of Peace between the Al-
lied and Associated Powers and
Bulgaria, and Protocol, signed at
Neuilly-sur-Seine, November 27,
1919.

